MÉMOIRES DE
JULES HUMBERT-DROZ

DE LÉNINE À STALINE

DIX ANS AU SERVICE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE 1921-1931

A LA BACONNIÈRE NEUCHATEL

DE LÉNINE À STALINE

1921-1931

Du même auteur :

Le Christianisme et le Socialisme, thèse de licence de théologie, La Chaux-de-Fonds, 1914

Guerre à la Guerre – A bas l'Armée, plaidoirie devant le tribunal militaire, La Chaux-de-Fonds, 1916 (traduit en hollandais)

Que veut le Parti communiste suisse? Zurich, 1937 (traduit en allemand)

De la Fausse Théorie au Crime, Zurich, 1937 (traduit en allemand)

Mottapolitik? Nein! Zurich, 1938

Au Service de l'Etranger? Zurich, 1937 (traduit en allemand)

La Suisse en Danger! Comment la défendons-nous? Zurich, 1939 (traduit en allemand)

Der Freiheitskampf Finnlands – Tatsachen und Dokumente, Zurich, 1940

Que sera l'Après-Guerre? Zurich, 1945 (traduit en hongrois)

La Lutte pour les Vacances ouvrières en Suisse, Zurich, 1949 (traduit en allemand)

Le Tournant de la Politique russe après la Mort de Staline, La Chaux-de-Fonds, 1956

Non pas ça! Pas d'Armes atomiques en Suisse, La Chaux-de-Fonds, 1962 (traduit en allemand)

L'Œil de Moscou à Paris, Julliard, Paris, 1964

Der Krieg und die Internationale – Die Konferenzen von Zimmerwald und Kienthal, Europa-Verlag, Vienne, 1964

Version originale française du précédent sous le titre: *L'Origine de l'Internationale communiste – De Zimmerwald à Moscou*, La Baconnière, Neuchâtel, 1968

Version italienne du précédent sous le titre: *Le Origini dell'Internazionale comunista*, Guanda, Parme, 1968

La Crise de Croissance de l'Internationale communiste, Feltrinelli, Milan, 1967 (tiré à part des *Annali*)

Il Contrasto tra l'Internazionale e il PCI, 1922–1928, Feltrinelli, Milano, 1969

Le Tappe dell'Internazionale comunista, Genova, 1969 (tiré à part de la revue *Movimento operaio e socialista*)

Mon Evolution du Tolstoïsme au Communisme – 1891–1921, tome I des *Mémoires de Jules Humbert-Droz*, La Baconnière, 1969

Archives de Jules Humbert-Droz – Origines et Débuts des Partis communistes des Pays latins – 1919–1923, Institut international d'histoire sociale, Amsterdam, D. Reidel Publishing Company, Dordrecht (Hollande), 1970

MÉMOIRES DE
JULES HUMBERT-DROZ

DE LÉNINE À STALINE

DIX ANS AU SERVICE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE 1921-1931

A LA BACONNIÈRE NEUCHATEL

INTRODUCTION
AU TOME II DES MÉMOIRES

Le premier volume de mes Mémoires a rencontré un grand intérêt. Il reflétait l'inquiétude de la jeunesse pendant la Première Guerre mondiale, sa recherche passionnée d'une solution efficace aux problèmes sociaux, politiques et moraux du commencement de ce siècle, sa volonté de mettre fin aux guerres, aux injustices, aux tabous étouffants en créant une société nouvelle de paix, de liberté et de justice sociale. Lors de la déclaration de guerre, en août 1914, les Eglises et le mouvement socialiste avaient trahi leurs promesses de fraternité humaine, démontré leur impuissance à sauvegarder la paix, témoigné par leur abdication devant le nationalisme de leur soumission inconditionnée à l'Etat, au nom du patriotisme.

Le mouvement zimmerwaldien, les révolutions russe, allemande et austro-hongroise, la création de l'Internationale communiste avaient fait naître de grands espoirs parmi la jeunesse.

A la recherche de ma voie pour contribuer à libérer l'homme des entraves morales et sociales empêchant l'épanouissement de ses facultés, dans mes efforts pour éliminer de la société les injustices, les oppressions et les guerres, j'avais fait une expérience négative dans l'Eglise, décevante dans le Parti socialiste et m'étais engagé avec enthousiasme dans le mouvement communiste né de l'opposition à la guerre et au régime capitaliste. Cette révolution commencée en Russie devait être consolidée et développée à l'intérieur du pays, pour ainsi rayonner au-delà des frontières.

Désigné, en 1921, au Troisième congrès mondial de l'Internationale communiste, pour faire partie de ce que l'on appelait alors l'«état-major de la révolution mondiale», j'étais, bien sûr, flatté et encouragé d'avoir obtenu la confiance des bolcheviks russes et des délégations de l'étranger au congrès, mais j'étais aussi conscient des grandes responsabilités que j'allais assumer, conscient et inquiet en même temps de l'insuffisance de mon expérience, à trente ans, pour les tâches qui allaient m'être confiées.

Si la vie nouvelle qui s'ouvrait devant moi avait l'attrait d'une grande aventure historique, je me demandais avec quelque angoisse quelle serait la réaction de ma famille et de mes amis. Jenny m'accompagnerait certainement, mais qu'en diraient ses parents? Et ma mère? Les communistes de Suisse romande réussiraient-ils à continuer l'effort entrepris, à maintenir et à développer le Phare *et le quotidien communiste romand* L'Avant-Garde?

Le deuxième volume de mes Mémoires couvre une période de dix ans, 1921 à 1931, pendant laquelle, au service du Comité exécutif de l'Internationale communiste (EKKI), je fus spécialement chargé de suivre et de diriger les partis communistes des pays latins: France, Italie, Espagne, Portugal, Belgique, Amérique latine — et certaines colonies de ces Etats en collaboration avec le secrétariat de l'EKKI pour les pays d'Orient qui s'occupait du problème colonial et de la lutte d'émancipation des peuples coloniaux ou dépendants.

Ma crainte d'être astreint à un travail bureaucratique et administratif, à Moscou même, se dissipa bien vite, car, sans tarder, je fus envoyé en délégation à l'étranger. J'ai travaillé en qualité de représentant de l'EKKI, avec pleins pouvoirs, en France pendant deux ans (1922 et 1923), en Italie en 1924, tout en faisant de nombreux voyages en Espagne, au Portugal et en Belgique, puis toute l'année de 1931 en Espagne. Rappelé à Moscou en décembre 1924, j'y dirigeai le secrétariat des pays latins et la section d'information de l'Internationale. En 1927, je fus envoyé à Berlin avec Manouilsky, au Bureau de l'Internationale communiste pour l'Europe occidentale (WEB), bureau créé pour assurer un contact plus étroit et plus rapide avec les partis communistes de l'Europe occidentale. Mais, en janvier 1928 déjà, je retournai à Moscou pour préparer, avec Boukharine et Togliatti, le Sixième congrès mondial.

J'ai participé à tous les congrès mondiaux de l'Internationale communiste, à l'exception du premier, ainsi qu'à de nombreuses sessions de l'Exécutif élargi qui étaient en réalité de petits congrès. J'ai fait partie des commissions les plus importantes, en tant que président ou secrétaire des commissions françaises et italiennes. J'ai présidé des commissions anglaises et américaines, je suis allé résoudre des conflits en Hollande et en Norvège, j'ai représenté l'Internationale à divers congrès français et italiens et même à un congrès illégal chinois réuni dans la banlieue de Moscou, j'ai présidé la Commission syndicale, organe de liaison entre l'Internationale communiste et l'Internationale syndicale rouge. Au Sixième congrès mondial, qui marqua l'apogée de mon activité communiste, je fus nommé membre du Présidium et secrétaire du congrès, en même temps que secrétaire de l'importante Commission du programme, présidée par Boukharine. En 1929, je fus délégué en Amérique

du Sud, au congrès de fondation de la Fédération syndicale de l'Amérique latine réuni à Montevideo, ainsi qu'à la première conférence des partis communistes d'Amérique latine, à Buenos Aires.

C'est dire que pendant dix années j'ai été l'un des fonctionnaires de premier plan de l'Internationale communiste, lié étroitement à la formation, au développement et à la consolidation des partis communistes de France, d'Italie et d'Espagne.

De cette période, j'ai conservé une quantité de documents précieux, les copies de presque tous les rapports secrets que j'envoyais de l'étranger à Zinoviev et au Présidium de l'Internationale, les directives et décisions reçues de l'EKKI pour mon travail, les lettres personnelles adressées à Jenny pendant mes absences, lettres qui relatent souvent des événements dont je ne faisais pas mention dans mes rapports, des lettres personnelles de Maurice Thorez, Palmiro Togliatti, André Marty, Crémet, Voya Vouiouvitch, Clara Zetkin, etc.

Ces archives, déposées en microfilms à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, à l'Institut Giangiacomo Feltrinelli à Milan, à la Bibliothèque de l'Université Harvard et à l'Université de Cambridge (Grande-Bretagne), seront publiées par l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam. Le premier volume a paru en juin 1970. J'y renvoie les chercheurs et historiens et me contenterai de décrire ici les phases les plus importantes de mon activité en ne citant de ces documents que des extraits qui confirment certains jugements ou aspects de mon travail.

Grande et précieuse école politique que cette activité au service de l'Internationale communiste! Elle m'a permis de suivre de très près l'évolution de l'Internationale communiste et celle, parallèle, de l'Union soviétique, de Lénine à Staline — période décisive dans l'histoire du communisme, de ses crises, de sa désagrégation en fractions rivales et ennemies et de sa décadence politique. Après la mort de Lénine, l'analyse faite par la direction du Parti communiste de l'URSS, sous l'influence de Zinoviev et de Staline, de la situation dans les pays capitalistes ne correspondait plus à une recherche scientifique et objective des conditions dans lesquelles devait se développer notre action: on s'éloignait de la méthode marxiste, toujours appliquée par Lénine avec une extrême rigueur, pour tomber dans une phraséologie révolutionnaire démagogique sous-estimant les adversaires et surestimant les forces des partis et l'élan révolutionnaire des masses travailleuses. Il était inquiétant de constater qu'à la veille des congrès mondiaux où se fixait la tactique de l'Internationale communiste, le professeur Varga, dont le bureau devait examiner la situation économique et politique internationale, ne manquait pas de demander à Zinoviev l'appréciation du Comité exécutif sur la stabilisation du capitalisme et la tactique de l'Internationale.

A la veille du Sixième congrès mondial seulement, en 1928, Boukharine fit lui-même une analyse objective de la situation internationale et constata que la production des pays capitalistes dépassait la production mondiale d'avant la guerre de 1914 et qu'il fallait cesser de s'illusionner. La «troisième période» était pour lui celle d'une stabilisation du capitalisme occidental. Staline s'opposa à cette analyse au sein du Comité central du parti russe, il affaiblit les thèses de Boukharine et fit de la «troisième période» celle de l'offensive révolutionnaire communiste... Ce fut celle de l'offensive fasciste!

Soucieux de cette évolution de l'Internationale, je manifestai des réserves et pris mes distances à l'égard de ce gauchisme infantile, soutenant de mon mieux l'effort de Boukharine pour remédier à cette logomachie.

Les tâches de ces dix années requérant prudence et réflexion, impartialité à l'égard d'autrui et critique envers soi-même tempérèrent mon naturel impulsif à tel point que, pendant plusieurs années, je fus le «conciliateur» envoyé dans les partis en crise ou désigné à la présidence de commissions d'arbitrage.

Peu après le Sixième congrès mondial, je m'opposai vigoureusement à la politique de Staline qui faisait de l'Internationale un instrument de la politique du Gouvernement soviétique. Cette prise de position entraîna aussitôt ma condamnation pour «opportunisme hypocrite»!

Je démissionnai immédiatement de toutes mes fonctions, tout heureux à l'idée de rentrer en Suisse. Cependant, craignant mon influence sur les partis français et italien, Staline s'opposa à mon retour en Occident et refusa ma démission du Presidium et du secrétariat. Ce n'est qu'en 1929, à la séance de l'Exécutif élargi de l'Internationale, que je fus destitué de mes fonctions, après avoir refusé de faire mon mea-culpa.

Toutefois, je restai au service de l'Internationale communiste jusqu'en automne 1931, date à laquelle on m'autorisa à rentrer en Suisse pour animer la campagne électorale à la veille des élections au Conseil national en Suisse romande. Dès lors, je restai en Suisse, ce qui me permet aujourd'hui d'écrire mes Mémoires; resté en URSS, j'aurais certainement été victime des grandes purges staliniennes, ce qui faillit du reste arriver en 1937, lors de mon dernier voyage en URSS.

Je serai, dans l'esquisse historique de ces dix années, aussi véridique que dans mon premier volume, l'étayant de documents et le rédigeant en commun avec ma compagne qui fut, aussi pendant cette période, ma précieuse collaboratrice.

Je souhaite que ces souvenirs personnels procurent aux historiens des informations utiles sur l'histoire du mouvement communiste international et de certaines de ses sections les plus importantes.

JULES HUMBERT-DROZ.

La Chaux-de-Fonds, décembre 1970.

I

ARRIVÉE A MOSCOU

Avant de quitter Moscou pour retourner en Suisse régler mes affaires, j'eus une longue entrevue avec Zinoviev, président de l'Internationale communiste, afin de préciser les différents points de mon travail de secrétaire de l'Internationale. J'obtins aussitôt l'autorisation d'aller chercher ma famille. Zinoviev me conseilla d'apporter de Suisse une caisse de lait condensé pour ma fillette et approuva mon intention de garder le logement que j'avais loué comme pied-à-terre, à La Chaux-de-Fonds, étant donné le caractère provisoire de mon travail à Moscou et la probabilité de séjours prolongés à l'étranger — le Comité exécutif ayant l'intention de m'envoyer auprès de différents partis comme délégué permanent.

Désireux d'aider mes camarades romands à se tirer d'affaire sans moi, je sollicitai de Zinoviev un don de vingt-cinq mille francs pour acheter l'Imprimerie Guery qui, à Genève, éditait l'*Avant-Garde*. Il accepta sous réserve de ratification par l'Exécutif et confirma son accord par un télégramme que je reçus à mon passage à Reval, en rentrant en Suisse. Cette somme fut effectivement envoyée au Parti communiste suisse et remise à Fritz Platten qui y vit l'occasion inespérée de créer à Zurich une imprimerie pour le *Kämpfer*, le rendant indépendant de l'imprimerie et du journal de Bâle. Ainsi donc ces vingt-cinq mille francs ne parvinrent jamais à Genève. Le *Phare* et l'*Avant-Garde* cessèrent leur parution, après s'être débattus dans de graves difficultés financières.

J'avais avisé Jenny de ma rentrée en lui proposant de nous rencontrer à Berlin, où elle vint me rejoindre. Nous y passâmes quelques jours à visiter cette ville que je connaissais bien. Mais nous

parlions surtout de nos plans d'avenir. Je lui fis comprendre que notre vie à Moscou serait difficile, un hiver de famine s'annonçant dont nous subirions sans doute les effets. Mais rien ne l'effrayait et d'avance elle partageait ma vie d'aventures. Les autres membres de la famille ne virent pas notre départ avec plaisir. Ma mère cependant, dont je craignais la réaction, entrevit avec soulagement la possibilité, pour moi, d'échapper aux perpétuelles tracasseries policières et aux continuels emprisonnements. Je conclus un arrangement avec la commune socialiste de La Chaux-de-Fonds au sujet de mon logement, afin d'avoir un gîte pour ma famille pendant mes voyages. Il se trouvait dans une maison locative de la commune et je m'engageai à m'acquitter régulièrement du loyer.

Puis nous entreprîmes tous trois le voyage de Moscou, légalement cette fois, ne nous arrêtant qu'une journée à Berlin. L'étape de Stettin à Reval se fit par bateau, la seule nouveauté pour moi étant une moins grande lenteur que précédemment.

Arrivés à Petrograd le 18 août 1921, par une chaleur étouffante sous un ciel de plomb, une secrétaire des services de l'Internationale communiste nous y pilota. Jeune encore, bien que veuve d'un militant communiste estonien tombé sous les balles des Blancs, elle s'appelait Kinguissep et nous accueillit dans une véranda surchauffée par les rayons du soleil, où elle nous offrit une boisson «rafraîchissante»: du thé russe au samovar! Avec ses cheveux noir de jais tombant en baguettes sur les épaules et encadrant un visage blafard où perçaient des yeux au regard intelligent, elle aurait posé à merveille pour une hippie d'aujourd'hui. Sous sa conduite, nous visitâmes le Palais d'Hiver, les collections de l'Ermitage, Smolny et la cathédrale.

A Moscou, je retrouvai l'Hôtel Lux, quitté quelques semaines auparavant, après le Troisième congrès. Pour Jenny, c'était la découverte de la Russie dont elle ne se montra pas trop déçue. Dans une lettre à sa mère, datée du 21 août, elle relate ainsi ses premières impressions:

«Nous voici à Moscou depuis deux jours. Nous arrivions ici vendredi 19 août après un voyage pas du tout fatigant. La traversée de Stettin à Reval fut relativement bonne. Nous nous embarquions par un temps très pluvieux et la première journée sur mer fut passablement mouvementée. Jules, comme à l'ordinaire, fut réfractaire aux nausées. Zouzou eut deux petits accrocs et moi-même je fus peu bien le premier jour. Mais le temps se mit au beau et le second jour sur mer fut splendide. A Reval, nous avions une journée. Nous en avons profité pour faire encore d'amples provisions de

bouche, pour trois jours de voyage en train jusqu'à Moscou, et pour acheter quelques objets encore nécessaires. L'Estonie donne l'impression d'un pays excessivement misérable lorsqu'on arrive d'Occident. Tout paraît sale et loqueteux. Le peuple fait pitié. Et pourtant c'est le rendez-vous de tous les gros financiers d'Occident, de tous les spéculateurs qui cherchent à écouler leurs produits en Russie. A Reval, rien ne manque, mais il faut y mettre le prix. En calculant avec le change, la vie y est encore plus chère qu'en Suisse, et pourtant 1 franc suisse vaut 67 marks estoniens. Il y a beaucoup de chômage. La ville a du cachet. Elle est dominée par une vieille forteresse aux murs pantelants, flanquée d'une tour à chaque angle. Par-ci, par-là, une coupole dorée miroite au soleil. Des maisons délabrées s'entassent de chaque côté des rues aux pavés énormes. D'antiques fiacres conduits par des moujiks encore plus antiques y circulent. Et malgré cet extérieur misérable, la ville a infiniment de charme. Les teintes adoucies des pays nordiques, la verdure fraîche, les jolis squares, les maisons curieusement construites, la ville qui s'élève en gradins, tout cela plaît aux yeux. Le matin suivant nous étions à Narva, frontière russo-estonienne. Le train y faisait une halte de cinq heures et nous fîmes une petite balade en ville. C'est l'endroit où se sont livrés les derniers grands combats contre Youdenitch. Tout un grand quartier de la ville n'est plus que ruines et décombres. Une immense forteresse domine la Narva qui glisse entre les collines. La Russie est différente, plate, infiniment plate. Ce sont d'immenses forêts de pins, de sapins et de bouleaux. De temps à autre, un village de chaumières plongé dans la verdure, un fleuve ou quelque région moissonnée rompent la monotonie des forêts. De la frontière à Moscou, c'est toujours ce même tableau.

Nous fîmes une halte d'un jour à Petrograd. C'est, dit-on, la ville qui a le plus souffert de la révolution. Les rues sont assez propres, mais délabrées, les maisons décrépites ; sur trois vitres, l'une est brisée, la deuxième remplacée par une planche et bien souvent la troisième manque. Je n'ai pas été frappée particulièrement par l'aspect anémié des gens, car on en voit de même, peut-être pis encore, en Allemagne. Ce qui est le plus triste à voir, c'est leur accoutrement, des pieds à la tête plus que misérable. A Moscou, c'est différent. La population est plus alerte. Les vêtements manquent aussi, mais moins qu'à Petrograd. La jeunesse paraît en général saine et robuste. On rencontre à chaque pas de beaux types d'hommes et de femmes. Vendredi soir nous nous promenions sur le grand boulevard entre onze heures et minuit. Il y avait foule, plus de monde que je n'en ai jamais vu sur les grandes artères de Paris. Tout était paisible. Les gens parlent, discutent tranquillement en se promenant. Il faut dire que l'alcool est prohibé et c'est là certainement un des grands pas de la Révolution russe. Pour l'instant Zouzou ne s'est ressentie ni du voyage ni du changement de milieu et d'habitudes. Il n'y a vraiment qu'un seul ennui : les punaises. Nous sommes littéralement dévorées Zouzou et moi. Cela a commencé dans le trajet en train de Reval ici, et cela continue dans notre

chambre. Nous leur faisons la chasse et s'il le faut on fera désinfecter. Et puis, peu à peu on s'immunise! Les gens qui sont ici depuis quelque temps n'y sentent plus rien. En attendant, nous avons de terribles démangeaisons!»

Moscou vivait à l'heure du communisme de guerre. A l'Hôtel Lux, où logeaient les employés et fonctionnaires de l'Internationale communiste, le petit déjeuner et le repas de midi étaient pris en commun au réfectoire. Pour le repas du soir, nous recevions un *payok*, autrement dit notre ration quotidienne: pain complet noir, beurre rance à donner la nausée, œufs cuits dur, mais à demi vides, d'un goût détestable de paille moisie utilisée pour les conserver. Chaque adulte recevait aussi dans son *payok* des cigarettes. Mais ni Jenny ni moi ne fumions. Seule monnaie d'échange acceptée des paysans venus en ville vendre lait et lard le long des trottoirs — les billets de banque soviétiques subissaient une inflation galopante — les cigarettes furent notre ressource pour obtenir du lait frais.

Au seuil de l'hiver, nous fûmes équipés de manteaux et de bonnets de fourrure, ainsi que de *valinki*, bottes de feutre excellentes pour protéger du froid tant que la neige est durcie, mais qu'il fallait remplacer par des galoches de caoutchouc lorsque arrivait le dégel.

Quelques semaines après notre arrivée au Lux, nous pûmes obtenir deux chambres au troisième et dernier étage de l'hôtel. Le 4 décembre, Jenny en faisait la description à sa mère:

«Ici c'est beaucoup plus tranquille, mieux chauffé, mieux éclairé, c'est un vrai petit appartement à nous seuls. La porte d'entrée donne sur un petit vestibule où nous avons entreposé malles et coffres. De ce vestibule deux portes conduisent, l'une à la chambre de bain, avec lavabo, toilette, l'autre dans une grande chambre éclairée de trois fenêtres. Les trois lits et la table de toilette sont dissimulés derrière un paravent. L'armoire à glace, placée légèrement de biais, divise la pièce en deux, l'autre partie tenant lieu de chambre à manger, avec une grande table et une chaise longue. Dans une embrasure de fenêtre, j'ai installé ma cuisinière électrique sur une petite table propice à cet usage. De cette pièce, une porte conduit au bureau qui occupe l'angle sud-est de la maison. Il est meublé d'un pupitre, d'une petite table de machine à écrire, d'un canapé, de deux fauteuils et d'une armoire vitrée qui tient lieu de bibliothèque. De là on domine Moscou et l'œil peut suivre la perspective de la Tverskaia, la rue principale de Moscou, qui aboutit à la célèbre place Rouge et au Kremlin. Dans la brume bleutée qui se traîne sur l'horizon se devinent les coupoles des églises du Kremlin dont l'or scintillant est voilé par la distance et n'apparaît plus que comme

un reflet jaune pâle. Plus près de nous d'autres clochers se dessinent par-delà les toits blancs de neige, profilant sur le ciel bleu leur croix en filigrane d'or. Une ligne pourpre, tout là-bas, derrière le profil de la ville, projette des reflets roses dans le ciel et les nuages d'un bleu sombre passent au mauve puis au rose et au cramoisi. Bientôt les toits neigeux s'assombrissent, les nuages se fondent dans un bleu obscur et tout s'efface. Tout cela dure près d'une heure et chaque soir on se réjouit d'observer le coucher du soleil. Zouzou regarde avec ravissement. Ainsi, nous sommes enchantés de notre installation actuelle. Jules peut travailler tranquillement dans son coin et Zouzou jouer bruyamment dans le sien. Moi-même, toujours entre mes deux, je vaque à mes devoirs de ménagère ou à mes écritures de secrétaire. Dès demain je mènerai Zou dans un jardin d'enfants, dans la maison même, pour quelques heures chaque jour. Ce sera pour elle une grande joie et elle y apprendra bien vite le russe. »

Ce que Jenny ne disait pas à sa mère, c'est qu'en plus des punaises, rendues voraces par la chaleur des radiateurs, nous avions, la nuit, la visite de rats qui parvenaient à nos chambres en longeant la tuyauterie du chauffage central, grimpaient aux rideaux et se servaient largement aux réserves de notre *payok*. Ces rongeurs, bien que moins irritants que les punaises, étaient plus dangereux. Bien des personnes, mordues par les rats, devaient subir un traitement de piqûres à l'Institut Pasteur de Moscou. Aussi étions-nous soucieux pour notre enfant.

Dans la cour de l'Hôtel Lux, les locaux désaffectés d'une grande boulangerie servaient d'entrepôt pour les sacs de farine et, le soir, à la faible lueur des lampadaires de la rue, on distinguait, derrière les grandes vitrines, une nuée de rats se faufilant entre les sacs et se régalant de leur contenu.

Les bureaux de l'Internationale communiste se trouvaient sur le boulevard de l'Arbat, assez éloigné du Lux, dans le bâtiment de l'ancienne ambassade d'Allemagne, grande villa aux somptueux salons fort mal commodes pour un secrétariat. On m'avait assigné un de ces salons — celui où, paraît-il, fut assassiné le comte von Mirbach par des socialistes révolutionnaires, peu après le Traité de paix de Brest-Litovsk. Un pupitre, placé près d'une fenêtre, devait lui donner l'allure d'un secrétariat. J'y lisais la presse occidentale, arrivée à Moscou avec une semaine de retard, et rassemblais des documents sur la situation politique et le mouvement ouvrier dans les pays latins dont je devais m'occuper plus spécialement. Ce travail de bureau ne me passionnait guère.

Le secrétariat, formé de trois membres nommés au congrès, avait subi les premières transformations. Souvarine, resté à Moscou, après le Troisième congrès mondial avec le dessein de diriger de là le Parti communiste français en s'appuyant sur l'autorité de l'Internationale, avait été, à sa demande, nommé membre du secrétariat; Raskolnikov, l'un des organisateurs de l'Insurrection d'octobre 1917 qui prit le nom de Safarov, avait été chargé du secrétariat des peuples d'Asie dont le rayon d'action s'étendait à toutes les colonies, et Piatnitzky, vieux bolchevik ayant travaillé avant la révolution dans l'appareil illégal du parti pour maintenir la liaison des émigrés avec les organisations de l'intérieur et assurer l'envoi clandestin en Russie des journaux et publications édités dans l'émigration, s'était vu confier le rôle du secrétariat le plus important: il était le trait d'union entre le Comité exécutif de l'Internationale, le Parti communiste russe et le lourd appareil bureaucratique de l'Etat soviétique, l'homme de confiance de la police politique au sein de l'Internationale, le dispensateur des subventions aux divers partis et aux organisateurs des liaisons clandestines avec les partis étrangers, ainsi que du travail illégal de l'Internationale et de ses sections. Plus tard, il fut aussi chef de la Section d'organisation de l'EKKI, qui envoyait ses propres instructeurs dans les partis pour les réorganiser selon le type conspiratif russe des cellules d'entreprises, des fractions syndicales et du centralisme démocratique, principe essentiel de la bolchevisation des partis.

Les membres du secrétariat changèrent continuellement, leur nombre étant en fonction de celui des délégués envoyés et maintenus à Moscou par les partis. Piatnitzky et Kuusinen restèrent les points fixes du secrétariat à Moscou, de 1921 aux grandes purges de 1936 pour Piatnitzky, et jusqu'à la dissolution de l'Internationale par Staline, en 1943, pour Kuusinen. Le secrétariat de l'Internationale communiste n'a jamais été une instance rigide et stable. Il est impossible d'en reconstituer, au fil des années, la composition exacte et d'en suivre les modifications incessantes. Plusieurs de ces secrétaires, envoyés dans les partis étrangers, furent ou emprisonnés, comme Rakosi, ou rappelés par leur parti, ou destitués.

Parallèlement à l'appareil de l'Internationale communiste qui, formellement, maintenait le contact avec les partis adhérents, le Bureau politique du Parti communiste soviétique avait ses propres rapporteurs sur les diverses sections de l'Internationale. Ainsi Trotsky, spécialiste des questions françaises, recevait copie de mes rapports

à Zinoviev. Plus tard Staline, qui ne connaissait rien du mouvement international, organisa une section spéciale dans son propre secrétariat pour suivre les affaires du Comintern. Il envoyait dans les partis des délégués qui ne communiquaient pas leurs rapports à l'EKKI. Le secrétariat de Staline devint ainsi une doublure russe de l'EKKI, avec des pouvoirs naturellement supérieurs, dépendant directement du chef et recevant de lui ses instructions.

Lorsque je pris mes fonctions de secrétaire de l'EKKI, à fin août 1921, de nombreux délégués au Troisième congrès, qui avait été une véritable foire sur la place, vivaient encore dans les hôtels de Moscou; d'autres avaient, en partant, laissé leurs «épouses» dans les chambres du Lux qu'ils occupaient durant le congrès. Tout ce monde était logé et mangeait aux frais de l'Internationale, c'est-à-dire aux dépens du peuple russe, lui-même menacé de famine.

Un de mes premiers devoirs de secrétaire fut de réexpédier les délégués restants et de déloger les «épouses délaissées».

L'Exécutif avait chargé le peintre Jansen, délégué de Hollande à l'Exécutif, de me seconder dans cette fastidieuse besogne. Je m'enquis auprès des délégués restés à Moscou des raisons du retard apporté à leur départ. La plupart n'en avaient aucune, mais trouvaient la *dolce vita* du Lux plus agréable que la conquête des masses ouvrières dans leur propre pays. C'étaient en général des phraseurs très révolutionnaires, des contestataires comme on dirait aujourd'hui, qui aimaient à rester aussi longtemps que possible loin du travail, de la lutte révolutionnaire et de leur famille. Piatnitzky procura les papiers nécessaires à ceux qui n'avaient pas de passeport en ordre, et les autres durent s'en tenir au court délai que je leur fixai pour partir. Les «femmes des délégués» posaient un autre problème. La plupart d'entre elles, issues de la bourgeoisie ou de l'aristocratie russes, s'étaient «collées» à un délégué, espérant pouvoir par ce subterfuge quitter la Russie soviétique. Beaucoup de délégués, mariés et pères de famille dans leur pays, avaient promis le mariage à ces dames ou s'étaient même mariés officiellement avec elles, car il suffisait de se présenter à un officier d'état civil pour faire enregistrer le mariage, qui d'ailleurs était sans valeur à l'étranger. L'office soviétique ne se préoccupait pas de savoir si le conjoint ou la femme était déjà marié. On pouvait du reste aussi divorcer le même jour sur simple dénonciation du mariage par l'un des conjoints. Les plus astucieuses de ces femmes détenaient un acte de mariage en bonne et due forme. Or, la loi soviétique interdisant de mettre une personne

à la porte de l'appartement qu'elle occupait, elles entendaient — fortes de cette protection — pouvoir jouir de l'hospitalité des belles chambres du Lux, pendant que les secrétaires se voyaient contraints de loger dans des pièces exiguës et sombres donnant sur la cour intérieure.

Il nous fallut tout d'abord obtenir du Soviet de Moscou une autorisation d'expulser de l'hôtel ces parasites, ce qui ne fut pas chose facile et nécessita l'intervention de la Tchéka pour lui faire comprendre que, parmi ces femmes, pouvaient se trouver des agents contre-révolutionnaires bien placés pour obtenir des renseignements sur le personnel dirigeant de l'Internationale communiste, sur les délégués et les documents en leur possession.

Enfin, munis de pleins pouvoirs, nous entreprîmes l'épuration de l'hôtel; Jansen, un grand blond costaud et barbu, moi-même avec tignasse et barbe noires, vêtus de chemises russes et chaussés de bottes, nous allâmes de chambre en chambre notifier à toutes les dames réfugiées au Lux depuis le congrès l'ordre de quitter les lieux dans un délai de quelques jours. La langue n'offrait pas de difficultés, car toutes savaient le français, l'allemand ou l'anglais. Elles se plaignirent, paraît-il, que deux moujiks barbus et hirsutes étaient venus les menacer si elles ne quittaient pas les lieux. Notre mission s'accomplit toutefois sans trop de peine et leur départ nous permit de loger mieux nos collaborateurs étrangers et de permettre à quelques amis russes d'habiter l'hôtel où le travail chez soi était plus facile que dans les appartements privés de Moscou dont chaque pièce abritait généralement une famille entière, la cuisine et les dépendances étant communes à toutes. J'obtins enfin moi-même un nouveau logis de deux chambres où je pus travailler en dehors des six heures réglementaires de bureau.

Peu satisfait de mon travail, et dans l'impossibilité de l'accomplir tranquillement, je me montrais parfois irrascible, car la vie au Lux était devenue insupportable. Les visites d'amis et d'amies qui perdaient leur temps à papoter souvent jusque tard dans la nuit m'agaçaient et ce n'est que lorsque j'eus un bureau indépendant que je pus me mettre sérieusement au travail.

Après la liquidation des séquelles du Troisième congrès, les discussions politiques devinrent heureusement plus intéressantes et bientôt je fus chargé d'une mission en France.

II

PREMIÈRE MISSION EN FRANCE

Le Parti communiste français, né au congrès de Tours en décembre 1920, par décision de la majorité du Parti socialiste SFIO, était loin d'être le parti révolutionnaire du type nouveau que l'Internationale communiste entendait créer dans tous les pays. La majorité «communiste» du congrès de Tours avait conservé les structures et les anciens fonctionnaires du Parti SFIO: Ludovic Frossard au secrétariat général du parti, Marcel Cachin à la direction de l'*Humanité*, un Comité directeur inactif et la Commission des conflits autonome. Les opportunistes et les arrivistes, voyant se dessiner dans les rangs du Parti socialiste une majorité en faveur de l'adhésion à l'Internationale communiste, se rallièrent à cette majorité. C'étaient pour la plupart des députés ou maires des grandes villes, beaucoup de la banlieue parisienne, dont Pierre Laval — et c'est tout dire — pour qui le seul but était de conserver leurs mandats et leurs fonctions.

Frossard et Cachin avaient quitté le Deuxième congrès mondial de l'Internationale communiste dès après son ouverture et n'avaient participé aux discussions du congrès ni sur les problèmes essentiels ni pour l'élaboration des conditions d'adhésion. Rentrés en France avant les autres délégués, ils avaient mené campagne pour l'adhésion à l'Internationale communiste, croyant ainsi couper l'herbe sous les pieds de la gauche qui, groupée dans le «Comité pour la Troisième Internationale», gagnait en influence dans le parti. Frossard et Cachin s'imaginaient que l'adhésion à la Troisième Internationale n'aurait pas plus d'importance que n'en avait eu l'adhésion de la SFIO à la Deuxième Internationale, d'autant plus que Moscou

se trouvait beaucoup plus éloigné de Paris que ne l'était Bruxelles. Au congrès de Tours, leur manœuvre réussit.

Mais l'Internationale communiste ne fut pas dupe. Elle connaissait l'opportunisme et le parlementarisme des socialistes français et l'origine sociale peu ouvrière des militants de la SFIO.

L'Internationale estimait que le Parti communiste français, issu de la scission de Tours, devait se transformer, se lier davantage aux masses ouvrières groupées dans la CGT ou influencées par elle. Les militants syndicalistes les plus connus pour leur activité internationaliste pendant la guerre, ceux qui avaient fait partie du Comité pour la reprise des relations internationales, transformé en Comité pour la Troisième Internationale (Monatte, Monmousseau et d'autres), n'avaient pas adhéré au Parti communiste qui, pour eux, était trop semblable à la vieille SFIO patriotarde et jusqu'auboutiste. Ils se méfiaient de Frossard, de Cachin et de la plupart des élus du parti, et ils avaient raison.

Je fus chargé d'aller à Paris prendre contact avec le parti, mais aussi avec les milieux syndicaux pour lesquels j'éprouvais beaucoup de sympathie. Alfred Rosmer, militant syndicaliste et communiste, était, comme moi, convaincu de la nécessité de rénover le parti, de lui apporter un sang nouveau, celui de la classe ouvrière française. J'élaborai un plan de travail: voir Monatte, syndicaliste intègre, pondéré et dévoué; il avait payé de sa personne pendant la guerre, lutté contre le chauvinisme et le militarisme à la direction de la CGT. Ayant été en rapport direct avec lui par le *Phare*, il avait ma confiance; prendre ensuite contact avec les militants syndicalistes membres du parti, Sémard, Midol, Tomasi et d'autres, ainsi qu'avec des syndicalistes non membres du parti, mais ayant de fortes sympathies pour la Révolution russe, parmi eux Monmousseau.

Mon but était de vaincre les scrupules et les hésitations des syndicalistes révolutionnaires, de leur faire comprendre que l'Internationale ne considérait pas sa section française après Tours comme un vrai parti communiste, que ce parti devait se renouveler à la base, se lier, non seulement lors d'élections, à la classe ouvrière et aux militants ouvriers de la CGT. Les militants de la CGT devaient, de leur côté, prendre une part plus active à la lutte politique et utiliser le Parti communiste et sa presse influente pour les actions revendicatrices des ouvriers.

Cette mission me plaisait. Elle correspondait entièrement à mon appréciation de la situation en France.

L'EKKI décida que, pour ma sécurité et pour éviter une arrestation et une éventuelle expulsion, je devais faire le voyage jusqu'à Berlin légalement, mais continuer sur Paris illégalement en m'adressant à Berlin à l'appareil de Thomas.

Le 27 septembre 1921, Zinoviev me remettait un petit chiffon de soie blanche dont l'impression, ainsi libellée, portait sa signature:

«*Mandat*

Le camarade Jules Humbert-Droz est envoyé en France par le Comité exécutif de l'Internationale communiste, dans le but de s'informer de la vie du Parti communiste français et pour intervenir avec pleins pouvoirs dans le sens des décisions du Comité exécutif concernant la France.

Président du Comité exécutif
de l'Internationale communiste :

G. Zinoviev.

Moscou, 27.IX.21 — N° 2433»

Ce précieux chiffon fut cousu dans la doublure de mon veston. Même une fouille très minutieuse ne pouvait le découvrir. Je partis de Moscou le 3 octobre, pour Riga d'où je devais continuer mon voyage par chemin de fer sur Berlin. Lounatcharsky, commissaire du peuple à l'Instruction publique, voyageait par le même train que moi, dans un wagon-salon où nous nous sommes longuement entretenus. Il partait en mission en Italie et devait recevoir le visa italien à Riga.

Le 5 octobre, j'écrivais à Jenny, de Riga, le billet suivant griffonné au crayon:

«Je suis bien arrivé ce matin à Riga et ce soir déjà je continue ma route sur Berlin. Tout va bien. Ma crainte d'avoir froid en wagon a été très agréablement trompée. Nous avons eu des wagons surchauffés jusqu'ici et nous devions rester en manches de chemise. Lounatcharsky ne sait encore s'il pourra aller plus loin. Il attend encore le visa italien.

Pour moi, je crois que tout ira bien jusqu'au bout. Aujourd'hui j'ai obtenu sans difficulté le visa polonais pour le corridor.

Je n'ai pas grand-chose à te dire de neuf. Deux jours de wagon sont plutôt monotones. Je pense beaucoup à vous deux exilées et solitaires. Mais vous êtes ensemble et je suis seul. Soyez prudentes pour votre santé. Je ferai vite et reviendrai rapidement.»

Lounatcharsky ne reçut pas le visa italien et dut rentrer à Moscou bredouille. Je poursuivis donc seul mon voyage et, en date du 10 octobre, j'annonçais mon arrivée à Berlin:

«A Berlin depuis vendredi matin. Le voyage Riga–Berlin s'est très bien passé. C'est long et les wagons de Lettonie et de Lituanie sont froids, sombres et avancent lentement, lentement. Je préfère le voyage par mer, bien qu'il soit plus long de deux ou trois jours.

Ici il y a grève des employés d'hôtels et de restaurants. Aussi pendant quatre heures j'ai cherché une chambre. Les grands hôtels sont fermés pour cause de grève, d'autres où travaillent des jaunes sont naturellement à l'interdit pour nous et les autres sont pleins. J'ai trouvé enfin une petite chambre très peu confortable, sale, dans un logis qui me paraît un peu louche. Si je dois rester encore quelques jours ici, je m'efforcerai cet après-midi de trouver mieux. J'ai retrouvé samedi les Rosmer, Souvarine et le convoi arrivé deux jours avant moi. Les Rosmer ne partiront pas avant la fin de la semaine et j'espère partir avant eux pour ne pas faire durer trop mon absence. Je dois voir aujourd'hui, enfin, Thomas et si tout va bien je continuerai mon voyage demain. Renseignements pris, le voyage Berlin–Paris est très facile et la vie à Paris pas difficile pour quelques semaines si l'on ne fait pas d'imprudences. Rassure-toi donc quant à mon voyage en France. Ma santé est bonne, comme toujours. Je pense beaucoup à vous deux, mes chères petites abandonnées, et je m'ennuie loin de vous. Mon cœur est resté à Moscou.

Hier les Rosmer m'ont invité à faire une balade avec eux à Wannsee, dans les environs de Berlin. Journée ensoleillée et chaude, merveilleuse. Les forêts aux couleurs d'automne si riches, le coucher du soleil sur le lac extraordinairement coloré, l'eau avec des reflets de toutes les teintes, du jaune au violet. Cela m'a sorti de mon ennui. (...)

Voilà de mes nouvelles. Et vous? Quand aurai-je un mot de toi? Comment supportes-tu cette absence? Et Zou? Je suis impatient d'avoir de vos nouvelles et elles seront sans doute si lentes à venir.

Quand je pense à ces quelques semaines passées à Moscou, je suis bien, bien mécontent de moi, j'ai la conscience troublée et le cœur triste. J'ai été nerveux, impatient, rude et méchant parfois, au lieu de t'entourer d'une tendresse plus grande parce que tu es seule et que tu n'as que moi. Je t'assure que j'étais bien malheureux d'être ainsi et que je suis encore triste et en colère contre moi-même. Je t'ai dit déjà que mon amour n'a pas faibli, que mon cœur est resté le même, mais que je suis énervé par un travail qui ne peut s'organiser, par le sentiment que je ne fais pas ce que je pourrais. Je crois surtout que je commence à sentir réellement la fatigue. Il y a si longtemps que je n'ai pas pris de repos véritable. Depuis nos vacances passées ensemble à Grimentz en 1917 je n'ai pas pris de réelles vacances. Un jour ou deux par-ci, par-là. De longs et fatigants voyages, des congrès, de la prison, c'était du changement, ce n'était pas du repos. Pour la première fois, j'ai senti mes nerfs plus forts que ma volonté. Tu m'as aidé à me reprendre, tu m'as parlé doucement, comme à un petit oiseau blessé, meurtri. Tu m'as donné la force qui me manquait pour me ressaisir. Ton amour a aidé au mieux, mais il faudra que nous prenions un peu de repos. Ce n'est pas par la volonté et

l'affection qu'on peut vaincre la fatigue. On peut en corriger seulement momentanément les effets.

Je reviens longuement sur ces choses passées et oubliées déjà. (...) J'aimerais parfois fuir la lutte, déserter le combat et le travail, échapper à tout ce qui m'absorbe et me réfugier seul avec toi, loin du monde. Je suis et je reste, malgré ma vie agitée et vagabonde, un homme de famille qui ne vit que par le cœur. Et puis, je me dis que nous ne serions pas heureux seuls, loin de la lutte. Je sens je ne sais quel devoir, quelle conscience qui m'oblige au travail, qui m'empêche même de prendre des vacances.

Je ne cherche pas à analyser ces contradictions. Il y a deux ou trois ans, j'aurais fait intervenir la conscience chrétienne, Dieu ou je ne sais quelle force extérieure. Tu le sais, tu l'as compris, je ne suis plus chrétien. Ou du moins je le suis si différemment de ce qu'on entend par là que je considère que mon devoir d'homme sincère est de ne plus prendre un nom qui ne correspond pas au contenu de ma foi.

Je vis ma vie aussi sincèrement que possible. Je puise mon bonheur dans la lutte et je le puise dans tes yeux, dans tes bras, dans ton cœur. (...) C'est cette bataille qui t'arrache à moi et qui nous sépare, mais qui rend aussi les retours si tendres. Pardonne à la lutte ce qu'elle te prend en pensant à ce qu'elle te donne. C'est ce que je fais et, quand je suis loin de toi, je vis de nos souvenirs si chers et si beaux, et comme un enfant impatient et gourmand, je ne puis attendre le moment lumineux du revoir.»

Thomas avait l'habitude de faire attendre les délégués plusieurs jours à Berlin, pour souligner son importance d'homme fort occupé à une besogne conspirative, et difficilement accessible. Je dus patienter quelques jours avant de pouvoir lui remettre mon passeport et recevoir de lui une adresse à Trèves, d'où il me serait possible de passer en France, ainsi qu'un viatique pour mon voyage et mon séjour à Paris.

Tout se passa sans difficulté jusqu'à Luxembourg, mais là les affaires se gâtèrent. Le copain dont j'avais reçu l'adresse n'avait pas de moyen pour me passer en France. Il me conseilla de prendre un taxi, de nuit, qui me conduirait à Longwy pour y trouver le train du matin à destination de Paris. Mais il ne connaissait même pas d'homme sûr parmi les conducteurs de taxis.

A une heure tardive, je hélai un taxi dont le chauffeur était ivre. Je m'efforçai de le convaincre de prendre une route peu fréquentée n'ayant à la frontière qu'un petit poste de douane et ajoutai que je n'avais pas de papiers à présenter au poste frontière.

Nous partîmes dans la nuit à toute allure, non sans quelques embardées, par des chemins à ornières. En cours de route, «mon chauffeur» ne m'adressa qu'une seule fois la parole: «Mais enfin,

vous pouvez montrer un papier d'identité quelconque?» A quoi je rétorquai que je n'avais vraiment aucun papier. Au poste frontière — une petite cabane en bois avec un seul douanier somnolent — le chauffeur descendit, muni des papiers de la voiture. Il faillit trébucher en entrant au poste. Il en ressortit peu après en gesticulant, accompagné du douanier qui ouvrit la portière du taxi. J'eus une sueur froide à l'idée que j'allais peut-être être refoulé ou arrêté. Mais le chauffeur qui, malgré son ivresse, n'avait pas perdu le nord, agita ses papiers de voiture, referma la porte du taxi et, tirant le douanier par le bras, l'entraîna dans la bicoque, pour y engager je ne sais quelle discussion d'homme ivre à propos de ses papiers. Il en sortit bientôt, discutant toujours avec le douanier qui le mena jusqu'à sa place, au volant. Sur ce, il mit les gaz en direction de Longwy. J'avais passé un mauvais quart d'heure.

Arrivé en France, plus de problèmes. Je me rendis chez Marcel Martinet, avisé de ma venue par Rosmer, et passai ma première nuit chez lui. Les camarades jugèrent alors plus prudent de me loger chez le beau-frère de Monmousseau. Le 14 octobre, j'écrivais de Paris à Jenny:

«Deux mots en hâte parce que je ne suis pas encore installé pour écrire longuement ni pour travailler. Je suis arrivé hier matin à Paris après neuf jours et demi de voyage, dont cinq à Berlin. Voyage très bien effectué de Trèves à Luxembourg, puis de Luxembourg à Longwy en automobile, de nuit. Je te reparlerai de cette course folle à travers la nuit et les dangers. Tout est bien allé et je suis descendu à Paris chez Marcel Martinet pour le premier soir. J'ai déjà le contact avec Monatte et j'espère avoir le contact avec les autres demain déjà. Mon séjour ici ne sera pas long, je pense. Une dizaine de jours ou une quinzaine au plus. Je pense beaucoup à vous deux et je suis avide d'avoir de vos nouvelles. Le retour se fera rapidement aussi et sans danger. J'espère que tu auras vu par le télégramme envoyé à Thomas, et qu'il devait envoyer à Moscou, mon heureuse arrivée ici.»

Et le 17 octobre je lui donnais quelques nouvelles de mon travail:

«Je t'ai avisée en quelques mots de mon arrivée ici. Tout va à merveille et je me sens en parfaite sécurité. Je suis très occupé par de multiples conférences avec les camarades. Je mets bouchées doubles pour avoir accompli la grande partie de ma mission si jamais on me prend, et aussi, tu le sais, pour rentrer le plus tôt possible auprès de toi et de Zou. Depuis mon départ je n'ai aucune nouvelle de vous. Seule la camarade Depollier[1], que j'ai vue à

[1] Alias Suzanne Girault.

Berlin, m'a dit qu'elle vous avait vues au moment où vous rentriez de la gare.

Quelle vie vagabonde! Il y a quinze jours, j'étais encore auprès de vous. Je passais avec vous un beau dimanche de tranquillité. Dimanche dernier je rôdais avec les Rosmer les environs de Berlin et hier je passais ma journée à Paris en conférence avec les camarades français.

Mon plan de travail est tracé et je pense que je ne resterai pas ici après le 31 octobre ou le 30 au soir et je me hâterai pour arriver si possible en dix jours à Moscou. J'espère donc, sauf imprévu ou raccroc, être de retour vers le 15 novembre.

Ci-joint je t'envoie une copie de mon premier rapport. Demande à Rakosi si l'Exécutif a reçu celui que j'envoie directement. En cas contraire, remets-lui celui-ci. Si oui, garde-le pour mon retour.

Je suis repris par le pavé de ce Paris que j'aime et qui a tant de souvenirs pour moi. C'est à peu près le Paris d'avant-guerre, mais plus pauvre, plus pauvre en pensée surtout. Je retrouve nos souvenirs communs, ces chers souvenirs de nos fiançailles. C'était un temps lumineux, et cependant je préfère le présent. Parce que, ensemble, nous avons bataillé et souffert, parce que en pénétrant toujours davantage dans ta vie profonde j'ai découvert des trésors ignorés et insoupçonnés qui m'ont attaché à toi plus intimement, plus intensément. J'ai une confiance si profonde en toi. Tout cela je l'ignorais alors que nous courions les rues du Quartier latin ou les parcs de Versailles. Je n'aimerais pas revivre ce passé. Il reste un grand et beau souvenir, mais le présent est tellement plus riche, même dans l'absence. »

Je n'ai malheureusement pas conservé le rapport à l'Exécutif auquel je fais allusion dans cette lettre. Je me rappelle toutefois que, chaque matin vers neuf heures, à l'heure du petit déjeuner, Monmousseau arrivait pour discuter avec moi, me poser de nombreuses questions sur le système soviétique, sur la stratégie et la tactique de l'Internationale. Il était encore pénétré d'idées anarcho-syndicalistes et je m'efforçais de lui faire comprendre la nécessité de la conquête de l'Etat pour assurer le passage du capitalisme au communisme, et ensuite détruire l'Etat. Tant que l'Etat, avec sa police et son armée, reste aux mains des capitalistes, toute conquête des usines et des chantiers par les travailleurs sera éphémère. L'exemple italien le prouvait où les ouvriers de Turin, ayant occupé les fabriques, avaient été assiégés par les forces armées et contraints de capituler. Le Soviet n'est pas seulement l'organe qui coordonne l'effort révolutionnaire des masses, il doit devenir au cours de la lutte un Etat dans l'Etat, créer une dualité du pouvoir, puis se substituer à l'Etat, devenir lui-même l'Etat. Le Soviet n'est pas avant tout un organe économique. Il a une fonction politique dès sa création.

Monmousseau était un élève très réceptif. Il admettait la nécessité de la lutte politique, voire la conquête de l'Etat, mais il ne voulait pas reconnaître la nécessité d'un parti communiste, et surtout pas en France celle de la SFIO baptisée parti communiste. A ces objections, que je comprenais fort bien et que j'approuvais en partie, je répondais que la transformation du Parti communiste français ne pouvait être la tâche de l'Internationale communiste, qu'elle était celle des ouvriers français et en particulier des militants du syndicalisme révolutionnaire. Ils auraient, dans l'accomplissement de cette tâche, l'appui de l'Internationale.

Ces mêmes problèmes, je les ai discutés aussi à maintes reprises avec Monatte. Avec Sémard, Midol et les militants syndicalistes déjà membres du parti, je m'efforçais de les amener à prendre plus d'activité politique dans le parti et à opérer ainsi les changements qui permettraient à Monatte, à Monmousseau et à leurs amis d'adhérer au parti et d'y militer.

Certaines critiques des anarcho-syndicalistes visaient la politique du Gouvernement soviétique envers les anarchistes et l'opposition ouvrière. Je tâchai de leur faire comprendre les difficultés de la Révolution russe, isolée et seule à lutter contre la réaction internationale et dans le pays même. La politique du Gouvernement russe n'était pas celle que la classe ouvrière française devra adopter en France. D'autres problèmes se poseront en Occident, qu'il faudra résoudre sans doute autrement que ne le font les communistes russes pour surmonter les difficultés multiples qu'ils rencontrent.

Après deux semaines de rendez-vous et de longues discussions, je pris part à une réunion d'une vingtaine de militants syndicalistes, où toutes ces questions furent de nouveau abordées.

J'avais aussi le mandat de voir de près le Parti communiste et ses principaux militants. Souvarine, à Moscou, critiquait avec véhémence le parti qu'il représentait. La presse du parti confirmait plusieurs de ses critiques et il était nécessaire d'arriver à une vue plus objective et moins passionnelle de la réalité.

Hélas, je fus profondément bouleversé par les contacts que je pris avec la direction du parti, sa presse et les militants des diverses tendances. Ce parti était vraiment resté le vieux parti SFIO que j'avais connu lors de mes études à Paris. Le Comité directeur, absorbé par des besognes administratives, se souciait fort peu de diriger le parti et sa presse. Dans le journal socialiste du soir *Le Journal du Peuple*, Fabre menait campagne contre l'Internationale

communiste sans que le Comité directeur songeât à y mettre un frein, encore moins à y mettre fin et sans que l'*Humanité* de Cachin réagît.

Frossard, Cachin et leurs amis étaient offensés par les écrits de Moscou dont les bombardait Souvarine, secrétaire de l'Internationale. Ses lettres n'étaient certes pas signées du secrétariat de l'EKKI duquel elles étaient même inconnues. Mais Souvarine avait le don de faire des critiques sur un ton acerbe, virulent, implacable, qui exaspérait le Comité directeur, conscient de leur bien-fondé, et qui renforçaient les sentiments d'opposition à Moscou, par trop réels et patents.

Il était évident que les lettres de Souvarine compliquaient et envenimaient les relations entre le parti français et le Comité exécutif de l'Internationale rendu responsable des outrecuidances de Souvarine qui représentait pour le parti français une cible excellente pour atteindre l'Internationale.

J'entrai aussi en relation avec les hommes de confiance de la gauche du parti dont Souvarine m'avait remis les noms. Si des camarades comme Vaillant-Couturier, Amédée Dunois, Loriot me paraissaient capables de prendre en main la défense de l'Internationale et la rénovation du parti, en revanche l'avocat Henri Torrès, Albert Treint et une bonne partie des rédacteurs de l'*Humanité* me parurent très éloignés de la classe ouvrière et de ses préoccupations économiques et sociales et je me demandais sur qui l'Internationale pourrait s'appuyer pour rénover le parti.

Un danger apparaissait déjà clairement. La gauche, fascinée par la scission du Parti socialiste italien à Livourne, parlait de la nécessité d'un Livourne français et les uns le préparaient par leur attitude arrogante envers le Comité directeur. Je m'opposai à ces tendances qui eussent isolé la gauche et réduit le Parti communiste français à une secte. La solution m'apparaissait dans une collaboration loyale de la gauche avec le centre louvoyant et indécis, une collaboration qui permettrait d'éliminer progressivement les éléments hostiles à l'Internationale et inassimilables, et de rassurer les autres.

Entre-temps ma présence à Paris s'était ébruitée et la police me recherchait. J'avais demandé au parti de me procurer un papier d'identité pour entrer dans la zone occupée française d'Allemagne d'où il me fût possible de gagner Berlin sans difficulté. Clamamus, maire de Bobigny, me procura un laissez-passer muni de ma photo, au nom d'un honorable peintre en bâtiment de Bobigny.

Un soir, mon hôte m'avisa qu'une auto de la police stationnait devant la maison et qu'il était grand temps pour moi de partir. Il commanda un taxi, dans lequel je m'engouffrai en sommant le chauffeur de semer la voiture de la police si elle s'avisait de nous suivre. J'avais calculé que j'arriverais à temps à la Gare de l'Est pour prendre l'express à destination de l'Allemagne. Arrivé à la gare, je pris un billet de première classe pour Francfort. Le train était sur le point de partir quand je montai dans un wagon-lit qui avait encore un compartiment libre. Je remis mon billet, mon laissez-passer et un bon pourboire à l'employé en le priant de ne pas me réveiller à la frontière. Et tout se passa bien.

Le retour à Moscou se fit aussi sans autres difficultés et j'eus la grande joie de retrouver ma compagne et ma fille en bonne santé, heureuses elles aussi de ces retrouvailles après une absence de plus d'un mois.

Cette première mission à l'étranger me fit comprendre une vérité essentielle pour mon activité future au secrétariat de l'I.C. J'avais, cousu dans la doublure de mon veston, le document me donnant «pleins pouvoirs», sachant qu'un délégué a le droit de commander et de diriger. Mais je revins avec mon mandat cousu comme au départ, sans en avoir fait usage, pas plus que des pouvoirs qui m'avaient été octroyés. J'ai compris qu'il ne s'agissait pas de commander et de condamner, mais d'éduquer et de convaincre. Nos partis communistes n'étaient pas encore organisés et dirigés comme ils devaient l'être pour mener la lutte révolutionnaire. Il fallait utiliser le répit que la contre-offensive capitaliste nous donnait pour former et éduquer des partis capables de faire face à une situation révolutionnaire, en apprenant à mener des combats partiels et défensifs contre l'offensive capitaliste, des partis liés aux masses, qui gagnent leur confiance et soient capables de juger par eux-mêmes de la situation dans laquelle ils doivent lutter.

J'appris aussi que les résolutions des congrès internationaux et les décisions prises par l'Exécutif de l'Internationale étaient fort peu connues des dirigeants des partis, mais parfois inapplicables, et que le rôle de l'«œil de Moscou» n'était pas seulement de renseigner l'Exécutif, mais aussi de proposer des solutions parfois en désaccord avec les décisions prises à Moscou, sans connaissance exacte de la situation toujours changeante.

Lénine était impatient d'être objectivement renseigné sur la situation du Parti communiste français. Je n'avais pas encore eu le

temps de faire ma toilette, à mon retour, que son auto m'attendait à la porte de l'Hôtel Lux pour m'emmener lui faire un compte rendu de ma mission en France. Il m'accabla de questions auxquelles je répondis sans chercher à enjoliver la situation et sans cacher l'attitude méfiante et les critiques que j'avais observées chez des militants du Parti communiste et parmi les syndicalistes. Ouvertement, j'ajoutai que notre section française avait besoin d'éducation et de renouvellement et que cette tâche serait longue et difficile.

III

LES DIFFICULTÉS S'ACCUMULENT

«Allez aux masses!» Ce mot d'ordre du Troisième congrès mondial était plus facile à formuler à Moscou qu'à réaliser par des partis qui venaient d'opérer la scission du mouvement ouvrier dans leur pays.

La scission et la création de partis communistes indépendants, réalisées au moment où la contre-offensive capitaliste et réactionnaire se développait déjà, démontraient au prolétariat que la scission avait été pour lui un affaiblissement en privant le mouvement socialiste de son aile la plus dynamique et la plus résolue. Dans les pays où les communistes étaient restés minoritaires, de nombreux partisans de l'Internationale communiste n'avaient pas quitté les vieux partis socialistes et y reconstituaient une aile gauche. Les partis communistes considéraient généralement cette attitude d'attente comme une trahison et pouvaient difficilement se rapprocher de ces anciens partisans de la Troisième Internationale. Dans les partis socialistes qui, en majorité, avaient adhéré à l'Internationale, en France et en Norvège en particulier, les partis, tout en se rattachant à l'Internationale communiste, étaient restés foncièrement réformistes et n'avaient fait que de changer d'étiquette par pur opportunisme.

Dans de multiples partis, la fusion entre les petits partis communistes formés par la Jeunesse socialiste dès 1919 et l'aile gauche sortie de la socialdémocratie après le Deuxième congrès mondial entraîna d'innombrables conflits politiques et personnels.

Ces remarques s'appliquaient particulièrement aux quatre partis dont j'avais la surveillance: l'Italie, la France, la Belgique et l'Espagne.

En Italie

Le diplomate soviétique Vorovsky, envoyé en Italie pour la préparation du Traité de Rapallo de 1922, avait séjourné à Moscou en automne 1921. Il désira mettre l'Exécutif de l'Internationale au courant de la passivité du Parti communiste italien à l'égard de la lutte armée des *Arditi del Popolo* contre les bandes fascistes qui dévastaient les Maisons du peuple et molestaient les militants ouvriers. Le Parti communiste italien avait déjà créé ses propres groupes armés de défense qui restèrent l'arme au pied alors que les *Arditi del Popolo* se battaient dans toute l'Italie contre les fascistes. Les *Arditi del Popolo* s'étaient formés comme mouvement spontané de défense des travailleurs, socialistes, communistes, anarchistes, républicains avec d'anciens combattants et de jeunes officiers anti-fascistes. Ce front populaire disparate ne fut pas appuyé par les communistes. Bordiga critiquait ces groupes armés soumis à diverses influences. Il voulait garder la pureté des organisations communistes; au lieu de chercher à conquérir la direction de ce mouvement, il s'efforça de le combattre et de le désagréger.

Les *Arditi* luttaient pour la liberté et contre les capitalistes sans se préoccuper des conflits entre partis et groupes socialistes. Les jeunes communistes participèrent avec ardeur et enthousiasme à ce mouvement dans diverses villes d'Italie. La direction du Parti communiste fut d'abord hésitante. Le Parti socialiste a été le premier à se distancer du mouvement. Gramsci considérait que son but était trop restreint, qu'il ne faut pas poser de limites au soulèvement populaire, que le prolétariat n'a pas à combattre seulement les fascistes, mais tout l'appareil d'Etat avec sa police, ses tribunaux, ses journaux. Puis, posant la question: «Sommes-nous adversaires du mouvement des *Arditi del Popolo*?» il répondait: «Au contraire! Ils aspirent à l'armement du prolétariat, à la création d'une force armée prolétarienne qui soit capable de vaincre la bourgeoisie et de présider à l'organisation et au développement des nouvelles forces productrices créées par le capitalisme.» [1]

La direction du parti, aux mains de Bordiga, ordonna cependant aux militants communistes d'attendre les décisions qu'elle allait prendre, spécifiant que «l'enrôlement militaire révolutionnaire devait se faire sur la base du parti». Puis la direction du Parti communiste

[1] Cf. Paolo Spriano, *Storia del Partito comunista italiano. Da Bordiga a Gramsci*, pages 143 et suivantes.

désavoua les *Arditi del Popolo* comme l'avait déjà fait le Parti socialiste italien.

En se développant, les *Arditi del Popolo* avaient pris de plus en plus le caractère d'une troupe armée de défense du prolétariat et des Chambres du travail où communistes, socialistes et anarchistes collaboraient fraternellement dans la lutte armée contre les bandes fascistes. Le 7 août 1921, le Parti communiste italien, dans un communiqué officiel, menaçait des plus sévères sanctions les militants communistes qui s'affiliaient aux *Arditi del Popolo.* Ils ne devaient ni y adhérer ni prendre contact avec eux. Les ouvriers enrégimentés chez les *Arditi* étaient invités à les quitter pour entrer dans l'organisation militaire du Parti communiste!

Cette position sectaire du Parti communiste italien était vivement critiquée par Vorovsky. Il fut unanimement appuyé par l'Exécutif qui décida de prendre nettement position contre le sectarisme de la section italienne.

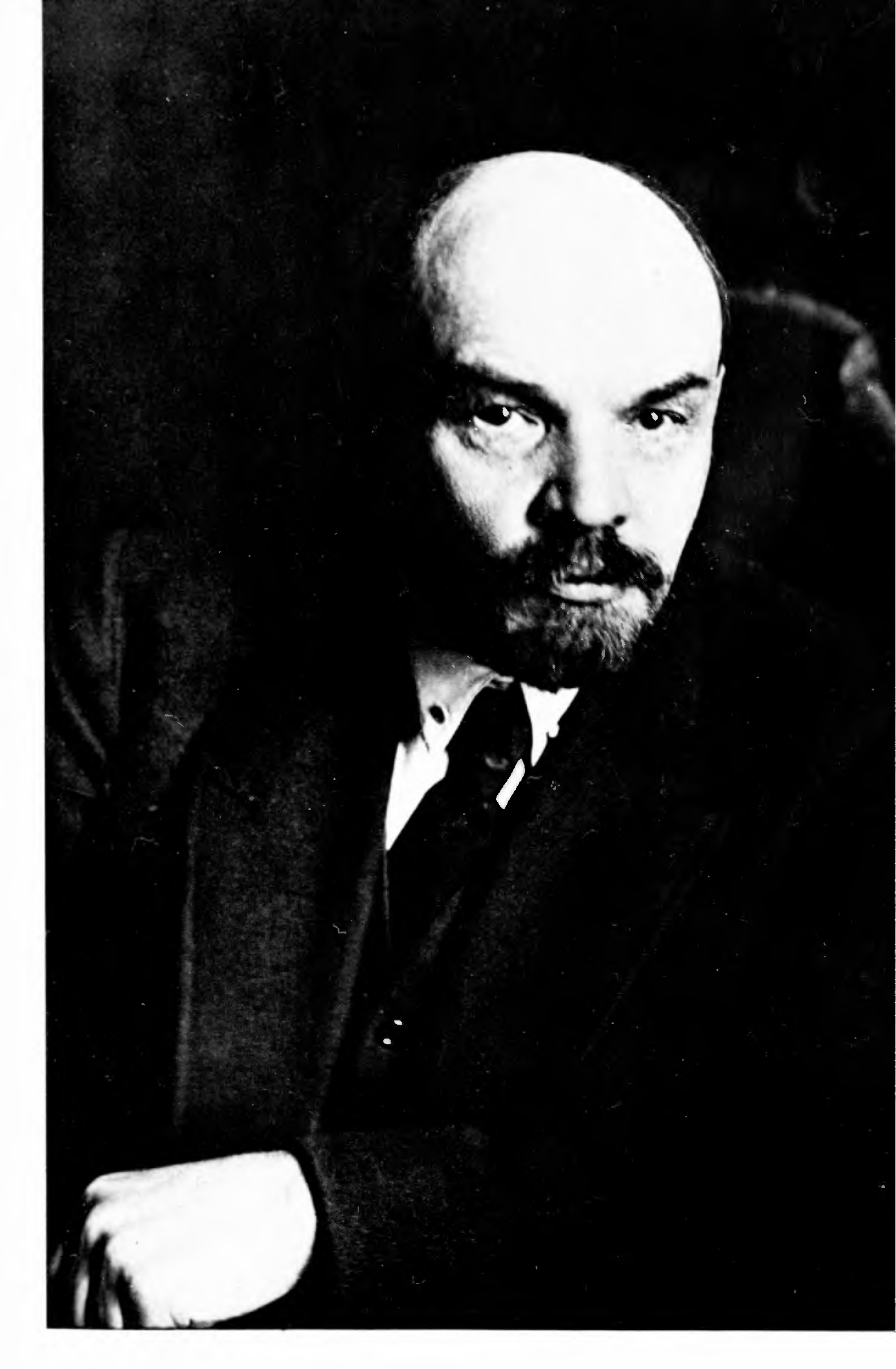
En France

La manœuvre de Cachin et de Frossard au congrès de Tours en vue d'éliminer l'influence grandissante de la gauche communiste fut démasquée au premier congrès du Parti communiste français qui eut lieu à Marseille, en décembre 1921.

Ce n'est pas sur les résolutions politiques du congrès que fut livrée la bataille contre la gauche et contre l'Internationale. Lors de l'élection du Comité directeur, la droite déclencha une vive attaque personnelle contre Souvarine qui, de Moscou, bombardait la direction du parti de critiques justes, mais acerbes et blessantes. Souvarine ne fut pas réélu au Comité directeur du parti. Il est évident que la droite, à travers la personne de Souvarine, visait la discipline de l'Internationale et s'opposait à son rôle directeur et à son immixtion dans les sections nationales.

Souvarine n'ayant pas la confiance de son parti ne pouvait plus le représenter à l'Exécutif de l'Internationale.

Loriot, Treint, Vaillant-Couturier et Dunois, membres de la gauche, se solidarisèrent avec Souvarine et donnèrent leur démission du Comité directeur auquel ils venaient d'être élus. Frossard, responsable de la cabale menée contre Souvarine, fit un geste théâtral et déclara ne pouvoir rester au secrétariat du parti si la gauche ne



LÉNINE



ZINOVIEV ET RADEK

revenait pas sur sa démission... mais il finit par se soumettre à la volonté du congrès.

Ainsi en décembre 1921 le grand Parti communiste français se scindait en deux fractions hostiles. Pour ou contre Moscou! Cette situation rappelait celle du congrès de Livourne et il ne manqua pas de militants de la gauche pour voir le salut du parti français dans un nouveau Livourne! La scission était menaçante.

En Espagne

L'Internationale avait chargé le professeur Graziadei, député au Parlement italien, de procéder à la fusion du Parti communiste espagnol créé par la Jeunesse socialiste avec le Parti communiste ouvrier, formé de la gauche du Parti socialiste, qui possédait quelques mandats parlementaires. Les jeunes, antiparlementaires, considéraient les nouveaux venus comme des opportunistes et des communistes de seconde zone. Ils réclamaient la démission de tous les militants venus du Parti socialiste qui occupaient des fonctions dans les municipalités.

Graziadei avait réalisé une unité chancelante qui s'écroula dès son départ. La direction du parti unifié avait exclu les militants les plus importants et les plus actifs de la Jeunesse qui en appela à Zinoviev.

En Belgique

Le Parti communiste, formé d'abord des Jeunes Gardes, avait aussi accueilli avec une grande réserve, pour ne pas dire avec hostilité, Jacquemotte et la gauche socialiste séparée du Parti ouvrier belge après le Deuxième congrès mondial.

Ces difficultés dans les partis dont je devais m'occuper confirmaient ma conviction qu'il fallait travailler sur place et que jamais les conflits ne seraient résolus par correspondance, de Moscou. Cependant, il était évident que le mot d'ordre «Allez aux masses!» du Troisième congrès mondial exigeait de l'Exécutif une précision pour son application.

IV

LA TACTIQUE DU FRONT UNIQUE

Le Parti communiste russe, conscient de cette nécessité, proposa à l'Exécutif de l'Internationale des thèses sur la tactique du front unique. Elles furent discutées en décembre 1921, mises au point et publiées le 28 décembre 1921, accompagnées d'un appel au prolétariat mondial le 1er janvier 1922.

Ces thèses marquaient un nouveau pas important dans la voie de la réunification du mouvement ouvrier, divisé en 1920 et 1921. Il s'agissait, dans la pensée de Lénine, d'une collaboration des partis communistes avec les organisations socialistes, syndicalistes, réformistes et les syndicats chrétiens, pour des actions défensives contre l'offensive capitaliste.

Radek, alors membre du Comité exécutif, donna à ces thèses la justification suivante:

«On ne peut pas, depuis 1919, compter sur un grand mouvement révolutionnaire en Europe à brève échéance et la tâche immédiate de l'Internationale communiste n'est pas l'organisation d'un nouvel assaut contre la société bourgeoise, mais la préparation et l'entraînement des forces qui donneront un jour cet assaut.»

Radek ne se faisait pas d'illusions sur la force réelle et les capacités des partis communistes nés de la scission. Il affirmait:

«Il se peut que, dans les pays où les organisations des masses socialesdémocrates ont poussé de profondes racines, les partis communistes soient absolument incapables de gagner la majorité de la classe ouvrière avant la prise du pouvoir par les socialdémocrates et que seule l'expérience des gouvernements socialistes puisse

convaincre la majorité des travailleurs de la nécessité d'une politique communiste. »

L'appel au prolétariat de tous les pays explique ainsi la nouvelle politique de concentration de toutes les forces de la classe ouvrière:

«Nous savons combien les grandes masses ouvrières ont été intimidées par les défaites que les minorités communistes ont essuyées dans leurs luttes contre la mise en esclavage du prolétariat. Nous connaissons les menées de la presse capitaliste internationale, qui cherche à vous impressionner en montrant les blessures que le prolétariat russe isolé a reçues dans son duel inégal avec le capitalisme international. Et c'est justement parce que nous savons tout cela que nous vous crions: «Vous n'osez pas encore engager une nouvelle bataille, vous n'osez pas encore prendre les armes pour la dictature du prolétariat et donner l'assaut aux forteresses de la réaction mondiale. Ralliez-vous du moins pour défendre votre existence quotidienne, pour conquérir plus de pain et la paix! Pour cette action, ne formez qu'un front unique. Opposez la classe ouvrière tout entière à la classe des exploiteurs! Détruisez les obstacles qu'on a dressés entre vous! Communistes, socialdémocrates, anarchistes, syndicalistes, prenez place dans le rang pour combattre la misère présente.» L'appel s'adresse également aux adhérents des syndicats chrétiens et libéraux. Tous ils ont un intérêt égal à empêcher la diplomatie capitaliste de provoquer une nouvelle conflagration mondiale et à mettre fin à ses menées criminelles.» [1]

Les thèses sont plus explicites. Certes, elles contiennent de vigoureuses critiques à l'égard des chefs réformistes et social-démocrates. Elles soulignent les grandes perspectives qui s'ouvrent à l'action des partis communistes s'ils comprennent la volonté d'unité des masses ouvrières et savent démasquer les chefs réformistes au cours des luttes à engager en commun. Mais la dénonciation du rôle des chefs réformistes n'était comprise dans ces thèses que comme le résultat d'une lutte commune, la conséquence de compromissions avec l'adversaire de classe ou d'une trahison de la part des réformistes et non comme le but de la tactique du front unique qui était de rassembler tous les travailleurs, communistes, réformistes, syndicalistes, chrétiens, pour la défense de leurs salaires et de leur niveau de vie menacés par la contre-offensive de la bourgeoisie.

Malheureusement la dénonciation des chefs réformistes devint très rapidement, non seulement dans les partis, mais aussi à l'Exécutif

[1] Gérard Walter, *Histoire du Parti communiste français*, Edition Aimery Somogy, Paris, 1948, page 82.

de l'Internationale, le but essentiel de la tactique du front unique. Albert Treint est devenu tristement célèbre en disant que: «La tactique du front unique, c'est la volaille à plumer!» Plutôt que d'engager une lutte commune, les partis communistes multiplièrent à tort et à travers les propositions de front unique, en ayant soin d'y glisser des conditions préalables ou des buts inacceptables pour les chefs réformistes. Ceux-ci refusaient l'action proposée par les communistes ou ne répondaient pas et étaient alors «démasqués»! Ainsi les communistes avaient l'illusion d'avoir atteint «leur but» sans avoir eu besoin de lutter.

Lénine procédait par étapes. Après le tournant opéré au Troisième congrès mondial, il fallait préciser la manière de conquérir la confiance des masses travailleuses pendant la période de recul du mouvement révolutionnaire: faire un pas décisif vers la droite en organisant les luttes défensives communes avec les organisations réformistes et socialdémocrates. Mais il fallait tenir compte des résistances qui s'étaient manifestées déjà au Troisième congrès mondial et enrober la nouvelle tactique de critiques envers les chefs socialistes.

Dégageons donc la tactique préconisée par les thèses du 28 décembre 1921 en recherchant ce qui est nouveau dans ces thèses.

D'abord le changement intervenu dans la situation internationale:

«Le mouvement ouvrier international traverse actuellement une étape transitoire spéciale qui place l'Internationale communiste en général, comme aussi ses sections, devant de nouveaux et importants problèmes tactiques.

Cette étape se caractérise ainsi: La crise économique mondiale s'aggrave: le capital international a passé dans presque tous les pays à une offensive systématique contre les travailleurs, qui s'exprime avant tout dans l'effort évident des capitalistes de réduire les salaires et le niveau de vie des ouvriers. (...) Si le prolétariat international ne renverse pas les gouvernements bourgeois, il est évident qu'une ou même plusieurs guerres impérialistes ne sauraient tarder à éclater. (...)

L'offensive accrue du capital a suscité dans les masses ouvrières une tendance spontanée à l'unité. (...) Les nouvelles couches d'ouvriers qui s'éveillent à la vie active, mais ne sont pas encore politiquement éduquées, rêvent d'une unification de tous les partis ouvriers et même de toutes les organisations ouvrières et espèrent par ce moyen accroître leur force de résistance à la poussée capitaliste. Des ouvriers qui s'étaient désintéressés des luttes politiques actives veulent, par leur propre expérience, vérifier la valeur du programme pratique réformiste. Comme eux, beaucoup d'ouvriers appartenant encore aux

vieux partis socialdémocrates, n'admettent plus les campagnes de calomnies des socialdémocrates et des centristes contre l'avant-garde communiste et commencent à réclamer une entente avec les communistes. Cependant ils ne se sont pas encore complètement émancipés des croyances réformistes et nombreux sont ceux qui accordent encore leur appui aux partis de l'Internationale socialiste et à celle d'Amsterdam [1]. Sans doute leurs aspirations ne sont-elles pas toujours nettement formulées, mais il est certain qu'elles tendent impérieusement à la création d'un front unique prolétarien, à la formation, par les partis de la Deuxième Internationale et les syndicats d'Amsterdam alliés aux communistes, d'un bloc puissant pour lutter contre l'offensive du capital. Cet état d'esprit est donc progressiste. (...)

Après s'être assuré une complète liberté de propagande, les partis communistes s'efforcent maintenant dans tous les pays de réaliser une unité aussi complète que possible des masses ouvrières sur le terrain de l'action pratique. (...)

Etant donné cette situation, l'Exécutif de l'Internationale communiste est d'avis que le mot d'ordre du Troisième congrès mondial de l'Internationale communiste: «Allez aux masses!» et les intérêts généraux du mouvement communiste exigent que l'Internationale communiste et ses sections soutiennent le mot d'ordre de l'unité du front prolétarien et prennent en main l'initiative de sa réalisation. La tactique des partis communistes s'inspirera des conditions particulières à chaque pays.»

L'application du front unique dans la pratique, proposée aux diverses sections de l'Internationale, révèle le sens véritable donné par l'Internationale communiste à ce changement spectaculaire de tactique.

«En Allemagne, le Parti communiste, à la dernière session de son Conseil national, s'est prononcé pour l'unité du front prolétarien et a reconnu possible d'appuyer un «gouvernement unitaire» qui serait disposé à combattre sérieusement le pouvoir capitaliste. L'Exécutif de l'Internationale communiste approuve sans réserve cette décision, persuadé que le PCA, tout en sauvegardant son indépendance politique, pourra ainsi pénétrer dans les plus larges couches prolétariennes et y fortifier l'influence communiste.» [2]

«En France également, il faut que toute la responsabilité de la rupture du front ouvrier retombe sur nos adversaires. La fraction révolutionnaire du syndicalisme français combat avec raison la scission dans les syndicats et défend l'unité de la classe ouvrière dans la lutte économique. Mais cette lutte ne s'arrête pas au seuil

---

[1] Internationale des syndicats réformistes.

[2] *IVe Congrès communiste mondial,* Librairie de l'Humanité, 1923, pages 95 et 96.

de l'usine. L'unité n'est pas moins indispensable contre la vague de réaction, contre la politique impérialiste, etc. La politique des réformistes et des centristes, après avoir provoqué la scission dans le parti, menace à cette heure l'unité du mouvement syndical, ce qui prouve que, de même que Jean Longuet, Jouhaux sert en réalité la cause de la bourgeoisie. Le mot d'ordre de l'unité politique et économique du front prolétarien contre la bourgeoisie est le meilleur moyen de faire avorter les manœuvres scissionnistes. » [1]

« En Angleterre, par suite de conditions particulières, le Labour Party forme une sorte de coalition embrassant toutes les organisations ouvrières du pays. Il est maintenant du devoir des communistes d'exiger, par une campagne énergique, leur admission dans le Labour Party. » [2]

« En Suède, le résultat des dernières élections parlementaires permet à un Parti communiste numériquement faible de jouer un rôle important. M. Branting, leader des plus éminents de la Deuxième Internationale, en même temps que président du Conseil des ministres de la bourgeoisie suédoise, se trouve dans une situation telle que l'attitude de la fraction parlementaire communiste ne peut lui être indifférente pour la constitution d'une majorité parlementaire. L'Exécutif estime que la fraction communiste ne pourra pas refuser d'accorder, sous certaines conditions, son appui au gouvernement mencheviste de M. Branting, comme l'ont d'ailleurs fait avec raison les communistes allemands pour certains gouvernements régionaux (Thuringe). » [3]

L'Exécutif recommande la discipline dans l'action commune, sous réserve du droit de faire des propositions et de formuler des critiques :

« Tout en se soumettant à la discipline de l'action, les communistes doivent absolument se réserver le droit et la possibilité d'exprimer, non seulement avant et après, mais encore pendant l'action, leur opinion sur la politique de toutes les organisations ouvrières, sans exception. En aucun cas et sous aucun prétexte cette clause ne saurait souffrir d'infraction. En préconisant l'unité de toutes les organisations ouvrières dans chaque action pratique contre le front capitaliste, les communistes ne peuvent renoncer à la propagande de leurs points de vue qui seuls constituent l'expression logique des intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière. » [4]

L'allusion faite dans les thèses à la tactique du Parti bolchevique de 1905 à 1917, en Russie, est plus caractéristique encore que ces

[1] *IVe Congrès communiste mondial,* Librairie de l'Humanité, 1923, page 95.
[2] *Ibid.*, page 97.
[3] *Ibid.*, pages 98 et 99.
[4] *Ibid.*, page 100.

diverses applications de front unique allant jusqu'à l'appui aux gouvernements socialdémocrates:

«Le Comité exécutif de l'Internationale communiste croit utile de rappeler à tous les partis frères les expériences des bolcheviks russes, dont le parti est le seul qui ait jusqu'à présent réussi à vaincre la bourgeoisie et à s'emparer du pouvoir. Pendant les quinze années qui s'étendent entre la naissance du bolchevisme et sa victoire (1903–1917), celui-ci n'a jamais cessé de combattre le réformisme ou, ce qui revient au même, le menchevisme. Mais pendant ce même laps de temps les bolcheviks ont à plusieurs reprises passé des accords avec les mencheviks. La première scission formelle eut lieu au printemps de 1905. Mais, sous l'influence irrésistible d'un mouvement ouvrier de vaste envergure, les bolcheviks formèrent la même année un front commun avec les mencheviks. La seconde scission formelle eut lieu en 1912. Mais, de 1905 à 1912, la scission alterna avec des unions et des accords temporaires (en 1906, 1907 et 1910). Unions et accords ne se produisirent pas seulement à la suite des péripéties de la lutte entre fractions, mais surtout sous la pression des grandes masses ouvrières éveillées à la vie politique et qui voulaient voir par elles-mêmes si les voies du menchevisme s'écartaient véritablement de la révolution. Peu avant la guerre impérialiste, le nouveau mouvement révolutionnaire qui suivit la grève de la Léna engendra dans les masses prolétariennes une puissante aspiration à l'unité, que les dirigeants du menchevisme s'évertuèrent à exploiter à leur profit, comme le font aujourd'hui les leaders des Internationales «socialistes» et ceux de l'Internationale d'Amsterdam. A cette époque les bolcheviks ne se refusèrent pas au front unique. Loin de là: pour contrebalancer la diplomatie des chefs mencheviks, ils adoptèrent le mot d'ordre de «l'unité par la base», c'est-à-dire de l'unité des masses ouvrières dans l'action révolutionnaire pratique contre la bourgeoisie. L'expérience montra que c'était là la seule vraie tactique. Modifiée selon les temps et les lieux, cette tactique gagna au communisme l'immense majorité des meilleurs éléments prolétariens menchevistes.»[1]

Les thèses résument ainsi ce que l'Internationale communiste entendait par front unique:

«Par unité du front prolétarien, il faut entendre l'unité de tous les travailleurs désireux de combattre le capitalisme, y compris par conséquent les ouvriers qui suivent encore les anarchistes et les syndicalistes.

Dans divers pays, ces éléments peuvent utilement s'associer aux actions révolutionnaires. Dès ses débuts, l'Internationale communiste a toujours préconisé une attitude amicale à l'égard de ces éléments

---

[1] *IVe Congrès communiste mondial,* Librairie de l'Humanité, 1923, pages 101/102.

ouvriers qui surmontent progressivement leurs préjugés et adhèrent peu à peu au communisme. Les communistes devront dorénavant leur accorder d'autant plus d'attention que le front unique contre le capitalisme est en voie de réalisation. »[1]

L'importance de ce changement tactique à l'égard des partis socialdémocrates et des organisations syndicales réformistes exigeait qu'il fût soumis sans retard à l'approbation d'une séance élargie de l'Exécutif. C'est alors que fut convoquée, pour février 1922, la première séance d'un Exécutif élargi, équivalant à un petit congrès. L'institution en fut légalisée au Quatrième congrès mondial par une revision des statuts faisant de l'Exécutif élargi l'une des autorités dirigeantes de l'Internationale communiste. A partir de cette année-là, l'Exécutif élargi fut convoqué plus souvent que les congrès mondiaux.

---

[1] *IVe Congrès communiste mondial,* Librairie de l'Humanité, 1923, page 103

V

L'EXÉCUTIF ÉLARGI DE FÉVRIER 1922

Mon intention n'est pas d'écrire ici une histoire de l'Internationale communiste, mais d'en montrer l'évolution souvent contradictoire dans des problèmes particulièrement importants pour l'avenir des travailleurs. Les relations des communistes avec les partis socialistes et les syndicats réformistes ont joué un rôle primordial dans toute l'histoire du mouvement ouvrier. Après la scission décidée et réalisée en 1920, la nécessité d'une lutte commune des communistes, des socialistes et des démocrates bourgeois de gauche contre la réaction capitaliste et le fascisme a dominé la politique du mouvement communiste. Il est donc important d'en exposer les fluctuations sous l'influence de Lénine d'abord, de Trotsky, de Staline, puis de Dimitrov ensuite.

Dès 1921, il devint évident que la situation dans les pays capitalistes occidentaux n'était plus révolutionnaire et que les partis communistes, créés pour conduire l'action des masses vers la prise du pouvoir et la dictature du prolétariat, devaient se contenter, comme les partis socialdémocrates, de procéder à des réformes économiques et sociales. Trop souvent la politique des partis communistes s'est alors contentée de critiquer les partis socialdémocrates et de ne faire que de la surenchère.

Je me bornerai donc, dans ces souvenirs, à revenir sur quelques problèmes essentiels concernant les relations du mouvement communiste avec les partis socialistes et les syndicats réformistes et sur l'influence nocive de la politique interne du Parti communiste de l'URSS, avec ses multiples luttes de fractions, sur les diverses sections de l'Internationale communiste.

Le front unique

La réunion de l'Exécutif élargi de février 1922 fut centrée sur la tactique du front unique. La publication des thèses de décembre 1921 avait surpris les partis communistes et soulevé des oppositions particulièrement vives dans les partis latins. Mais tandis qu'en France la droite s'opposait avec véhémence au front unique, en Italie c'est l'extrême gauche qui n'en voulait pas entendre parler.

Dès que les thèses de décembre 1921 sur le front unique furent connues en France, le Comité directeur du PCF vota la résolution suivante:

«Le Comité directeur estime que l'application de la tactique du front unique est impossible dans notre pays, en ce qui touche l'accord avec les états-majors dissidents et majoritaires confédéraux.

Il estime qu'elle présente pour l'Internationale des dangers certains contre lesquels des garanties devront être prises.

Il donne mandat en ce sens à ses délégués à la Conférence internationale de février, il les charge en outre de demander l'inscription de cette question à l'ordre du jour du Quatrième congrès mondial.» [1]

La conférence de l'Exécutif élargi, réunie le 24 février dans une des salles du Kremlin, dura jusqu'au 4 mars.

Le rapport de Zinoviev sur la tactique du front unique reflétait exactement la position du Comité central du Parti communiste russe, c'est-à-dire le point de vue de Lénine dont Zinoviev était le porte-parole. Il commença par rappeler les conditions dans lesquelles la scission avait été décidée en 1920, alors que l'Internationale communiste croyait encore à une révolution occidentale très proche:

«En 1919, nous avions encore tous l'espoir de vaincre la bourgeoisie au cours des prochaines années. La situation était mûre, ou, comme l'a dit la camarade Zetkin, plus que mûre. Mais l'organisation nécessaire de la classe ouvrière faisait défaut. La socialdémocratie fut un facteur négatif. Au moment décisif, elle lutta au côté de la bourgeoisie. Nous ne l'avons pas vu tout de suite et nous avons encore écrit et parlé pendant plus d'une année comme si le but était proche.»

Puis Zinoviev souligna les changements survenus depuis 1920:

---

[1] G. WALTER, *op. cit.*, page 83.

«Si l'armée rouge de la Russie soviétique s'était emparée de Varsovie en 1920, la tactique de l'Internationale ne serait pas ce qu'elle est, elle serait autre. Mais cela ne s'est pas produit. La défaite stratégique eut pour conséquence un recul politique de tout le mouvement ouvrier. Le parti prolétarien russe fut contraint de faire de très grandes concessions économiques à la paysannerie et en partie aussi à la bourgeoisie. Cela a ralenti le développement de la Révolution prolétarienne. Mais aussi la défaite des prolétaires occidentaux de 1919 à 1921 a, de son côté, influencé la politique du premier Etat prolétarien et ralenti le développement en Russie.

Dans la période actuelle de construction des partis communistes, on peut constater des manifestations tout à fait nouvelles et intéressantes dans les masses profondes de la classe ouvrière. La masse soupire après le repos et le pain. Ça n'est pas toujours agréable pour nous, révolutionnaires conscients qui, si souvent, glorifions et idéalisons la masse ouvrière, de constater qu'elle ne se presse pas de monter sur les barricades; mais, après quatre années de famine et de ruines, la classe ouvrière a besoin de repos et ne veut pas s'aventurer dans de nouveaux dangers. (...) Nous ne pouvions pas prévoir cet état d'esprit. (...) Les ouvriers veulent l'unité. Ne pas tenir compte de cet état d'esprit, c'est faire des communistes des sectaires et aider la socialdémocratie. (...) Nous n'accepterons jamais d'édifier un seul parti avec les socialistes, ce serait une trahison. Nous ne devons pas oublier que le rôle du parti est de montrer la voie à la classe ouvrière.

Nous ne devons pas céder devant chaque état d'esprit des masses, si cet état d'esprit est provoqué par des idées confuses. «Unissez-vous tous et créez un seul parti» est faux et réactionnaire. Mais il y a dans ce mouvement quelque chose d'autre, de parfaitement sain, le désir de lutter unis contre la bourgeoisie. (...) Si nous savons maintenant utiliser cet état d'esprit, nous aurons à la fois un Parti communiste intelligent et un grand mouvement de masse. (...)

C'est maintenant seulement que nous réalisons ces deux grandes conditions. En 1920, le mouvement de masse était peut-être plus grand, mais le parti manquait. Nous avons alors commencé à créer des partis, mais la volonté des masses manquait. Le moment vient où nous aurons les deux facteurs et où nous devrons coordonner ces deux facteurs. (...)» [1]

Et Zinoviev concluait:

«C'est déjà la raison pour laquelle nous avons en vue un front unique non seulement avec les socialdémocrates de la Deuxième Internationale et de la Deux et demie, mais aussi avec les anarchistes, les syndicalistes, les ouvriers sans parti et les ouvriers chrétiens.»

---

[1] *Die Taktik der Kommunistischen Internationale gegen die Offensive des Kapitals*, Hamburg, Verlag der Kommunistischen Internationale, 1922.

tout en ajoutant:

«L'indignation de la classe ouvrière contre les scissions est très compréhensible. L'effort d'unité est très souvent, presque toujours même, un facteur révolutionnaire. La puissance de la classe ouvrière réside dans le fait qu'elle groupe des millions. C'est la puissance du nombre. C'est tout à fait compréhensible et justifié qu'elle soit opposée aux scissions. Mais nous ne pouvions pas toujours tenir compte de ce sentiment, parce que la socialdémocratie l'utilisait au profit de la bourgeoisie. Nous devions faire la scission. Maintenant, changeons les rôles: les scissionnistes seront maintenant les socialistes et pas nous. (...) Nous sommes à la veille d'une nouvelle vague du mouvement ouvrier.» [1]

La discussion à la conférence de février 1922 fut extrêmement vive. Renoult expliqua la situation spéciale dans laquelle, d'après lui, se trouvait le Parti communiste français. Il rassemblait — affirmait-il — la majorité du prolétariat, les socialistes n'étant qu'une infime minorité de chefs sans troupes. Proposer à ce parti un front unique, c'était le revaloriser aux yeux des masses ouvrières et lui donner une importance qu'il n'avait pas. C'est pourquoi le Comité directeur s'opposait à la tactique de front unique en France. Sur le terrain syndical, la CGT réformiste de Jouhaux excluait les fédérations révolutionnaires. Il n'était donc pas question de lui proposer des actions communes.

Alors que la délégation officielle du parti français était formée de Marcel Cachin, Renoult, Louis Sellier et Métayer, trois militants opposés à la direction du parti, Souvarine, Treint et Ker, présents à la conférence avec voix consultative, appuyaient les thèses de l'Exécutif.

La délégation italienne, composée de Roberto et de Terracini, faisait à la politique de l'Internationale une opposition de principe et accusait l'Exécutif de liquider les décisions des congrès précédents En réalité, Terracini renouvelait et accentuait encore les critiques qu'il avait faites au Troisième congrès mondial contre la politique de conquête des masses:

«La question qui se pose est celle-ci, déclara-t-il: Doit-on, pour conquérir les masses, abandonner les principes qui font notre force? Nous pensons qu'il sera peut-être possible aux partis de gagner les masses par les moyens que préconise l'Exécutif, mais nous n'aurons plus alors de partis communistes, mais seulement des partis semblables en tout point aux vieux partis socialdémocrates. (...)

---

[1] *Die Taktik..., op. cit.*

Les expériences ont convaincu les travailleurs que le prolétariat ne doit pas seulement s'organiser en des lieux divers et engager des actions partielles, car il est impossible aujourd'hui de lutter contre la baisse des salaires, contre les violations de la journée de huit heures, et demain pour la liberté d'association, il faut engager une lutte générale contre les prétentions du capital, lutte qui conduira soit à une victoire générale, sinon à une défaite définitive. (...)

Pas de luttes au jour le jour qui non seulement n'apportent aucune solution, mais encore sont dangereuses pour le prolétariat qui, un jour, devra décider en définitive de son sort. Le Parti communiste est parfaitement conscient qu'il faut entraîner tous les travailleurs de toutes catégories, l'ensemble du prolétariat d'une nation, en lançant le mot d'ordre de la lutte généralisée.

Quel est le mot d'ordre que le Parti communiste italien a lancé ces derniers mois, à chaque occasion? Il n'a cessé de proclamer: Pas de luttes partielles, mais conduire le prolétariat à une action généralisée. Chaque fois que les chefs socialistes cherchent à déclencher une action partielle pour une revendication spéciale, nous nous y opposons et leur rappelons la nécessité de généraliser la lutte. (...)

Pour arriver à une communauté d'action, il faudrait que les socialdémocrates abandonnent une partie de leur programme, ou bien que les communistes renoncent au leur. »

Terracini était d'avis que c'est aux syndicats que revient le rôle de lutter pour les intérêts quotidiens des masses travailleuses. Le Parti communiste italien admettait que ses militants dans les syndicats posent de telles revendications, mais sans qu'il y ait participation des partis politiques. Une semblable action commune avait été organisée en Italie sur la proposition des communistes membres des syndicats. Le Parti socialiste italien y avait pris part, mais le Parti communiste italien avait refusé sa participation. On comprend dès lors aussi son attitude négative à l'égard des *Arditi del Popolo*.

L'intervention de Terracini fut vivement combattue par la plupart des participants à la conférence. Lounatcharsky et Trotsky en particulier s'opposèrent aux thèses du Parti communiste italien.

Dans sa réponse aux orateurs de l'opposition, Zinoviev donna quelques précisions pour la compréhension du front unique tel que le concevait Lénine. Il confirma la nécessité de favoriser la création de gouvernements socialistes, non seulement pour que les masses se détournent de leurs chefs au pouvoir, mais aussi parce qu'elles ont encore l'illusion qu'ils y défendront leurs intérêts immédiats:

«Si les communistes ont cinq voix (au Parlement) desquelles dépend la création d'un gouvernement ouvrier — de couleur social-démocrate il est vrai, mais tout de même gouvernement ouvrier —

ou d'un gouvernement bourgeois et que ces cinq voix favorisent un gouvernement bourgeois, comment pourrons-nous le légitimer devant les ouvriers sans parti? (...) Les masses ont confiance dans leurs chefs en partie bourgeois. Nous ne devons pas choquer les masses ouvrières en favorisant un gouvernement bourgeois quand nous pouvons élire un gouvernement ouvrier. Si nous avions appliqué une telle politique du pire en Saxe et en Thuringe, les masses nous auraient chassés, avec raison.»

A Renoult, qui affirmait vouloir gagner les ouvriers sans s'adresser aux chefs, Zinoviev répondit:

«Les masses sont liées aux chefs. La difficulté est de les en détacher. Nous examinons *comment* le faire. Et vous dites: «Oui, bien, nous voulons collaborer avec les masses, mais pas avec les chefs.» En voulant ignorer la difficulté, vous ne la supprimez pas.»

Puis Zinoviev cita Lénine qui avait écrit:

«Marx et Engels ont dit: «Notre enseignement n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action.» La plus grande faute des «marxistes patentés» comme Kautsky, Otto Bauer, etc., est de n'avoir pas tenu compte de cette vérité aux moments les plus marquants de la révolution du prolétariat. (...)

Les socialdémocrates révolutionnaires russes ont, jusqu'à la chute du tsarisme, recouru aux services des libéraux bourgeois, c'est-à-dire qu'ils ont conclu avec eux bon nombre de compromis pratiques. En 1901 et 1902, encore avant la naissance du bolchevisme, l'ancienne rédaction de l'*Iskra* (dont faisaient partie Plekhanov, Axelrod, Zassoulitch, Martov, Potressov et moi-même) conclut une alliance — de courte durée il est vrai — avec Strouvé, le chef politique des libéraux. Durant toute cette période, ils ont pu mener une lutte idéologique et politique constante et tenace contre le libéralisme bourgeois. Depuis 1905, nous avons pratiqué systématiquement une alliance avec la paysannerie contre la bourgeoisie libérale sans refuser en même temps notre appui à la bourgeoisie contre le tsarisme (par exemple lors d'élections complémentaires ou lors d'un deuxième tour de scrutin).»

Il n'était donc pas question alors de réaliser un front unique seulement avec les masses, sans les chefs, ou contre les chefs. Les socialdémocrates étaient considérés comme faisant partie de la classe ouvrière, comme son aile droite. Les communistes devaient les soutenir contre les bourgeois, leurs adversaires communs et les aider à accéder au gouvernement, en évitant par leur tactique électorale et parlementaire, leurs votes ou leur abstention, de favoriser la victoire de la réaction capitaliste.

Nous verrons qu'après la mort de Lénine Zinoviev dénonça la socialdémocratie, au Cinquième congrès mondial, comme l'aile gauche du fascisme et que Staline la qualifia de socialfascisme plus dangereux que le nazisme. Lénine préconisait et pratiquait un genre de front populaire contre le tsarisme. Sa tactique fut reprise en 1935 par Dimitrov, au Septième congrès mondial, pour lutter contre le fascisme.

Au vote, trois délégations se prononcèrent contre les thèses de l'Internationale sur le front unique, la France, l'Italie et l'Espagne. Souvarine, Treint et Ker firent une déclaration affirmant leur accord avec la politique de l'Internationale.

L'Exécutif élargi confirmait donc, à une écrasante majorité, les thèses de décembre sur le front unique et décidait, à la même majorité, par la déclaration suivante, d'accepter la proposition de l'Internationale Deux et demie de réunir les trois Internationales en une conférence:

«L'Exécutif élargi de l'Internationale communiste, ayant pris connaissance de la proposition de l'Union viennoise (Internationale Deux et demie) des partis socialistes, se prononce pour la participation des partis de l'Internationale communiste à la conférence projetée.
L'Exécutif élargi de l'Internationale communiste propose, pour sa part, de faire participer à la conférence également toutes les confédérations et associations syndicales, tant nationales qu'internationales: l'Internationale syndicale rouge, l'Internationale syndicale d'Amsterdam, la CGT unitaire française, l'Union syndicale italienne, la Federation of Labour d'Amérique et d'autres associations syndicales autonomes. L'Internationale communiste croit en outre nécessaire d'inviter à la conférence les principales organisations syndicales anarchistes, les IWW, les Shop Stewards, les conseils d'usines, etc. La conférence internationale doit devenir une représentation effective et universelle de toutes les organisations ouvrières du monde. La Conférence mondiale des organisations ouvrières doit se poser une seule grande tâche: l'organisation de la lutte défensive de la classe ouvrière contre le capital international.»

Le Parti communiste français demanda de faire une exception pour la France, le front unique y étant inutile puisque le Parti communiste avait déjà conquis la majorité de la classe ouvrière! Le Parti communiste italien, par contre, proposait une autre politique à l'Internationale, celle du tout ou rien: lutte généralisée contre le régime capitaliste devant se terminer par la victoire totale ou par l'écrasement définitif de la Révolution socialiste! Les Espagnols partageaient les conceptions sectaires des Italiens. Au nom des trois

délégations minoritaires, Cachin déclara que les partis qu'elles représentaient seraient disciplinés et appliqueraient les résolutions prises.

Dans cette situation, mes tâches m'apparaissaient de plus en plus difficiles.

L'Opposition ouvrière

Un autre problème essentiel fut abordé par la conférence. Vingt-deux membres de l'*Opposition ouvrière* au sein du Parti communiste russe avaient adressé à l'Internationale un recours contre la majorité du Comité central du Parti communiste russe. Une première escarmouche s'était déclenchée au Troisième congrès mondial, en été 1921, lors de la discussion sur le rapport de Lénine qui démontrait que la situation intérieure de la Russie exigeait un recul sur le terrain économique et des concessions à la bourgeoisie, aux paysans et à la petite bourgeoisie. Alexandra Kollontaï et Chliapnikov étaient les chefs les plus en vue de cette opposition. Ce dernier, qui avait vécu plusieurs années en France, y avait subi l'influence anarcho-syndicaliste. La plupart des vingt-deux signataires, ouvriers, avaient adhéré au parti bien avant la Révolution de 1917.

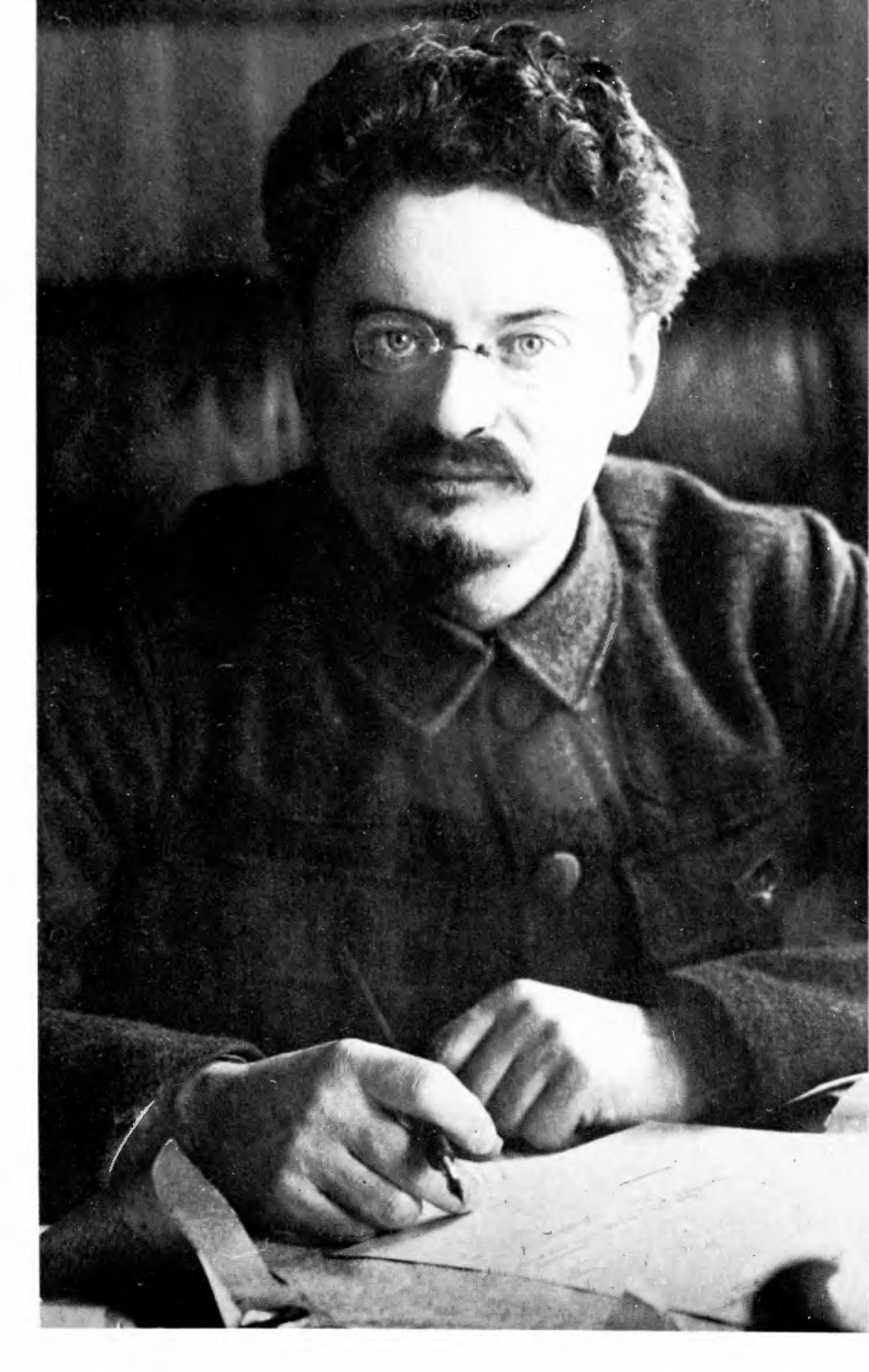
Ce recours était adressé «Aux membres de l'Exécutif élargi du Comintern», avec copie au Comité central du Parti communiste russe. Il avait la teneur suivante:

«Chers camarades,

Nous avons appris par nos journaux que le Comité exécutif de l'Internationale étudie la question du front ouvrier unique et nous estimons de notre devoir communiste de porter à votre connaissance que la cause du front unique est gravement compromise dans notre pays non seulement au sens large du mot, mais même au sein de notre parti.

Au même moment où l'élément bourgeois nous presse énergiquement de toutes parts et pénètre même dans notre parti, dont la composition sociale (40% d'ouvriers et 60% de non-prolétaires) favorise ce danger, les organes dirigeants du parti mènent une lutte implacable et démoralisante contre tous ceux, et en particulier des prolétaires, qui se permettent d'avoir une opinion personnelle; l'expression de cette opinion est l'objet, au sein du parti, de différentes mesures de répression.

Vouloir rapprocher les masses prolétariennes de l'Etat est considéré comme fait d'«anarcho-syndicalisme» et les membres de cette tendance sont poursuivis et ainsi discrédités.



TROTSKY



BOUKHARINE

A. KOLLONTAÏ

Dans le mouvement syndical, même tableau: répression de l'action et de l'initiative ouvrières, emploi de tous les moyens pour combattre les malpensants.

Les forces coalisées de la bureaucratie du parti et des syndicats abusent de leur situation et de leur pouvoir et ignorent les décisions de nos congrès ordonnant l'application des principes de la démocratie ouvrière. Nos fractions dans les syndicats et même dans les congrès sont privées du droit d'exprimer leur volonté pour l'élection de leurs comités centraux. La tutelle et l'oppression de la bureaucratie atteignent un tel point que les membres du parti doivent, sous peine d'exclusion et d'autres mesures répressives, élire non point ceux que voudraient élire les communistes, mais ceux que veulent faire élire les groupes d'intrigants haut placés. De pareilles méthodes de travail conduisent au carriérisme, à l'esprit d'intrigue et à la servilité auxquels les ouvriers répondent en sortant du parti.

Partisans du front ouvrier unique tel qu'il est interprété par les vingt-trois thèses de l'I.C., nous en appelons à vous dans le désir sincère d'en finir avec tous les obstacles mis à l'unité de ce front à l'intérieur de notre Parti communiste de Russie.

La situation au sein de notre parti est si pénible que nous sommes amenés à demander votre aide pour écarter le danger menaçant d'une scission. »[1]

Staline eût fait emprisonner et exécuter les vingt-deux contestataires, Brejnev les eût fait interner dans un asile d'aliénés sans transmettre leur recours à l'Internationale. Lénine, lui, soumit au contraire à l'Exécutif élargi la réponse suivante:

«Lettre du Comité central du P.C. de Russie à l'Exécutif élargi de l'I.C.:

Le Bureau politique du Comité central du Parti communiste russe a reçu copie de la lettre adressée à l'Exécutif élargi de l'I.C. par 22 membres du parti.

Le Comité central est d'avis que les membres du parti ont le droit de se plaindre de lui à l'organe supérieur de notre organisation à l'I.C. Il est prêt à soumettre à la conférence ou à une commission désignée par elle tous les documents concernant la réalité des faits indiqués dans la lettre des 22.

Le Comité central se borne, jusqu'à la décision de l'Exécutif élargi, à lui donner communication du texte intégral de la résolution adoptée le 8 mars 1921 par le Dixième congrès du parti sur l'unité du parti et les tendances syndicalistes-libertaires. Les 22 signataires de la lettre précitée (dont l'un, G. Miasnikov, a été exclu du parti pour des infractions systématiques à la discipline) appartiennent au

---

[1] Documents publiés dans la *Correspondance internationale*, avril 1922, supplément N° 3, pages 7 et 8.

groupe dont le Dixième congrès a blâmé à l'unanimité les tendances syndicalistes-libertaires.

Pour le Comité central du PCR:
L. TROTSKY. G. ZINOVIEV. »[1]

L'Exécutif élargi nomma une commission présidée par Clara Zetkin, qui comprenait Cachin, Kreibich, Kolarov, Friis, Terracini et McManus. Les représentants du groupe des vingt-deux eurent l'occasion de s'expliquer longuement devant la commission. Kollontaï et Chliapnikov s'exprimèrent librement au Plenum de l'Exécutif et remirent à tous les délégués leur programme qui contenait une critique fouillée de la situation créée en Russie par la nouvelle politique économique et le développement de la bureaucratie.[2]

La commission, dans la résolution qu'elle présenta au Plenum, reconnaît la situation difficile dans laquelle se trouvent la Révolution et le Parti communiste russes et admet que la nouvelle politique économique a aggravé le danger d'une influence accrue de la petite bourgeoisie dans les organes de l'Etat et du parti.

Elle constate que la direction du parti, entièrement consciente de ce danger, a pris des mesures pour le combattre. La plainte des vingt-deux contestataires enfonçait donc des portes ouvertes. La commission appela tous les membres du parti à respecter la discipline et à se grouper plus résolument derrière le Comité central.

Cette résolution fut votée par le Plenum à l'unanimité, avec quatre abstentions.

Il est certain que bien des délégués, conscients de la valeur des critiques formulées par l'*Opposition ouvrière,* mais aussi de la situation difficile du parti et du pays à la fin d'un hiver de famine, ne pouvaient qu'exprimer leur confiance au Parti communiste russe et éviter de l'affaiblir en soutenant les critiques de l'opposition dont les adversaires du pouvoir soviétique tiraient profit.

Néanmoins ces critiques ont aujourd'hui, après la période stalinienne et face à la situation actuelle de l'URSS et de son parti, une valeur considérable pour comprendre l'évolution ultérieure du pouvoir soviétique et du parti communiste.

Combien parmi les chefs bolcheviques qui condamnèrent l'*Opposition ouvrière* n'ont pas repris à leur compte, quelques années plus

---

[1] Documents publiés dans la *Correspondance internationale,* avril 1922, supplément N° 3, pages 7 et 8.

[2] Ce document, assez long, qui est fort peu connu des lecteurs français et dont l'importance apparaît considérable pour le développement de l'URSS, est publié en annexe de ce volume.

tard, ses critiques contre la bureaucratie qui tente d'étouffer toute démocratie intérieure, et la décision du Dixième congrès du PCR condamnant la formation de fractions ou de tendances à l'intérieur du parti.

La question française

Le conflit qui avait surgi au congrès de Marseille, en décembre 1921, et la formation de fractions à l'intérieur du parti exigeaient une prise de position de l'Exécutif de l'Internationale. Une commission française fut désignée, présidée par Trotsky, dont je fus le secrétaire. Trotsky proposa une longue résolution, fort modérée de ton, qui tenait compte des progrès réalisés par le Parti communiste français depuis le congrès de Tours.

Il constatait, dans cette résolution, que les survivances du passé entravaient encore la vie du parti:

«Ces survivances du passé dans certains groupes du parti se manifestent: 1) par une tendance à rétablir l'unité avec les réformistes; 2) par une tendance à former un bloc avec l'aile radicale de la bourgeoisie; 3) par la substitution du pacifisme petit-bourgeois à l'antimilitarisme révolutionnaire; 4) par la fausse interprétation des rapports entre le parti et les syndicats; 5) par la lutte contre une direction du parti vraiment centralisée; 6) par les efforts pour substituer une fédération platonique de partis nationaux à la discipline internationale d'action.» [1]

Puis il notait l'assurance donnée par la délégation française que, dans le plus court délai, le *Journal du Peuple*, quotidien communiste du soir à Paris, qui n'avait cessé de combattre l'Internationale et le Parti communiste, «sera mis hors du parti». Constatant ensuite que le congrès de Marseille a pris d'importantes décisions en vue d'organiser le travail syndical du parti, il demandait que ces décisions soient mises en pratique. Enfin, il se prononçait sur la crise provoquée au congrès de Marseille et condamnait la formation de fractions à l'intérieur du parti:

«Vu que les statuts de l'Internationale communiste et de ses sections se basent sur le principe du centralisme démocratique et

[1] Documents publiés dans la *Correspondance internationale*, *op. cit.*, page 9. Les résolutions de l'Exécutif élargi de février 1922 ont paru *in extenso* dans ce même cahier.

garantissent suffisamment le développement régulier et normal de chaque parti communiste, la séance plénière considère comme injustifiée la démission de plusieurs membres du Comité directeur élus au Congrès de Marseille, indépendamment des mobiles politiques de ces démissions. L'abandon des postes confiés par le parti comme une déclaration d'impossibilité du travail commun régulier des représentants des nuances différentes dans les cadres du centralisme démocratique peut servir d'impulsion à la formation de fractions à l'intérieur du parti.

La séance plénière du Comité exécutif exprime sa conviction absolue que la lutte contre les manifestations sus-indiquées des tendances anticommunistes sera menée par la majorité écrasante du parti et par les institutions dirigeantes du parti tout entier. Considérant que la formation de fractions ferait inévitablement le plus grand tort au développement du parti et porterait atteinte à son autorité parmi le prolétariat, la séance plénière du Comité exécutif prend connaissance avec satisfaction de la déclaration de la délégation française que le Comité central est prêt à prendre les mesures d'organisation nécessaires pour que la volonté du Congrès de Marseille soit exécutée jusqu'au bout et intégralement et que les camarades qui avaient démissionné fassent partie de la direction du parti pour y accomplir un travail régulier et sans discorde. » [1]

[1] Documents publiés dans la *Conférence internationale*, op. cité, page 9. Les résolutions de l'Exécutif élargi de février 1922 ont paru *in extenso* dans ce même cahier.

VI

PREMIÈRE MISSION EN ITALIE

La conférence de l'Exécutif élargi de février 1922 n'était pas terminée que Zinoviev m'informait de la nécessité de me rendre en Italie. Le deuxième congrès du Parti communiste italien était annoncé pour le mois de mars et devait se tenir à Rome. Le projet de thèse sur la tactique publié par l'*Ordine Nuovo*, en janvier déjà, était en complet désaccord avec les thèses de l'Internationale communiste de décembre sur le front unique. Les interventions de Terracini au Troisième congrès mondial, son rapport à l'Exécutif élargi de 1922 et son vote contre la tactique du front unique, les critiques formulées par Vorovsky contre la politique du Parti communiste italien à l'égard des *Arditi del Popolo* démontraient que la direction du parti pratiquait une politique gauchiste opposée à celle de l'Internationale.

La situation en Italie était complexe. La scission de Livourne avait été faite trop à gauche, laissant dans le Parti socialiste italien une forte fraction favorable à l'Internationale communiste. Le Parti socialiste italien avait refusé d'adhérer à l'Internationale de Vienne, réaffirmant son attachement à l'Internationale communiste.

Il fallait donc intervenir au Deuxième congrès du Parti communiste italien pour y défendre la politique de l'Internationale. Kolarov devait m'accompagner à Rome.

Par ailleurs, Zinoviev avait reçu une lettre alarmante d'Espagne. La fusion des deux partis communistes espagnols, réalisée sous la présidence du député italien Graziadei, était menacée par l'exclusion d'un groupe important de jeunes qui faisaient partie de la direction et ne s'étaient pas soumis à la discipline de la majorité. Il me fallait donc aussi aller sur place résoudre ce conflit.

Zinoviev prévoyait également que j'irais un certain temps en France veiller à l'application des décisions de l'Exécutif élargi.

Cette perspective d'un travail sur place dans les partis occidentaux convenait à mon tempérament et me souriait.

D'autre part, la commune de La Chaux-de-Fonds, avec laquelle j'avais convenu de garder mon appartement pour le cas où ma famille aurait besoin d'y séjourner pendant mes absences, m'avait avisé, en date du 30 octobre 1921 déjà, qu'elle résiliait mon bail pour le 30 avril 1922. Les socialistes chaux-de-fonniers étaient impatients de me voir définitivement les talons! Ayant aussitôt protesté contre cette résiliation, je recevais de la commune un avis daté du 15 novembre que «rien n'était modifié dans notre bail». Mais le 27 mars elle revenait à la charge et me demandait de vider les lieux pour le terme du 30 avril. J'avais donc, en plus de mes missions politiques, aussi un déménagement en perspective, ignorant encore ce que je ferais de notre ameublement.

Je demandai à Zinoviev de partir avec ma famille et il accepta sans autre.

Nous venions de passer un hiver très rude à Moscou, l'hiver de la grande famine dans la région de la Volga. Toutes les villes de Russie en avaient plus ou moins souffert et notre état de santé s'en ressentait aussi. Nous décidâmes de partir tous trois pour l'Italie d'abord et d'envisager ensuite, une fois rentrés en Suisse, ce que nous ferions de notre ameublement en liquidant, avant le 30 avril, notre pied-à-terre à La Chaux-de-Fonds.

Nous quittions une Moscou enneigée, emmitouflés dans nos fourrures, pour arriver à Rome sous un soleil printanier après un long voyage par Riga, Berlin, l'Autriche et le Brenner. Nous nous installâmes près de la gare, dans une pension famille fréquentée par des officiers en grande tenue qui ne restèrent pas insensibles aux charmes de notre fillette. Ils la contemplaient avec le sourire et lui parlaient en italien. Flattée, elle se laissait faire la cour et manifesta un jour son admiration pour un bel officier en faisant sous son nez la remarque: «Il est gentil ce camarade!» Sa prononciation française d'enfant de deux ans et demi n'était heureusement pas assez distincte pour être comprise du «gentil camarade» qui, se tournant vers nous, demanda: «Qu'a-t-elle dit?» Je lui répondis: «Elle vous trouve très gentil.» Ainsi se termina ce petit incident qui aurait pu mal tourner vu notre présence plus ou moins régulière en Italie. A Rome, nous quittâmes nos manteaux et bonnets de fourrure pour visiter

la ville sans entraves et je pris les premiers contacts nécessaires avant le congrès.

J'envoyai à Zinoviev le rapport suivant de ce congrès, que Kolarov contresigna:

«Lorsque nous sommes arrivés à Rome, à la veille du congrès, le Comité exécutif du Parti communiste italien n'avait sur la séance du Comité exécutif étendu et sur ses décisions que des nouvelles très insuffisantes qui avaient été envoyées par radio de Moscou. Le camarade Roberto, qui était arrivé en Italie quelques jours avant nous, n'avait pas encore eu d'entrevue avec le Comité exécutif du parti et ne lui avait pas encore remis le matériel dont il était porteur. Toute la préparation du congrès était donc faite sans tenir compte des décisions du Comité exécutif élargi de Moscou.

Les premières prises de contact avec le Comité exécutif, et avec le camarade Bordiga en particulier, furent consacrées à la discussion des résolutions prises à Moscou sur la tactique du front unique et sur la tactique générale du PCI. Il a fallu recommencer toute la discussion déjà faite à Moscou, combattre les mêmes préjugés et les mêmes arguments contre la tactique du front unique. Nous nous sommes heurtés sur la question du front unique à une opposition plus tenace et plus irréductible que celle que nous avions trouvée à Moscou chez les représentants du PCI. Nous avons donc abordé, voyant l'impossibilité de convaincre la direction du parti au point de vue de l'Internationale, la situation créée par le conflit de tactique entre l'Exécutif de l'I.C. et le PCI. Le camarade Bordiga voulait tout d'abord que le congrès vote les thèses présentées par la direction du parti pour fixer la tactique du PCI, quitte à appliquer, par discipline, les directives tactiques que donnerait de Moscou l'I.C. Nous nous sommes efforcés d'obtenir de la direction du parti que les thèses ne soient pas votées comme lignes directrices pour la tactique du PCI, mais qu'elles soient simplement remises, comme base de discussion, au nouveau Comité central qui devrait fixer la tactique du parti en accord avec l'Exécutif de l'Internationale.

Nous avons pris part tout d'abord aux travaux de la Commission sur la tactique. La discussion y révéla une confusion très grande sur la question du front unique. Les camarades la considéraient comme une «fusion» avec les autres partis politiques, comme un «bloc» dans lequel le parti serait obligé d'abandonner une partie de son indépendance et de son organisation, etc. Cependant au sein de la commission, déjà avant notre intervention, les thèses de Bordiga furent critiquées, spécialement sur le point de vue qui vise la tactique à l'égard de la gauche du PSI. Nous sommes intervenus pour expliquer clairement quelle était la tactique du front unique et pour critiquer la tendance générale des thèses du PCI, demandant que le congrès ne vote pas des thèses qui sont en contradiction sur certains points avec les thèses du Troisième congrès de l'Internationale et avec les résolutions du Comité exécutif élargi, et proposant de les

renvoyer comme base de discussion entre l'Exécutif du PCI et l'Exécutif de l'I.C. Nous n'étions cependant pas porteur de la lettre définitive de l'Exécutif au PCI que Terracini devait mettre au point, après notre départ, avec Radek. Terracini, qui est arrivé pendant les travaux de la commission, a déclaré que le texte définitif de la lettre ne parviendrait que plus tard mais que, dans les discussions qui avaient suivi notre départ, on avait été d'accord à Moscou que le PCI vote les thèses sur la tactique de manière à fixer sa pensée et à préparer un matériel qui serait soumis au Quatrième congrès de l'I.C., étant entendu que ce vote n'engageait pas la tactique réelle qui serait fixée dans les discussions entre l'Exécutif de l'I.C. et les représentants du PCI. Etant donné cette déclaration de Terracini, nous ne pouvions plus nous opposer au vote consultatif du parti sur les thèses proposées par son Comité exécutif. Nous nous sommes mis d'accord avec la direction du parti et la commission pour qu'une déclaration dans ce sens soit votée par le congrès avant la discussion sur les thèses, afin que soit bien fixé le caractère de la discussion et du vote et que soit réservée par le congrès lui-même la tactique réelle du parti.

Il est bon de noter que notre intervention au sein de la commission, comme plus tard les discours du camarade Kolarov au congrès, ont exercé une sérieuse influence sur les délégués. Nous avons senti que nos interventions détruisaient des préjugés et éclairaient un bon nombre de camarades qui ne s'étaient pas rendu compte du caractère des thèses présentées par Bordiga et de l'opposition qu'elles contenaient à l'égard des décisions de l'I.C. L'attachement des membres du PCI à l'I.C. est tel que l'idée de développer un conflit entre leur parti et l'Internationale les troublait profondément.

Les camarades du Comité exécutif du parti nous posèrent une série de questions ayant trait à la direction du parti. Etant donné le conflit surgissant entre le PCI et l'I.C., ils se demandaient s'il était utile et nécessaire de remplacer la direction du parti et d'y nommer des camarades différents, peut-être davantage en accord avec l'I.C. Les trois questions suivantes nous ont été posées:

1. *L'Exécutif de l'I.C. désire-t-il la démission du comité actuel et son remplacement par une direction différente?* Dans des conversations particulières, nous avons pu nous rendre compte que cette question était provoquée par l'idée que des camarades auraient discrédité la direction actuelle auprès de l'Exécutif. (...)

A cette question, nous avons répondu catégoriquement que l'Exécutif de l'I.C. n'avait jamais réclamé la démission de la direction actuelle du parti et qu'il n'y songeait nullement. Nous avons déclaré que l'Exécutif n'avait pas toujours été d'accord avec la direction du PCI, en particulier dans la question des *Arditi del Popolo*, qu'il considérait sa politique comme empreinte parfois de maladie infantile et d'un caractère trop abstrait et trop théorique, mais qu'il n'avait jamais cessé d'avoir confiance dans les camarades de la direction actuelle et qu'il les croyait susceptibles de modifier leur tactique pour

lui donner plus d'élasticité et pour la mettre en accord avec la tactique générale de l'Internationale.

2. *Au cas où, dans la discussion du congrès, une forte minorité se prononcerait contre les thèses italiennes, la direction actuelle doit-elle démissionner pour permettre la formation d'une direction nouvelle de minorité, mais qui aurait l'avantage d'être en accord avec l'Internationale communiste?*

Nous avons été d'accord pour répondre à cette seconde question que le caractère du conflit entre l'Exécutif et le parti italien n'était pas d'une telle gravité qu'il nécessitât la formation d'une direction de minorité en accord avec l'I.C., mais que la direction nouvelle qui serait nommée par la majorité du congrès devrait prendre la responsabilité du parti et appliquer éventuellement les directives tactiques que donnerait l'Internationale communiste. Encore une fois, nous avons affirmé que l'Exécutif de l'I.C. avait assez de confiance dans l'esprit de discipline de la direction actuelle pour l'application de ses décisions.

3. *L'Exécutif de l'I.C. a-t-il préparé pour l'Italie un plan de tactique nouvelle, et dans ce cas ne vaudrait-il pas mieux remplacer la direction actuelle pour permettre à la nouvelle direction plus de liberté de mouvement pour appliquer une tactique en opposition avec la tactique précédente du PCI?*

Nous avons répondu que l'Exécutif de l'I.C. n'avait pas élaboré un plan détaillé de tactique pour le PCI, mais que ce plan devait être fixé par une discussion et un accord entre l'Exécutif de l'I.C. et la direction à laquelle le PCI donnerait sa confiance. D'autre part, nous avons affirmé que nous considérions la tactique du front unique politique comme n'étant pas en opposition avec la tactique jusqu'ici pratiquée par le PCI, mais comme étant une extension au domaine politique de la tactique pratiquée déjà par le parti. Dans ces conditions, nous ne jugeons pas nécessaire la formation d'une direction nouvelle.

La déclaration faite par le congrès avant le débat sur la tactique, et qui devait réserver la tactique réelle du parti italien, est la suivante:

«Le congrès, avant de commencer le débat sur les thèses tactiques:

»se trouvant en présence d'une décision de la part du Comité exécutif international élargi qui approuve des résolutions concernant la tactique des partis affiliés à l'I.C.,

»approuve la déclaration de discipline faite par les délégués du parti à la réunion sus mentionnée,

»prend au nom du parti l'engagement solennel que toute l'action que le PCI développera après le congrès sera guidée par les directives tactiques que l'I.C., suivant la décision prise dans ce sens par l'Exécutif élargi, établira pour l'Italie en se basant sur un examen de la situation qui se fera d'accord avec la nouvelle Centrale du parti et le Présidium de l'I.C.,

»et passe à la discussion des thèses pour les adopter en leur conférant la valeur de l'expression de la pensée du parti italien en fait de tactique, qui ne pourra en aucune façon porter préjudice à la discipline internationale.»

Nous nous sommes déclarés d'accord avec le texte proposé. Etant donné que la thèse tactique et la discussion n'avaient plus que la valeur de fixer la pensée du parti italien, il nous était difficile d'intervenir, soit pour réclamer que le parti ne vote pas ces thèses et ne formule pas sa pensée, soit pour l'inviter à la formuler dans un sens contraire. Si nous avions proposé au congrès une résolution en opposition aux thèses, la plupart des délégués étant arrivés au congrès avec le vote favorable de leur fédération, nous aurions créé une situation difficile à la fois pour l'Internationale et pour le parti italien et nous aurions rendu aigu un conflit qui doit disparaître. D'autre part, nous ne pouvions pas laisser passer le débat sans dire d'une façon précise la pensée de l'I.C.

Nous avons donc été d'accord pour intervenir dans le débat et dire toute notre pensée sur la tactique du PCI et sur les thèses en discussion, sans cependant formuler d'ordre du jour et sans prendre position sur les ordres du jour en présence. Le camarade Kolarov est intervenu à deux reprises dans les débats pour préciser la pensée de l'I.C., pour défendre la tactique du front unique et pour réfuter les arguments de ses adversaires. Vous trouverez dans la collection de *Comunista* les détails de la discussion et les discours du camarade Kolarov.

La discussion au sein du congrès, comme celle qui avait eu lieu à la commission, prouva une grande confusion dans les esprits, et le camarade Kolarov souligna ce fait au début de sa seconde intervention en faisant la remarque qu'il était bien difficile au parti de fixer sa pensée par un vote à ce congrès puisque en réalité il commençait seulement la discussion. L'opposition aux thèses au sein même du parti italien fut représentée par deux courants de valeur différente, l'un représenté par un certain Pressuti et par Bombacci qui se plaçaient nettement sur le terrain des thèses de l'I.C., mais qui les ont défendues l'un et l'autre sans beaucoup de perspicacité. C'est une opposition qui s'est manifestée au dernier moment en s'appuyant sur notre désaccord avec le PCI. Bombacci, au début du congrès, n'avait pas encore lu les thèses sur le front unique, de décembre, publiées depuis longtemps par la presse communiste italienne. Pressuti présenta la motion suivante:

«Le congrès, après ample examen des thèses sur la tactique proposées par le Comité central du parti, les repousse et approuve les amendements proposés par la minorité de la commission, lesquels, insérés dans les thèses, en modifient substantiellement l'esprit et les rendent conformes aux directives de l'I.C.»

L'autre courant d'opposition qui critiquait la rigidité de la tactique des thèses du PCI et admettait la possibilité d'une application en Italie de la tactique du front unique sur le terrain politique, avec certaines réserves relatives à la situation politique spéciale de l'Italie, était représenté par les camarades Graziadei et Tasca. Beaucoup plus sérieux et profond dans ses arguments, il proposait la résolution suivante signée Graziadei:

«Le congrès, après ample examen des thèses sur la tactique proposées par le Comité central du parti et de celles votées par le Troisième congrès de l'I.C. et par la dernière réunion de l'Exécutif élargi de l'I.C., tout en approuvant les principes informateurs du front unique syndical et faisant l'éloge du Comité central qui a été le premier à lancer en Italie le mot d'ordre du front unique, donne mandat au nouveau Comité central du parti pour que, d'accord avec l'Exécutif de l'I.C., il examine à nouveau et définitivement spécialement la formule relative au procès de recrutement des nouvelles forces et à l'extension éventuelle du front unique dans les rapports entre partis de masses ouvrières et paysannes, de façon à coordonner les thèses de l'I.C. avec les exigences inhérentes à la situation italienne et à la récente constitution du PCI.»

Nos interventions et les discours de l'opposition qui visaient plus spécialement la partie des thèses relatives à l'attitude du PCI et à la tactique du front unique, ont produit une sérieuse impression sur les délégués au congrès et ont créé une atmosphère d'indécision. Plusieurs délégués ont déclaré que leur fédération avait voté les thèses et qu'ils devraient par conséquent les voter aussi, mais que personnellement ils se prononceraient en faveur de l'ordre du jour Graziadei. Il est certain que, malgré le vote intervenu à la fin du congrès, favorable aux thèses italiennes, l'opinion d'une grande partie des délégués a été ébranlée par nos arguments qui seront discutés par les sections. La motion défendue par le Comité central est la suivante:

«Le congrès, se réclamant de la motion approuvée à l'unanimité sur le devoir de la plus scrupuleuse discipline aux décisions de l'I.C. et sur le caractère que les décisions de ce congrès doivent assumer dans les assises internationales, après ample discussion des thèses sur la tactique du parti, déjà acceptées par la majorité de la commission, les approuve.»

Nous avons déjà dit que la votation se faisait dans des conditions spéciales. La plupart des fédérations ayant accepté les thèses et les délégués n'ayant pris connaissance de l'opposition et des divergences avec l'I.C. qu'au congrès, un certain nombre de délégués prirent la responsabilité de voter l'ordre du jour Graziadei, ne voulant pas assumer la responsabilité de voter des thèses en opposition avec celles de l'I.C.

D'autres délégués, ébranlés par nos arguments, ou personnellement d'accord avec l'ordre du jour Graziadei, votèrent cependant l'ordre du jour du Comité central pour respecter les décisions des congrès fédéraux ou des sections. Le résultat du vote fut le suivant: pour l'ordre du jour acceptant les thèses, 31 089; contre, 4151; abstentions, 707; absents, 2165.

Dans toute la discussion du congrès, nous avons senti l'attachement profond et chaleureux des membres du PCI à l'I.C. et à sa discipline.

La nouvelle centrale qui fut nommée à l'unanimité du congrès, sans discussion, est entièrement de la tendance Bordiga. Elle a subi quelques modifications dans sa composition de l'année dernière. Nous avons eu avec elle une séance au lendemain du congrès, pour régler les questions pendantes. Elle décida de confirmer le Comité exécutif sortant du congrès et de déléguer à Moscou comme représentant à l'Exécutif et au Présidium le camarade Gramsci qui partira immédiatement et qui restera quelques mois à Moscou. Le Comité central nous posa ensuite la question de savoir quelle devait être la tactique actuelle du PCI pour appliquer les décisions de l'Exécutif élargi:

1) si le PCI devait modifier ou continuer sa tactique actuelle concernant le front unique syndical;

2) s'il devait donner l'ordre à ses journaux et à ses propagandistes, en vue du front unique politique, de modérer les termes de polémique à l'égard des autres groupes politiques prolétariens.

Le Comité central ne paraissait pas envisager le voyage de Bordiga à Moscou dans un avenir rapproché pour régler les questions tactiques avec le Présidium. Nous jugions par contre ce voyage indispensable pour éviter que grandisse le différend entre le PCI et l'Exécutif. Nous avons donc répondu ce qui suit: L'Exécutif ne nous a pas donné mandat de fixer la tactique du PCI. Notre mandat avait trait plus spécialement au congrès et aux thèses qui devaient y être discutées. L'Exécutif élargi a décidé que l'application du front unique devait faire l'objet d'une discussion et d'un accord entre le Présidium et la délégation des partis intéressés. Nous devions partir de Moscou pour arriver à temps au congrès, avant que l'Exécutif ait fixé d'une façon détaillée les modalités d'application du front unique à l'Italie. La question reste donc ouverte et nous ne pouvons nous-mêmes la résoudre. Il nous paraît absolument nécessaire et urgent que l'Exécutif du parti italien délègue quelques camarades et en particulier le camarade Bordiga pour discuter avec le Présidium, non seulement de l'application de la tactique du front unique à l'Italie, mais en général de la tactique du PCI avec laquelle, à plusieurs reprises, l'Exécutif n'a pas été d'accord. Il nous paraît utile, pour l'information de l'Exécutif, qu'un des camarades de l'opposition, Graziadei ou Tasca, soit joint à la délégation du Comité central. Provisoirement et jusqu'à ce que la tactique définitive soit fixée, par la discussion entre le Présidium et la délégation italienne, nous pouvons conseiller au PCI de continuer à développer la tactique du front unique syndical en veillant toutefois à ne faire aucune déclaration publique qui limite cette tactique au domaine syndical, en se préparant au contraire à une extension de la tactique au domaine politique. Nous pensons que la tactique du front unique n'engage nullement le PCI à adoucir sa polémique à l'égard des autres partis politiques. Le front unique est une autre forme de lutte contre eux qui ne diminue en rien la polémique nécessaire pour les démasquer aux yeux des masses. Par

contre, il nous paraît nécessaire que la presse et les propagandistes du parti expliquent clairement aux membres du parti quel est le sens véritable et la portée de la tactique du front unique de l'I.C. et évitent toute attitude polémique à l'égard des décisions qu'il s'agit maintenant d'appliquer.

Le Comité central fut d'accord avec nos propositions, mais aurait aimé renvoyer le voyage de la délégation à six semaines ou deux mois. Nous avons insisté encore pour qu'il ait lieu le plus rapidement possible. Le Comité central décida que le camarade Bordiga et les autres membres de la délégation devaient être à Moscou au plus tard à la fin d'avril.

Nous n'avons consigné dans ce rapport commun qu'un exposé général des faits relatifs à notre mission auprès du PCI et de son congrès. Nous y ajoutons chacun un rapport personnel sur les impressions que nous ont laissées le congrès et le parti en général. Nous joignons à cela une collection complète du journal *Comunista* qui rend compte des délibérations du congrès.

Rome, le 26 mars 1922. »

Je n'ai pas gardé copie de la lettre personnelle envoyée à l'Exécutif de l'I.C., mais je me souviens y avoir exprimé le doute que me laissaient les conversations avec Bordiga et ses amis sur la possibilité d'assouplir la position du Comité exécutif du PCI. Je soulignais aussi que, parmi les militants du parti, il me paraissait possible de dégager un groupe dirigeant moins intransigeant que celui de Bordiga.

La douce chaleur printanière d'Italie nous engagea à prendre quelques jours de repos avant de rentrer en Suisse. Ayant une dette de reconnaissance envers Lucy Jeanneret qui avait été notre intermédiaire épistolaire pendant la guerre, nous décidâmes d'aller la voir à Naples où elle enseignait le français dans un internat de jeunes filles et d'y rester quelques jours. Ce fut l'occasion de visiter la pittoresque île de Capri, d'aller voir les ruines de Pompéi et de faire l'ascension du Vésuve. Lucy Jeanneret était ravie de garder Zou pendant que nous nous évadions pour gravir les noirs flancs du Vésuve hérissés de lave durcie. Agréable diversion après un long hiver passé dans la glaciale plaine moscovite que d'escalader un sommet sous un ciel méridional et de remettre en forme nos jarrets de montagnards ! Notre chemin, abrupt et malaisé à travers ces blocs de lave tranchante, côtoyait ici et là la voie du funiculaire auquel avaient eu recours des touristes plus selects que nous. Au passage de la voiture, nous fûmes surpris par de grands signes que l'on nous adressait de l'une des fenêtres. C'était Kolarov et sa femme qui montaient aussi ce jour-là

au Vésuve. Nous atteignions le sommet au moment où les touristes du funiculaire s'apprêtaient à redescendre, juste le temps d'échanger quelques propos avec Kolarov. Restés sur l'arête du grand cratère, nous contemplions ce paysage insolite fait d'un entonnoir gigantesque au fond duquel s'était formé un petit cratère fumant qui dégorgeait de temps en temps une crachée de lave incandescente. Un guide s'approcha de nous et nous proposa de descendre au fond du grand cratère pour admirer de plus près la beauté de ce fleuve rougeoyant en ébullition. Pour quarante lires, il se chargeait de nous y conduire. On ne tente qu'une fois dans sa vie une telle aventure. Je lui versai donc les quarante lires et nous descendîmes avec mille précautions un petit chemin d'où s'échappait de temps à autre une fumée de soufre. Arrivés au fond, nous nous sommes approchés des dernières coulées de lave incandescentes et de celles qui se noircissaient et se durcissaient. Un guide, posté dans cet antre dantesque, incrustait, à l'aide d'une longue pince, des pièces de dix centimes en cuivre dans la lave bouillante et les vendait comme souvenirs. Mais il nous fallait encore remonter. Notre guide nous attendait; avec un sourire de Joconde, il exigea une seconde fois quarante lires si nous voulions qu'il nous reconduisît en lieu sûr. Nous nous étions fait avoir, mais la visite du cratère valait bien cette duperie que notre guide arrosa gaiement de quelques verres de lacryma-christi des vignes du Vésuve.

Notre rentrée en Suisse allait se compliquer des tribulations d'un déménagement. Lors de notre mariage et de notre installation à La Chaux-de-Fonds, j'avais vidé les deux chambres que j'occupais chez ma mère dans le petit village de Boudevilliers, au Val-de-Ruz. Ces deux chambres, contiguës au logement, mais indépendantes, avaient été reprises par le paysan propriétaire. Ne les ayant pas relouées, il en avait fait un cellier et une chambre de débarras. D'entente avec ma mère, nous demandâmes au paysan de nous louer ces deux chambres. Il accepta sans difficultés. Ainsi expulsés de notre appartement à La Chaux-de-Fonds, nous retrouvions les deux chambres que j'avais occupées avant notre mariage, un bureau et une chambre à coucher, la cuisine, la chambre à manger et les dépendances de ma mère étant à notre disposition.

VII

PREMIÈRE MISSION EN ESPAGNE

Dès que cette nouvelle installation fut terminée, je partis pour l'Espagne. Jenny restait en Suisse avec notre fillette, séjournant tantôt à Boudevilliers, tantôt chez sa mère, à Saint-Blaise.

Je n'avais pas reçu d'instructions spéciales concernant mon intervention en Espagne. L'unification réalisée par Graziadei, en novembre 1921, n'avait pas résisté aux luttes de personnes et aux divergences politiques des deux groupements qui formaient le Parti communiste espagnol. Le conflit avait gagné l'organisation de la Jeunesse communiste. Je reçus, en route pour l'Espagne, un télégramme me demandant d'aplanir le conflit interne de la Jeunesse lié à celui du parti.

J'avais dû passer par Paris pour obtenir le visa d'entrée en Espagne que je reçus aussitôt; je m'y rendais donc légalement, ce qui facilita mon travail et mon séjour. A Paris, je reçus une lettre datée du 4 mai, de Merino Gracia, membre du Comité central du Parti communiste espagnol, qui résumait ainsi la situation survenue au premier congrès du parti unifié:

«Chez nous, la situation n'est pas si mauvaise que peut-être tu la crois. A notre premier congrès tenu à la mi-mars à Madrid se manifesta une aile gauche antiparlementaire qui n'obtint pas les suffrages nécessaires pour devenir majorité. Voilà tout! Les dirigeants de cette tendance ont été condamnés par le congrès à la perte de tous leurs droits pendant un an.»

Le 11 mai, je débarquais sur le quai de la gare de Madrid par une chaleur torride. Je n'avais pas réservé de chambre dans un hôtel,

pensant en trouver un à proximité de la gare, comme dans toutes les villes. Mais la gare était à la périphérie de la ville et je ne savais, dans cette banlieue, de quel côté me diriger. J'obliquai à droite, mais, après dix minutes de marche, je constatai que je me dirigeais vers la campagne. Il me fallut rebrousser chemin et virer à gauche. Le seul hôtel dont j'avais vu la publicité dans le train était l'Hôtel Palace. De guerre lasse, je pris un taxi et m'y fis conduire. Je trouvai une chambre luxueuse à quatre-vingts francs par jour! Une visite rapide de la ville m'ayant permis de découvrir d'autres hôtels, je réussis à me loger convenablement à moindres frais et ne passai qu'une nuit dans mon «Palace».

Le rapport et la lettre d'accompagnement que j'envoyai au Comité exécutif à la fin de ma mission en Espagne rendent compte de mes efforts et de leur résultat. La résolution que j'ai prise démontre entre autres l'étendue des pouvoirs d'un délégué de l'Internationale, car on ne m'avait donné d'autre directive que celle de remettre de l'ordre dans le parti, en m'efforçant d'éviter une scission. Souverainement, j'ai imposé au parti une décision prise au nom de l'Internationale, sans en référer à Moscou. Evidemment, l'Exécutif aurait eu la possibilité de me désavouer. Il ne le fit pas et la crise fut résolue.

«14 mai 1922.

Rapport-mémoire sur le conflit intérieur du Parti communiste espagnol

A. Préambule

Le Groupe communiste espagnol, par une lettre adressée au camarade Zinoviev, a prié le Comité exécutif de l'Internationale communiste d'intervenir dans le conflit intérieur du PCE. La majorité suspendue du Comité central des Jeunesses en a fait de même en ce qui concerne son conflit avec le Comité central du parti. Le Comité exécutif de l'I. C. a délégué le camarade J. Humbert-Droz, secrétaire de l'I. C. pour les pays latins, avec pleins pouvoirs pour enquêter et pour résoudre le conflit du parti et des Jeunesses.

Arrivé en Espagne, le délégué du Comité exécutif s'est trouvé devant une situation nouvelle. Quatre membres du Comité central et un membre du Comité central des Jeunesses avaient quitté le parti et la Jeunesse et s'étaient mis volontairement hors de l'I.C. pour se soustraire et protester contre une sanction prise contre eux par le congrès du parti.

Le représentant du C. E. ne pouvant discuter des affaires intérieures du parti avec des membres volontairement sortis de l'I.C. et du parti, s'efforça d'abord de liquider la question formelle et disciplinaire et de voir à quelles conditions les camarades démissionnaires pouvaient rentrer dans le parti. Une analyse et un juge-

MANDAT.

Le camarade Jules HUMBERT DROZ est envoyé en France par le Comité Executif de l'Internationale Communiste, dans le but de s'informer de la Vie du Parti Communiste français et pour intervenir avec pleins pouvoirs dans sens des décisions du Comité Executif concernant la France.—

President du Comité Execut.
de l'Internat. Communiste:

Moscou 27/IX.21.
№ 2433

G. Zinovieff

MANDAT DE 1921 — PLEINS POUVOIRS





1922 — EXPULSÉ DE FRANCE
J'ABANDONNE MA BARBE ET PRENDS UN AUTRE VISAGE



EN ROUTE POUR MOSCOU
SUR LE BATEAU
STETTIN-REVAL



APRÈS L'HIVER
DE FAMINE
1921-1922

ment des faits ayant provoqué la crise et la démission des quatre camarades étaient nécessaires.

B. Les faits et leur appréciation

La formation du Groupe communiste espagnol. — Immédiatement après la fusion des deux partis communistes espagnols, qui eut lieu le 14 novembre 1921 sous la présidence du camarade Graziadei, délégué du C. E., un malaise s'est manifesté dans le parti unifié et son Comité central, malaise inévitable dans tout processus de fusion de deux organismes qui se sont combattus et injuriés pendant longtemps comme ce fut le cas pour les deux partis espagnols. Le 2 décembre paraissait, dans le premier numéro de l'*Antorcha,* un article de Merino Gracia critiquant vivement la tactique passée de l'ancien Parti communiste espagnol. Le 4 décembre, le Comité central du parti décidait, après discussion et contre la voix de 4 membres du Comité central, de participer aux élections municipales prochaines. Ces deux faits aggravèrent le malaise déjà existant et déterminèrent la formation d'une fraction qui lança un manifeste contre le Comité central et qui fut signé des quatre membres minoritaires du Comité central et de la majorité des membres du Comité central de la Jeunesse, agissant en leur nom personnel et comme membres du parti. Ce premier manifeste de la fraction est daté du 1er janvier.

La formation du Groupe communiste espagnol s'étant produite immédiatement après la fusion, alors que le Comité central, absorbé par le travail de fusion et d'organisation et entravé par les persécutions gouvernementales, ne pouvait avoir déployé toute son activité politique, ne peut apparaître comme une manifestation produite par la politique du Comité central, mais bien plutôt comme une manifestation de survivance des anciens groupes et de leurs vieilles polémiques. Le texte même du premier manifeste du groupe, qui reprend les vieilles formules générales et vagues de lutte contre le centrisme, sans donner d'arguments politiques concrets en est la preuve. Le malaise fatal qui suivit la fusion ne pouvait être et ne devait être surmonté que par un effort constant et la bonne volonté de tous pour faire taire les vieilles luttes et pour collaborer loyalement à l'édification d'un grand parti communiste. La majorité des membres du Comité central provenant de l'ancien Parti communiste espagnol l'avait du reste compris.

L'article de M. Gracia contenant une critique, vive mais justifiée de l'ancien Parti communiste espagnol et de sa tactique empreinte de gauchisme avant le Troisième Congrès, fut peut-être malheureux dans le premier numéro de l'organe du parti unifié où les polémiques étaient encore récentes. Mais il ne pouvait en aucune manière légitimer la formation d'une fraction. La décision du Comité central de prendre part aux élections municipales est en accord avec les décisions et la tactique de l'I.C. sur le parlementarisme. La question est discutable de savoir si le moment et la situation étaient opportuns pour une telle action, mais en aucun cas on ne peut accuser le Comité

central d'opportunisme pour sa décision. D'autre part, les motifs tactiques des adversaires de la participation à ces élections et de la minorité du Comité central n'ont pas le caractère anarchiste et simplement antiparlementaire. Etant donné la situation du mouvement espagnol, les deux points de vue étaient soutenables. Mais quand le Comité central, après discussion, eut décidé à la majorité de participer à la lutte électorale, le devoir élémentaire de la minorité était de se soumettre à la discipline du parti et de faire tous ses efforts pour que la tactique adoptée par le parti aboutisse aux meilleurs résultats. En formant une fraction, en soutenant les sections hostiles aux élections dans leur indiscipline, en sabotant ainsi le travail du parti, les membres de la fraction et particulièrement les membres du Comité central ont commis un acte d'indiscipline grave.

Les autres raisons mentionnées dans le recours à l'Exécutif et qui contiennent parfois des critiques justes sur le manque d'activité du Comité central ne légitiment pas plus que les précédentes la formation d'une fraction, d'autant plus que, comme le reconnaissent les recourants, elles sont des critiques postérieures à la formation du groupe et sur des questions que la minorité n'avait jamais posées au Comité central.

De toute façon la formation de la fraction immédiatement après la fusion, alors que le parti était en pleine période d'organisation et son Comité central absorbé par les tâches de fusion, ne pouvait avoir pour résultat que de paralyser l'activité du Comité central et de menacer l'unité du parti, péniblement acquise. C'était le signal de l'indiscipline dans un parti qui, plus que tout autre, avait besoin de discipline. C'était enfin contraire aux statuts et aux thèses d'organisation de l'I.C. elle-même.

Le devoir des membres minoritaires était de faire un effort pour vaincre le malaise des débuts de la fusion, de collaborer d'une façon suivie et positive aux travaux du Comité central, d'y faire des propositions concrètes et utiles et d'en appeler régulièrement au parti si le Comité central refusait de travailler, d'être disciplinés dans l'action et de permettre ainsi, par un travail positif et par la lutte contre le centrisme, s'il existe, de se dévoiler et de se condamner lui-même.

C. Les sanctions

Le Comité central ne pouvait tolérer la formation d'une fraction. Son devoir était de prendre contre cet acte d'indiscipline une sanction rapide. Il décida de suspendre les signataires du manifeste de leurs fonctions dans les organes directeurs du parti (Comité central, comités de sections et Comité central de la Jeunesse).

Cette sanction est pleinement justifiée et le Comité central eût manqué à son devoir s'il ne l'eût pas fait.

Le conflit étant de nature *politique* et non organique, le Comité central était en droit d'étendre sa sanction aux membres du Comité central de la Jeunesse qui étaient aussi membres du parti et qui, en signant le manifeste, avaient commis un acte politique préjudi-

ciable au parti. L'indépendance organique de la Jeunesse ne peut être invoquée pour se soustraire à une sanction du parti qui vise un acte d'indiscipline politique. La Jeunesse deviendrait dans ces conditions une organisation de refuge pour les indisciplinés et les adversaires du parti.

D. L'intervention de l'I.C. et le congrès

Dès que furent connus à Moscou les manifestes du Groupe communiste espagnol et du Comité central, le Comité exécutif, bien qu'insuffisamment renseigné quant au fond, intervint d'une façon formelle et générale en envoyant un télégramme réclamant la dissolution des fractions. Le télégramme de l'Exécutif n'entendait nullement liquider ainsi ce conflit et prescrire au congrès la seule sanction qu'il eût à prendre. Il rappelait simplement le statut de l'Internationale.

Le congrès ajouta à la dissolution du groupe une sanction contre les membres du Comité central du parti responsables de cette crise en les écartant pour un an des fonctions au Comité central. Cette sanction disciplinaire était tout à fait légitime et nullement en opposition ou constituant une aggravation au télégramme de l'Exécutif qui ne jugeait pas le fond du conflit.

Les quatre camarades visés par cette mesure disciplinaire avaient le devoir de se soumettre à la sanction du congrès, même s'ils la trouvaient injuste, en attendant la sanction suprême de l'I.C. qu'ils avaient sollicitée. Manquant une fois de plus à la discipline la plus élémentaire, ils donnèrent leur démission du parti et se mirent ainsi volontairement hors de l'I.C. et de sa seule section espagnole.

Les membres du Comité central des Jeunesses, par contre, à l'exception d'un seul, signaient la déclaration imposée par le parti et se soumettaient, en attendant le verdict de l'I.C., à la discipline du congrès.

A la décharge des quatre démissionnaires, il faut remarquer qu'ils n'ont pas tenté d'entraîner avec eux les autres adhérents au Groupe communiste espagnol hors du parti et n'ont pas cherché à provoquer une scission du parti. Ils ont fondé une Union de culture prolétarienne en affirmant leur attachement à l'I.C. et leur fidélité à l'idéal communiste.

Ils ont, d'autre part, après discussion avec le représentant de l'I.C., reconnu avoir commis une faute disciplinaire en quittant le parti et ont exprimé le désir de redevenir membres militants et effectifs de l'I.C.

E. Décision

Appuyé sur les constatations précédentes et croyant qu'on ne peut mettre en doute l'attachement des quatre démissionnaires à l'idéal communiste, mais fermement convaincu que cet attachement est inséparable d'une absolue et constante discipline et qu'il est nécessaire pour l'I.C. et pour sa section espagnole de prendre des garanties pour éviter le retour de faits semblables, le délégué de

l'I.C., d'accord avec le Comité central du Parti communiste espagnol, est prêt à réadmettre les démissionnaires aux conditions suivantes:

1. Maintien de la décision du congrès leur supprimant le droit de faire partie des comités jusqu'au prochain congrès, comme sanction contre les actes d'indiscipline et spécialement pour avoir quitté, comme ils l'ont fait, le parti.

2. Engagement à ne récidiver en aucun cas à former une fraction au sein du parti.

3. Dissolution ou sortie de l'Union culturelle prolétarienne.

4. Engagement à s'abstenir à l'avenir de toute polémique personnelle et insultante au sein du parti et de ses organes.

5. Déclaration par laquelle les démissionnaires regrettent le tort fait au parti par leurs dernières polémiques injurieuses.

6. Abandon d'une attitude critique purement négative à l'égard de la majorité et au contraire effort constant de collaboration loyale dans le sens de propositions positives d'ordre politique.

Le parti, pour autant que ces camarades remplissent les conditions ci-dessus, s'engage à ne pas reprocher aux démissionnaires leur attitude passée, à éviter aussi à leur égard toute polémique personnelle et à leur donner la possibilité d'être utiles par leur collaboration à la vie du parti.

Dans un but d'apaisement et étant donné l'attitude disciplinée des membres suspendus du Comité central des Jeunesses, le Comité central réintégrera dans leurs postes du Comité central des Jeunesses les camarades suspendus, à l'exception du démissionnaire.

A la remise du texte définitif de ce mémoire, les camarades démissionnaires auront vingt-quatre heures pour accepter ou refuser le verdict de l'I.C. Au cas d'un refus, ils seront considérés comme définitivement exclus de l'Internationale et de ses sections. Au cas contraire, le représentant de l'I.C. les invitera à discuter avec lui les questions d'ordre politique du parti espagnol. Au cas enfin où ils ne tiendraient pas leurs engagements, la section espagnole a le droit de les expulser sans recours possible à l'I.C.»

Ma lettre d'accompagnement à ce rapport-mémoire avait la teneur suivante:

«Au Présidium de l'I.C. Madrid, 18 mai 1922.

Chers camarades,

Ci-joint copie de la résolution prise par moi dans le conflit du P.C. espagnol. Pour qu'il soit compréhensible, je dois y joindre quelques mots sur le caractère du conflit. J'ai vainement cherché un fond politique à ce conflit. Dans les conversations multiples que j'ai eues avec les démissionnaires, dans leurs écrits et manifestes, dans

le mémoire qu'ils m'ont remis à ma demande pour exposer leurs positions politiques, je n'ai pu trouver de conflit politique en dehors de la question de la participation aux élections. Tous les autres motifs sont ou bien des questions secondaires d'organisation (changement du secrétaire, fusion de deux journaux, etc.) ou bien des questions déjà admises par le parti et réalisées par lui dans la mesure du possible, ou bien enfin des vœux qui sont aussi ceux du parti (rapprochement avec les syndicalistes, création d'un quotidien, éditions, etc.), mais sans plan concret de réalisation. Si les questions politiques manquent absolument à la base du conflit, les questions d'ordre personnel sont nombreuses. Les démissionnaires m'ont déclaré qu'ils avaient réclamé pour leur petit parti la grosse majorité dans tous les comités au moment de la fusion, dans le but de continuer à diriger le parti unifié et qu'ils pensaient que les membres de leur parti devraient agir dans les comités *comme un groupe organique homogène*. Le secrétaire de l'ancien parti a envoyé une lettre dans ce sens aux membres du comité pour les inviter à se réunir et à se concerter avant de se rendre aux séances. Cette volonté de noyautage rendait illusoire la fusion et était une menace pour le parti. La majorité des membres du Comité central provenant de l'ancien parti l'ont compris et se sont refusés à faire ce travail.

La minorité, très déçue de perdre la direction du parti, ne pardonna pas à Merino Gracia et à la majorité sa collaboration loyale avec les membres de l'autre parti. Ils m'ont déclaré franchement que cette «trahison» de la majorité de leur parti était la cause de tout le conflit. D'autre part, les démissionnaires ne se sont pas soumis de bonne grâce à la sanction de Graziadei concernant les expulsions demandées par eux de soi-disant «centristes». Dès la fusion ils continuèrent la chasse au centrisme, la considérant comme le premier devoir communiste. Ils ont multiplié les actes d'indiscipline et les ont suscités dans certaines sections qui, encouragées par eux, se sont refusées à suivre les directives du Comité central pour les élections et ont ainsi désorganisé le parti. Enfin ils ont démissionné du parti parce que le congrès a pris, contre leur indiscipline, une sanction les écartant de la direction. Ils espèrent que l'Internationale, contre la volonté du congrès et du parti, les replacerait d'autorité à la direction du parti.

C'est placé devant ces faits que j'ai jugé utile d'adopter une attitude tendant à renforcer dans le parti l'esprit de discipline et à condamner d'une façon absolue ces survivances de l'individualisme qui permettent à des camarades de s'insurger contre les décisions du Comité central et du congrès quand elles ne sont pas de leur goût. C'est pour donner une leçon de discipline à ces camarades et au parti, pour y combattre les survivances très dangereuses des méthodes individualistes que j'ai adopté l'attitude que vous verrez. C'est aussi pour raffermir l'autorité morale du Comité central sur le parti. L'absence de fond politique à la crise me facilitait cette tâche. Les quatre démissionnaires n'ont au surplus que très peu d'influence

sur le parti et pas du tout dans les syndicats. Ce sont des jeunes gens venus de l'anarchie et placés directement, par manque d'hommes, à la direction de l'ancien Parti communiste espagnol. Parmi eux, un s'est soumis aux conditions, deux autres ont refusé et le quatrième, absent, répondra plus tard.

Après avoir réglé ce conflit d'ordre presque exclusivement disciplinaire, j'ai eu plusieurs séances avec le Comité central du parti. Le parti me fait une bonne impression. Formé presque exclusivement d'ouvriers qui se divisent le travail de la direction après leurs heures de travail, le Comité central me paraît disposé, le conflit intérieur étant liquidé, à travailler avec sérieux et à développer une plus grande activité que par le passé. Je vous enverrai de Paris des chiffres et des détails sur le parti lui-même.

J'ai reçu hier soir le télégramme du camarade Zinoviev me demandant de partir pour Paris sans tarder. Je renonce au projet que j'avais de passer une semaine à visiter les milieux syndicalistes et je partirai demain pour Paris. J'attends des instructions concernant mon travail auprès du parti français et en réponse à la lettre envoyée de Paris à mon passage. Jusqu'au reçu d'instructions nouvelles je travaillerai dans le sens des décisions du Comité élargi et des thèses de Trotsky et appuyé sur elles. Je m'efforcerai aussi de vous informer aussi exactement et aussi impartialement que possible.

Fraternellement, JULES HUMBERT-DROZ. »

A Madrid, les rencontres avec les membres du parti ne pouvaient avoir lieu que le soir. Cela me permit de visiter la ville, son splendide parc, et de passer des heures au Prado à admirer les tableaux des grands maîtres espagnols. La vie s'arrêtait au milieu de la journée à cause de la chaleur invitant à la sieste. Elle ne reprenait qu'à la fin de l'après-midi pour se continuer jusque tard dans la nuit. Attiré par Tolède, à une heure de chemin de fer de Madrid, j'y ai passé une journée inoubliable dans le décor merveilleux de cette petite ville perchée sur une colline dominant le Tage, entourée de forêts de grands oliviers, offrant au visiteur ses remarquables vestiges de la période mauresque et ses collections artistiques.

Mais déjà mon travail m'appelait ailleurs. Le télégramme de Zinoviev reçu à Madrid me demandait d'aller en France comme représentant de l'Internationale. Le secrétariat du Parti communiste français, où je m'étais rendu avant de partir pour l'Espagne, m'avait avisé que j'étais attendu en France où ma présence, paraît-il, était très nécessaire. Aussi décidai-je de ne pas retourner en Suisse avant d'entreprendre ma nouvelle mission et je demandai à Jenny, par lettre, de venir me retrouver à Paris avec Zou:

« J'ai beaucoup réfléchi à ce que je vais faire en partant d'Espagne. Comme les camarades de France m'attendent sans retard et que la situation dans le parti français nécessite ma présence, sans nul doute, je pense qu'il est inutile que je rentre d'ici en Suisse pour n'y rester que deux ou trois jours. Ça m'épargne la fatigue et l'argent d'un voyage et ça évite surtout trop de passages de frontières. En rentrant d'Espagne, je m'arrêterai donc à Paris pour commencer mon travail auprès du parti français.

Tu me dis que tu es d'accord de venir avec moi à Paris et je pense que ce sera la meilleure solution. Nous y vivrons un peu la vie de bohème. Nous nous installerons en meublé, une ou deux chambres. Cela a peu d'importance en été parce que tu pourras beaucoup sortir avec Zou pendant le temps où j'aurai besoin d'être seul pour travailler. Cependant, pour la commodité, je chercherai deux chambres plutôt qu'une. Nous pourrons y faire notre petit déjeuner et quelquefois peut-être nos soupers. Je pense que nous pourrons vivre sans trop de gros frais. »

Le 18 mai, je donnais à Jenny les dernières recommandations:

« Comme je pense que tu seras encore à Boudevilliers au reçu de ces lignes, je te donne encore quelques indications. Au cas où on se manquerait à la gare, va directement au siège du parti, 120 rue Lafayette, et demande Ker. Prends avec toi le plan de Paris qui est dans mon bureau. Si tu remarques que tu es suivie, passe devant moi à la gare comme si tu ne me connaissais pas. Je ne m'approcherai pas le premier. Au cas où tu serais suivie, prends un taxi et fais-toi conduire à l'adresse de Marie [1] puis envoie un *bleu* à Ker pour lui faire savoir où tu es. Dis en tout cas à la frontière que tu vas voir Marie. Je pense que tout se passera sans difficultés, mais il vaut mieux être prudent. Prends avec toi, mais cache-le bien et ne le perds pas, le billet de 1000 dollars. Laisse les 500 qui restent. Change un peu d'argent à Neuchâtel avant de venir, de façon à avoir en petits billets une cinquantaine de francs français. Prends des vivres, car il ne doit pas y avoir de wagon-restaurant sur cette ligne. Prends aussi, cela va sans dire, des deuxièmes ou des premières et ne te mets si possible pas en tête du train.

Ne dis à personne, à l'exception de maman et de ta mère, que nous sommes en France. Raconte que nous prenons des vacances et que je me soigne.

Ici le chaud torride est revenu. C'est étouffant et je redoute le voyage de samedi. On étouffe dans les trains et si on ouvre les fenêtres on est aussitôt noir comme un charbonnier. »

---

[1] Marie, la sœur aînée de Jenny, se trouvait alors à Paris.

VIII

LA CONSOLIDATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

La mission qui m'était confiée en France était d'une extrême importance et fort délicate. Le Parti communiste français était un parti socialdémocrate qui avait adhéré à l'Internationale communiste sans prendre réellement conscience de ce qu'impliquait pour lui cette adhésion, votée à Tours dans un mouvement affectif de solidarité pour la Révolution russe. Mais bien peu de fonctionnaires et d'élus du parti avaient pris connaissance des résolutions du Deuxième congrès mondial et moins encore des vingt et une conditions.

Le Parti communiste rejetait avant tout une immixtion quelconque de l'Internationale dans ses affaires intérieures. Tout au plus acceptait-il d'organiser des actions communes avec d'autres sections. Néanmoins son Comité directeur avait rejeté l'idée d'une stratégie et d'une tactique communes envers les organisations réformistes, en l'occurrence la politique de front unique.

Une intervention autoritaire du délégué de l'Internationale ou même un soutien inconditionné à la fraction de gauche, après les débats houleux et passionnés du congrès de Marseille, eût eu des conséquences désastreuses et provoqué ce que Treint et d'autres gauchistes souhaitaient: une nouvelle scission du type italien, un nouveau Livourne. Or, la gauche du parti était loin de représenter ce que le Parti communiste italien avait groupé après Livourne.

Une politique prudente d'indépendance et de stricte neutralité à l'égard des fractions existantes, un effort de persuasion et d'éducation des cadres me paraissaient nécessaires pour redonner confiance dans l'Internationale et sauvegarder l'unité du parti en même temps que son adhésion à l'Internationale, en obtenant une collaboration loyale

du centre et de la gauche du parti. Il fallait éviter que l'*Humanité* dont Cachin était directeur, ne fût détachée du parti et ne passât aux mains des adversaires de l'Internationale. Une telle politique faisait violence à mon tempérament. Je n'avais pas d'illusions sur les principaux militants et je savais qu'un certain nombre d'entre eux, et non des moindres (Cachin, Frossard), jouaient double jeu et que d'autres ne soutenaient l'Internationale que par arrivisme. Le Gouvernement français ne m'avait pas encore expulsé. La prudence était par conséquent nécessaire pour pouvoir travailler quelques mois plus ou moins légalement.

La présence de ma famille était une bonne couverture à ma situation semi-légale. Nous avions convenu de ne pas rester plus d'un mois dans un hôtel garni. Mon double patronyme me permettait de m'inscrire dans les hôtels sous différents noms ou prénoms, tout en les combinant avec ceux de Jenny. Nous avons vécu tout d'abord dans une chambre d'hôtel, à proximité du Jardin des Plantes, puis, en meublé dans deux petites pièces dont l'une donnait sur le square Monge. Rosmer m'offrit, pour le mois de juillet, son pavillon de week-end à Périgny où nous avons vécu en toute sécurité, n'ayant pour voisins que des paysans ou des pêcheurs qui passaient leur journée à tenir leur ligne au bord de la Marne. Je me rendais régulièrement à Paris pour mon travail. Après juillet, nous nous sommes installés dans un petit hôtel à la rue Monsieur-le-Prince, dans le quartier des étudiants en médecine.

Notre état de semi-illégalité nous interdisait d'entrer en relations trop directes et fréquentes avec les camarades du parti. Les Rosmer, qui offraient toute garantie de sécurité, étaient les seuls que nous fréquentions, en tant qu'amis. Nous ne pouvions laisser la petite Zou seule dans un meublé, pendant la journée ou le soir. La présence de l'un ou de l'autre près d'elle était nécessaire, ce qui nous privait des représentations théâtrales ou des concerts. Nous n'avions vraiment comme seules distractions possibles que les promenades, de jour, ou, si le mauvais temps interdisait la promenade, le cinéma, à condition que le film pût être vu de tout jeunes yeux. Nous placions Zou entre nous deux et elle y allait de ses réflexions d'enfant à voix haute sur ce qui défilait à l'écran. Certain jour, un beau monsieur, installé dans le fauteuil voisin du mien, la regardait avec intérêt et l'écoutait avec non moins de plaisir. On venait de passer des actualités sur la Russie qui, à cette époque, incarnait l'enfer pour les gens bien-pensants. Se tournant vers Zou, le monsieur lui dit: «Tu en as de

la chance, de ne pas avoir été dans ce pays parce que, les petits enfants comme toi, on les mange!» Il y avait à peine quatre mois que nous avions quitté Moscou!

Dans le courant d'août, Jenny et Zou retournèrent en Suisse. Nous attendions notre deuxième enfant et ne voulions pas qu'il naquît en France, en raison des difficultés auxquelles il aurait pu être exposé plus tard. Je restai donc seul à Paris jusqu'au moment de l'accouchement, à fin septembre, et revins en Suisse dans la seconde quinzaine de ce mois, afin d'être présent à la naissance de notre second, un fils que nous avons nommé Pierre. Pour me soustraire à la curiosité des policiers préposés au contrôle des passeports, je me suis embarqué à Evian et ai fait le trajet Evian–Ouchy perdu dans le flot des touristes. Devant les policiers, très discrets, il suffisait d'exhiber son passeport suisse à couverture verte pour passer inaperçu dans cette foule d'estivants.

Je rentrai par le même itinéraire en France, tandis que Jenny restait à Boudevilliers avec les enfants. Une lourde tâche m'attendait: préparer le congrès de Paris.

Ma politique prudente et impartiale, uniquement dictée par la volonté d'éviter une aggravation de la crise, n'était comprise ni à Paris par la gauche qui attendait un appui inconditionné et aveugle du délégué de l'Internationale, ni à Moscou où Souvarine «renseignait» Trotsky et Zinoviev en discréditant mon activité.

A la veille de la réunion de l'Exécutif élargi de juin 1922 à laquelle, à la demande de l'Exécutif, j'avais convaincu Frossard de participer, je donnais, en date du 30 mai, mes impressions sur la situation du Parti communiste français. J'écrivais entre autres:

«*Les dernières élections.* Si, dans quelques élections partielles, le parti avait remporté des succès incontestables, jamais depuis la scission il n'avait eu l'occasion de compter ses forces et de se mesurer avec les adversaires sur toute l'étendue du pays. Les élections aux conseils généraux qui viennent d'avoir lieu ont révélé quelles étaient nos forces réelles et quelles étaient les forces électorales du Parti socialiste. Les résultats que vous connaissez en détail par les journaux ont prouvé que dans un grand nombre de départements et de régions industrielles, en particulier dans le sud de la France, notre mouvement n'est encore que superficiel et est loin d'avoir l'influence qu'on lui croyait sur les masses. Dans certains départements très ouvriers, comme le Nord, le Pas-de-Calais, notre parti n'a pas l'influence prédominante sur la masse ouvrière. Les dissidents [1] y

[1] Les socialistes SFIO.

ont encore des effectifs électoraux prolétariens plus forts que les nôtres. Il est peut-être vrai qu'à Paris les dissidents sont un état-major sans troupe — le récent défilé au Mur des Fédérés en a été une écrasante démonstration. Il est sans doute exact que les dissidents ont obtenu dans les dernières élections un grand nombre de voix bourgeoises; cela ne peut nous faire négliger que dans certaines régions ils ont encore une influence certaine et prédominante sur les masses prolétariennes et que notre parti est loin de posséder dans certains départements l'influence que nous croyions.

Ces élections ont aussi révélé une grande faiblesse du parti: malgré son intransigeance doctrinale et verbale, il s'est laissé entraîner, dans certains endroits, à former le bloc des gauches avec les dissidents et les radicaux. Ce sont indifféremment des fédérations adversaires ou partisanes du front unique. Typique est l'exemple de Dijon où notre organisation a supprimé à son organe quotidien le titre de «communiste» pour l'appeler journal d'avant-garde. Son rédacteur, dans un article, se déclare d'accord avec Treint sur la tactique du front unique et en célèbre les bienfaits au point de vue électoral sous la forme du bloc des gauches.

Front unique. C'est sur cette question que règne la plus grande confusion. Certes le parti n'a pas fait grand-chose pour éclairer l'opinion du parti, mais de tous les documents publiés par le *Bulletin communiste* et des articles favorables publiés par l'*Humanité,* on pouvait attendre une plus grande compréhension chez beaucoup de militants. Les dernières élections ont prouvé que la confusion et l'incompréhension sont plus grandes que jamais. Il ne faut pas oublier que si le front unique est défendu par le groupe de camarades qui s'efforcent d'appliquer à la France les directives de l'Internationale, il est aussi accepté par toute la droite du parti qui l'interprète comme un acheminement vers l'unité rompue à Tours à leur grand regret et qui le réalise sous la forme électorale du bloc des gauches. Il n'y a pas de doute que ce courant de droite favorable au front unique est plus fort dans le parti que le courant de gauche également favorable et c'est pourquoi il y a un grand danger à se compter sur la question du front unique.

Pour comprendre une telle déformation de notre pensée, il faut tenir compte de la situation générale, politique et économique, de la France actuelle: la question politique est au premier plan, même des préoccupations de la classe ouvrière, c'est la lutte contre la réaction de Poincaré et du bloc national. Le bloc des gauches, qui serait capable aux prochaines élections de balayer la Chambre du bloc national, répond donc à une situation politique actuelle, tandis que le front unique économique des organisations prolétariennes ne répond pas à une situation aussi actuelle et aussi urgente. Il n'y a pas de doute que si le parti ne met pas toute son énergie à combattre le bloc des gauches, les fédérations y seront entraînées aux prochaines élections générales. Il faut que le parti lance les mots d'ordre positifs qui rallieront le prolétariat pour la lutte de classe s'il veut

éviter la cuisine électorale de ses organisations avec celles de la bourgeoisie dite de gauche. Il faut qu'il pare au danger réel du bloc en réveillant l'intérêt de classe et en fournissant l'élément à la lutte de classe du prolétariat. Il faut qu'il déplace le centre de gravité de l'intérêt et des préoccupations du prolétariat.

Si notre parti ne réussit pas par son action à opposer le prolétariat sur le terrain de classe à cette partie gauche de la bourgeoisie qui lutte contre la réaction du bloc national, nos organisations courent le plus grand danger aux prochaines élections générales et l'intransigeance verbale du parti sera impuissante à résister à ce courant.

Chez les adversaires du front unique qui ont raisonné leur attitude et qui ne s'inspirent pas uniquement de cette intransigeance verbale, il y a conscience du danger que le front unique ferait courir au parti par suite de sa faiblesse intérieure. Trop de membres du parti voient dans le front unique un acheminement vers l'unité rompue à Tours et l'interprètent comme la formation du bloc des gauches. Ces camarades craignent non sans quelque raison que le parti ne se désagrège et qu'après l'expérience du front unique on retrouve un grand nombre de sections ayant réalisé l'unité d'organisation. Cette situation est grave et il est certain que l'application du front unique sur le terrain électoral ne pourrait se faire sans danger que lorsque le parti se serait stabilisé, aurait clairement expliqué ce qu'est notre tactique et aurait impitoyablement condamné les partisans du front unique qui l'interprètent à la manière des éléments de droite. Dans l'état de confusion où est le parti, l'application du front unique est un danger réel.

Travail syndical. Bien qu'il offre encore de grosses lacunes et une insuffisance certaine, il y a cependant un certain progrès. Les syndicalistes purs (Verdier, Quinton, etc.) sont maintenant hors du parti. La commission syndicale du parti fonctionne et s'est mise d'accord en vue du congrès de Saint-Étienne [1] avec la fraction Monmouseau pour mener la lutte contre les anarchistes et les syndicalistes purs coalisés. Le Comité directeur a ratifié le travail de la commission syndicale, mais a eu la faiblesse de ne pas faire une obligation à tous les membres du parti de défendre son point de vue dans toutes les assemblées syndicales. Ces directives restent ainsi purement platoniques. D'autre part, les organes du parti ne mènent pas une campagne suffisante en vue du congrès de Saint-Etienne. J'ai réclamé du parti qu'il intensifie la campagne de presse à ce sujet. Le parti, dans son désir de garder le contact avec la CGTU, n'affirme pas assez son opinion propre. Des camarades du Comité directeur comme Renoult sont prêts à tout accepter de la CGTU. Ils sont partisans de l'entente à tout prix, même au prix de la capitulation du parti. Il est nécessaire sur ce point que le parti s'affirme plus nettement.

Le parti ne doit pas, à mon avis, considérer la situation syndicale créée en France par la scission comme définitive et doit dire clairement

---

[1] Congrès de la CGT unitaire de tendance révolutionnaire.

que l'intérêt de la classe ouvrière est dans l'unité syndicale et que les communistes doivent y travailler. Il doit clairement faire comprendre et expliquer que les syndicats doivent être non un groupement d'affinités, de tendances, mais l'organisation de classe groupant tout le prolétariat sur le terrain de ses intérêts de classe. Le fait que Monatte ait été appelé à la rédaction de l'*Humanité* marque la volonté du parti de travailler à l'unité syndicale, mais cela est insuffisant et le parti doit en faire un point de son programme et un aliment de son agitation.

Cas Fabre. Les faits que je vous ai signalés à propos des dernières élections montrent clairement que la tendance de Fabre est un réel danger pour le parti. Ce danger est accru depuis la séance de l'Exécutif élargi du fait que Fabre se donnait des allures de martyr et devenait dans le parti le champion de la liberté de pensée. Il continuait avec plus de succès son œuvre de confusion et de désagrégation du parti. La nouvelle télégraphique de son exclusion par l'Exécutif provoqua chez une certaine partie des militants un mouvement de fort mauvaise humeur contre l'Exécutif. La commission des conflits qui allait statuer suspendit ses travaux, jugeant inutile de prononcer une sanction si le cas était jugé d'en haut. Lorsque les textes concernant l'exclusion de Fabre furent parvenus au Comité directeur, je m'attendais à un violent débat. Ce ne fut cependant pas le cas. Je fis remarquer dès le début que l'Exécutif n'était pas en désaccord politique avec le parti français puisque le Comité directeur avait déféré Fabre à la Commission des conflits, aux fins d'*exclusion*. J'ai fait remarquer la lenteur regrettable de la Commission des conflits et le vice statutaire qui permet, dans des conflits politiques, à cette commission de se placer au-dessus du Comité directeur lui-même. Il fut décidé que les résolutions de l'Exécutif seraient publiées immédiatement avec une déclaration du Comité directeur affirmant son complet accord avec l'Exécutif et reproduisant l'acte d'accusation dressé par le Comité directeur contre Fabre. Renoult aurait aimé que la déclaration du Comité directeur élevât une protestation contre la procédure de l'Exécutif et mentionnât que Frossard a le mandat de demander à Moscou la garantie que cette procédure ne sera pas appliquée avec abus à l'égard d'autres camarades du parti. Je me suis opposé à une telle déclaration en affirmant qu'elle paraîtrait défendre Fabre contre l'Exécutif et nuirait aux bons rapports entre l'Internationale et le parti. Cette proposition de Renoult fut combattue et repoussée par tous les membres du Comité directeur qui prit séance tenante toutes les mesures pour l'exécution des résolutions de l'Exécutif.

Rapports du parti français avec l'Exécutif. Je ne vous cache pas que j'ai trouvé ici à mon arrivée au Comité directeur une atmosphère d'hostilité très nette à l'égard de l'Exécutif. Aux deux premières séances du Comité directeur auxquelles j'ai assisté et où on a discuté

du départ de Frossard et de son mandat[1], Cachin a fait de violents discours contre les interventions continuelles de l'Exécutif, contre le discrédit qu'elles jettent sur le parti, réclamant la confiance, etc. J'ai rappelé alors que l'Exécutif depuis plus d'un an intervient toujours au sujet des mêmes questions parce que le parti, par l'intermédiaire de ses délégués ou de ses représentants autorisés prend des engagements et fait des promesses qu'il ne tient point. Des paroles symptomatiques de cet état d'esprit et malheureuses ont été prononcées par Auclair du Comité directeur au congrès national des Jeunesses. Cependant j'ai l'impression que mon travail ici permettra d'atténuer cet état d'esprit. La séance du Comité directeur où fut discuté le cas Fabre et que j'attendais très orageuse, s'est passée en somme très calmement et dans un bon esprit. Par mes interventions au Comité directeur et mon action personnelle auprès de quelques camarades, je cherche à dissiper les malentendus et à diminuer l'hostilité plus ou moins avouée contre l'Exécutif. J'espère d'autre part que le voyage de Frossard à Moscou permettra aussi d'assainir l'atmosphère.

Cependant, comme l'état d'esprit de beaucoup de membres du parti est très soupçonneux, il faut éviter tout ce qui est susceptible de créer inutilement des incidents capables d'entretenir la méfiance et la suspicion. Je vous signale à ce sujet que les résolutions sur le cas Fabre sont parvenues en même temps au secrétariat du parti et chez un camarade de l'opposition, Reynaud, qui immédiatement a accusé le parti d'avoir caché ces documents. Les membres de la direction du parti ont vu dans le fait que l'Exécutif envoyait les documents du parti à l'opposition, un acte de méfiance de l'Exécutif à son égard. J'ai fait comprendre aux camarades qu'il y avait là des difficultés de liaison et que l'Exécutif n'avait nullement voulu marquer de la méfiance à l'égard du Comité directeur en ce qui concerne les documents qu'il lui envoie. Cependant, dans l'état où est le parti, de tels faits doivent être évités de la part de l'Exécutif. Cela crée inutilement des incidents fâcheux.

Les tendances dans le parti. Il est difficile de parler de tendances dans le parti français. Si elles existaient vraiment, elles mettraient une certaine clarté dans l'extraordinaire confusion qui règne à l'heure actuelle. On peut cependant distinguer divers groupes qui, sans être organisés ni homogènes, représentent les grands courants du parti:

a) *la droite* qui regrette la scission de Tours et désire le rapprochement avec les dissidents, de tendance pacifiste quelquefois, plutôt favorable au front unique comme acheminement vers l'unité rompue à Tours (Fabre, Toury, Verfeuil, Barabant, etc.). Ils ont gagné de l'influence dans le parti et sont au fond hostiles à l'Internationale:

b) *le centre* très peu homogène, oscillant de droite à gauche ou de gauche à droite suivant les influences; il forme le gros des forces

---

[1] Participation de Frossard à la séance de l'Exécutif élargi de juin 1922.

du parti, mais aussi son irrésolution et son manque de clarté. Ce sont les camarades qui suivent Frossard:

c) *la gauche* qui seule est organisée en fraction et qui veut en tous points être en accord avec l'Internationale, favorable au front unique. Il ne faut pas en exagérer la force et l'influence dans le parti. Elle compte sans doute des camarades de valeur et possède des postes importants dans le parti, mais les camarades qui la forment sont peu homogènes aussi; les uns comme Dunois, Vaillant sont prêts à collaborer avec Frossard et sont opposés à une politique de scission, tandis que Treint et ses amis parlent de la nécessité d'un *Livorno* français. Cette fraction a été affaiblie par l'abandon de Loriot, retiré complètement de la scène politique et par sa politique à l'égard de Ker que Treint et ses amis ont éliminé sans explication préalable parce qu'il n'était pas partisan du front unique en France;

d) *l'extrême gauche*, de tendances très diverses, les uns comme Renoult, Meric, simplement partisans d'une intransigeance verbale et d'entente à tout prix avec les syndicalistes. D'autres, comme Heine, Métayer, fortement influencés par les idées fédéralistes. En général hostiles d'une façon plus ou moins avouée à Moscou. Au lendemain du départ de Frossard, Renoult a convoqué des camarades de sa tendance pour discuter de la situation intérieure du parti. C'est probablement la formation d'une nouvelle fraction. Dès que je serai renseigné, je vous avertirai.

Que faire? J'attends les directives de l'Exécutif pour mon travail ici. Cependant, comme la situation est grave, je tiens à vous communiquer ma pensée sur la solution de la crise.

Des bruits très alarmants circulent d'après lesquels l'Exécutif serait décidé à provoquer une nouvelle scission du parti français appuyé sur la fraction de gauche. On parle dans la fraction Treint d'un *Livorno* français et de la nécessité d'une nouvelle scission. Ces bruits se répandent dans le parti et ne sont pas faits pour y amener de la clarté. Je ne sais ce qui a pu donner naissance à ces bruits et j'espère qu'ils ne sont pas l'expression de la réalité. Cependant mon devoir est de vous dire ma pensée à ce sujet. Je considère que, dans l'état actuel du parti, une tactique pareille serait une grosse faute. La fraction sur laquelle nous pourrions nous appuyer n'a pas une grande influence sur le parti. Elle peut la conquérir par son travail, si les camarades veulent bien travailler. Mais si elle préparait une nouvelle scission, son influence diminuerait aussitôt. Nous serions loin d'avoir en France les forces que nous avions en Italie après *Livorno* pour organiser le parti communiste. Cette tactique en tout cas ne devrait s'appliquer qu'après avoir tenté l'impossible pour parvenir à la solution de la crise par d'autres moyens. Et ma conviction est que ces possibilités existent.

Il faut partir de cette idée que la cure du parti nécessitera un certain temps parce que c'est toute l'éducation communiste du parti qui est à faire et c'est graduellement que le Comité directeur et le

parti lui-même pourront affermir leur politique et stabiliser leur organisation.

Pour permettre ce travail, il me paraît nécessaire de grouper à l'intérieur du parti le centre et la gauche en un noyau décidé à faire du parti un véritable parti communiste, à préciser sa ligne de conduite, à orienter sa tactique dans le sens des décisions de l'Internationale. Frossard qui dirige le centre du parti est une forte intelligence politique et un habile tacticien, mais il lui manque une direction. Il manœuvre pour manœuvrer, s'appuyant tantôt sur la droite, ou sur la gauche ou l'extrême gauche sans but clairement défini et compréhensible pour le parti. Il énerve ainsi le parti et y entretient la confusion. Il faut arriver à le «fixer» et lui donner une direction politique claire et ferme qui ne peut être que celle de l'Internationale. Si le centre et la gauche formaient un bloc, un noyau décidé à conduire le parti et à ruiner l'influence de l'extrême gauche et de la droite, je crois que le parti serait susceptible assez rapidement de se stabiliser. Frossard, avec lequel j'ai parlé de ces choses avant son départ, me paraissait désireux d'obtenir ce noyau stabilisateur au sein du parti. Le gros obstacle à un tel rapprochement et à une telle collaboration est la question du front unique et de son application en France. Il faudrait sur ce point arriver à un minimum d'entente avec la direction du parti français pour éviter le ton parfois scandaleux des polémiques et le sabotage de la tactique internationale du front unique par la section française. J'espère que le voyage de Frossard à Moscou permettra ce rapprochement nécessaire.

De Moscou on peut contribuer largement au travail d'éducation du parti. Je me suis rendu compte ici que les interventions sous forme d'articles de presse, discutant avec les camarades des questions où nous sommes en désaccord, exerçaient une réelle et bonne influence sur les militants.

Il faut aussi réclamer du parti l'élaboration d'un programme minimum de revendications immédiates qui donne un aliment à la lutte de classe quotidienne et qui renforce dans le parti la conscience de classe. C'est le seul moyen d'immuniser le parti contre le danger du bloc des gauches.

Chez les dissidents. Frossard vous mettra au courant de la situation intérieure du parti de Renaudel. Longuet y est de plus en plus mis à l'écart et son opposition s'affirme. Il n'est pas impossible que la crise intérieure aboutisse à une rupture. Si nous avions ici un parti communiste solide et fort, il y aurait une opération intéressante à faire pour détacher Longuet et les importants groupes ouvriers qui le suivent, de son parti. Il ne faut pas oublier que l'influence gardée par les dissidents dans certains milieux prolétariens provient en grande partie de la personnalité de Longuet. L'état dans lequel se trouve notre parti est cependant tel que cette opération offre de grands dangers. Il faudrait que le parti ait acquis une politique claire pour que cette opération puisse se faire sans danger.

Je vous tiendrai au courant d'une façon permanente de ce qui

HIVER 1921-1922 A MOSCOU (BOULEVARD ET PLACE ROUGE)





1924 — EN ITALIE

1923 — LE PAVILLON DE NEUILLY

MES ENFANTS AVEC LE FILS DE
VOUIYOUVITCH DEVENU
L'ACTEUR MICHEL AUCLAIR

se passe ici. Je vous prie de m'envoyer les directives nécessaires et de me faire connaître les intentions de l'Exécutif sur le développement de sa politique à l'égard du parti français.

Fraternellement à vous, J. H.-D. »[1]

Tandis que je m'efforçais d'être prudent et impartial, à Moscou on s'impatientait. Souvarine avait espéré que je me laisserais guider par la fraction de gauche et que j'épouserais sa politique. Il fut indigné de mes rapports à l'Exécutif et fit une virulente critique de mon attitude dont il m'envoya le texte. Il affirmait que j'évitais tout contact avec la gauche et n'avais de relations qu'avec la fraction du centre. Or, cette fraction, beaucoup moins organisée que la gauche, détenait la majorité au Comité directeur, le secrétariat du parti et la direction de l'*Humanité*. Je ne pouvais agir sur la direction du parti ni par l'intermédiaire de la gauche ni en favorisant son opposition et ses plans de scission.

Cette gauche était personnifiée par Albert Treint, homme peu intelligent, qui répétait les formules de Moscou avec beaucoup de ténacité, dont les idées personnelles, quand il en avait, étaient saugrenues et franchement provocatrices. C'est lui qui avait proclamé: «Le front unique, c'est la volaille à plumer», autrement dit le moyen d'arracher des membres aux organisations prêtes à collaborer avec les communistes. C'est lui qui, plus tard, affirma: l'internationalisme du Comintern est un «impérialisme rouge». C'est lui encore qui renseignait Souvarine. A vrai dire, je n'avais que peu de relations avec lui et ne le mettais pas dans le secret de mes intentions. Très susceptible, il en était vexé.

Mais je n'identifiais pas la gauche du parti à cet ambitieux borné et hargneux et voyais très régulièrement Rosmer, Amédée Dunois, Vaillant-Couturier, Tommasi et d'autres. Or, Souvarine avait écrit au Présidium de l'I.C.: «Les éléments les plus actifs de la gauche (...) ont essayé de se mettre en rapport avec Humbert-Droz qui les a systématiquement évités. (...) Il s'est refusé de travailler avec la gauche et n'a eu de rapports réguliers et suivis qu'avec le centre. (...) De plus, il est visible, d'après ses rapports, que chaque fois qu'il parle de la soi-disant fraction, il attribue à celle-ci une volonté de scission. Or, je déclare tout net qu'on ne peut même pas discuter

[1] Ce document a paru *in extenso* dans l'*Œil de Moscou à Paris*, collection Archives, Juillard, 1964, et dans *Archives de Jules Humbert-Droz, I. Origines et Débuts des Partis communistes des Pays latins*, 1919-1923, D. Reidel Publishing Company, Dordrecht, Holland.

des affirmations pareilles, aussi dénuées de fondement et même de raison d'être. »

J'ai obtenu sans peine de Dunois et de Rosmer, avec lesquels j'avais très étroitement collaboré, un démenti formel de ces allégations. Je les considérais comme les militants les plus valables de la gauche et j'étais obsédé par les interminables discours de Treint avec lequel toute discussion aboutissait à un monologue fastidieux.

La réponse de Dunois est claire, non seulement sur mes relations suivies avec la gauche, mais aussi — et c'est essentiel — sur la question de la scission, ou du nouveau Livourne, désirée par la gauche:

«(...) Puisque tu as bien voulu en appeler à mon témoignage, je te répondrai avec toute la netteté dont je suis capable.

1. Soit chez moi, soit à l'*Humanité*, soit au parti, nous n'avons pas cessé toi et moi de nous concerter et de marcher d'accord, sur la base de la politique délibérée par l'Exécutif: union *contre la droite* de la gauche et du centre.

2. Je ne sache pas que tu aies systématiquement évité aucun camarade de la gauche. Je sais par contre que certains camarades de gauche, d'une vive susceptibilité, se sont parfois formalisés de ne pas te voir travailler exclusivement avec la gauche. Ils avaient tort. Ta mission n'est pas de travailler avec la gauche et rien qu'avec elle, mais de rapprocher et d'unir le centre et la gauche, ce qui implique naturellement une certaine collaboration avec les éléments du centre.

3. Non, tu n'as pas entendu *que* le son de cloche du centre. Tu as entendu toutes les cloches, même la cloche de droite.

4. Il est exact que d'assez nombreux camarades croient à la nécessité d'un Livourne français. J'y ai cru moi-même quelque temps (dans l'intervalle des deux Exécutifs élargis). Je crois maintenant que nous réussirons peut-être à en faire l'économie. Mais je n'en puis beaucoup vouloir à ceux des nôtres qui ne partagent pas mon expérience. (...)

5. Toute ton activité a tendu au rapprochement de la gauche et du centre et pas un instant je n'ai eu l'impression que tu aies encouragé les centristes à persévérer dans leur politique d'atermoiements. Il a fallu user jusqu'ici de certains ménagements diplomatiques; si tu l'as fait, j'estime que tu as bien fait. L'heure va venir, j'en suis sûr, où il faudra parler avec une fermeté accrue: je pense bien que tu n'y manqueras pas. » [1]

[1] Le texte complet de ce document et des suivants concernant la période 1922–1923 a été publié par l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam dans le volume intitulé *Archives de Jules Humbert-Droz, I. Origines et Débuts des Partis communistes des Pays latins*, 1919-1923, Editions D. Reidel Publishing Company, Dordrecht, Holland.

Rosmer s'exprimait dans le même sens :

«Le rapport de Souvarine est *absolument* inexact en ce qui me concerne. Je n'ai jamais écrit, ni dit à personne que vous aviez cherché à m'éviter, encore moins à m'éviter «systématiquement». Cela aurait été absurde et mensonger puisque, en effet, vous êtes venu me voir dès votre arrivée et que nous avons eu ensemble plusieurs conversations sur la situation du parti français et les divers problèmes pendants actuels.

Je ne suis pas en correspondance avec Souvarine et je n'ai écrit du reste à personne (à Moscou) depuis que vous êtes ici. Mais je puis très bien imaginer l'origine du rapport de Souvarine et de toute cette histoire. A plusieurs reprises j'ai entendu exprimer autour de moi la crainte que vous subissiez plus ou moins l'influence des éléments du centre et de la droite, avec lesquels vous vous rencontriez souvent tandis que vous n'aviez jamais d'entretien avec le camarade Treint, par exemple. (...)

Je ne pense pas du tout que votre méthode «rende impossible la jonction des deux principales forces du parti.» Je pense tout au contraire que vous avez toujours fort utilement travaillé — dans des conditions qui ne sont pas commodes! — à l'application du programme de l'Internationale communiste : collaboration du centre et de la gauche, qui est aussi celui que j'ai toujours défendu.»

La perspective d'une scission du Parti communiste français, semblable à celle du Parti socialiste italien, était aussi présente à l'esprit des dirigeants russes de l'Internationale communiste. Les lettres de Zinoviev et de Trotsky le prouvent très clairement. Or, qui pouvait, à Moscou, inciter Trotsky et Zinoviev à menacer le Parti communiste français d'une scission, sinon Souvarine et ses correspondants de la gauche française, Treint en particulier.

Le 6 juin 1922, Trotsky écrivait à Ker, alors secrétaire du parti pour les relations internationales et membre influent de la fraction du centre :

«(...) Je considère la situation du parti français comme critique. Deux issues sont possibles :

a) une orientation intérieure ferme et déterminée, l'expulsion des dissidents de droite et de leur bande pour prouver que le parti ne plaisantera pas avec la discipline; une conduite véritable du Comité directeur, une exécution réelle des décisions de l'Internationale communiste. C'est l'issue la plus saine et la plus désirable;

b) la continuation de la politique indéterminée du centre tendant à isoler l'aile gauche; une extrême tolérance pour toutes les manifestations de pacifisme, de réformisme, de nationalisme, à

l'intérieur du parti, une intransigeance fausse et fictive dans les questions d'ordre international. L'absence d'une ligne ferme et décidée dans la question syndicale. Cette issue conduit automatiquement à la répétition de l'expérience italienne, c'est-à-dire à une scission laissant le centre avec la droite et séparant la gauche du Parti communiste. (...) En France, (...) après l'expérience italienne, la chose ne pourrait se produire que si le centre persistait dans sa passivité fataliste. (...)»

Zinoviev, de son côté, m'écrivait entre autres, le 4 juillet 1922:

«(...) nous sommes parfaitement au courant des côtés faibles de Treint, des erreurs de Souvarine, etc., mais nous ne pouvons quand même pas oublier ce qui est essentiel, c'est que ces camarades luttent de fait et non pas en paroles contre les centristes et qu'ils défendent sincèrement les principes de l'Internationale communiste. Certes, il n'est nullement de votre tâche de contribuer au renouvellement du fractionalisme, mais bien de soutenir les *idées* du groupe de gauche: celui-ci en effet a été le seul, au moins jusqu'à présent, à montrer qu'il désire défendre jusqu'au bout la ligne de conduite de l'Internationale communiste — et de la soutenir, c'est là certainement une de vos tâches.

(...) Actuellement la question se pose d'une façon nouvelle. De nouveaux délais sont naturellement impossibles. La question doit être élucidée dans l'avenir le plus rapproché si oui ou non la majorité du Comité central, dirigée par Frossard, Cachin et Ker est réellement animée de l'intention de lutter contre la droite.

Qu'on ne nous reproche pas qu'en réclamant l'exclusion de Verfeuil l'Internationale communiste aggrave la situation et affaiblit le Parti communiste français. Que ceux qui ont des doutes jettent leur regard sur le Parti communiste allemand. Y a-t-il encore quelqu'un qui ose prétendre que le Parti communiste allemand fut affaibli parce qu'il avait chassé non seulement Paul Levi, mais encore Geyer, Friesland [1] et toute cette canaille? Au contraire, le Parti communiste allemand n'en est devenu que *plus fort*. Grâce à cela, le parti a pu en finir avec ses crises intérieures et aujourd'hui il devient de plus en plus robuste chaque semaine. Il en sera de même pour le parti français *pourvu* qu'il ait assez de forces pour venir à bout de tous les éléments qui tentent de le corrompre. Autrement... eh bien autrement il se peut fort bien que le sort du Parti socialiste italien soit réservé au parti français. Nous espérons bien que l'exemple salutaire de Serrati produira sur tout le monde une impression assez forte — ce Serrati qui aujourd'hui n'est, dans le sens le plus direct du mot, qu'un cadavre politique vivant.»

---

[1] Pseudonyme d'Ernst Reuter, futur bourgmestre socialiste de Berlin-Ouest.

Moscou s'efforçait du reste de brusquer les choses, comme le réclamaient Treint et Souvarine. Zinoviev m'encourageait même à faire usage de la cravache.

L'engagement pris en février à Moscou par la délégation française d'exclure Fabre et son journal qui menaient campagne contre l'Internationale n'était pas encore chose faite, en juin. Le Comité directeur s'était contenté de remettre le cas Fabre à la Commission des conflits «aux fins d'exclusion», puis ne s'en était plus soucié. Les juristes de la Commission des conflits perdaient leur temps en procédure et le Comité directeur ne la pressait pas de prendre une décision. Fabre continuait sa campagne. L'exécutif de l'Internationale décida de recourir à l'article 9 des statuts qui l'autorisait à exiger d'une section l'exclusion d'un membre et, interprétant cet article d'une façon extensive, il prit lui-même la décision d'exclure Fabre. Cette immixtion de l'Internationale dans une affaire intérieure pendante devant la Commission des conflits souleva une discussion particulièrement vive sur les statuts et les compétences de l'Internationale. Tous les adversaires de l'Internationale se firent un malin plaisir de présenter le cas Fabre, non comme une affaire politique, mais comme un scandale de procédure.

Le Comité directeur avait avalisé la décision de l'Internationale et décidé que tous les membres du parti qui collaboreraient encore au journal de Fabre seraient automatiquement exclus du parti. Verfeuil, membre du Comité directeur et collaborateur au *Journal du Peuple*, y publia un article après l'exclusion de Fabre. C'était une véritable provocation. Fabre n'avait pas beaucoup de sympathies dans le parti et n'y jouait aucun rôle. Verfeuil au contraire était populaire et cherchait à se faire exclure «automatiquement», ou par décision de Moscou, pour entretenir et développer la discussion dans le parti sur la procédure et la détourner du débat politique.

Je cherchais quant à moi à poser les problèmes politiques liés à l'affaire Fabre et à détourner le parti de cette discussion oiseuse sur l'application et la violation des statuts. Or, j'avais rencontré Verfeuil après la publication de son article pour connaître ses mobiles: naïveté ou provocation, afin de pouvoir le combattre en connaissance de cause. Je fus convaincu que son geste était bel et bien une provocation. Il tendait au parti un piège pour y jeter un plus grand désarroi. C'est pourquoi je demandai à l'Exécutif de ne pas l'exclure comme il l'avait fait pour Fabre. Zinoviev m'écrivit à ce sujet, en post-scriptum de sa lettre du 4 juillet:

« Quant à votre rencontre et votre conversation avec Verfeuil *après* qu'ait paru son article dans le *Journal du Peuple*, elles étaient superflues. C'était trop montrer d'égards à ce monsieur. On ne doit « converser » avec de tels personnages qu'à l'aide d'une cravache. »

Je connaissais assez l'ouvrier français, mes amis anarcho-syndicalistes et les intellectuels du parti pour savoir que l'usage du knout aurait un effet exactement contraire. On ne pouvait appliquer à l'ouvrier et à l'intellectuel français les méthodes employées à l'encontre des moujiks russes qui depuis des siècles subissaient le knout de leurs maîtres. Si l'Internationale voulait user de ces méthodes en France, elle devait y envoyer un Rakosi qui avait si bien utilisé la cravache au congrès de Livourne.

J'ai cherché à faire comprendre à l'Exécutif combien le parti manquait encore de maturité politique pour apprécier l'exclusion de Fabre ou de Verfeuil comme un acte politique nécessaire à la santé du parti.

Il me parut nécessaire de mettre en garde l'Internationale contre les exclusions prononcées à Moscou.

Treint réclamait l'exclusion automatique de Verfeuil. J'écrivis à ce propos :

« Il est certain que l'exclusion automatique de Verfeuil viendrait singulièrement compliquer à l'heure actuelle, et dans l'état d'impréparation du parti, le cas Fabre. Le Bureau paraît vouloir éviter l'exclusion tout en prenant contre Verfeuil des sanctions sérieuses. »

Cependant, et surtout après les lettres de Trotsky et de Zinoviev qui présentaient la gauche comme le seul appui de la politique de l'Internationale, je tenais à maintenir, contre l'Internationale elle-même, mon point de vue concernant la gauche :

« *La fraction de gauche.* Je vous ai dit que mon attitude ici avait été déterminée par la résolution de l'Exécutif élargi qui condamnait la formation de fractions et par la conviction qu'il fallait faire une tentative sérieuse de collaboration entre le centre et la gauche avant d'envisager la formation d'une fraction préparant une nouvelle scission. C'est la raison pour laquelle j'ai travaillé officiellement avec le Comité directeur et son bureau et j'ai évité de travailler avec la fraction de gauche. Par les comptes rendus publiés par l'*Humanité*, je vois que Trotsky et l'Exécutif élargi sont aussi d'avis qu'il faut tenter de résoudre la crise par la collaboration du centre et de la gauche. J'espère que l'Exécutif a également fixé son attitude à l'égard de la fraction de gauche. Je pense que sur ce point il faut un maximum de clarté, en particulier en ce qui concerne mon travail ici. Je sais

que quelques camarades de gauche sont mécontents que je n'aie pas d'abord pris contact avec eux avant de voir le Comité directeur et que je n'aie pas appuyé leur travail de fraction. Je vous ai dit mes raisons. Beaucoup de membres du Comité directeur sont au fond très méfiants; en discutant avec Renaud Jean[1], je me suis aperçu de la quantité de malentendus qui subsistent. Il avait la conviction que l'Internationale communiste jouait double jeu et soutenait secrètement la fraction de gauche contre le parti, moralement et financièrement! Il était frappé du fait que cette fraction puisse être indisciplinée sans être rappelée à l'ordre par l'Internationale communiste. Devant cette situation voici ma pensée:

1. Pour aboutir au résultat que nous cherchons, il faut que l'effort de collaboration de la gauche et du centre soit réel et sincère; il me paraît difficile, sinon impossible avec l'existence d'une fraction qui au fond ne croit pas à la possibilité d'une collaboration, qui conserve son idée de scission.

2. Cette idée de scission est dangereuse pour la gauche elle-même et pour son recrutement.

3. La fraction donne l'impression que l'Internationale tolère l'indiscipline de la gauche et ne condamne que celle du parti.

4. Elle est une survivance des incidents de Marseille et des luttes personnelles qui furent mêlées aux luttes d'idées.

5. Sa base me paraît trop étroite et il est certain qu'un regroupement des forces de la Troisième Internationale au sein du parti devrait se faire sur une base plus large.

6. Elle ne peut pas faire œuvre utile avec son organisation actuelle qui est insuffisante pour une vaste agitation dans le parti, elle ne pourrait faire œuvre utile que le jour où moralement et financièrement elle serait appuyée par l'Internationale communiste.

Pour toutes ces raisons et pour tenter en toute sincérité notre tactique du bloc centre-gauche, je crois qu'il serait nécessaire de demander à la fraction de gauche de se dissoudre. Il est possible que notre tactique n'aboutisse pas, mais au cas d'un échec nous aurions la conviction d'avoir tout tenté pour éviter la scission et nous pourrons alors sur une base plus large et après une expérience concluante faire appel à la constitution d'une fraction avec laquelle nous collaborerons.

Je vous prie de me répondre sur ce point au cas où il ne serait pas tranché par l'Exécutif élargi. »

Mon opposition aux directives de Moscou s'appliquait aussi à l'exclusion de Verfeuil que l'Exécutif de l'Internationale réclamait du parti en menaçant de le faire de Moscou si le Comité directeur ne procédait pas lui-même à l'exclusion.

---

[1] Membre du Comité directeur, député et responsable du travail paysan.

Dans ma lettre personnelle du 5 juillet à Zinoviev, je lui écrivais franchement ce que je pensais de ce recours intempestif à la cravache qu'il me recommandait:

«En dehors du rapport que je joins à ce courrier, je tiens à attirer votre attention plus spécialement sur le cas Verfeuil. Dans mon rapport du 17 juin, je vous disais: *Il est certain que l'exclusion automatique de Verfeuil viendrait singulièrement compliquer, à l'heure actuelle et dans l'état d'impréparation du parti, le cas Fabre.* Malgré cela l'Exécutif demande au parti français son exclusion en menaçant de faire jouer l'article 9. Je crois que cette mesure, qui a trouvé une vive opposition au sein du Comité directeur, bien que légitime et pleinement justifiée, est *maintenant impolitique.*

1. L'émotion soulevée dans le parti par l'exclusion de Fabre, en faisant jouer l'article 9, a été relativement vite calmée parce que Fabre était profondément méprisé et que le Comité directeur lui-même avait demandé son exclusion. Mais il est resté un malaise et un certain état d'énervement que la droite ne manquerait pas d'exploiter facilement contre l'Exécutif. Bien des camarades de la gauche trouvent que le terrain de l'exclusion de Verfeuil en vertu de l'article 9 serait très défavorable à la lutte.

2. Vous verrez, d'après mon rapport, que depuis le retour de Frossard la situation s'améliore malgré les résistances de la droite. Résolument le parti se met à l'œuvre pour appliquer les décisions de l'Exécutif. L'exclusion de Verfeuil viendrait troubler ce travail par des polémiques personnelles irritantes et permettrait à la droite de saboter le travail qui se poursuit malgré elle et contre elle. Il me paraît plus sage de laisser le parti redresser sa ligne politique. Verfeuil a déjà déclaré que si le parti acceptait les résolutions de l'Exécutif, il en sortirait! Cette élimination par le redressement du parti me paraît meilleure que celle par l'article 9 contre la volonté du Comité directeur.

3. Enfin Verfeuil a fait au Comité directeur une déclaration par laquelle il s'engage à ne pas récidiver. J'ai demandé à Frossard de faire voter par le Comité directeur une résolution qui prend acte de cette déclaration et l'avise qu'à la prochaine récidive il sera automatiquement exclu sans discussion. Cette résolution sera votée.

J'ajoute que sur cette grave question j'ai longuement discuté avec Thalheimer [1] qui est à Paris depuis un mois, avec Lozovsky [2] et avec Valetzky [3], de passage ici. Tous trois partagent entièrement mon point de vue et m'autorisent à vous en faire part.»

Frossard était rentré de Moscou après la séance de l'Exécutif élargi de juin avec de meilleures intentions. Il avait pris une part active à la préparation du congrès de la CGTU à Saint-Etienne et,

[1] Membre de la direction du Parti communiste allemand.
[2] Secrétaire de l'Internationale syndicale rouge à Moscou.
[3] Membre polonais du Présidium du Comintern.

malgré les réserves qu'il avait faites à Moscou concernant un blâme adressé à Renoult, il avait défendu la résolution de l'Exécutif élargi au Comité directeur, dans cette question. Il paraissait décidé à tenter sérieusement l'accord avec la gauche contre la droite en vue du congrès du parti convoqué à Paris pour le 8 octobre.

La préparation politique du congrès se fit d'abord dans de bonnes conditions. Souvarine était rentré de Moscou. Bien que j'aie craint son retour, il me fut beaucoup plus facile de discuter avec lui qu'avec Treint parce que, en homme intelligent, il avait conscience de ce qui était possible sans briser le parti.

Je proposai la formation d'une commission mixte pour préparer le congrès et demandai en même temps à l'Exécutif d'envoyer un second représentant, pressentant une aggravation de la lutte des fractions au moment de la répartition des charges du parti — secrétariat et direction de l'*Humanité* en particulier. Dès son retour en France, Souvarine avait manifesté son hostilité à Cachin qu'il voulait chasser de la direction de l'*Humanité*. Il est certain que Cachin était le véritable adversaire de l'Internationale et que l'*Humanité* entretenait la confusion dans le parti et la méfiance à l'égard de l'Internationale. Mais la position de Cachin dans le parti était encore très forte et il fallait procéder par étapes pour réduire son influence. Frossard, habile à ne pas se compromettre, encourageait en sous-main les incartades de Cachin pour faire retomber sur lui la responsabilité des difficultés dans les rapports du parti avec l'Internationale.

Dans deux lettres confidentielles à Zinoviev, datées du 14 et du 17 août, je soulignais une amélioration de la situation, mais aussi le danger de nouvelles difficultés.

Ayant suscité une entrevue du centre et de la gauche pour discuter de la préparation du congrès, j'en communiquai le résultat à Zinoviev:

« Frossard, Ker, Souvarine et Rosmer étaient présents. Treint n'était pas rentré d'Allemagne.

Je dis aux camarades que je les avais réunis pour discuter franchement des questions qui risquaient de compromettre la collaboration nécessaire du centre et de la gauche. Frossard posa aux camarades de gauche les quatre questions suivantes:

1. Est-il exact que la gauche a l'intention de présenter isolément une motion de politique générale critiquant la politique du centre et appelant par conséquent une riposte du centre?

2. Est-il exact que la gauche prépare aussi sa liste de membres au Comité directeur sans se concerter à ce sujet avec le centre?

3. La gauche fait-elle siennes les affirmations politiques contenues dans une lettre confidentielle de Treint au secrétaire de la Fédération du Nord déclarant que l'accord du centre et de la gauche, s'il se réalise, ne sera que provisoire et sera suivi de la disparition du centre?

4. Enfin est-il vrai, toujours selon le témoignage de la même lettre, que si l'accord ne se réalise pas, la gauche donne ses instructions pour réaliser la scission au prochain congrès du parti?

Souvarine répondit qu'il ne pouvait croire que Treint eût écrit une lettre semblable. Il faut attendre son retour et chercher à se procurer la lettre pour voir si le contenu a été fidèlement rapporté à Frossard. En tout cas, si Treint a écrit une chose semblable, c'est sous sa propre responsabilité et à un moment où, très pessimiste sur l'avenir du parti, il a cru la scission inévitable. Ce point de vue n'est en aucune manière celui de la gauche qui veut tenter loyalement l'accord avec le centre sur les bases établies par l'Internationale. Il est inexact aussi que la gauche ait déjà élaboré sa liste au Comité directeur. S'il est possible de s'entendre, la liste des membres au Comité directeur sera élaborée d'un commun accord. Enfin, en ce qui concerne la motion de politique générale, il est exact que la gauche pense utile d'en présenter une pour éviter les erreurs passées, les condamner et tracer la politique pour l'avenir. Il espère que le centre se ralliera à ce texte; au cas contraire on discutera et le congrès jugera.

Frossard répondit qu'il serait impossible au centre de se rallier à un texte contenant un blâme et que si la gauche présentait un tel texte, le centre serait obligé de présenter un texte de tendance aussi. Le congrès, au lieu de discuter dans le sérieux et le calme les grosses questions portées à l'ordre du jour, serait dominé dès le début — puisque cette motion arriverait après les rapports du secrétariat — par la lutte du centre et de la gauche, lutte forcément personnelle et irritante puisque sur les questions de principes et de tactique le centre et la gauche se sont mis d'accord. D'autre part, il est certain que, blâmé par le congrès, le centre refuserait de continuer à collaborer à la direction du parti et laisserait la direction à la tendance qui recueillerait la majorité du congrès.

J'intervins alors pour dire qu'à mon avis il fallait éviter tout ce qui pourrait nuire à la collaboration future du centre et de la gauche et tout ce qui pourrait, au congrès, les opposer violemment et permettre à la droite de se rallier au centre contre la gauche. L'essentiel n'est pas de revenir longuement sur le passé et de se reprocher mutuellement la politique passée, c'est de préparer un avenir où les erreurs du passé soient impossibles. Si le centre et la gauche sur tous les points à l'ordre du jour arrivent à se mettre d'accord pour présenter au parti des textes communs, ce serait une faute que de vouloir les opposer sur le jugement porté sur le passé.

Le fait que le centre admet les thèses opposées à celles qu'il a défendues auparavant est un aveu suffisant de son erreur, on ne peut lui demander de se voter un blâme sans lui enlever la possibilité de continuer à assurer la direction du parti. Il me paraît que la motion de politique générale doit être une motion commune du centre et de la gauche dirigée contre la droite, de façon que la droite, si elle continue à se taire et à marcher derrière le centre, soit obligée de sortir de son silence et de prendre position contre le bloc centre et gauche.

Frossard déclara se rallier à ce point de vue et Souvarine finit aussi par s'y rallier de mauvaise grâce. Il énuméra certains points qui lui paraissaient nécessaires dans cette motion, que Frossard accepta. Souvarine toutefois tenta encore de reprendre sa liberté d'action en proposant que Ker et Frossard rédigent la motion qui serait ensuite soumise à la gauche. Frossard refusa et j'insistai encore pour que la motion soit élaborée non par une tendance seulement, mais par les deux. Finalement Frossard et Souvarine furent désignés pour la rédaction.

Cette rencontre a été utile; elle a dissipé des malentendus et accentué la collaboration, mais il ne faudrait pas être trop optimiste. Il règne une atmosphère de méfiance dans les rapports du centre et de la gauche qui stérilise les efforts. Frossard se méfie que la gauche lui réserve un coup de Jarnac et se tient sur la défensive. La gauche lui fait un crédit très limité et se méfie de sa politique, surtout quand il défend les thèses de l'Internationale. Les deux tendances voteront des textes communs, mais les rapports personnels restent très froids, presque hostiles. Souvarine reprend son ton sarcastique et acerbe.»

Le problème de la formation du Comité directeur allait tout remettre en question et les querelles personnelles menacer l'accord politique. Le 2 septembre, j'adressais une lettre confidentielle à Zinoviev, avec copie à Trotsky, dans laquelle j'exposais en détail le conflit:

«La question se pose dans la Fédération de la Seine pour le nouveau Comité exécutif et les mêmes questions se poseront dans quelques semaines sur le plan national: La gauche réclame pour sa tendance les deux tiers des membres au Comité directeur, laissant au centre un tiers. Mais la gauche laisserait les deux postes responsables, secrétariat et trésorerie, au centre. Les camarades du centre refusent et envisagent dès maintenant la question pour le prochain Comité directeur. Ils disent: «Nous ne concevons la collaboration que sur pied d'égalité avec partage des responsabilités. Si la gauche veut les deux tiers, qu'elle prenne l'entière responsabilité de direction!»

Par suite du caractère fractionnel que prend la crise, le centre se trouve devant une double éventualité: ou bien se former en

«tendance» comme les autres et entrer en lutte contre la gauche pour revendiquer des droits au moins égaux ou proportionnés à sa force, ou bien se retirer de la lutte et de la direction en laissant à la gauche ses deux tiers avec l'entière responsabilité du parti.

Des conversations que j'ai eues avec Soutif et Marrane, en l'absence de Frossard, je crois pouvoir dire que le centre rejettera la première. Si l'accord se fait sur tous les textes en vue du congrès, la lutte de tendance ne pourrait revêtir qu'un caractère personnel que le centre désire éviter, maintenant au moins. Si la gauche reste intransigeante sur la question des deux tiers, le centre se retirera des postes de direction pour laisser la responsabilité à la gauche de diriger le parti seule. Frossard, dans son rapport au secrétariat, annonce qu'il se retire du secrétariat et n'acceptera pas une réélection!

J'attends son retour pour discuter cette décision et savoir exactement ce qu'elle signifie. Je ne serais point étonné que le centre, devant les exigences de la gauche, lui laisse l'entière direction du parti et la mette ainsi au pied du mur pour que le parti et l'Internationale jugent la politique positive de la gauche.

Cette situation ne serait pas grave si la gauche avait les capacités nécessaires pour prendre seule le pouvoir. Mais je crains beaucoup que la crise de confiance dont souffre le parti ne grandisse encore si des hommes comme Frossard rentrent dans le rang et que Souvarine et Treint, qui sont très peu populaires, prennent la direction du parti seuls. J'ai souligné au cours de mes rapports les faiblesses de la gauche parce que je prévoyais ce qui se passe aujourd'hui et que j'étais sûr que nous aurions à envisager cette éventualité.

Il faut que l'Internationale dise son mot et prenne ses responsabilités dans cette situation. Je ne puis, quant à moi, encourager la gauche dans cette voie et prendre la responsabilité de la placer seule à la direction du parti. Je me suis efforcé, auprès de Souvarine, de lui faire admettre la collaboration avec le centre sur pied d'égalité dans les comités, ou majorité de une voix, avec répartition des postes responsables. Je ne lui ai pas caché que je considérais la gauche comme n'étant pas capable d'assurer la direction seule et lui-même depuis qu'il est rentré se rend mieux compte de la faiblesse de la gauche. Nous réunirons les camarades responsables de la tendance pour discuter cette question qui est pressante...

... Je chercherai à conseiller aux camarades des deux tendances l'entente sur la collaboration à égalité en répartissant les responsabilités. Mais le moment vient où les conseils ne suffiront plus et où l'Internationale devra peut-être trancher d'autorité certains problèmes. J'espère que vous aurez répondu à mes lettres précédentes et que je trouverai dans votre réponse la direction que vous pensez donner à la crise sur ce terrain.

Mon mandat ici est limité: renseigner l'Exécutif et conseiller le parti! Je vous ai dit que le moment venait où il faudrait peut-être trancher d'autorité et imposer la volonté de l'Exécutif. Je vous prie

donc de préciser dans ce sens mon mandat, ou plutôt, ce qui serait infiniment préférable, d'envoyer ici en vue du congrès un ou deux camarades, avec des instructions et des directives, chargés avec moi de représenter l'Exécutif et de trancher en son nom après entente les questions qui se poseront au congrès et après le congrès. Les responsabilités sont très grandes et je préfère qu'elles soient partagées. D'autre part Treint et Souvarine suspectent un peu mon impartialité et un arbitrage autre que le mien serait préférable. »

Après le départ de Jenny et de Zou pour la Suisse, je ressentais dans la solitude tout le poids de mes responsabilités, la lassitude et le découragement qui en résultaient et j'écrivais à Jenny, le 4 septembre:

« (...) Ici les affaires vont mal. Souvarine redevenu caustique et hautain dégoûte beaucoup de camarades et complique la situation. Je suis las de recommencer toujours le même travail de rapprochement, las d'être seul avec tous ces problèmes ardus, las de ne pouvoir oublier auprès de toi et de Zou, pendant quelques heures, ces tracas de la politique. Le congrès sera peut-être renvoyé de huit ou quinze jours. Sa préparation n'avance point et les questions épineuses se multiplient. J'écris à Zino d'envoyer quelqu'un d'autre qui, avec moi, puisse endosser les responsabilités très lourdes de la situation. »

Puis, le 9 septembre:

« (...) J'ai été jeudi soir à l'Odéon pour me détendre un peu et oublier les politiciens et leurs querelles. On jouait les *Bouffons,* de Zamacoïs. Une pièce délicieuse, en vers, toute de finesse et de pureté qui, au milieu de la cochonnerie générale, est vraiment un réconfort. Mais j'ai fort mal dormi. Toute la nuit, en rêve, je faisais des vers et je parlais en alexandrins. J'ai très mal dormi toute cette dernière semaine et je me sens très las. (...) J'écris maintenant assez souvent à Moscou. Je regrette que tu ne sois pas ici pour taper à la machine. Tu vas plus vite que moi. (...) »

Enfin je reçus la nouvelle que l'Exécutif, répondant à ma demande, envoyait Manouilsky pour partager avec moi les lourdes responsabilités d'une situation qui pouvait facilement conduire à la scission du parti et à la perte de l'*Humanité.* La présence de Manouilsky à Paris me permettait de rentrer en Suisse pour la naissance de mon second enfant. Ma lettre du 10 septembre à Jenny le confirme:

« (...) J'espère pouvoir rentrer dans une semaine. J'ai reçu une lettre de l'Exécutif qui m'annonce l'arrivée d'un second délégué

pour être, avec moi, l'autorité suprême. Ce camarade doit être en route. Il est assez indépendant et intelligent pour que je puisse le laisser seul une quinzaine. Dès son arrivée je le mettrai au courant. Nous discuterons ensemble de la situation et de la ligne politique à adopter. Puis je m'échapperai. J'attends donc sa venue pour partir. »

Le 13 septembre, je me plains de solitude et d'ennui :

«(...) Ma vie ici passe monotone et grise comme le ciel. Il pleut, il fait froid et je m'ennuie. L'automne répand une mélancolie qui me pénètre jusqu'à l'âme. Il fait gris et froid dans mon cœur quand tu n'es pas là pour tout éclairer. Je hais cette solitude qui laisse le cœur avide de tendresse, ce silence où je me retrouve moi-même et qui m'empêche de travailler. C'est curieux comme l'être prend l'habitude de n'être pas seul. J'ai besoin, pour avoir l'esprit tranquille et appliqué au travail de te sentir proche, d'entendre tes pas, de savoir que tu vas revenir, ou que tu es là.

Et puis on s'habitue aussi à être trois. On n'est vraiment complet que lorsqu'un bambin gazouille et sautille autour de soi. Je crois que si nous nous retrouvions les deux seulement, avec tout notre amour, il nous manquerait une grande chose : l'enfant qui nous complète, qui nous rajeunit, qui nous charme ! Tu ne saurais croire combien Zou a rajeuni et rafraîchi mon caractère. Sa spontanéité, sa fraîche gaieté, sa joie de vivre sont communicatives. Les enfants ne nous vieillissent pas, ils nous communiquent leur jeunesse.

Et vous me manquez les deux tout d'un coup. Les pas que j'entends à mes côtés sont des pas étrangers, les voix qui m'arrivent ne sont pas les vôtres, il manque à ma vie tout le charme de ton regard, toute la grâce charmante de notre enfant, ces choses immatérielles et ténues qui font la beauté et l'ornement de la vie. Loin de vous, je ne vis point, au lieu de s'épanouir, mon âme se recroqueville.

(...) Il se peut que la police m'oblige à te rejoindre plus tôt que mon devoir ne me le permet. Hier j'ai été très nettement suivi pendant une heure au moins le long des quais. Et suivi de très près, au point que je me demandais si mon suiveur n'allait pas me parler et me mettre la main au collet. J'ai pu le semer en sautant dans un tram en marche, mais il me faut ouvrir l'œil. Le tout est sans doute de savoir si le type en question est un policier. Mais je pense bien que si tel est le cas, je ne tarderai pas à voir la surveillance s'établir aux abords du parti. Il se peut aussi que mon suiveur — étant donné que je ne l'ai remarqué que le long des quais — soit simplement un garçon qui cherchait une aventure. Ici, comme à Berlin, il n'y a pas que les femmes qui racolent. Je suis sur le qui-vive et m'apprête à disparaître. Cela me permettrait de rentrer plus tôt, mais je ne veux pas tricher ! »

Manouilsky était un dur. Je savais qu'il avait défendu et appuyé Bordiga en Italie et m'attendais à ce que nous ayons des discussions

assez vives, surtout après les désaccords que j'avais eus avec Zinoviev et Trotsky. Mais ce ne fut pas le cas. Je tenais à ce qu'il se fît une opinion personnelle de la situation et rentrai en Suisse vers la mi-septembre pour être présent à la naissance de mon fils. Manouilsky m'y adressa deux lettres qui confirmèrent notre identité de jugement:

«28 septembre 1922.

Je viens de recevoir les instructions. (...) L'Exécutif demande que le Comité directeur futur soit composé à la base paritaire du centre et de la gauche, ce qui provoque chez la gauche une déception. A la réunion de la gauche d'hier, elle s'est déclarée hostile à cette décision de l'Exécutif et Souvarine s'est prononcé en faveur du boycottage du Comité directeur. En même temps une très forte minorité en faveur des thèses de Renoult s'accentue dans toutes les fédérations...

... La situation est bien troublée et suivant le conseil de l'Exécutif, je propose de créer une commission des deux tendances sous la présidence effective de la délégation, pour régler toutes les questions litigieuses. C'est pourquoi je vous prie chaleureusement de venir le plus tôt possible. Il nous reste encore deux semaines au cours desquelles il faut faire tous nos efforts pour appliquer les instructions de l'Exécutif.»

Les directives que Zinoviev nous fit parvenir correspondaient exactement aux propositions faites par moi concernant la répartition des fonctions et l'abolition des fractions:

«(...) L'Exécutif charge ses délégués de déclarer au congrès, même sous la forme la plus catégorique et la plus énergique que si jusqu'à présent, par suite des circonstances, l'Internationale communiste tolère la formation de «tendances» ou de fractions *jusqu'au* congrès du parti, elle ne saurait en aucun cas accepter cet état de choses *après* le congrès. *L'Internationale communiste exige catégoriquement la dissolution immédiate et absolue de toutes les fractions.* L'Internationale communiste rappelle que dans la situation actuelle le maintien des fractions peut perdre littéralement le parti français.

Ayant appris que la gauche (Souvarine, Treint et autres) exige pour sa tendance les deux tiers des places au futur Comité directeur, le Comité exécutif de l'Internationale communiste déclare qu'il *ne soutient pas* cette exigence et la considère comme *erronée.* La gauche suit dans l'ensemble une ligne très juste et exprimant exactement les décisions de l'Internationale communiste; pour autant elle est et sera soutenue par l'Exécutif. Mais la collaboration véritable du centre et de la gauche, que ne cesse de réclamer l'Exécutif, n'est possible à notre avis que sur une base paritaire et si la confiance règne entre les camarades. L'Exécutif estime qu'aucun membre de

la droite, non plus qu'aucun des camarades qui n'accepteraient pas la ligne de l'Internationale communiste dans les questions fondamentales (front unique, etc.), ne doit être admis au Comité directeur. L'Exécutif exige que la totalité des membres du nouveau Comité directeur soient des communistes véritables, dévoués sans réserve à l'Internationale. Mais cela ne signifie pas qu'il faille assurer d'avance automatiquement les deux tiers des places à la tendance de gauche, telle qu'elle existe actuellement. L'Exécutif exige que chaque groupe de membres du Comité directeur (partisans de la gauche ou partisans du centre) comprenne un certain nombre d'*ouvriers* liés de la façon la plus étroite aux masses prolétariennes. Un accord entre la gauche et le centre sur la base de l'égalité et de la responsabilité personnelle de chacun des membres du Comité directeur devant le parti et devant toute l'Internationale est la seule issue possible à la situation.

Le Comité exécutif de l'Internationale communiste condamne catégoriquement la déclaration faite dans la presse par le camarade Frossard, d'après laquelle il n'accepterait plus le poste de secrétaire général et rentrerait dans le rang. Au point de vue personnel, le camarade Frossard, évidemment, a le droit de faire une telle déclaration. Mais dans l'état de choses actuel, le camarade Frossard, en soulevant une question personnelle de ce genre, exaspère au plus haut point la crise déjà grave du parti et fait un tort considérable à la cause. L'Exécutif demande instamment au camarade Frossard de retirer sa déclaration. L'Exécutif prévient qu'il *condamnera toute déclaration de ce genre, d'où qu'elle émane.*

Pour que le congrès de Paris ne devienne pas le théâtre de combats violents à l'excès, pour qu'il assure effectivement l'unité durable du parti sur le terrain des décisions de l'Internationale communiste et d'une lutte décisive contre la droite, l'Exécutif invite les deux tendances (gauche et centre) *à former immédiatement une petite commission paritaire sous la présidence des deux représentants de l'Internationale communiste.* Cette commission devra se rassembler régulièrement et préparer, pour être soumises à la décision du congrès (et au besoin à celle de l'Exécutif) toutes les questions les plus importantes. (...) »

A mon retour en France, après la naissance de mon fils, j'ai été fort soulagé d'apprendre que Manouilsky faisait les mêmes expériences que moi. Je l'écrivais à Jenny le 1er octobre 1922 :

« Je suis fort bien arrivé à destination hier matin à 11 heures. Aucune difficulté à l'entrée. Je me suis mis aussitôt à la recherche de Marcel (Manouilsky) avec lequel je suis resté en conférence tout l'après-midi et le soir jusqu'à 11 heures.

La situation n'est pas plus grave, mais il rencontre les mêmes difficultés que moi et désirait ardemment que je sois ici pour partager les responsabilités avec lui.

Les instructions venues de Zinoviev et de Trotsky sont absolument conformes à tout ce que je proposais. L'Exécutif me donne ainsi complètement raison et approuve sans réserve ma politique. Souvarine est furieux, Frossard plus rassuré. Mais le gros de la crise n'est pas encore liquidé. Les quinze jours qui vont venir sont décisifs. Marcel me dit qu'il sera nécessaire que je parte au Quatrième congrès immédiatement après le congrès français. C'est ce que j'avais prévu. Il pense aussi qu'il sera nécessaire que l'Exécutif me renvoie en France pour trois ou quatre mois après le congrès mondial, afin de continuer et d'affermir l'œuvre commencée. Il le proposera à Zinoviev. Aussi est-il possible que je revienne ici pour les mois d'hiver. Tout cela est encore très indécis. Je t'en parle seulement pour que tu saches quelles possibilités se présentent. »

Manouilsky me fit part de son accord complet avec moi et j'envoyai, à la veille du congrès, un dernier rapport à Zinoviev:

« Rentré il y a une semaine après dix jours d'absence, j'ai trouvé la situation générale empirée. Manouilsky qui, en toute indépendance, pendant mon absence, avait pu se faire une opinion, est en complet accord avec moi sur le jugement de la situation et sur la ligne politique à suivre. Notre collaboration est donc tout à fait complète et les instructions que nous recevons de vous nous orientent et nous aident.

Les votes des fédérations démontrent combien la gauche se faisait d'illusions quant à ses forces réelles dans le pays. Même avec l'autorité très sérieuse de Frossard et de Cachin, la bataille est dure et la minorité de Renoult s'affirme comme plus importante que les premières prévisions. Elle est en très grande majorité formée d'ouvriers, ce qui est aussi important. Le fait que Renaud Jean lui donne son appui est aussi assez grave, non pour les votes actuels (son appui vient trop tard pour porter), mais son intervention au congrès peut, sur certaines questions, déplacer un nombre de voix de la majorité.

Les thèses sur le front unique sont votées dans un nombre très sérieux de fédérations avec réserves. Ces réserves portent sur la partie électorale que Souvarine a insérée très impolitiquement dans la motion et qui a renforcé certainement le groupe Renoult qui exploite cette maladresse. Au lieu de discuter le front unique, le parti discute la question électorale. Cela jette une grande confusion, caractérisée par le fait que Barabant (conseiller général de la Côte-d'Or), après avoir voté la motion Verfeuil sur la politique générale, a voté la motion Frossard-Souvarine sur le front unique!

A la suite de votre télégramme, j'ai insisté auprès de Souvarine pour qu'il abandonne la partie électorale de sa thèse, mais il a déclaré que ce serait une capitulation devant Renoult. J'ai obtenu cependant qu'il la modifierait au congrès dans la commission des résolutions! Nous avons décidé avec Manouilsky d'intervenir pour remettre devant le congrès la question sur son véritable terrain.

La gauche se rend compte maintenant que si elle avait marché seule le congrès se serait divisé en grandes fractions dont la plus forte ne serait pas la gauche et que le parti aurait été ingouvernable.

Les relations entre le centre et la gauche sont de plus en plus tendues; le centre n'est nullement homogène. Frossard a groupé un grand nombre de camarades pour affaiblir Renoult, mais cette tactique a son côté faible, une aile du centre sympathise avec Renoult et manœuvre en sa faveur, Cachin le premier! La gauche voudrait diviser le centre et rejeter l'aile Cachin chez Renoult. Frossard a beaucoup de mal à maintenir l'unité de sa tendance et à la faire marcher droit avec la gauche. Cependant il ne veut à aucun prix rompre avec Cachin dont la popularité est grande et qui risquerait de déplacer la majorité, ou tout au moins de l'affaiblir tellement que la majorité serait difficilement capable de gouverner le parti.

Souvarine cherche à liquider Cachin non seulement de l'*Humanité*, mais encore du Comité directeur, chose qui nous paraît absolument impossible. Souvarine nous a déclaré qu'il refusait de siéger dans un comité où se trouverait Cachin! Heureusement que les autres camarades de la gauche ne le suivent pas sur ce terrain. (...)

(...) La décision de l'Exécutif concernant la parité a soulevé une très vive opposition dans la gauche et particulièrement dans le groupe Souvarine. Tandis que Rosmer, Tommasi, Vaillant, Dunois acceptaient sans difficulté la décision de l'Exécutif, se rendant compte qu'elle était la seule possible dans la situation présente, Souvarine et Reynaud conseillaient à la gauche de rentrer dans l'opposition et de ne pas accepter la collaboration dans ces conditions. Après de longs débats, Souvarine acceptait la volonté de l'Exécutif, à condition que la gauche aurait la majorité au Bureau politique et la direction de l'*Humanité*. C'était renvoyer le débat sur un autre point. Mais la parité était acquise ou à peu près. Sur la question de la majorité au bureau, Manouilsky et moi sommes d'accord avec la demande de la gauche et nous l'avons fait admettre à Frossard. La question de l'*Humanité* reste le gros point d'achoppement où notre politique risque fort de chavirer. Personne n'admet la proposition de l'Exécutif de répartir les postes à Moscou et les deux tendances veulent l'*Humanité!*

Connaissant cette situation, Manouilsky et moi avons convenu que notre dernière concession sur ce point serait la double ou triple direction, laissant à Cachin la direction politique honoraire et remettant la direction effective à la gauche qui propose Dunois à la direction, la direction politique appartenant au bureau. Cette proposition de conciliation dont nous n'avons parlé qu'à la gauche, étant entendu que tous nos efforts tendraient à évincer Cachin, a naturellement soulevé l'opposition violente de Souvarine. Dunois, par contre, l'admet facilement, affirmant qu'il pourrait faire tout ce qu'il voudrait le jour où il partagerait la direction avec Cachin. Seul Souvarine se montra intransigeant, déclarant en fin de séance que la gauche, dans ces conditions, devait se retirer et reprendre sa liberté d'action.

Devant l'opposition de ses camarades à une telle tactique, il dit que pour lui en tout cas il ne prendrait aucune responsabilité et, avec Treint, se réserverait pour plus tard. Je vous avais signalé, il y a un mois déjà, cette tendance de Souvarine à vouloir éviter les responsabilités. Il attaqua hier vivement la politique de l'Exécutif de vouloir l'union du centre et de la gauche et proclama la politique du tout ou rien, la politique du coup de force: une forte majorité au Comité directeur qui, pendant que les délégués rentrent chez eux, remplace Cachin à l'*Humanité!*

Manouilsky et moi jugeons impossible une telle politique qui irait à l'encontre de la volonté de la grosse majorité du parti. La crise n'en serait qu'aggravée. Nous ne pouvons imposer du dehors et artificiellement au parti une direction contre sa volonté. La gauche, avant de tout prendre, doit gagner la confiance du parti. Ce serait rendre un mauvais service à la gauche elle-même et à l'Internationale que d'imposer au parti des choses qu'il ne veut point. Souvarine voudrait aussi éliminer Frossard du Comité directeur. Il m'a dit qu'il jugeait que Frossard, s'il quittait le secrétariat général, devait se retirer complètement du Comité directeur pour ne pas gêner son successeur!

Le cas Frossard reste sans solution. Frossard, malgré nos interventions, maintient sa démission. Le congrès sans doute le renommera, mais je doute qu'il accepte. Il déclare qu'il est juste et nécessaire que la gauche ait un des grands postes responsables et qu'elle montre au travail ce qu'elle sait faire. Avec la majorité au bureau et le secrétariat, avec les nouveaux statuts, la gauche pourra faire entièrement sa politique. Il faudra, après ce congrès, beaucoup de doigté pour que la crise n'empire pas et n'aboutisse pas à un Livourne et nous craignons que Treint, dont parle Souvarine pour le secrétariat, et qui est très impopulaire dans le parti, ne puisse assumer de telles responsabilités

Le *centre,* je vous l'ai dit, manque d'homogénéité. Sa gauche remplit sincèrement ses engagements (Frossard, Ker, Soutif, Marrane, Paquereaux, Sellier, Garchery) et accepte la parité; mais sa droite s'est élevée aussi contre la décision de l'Exécutif, l'accusant de créer artificiellement une direction gauche au parti. Finalement, comme à gauche, la parité fut acceptée par l'unanimité de la portion du centre qui est d'accord pour désigner un grand nombre d'ouvriers, Frossard a proposé que chaque tendance désigne trois ou quatre leaders et le reste de militants ouvriers qui soient étrangers aux luttes personnelles et qui pourront remettre en place ceux qui voudront les raviver. Devant le cas Cachin que nous avons soulevé en présence même de Cachin, le centre s'est naturellement insurgé en disant: impossible dans ces conditions! Cependant Frossard, sentant la fermeté de nos critiques, a proposé lui-même au centre que Dunois soit nommé rédacteur en chef avec pleins pouvoirs de direction interne du journal, persuadé du reste qu'il ne fera pas mieux qu'aujourd'hui. Frossard serait d'accord aussi que Rosmer

ou un autre camarade de la gauche remplaçât Dunois au secrétariat général de l'*Humanité*. Le centre s'inclinera devant la décision de l'Exécutif d'éliminer complètement la tendance Renoult du Comité directeur. Cependant il se déclare prêt, si l'Exécutif l'autorise, dans un but politique et pour ne pas repousser complètement une grande fraction essentiellement ouvrière, de prendre à son compte et sur sa liste trois ouvriers de la tendance Renoult. Frossard croit que ce serait une mesure d'apaisement utile et qu'elle encouragerait la tendance Renoult au loyalisme. Il demande en tout cas, si cette demande est repoussée, de pouvoir désigner quelques ouvriers de la tendance Renoult dans la délégation au Quatrième congrès. Nous avons accepté ce point. De même Frossard a proposé, en son nom, à sa tendance et à nous-mêmes, une suggestion que je lui avais faite d'envoyer pour quelque temps Renoult comme représentant du parti à l'Exécutif. Cette proposition nous est adressée comme une requête et une grâce pour Renoult et nous sommes prêts à l'accepter puisqu'elle émane de nous.

Le centre s'engage formellement à opérer l'exclusion de la droite au congrès. Frossard et Cachin poseront, si c'est nécessaire, la question de confiance. Frossard croit pouvoir affirmer que le groupe Renoult ne se solidarisera pas dans le vote avec la droite et votera aussi son exclusion.

Nous avons vu Renoult comme vous nous le demandiez. Il a paru très surpris et très affecté de la décision qui l'élimine du Comité directeur. Une lettre de Leiciague lui laissait espérer le contraire. Il nous a dit que, pour lui, il n'insistait pas, mais que cette décision qui frappe au moins le quart du parti et une fraction ouvrière serait très violemment discutée par sa fraction et qu'il serait obligé de porter la question au congrès et de lutter pour les droits de sa minorité. Il nous a demandé de vous transmettre la proposition suivante que je vous ai télégraphiée hier: lui déclarerait à la commission et à sa tendance que, vu le blâme de l'Internationale, il se retirerait volontairement, mais à condition que deux ou trois ouvriers de sa tendance soient au Comité directeur. Il nous a affirmé que sa tendance sera disciplinée et qu'elle est prête, comme sur la question syndicale, à transiger sur d'autres points encore, prête même à accepter le front unique excepté sur le terrain électoral.

Nous l'avons assuré que nous transmettrions sa demande. Manouilsky et moi avons décidé de vous demander de nous accorder la liberté de juger ce cas ici selon les circonstances. Manouilsky entrevoit la possibilité de laisser Renoult lui-même rentrer. Je fais sur ce point des réserves. Mieux vaudrait trois ouvriers. Renoult est un continuel sabot au Comité directeur et le travail positif sera rendu difficile par sa présence. Mais il me paraît difficile d'évincer Renaud Jean qui est de la tendance Renoult.

En tout cas, si deux ouvriers de Renoult étaient admis, il faudrait qu'ils le soient sur la liste Frossard, sans amputer 50% de la gauche. Nous verrons la façon dont Renoult se comportera au congrès envers

la droite et envers l'Internationale. Répondez-nous télégraphiquement sur ce point. (...)

(...) La collaboration centre-gauche, si elle tient jusqu'au congrès, ce qui est encore problématique étant donné la tactique du tout ou rien de Souvarine et les haines tenaces de personnes dans le centre contre certains camarades de la gauche et réciproquement, sera fragile et seulement le travail et la dissolution loyale des fractions pourront la rendre féconde. Le congrès ne résoudra pas tout. La force réduite de la gauche nous empêche d'obtenir beaucoup. Mais un pas en avant sera fait si la droite est exclue et si les camarades de gauche utilisent les possibilités de travail qui leur sont données pour conquérir une influence grandissante et une confiance nécessaire dans le parti.»

Le 6 octobre, je faisais part à Jenny de mes doutes sur la solution de la crise:

«(...) Je viens de passer deux journées très pénibles. Nous avons siégé en permanence pour discuter avec les diverses fractions. Ça grince terriblement et nous doutons par moment pouvoir aboutir à une collaboration réelle d'éléments qui ne veulent pas collaborer. Je suis fatigué de toutes ces discussions qui deviennent de plus en plus des discussions personnelles. Mais je ne veux pas t'importuner de toutes ces difficultés. Je te les signale parce qu'elles te feront comprendre mon silence un peu long.»

Les discussions dans la commission mixte sur la composition du Bureau politique et la répartition des charges n'ayant pas abouti, nous décidâmes de trancher les questions litigieuses et d'envoyer aux deux fractions, centre et gauche, une formule d'arbitrage imposée par la délégation aux deux fractions, avec possibilité de recours au Quatrième congrès qui devait se réunir en novembre.

La formule sur laquelle nous nous sommes mis d'accord sans difficulté était la suivante:

«La délégation du Comité exécutif de l'Internationale communiste à votre congrès,

considérant que la collaboration du centre et de la gauche est absolument nécessaire à la vie et à la santé du parti et qu'elle ne peut se briser sur la question de la répartition des postes responsables,

considérant qu'un débat d'ordre personnel et mettant aux prises le centre et la gauche sur la question de la répartition des postes directeurs doit être écarté du congrès,

considérant enfin que la collaboration centre-gauche a été possible jusqu'à présent grâce à la discipline que les deux fractions ont montrée dans la préparation du congrès à l'égard des décisions de l'Internationale,

décide, pour éviter une rupture qui jetterait le parti dans le désarroi, de faire appel à la discipline des deux fractions à l'égard de l'Internationale pour se soumettre à l'arbitrage suivant prononcé par la délégation en vertu des instructions et des pouvoirs qu'elle a reçus:

1. Comité directeur: parité: 12 et 12. La voix des Jeunesses ne pouvant jouer le rôle d'arbitre dans un cas litigieux qui opposerait les deux fractions.

2. Bureau politique: parité: 3 et 3. En cas d'opposition, le cas serait tranché par le représentant de l'Exécutif.

3. Direction de l'*Humanité:* double: Cachin et Rosmer, Dunois restant au secrétariat du journal.

4. Secrétariat: Frossard; secrétaire adjoint: un camarade désigné par la gauche.

Les deux fractions gardent le droit d'en appeler contre cette décision au congrès international.

La fraction qui la repousserait, brisant ainsi sa discipline à l'égard de l'Internationale, prendrait devant le parti et devant l'Internationale la responsabilité de la rupture et de ses conséquences.

Comptant que votre fraction comprendra que notre arbitrage n'a eu pour but que le bien supérieur du parti et comptant sur votre esprit de discipline, nous vous adressons, chers camarades, nos cordiales salutations.

La délégation.»

La gauche accepta de fort mauvaise grâce, contre la volonté des durs, Souvarine, Treint et Suzanne Girault. Le centre refusa. Les conflits personnels allaient donc être portés à la tribune du congrès et les fractions pourraient se compter. D'ailleurs c'est ce qu'elles voulaient, la gauche, appuyée par l'Internationale, croyant pouvoir obtenir la majorité absolue.

Après le congrès de Paris, il me fallait repartir à Moscou pour le Quatrième congrès mondial. Une fois encore Jenny serait empêchée par le bébé de m'y accompagner — une nouvelle perspective de séparation assez longue. Le 2 octobre j'évoquais cette nouvelle séparation dans la lettre que je lui écrivais:

«Tu sais que mon plus grand désir est de vous avoir auprès de moi et que toujours je cherche à vaincre toutes les difficultés pour que nous soyons ensemble. Nous ne nous serions pas séparés et tu serais encore ici si nous n'avions pas eu Pierrot. Tu repartirais avec moi pour la Russie et nous ne nous quitterions pas s'il ne fallait prendre soin du petit. C'est lui qui nous a séparés et qui nous sépare encore. Et cependant il ne faut pas lui en vouloir ni regretter de l'avoir fait. Il ne nous sépare qu'en apparence. Au fond il nous

rapproche. Il est le fruit de notre amour. Il crée entre nous ce lien plus profond et plus vivace que ne le font les baisers les plus doux, il est la chair de notre chair, l'âme de nos cœurs. Et quand nous serons des vieux, notre amour plus calme trouvera dans nos petiots les joies pures et belles qui continueront celles de nos jeunes années. Je ferai tout ce qui est humainement possible pour que notre séparation soit courte. (...) Sans doute je suis ce qu'on appelle un homme politique international. Mais tu sais que la politique n'a pas mon cœur. Je sacrifie à une grande cause bien des heures qui nous seraient chères, mais je sais que notre amour périrait s'il avait en lui seul son but. L'égoïsme diminue tout et finit par tout tuer. C'est parce que, au-dessus de notre amour, nous servons un grand idéal, c'est parce que nous sacrifions au devoir social et humain bien des joies égoïstes que nous jouissons si intensément et si pleinement des heures où nous sommes entièrement l'un à l'autre. (...)»

Le jour de l'ouverture du congrès de Paris, dans la grande salle de la Grange-aux-Belles, siège de l'Union des syndicats de la Seine où se déroulent traditionnellement les congrès et assemblées ouvrières, la situation était très tendue. Manouilsky et moi avions établi nos quartiers dans l'un des bureaux de la CGTU où nous dormions et mangions en attendant les nouvelles qui nous parvenaient de la salle, prêts à intervenir si cela était nécessaire. Il était convenu que Manouilsky interviendrait au congrès au nom de l'Internationale et qu'avant cette intervention je regagnerais pour ma part la Suisse, la Grange-aux-Belles étant étroitement surveillée par la police.

Les nombreux représentants des partis frères présents au congrès avaient reçu des instructions pour n'intervenir que dans le sens de la politique de l'Internationale.

Le discours de Manouilsky ne réussit pas à ramener la concorde. Souvarine et Frossard s'affrontèrent devant le congrès. Après quelques incidents dramatiques et les tumultes qui en résultèrent, les motions des trois tendances sur la constitution des organes de direction furent mises aux voix.

Celle de la gauche acceptant l'arbitrage de l'Internationale recueillit 1516 voix; celle du centre réclamant pour lui la direction, 1698 voix; celle de la droite (Renoult), 814 voix.

Le centre l'emportant à une majorité relative, Manouilsky incita la gauche à proposer la parité pour le Comité directeur et à accepter toutes les fonctions dans le parti. La gauche obéit, mais le centre se retira pour délibérer et Cachin fit une déclaration au nom de son groupe: «Nous prendrons seuls la direction du parti!»

Au lendemain du congrès, les membres de la gauche occupant des fonctions dans le parti — Dunois, Souvarine, Reynaud, Martinet, Louis Bodin, Tommasi, Tourette, Treint — donnaient en bloc leur démission des postes dont ils avaient la responsabilité.

Ainsi, tout avait été vain et c'était l'impasse. Si Manouilsky et moi avions réussi à convaincre le centre et la gauche de présenter contre la droite une plate-forme politique commune, conforme aux thèses de l'Internationale, nous avions échoué à créer une atmosphère de collaboration confiante entre les deux fractions victorieuses. Or, nous incliner devant les décisions de la majorité qui s'était dégagée au congrès, c'était abandonner le parti français à la direction exclusive du centre, un centre qui s'était bien rallié à la politique de l'Internationale, mais dont les origines politiques, la mentalité, le style suffisaient à nous persuader que son ralliement était précaire. C'était donc s'exposer à un retournement ultérieur d'alliance, à l'éventualité d'une coopération entre le centre et la droite (dont les affinités doctrinales profondes étaient plus évidentes que les divergences tactiques), coopération qui aurait certainement abouti à détacher tout à fait le Parti communiste français de l'Internationale, à remettre en cause les résultats de la scission de Tours et probablement conduit à une réunification de tout le mouvement socialiste français sur une base longuettiste. Nous incliner devant les décisions de la majorité, c'était encore abandonner nos seuls alliés fidèles — la gauche — ceux qui, avec maladresse souvent, mais avec beaucoup de foi et de dévouement, croyaient dans l'Internationale de Lénine. Mais, d'un autre côté, rien ne pouvait faire que, publiquement, après la défaite politique caractérisée infligée à la droite du parti par l'union de la gauche et du centre, la gauche à son tour n'ait été battue politiquement par le centre. Annuler les décisions du congrès qui avaient résulté de cette défaite, imposer d'autorité la participation des éléments de gauche aux organes de direction eût été nécessairement interprété comme un coup de force que ses statuts donnaient à l'Internationale le droit d'accomplir, mais qui eüt témoigné de l'incapacité où nous étions de gagner la classe ouvrière française au bolchevisme par la voie normale de la discussion politique.

De toute façon, nous récoltions ici les fruits amers des conditions dans lesquelles la scission avait été pratiquée à Tours. Il apparaissait clairement que la fusion ne s'était pas opérée entre les deux courants qui étaient sortis vainqueurs en 1920, entre le courant représenté par le Comité de la Troisième Internationale qui avait ardemment

cherché à se placer sur les positions du bolchevisme et le courant de l'aile gauche de la Reconstruction, dont le ralliement à la Troisième Internationale n'avait été probablement qu'une habileté passagère pour s'emparer de la direction du Parti socialiste en profitant de la vague qui portait les masses ouvrières à regarder du côté de la Russie soviétique.

J'appris en Suisse l'échec de tous mes efforts pendant plus de cinq mois. Je partais donc pour le Quatrième congrès mondial la tête basse, persuadé que je serais rendu responsable de cette situation, alors que j'avais fait mon possible pour éviter la scission du parti qui m'apparaissait dès lors presque inévitable.

IX

LE QUATRIÈME CONGRÈS MONDIAL

Impressions personnelles

C'était la première fois que je me rendais à Moscou avec un passeport absolument en ordre. J'avais obtenu à Paris, sans difficulté, un visa de transit à travers l'Allemagne que le consulat allemand en Suisse m'avait toujours refusé.

Je partis le 25 octobre et, de Berlin, j'écrivais le 27 à Jenny mes impressions:

«Je t'ai envoyé hier un télégramme t'annonçant mon arrivée ici. Tout s'est fort bien passé à Bâle. On ne m'a rien demandé. Je me suis mis immédiatement en rapport avec nos agents de liaison. Ce fut laborieux. Comme je n'ai pas de mandat du Parti communiste suisse ou de l'Exécutif, les jeunes chargés de filtrer les arrivants me considérèrent comme suspect. Heureusement que Brandler et d'autres camarades se sont trouvés là pour m'identifier. Après, cela est allé tout seul et je continuerai mon voyage samedi déjà. Je suis heureux de ne pas traîner mon ennui plus longtemps dans les rues de Berlin. Si la grève des marins continue, je partirai par chemin de fer via Riga. Sinon j'irai par bateau, Stettin–Petrograd. Je préférerais cette seconde solution, mais les marins de Stettin sont en grève et il est probable que je ferai le voyage en chemin de fer. Pas question d'avion. Cela te soulagera.

La vie ici est terriblement chère pour les Allemands et bon marché pour nous, avec le change. Mon billet 2e classe Bâle–Berlin: 12 francs, alors que celui de Neuchâtel à Bâle, 3e classe, me coûtait 10 francs. On mange bien pour 500 à 600 marks, ce qui fait 80 centimes! Mais pour les ouvriers allemands, c'est la grande misère et l'impossibilité d'acheter pour se nourrir convenablement. Les hôtels toujours garnis sont très chers par contre. Je paie ma

chambre près de 2000 marks par jour, ce qui fait 3 francs suisses. C'est peu pour nous mais pour ici c'est énorme. Ce sont les *Valuta-Preise* pour les étrangers, y compris les impôts de toute nature.

Me voilà donc roulant et courant de nouveau le monde. (...)»

Le 29 octobre, le train Berlin–Riga emmenait une quantité de délégués pour le Quatrième congrès mondial. Je communiquai mon départ à Jenny en lui griffonnant du train:

«Me voilà en route pour Riga. Deux journées bien remplies à Berlin, courses multiples pour faire des achats avec des camarades. Longues randonnées chez Wertheim avec Manouilsky pour acheter des jouets pour ses gosses et des souvenirs pour sa femme. Démarches pour passeports, billets, argent, etc.

Depuis deux heures nous roulons, fort mal installés dans un wagon de 3e classe archicomble. Il est bientôt minuit et je ne puis dormir ni me reposer, bien que je sois fourbu. Et mes pensées vont vers toi. J'ai terriblement l'ennui, je me sens bien las, bien seul et bien triste, ce soir surtout. Je ne puis écrire bien long parce que le train me balance et rend ma plume incertaine. (...) Tout va bien. Nous serons à Moscou probablement mardi ou mercredi. (...) Notre train emporte Serrati, Bombacci, Graziadei, Souvarine, Voya (Vouiouvitch), Rosmer, Manouilsky, Valetzki et des quantités d'autres, Clara Zetkin, Varga. Chacun demande de vos nouvelles.»

A Riga, ce fut un nouveau jour d'attente:

«Nous voilà dans cette assommante petite ville. Toute la journée nous avons promené notre ennui des restaurants dans les ambassades et dans les magasins. Nous partons ce soir à 10 heures pour la Russie. C'est un gros convoi et nous serons entassés. De mauvaises conditions de voyage qui nous laisseront bien fatigués. (...)»

Le 1er novembre, je donnais, de Moscou, mes premières impressions et exprimais mon incertitude quant à mes fonctions futures:

«Me voici tranquillement installé dans notre vieux Lux devenu propret et confortable et, bien que je sois très fatigué par notre long voyage bien incommode, je veux un peu bavarder avec toi avant de m'endormir.

C'est avec plaisir et non sans une profonde émotion que j'ai retrouvé Moscou sous la neige. Notre vieux Moscou révolutionnaire délabré et négligé avec ses attelages rustiques, ses minuscules traîneaux qui filent vite sur la chaussée glacée, ses habitants tout emmitouflés dans des peaux de mouton.

Tout cela m'a rappelé notre hiver dernier. Ici je me sens chez moi, en pays ami, dans cette bonne atmosphère de vraie camaraderie qui manquait tant en France.

Et puis j'ai revu le Lux transformé, plus propre, sans odeurs de cuisine et sans cohues à table. Mais le Lux quand même, avec ses

longs corridors sombres, ses recoins connus, ses chambres pleines de souvenirs de congrès... et d'amour!

Nos deux chambres sont occupées par Kuusinen et sa famille. J'y ai passé l'heure du coucher du soleil et j'ai revu cet horizon de feu, avec les fumées bleues, les coupoles d'or qui flamboient, tout ce paysage si familier que nous avons si souvent contemplé et admiré ensemble. J'ai revu nos meubles. C'était comme un pèlerinage bien doux dans notre passé récent. Et j'ai regretté que tu ne sois pas là pour revivre ces souvenirs chers.

J'ai retrouvé les amis, nombreux, les petites femmes de chambre et tous m'ont parlé de toi, de Zou, avec cette bonne affection de camarades qui vous ont conservé un souvenir ému. J'ai vécu tout cela en quelques heures. Et j'ai vu Rakosi, Kuusinen, Zinoviev. J'ai discuté beaucoup, raconté, devisé. (...)

Avant de descendre déjeuner, je veux finir cette lettre commencée hier soir, afin de l'envoyer le plus tôt possible. On mange maintenant au restaurant qui se trouve à côté de la boulangerie, au coin de l'hôtel, tout en bas. C'est spacieux et très propre. Le menu n'a guère varié. Cependant on a du pain blanc le soir et le matin et du pain bis à midi. Je mange avec meilleur appétit que l'an dernier.

(...) Mon sort est encore incertain. J'avais conçu le gros espoir à Berlin et en route que l'on me renverrait en Suisse après l'échec de mon travail en France. Mais Kuusinen m'a dit hier qu'on aurait certainement besoin de moi encore, soit comme représentant à l'étranger, soit ici. Zinoviev m'a demandé si tu étais revenue avec moi et quand je lui ai dit que tu étais restée en Suisse puisque j'ignorais si je serais libéré après ce congrès, il a paru étonné qu'on puisse avoir une telle pensée et a dit seulement: «On verra après le congrès.» Ainsi incertitude à peu près totale! Cela ne va pas te rassurer sans doute. (...)»

Puis le travail commença, intense comme toujours à la veille des congrès, par un voyage à Petrograd pour l'ouverture solennelle du congrès et la célébration du cinquième anniversaire de la Révolution russe. Avant le départ, j'écrivais à Jenny:

«Les journées sont bien remplies par de multiples séances: secrétariat, Profintern, Presidium, Exécutif élargi. A mon grand étonnement, je suis resté secrétaire et l'on m'a réinstallé dans un vaste bureau de Moravaïa. Il est vrai que je ne sais encore quel sera mon département et mon travail, mais c'est la preuve qu'on veut me conserver au service de l'Internationale. Kuusinen pense que ce serait très utile que je reste ici comme secrétaire des pays latins ou que je retourne en Italie ou en France. Mais tout cela n'a la valeur que de coups de sonde. Welti, que j'ai vu, me demande instamment de rentrer en Suisse romande. J'espérais qu'après l'échec de ma mission en France ce plan serait facilement réalisable. Mais je

m'aperçois qu'on ne m'impute pas l'échec de notre politique en France et qu'il y a bien peu de chances que je rentre en Suisse.

Je retrouve ici la sympathique cohorte de bons et fidèles camarades, les intimes, Overstræten, Jansen, Voya et tous les autres. Atmosphère réconfortante après ce stage au pays des loups et ce serait parfait si... tu étais là! Il manque toujours l'essentiel. (...)

Dans quelques heures nous partirons pour Petrograd où nous resterons trois jours pour l'ouverture du congrès et les fêtes de l'anniversaire de la Révolution. Nous reviendrons à Moscou mardi matin pour recommencer les cérémonies d'ouverture et les fêtes. Nous partons en deux trains spéciaux.

Moscou reprend vie rapidement. Cet été on a réparé pas mal les rues et les maisons. Beaucoup d'édifices sont repeints de neuf et tout pimpants. Les trams sont plus nombreux, la vie plus intense et plus active partout.

Je n'ai pas encore vu Trotsky qui est fort occupé. Manouilsky est parti hier pour Kharkov où il doit rester quelques jours. (...)

Je t'écris d'une séance du secrétariat où l'on discute de notre quotidien du congrès en trois langues. (...)»

Au fur et à mesure que les journées passaient, je dus me convaincre que l'Internationale ne me laisserait pas rentrer en Suisse. Cependant il ne m'était pas encore possible de faire des projets, ignorant le travail qui me serait attribué. Rentré de Petrograd, j'écrivais:

«Depuis ma dernière lettre nous avons vécu des journées bien fatigantes. Notre voyage à Petrograd, si riche en impressions profondes et prodigieuses, notre retour à Moscou pour les fêtes de l'anniversaire, fêtes formidables et grandioses, tout cela coupé de séances du présidium et absorbé par la préparation du congrès. Je m'attendais après mon échec en France que l'Exécutif me renvoie en Suisse. Mais de plus en plus je m'aperçois que Zinoviev n'a nulle envie de se séparer de moi. Au contraire, il paraît apprécier beaucoup mes capacités et vouloir m'attacher plus fortement à l'Internationale. Dans toutes les parades, alors que je me tenais modestement à l'écart, laissant aux grands partis et à ceux qui aiment à se montrer le soin de s'avancer, Zinoviev me faisait chercher. Il me fait assister aux séances du présidium et vient de me faire nommer secrétaire général politique du congrès, poste qui demandera une grande somme de travail et qui comporte de grosses responsabilités. Enfin je suis désigné par le présidium dans les commissions les plus importantes: française, italienne, espagnole. Bref, je m'aperçois que, loin de baisser, mon crédit a fortement augmenté et j'en suis fort embêté, je l'avoue. Je vois mes plans de rentrée en Suisse tout à fait compromis par cet attachement de l'Internationale. Cela ne préjuge sans doute rien. Mais c'est quand même un indice que l'on me juge utile à l'Internationale. Me renverra-t-on en Occident? Peut-être! Peut-être aussi me gardera-t-on ici. Dans ce cas seras-tu d'accord

de venir m'y rejoindre avec les mioches? La vie économique ici est beaucoup plus facile que l'hiver passé et je crois qu'il n'y aurait pas de danger pour Pierrot. Je rentrerais, cela va sans dire, vous chercher et j'arrangerais notre voyage de façon à ce que tout se passe sans difficultés.»

Le jour suivant, dans une très longue lettre, je racontais le déroulement des manifestations à Petrograd:

«J'essayerai aujourd'hui de te donner un bref aperçu des quelques journées de fêtes à Petrograd qui nous ont laissé un inoubliable souvenir. Nos camarades russes sont vraiment admirables de dévouement. Leur hospitalité enthousiaste et prodigue dans des temps si difficiles pour eux est touchante.

Vendredi soir donc nous partions en bande pour Petrograd. Deux longs trains spéciaux formés de wagons-lits emportaient plus de 200 délégués. Dans tous les coupés des gerbes de fleurs d'automne, chrysanthèmes blancs et roses, du linge blanc, tout le confort désirable et une propreté méticuleuse que je ne connaissais point ici. Au wagon-restaurant où nous prenions nos repas, même abondance de fleurs, même propreté. En route, à Tver, les élèves de l'école d'officiers rouges nous attendaient à la gare où nous avons fait des meetings. Après quinze heures de voyage nous débarquions à Petrograd, salués par une salve d'artillerie, par les fanfares et les cloches qui sonnaient à toute volée. Sur la place de la gare nous fîmes un premier meeting au milieu d'une foule enthousiaste, puis en bande, mélangés à la foule qui nous suivait, nous nous sommes rendus à Smolny où un dîner nous était offert par le soviet. Jusque dans les plus petits détails, tout était plein de prévenances et d'attention: vaisselle spéciale faite tout exprès pour le Quatrième congrès. Dans l'après-midi, tous les délégués furent répartis dans les usines où des meetings avaient lieu. J'ai été acheminé moi-même sur une usine de 2000 ouvriers qui travaillent le cuivre et l'aluminium, ancienne usine Rosenkranz, maintenant appelée le Viborg rouge, qui appartenait autrefois au consul belge de Petersbourg qui y habitait une villa.

Jamais je n'oublierai ce meeting dans le grand hall de l'usine, au milieu de ce décor de travail. Au fond, la fonderie dont les fours jetaient des lueurs rouges, au premier plan les machines, les laminoirs, les pilons monstres, les transmissions, les grands treuils qui se promenaient au plafond, et surtout ces deux mille ouvriers attentifs et enthousiastes, en habit de travail, les yeux avides, heureux de saluer un frère d'Occident. Beaucoup d'entre eux furent parmi les pionniers de la Révolution. Cette usine était un des fiefs des bolcheviks déjà avant la Révolution d'octobre. Placée au cœur du quartier le plus révolutionnaire de Petrograd, elle était l'avant-garde du mouvement. Ces travailleurs massés autour de la tribune furent parmi les lutteurs des premiers jours. Ce sont eux qui prirent d'assaut la prison politique qui dresse ses murs non loin de l'usine et qui

libérèrent les captifs, ce sont eux qui désarmèrent les cadets, dont la caserne est proche aussi. Pendant quatre années ils ont lutté et souffert du froid, de la faim, des épidémies et des coups redoublés de la contre-révolution. Pendant un an ils ont fait effort pour relever la productivité de leur usine, enfin à eux. Et après tant de souffrances et d'efforts, après cinq ans de luttes titaniques, ils ne sont point fatigués, point las, ils sont aussi vibrants, aussi enthousiastes qu'au premier jour. Leur usine est revenue à la production d'avant-guerre, avec la journée de huit heures et la journée de six heures pour les travaux malsains, fonderie, bains, etc. J'ai visité leur usine avec ses turbines électriques propres et bien entretenues. L'usine a du combustible pour un an devant elle et du travail en abondance. Petrograd reprend vie. Ces usines, désertées pendant quatre années, mortes parce que les ouvriers étaient sur la rue, au travail révolutionnaire, sur les barricades, ces usines crachent de nouveau leur fumée noire. La classe ouvrière qui a vaincu travaille pour elle, consciente de la grande œuvre qu'elle a accomplie et qu'elle accomplit encore, hier dans la rue, aujourd'hui au travail.

Une musique, formée d'enfants d'ouvriers, nous précédait à l'usine. Sur la tribune, quelques ouvriers, les chefs de l'usine nommés par les ouvriers, communistes et sans parti. J'ai parlé! Que pouvons-nous leur apporter à ces héros du travail et de la lutte? De pauvres paroles de sympathie, des phrases où nous mettons notre cœur, notre foi, nos espérances. C'est si peu en regard de ce que ces simples nous enseignent par leur exemple, par leur vie, par leurs sacrifices et leurs luttes. J'ai parlé et on m'a traduit, puis j'ai parlé encore, ne pouvant me détacher de ce merveilleux contact avec cette masse ouvrière. Ces quelques minutes de communion avec le peuple me faisaient oublier les six longs mois passés dans cet état-major français si peu vivant, si peu croyant. C'était si bon de se replonger dans la masse des simples travailleurs, des vrais grands hommes. Puis un ouvrier est venu me remercier et nous nous sommes embrassés fraternellement. A ma descente de la tribune, c'étaient des centaines de bras qui se tendaient, des mains noires et calleuses, si réconfortantes. Un petit vieux, sans parti, est venu m'embrasser encore, la barbe sale, tout embroussaillée, et puis une dizaine de bras robustes m'enlevèrent et me portèrent, musique en tête, hors de l'usine, à la salle du comité d'usine.

J'ai pensé alors à nos pasteurs guindés, à cette fraternité de façade et de convenances de nos Eglises, j'ai pensé à cette momie pastorale de W. Monod et une fois de plus j'ai compris profondément, avec tout mon être, que la vraie fraternité, la religion vivante, agissante, le christianisme vrai est ici et non pas là, chez ces pauvres travailleurs qui sont des simples et sans doute bien imparfaits, mais qui ont un cœur, une volonté, une vie de sacrifices à leur grand idéal d'humanité renouvelée. Ce bain populaire m'a fait beaucoup, beaucoup de bien et m'a redonné un élan nouveau, une foi nouvelle dans le peuple et dans notre cause.

Après le meeting, de multiples questions me furent posées sur le parti et le mouvement français, puis un ouvrier qui habitait près de l'usine m'invita avec quelques autres à aller manger un morceau chez lui. Un intérieur d'ouvrier pauvre, un véritable foyer russe, propre mais bien modeste. Nous avons mangé de la saucisse, du pain, des concombres et bu de la bière. Je me suis renseigné un peu sur leur vie actuelle. Les travailleurs sont contents. Leur niveau de vie est à peu près ce qu'il était avant la guerre. Ils mangent mieux mais sont moins bien habillés. Tous les jours leur situation s'améliore en même temps que la situation économique générale du pays.

J'ai été vraiment étonné de la rapidité avec laquelle la Russie renaît. Je ne reconnais point cette Russie que j'ai vue en 1920 et encore au mois de mars de cette année. On sent que le peuple est maintenant heureux et qu'il voit que ses efforts contribuent directement à améliorer sa vie.

A l'hôtel où nous étions, des fleurs partout, des repas copieux servis dans la plus belle vaisselle des tsars, aux armes des Romanoff. Il y a six ans, cette vaisselle servait encore aux grands dignitaires. Aujourd'hui elle est pour les représentants du peuple!

Le lendemain la pluie tombait à flots. Et l'on songeait à supprimer la parade, craignant que le peuple n'ait renoncé à défiler par des chemins boueux et sous la pluie torrentielle. Dans les quartiers, des masses attendaient et la parade eut lieu sous la pluie et dans le dégel. Nous sommes allés d'abord déposer des couronnes sur les tombes des victimes de la Révolution, puis pendant trois heures nous avons assisté au grand défilé du peuple de Petrograd, 200 000 personnes au moins, sous l'averse, mais le visage joyeux et les yeux brillants.

Le soir, ouverture du congrès au théâtre, le lendemain matin, parade militaire devant le Palais d'Hiver, l'après-midi séance solennelle d'ouverture du nouveau soviet de Petrograd. Le soir nous repartions pour Moscou, éreintés, mais riches d'impressions prodigieuses.

Ici, à Moscou, tout recommençait. Du train à la place Rouge en tram. A 11 heures s'ouvrait la grande parade de Moscou par un temps heureusement beau, parade sans précédent qui dura de 11 heures du matin à 6 h. 40 du soir; la garnison de Moscou d'abord, merveilleusement équipée, puis le peuple défilant sur rangs de vingt ou trente pendant plus de cinq heures. Plus d'un demi-million d'ouvriers ont défilé et les derniers qui attendaient leur tour depuis 11 heures du matin étaient aussi vibrants que les premiers. La nuit était tombée sur cet interminable défilé et les masses marchaient toujours... Impression de force, de force populaire, merveilleux esprit. «Jamais, nous disait Boucharine, depuis le début de la Révolution, nous n'avons vu un meilleur état d'esprit des classes ouvrières.»

Ce qui m'a frappé surtout, c'est l'habillement et la chaussure de ces masses. Soixante pour cent au moins de ceux qui défilaient étaient bien vêtus et chaussés de galoches. Une vraie résurrection, et une

~~Ka~~ Haben Sie etwas dagegen,
daß ich mit Ihnen regelmässig
(d.h. jeden Mittwoch u. Freitag)
ungefähr 15-20 Minuten
über laufende wichtigste
Dinge konferiere?
D.h. Sie machen mich
aufmerksam wenn
etwas wichtiges passiert
ohne unsere politische
[illegible] u.s.w.?

BILLET DE BOUKHARINE CONCERNANT LES DISCUSSIONS EN APARTÉ





1925 — RETOUR A MOSCOU
PREMIÈRES PHOTOS POUR NOS PIÈCES D'IDENTITÉ





1926 — VACANCES EN CRIMÉE

résurrection faite dans l'année de la famine. Si cet élan se poursuit pendant quelques bonnes années, ce peuple sera parmi les premiers et des plus heureux. Tandis qu'en Occident, dans le monde bourgeois, le niveau de la classe ouvrière baisse et que la vie économique, lentement, va à la ruine, ici, après les grands soubresauts révolutionnaires et leurs souffrances inévitables, c'est le relèvement rapide et constant du niveau de vie des ouvriers et la résurrection de la vie économique. Les grands travaux d'électrification se poursuivent activement, partout on travaille et la nouvelle politique économique, loin de redonner à la bourgeoisie ses privilèges, est bien une politique prolétarienne. Les plus grands magasins à Petrograd, à Moscou, sont des entreprises d'Etat, ou de la municipalité, ou des coopératives. Toutes les grandes usines sont nationalisées et le restent. Les petits patrons sont traqués par les tribunaux populaires pour la moindre infraction aux lois du travail. En réalité on amuse beaucoup les bourgeois étrangers avec les concessions, mais la classe ouvrière reste maîtresse des usines et n'entend pas les rendre.

Bref, mes impressions sont très, très optimistes.»

Les séances du congrès ont commencé le 11 novembre. J'en raconte à Jenny des détails qui ne figurent pas aux comptes rendus officiels:

«11 novembre 1922.

J'ai reçu le 9 au soir ta lettre mise le 1er novembre à Boudevilliers. Elle était arrivée à Moscou le 8. Ainsi en une semaine les lettres arrivent directement. Plus besoin d'utiliser notre appareil de liaison de Berlin qui met plus de temps. (...)

Ici la vie est intense et pour moi il n'y a pas une minute de repos; nommé membre d'une foule de commissions, secrétaire de deux d'entre elles, secrétaire général du congrès, tenant en main toute la liaison avec les délégations et avec notre appareil. Cela suffit pour remplir toutes mes journées et le soir, je rentre fatigué, je me couche et je dors bien.

Le congrès a commencé et nous vivons presque entièrement au Kremlin. Le matin nous déjeunons au Lux et à 11 heures déjà commence la séance du congrès au Kremlin. Nous y dînons à 4 heures et reprenons les séances à 6 heures, soit du congrès, soit des commissions, sans rentrer au Lux. Nous n'y revenons qu'à 10 ou 11 heures du soir, pour souper. (...)

On parle sérieusement d'une réorganisation de tout le Comintern. C'est l'éternelle chanson. On supprimerait l'Exécutif formé des représentants de tous les partis et on nommerait au congrès, et pour un an, un présidium composé de quelques camarades éprouvés et de représentants des grands partis. Ce présidium se diviserait en deux ou trois bureaux: bureau d'organisation, bureau politique, etc. Sera-ce pour moi la libération? Je le souhaite, mais je n'ose l'espérer.

Je risque bien d'être dans le petit nombre des élus qui formeront le présidium. A moins que Welti n'insiste assez fort pour qu'on prenne enfin la Suisse au sérieux.

C'est donc toujours l'énigme quant à mon avenir. Mais si je reste ici, je suis décidé à vous faire venir, si tu es toutefois d'accord. »

« 14 novembre 1922.

(...) Ici le congrès se traîne assez péniblement. La discussion n'est pas très élevée et sans grand intérêt. Hier cependant nous avons eu un rapport très intéressant de Lénine sur la nouvelle politique économique et aujourd'hui Trotsky l'a complété. Cela a clairement élucidé bien des questions un peu troublantes pour beaucoup sur le cours et les conséquences de la nouvelle politique économique.

D'après nos plans officiels, on espère finir le congrès le 26 novembre. Mais je serais heureux si nous pouvions le terminer pour le 1er décembre. Je crains bien qu'il ne dure encore au commencement de décembre. Nos calculs sont faits d'une façon très optimiste. Toujours pas de nouvelles sur les projets de l'Exécutif en ce qui concerne son organisation future et ma libération éventuelle. Une commission a été nommée pour étudier cela. Elle ne se réunira que dans quelques jours.

La question française n'avance guère. On espérait que Frossard viendrait et la situation créée par le congrès de Paris est si confuse qu'on ne sait comment en sortir. Quelle que soit la solution, elle ne mettra pas fin à la crise du parti. Mon travail est toujours considérable. Hier, après la séance du congrès qui a duré jusqu'à 5 heures, j'ai eu à 6 heures la séance du présidium, à 7 heures la séance de la Commission italienne, avec les communistes italiens, et à 8 heures une commission avec les Serratiens; à 10 heures la Commission espagnole, jusqu'à 2 heures du matin. Aussi ce soir je dormais à moitié pendant le discours de Trotsky. »

« 16 novembre 1922.

(...) Le congrès continue très lentement ses travaux. J'ai toujours beaucoup à faire, mais le travail du secrétariat général me fatigue moins que les traductions que j'ai laissées complètement à d'autres, cette année. Cependant nous avons de nombreuses séances de commissions. J'ai été nommé dans deux nouvelles, celle qui prépare le plan de travail et d'organisation de l'Exécutif et celle qui étudiera les questions irlandaises. Zinoviev me fourre partout avec un entrain et une confiance dont je me passerais volontiers et qui ne me disent rien de bon en ce qui concerne ma libération. (...) Je ne sais ce qu'on fera de moi. Les Français aimeraient que je retourne chez eux. J'y tiens, je l'avoue, fort peu. L'Internationale aura sans doute besoin de représentants à l'étranger, en France, en Italie, en Angleterre, mais elle aura aussi besoin de forces capables ici, pour le travail central. Je ne doute point que je resterai au service du Comintern, mais où, tout est là. Et personne ne le sait encore. (...) J'espère encore

retourner en Occident, ce qui arrangerait bien les choses. Ce serait plus facile pour vous de vivre à Paris, à Rome ou à Londres qu'à Moscou. Ce serait en tout cas plus facile d'y aller avec Pierrot. Mais sur tout cela plâne encore le mystère et je ne saurai rien de précis avant la fin du congrès, c'est-à-dire avant la fin du mois.»

«18 novembre 1922.

Nous venons de terminer une semaine bien chargée. Nous avons eu aujourd'hui deux séances du congrès consacrées au programme de l'Internationale; trois longs discours de Boucharine, Talheimer et Kabaktchief. Heureusement la deuxième séance ne fut pas trop longue. A 8 heures nous rentrions au Lux, ayant devant nous un soir et une journée de repos complet. Je me sens bien fatigué. Le congrès continue à se traîner sans grand intérêt. Les commissions importantes chôment. Aujourd'hui sont arrivés Renoult, Cachin et Ker, de sorte que la Commission française pourra se réunir de nouveau à partir de lundi.»

«19 novembre 1922.

Journée de repos qui fait du bien. Ce matin j'ai voulu refaire une de nos promenades favorites: le Jardin zoologique par le boulevard qui était blanc de neige. Des quantités de bébés encapuchonnés, aux joues roses, y prenaient leurs ébats comme l'année passée, et j'avais le cœur gros de ne pas voir notre petite Zou trottiner devant moi dans son long manteau ouaté. Le jardin était fermé et je m'en suis revenu lentement par le boulevard extérieur et le marché de Smolenski. Toujours le même grouillement de vendeurs et d'acheteurs, des petites chèvres, des petits porcs que Zou aimait à regarder et je suis rentré, solitaire toujours, dans la boue de l'Arbat, jusqu'au Lux. Fatigué de la longue promenade, mais reposé des travaux du congrès. (...)

Ensuite je suis allé au Kremlin pour dîner et me voici revenu dans ma grande chambre. J'attends l'arrivée de Renoult qui doit venir me voir un instant, puis j'irai finir ma journée à la soirée d'ouverture du congrès de Profintern, à la Maison centrale des syndicats, près du Grand-Théâtre. Il y aura des discours et de la musique, des chants et des danses russes.

Les vivres sont relativement moins chers que l'année dernière. Les petits pains français 300 000 roubles, le pain noir 350 000 à 400 000 roubles la livre et les salaires sont de 200 millions environ. C'est dire que la population a plus de facilité à vivre, mais nous sommes dans une nouvelle phase de hausse à cause des mauvais chemins qui rendent les transports impraticables à la campagne, jusqu'à ce qu'on ait les chemins de neige.

Je ne sais encore combien de temps durera ce congrès. Il se peut fort que nous en ayons encore pour une quinzaine de jours, en tout cas pour dix jours bien remplis.»

«23 novembre 1922.

(...) Les travaux du congrès se poursuivent très, très lentement. Nous ne finirons pas avant le 3 décembre et aussitôt reprendront les séances de l'Exécutif élargi pour les diverses nominations. Tout cela durera sans doute jusqu'au milieu de décembre et ce n'est que vers Noël que je serai définitivement fixé et libre d'aller vous rejoindre. Il y a un plan de travail de l'Exécutif qui diffère beaucoup de l'organisation précédente. Nous aurons des représentants en Italie, en France, en Angleterre, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, en Norvège, en Amérique. Il restera trois secrétaires, dont un secrétaire général, 9 membres du présidium nommés directement pour un an. Dans tout cela il y aura sûrement un poste pour moi. Lequel? J'ignore et je l'ignorerai jusqu'au bout. Mais sans doute je ne rentrerai pas travailler en Suisse. Je n'y passerai que pour vous chercher et m'installer avec vous dans un coin quelconque du monde. (...)

La question française est toujours un point interrogatif. Cachin, Ker et Renoult sont arrivés pour s'entendre copieusement engueuler. Ils ont l'échine souple et encaissent tout, ici. C'est une bande de pleutres qui n'ont pas le courage de soutenir leur position. C'était bien la peine de faire tant de saletés au congrès de Paris!»

«26 novembre 1922.

(...) Les grosses questions, France, Italie, etc., ne sont pas encore liquidées, mais on voit déjà à peu près ce que sera la décision. En France, un ministère de concentration des trois tendances, sur la base de la représentation proportionnelle: 10 gauches, 10 centres et 4 Renoult. En Italie, la fusion du Parti communiste avec celui de Serrati, sur des bases à fixer encore. (...)

D'après ce que Radek a dit à Manouilsky, je serais prévu pour un des postes de représentant de l'Exécutif à l'étranger, ce sera sans doute la France ou l'Italie, car je suis seulement dans ces deux commissions de pays et il est peu probable qu'on m'envoie en Norvège ou en Tchécoslovaquie.

D'autre part, Trotsky croit que je suis trop compromis aux yeux de la police française pour pouvoir retourner aussitôt en France. Il est donc possible que je sois désigné pour l'Italie. Ce sont des suppositions qui n'ont qu'un fond très fragile. Il est aussi possible que l'on me garde ici, mais c'est plus probable que je retournerai en Occident.»

Enfin, le 3 décembre, j'étais mis au courant de ce que l'on entendait faire de moi:

«3 décembre 1922.

(...) Mon sort est enfin fixé. Je retournerai en France pour assister au dénouement de la crise. J'ai peu, bien peu d'espoir que tout cela finisse bien. Il y a eu ici bien des résistances et des incidents pénibles.

Chacun a fini par s'incliner, mais je pense que, de retour à Paris, comme d'habitude on ne fera rien ou à peu près rien et la lutte continuera, à moins qu'il n'y ait rupture avec l'Internationale, ce qui est dans les choses possibles, même probables. Je ne pourrai, dans ces conditions, rester que deux ou trois jours en Suisse, le temps d'arranger mon passage en France. Mais après la première prise de contact, je pense rentrer pour Noël et la semaine de Noël à Nouvel-An, puis repartir avec vous. Nous reparlerons de ces projets, mais une chose est certaine, c'est que je passerai la fin de l'hiver à Paris.

Ici le congrès dure et se meurt dans le travail hâtif des commissions. Nous siégerons encore quelques jours et il est probable que mon départ aura lieu avant la fin du congrès. (...) Je regretterai Moscou encore une fois, comme toujours quand je dois la quitter. Je regretterai de ne pouvoir vous y emmener et y vivre avec vous quelques mois de travail tranquille. »

L'orientation politique du Quatrième congrès

Ce congrès fut le dernier auquel participa Lénine, déjà malade. Il lui donna son orientation politique générale et y fit une intervention sur la situation de la Russie soviétique.

A l'ordre du jour de ce congrès figurait le problème du front unique. Les thèses de décembre 1921 et les décisions de l'Exécutif élargi de février 1922 furent ratifiées par le congrès et la tactique du front unique prévoyant l'appui des communistes à des gouvernements socialistes fut encore élargie par l'encouragement aux communistes à participer à des gouvernements ouvriers ou à des gouvernements ouvriers et paysans, contre la réaction capitaliste, avec les représentants des partis socialistes et paysans.

La résolution sur la tactique de l'Internationale communiste affirme plus catégoriquement qu'auparavant la nécessité de grouper tous les travailleurs contre la réaction capitaliste. Dans les considérations sur la nécessité absolue de la tactique du front unique, la résolution du Quatrième congrès mondial contient tout un chapitre sur le *gouvernement ouvrier*.

Pour lutter contre le fascisme et les formations armées de la réaction, la participation des communistes à un gouvernement de coalition avec la socialdémocratie devait avoir pour but le désarmement des formations réactionnaires et l'armement de la classe ouvrière. Bien que devant toujours partir de la base, le front unique impliquait aussi des accords avec les chefs de la socialdémocratie hostiles à la révolution.

Les gouvernements ouvriers pouvaient s'appuyer sur des organes de front unique de la classe ouvrière, comités de défense ou d'action, commissions d'usines, etc. Mais ils pouvaient aussi résulter de combinaisons parlementaires.

Dans toutes ces actions de front unique, les partis communistes étaient tenus de conserver leur liberté de critique et d'action. Toute participation à un gouvernement ouvrier nécessitait l'accord de l'Exécutif de l'Internationale. Le Parti communiste britannique devait s'efforcer d'adhérer au Labour Party.

Bref, le Quatrième congrès mondial accentuait la collaboration avec les partis socialdémocrates.

Il se prononçait aussi résolument contre la scission des syndicats, bien que l'Internationale communiste eût déjà créé l'«Internationale syndicale rouge» (Profintern) destinée à grouper les organisations syndicales exclues des syndicats réformistes. La scission des syndicats sur le terrain international entre l'Internationale syndicale rouge et l'Internationale d'Amsterdam devait presque fatalement entraîner la scission syndicale dans les divers pays.

La prise de position du Quatrième congrès dans la question syndicale recouvrait mon point de vue personnel car, lors de la création de la CGTU française par les organisations professionnelles révolutionnaires exclues de la CGT, j'avais écrit un article où je condamnais toute scission syndicale, le rôle du syndicat étant à mon avis de défendre les intérêts immédiats et les revendications quotidiennes de la classe ouvrière, sans discrimination idéologique — les divergences idéologiques étant l'affaire des partis politiques.

La résolution du Quatrième congrès mondial sur la tactique dit entre autres:

«Rien n'affaiblit autant les forces de la résistance prolétarienne contre l'offensive du capital que la division des syndicats.»

Puis, dénonçant les exclusions prononcées contre les organisations et fédérations révolutionnaires par les chefs réformistes des syndicats, elle ajoute:

«Depuis août 1914, la classe ouvrière n'a pas vu pire trahison.»

Le devoir des communistes est clairement énoncé dans les *Thèses sur l'action communiste dans le mouvement syndical* adoptées par le Quatrième congrès:

«La scission du mouvement syndical, surtout dans les conditions actuelles, représente le plus grand danger pour le mouvement ouvrier dans son entier. La scission dans les syndicats ouvriers rejetterait la classe ouvrière à plusieurs années en arrière, car la bourgeoisie pourrait alors reprendre facilement les conquêtes les plus élémentaires des ouvriers. Coûte que coûte, les communistes doivent empêcher la scission syndicale. Par tous les moyens, par toutes les forces de leur organisation, ils doivent mettre obstacle à la criminelle légèreté avec laquelle les réformistes brisent l'unité syndicale. (...)

Poursuivant son chemin vers la conquête des syndicats et la lutte contre la politique scissionniste des réformistes, le Quatrième congrès de l'Internationale communiste déclare solennellement que toutes les fois qu'ils donneront aux communistes la possibilité de lutter idéologiquement pour leurs principes au sein des syndicats, les communistes lutteront en membres disciplinés dans les rangs de l'organisation unique, marchant toujours en avant dans toutes les collisions et dans tous les conflits avec la bourgeoisie.»

La Commission espagnole constata avec satisfaction que depuis mon intervention de mai en Espagne les luttes de fractions avaient cessé, que la situation politique s'était consolidée et que le parti appliquait avec intelligence la tactique du front unique.

La Commission française, la plus importante du congrès, tint de nombreuses séances orageuses. Renaud Jean vida son cœur en accusant l'Internationale d'avoir soutenu politiquement et financièrement la fraction de gauche, à quoi Trotsky, en colère, lui répondit: «Croyez-vous que nous achetons des militants comme vos paysans maquignonnent les porcs sur les champs de foire?» Renaud Jean ayant aussi affirmé que jamais les paysans français n'accepteraient un système électoral semblable au système soviétique qui donne aux paysans dix fois moins de représentants qu'aux ouvriers, Lénine lui répondit que le système soviétique avait été déterminé par la grande supériorité numérique de la paysannerie russe face à la classe ouvrière. «Il va sans dire, ajouta-t-il, que personne n'exigera d'appliquer ce système en France où les ouvriers sont proportionnellement beaucoup plus nombreux qu'en Russie et où les paysans jouissent déjà du suffrage universel.»

Trotsky eut une idée géniale pour démolir les fractions et mettre fin à leur lutte. Il feignit de découvrir que nombre de fonctionnaires du parti français étaient membres de la franc-maçonnerie et de la Ligue des droits de l'homme, organisations secrètes de la bourgeoisie française. Cette collusion de chefs communistes avec la bourgeoisie devait cesser et l'Internationale décider qu'aucun franc-maçon ni

aucun membre de la Ligue des droits de l'homme ne pouvait occuper de fonctions dans le parti. Les communistes qui en étaient membres devaient démissionner de ces organisations et les fonctionnaires du parti qui se soumettaient à cet ordre de démission ne pourraient pas conserver leurs fonctions.

Or, il y avait des francs-maçons et des membres de la Ligue des droits de l'homme dans les trois fractions. Elles seraient donc toutes trois également touchées par cette décision et surtout les fronts seraient changés: les francs-maçons de toutes les fractions s'unissant contre cette décision de l'Internationale.

L'idée était en effet géniale pour sortir les fractions de l'ornière dans laquelle elles étaient engagées. Mais quelle pagaille allait-elle créer dans le parti! Ker, secrétaire du parti pour les relations internationales, déclara vouloir se soumettre et démissionner de la franc-maçonnerie, mais il fut écarté de la direction du parti.

Concernant la direction du parti, le congrès établit une répartition des fonctions selon le système de la représentation proportionnelle sur la base des voix de chaque fraction au congrès de Paris:

«*Comité directeur.* — Exceptionnellement, et étant donné la crise aiguë provoquée par le congrès de Paris, le Comité directeur sera constitué sur la base proportionnelle, d'après la votation du congrès relative aux organes centraux.

Les proportions des diverses fractions seront les suivantes:

Centre: 10 titulaires, 3 suppléants.

Gauche: 9 titulaires, 2 suppléants.

Tendance Renoult: 4 titulaires, 1 suppléant.

Minorité Renaud Jean: 1 titulaire.

Jeunesse: 2 représentants avec voix délibérative.

Le Bureau politique sera composé sur la même base, les fractions obtenant respectivement: centre 3 postes; gauche 3; tendance Renoult 1.

Les membres du Comité directeur, comme ceux du Bureau politique et des organismes centraux importants seront désignés par les fractions, à Moscou, pour éviter toute contestation d'ordre personnel qui risquerait d'aggraver la crise. La liste ainsi élaborée est soumise au Quatrième congrès mondial par la délégation qui s'engage à la défendre devant le parti. Le Quatrième congrès prend acte de cette déclaration en exprimant sa conviction que cette liste est la seule possibilité de résoudre la crise du parti.

La liste du nouveau Comité directeur élaborée par les fractions est la suivante:

Centre. — Titulaires: Marcel Cachin, Frossard, Garchery, Gourdeaux, Jacob, Laguesse, Lucie Leiciague, Marrane, Paquereaux, Louis Sellier.

Suppléants: Dupillet, Pierpont, Plais.

Gauche. — Titulaires: Bouchez, Cordier, Demusois, Amédée Dunois, Rosmer, Souvarine, Tommasi, Treint, Vaillant-Couturier.

Suppléants: Marthe Bigot, Salles.

Fraction Renoult. — Titulaires: Barberet, Dubus, Fromont, Werth.

Suppléant: Lespagnol.

Un conseil national avec pouvoirs de congrès ratifiera cette liste, au plus tard dans la seconde quinzaine de janvier.

Jusqu'à ce moment, le Comité directeur provisoire nommé par le congrès de Paris reste en fonction.

La presse. — Le congrès confirme le régime de la presse déjà décidé: 1) Direction des journaux remise au Bureau politique; 2) Editorial non signé apportant chaque jour aux lecteurs l'opinion du parti; 3) Interdiction pour les journalistes du parti de collaborer à la presse bourgeoise.

Directeur de l'*Humanité:* Marcel Cachin.

Secrétaire général: Amédée Dunois,

tous deux ayant des pouvoirs égaux, c'est-à-dire que tout conflit surgissant entre eux sera porté devant le Bureau politique et tranché par lui.

Secrétariat de rédaction: un au centre et un à la gauche.

Les rédacteurs démissionnaires rentreront à la rédaction.

Pour préparer le Conseil national, la page du parti sera rétablie avec liberté d'écrire pour chaque tendance.

Secrétariat général. — Il sera assuré sur la base paritaire par un camarade du centre et un de la gauche, tout conflit étant tranché par le Bureau politique.

Titulaires: Frossard et Treint. Suppléant de Frossard: Louis Sellier.

Délégués à l'Exécutif. — Le congrès considère comme absolument nécessaire, pour établir des liens tout à fait normaux et cordiaux entre le Comité exécutif et le parti français, que les deux tendances les plus importantes soient représentées à Moscou par les camarades les plus qualifiés et autorisés de leurs tendances, c'est-à-dire par les camarades Frossard et Souvarine, au moins pour trois mois, jusqu'à la fin de la crise que traverse actuellement le parti français.

La représentation du parti français à Moscou par Frossard et Souvarine donnera la pleine certitude que chaque suggestion de l'Exécutif, faite en accord avec ces deux camarades, aura l'adhésion du parti tout entier.

Appointements des fonctionnaires du parti. — En ce qui concerne les appointements des fonctionnaires du parti, rédacteurs, etc., le parti créera une commission spéciale composée de camarades ayant toute la confiance morale du parti pour régler cette question à deux points de vue: 1. Eliminer toute possibilité de cumul des

appointements qui provoque une légitime indignation dans la classe ouvrière du parti; 2. Pour les camarades dont le travail est absolument nécessaire au parti, créer une situation qui leur permette de consacrer toutes leurs forces au service du parti.

Commissions. — 1. Conseil d'administration de l'*Humanité:* 6 membres du centre, 5 membres de la gauche, 2 membres de la tendance Renoult. La commission accepte que la représentation proportionnelle fonctionne aussi exceptionnellement pour les commissions importantes. 2. Secrétariat syndical: un secrétaire du centre et un secrétaire de la gauche, tout conflit entre eux étant examiné par le Bureau politique.

Cas litigieux. — Les cas litigieux qui émaneraient des décisions d'organisation prises à Moscou dans leur application devront être réglés par une commission spéciale composée d'un représentant du centre, d'un représentant de la gauche et du délégué de l'Exécutif comme président.

Postes prohibés pour les anciens francs-maçons. — Par postes prohibés pour les anciens francs-maçons on entend les postes dont les titulaires ont le mandat de représenter plus ou moins indépendamment, sous leur propre responsabilité, les idées du parti, devant la masse ouvrière, par la parole et par la plume.

S'il y avait entre les deux fractions une divergence dans la détermination de ces postes, elle serait soumise à la commission indiquée plus haut.

En cas de difficultés techniques pour la réintégration des rédacteurs démissionnaires, la commission envisagée précédemment réglera ces difficultés.

Toutes les résolutions ne concernant pas la constitution du Comité directeur sont applicables immédiatement. »

Les représentants des diverses fractions à Moscou se soumirent et acceptèrent cette décision arbitrale de l'Internationale. Mais l'expérience nous laissait sceptiques sur l'application qui en serait faite en France. Maintes fois déjà des décisions avaient été prises à Moscou qui n'avaient pas été exécutées, l'exclusion de Fabre par exemple. Le cas de Cachin était particulièrement délicat. Il avait été, tout au cours de l'année, l'adversaire le plus acharné de l'Internationale, à l'*Humanité*, au Comité directeur et au congrès de Paris. Frossard, toujours astucieux, l'avait envoyé comme représentant typique de la fraction du centre au Quatrième congrès. L'application des décisions de l'Internationale dépendait dans une large mesure de l'attitude de Cachin après son retour à Paris. Les autres délégués français affirmaient, dans la coulisse, qu'il était franc-maçon, bien qu'il n'en eût rien dit à Moscou.

Fort peu sûr de la loyauté de Cachin, je proposai à Trotsky d'obtenir de lui l'engagement personnel qu'il soutiendrait à Paris les décisions prises. De cette garantie dépendrait son maintien à la direction de l'*Humanité* à laquelle il tenait par-dessus tout.

A la fin des délibérations de la Commission française, les Russes organisèrent un grand banquet en l'honneur de la délégation française. La vodka coula à flots. Cachin avait une place d'honneur entre Trotsky et Zinoviev. On le fit boire et, quand il fut à point, Trotsky lui dit combien les camarades russes seraient heureux qu'il prît l'engagement personnel de soutenir en France les mesures décidées à Moscou et qu'en retour il serait maintenu à la direction de l'*Humanité*. Visiblement ému de la confiance que lui témoignaient les chefs de la Révolution russe et les larmes aux yeux, Cachin promit... et tint parole. Jusqu'à sa mort, il conserva la direction de l'*Humanité*.

Ce n'est qu'une fois cette promesse arrachée que la décision prévue par la Commission française fut soumise à l'approbation du congrès.

La Commission italienne devait résoudre un problème tout aussi délicat et difficile. Le Parti socialiste italien avait maintenu son adhésion à l'Internationale communiste, bien qu'il en fût exclu pour n'avoir pas éliminé la droite réformiste. Le Troisième congrès mondial avait repoussé son adhésion en exigeant préalablement la rupture du parti avec son aile réformiste. L'exclusion des réformistes s'était faite au congrès d'octobre 1922.

Le Quatrième congrès mondial accepta donc l'adhésion du Parti socialiste italien en ces termes:

«En considération de la décision par laquelle le congrès du Parti socialiste italien à Rome (octobre 1922) exclut les réformistes du parti et se déclare prêt à adhérer sans réserves à l'Internationale communiste, le Quatrième congrès de l'Internationale communiste décide:

La situation générale en Italie, surtout après la victoire de la réaction fasciste, exige impérieusement la fusion rapide de toutes les forces révolutionnaires du prolétariat. Les ouvriers italiens reprendront courage s'ils voient se produire, après les défaites et les scissions, une nouvelle concentration de toutes les forces révolutionnaires.

Vu qu'au congrès du parti de Rome le député Vella s'est déclaré contre l'acceptation des 21 conditions, le Quatrième congrès estime impossible d'accepter Vella et ses partisans dans l'Internationale communiste et invite le Comité directeur du Parti socialiste italien à exclure du parti Vella et ses partisans.

Attendu qu'en vertu des statuts de l'Internationale communiste il ne saurait y avoir dans un pays plus d'une section de l'Internationale communiste, le Quatrième congrès mondial décide la fusion immédiate du Parti communiste et du Parti socialiste italien. Le parti unifié portera le nom de «Parti communiste unifié d'Italie (section de l'Internationale communiste)».

Les délégations italiennes, socialiste et communiste, étaient elles-mêmes divisées en tendances antagonistes. Dans le Parti communiste, Tasca appuyait la politique de fusion des deux partis, décidée par l'Internationale, tandis que Bordiga, chef politique du parti, y était absolument opposé et préconisait l'adhésion individuelle des socialistes au Parti communiste, avec le droit pour la direction du Parti communiste de rejeter certaines candidatures. La délégation socialiste était aussi divisée: Maffi représentait l'aile gauche, terzinternationaliste, du Parti socialiste et Serrati qui, devant les débris de son grand Parti socialiste de 1919 était revenu repentant à l'Internationale communiste, représentait le gros du Parti socialiste dont l'aile droite avait Vella comme chef qui était hostile aux vingt et une conditions et dont le Quatrième congrès exigea l'exclusion. Vella ne faisait pas partie de la délégation socialiste au Quatrième congrès.

En vue de la fusion, des comités mixtes devaient être constitués dans les provinces et les localités italiennes, formés, comme à Moscou, de deux représentants du Parti communiste — droite et gauche — et de deux socialistes — terzinternationaliste et maximaliste [1].

La résolution italienne fut acceptée à l'unanimité du congrès, après que Bordiga eut rappelé les réserves faites par lui en commission et Serrati souligné que la délégation du Parti socialiste approuvait la résolution, mais devait encore obtenir l'accord du Comité central du parti.

Au congrès, l'intervention de Lénine, qu'une longue convalescence empêchait de prendre part à tous les travaux, eut une très grande importance pour le mouvement communiste international. Une fois encore, comme il l'avait déjà fait au Troisième congrès mondial, il parla longuement du capitalisme d'Etat, étape nécessaire dans la transformation économique de la Russie soviétique.

En liaison avec le recul opéré par la Révolution russe, Lénine posa le problème plus général pour les partis communistes de tous

[1] Les résolutions du Quatrième Congrès mondial ont été publiées en français par la Petite Bibliothèque communiste, *Quatrième congrès communiste mondial — Résolutions*, 1923, Bibliothèque de l'Humanité. Nos textes sont repris de cette édition.

les pays, de savoir reculer et, lors d'une offensive politique, de préparer à temps une position de repli éventuel. Il affirma que les concessions accordées au capital étranger, en Russie, apprenaient aux bolcheviks à «développer le commerce dont ils avaient besoin», puis il ajouta:

«Nous apprenons des capitalistes privés et par eux comment nous pouvons progresser et quelles sont nos fautes. Pourquoi commettons-nous des bêtises? C'est bien évident: premièrement nous sommes un pays arriéré; deuxièmement, notre culture est très inférieure; troisièmement, nous manquons d'appui, aucun pays civilisé ne nous aide. Au contraire, ils travaillent contre nous; quatrièmement, en raison de notre appareil d'Etat. Nous avons repris l'ancien appareil d'Etat, et ce fut notre malheur. Très souvent l'appareil d'Etat travaille contre nous. Voici comment cela s'est passé. Après que nous ayons pris le pouvoir, en 1917, l'appareil d'Etat nous a sabotés. Nous en avons été effrayés et leur avons dit: Nous vous invitons à revenir vers nous, et tous sont revenus. Ce fut notre malheur. Nous avons maintenant une masse énorme de fonctionnaires, mais pas encore assez de forces formées pour les diriger. En réalité, très souvent l'appareil d'Etat fonctionne ici, au sommet, où nous avons le pouvoir d'Etat, tandis qu'à la base les fonctionnaires décident de leur propre autorité, de manière à travailler contre nos décisions. Au sommet nous avons, je ne sais combien, mais en tout cas seulement quelques milliers, au maximum quelques dizaines de milliers des nôtres; à la base par contre, nous avons repris des centaines de milliers d'anciens fonctionnaires du tsar, mais aussi de la société bourgeoise, qui travaillent contre nous, les uns consciemment, les autres inconsciemment. Ici nous ne pouvons rien changer à cela en peu de temps. Il est certain que nous devrons travailler pendant plusieurs années pour changer l'appareil, pour le parfaire, attirer de nouvelles forces. Nous le faisons assez vite, peut-être trop vite.» [1]

Puis Lénine fit une vive critique des résolutions de l'Internationale communiste à propos de l'organisation des partis communistes:

«Au Troisième congrès mondial nous avons voté une résolution sur la structure des partis communistes, leurs méthodes et le contenu de leur travail. Cette résolution est excellente, mais elle est presque entièrement russe, c'est-à-dire inspirée de l'évolution russe. C'est son bon côté, mais aussi son mauvais côté. Son mauvais côté parce

[1] Cette citation de Lénine et les suivantes de Lénine et de Zinoviev ont été traduites par l'auteur du *Protokoll des Vierten Kongresses der Kommunistischen Internationale* — Petrograd–Moskau — 5. November — 5. Dezember 1922.

que — et c'est ma conviction, car j'ai relu cette résolution avant de prendre la parole — presque aucun étranger ne peut la lire. Premièrement, elle est trop longue, plus de cinquante paragraphes. Les étrangers ne sont pas habitués à lire de pareilles résolutions. Deuxièmement, si elle est lue, aucun étranger n'arrivera à la comprendre, précisément parce qu'elle est russe — non parce qu'elle est écrite en russe. Elle est excellemment traduite dans toutes les langues, mais parce qu'entièrement pénétrée d'esprit russe. Ensuite, si un étranger, exceptionnellement, l'a comprise, il ne peut pas l'appliquer. C'est le troisième point.»

Et Lénine termina ce dernier message à l'Internationale communiste par ces mots:

«Je suis convaincu que nous devons dire, non seulement aux Russes, mais aussi aux étrangers, que le plus important pour la période qui commence est d'apprendre. Nous apprenons en général, mais nous devons apprendre de manière toute spéciale pour comprendre réellement l'organisation, la méthode, le contenu du travail révolutionnaire.»

Une fois que Staline eut massacré ou fait périr dans les camps de concentration les quelques milliers de militants qui dirigeaient la Révolution au sommet, les fonctionnaires de la base, conservateurs et réactionnaires, ont fini par s'imposer à l'Etat soviétique et se sont accommodés du capitalisme d'Etat qui leur assurait des privilèges en même temps qu'un pouvoir étendu. C'est l'évidence même et c'est ce régime que la bureaucratie communiste présente au monde comme un régime socialiste!

Une dernière remarque au sujet des déclarations faites à ce congrès par Zinoviev, dans son rapport politique sur les relations entre l'Internationale communiste et l'Etat russe né de la Révolution d'octobre: faisant allusion à l'appel lancé au lendemain du Troisième congrès mondial par l'Internationale communiste aux ouvriers du monde entier, leur demandant de venir en aide au prolétariat russe dans cette année de famine, Zinoviev déclara:

«Cet appel a eu de très grandes conséquences politiques. Vous savez qu'on a souvent accusé l'Internationale de n'être qu'un instrument de la République soviétique russe. Certains «amis» l'ont aussi prétendu. Il est évident qu'il existe et qu'il doit exister une très importante et très étroite interdépendance entre la première République prolétarienne et l'Internationale communiste qui lutte contre la bourgeoisie. En tant que communistes, nous considérons que l'Internationale communiste est évidemment très importante

pour la Russie soviétique, et vice versa. Il serait ridicule de demander laquelle est le sujet et laquelle l'objet. Elles sont le fondement et le toit d'un seul édifice. Ce qui appartient à l'une appartient à l'autre».

Du temps de Lénine, en 1922, cette interdépendance paraissait naturelle et nécessaire. Mais lorsque l'intérêt de l'Etat soviétique né de la Révolution russe se heurta à l'intérêt de la lutte révolutionnaire du prolétariat des pays capitalistes, les intérêts de la lutte révolutionnaire internationale furent toujours sacrifiés aux intérêts de l'Etat russe et la question de l'hégémonie de l'Etat soviétique et de son parti sur le mouvement communiste international a été posée d'une façon claire et brutale par Staline, entraînant la dissolution de l'Internationale communiste et la dictature de la Russie soviétique sur les partis communistes et les Etats communistes étrangers. Les blindés de l'Etat soviétique ont écrasé le soulèvement des travailleurs à Berlin-Est, à Budapest et à Prague contre la tyrannie du capitalisme d'Etat de l'Union soviétique qui spolie l'indépendance nationale et les libertés des travailleurs.

La remarque de Zinoviev au Quatrième congrès mondial eut les pires conséquences, pour lui d'abord, pour l'Internationale communiste ensuite.

X

«SAUVEZ CE QUE VOUS POUVEZ DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS»

La décision de me renvoyer en France fut prise par le présidium avant la fin du congrès. Le jour de mon départ, je demandai à Zinoviev un rendez-vous. Pressentant que la crise allait rebondir en France quand Frossard connaîtrait les décisions prises, je voulais obtenir du président de l'Internationale des directives précises pour mon action.

Je rencontrai Zinoviev le soir, dans l'appartement qu'il occupait au Kremlin pendant ses nombreux séjours à Moscou pour les séances du Bureau politique russe et du Présidium de l'Internationale communiste, car il avait son domicile à Petrograd. Zinoviev, absorbé et fatigué par le travail abondant du congrès, était étendu sur un banc de la salle à manger dans la pose d'un empereur romain. La *niania* débarrassait la table. Il m'accueillit très cordialement. Je ne lui dissimulai pas mes fortes appréhensions concernant l'avenir immédiat du parti français. Connaissant Cachin, je n'étais pas sûr qu'il défendrait les décisions acceptées à Moscou devant le Comité directeur formé exclusivement des membres de sa fraction et présidé par Frossard qui avait eu l'astuce de ne pas paraître au Quatrième congrès mondial. La liquidation des francs-maçons allait créer des situations délicates, par exemple pour Cachin qui cachait son appartenance à la franc-maçonnerie afin de conserver la direction de l'*Humanité*.

Prévoyant l'éventualité d'une scission du parti, je désirais que l'Internationale en partageât la responsabilité. Zinoviev sourit et me dit simplement: «Nous vous faisons confiance, sauvez ce que vous pourrez du Parti communiste français. Quoi qu'il arrive, nous ne

1926 ET 1928 — ÉTÉ A LA DATCHA



CARICATURE DE TOGLIATTI (ERCOLI) PAR BOUKHARINE

vous en tiendrons pas rigueur.» La réponse n'était guère encourageante. Le président de l'Internationale, qui certainement exprimait l'opinion du Bureau politique russe, n'avait pas plus confiance que moi dans l'issue de cette longue crise de mutation d'un parti socialiste en parti communiste. La confiance que me témoignait l'Internationale ne faisait qu'augmenter l'énorme responsabilité de la mission qui m'était confiée.

Parti de Moscou fort inquiet, je rentrai par la Suisse pour y revoir ma famille, passer les fêtes de Noël au milieu d'elle et préparer mon passage clandestin en France. Mon dernier passage de France en Suisse s'était effectué en novembre, par la montagne, de Morteau au Locle, le trafic des touristes sur le lac Léman étant suspendu pour l'hiver et le passage d'Evian à Lausanne n'offrant plus la sécurité qu'il avait eue en été.

Je me mis donc en rapport avec des copains du Locle pour passer la frontière dans la région de Morteau. Mais la neige rendait le voyage par la montagne difficile et dangereux. Mon guide avait choisi de franchir le Doubs gelé entre les Brenets et les Villers. Présumant qu'à Noël les douaniers ne seraient pas sur les grands chemins, je partis ce jour-là. Il avait plu pendant la semaine et la glace sur le Doubs était recouverte d'eau. Ce radoucissement avait réduit sensiblement l'épaisseur de la couche de glace. La nuit tombait au moment où nous nous sommes aventurés sur cette surface fragile. A chaque pas, la glace se fendait sur plusieurs mètres avec des craquements inquiétants. Nous devions avancer avec précaution en nous tenant assez éloigné l'un de l'autre. Enfin nous arrivâmes sur la rive française; le crépuscule et le brouillard nous permettaient de nous dissimuler et, par un temps pareil, la surveillance devait être relâchée... Mais j'étais attendu, aussitôt arrêté et mené au poste de police de Morteau où l'on me communiqua un arrêté d'expulsion pris, par le ministre de l'Intérieur, le 8 septembre précédent. La police me fit monter dans le prochain train en partance pour Le Locle. Peu après, j'appris que le «camarade» passeur était au service de la police.

Aussitôt j'avertis Ker, ainsi que Rosmer et Zinoviev, de ce contretemps en demandant si, dans ces conditions, ils jugeaient encore utile ma présence à Paris, tout en sachant bien que, dès le retour de la délégation française de Moscou, il faudrait que je sois sur place.

Le 26 décembre je me rendis à Bâle dans l'espoir d'y trouver, par nos liaisons, de faux papiers d'identité ou une autre possibilité

de passer la frontière clandestinement. Les démarches pour obtenir un faux passeport étant lentes et sans garantie de succès, j'acceptai la proposition de mes amis bâlois de passer le Rubicon avec un cheminot de la Compagnie d'Alsace-Lorraine par la voie de service débouchant sur le quai français de la gare de Bâle. Le contrôle français des passeports et de la douane étant fait en gare de Bâle avant l'arrivée au quai, si, par malchance, j'étais refoulé, la police française ne pouvait m'arrêter vu que je n'aurais pas quitté la Suisse. Je fis raser ma barbe, couper mes cheveux longs et retournai à Boudevilliers après avoir pris pour le lendemain les rendez-vous nécessaires. A mon arrivée, quand je voulus embrasser ma fille, elle s'écria: «Je ne connais pas cet homme!» Ce cri d'enfant me convainquit que mon «travestissement» était réussi! Et je repartis pour Bâle. Un copain qui avait pris mon billet pour Paris et mon bagage alla me réserver une place dans le train de Paris, tandis que le cheminot pressenti me mettait au courant du rôle que j'avais à jouer. Il me présenterait comme inspecteur de la compagnie à la lampisterie où je ferais une courte inspection, puis nous passerions ensemble devant le soldat français de planton et arriverions sur le quai, devant la locomotive du train de Paris. Nous fîmes donc une halte à la lampisterie où quelques employés étaient attablés. Je m'efforçai de prendre des allures d'inspecteur, poli mais distant, tout en faisant le salut de rigueur, puis nous passâmes devant le soldat de service qui, baïonnette au canon, se mit au garde-à-vous assorti du salut militaire, tandis que mon guide déclinait mon «titre»: inspecteur de la compagnie.

Le lendemain matin j'étais à Paris. Ker m'avait trouvé un gîte sûr chez un camarade et je commençai aussitôt mon travail. Cachin se cachait. Il n'était pas fier de son rôle à Moscou. Je dus aller le relancer à son domicile pour qu'il prenne sa fonction de représentant du centre à la Commission spéciale d'épuration que je présidais et dans laquelle Rosmer représentait la gauche.

Notre premier travail fut d'épurer la rédaction de l'*Humanité*. Le parti ne pouvait faire son éducation et opérer son redressement avec un journal sans ligne politique. Il fallait éliminer les rédacteurs hostiles à l'Internationale ou complètement étrangers à la classe ouvrière, quelle que fût la fraction à laquelle ils se rattachaient. Nous avons donc écarté Henri Torrès, Bernard Lecache, Noël Garnier, Georges Pioch, Victor Méric, Tourly et Pévet. Cachin essaya de sauver soit l'un, soit l'autre, mais il sentit que, muni des

pleins pouvoirs, j'entendais mettre enfin de l'ordre dans la maison. Les rédacteurs de la gauche qui avaient démissionné en signe de protestation au congrès de Paris furent réhabilités.

Le 30 décembre, dans une lettre à Jenny, je me montrais très optimiste:

«Voilà deux jours passés ici dans la plus complète sécurité et, je crois, si les copains sont discrets et prudents, que tout ira bien. J'ai passé ces deux jours en courses et rendez-vous: Ker, Frossard, Cachin, Treint, Rosmer, Dunois, Loriot. La situation générale n'est pas trop mauvaise. Quelques fédérations quitteront peut-être le parti, mais le gros du parti est stable et acceptera les décisions du Quatrième congrès.

Frossard partira le 2 janvier pour Moscou. Je le verrai encore demain matin. Aujourd'hui je vais continuer mes entretiens et si possible envoyer un rapport à Moscou.

Hier avec Cachin et Rosmer j'ai liquidé la question de la rédaction de l'*Humanité;* on a réintégré les démissionnaires et liquidé une dizaine de rédacteurs, en grande partie d'anciens types de la gauche, Lecache, Torrès, Noël Garnier, toute cette bande de jeunes intellectuels qui formaient l'état-major de Souvarine.

Je suis pour le moment chez un camarade en toute sécurité, mais n'y resterai point. C'est un provisoire qu'a trouvé Ker en attendant. Je vais me procurer les papiers nécessaires pour louer une chambre dans un hôtel meublé pour une quinzaine, quitte à changer tous les quinze jours. Si à la fin du mois je dois encore rester ici, je vous ferai venir et nous louerons un pavillon meublé en banlieue. Tout cela est possible. En passant par Bâle tu as plusieurs bons express et le contrôle des passeports est moins rigoureux qu'à Pontarlier. Si jamais tu étais refoulée, ce que je ne crois pas, tu serais en Suisse encore et moins ennuyée qu'à Pontarlier.»

Le même jour, j'envoyais mon premier rapport à Moscou:

«Confidentielle.

Aux camarades Zinoviev, Trotsky et Kolarov.

A Paris depuis deux jours, j'ai vu de nombreux camarades du centre et de la gauche et j'ai eu une séance de la Commission des litiges dans laquelle nous avons liquidé la question des réintégrations et des compressions à l'*Humanité*.

La situation générale du parti est bien meilleure que je n'osais l'espérer. La grosse majorité du parti a accueilli avec satisfaction la sentence de l'Exécutif et les décisions du Quatrième congrès. Le vote favorable du Comité directeur fut décisif pour l'orientation du parti et dès maintenant une très grosse majorité est acquise pour le Conseil national de janvier. L'opposition est très hétérogène et groupe tous les mécontents. D'abord les francs-maçons — mais s'ils n'ont pas quitté la Loge avant le 1er janvier, ils seront exclus

et ne pourront pas organiser leur opposition pour le Conseil national. Une partie d'entre eux sortira peut-être de la maçonnerie en réclamant la levée des sanctions. Mais les maçons sont impopulaires dans la classe ouvrière et ne peuvent organiser l'opposition autour de leur affaire. Ensuite il y aura l'opposition de plusieurs fédérations, en général contre la solution de la crise donnée par le Quatrième congrès: la Loire, la Drôme, et deux ou trois autres. La plus importante est sans doute la Loire avec ses centres très ouvriers, elle risque fort de quitter le parti avec Faure et Laffont. Le Bureau politique se préoccupe de cette situation et envoie dans ces fédérations des militants pour sauver ce qui peut l'être. Enfin l'opposition sera renforcée par d'anciens militants de la gauche dans lesquels Souvarine avait mis un temps sa confiance et qui, en quittant la gauche, mènent à l'*Humanité* une très vive opposition rendue violente par le fait que la commission les a éliminés de la rédaction: Torrès, Lecache, Garnier; Torrès mène la cabale et menace de dévoiler je ne sais quels potins concernant Souvarine. Mais l'abcès crève au bon endroit, la gauche se purifie en même temps que le parti. Ces éléments étaient étrangers à la classe ouvrière et suaient l'arrivisme. Le millionnaire Torrès n'est pas dangereux dans l'opposition, il l'était davantage dans la gauche! Il est possible que Torrès, qui est furieux d'avoir été éliminé de l'*Humanité*, rallie toutes ces parts de l'opposition.

Dans les fractions, les décisions du congrès ont été reçues assez froidement.

Dans la *gauche:* il reste deux courants, l'un qui considère que les décisions du Quatrième congrès sont mauvaises et qu'il eût mieux valu laisser tout le pouvoir au centre, permettre à la gauche de continuer son opposition et la soutenir jusqu'à ce qu'elle ait gagné la majorité du parti. C'est l'opinion du groupe souvarinien, maintenant bien réduit: Treint, Reynaud. Les autres au contraire pensent que la solution est bonne parce qu'elle oblige la gauche à sortir de son rôle négatif de critique pour prendre une part active dans le travail positif du parti: Rosmer, Dunois, Vaillant. Cette divergence a non seulement un intérêt rétrospectif, elle est très importante en ce qui concerne l'activité future de la gauche. Ceux qui eussent désiré que la gauche ne fasse que de l'opposition ont tendance maintenant à former encore le noyau d'opposition, bornant son rôle à critiquer le centre et la direction du parti. La gauche laisse ainsi passer de belles occasions de travail et d'action. Le Comité fédéral de la Seine par exemple, qui, dirigé par la gauche, sait fort bien critiquer la direction du parti (campagne de l'amnistie), a laissé passer des choses très importantes comme le mouvement des boulangers et le congrès syndical départemental sans rien préparer. Ce manque d'action sur le terrain syndical est particulièrement grave et, à mon sens, plus blâmable que tous les actes du Comité directeur relevés par Treint dans son dernier article. J'ai déjà dit aux camarades de la gauche que nous attendions d'eux qu'ils fassent maintenant œuvre positive. S'ils font des propositions politiques claires, s'ils se

mettent au travail pour les réaliser, personne n'entravera leur travail. Ils ont maintenant de grosses possibilités d'action. S'ils ne les utilisent pas comme il y en a des indices, ils perdront leur influence dans le parti. Déjà dans la Seine leur influence a baissé parce qu'on juge leur travail positif insuffisant. Il est bon que, de l'Exécutif, on écrive encore dans ce sens à la gauche. Rosmer, Dunois, Vaillant et beaucoup avec eux pensent que la gauche doit travailler et ils critiquent, au lieu de les excuser comme le fait Treint, les négligences de la gauche. Le fait que nous avons liquidé Torrès, Lecache et Garnier de l'*Humanité* a produit une excellente impression dans les milieux syndicalistes qui reprennent un peu confiance dans la gauche.

Dans le *centre*, les décisions du Quatrième congrès ont soulevé une très vive opposition. Les «résistants» s'étaient donné rendez-vous au centre. Les débats y furent passionnés et le résultat était très douteux. Cachin et Ker tiennent bon, ce sont les seuls de la délégation du centre qui aient nettement pris position, mais Cachin n'était pas pressé de rendre compte de sa mission. On a dû aller le chercher chez lui pour l'obliger à parler au centre. Il y a été copieusement injurié. On lui a reproché de n'avoir pensé qu'à son poste de directeur de l'*Humanité* et d'avoir abandonné toute opposition, alors qu'il avait été l'âme de la résistance, avant, pendant et après le congrès de Paris. Il a eu à son retour une scène très violente avec Frossard qui, en l'absence de Cachin, était devenu le centre de la résistance. Frossard ayant dit à Cachin qu'il ne pouvait admettre les résolutions prises, Cachin lui a répondu brutalement: «Les résolutions sont votées, elles sont la loi de l'Internationale, je suis l'homme de l'Internationale et suis prêt à briser tous les obstacles!» Frossard en est furieux et depuis ce jour n'adresse plus la parole à Cachin. Leur solidarité politique est brisée. Frossard se sent roulé par Cachin. Trop intelligent pour se mettre à la tête de la résistance, n'étant pas sûr de sa majorité dans ces conditions, ne sachant aussi où conduire son parti s'il brisait avec l'Internationale, il se résigne à partir pour Moscou, comprenant bien que c'est une retraite forcée à laquelle il ne peut se soustraire. Il m'a déclaré qu'il était au fond heureux de la rupture avec Cachin parce que c'est, dit-il, cette solidarité politique qui l'a toujours fait tergiverser et qui l'a en particulier empêché de faire la politique qu'il voulait au congrès de Paris. Il regrette maintenant de n'être pas parti au lendemain du congrès pour Moscou. Je crois que son séjour à Moscou pourra lui redonner la boussole qui lui manque. Le centre est fort disloqué: d'une part Cachin, Ker, Leiciague, Sellier, Maranne, Paquereaux qui tiennent sincèrement leurs engagements et sont prêts à suivre les yeux fermés la politique de l'Internationale et à renchérir même sur la gauche. Frossard et les résignés qui forment une grosse fraction et qui ont perdu toute estime pour Cachin dont l'autorité a bien diminué. Enfin les «résistants» qui n'acceptent qu'avec réserves les décisions du Quatrième congrès. Le pilier de ce groupe, Soutif, est déjà exclu.

Le groupe Renoult est aussi divisé. D'un côté Werth et sa tendance à laquelle s'est rallié Renoult lui-même, de l'autre Dondicol et les «résistants» qui chevauchent sur le centre et le groupe Renoult. Il y eut, paraît-il, bataille au groupe. Je n'ai pu voir encore Werth qui travaille beaucoup et bien pour l'acceptation des résolutions. Renaud Jean, quoique peu enthousiaste, sera loyal à ses engagements.

Nous avons eu une première séance de la Commission des litiges formée de Rosmer, Cachin et moi. On y a décidé des réintégrations pour le 1er janvier, mais il fallait faire des compressions en même temps. Pour les faire, je me suis inspiré essentiellement du critère politique. Eliminer de la rédaction ceux qui s'opposent aux décisions du Quatrième congrès et ceux qui autrefois de la gauche étaient parmi cette bande de jeunes intellectuels sans liens avec la classe ouvrière et qui donnaient à l'*Humanité* ce ton boulevardier et cette allure peu sérieuse que nous avons souvent critiqués.

Torrès: millionnaire et gendre de Charles Humbert, arriviste de grande envergure qui ne cache du reste pas ses grandes ambitions.

Lecache: connu pour ses campagnes de bluff et de chantage.

Garnier: moins mauvais que les deux précédents, mais lié à eux et venant aussi de la gauche.

Pioch: inutile d'insister. Il ridiculise le parti!

Pévet: franc-maçon, résistant.

Et quelques autres.

Le centre est assez mécontent, surtout à cause de Tourly, éliminé avant tout à cause de son vote avec réserves au Comité directeur. Il est possible, comme d'autres démissionnent à la suite des compressions, qu'il rentre pour compléter le personnel. Dunois me dit qu'il est bon travailleur et il se confirme que ses réserves portent sur un détail de peu d'importance.

Un autre point litigieux fut celui de Ker: je l'ai liquidé avec la gauche. Seulement la gauche considérait que la liste des postes responsables fermés aux anciens maçons était celle qu'elle avait présentée à la petite commission. Elle demandait donc que Ker soit éliminé de la rédaction de l'*Humanité* et de toutes les délégations du parti. J'ai mis la gauche au courant de la conversation que j'ai eue avec Zinoviev avant mon départ à ce sujet que je savais être posé. Nous pensions que Ker devait pouvoir continuer à être simple rédacteur au journal, contrôlé comme tous par ses chefs de service. La gauche a du reste deux rédacteurs anciens maçons dans le même cas. J'ai repoussé une demande de Treint exigeant alors que Ker signe ses articles d'un autre nom. Pour les délégations (une à la CGTU et une à la conférence d'Essen), j'ai émis l'idée que les anciens maçons, Ker compris, doivent être exclus des délégations qui ont pleins pouvoirs pour représenter le parti, mais de les autoriser là où la délégation a un mandat précis du Bureau politique qui ne permet pas au délégué d'exprimer sous sa responsabilité propre et d'une façon indépendante les idées du parti.»

Le 1er janvier, j'élaborais les plans pour faire venir à Paris Jenny et les enfants:

«Je puis aujourd'hui t'écrire un peu plus longuement. J'ai vu maintenant à peu près tous les copains qu'il me fallait voir et j'ai fait le turbin le plus urgent. Je dois me tenir un peu à l'écart pour éviter les indiscrétions. Je ne suis encore que provisoirement installé chez un copain. Je couche sur un lit qu'on dresse et met à ma disposition dans le bureau de ce camarade et je déjeune chez lui. Puis je me mets en route pour aller à mes rendez-vous et ne rentre «chez moi» que le soir. Mon logis est très décentré, aussi je n'aime pas y rentrer pendant la journée. Je crains aussi d'être remarqué par des visiteurs éventuels dans la famille où je suis. Entre mes rendez-vous je bats le pavé de Paris en tous sens. J'aime à me retrouver ici et m'y sens en parfaite sécurité. Si les copains sont prudents il ne m'arrivera rien de désagréable.

Cette vie est provisoire et j'espère, dans deux ou trois jours, pouvoir déménager et reprendre ma vie plus solitaire dans un hôtel meublé. Ker va me procurer des papiers français grâce auxquels je pourrai louer une chambre d'hôtel sans crainte qu'on me demande mes papiers. Je me réjouis bien d'être davantage chez moi pour pouvoir un peu mieux travailler. De Moscou, pas de nouvelles. Frossard partira demain sans passeport. Je pense bien que, malgré ma nouvelle situation, on me laissera quelque temps encore ici. Prépare-toi donc à venir avec les mioches. (...) Dès que je saurai définitivement ce qu'on fera de moi, j'arrangerai les choses ici et t'enverrai quelqu'un, comme c'était convenu.»

Mon optimisme sur la situation ne relevait que de la première impression. Je m'attendais à une plus forte opposition et à une volte-face de Cachin qui ne s'étaient pas produites. Frossard m'avait invité à déjeuner chez lui, le 31 décembre, avant son départ pour Moscou, où il devait, avec Souvarine, représenter le Parti communiste français. Il me fit part de ses craintes concernant les répercussions qu'auraient sur le parti les décisions du Quatrième congrès, en particulier la décision concernant les francs-maçons. Un nombre important de députés et de maires de la banlieue parisienne étaient francs-maçons et allaient mobiliser leurs sections et leurs fédérations contre l'Internationale. Il critiqua plus vivement encore les épurations décidées à l'*Humanité* et me demanda instamment de revenir sur ces expulsions, car, disait-il, il avait pris certains engagements et ne pouvait partir pour Moscou sans être sûr qu'ils seraient tenus. Je lui dis très franchement qu'il n'était pas autorisé à prendre des engagements au nom de l'Internationale ou de la direction du parti. L'amputation était nécessaire. Elle était faite. Revenir sur les

exclusions signifierait tout remettre en question. Je m'opposai donc fermement à sa demande. Le 2 janvier, en ouvrant le journal du matin, j'apprenais que Frossard avait démissionné du parti et annulé son départ pour Moscou. D'une part je fus soulagé. Il avait été l'adversaire le plus astucieux de l'Internationale, avait poussé Cachin dans la résistance en restant lui-même prudemment à l'écart et donnant l'impression qu'il était contraint de faire sa politique louvoyante pour préserver l'unité du parti. Mais je redoutais la répercussion que son départ pourrait avoir sur le parti, sachant que son influence était encore grande et qu'il allait catalyser tous les mécontents, et toutes les oppositions. Le Comité directeur, formé au congrès de Paris uniquement d'éléments chancelants du centre, réagit mollement à la démission de Frossard. Surpris, il l'enregistra avec regrets.

Le parti allait-il se désagréger?

Le 5 janvier, j'écrivais entre autres à Jenny:

« Nous avons eu dans le parti un fort orage. Les compressions à l'*Humanité*, le renvoi de Garnier, Torrès, Tourly, Lecache, ont soulevé une certaine émotion. Frossard, que j'ai vu encore dimanche, prêt à partir pour Moscou, a démissionné du parti lundi; une bande d'autres démissionnent aussi ou en font tant qu'on les fichera à la porte. Je dois voir Louis Sellier tout à l'heure pour lui parler de ces derniers événements. Ce n'est pas mauvais que Frossard s'en aille et surtout qu'il s'en aille si bêtement. Mais toute cette tempête a eu sa répercussion sur mon séjour ici. Les journaux bourgeois du soir ont publié que c'était Humbert-Droz, pasteur, Œil de Moscou, qui avait fait les exécutions. Me voilà nettement dénoncé. Le lendemain matin personne n'avait repris cette information. Mais ce silence peut être commandé par la police et je redouble de prudence. J'ai supprimé les rendez-vous que j'avais pour hier et aujourd'hui et je rôde Paris noyé dans la foule ou je reste ici, chez moi, où mes hôtes sont charmants, très serviables et désireux de m'être utiles. Je ne sais combien de temps cela durera, je puis être pris par surprise. Mais si je sens le terrain brûlant, je partirai. J'ai déjà tout préparé pour ma fuite, par le nord, sur l'Allemagne.

Je vais aujourd'hui ou demain quitter le domicile que j'ai, pour loger quelque temps à l'hôtel meublé qui est plus sûr, à cause de la curiosité des concierges et des voisins. »

Le 8 janvier j'ajoutais:

« Je suis installé, installation toujours bien sommaire dans un nouvel hôtel où je ne suis pas mal et où je compte rester quatre ou cinq jours. Depuis la publication par les journaux de ma présence

à Paris il ne s'est rien passé d'anormal ou d'inquiétant. Je continue à être très prudent et j'espère ainsi passer inaperçu. Toutes mes dispositions sont prises du reste pour filer à la première alerte et passer la frontière à un endroit sûr.

Dans le parti ça va assez mal. La démission de Frossard entraîne un flottement inquiétant. Le parti nous restera, mais diminué de moitié ou des deux tiers. Si les camarades qui demeurent travaillent avec intelligence et dévouement, on réussira à remonter le courant, sinon c'est la débâcle. (...)»

Ce n'est que le 9 janvier que je me décidai à communiquer à Moscou mon inquiétude de voir le parti réduit de moitié, au rôle d'une petite secte:

«*Confidentielle*

Depuis ma dernière lettre, deux faits importants ont sensiblement modifié la situation du parti.

1. La démission de Frossard.

2. L'organisation de l'opposition dans un comité de défense communiste.

Frossard était résigné à partir pour Moscou. Je l'ai vu encore le 31 décembre, longuement. Il était plus pessimiste qu'avant en constatant que le premier *Bulletin communiste* de la gauche contenait les mêmes attaques personnelles qu'autrefois, en constatant aussi l'esprit dominant de l'article de Dunois rentrant au journal et la façon dont la gauche avait procédé aux éliminations de l'*Humanité*. Il croyait impossible la collaboration sérieuse avec la gauche. «Elle ne sera tranquille que lorsqu'elle nous aura jetés hors du parti!» disait-il. Cependant, résigné, il était prêt à partir le surlendemain. Le 1er janvier il donnait sa démission du parti! Que s'était-il passé? D'une part, sans doute, une pression très forte des «résistants» et des éliminés du journal dont il avait, avant le retour de Cachin, attisé l'opposition. Mais, d'après ce que j'ai appris par Renoult, Cachin et ceux qui l'ont vu dans cette journée du 1er janvier, ce qui l'a déterminé, ce fut la lecture faite la veille du discours de Trotsky au Quatrième congrès — discours dont il jugeait les termes destinés à provoquer sa démission. En vain Renoult, Cachin, Sellier, Maranne, Paquereaux à plusieurs reprises ont cherché à le faire revenir sur cette décision; c'était l'issue d'un long processus d'éloignement du parti.

Je ne l'ai pas revu et je juge inutile de le revoir, les conditions dans lesquelles s'est produit ce départ me paraissent telles que nous n'avons qu'à l'enregistrer. Frossard était une force et une intelligence politiques, mais un caractère faible et hésitant, sans direction ferme. Dans la période actuelle, cette incertitude énervait le parti et était un gros obstacle à son développement et à son redressement. Sans doute son départ brusque va jeter du trouble dans le parti, même dans les fédérations qui ont déjà pris position, mais fort heureusement

le Comité directeur n'a pas bronché, à l'exception de Morizet. Si cette attitude avait été prise au retour de la délégation de Moscou, il n'y a pas de doute que la délégation eût été désavouée et que la majorité du Comité directeur et du parti eût rompu avec l'Internationale. Frossard démissionne trois semaines trop tard pour faire le mal qu'il aurait pu faire. Alors il eût pu emporter l'*Humanité*. Grâce à ses perpétuelles hésitations, nous avons gagné du temps pour rendre moins nuisible son départ. Le parti et ses organes resteront fermement attachés à l'Internationale, mais la reprise des cartes marquera une diminution très sérieuse des effectifs. Si la nouvelle direction travaille bien, elle récupérera ce déchet au cours de l'année. Mais il faut compter sur un déchet de 50 à 60% !

Que fera Frossard? Il est possible qu'il prenne la tête de l'opposition. Il pourrait être là un sérieux danger et sans doute les sollicitations ne manquent point. Jusqu'à présent il ne l'a point fait...»

Mais je ne pus terminer mon rapport. Ma sécurité était en danger et il me fallut en hâte changer de domicile. Je ne pus le reprendre et le terminer que le 11 janvier. Entre-temps s'était produit un événement inattendu, subit, incroyable. La police était intervenue et avait sauvé le Parti communiste français, portant à Frossard et à ses partisans un coup que jamais toute la propagande du Kremlin n'aurait pu lui asséner.

Le 10 janvier le gouvernement avait fait perquisitionner les bureaux de l'*Humanité* et emprisonner à la Santé les dirigeants du parti et de la CGTU: Treint, Ker, Sémard, Monmousseau, Maranne, Gourdeaux, Lefèvre et encore d'autres militants de la CGTU. Le 19 janvier le gouvernement demandait la levée de l'immunité parlementaire de Cachin qui rejoignit ses camarades en prison. La répression s'abattait sur le Parti communiste et la CGTU. Aussitôt, par un réflexe inné et immuable de la classe ouvrière, la solidarité avec les emprisonnés regroupa les travailleurs et les communistes autour du parti et de la CGTU. Frossard et les membres de son nouveau parti faisaient figure de froussards et de déserteurs au moment du danger.

Je pouvais donc terminer mon rapport à Moscou, commencé le 9 janvier dans une tonalité mineure, avec une perspective plus optimiste. Tout ce qui était sain dans le parti se retrouvait pour résister à la répression gouvernementale. La séance du Conseil national du 21 janvier s'annonçait bien.

Dans sa lettre au Parlement demandant la levée de l'immunité parlementaire de Marcel Cachin, le procureur général Lescouvé affirmait que j'avais présidé la conférence d'Essen qui réunissait des représentants des partis communistes allemand et français et

des représentants des syndicats de ces deux pays, pour combattre la politique du Gouvernement français qui venait d'occuper militairement la Ruhr, mesure qui réveillait en Allemagne les sentiments nationalistes et faisait naître le premier mouvement fasciste.

Je fis envoyer, de Suisse, datée du 15 janvier, de Boudevilliers, la lettre suivante au procureur général Lescouvé:

«Des amis me font parvenir le *Temps* du 13 janvier où je lis dans votre lettre aux membres de la Chambre: «Il est établi que M. Cachin a assisté, à Essen, aux travaux d'une conférence communiste tenue sous la présidence de l'un des membres les plus actifs du Parti communiste international, Humbert-Droz, personnage déjà très connu, dont la propagande germanophile pendant la guerre est présente à tous les esprits.»

Ces affirmations me concernant sont absolument fausses. Je n'ai pas assisté à la conférence d'Essen, je ne l'ai donc pas présidée. J'étais pendant ces jours à Paris même, les participants à la conférence d'Essen, comme les camarades que j'ai vus à Paris pendant ces journées pourront confirmer mes affirmations qui détruisent les vôtres.

D'autre part je n'ai jamais été germanophile. Avant la guerre déjà j'étais antimilitariste, je le suis resté pendant toute la durée de la guerre, soit à Londres comme pasteur à l'Eglise française, de 1914 à 1916, soit à La Chaux-de-Fonds comme rédacteur du journal socialiste *La Sentinelle,* à partir de 1916. D'abord tolstoïen et réfractaire, je me suis rallié de plus en plus au mouvement zimmerwaldien et communiste. Jamais, comme mes articles et mes brochures en font foi, je n'ai soutenu l'impérialisme allemand. J'ai toujours été l'adversaire de tous les impérialismes et je n'ai jamais attaqué l'impérialisme français sans attaquer en même temps l'impérialisme allemand. Vous ne pouvez ignorer du reste que le mouvement de Zimmerwald n'était pas germanophile, puisque ce sont les Zimmerwaldiens allemands, Liebknecht en particulier, qui ont provoqué la chute de l'empire.

Ainsi votre lettre, en ce qui me concerne, est absolument fausse. Je tenais à rétablir les faits pour ne pas alimenter, par mon silence, une accusation qui repose sur des faits erronés.»

Entre-temps Ker m'avait fourni des papiers au nom de Blaise Imbert, ingénieur au Boucau. Le maire communiste du Boucau avait procuré la carte d'électeur, le livret de famille et le passeport au nom de ce citoyen français honorablement connu qui, naturellement, ignorait que l'Œil de Moscou à Paris portât son nom. J'avais insisté pour avoir des papiers à un nom de consonance proche du mien pour le cas où l'un de mes enfants prononcerait éventuellement le nom d'Humbert.

J'avais pris l'habitude de collaborer à l'*Humanité* et au *Bulletin communiste*. Mes amis du temps de guerre, Monatte, Rosmer, Martinet, m'avaient baptisé Jean-Christophe pour éviter d'avoir à prononcer mon vrai nom devant des tiers. Je signai mes premiers articles Jean-Christophe. Mais Romain Rolland protesta, car Jean-Christophe, dit-il, ne serait pas devenu secrétaire de l'Internationale communiste. Dès lors, on m'appela simplement Christophe, pseudonyme que je continuai à porter en Italie en 1924 et dans mes relations avec Moscou. Toutefois je changeai maintes fois de pseudonyme pour dépister la police. Je suis intervenu parfois sous le nom de Marcel, qui fut un certain temps le pseudonyme de Manouilsky, aussi sous le nom de Charpentier, puis, en Amérique latine, sous celui de Louis.

Je cherchais à rassurer Jenny au sujet de la situation qui m'était faite:

«Bien reçu tes lettres. Sans doute la police sait que je suis ici et me cherche. Je vais utiliser l'adresse de Marcel.[1] Tu peux encore utiliser celle que je t'ai donnée jusqu'à nouvel avis. Je t'enverrai encore une lettre à mon nom. Ne tiens pas compte du contenu, qui sera faux, pour dépister la police.

Ce matin on a opéré des arrestations et nombre de perquisitions. On monte un nouveau complot et on ne serait pas fâché de me prendre. Je cours sans doute des risques, mais je redouble de prudence et il est possible que je m'éloigne pour quelques jours. Tu sais que je suis un lutteur, je suis maintenant dans les premières lignes.

Je pense doublement à toi et aux petits. Pour vous surtout je ferai l'impossible pour rester libre et faire quand même mon devoir que le départ de Frossard et les arrestations compliquent.»

Et ces quelques mots le lendemain:

«Tout va bien, ne t'inquiète pas trop. Je fais très attention. Sans doute, jusqu'à nouvel avis, je ne songe pas à te faire venir. Mais la période critique passera vite.»

Je donnais plus de détails le 14 janvier:

«Tu auras vu sans doute dans l'*Humanité* que Ker a été perquisitionné et arrêté. J'espère que tu n'auras plus rien envoyé chez lui (adresse Crépet & Cie) car son courrier est ouvert et remis à la police. Les perquisitions et les arrestations continuent. Elles sont très utiles au parti. Ça coupe l'herbe sous les pieds des «résistants» et Frossard n'en mène pas large.

Mon rôle ici est à peu près terminé. Le parti se ressaisit et, face au danger, retrouve une unité qu'il eût été difficile de lui rendre.

[1] Marcel Girard, communiste à La Chaux-de-Fonds.

Les fractions, même la gauche, cessent de se réunir, pour se vouer avant tout au travail positif du parti.

Pas de questions litigieuses en vue; une camaraderie confiante renaît et je pourrai partir je pense dans le courant de la semaine (sans blague!). Je te prie donc de ne plus te préparer à venir. C'est moi qui, dans une semaine ou dix jours au plus, serai auprès de vous.

Je verrai demain encore plusieurs camarades et si je vois que tout va bien, je partirai mardi ou mercredi pour la Belgique. J'y resterai, à Bruxelles, jusqu'au 21, au cas où l'on aurait besoin de moi et, au début de la semaine prochaine, je rentrerai en Suisse attendre les «ordres de Moscou» en ce qui me concerne. Il est inutile que je reste ici. Si je me faisais prendre, ce serait un service très grand pour le gouvernement et un sale coup pour les emprisonnés. Le mieux est donc, puisque le parti marche bien, que je parte au moins pour quelque temps.

Ne m'écris plus à Paris, ni à Bruxelles. Je continuerai à t'avertir de mes faits et gestes, mais mieux vaut que je reste sans nouvelles pendant quelque temps.»

Un imprévu changea ces plans. Le 17 janvier, Souvarine étant revenu de Moscou, je décidai de rester à Paris; j'en avisais Jenny le même jour:

«Je pensais partir vendredi matin, mais j'apprends à l'instant par Marguerite (Rosmer) que Souvarine est de retour. Comme on craint les conflits qu'il peut rallumer, Rosmer me prie de rester jusqu'à dimanche, ce que je ferai.»

Le 20 janvier je rassurais Jenny en lui annonçant le retour de Souvarine et l'arrivée à Paris de Kolarov, pour la réunion du Conseil national. Mon avenir restait incertain. J'élaborais et abandonnais des plans.

«Comme je te l'annonçais dans ma dernière lettre, je suis encore à Paris. J'ai vu Souvarine qui m'annonce que Kolarov doit arriver aujourd'hui pour prendre la parole au Comité national de demain. Je le verrai donc aujourd'hui et saurai par lui ce que l'on entend faire de moi. Mon intention est toujours de partir, soit demain, soit lundi, pour vous rejoindre et attendre en Suisse des instructions.

Peut-être Kolarov sera-t-il d'un autre avis et reprendrons-nous nos plans de séjour à Paris. Tout cela est encore très indécis. Je te tiendrai au courant au fur et à mesure que les événements se dérouleront. Il est même possible, si Kolarov a dû prendre l'engagement de ne pas parler en public, que je doive parler moi-même demain au Conseil national.

Pour l'avenir, rien de précis devant moi. Si Kolarov me demande

de rester ici il faudra alors organiser notre vie — je dis *notre* parce que je ne peux vivre sans toi et que si je reste ou reviens ici, il faudra que tu viennes avec moi. Ce sera du reste infiniment plus sûr pour moi d'être en famille, dans un petit appartement meublé.

Si je rentre en Suisse et que je sois libéré par l'Internationale, la question se posera de savoir comment vivre.

Il est possible que l'*Humanité* me désigne comme correspondant à Genève, ce qui nous permettrait de faire une part du budget. Il est aussi question ici, si je ne suis plus au service de l'Internationale, de me désigner comme correspondant de l'*Humanité* à Berlin ou en Italie. Bref, je pense que je ne resterai pas longtemps sans emploi. Il est également possible que Moscou me rappelle pour travailler là-bas. Dans tous ces cas nous irons et vivrons ensemble. Pierrot devient assez grand pour supporter un voyage fait dans de bonnes conditions.

Tu le vois, je suis toujours dans l'indécision, vivant au jour le jour, modifiant mes projets et mes plans, mais n'ayant au fond qu'une idée, être bientôt auprès de toi, vivre avec toi et les enfants. Que ce soit à Paris, à Genève, à Berlin ou à Moscou, quand tu es là, je peux travailler et vivre, quand tu es absente, je suis le plus malheureux des hommes.

Ne te fais pas de soucis pour moi, je suis très prudent et déjà la police s'est relâchée dans sa surveillance. Dès que le cap de demain sera franchi, ce sera de nouveau facile de se cacher ici.

J'ai vu hier longuement Monatte qui est vraiment le camarade le plus sympathique que je connaisse en France. Il adhérera au parti je crois sous peu. Il ne m'a absolument pas reconnu et me croyait de retour en Suisse.

Dans le parti ça ne marche pas mal. Sellier est très actif et mène le parti avec beaucoup de doigté et de maîtrise. Il sera un excellent secrétaire général. Rosmer, toujours assez lent et trop mou, ne suit pas la vie du parti assez activement. Au journal c'est la désorganisation, comme toujours. Dunois n'organisera jamais rien et c'est un gros point noir. (...)

J'ai bien reçu ta longue lettre du 14 et du 15. Tu vois que la police est stupide. Elle saisit la correspondance de Ker, mais pas celle qui lui arrive au nom de Crépet. Heureusement ! »

L'atmosphère au Conseil national du 21 janvier fut excellente, les diverses oppositions ayant été éliminées lors de sa préparation ! Kolarov et la direction du parti jugèrent opportun de m'éloigner de France pour quelques semaines, afin de ne pas aggraver, par mon arrestation éventuelle, le procès en Haute Cour préparé par le gouvernement contre la direction du parti et de la CGTU. Je rentrai alors en Suisse et me mis à la disposition du Parti communiste suisse, en attendant, de Moscou, de nouvelles directives pour mon travail.

En février, je pris part, à Berlin, à un comité international pour examiner la situation créée par l'occupation de la Ruhr et l'éventualité d'une nouvelle crise révolutionnaire en Allemagne. C'est là que je reçus de Zinoviev une lettre très amicale me témoignant la reconnaissance et la confiance de l'EKKI pour mon travail en France et me priant d'y retourner pour quelques mois. Cette lettre avait la teneur suivante:

«Cher ami,

J'ai reçu la lettre dans laquelle vous m'informez entre autres que, par suite de l'arrivée de Souvarine, vous restez encore quelques jours. Nous avons lu les infamies publiées contre vous dans le *Populaire* et dans le *Peuple;* néanmoins, j'estime qu'il conviendrait que vous continuiez, encore pour quelques mois, de rester notre représentant à Paris. Les temps les plus difficiles sont apparemment passés, mais le parti a encore à accomplir une immense tâche historique. La Section française, on peut le dire sans exagération, est maintenant notre section la plus importante. Elle tient, jusqu'à un certain point, le sort de l'Internationale communiste entre ses mains. Vous avez réussi à faire en France un excellent travail et à nouer les meilleures relations avec les principaux militants du parti. Le temps viendra où nous devrons liquider peu à peu le régime des fractions. Personne mieux que vous n'est qualifié pour l'accomplissement de cette tâche. Ce qui se passe maintenant en France est, il va de soi, incomparablement plus important que la Suisse romande. Voilà pourquoi je vous prie instamment, si votre santé vous le permet, et s'il n'y a pas à cela d'obstacles insurmontables, de revenir le plus tôt possible à Paris. En tout cas télégraphiez immédiatement quelle est la situation. Ce qu'il y a de plus dangereux maintenant, c'est la situation au sein de la CGTU. Frossard s'efforce d'y prendre sa revanche. L'élection de Dondicol à la place de Monmousseau est un véritable scandale et constitue un immense danger. Nous ne devons en aucun cas permettre que Frossard et consorts entrent dans le comité d'action. Nous sommes pour le front unique, même avec les socialdémocrates parce que ces derniers ont, quoi qu'il en soit, des masses derrière eux, mais nous sommes catégoriquement contre le front unique avec des déserteurs et des traîtres comme Frossard qui n'ont personne avec eux. A mon avis, il conviendrait de réfléchir sérieusement à la question de savoir s'il ne conviendrait pas de rééditer à nouveau, à Paris, un journal du soir. J'ai grand peur que, s'appuyant sur le *Merle blanc,* Frossard ne tente de prendre la place libre. Ce serait un coup sensible pour le Parti communiste.

J'attends de vous des télégrammes ou des lettres.

Meilleures salutations. G. ZINOVIEV.»

Rentré à Paris, je me mis en quête d'un appartement pour ma famille, où je puisse travailler avec un maximum de sécurité et fis

inscrire mes deux enfants sur les papiers d'identité français reçus du parti.

Un petit pavillon meublé, à Neuilly, qui appartenait à Mme Breval de l'Opéra, me parut convenir à notre vie clandestine. Pas de concierge, ni de voisins. Je le louai pour trois mois au prix élevé de mille deux cents francs par mois. Ce loyer était cher, mais nous évitions les frais de restaurant en cuisinant nous-mêmes et pouvions y loger des camarades étrangers, de passage, obligés aussi de vivre illégalement; ce furent entre autres Rakosi et Voya Vouiouvitch.

Jenny arriva de Suisse avec les deux enfants. Une camarade dévouée, Jeanne Frontier, étudiante en chimie, fit le voyage avec eux et Marguerite Rosmer, seule à Paris à connaître mon nom et mon adresse, alla les quérir à la gare pour les piloter jusqu'à Neuilly.

Notre pavillon-refuge était confortable. Au rez-de-chaussée s'ouvraient, sur un petit corridor, le salon, la chambre à manger, la cuisine et une chambre de bonne; au fond du corridor un escalier conduisait au premier étage où deux grandes chambres à coucher donnaient sur la rue, une spacieuse chambre de bain se trouvait au-dessus de la cuisine et au-dessus de la chambre de bonne une petite chambre à coucher servit de gîte à nos hôtes, à tour de rôle. Derrière la maison, une cour de gravier où deux arbres projetaient leur ombre salutaire était bordée d'un haut mur arrêtant les regards indiscrets. Ce mur côtoyait le préau d'une école de jeunes filles. Nous ne pouvions trouver un abri plus approprié. En un quart d'heure à peine, à pied, nous étions au Bois de Boulogne.

Ainsi logés et munis de papiers d'identité français, mis en sécurité par une vie de famille petite-bourgeoise, nous pouvions vaquer tranquillement à nos besognes, ce qui me permit de travailler activement dans le parti. J'assistais chaque après-midi aux séances de la rédaction du journal qui, en fait, déterminait la politique du parti. Souvarine, chargé par le Bureau politique d'assurer la liaison avec le journal, n'y venait jamais. En revanche, il censurait les articles qui ne lui plaisaient pas, sans en référer jamais au Bureau politique dont il était membre. J'étais présent aux séances du Bureau politique qui se tenaient tous les deux jours dans la Maison du parti, à la rue Lafayette.

Il me fallait bien sûr veiller à ne pas être suivi au sortir de ces réunions. Quittant l'*Humanité* par une sortie de service, je prenais le métro toujours dans la direction opposée à Neuilly. J'attendais sur le quai que tous les voyageurs soient entrés dans les voitures

et y restais seul jusqu'au prochain afflux de voyageurs. J'entrais dans la rame suivante et descendais à l'une des stations à grand trafic où, dans la cohue, je changeais de quai et de direction pour prendre celle de la Porte Maillot. J'en pris finalement une telle habitude que ces précautions devinrent instinctives.

Durant notre séjour de neuf mois à Neuilly, nous n'avons eu qu'une seule alerte qui nous mit en émoi. Un matin, en ouvrant les volets côté rue, Jenny aperçut plusieurs policiers en uniforme devant la maison et au carrefour tout proche. Etant donné notre situation d'illégaux, nous avons aussitôt supposé que ce déploiement de forces policières nous visait. Toutefois rien d'insolite n'intervenant, Jenny décida de sortir avec les enfants au nez des gendarmes pour se rendre, comme chaque jour, au marché. Elle en revint sans avoir été inquiétée, mais intriguée par l'afflux de forces de police dans les rues adjacentes. Je sortis à mon tour et fus agréablement surpris de passer quasi inaperçu. Quelques heures plus tard seulement, nous eûmes la solution de ce curieux manège: la duchesse de Nemours avait son hôtel dans la rue où se trouvait notre pavillon et ce jour-là elle se mariait, d'où cette mise sur pied d'un régiment de policiers en uniforme pour permettre aux voitures de la noce de circuler librement.

Nous avons passé quelques quarts d'heure d'angoisse calmée par un défilé de toilettes de gala directement sous nos yeux, dont Zou se délecta.

Dans le parti, la lutte acharnée des fractions s'était éteinte devant les nouvelles tâches qui s'imposaient à lui. Mais de nouveaux conflits surgissaient.

Il y eut tout d'abord le conflit presque inévitable entre la direction emprisonnée, Treint et Cachin en particulier, et le Bureau politique en liberté. Les emprisonnés, secrétaire du parti et directeur de l'*Humanité*, entendaient diriger le parti de la prison. Ils étaient au régime politique, dans un quartier réservé de la prison de la Santé interdit aux gardiens, avec cellules ouvertes, possibilité de se réunir, d'avoir leurs repas du restaurant, d'écrire et de publier leurs écrits, de recevoir leurs visites sans témoins ni restriction, voire de faire venir des meubles plus confortables que ceux de la prison.

Il fallut organiser une collaboration avec les emprisonnés et ne prendre aucune décision importante sans les consulter au préalable, étant entendu que le Bureau politique tiendrait compte de leur opinion, mais déciderait en dernier ressort. Cette règle fut respectée au petit bonheur, mais bientôt surgirent des conflits plus sérieux.

Souvarine censura des articles de Cachin, refusa d'insérer un article de Treint, égara un article de Cachin et l'un des miens. Treint et Cachin donnèrent leur démission en signe de protestation.

J'envoyai à Moscou un exposé des faits qui aggravaient le conflit, en écrivant entre autres, le 3 avril 1923:

«(...) Treint avait écrit un article en réponse à celui de Louis Sellier où il répétait et aggravait encore ses déclarations précédentes sur le militarisme rouge et l'impérialisme ouvrier. Le Bureau politique décida de refuser la publication de cet article. Treint, dont plusieurs articles avaient été écourtés ou arrangés par Souvarine, donna alors sa démission de secrétaire général après avoir cherché à user de son autorité de secrétaire général pour faire passer son article. Pour Cachin le cas était à peu près identique. Les articles presque quotidiens de Cachin étaient retardés, passés en seconde page, voire même remaniés. Un jour Souvarine avait soumis au Bureau politique un article de Cachin et un article de moi sur le parti de Frossard. Souvarine égara ces deux articles. Cachin, non averti, crut que Souvarine avait jeté son article au panier et avisa Sellier qu'il démissionnait de son poste de directeur de l'*Humanité*, ensuite des brimades du Bureau politique et qu'il saisirait le parti de cette situation. Ce conflit avec les emprisonnés eût été mortel au parti dans les conditions où il se présentait. J'ai immédiatement fait dire à Cachin de chercher une entente et de renoncer à donner sa démission. Les camarades du Bureau politique étaient aussi désireux de liquider le conflit par une entente. Cette entente est intervenue. La liaison avec la Santé sera mieux établie, les décisions importantes du Bureau politique seront discutées à la Santé, je resterai personnellement en correspondance suivie avec Cachin et les camarades de la Santé pour leur faire part de mes observations. L'article de Treint a paru dans le *Bulletin* un peu arrangé et avec une réponse de Souvarine. Treint reprend sa collaboration interrompue par cet incident. Les articles de Cachin passeront. Cachin a du reste été rassuré en apprenant que mon article avait subi le sort du sien, ce qui ne l'a pas empêché de protester contre le fait que ses articles et ceux du représentant de l'Exécutif passent par la censure de Souvarine. Une des causes de cette mésentente avec la Santé provenait aussi de deux campagnes menées contre le gré des emprisonnés: la série de Souvarine sur les révélations policières du PUC[1] au nom du Bureau politique et les deux articles de Souvarine sur la préparation de Francfort qui donnaient une note toute différente à la campagne que celle que lui donnaient Dunois et Cachin. Sur ces deux points du reste, j'approuve les critiques des emprisonnés. Le différend est maintenant liquidé, mais je serais heureux de sentir Souvarine à Moscou. Sa présence ici et ses méthodes de travail sont un continuel danger dans la période de convalescence du parti.»

[1] Parti d'unité communiste créé par Frossard.

Mais Cachin restait persuadé que Souvarine avait intentionnellement perdu les articles qu'il disait s'être égarés à la rédaction. J'étais près de partager son avis.

Pour coordonner le travail du Bureau politique et des emprisonnés, je me rendis à la Santé. C'était un acte hardi et dangereux. Pas question d'utiliser mes papiers français qui, en cas d'arrestation, auraient compromis l'ingénieur Blaise Imbert et surtout le maire du Boucau et ma famille à Neuilly. J'obtins donc la carte électorale d'un camarade de la banlieue parisienne et me présentai à la Santé sous son nom. A mon entrée, le nom et l'adresse inscrits sur la carte furent annotés et l'on me prit les empreintes digitales, reprises à ma sortie à côté des premières. On me conduisit jusqu'à la porte du quartier des détenus politiques et on m'enferma, libre dans le quartier. Nous pûmes tenir pendant plusieurs heures une séance de la direction du parti, dans la grande cellule de Cachin. Cette visite à la Santé eut pour effet d'assurer une meilleure collaboration entre les emprisonnés et le Bureau politique et de réduire leur méfiance. J'adressai dès lors des lettres à Cachin et aux autres détenus sur les problèmes politiques qui se posaient au parti et dont le principal a été l'éventualité d'une révolution allemande qui posait à la France et à son Parti communiste de très sérieux problèmes.

La crise politique allemande de l'année 1923 avait été déclenchée par l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises, pour contraindre l'Allemagne à payer les réparations dues à la France.

Le Parti communiste français avait protesté avec énergie contre cette occupation et entrepris un travail sérieux dans l'armée. Quand Zinoviev, dans sa lettre du 22 février, m'écrivait: «La Section française, on peut le dire sans exagération, est maintenant notre section la plus importante», il pensait à la révolution en Allemagne et au danger d'une intervention contre-révolutionnaire de l'armée française que les communistes français auraient le devoir d'empêcher et de paralyser par leur action.

Une telle tâche eût été relativement facile si la «révolution allemande» préparée à Moscou avait eu un caractère nettement prolétarien. Mais ce n'était pas le cas. Les Russes, Radek en particulier, recherchaient une alliance avec les revanchards allemands, nationalistes excités par l'occupation de la Ruhr qui rêvaient d'une revanche contre la France. Ce caractère nationaliste et revanchard, cette alliance des communistes allemands avec les fascistes nationalistes de Rewentlov paralysaient l'action de soutien que l'Internationale

attendait des communistes de France. Les Russes jouaient sur deux tableaux; d'un côté les communistes allemands participaient dans deux *Länder* allemands, la Saxe et la Thuringe, à des «gouvernements ouvriers» grâce à la coalition avec les socialdémocrates de gauche; de l'autre ils pactisaient avec l'opposition de droite et le nationalisme.

Quant à moi, j'étais opposé à une telle tactique et sentais toute la responsabilité du Parti communiste français, après les conférences d'Essen, de Berlin et de Francfort, ayant le devoir international d'appuyer une révolution allemande dont le caractère était douteux et l'issue imprévisible, car les communistes agissaient avec l'arrière-pensée d'utiliser les nationalistes pour les duper ensuite, tandis que nationalistes et fascistes étaient bien décidés à utiliser les communistes pour démoraliser l'armée française et prendre une revanche militaire contre la France.

Ma correspondance avec Moscou fait état des difficultés d'une propagande pour la solidarité des travailleurs français en faveur d'une révolution allemande teintée de nationalisme:

«6 septembre 1923.

(...) La tactique suivie par le parti allemand à l'égard des nationalistes, et qui est vivement attaquée par la presse du bloc des gauches, provoque aussi un certain malaise dans le parti et dans la classe ouvrière française. Sans doute les militants du parti font confiance au parti allemand et à l'Internationale qui suivent cette tactique, mais leur attitude est davantage un acte de foi et de confiance qu'une manifestation de compréhension et d'approbation politique. C'est dire que dans la masse des sympathisants cette attitude est incomprise et cette incompréhension peut avoir des suites graves. Il ne faudrait pas que la conquête des éléments petits-bourgeois nationalistes allemands se fasse en perdant l'appui que la révolution allemande a dans la classe ouvrière française. Il n'y a pas de doute que la tactique du parti allemand à l'égard des nationalistes rend infiniment plus difficile la tâche du Parti communiste français et diminue les sympathies des masses ouvrières pour la révolution allemande. Il y a un flottement, une hésitation qui pourrait devenir hostilité si la révolution allemande apparaissait comme englobant ou enrôlant les éléments nationalistes revanchards. Autant une révolution prolétarienne provoquera l'appui des masses ouvrières françaises, autant un mouvement englobant les nationalistes rencontrera son opposition. Je crois le parti incapable de remonter le courant que provoquerait la grande presse dans la classe ouvrière contre une révolution entachée de nationalisme. Le parti fait du reste fort peu pour expliquer cette tactique du parti allemand, parce qu'il y règne aussi une certaine hésitation. De bons camarades pensent que la tactique est dangereuse, que certaines déclarations sont trop

patriotiques; ils comprendraient sans difficulté la défense de la patrie révolutionnaire après la prise du pouvoir par le prolétariat; ils trouvent trop subtile la défense de la patrie révolutionnaire par anticipation, quand elle est encore la patrie de Stinnes, gouvernée par la bourgeoisie. J'exprime ces hésitations plus nettement qu'elles ne se formulent, mais je suis persuadé que dans le parti un tel sentiment est présent. Je le répète, il est absolument nécessaire que le parti allemand se préoccupe des répercussions graves que peut avoir sa tactique et qu'elle a déjà dans la classe ouvrière française et internationale, car cette inquiétude des communistes je l'ai remarquée en Suisse, en Espagne, au Portugal et elle existe sans doute ailleurs encore.

Il serait bon que Radek écrive pour la presse française une série d'articles pour bien préciser sa pensée et la tactique du Parti communiste allemand. Cela permettrait de dissiper l'inquiétude des militants du parti.»

«20 septembre 1923.

(...) Vous aurez vu dans la presse réformiste que l'offensive contre le parti allemand a continué et s'est précisée plus violente. Les résistants se sont naturellement montrés dans cette campagne plus abjects que les socialistes. Je vous confirme sur ce point mes impressions de mon dernier rapport.

La conférence des délégués régionaux qui siège ces jours et qui reflète l'opinion de la province prouve que partout les camarades du parti sont très troublés par les déclarations nationalistes de nos camarades allemands et ne comprennent pas. A plus forte raison dans les milieux sympathisants. L'article de la *Rote Fahne* du 2 septembre, qui parle d'une alliance avec les nationalistes de Rewentlov est critiqué. Non seulement on pense que de telles déclarations nuisent à la révolution allemande, mais on pense que les camarades allemands ont exagéré cette tactique et ont fait des déclarations inadmissibles. Je vous avoue franchement que devant de telles affirmations nous avons été très embarrassés pour défendre la tactique de nos camarades. Vouiouvitch qui est venu quelques jours à Paris nous a affirmé que la Centrale du Parti communiste allemand avait décidé de modifier cette tactique et de modérer ces déclarations belliqueuses. Après avoir longuement discuté avec lui, j'ai commencé une série d'articles contre les socialistes avec ce mot d'ordre «la révolution allemande, c'est la paix», le seul qui nous permette de remonter le courant. Sans doute nous ne pouvons déclarer inexactes les citations de Grumbach, mais en apportant d'autres citations d'un autre caractère, nous pouvons affirmer qu'il a déformé la pensée de nos camarades d'Allemagne. Les derniers documents venus de Berlin concernant la tactique du Parti communiste allemand montrent que l'orientation s'est précisée dans le sens de la campagne engagée par nous et j'insiste pour que cette ligne qui affirme la volonté de paix et de payer les réparations soit confirmée

et si possible renforcée. Elle aura ici une très grosse influence sur l'opinion publique et raffermira la confiance des camarades du parti.

Dès que notre attaque aura porté ses premiers résultats, le Bureau politique envisage l'organisation d'une «journée du prolétariat allemand» et le lancement d'une souscription de solidarité. Si nous ne l'avons pas fait avant, c'est que nous avons craint que l'inquiétude que nous sentions ne se traduise par une collecte peu enthousiaste, ce qui aurait eu un effet contraire au but que nous poursuivons. Il nous a paru nécessaire de raffermir le moral du parti avant.

Le parti a aussi pris quelques mesures urgentes pour intensifier son travail dans l'armée de la Ruhr et du reste du pays. Vaillant, Tommasi et Doriot, d'accord avec Vouiouvitch, réorganisent et intensifient le travail. Ces événements ont montré clairement l'insuffisance des liens et des échanges de vues entre Paris et Berlin. Si vous me maintenez ici encore quelque temps, je suis décidé à aller tous les mois ou au moins toutes les six semaines à Berlin pour reprendre contact avec la Centrale et envisager avec elle le travail à effectuer ici. Beaucoup de camarades envoyés à Berlin d'ici rentrent sans avoir rien ou bien compris les tâches du parti.»

«29 septembre 1923.

(...) Cette semaine qui a enregistré la capitulation de Stresemann et le rapprochement franco-anglais a considérablement raffermi la position de Poincaré. La presse de gauche qui, au temps du désaccord avec l'Angleterre s'appuyait timidement sur les critiques britanniques pour faire une opposition à la politique impérialiste de Poincaré se tait ou se rallie à cette politique qu'elle n'avait jamais nettement condamnée. Le franc s'est raffermi aussi, la livre anglaise a perdu plus de 10 francs en une seule semaine. Cette situation ne durera pas sans doute, mais momentanément Poincaré a consolidé ses positions. De plus en plus clairement apparaît aussi le but de l'occupation. La politique française ne vise pas au paiement des réparations, mais au démembrement de l'Allemagne et à l'annexion déguisée de la Rhénanie et de la Ruhr. Il est très probable qu'au cas d'une révolution en Allemagne, la France se bornerait au début à proclamer la République rhénane et de la Ruhr et à défendre leur indépendance et l'ordre intérieur. Cette politique est nettement réclamée par les nationalistes de l'Action française et il n'y a pas de doute que Poincaré s'y engage de plus en plus résolument. Les accords économiques n'expliquent pas tout dans l'attitude de Poincaré; il y faut joindre la préoccupation certaine de disloquer l'unité politique de l'Allemagne et d'en annexer une partie. Les journaux gouvernementaux font au séparatisme rhénan une très grande publicité et montrent clairement les visées de l'impérialisme français.

La campagne des journaux de gauche contre la révolution allemande s'est poursuivie malgré notre offensive. Cependant elle a un peu faibli.

L'*Egalité*[1] a baissé le ton qui ne convenait pas à tous les membres du Parti socialiste communiste et dans le *Populaire,* Homo [2] a cédé la place à Paul Faure. C'est toujours le même refrain, mais plus grossier; on ne donne plus de citations de la *Rote Fahne,* mais on se contente d'affirmer que nationalistes et communistes alliés préparent, soutenus par la Russie, la guerre de revanche contre la France. Les quelques déclarations de la Centrale allemande sur sa volonté de paix nous ont bien aidé à remonter le courant dans le parti et chez les sympathisants. Il reste encore du trouble, mais la situation s'améliore. Vous comprendrez l'étendue du danger qu'a provoqué la tactique du Parti communiste allemand en sachant que Monatte par exemple était persuadé que le parti allemand s'engageait dans la voie des socialistes de 1914!»

«5 octobre 1923.

(...) Le retour de Cachin nous a apporté les premières nouvelles sur la réunion de Moscou. Fort heureusement la ligne politique et les préparatifs que nous avions adoptés ici sans directives ni de Berlin, ni de Moscou, se trouvent concorder complètement avec les directives de la conférence et il nous suffira d'intensifier et de développer ce que nous avions commencé. Le parti s'engage de plus en plus dans l'action en faveur de la révolution allemande. La campagne que nous avons menée l'a réveillé de sa torpeur et le malaise que je vous signalais comme conséquence de la tactique du Parti communiste allemand à l'égard des nationalistes, et de la campagne des réformistes, est dissipé dans le parti. Maintenant, pour les militants du parti et des syndicats, il n'y a plus de doute que la politique du Parti communiste allemand sera pacifique, ce qui facilite bien notre propagande dans l'armée et dans la classe ouvrière.

Il faut signaler cependant que cette situation améliorée ne touche que les sphères de militants. La masse ouvrière, même sympathisante, est complètement endormie, les réunions, même avec nos meilleurs orateurs, sont très peu fréquentées. L'opinion publique et l'opinion ouvrière sont loin de se rendre compte de la gravité de la situation en Allemagne et des responsabilités qui pèsent sur les prolétaires de France. Ce sera la tâche maintenant des membres du parti de réveiller l'opinion ouvrière et l'opinion publique. »

«8 décembre 1923.

(...) La campagne en faveur de la révolution allemande est arrêtée en grande partie en attendant des renseignements précis sur les intentions et la politique de nos camarades allemands. Je ne vous cache pas l'impression désastreuse produite par le recul des événements. Chacun comprend la nécessité de remettre à plus tard, mais on ne comprend pas la légèreté avec laquelle on avait préparé toute cette action. La confiance est bien diminuée. Dans le fond les mili-

---

[1] Le journal de Frossard et de son parti.

[2] Homo = Grumbach, correspondant de Berlin au *Populaire* socialiste.

tants du parti pensent que le parti allemand a fait du bluff et comme il était déjà très difficile de remuer l'opinion, il est évident que ce sera extrêmement difficile de redonner confiance encore une fois. Dans le parti, la politique suivie par les communistes au gouvernement saxon provoque une nouvelle offensive contre la tactique du front unique. Des adversaires du front unique triomphent et reprennent leur formule: «Jamais avec les chefs!» Il faudra, pour leur tenir tête et couper leur action faire la critique de l'application qu'ont faite de cette tactique nos camarades d'Allemagne. (...)»

Cette aventure eut son épilogue en décembre 1923 à une séance de l'Exécutif élargi où l'on condamna la direction du Parti communiste allemand, Brandler en particulier, pour ne pas avoir usé de son autorité de ministre communiste du gouvernement ouvrier de Saxe aux fins d'armer la classe ouvrière allemande. Les Russes s'imaginaient que la révolution allemande allait partir de l'Allemagne centrale, de Saxe ou de Thuringe, alors qu'à Berlin l'organisation du Parti communiste aux mains de la gauche — Ruth Fischer et Maslow — restait inactive.

C'était une conception aberrante de penser que la révolution allemande pouvait partir de la province pendant que le gouvernement central et la direction de l'armée fonctionnaient à Berlin. On ne voit pas la Révolution française naître à Limoges ou à Lyon, ou bien la Révolution russe partir de Kiev ou d'Odessa! En outre les gouvernements de Saxe et de Thuringe ne disposaient pas d'armes, les arsenaux dépendant de l'armée qui n'était nullement préparée à la révolution. Il était tout aussi aberrant de s'imaginer que la révolution allemande allait sortir d'une combinaison parlementaire.

Mais la direction du Parti communiste russe, alors aux mains de Zinoviev et de Staline, à la suite d'une aggravation de la maladie de Lénine, cherchait un bouc émissaire, plutôt que de recourir à une sérieuse autocritique de sa faute. Elle fit condamner la «droite» allemande et mit à la tête du Parti communiste allemand les gauchistes, Ruth Fischer et Maslow. Clara Zetkin et la délégation du Parti communiste polonais désapprouvèrent ces sanctions qui imputaient aux exécutants la lamentable faillite d'un plan absurde ne pouvant conduire qu'à un échec. Il est probable que, si j'avais participé à cette session de l'Exécutif élargi, j'aurais défendu le point de vue de Clara Zetkin et des Polonais, mais, en décembre 1923, j'étais à Rome et ignorais ce qui se passait à Moscou.

Le Sénat français, constitué en Haute Cour pour juger les com-

munistes et les syndicalistes accusés du complot contre la sûreté de l'Etat acquitta les militants ouvriers.

Treint reprit sa place au secrétariat du parti à côté de Louis Sellier, et ce fut une dispute interminable. Le «centralisme démocratique» permettait au secrétariat de manipuler le parti, de le commander et de jouer de la trique. Treint ne s'en fit pas faute, refusa toute collaboration avec son collègue Sellier ou avec ses anciens camarades de fraction Souvarine et Dunois et ne cessa de provoquer des conflits. En voici quelques exemples relatés dans mes lettres à Zinoviev:

«14 juin 1923.

(...) Je ne vous cache pas non plus que je considère la présence de Treint au secrétariat général du parti comme un danger qui grandira s'il ne modifie pas ses méthodes de travail et d'administration. Vous savez que, pendant qu'il était à la Santé, il avait donné sa démission à la suite de différends qu'il avait eus avec le Bureau politique concernant plusieurs de ses articles. Avant sa sortie de prison, un des délégués à la propagande, Rieu, écrivait au Bureau politique qu'il ne pourrait continuer ses fonctions parce qu'il était en désaccord avec le Bureau politique et en accord avec le camarade Treint. Treint, au sortir de prison, avait l'intention de ne pas entrer immédiatement dans ses fonctions de secrétaire. Le Bureau politique avait vu alors le danger de la formation d'une nouvelle fraction Treint–impérialisme ouvrier dans le parti. Il a conjuré le danger alors et Treint a commencé son travail. Dans ce parti convalescent et faible qui a surtout besoin d'éducation, qui a besoin de comprendre, Treint, qui a une conception tout à fait mécanique de la discipline, manie la trique. Il y a un conflit très grave entre la Fédération du Bas-Rhin (Alsace) et celle de la Moselle (Lorraine). Mon opinion, après enquête sur les lieux, était que le Comité directeur devait revenir sur sa décision et la modifier quelque peu pour donner satisfaction aux Lorrains et éviter une crise plus grave. Mais Treint, qui a découvert des déformations KAP-distes [1] dans la Fédération de la Moselle, va forcer la situation et peut-être désagréger une de nos meilleures fédérations qu'on aurait pu amener à composition avec quelques concessions. Ces méthodes autoritaires viennent aussi de provoquer un conflit à l'*Humanité:* un papier du comité d'action a été égaré par un des secrétaires de rédaction; la direction du parti était certainement en droit de rappeler à l'ordre les deux fautifs, mais Treint a exigé du Comité directeur que Dunois, qui était tout à fait étranger à la perte du papier, et son adjoint qui avait remis régulièrement le papier au secrétaire de rédaction soient aussi blâmés comme responsables de ce qui se passe en général à l'*Huma-*

[1] Tendance K.A.P.D., parti communiste ouvrier d'Allemagne, organisation communiste d'extrême gauche.

nité. Treint n'a probablement pas osé s'attaquer à Cachin lui-même. Pour obtenir ce blâme du Comité directeur, il a menacé de démissionner si le Comité directeur ne le suivait pas dans cette voie. Depuis lors c'est le conflit avec la rédaction de l'*Humanité* et une désorganisation plus grande du journal. Ces décisions importantes étaient prises en l'absence de Cachin. Les rédacteurs blâmés ont cherché à faire arbitrer le conflit par le représentant de l'Exécutif, mais Treint s'y est refusé et l'affaire va revenir devant le Comité directeur. Vous aurez reçu à Moscou le rapport de Treint et le contrerapport des quatre blâmés. Ci-joint je vous envoie copie de la lettre par laquelle je saisis à nouveau le Comité directeur de cette affaire, profitant de l'occasion pour procéder à une réorganisation complète de l'*Humanité*. Sans doute ni Cachin, ni Dunois ne dirigent l'*Humanité* et toute l'organisation du journal comme celle du parti laisse beaucoup à désirer, mais ce n'est pas à coups de trique que l'on modifiera cet état de choses. C'est au contraire en stimulant l'effort de tous.

La liaison entre la direction du parti et la rédaction de l'*Humanité* est aussi très insuffisante. Cachin, qui est très rarement au journal et moins encore au Bureau politique, ne peut assurer la liaison. En faisant voter les blâmes, Treint faisait voter le principe d'une réunion quotidienne de la rédaction à laquelle devait assister un des membres de la direction du parti. La réunion a lieu. J'y assiste régulièrement, mais la direction y assiste à peine une fois par semaine et la rédaction de l'*Humanité* discute au jour le jour de la situation politique intérieure et internationale, fixe la ligne politique du journal sans que la direction soit présente. Dans ces conditions, la rédaction de l'*Humanité* devient une seconde direction du parti. »

« 23 juin 1923.

Le conflit entre l'*Humanité* et le Bureau politique dont je vous ai parlé dans ma lettre du 14 entre dans une phase nouvelle. A la suite de ma lettre au Comité directeur, l'affaire est revenue devant le Bureau politique qui est unanime à penser que, dans l'intérêt du parti, il vaut mieux que la chose ne revienne pas devant le Comité directeur d'où le conflit sortit aggravé et qu'il soit liquidé par le bureau. Tommasi et moi avons été chargés de liquider l'incident à l'amiable. Notre première constatation a été que le conflit était aggravé. Treint et Dunois s'écrivent journellement sur un ton de plus en plus aigre. Treint, au lieu d'assurer la liaison du secrétariat avec le journal par sa présence aux réunions de la rédaction, écrit quotidiennement ses ordres au journal dans de longues lettres qui représentent son opinion personnelle et contredisent parfois les instructions que Sellier donne de son côté. Le ton de ses lettres et de celles que Dunois lui envoie en retour est de plus en plus menaçant. Nous avons fait cesser cette méthode tout à fait anormale et dangereuse de régler les relations de la Direction du parti avec le journal, en décidant que Treint cesserait cette correspondance et que

la liaison serait assurée par la présence de Dunois aux séances du Bureau politique où l'on réglerait en sa présence les questions touchant au journal et par la présence personnelle d'un membre du bureau à la réunion quotidienne de la rédaction. Tommasi fut désigné pour cette besogne. Par ces mesures, que Treint a acceptées de mauvaise grâce, nous avons déjà empêché que le conflit s'aggrave, mais il reste la question des blâmes qui sera la plus délicate.

A l'unanimité les camarades sont décidés à ne pas accepter un blâme injuste, voté sans qu'ils aient été entendus par le Comité directeur, sans qu'ils aient eu connaissance du rapport de Treint et sur sa menace de démission. Les deux camarades responsables de la perte du papier veulent bien accepter le blâme pour eux, mais déclarent que Labrousse et Dunois ont fait, en leur remettant le papier et les instructions, tout leur devoir et qu'ils ne méritent aucun blâme.

(...) Tommasi et moi sommes donc d'avis que le Bureau politique doit maintenir les blâmes votés contre les deux responsables de la perte du papier et lever les blâmes frappant Dunois et Labrousse, pour procéder à la réorganisation effective de la rédaction, comme je le demandais.

Sellier, consulté par nous, est d'accord aussi, mais le tout sera de faire accepter ce recul par Treint qui est entêté et qui en veut surtout à Dunois. Treint étant en tournée de propagande, nous attendons son retour pour régler avec lui la chose.

Sellier est très pessimiste; il redoute le conflit avec Treint, très susceptible lorsque son autorité est en jeu et qui avait déjà menacé de démissionner pour obtenir le blâme. Il craint ou la démission ou la cabale dans le parti, Treint saisissant cette occasion pour mobiliser ses hommes dans les fédérations.

Le développement de cette affaire me fait voir plus nettement le danger d'avoir Treint au secrétariat général du parti. Naturellement nous nous efforcerons de liquider le conflit sans crise nouvelle et j'espère que nous y parviendrons avec un peu de temps. Mais cet incident m'a fait voir comment Treint exerce sur les autres membres du bureau une espèce de chantage continuel soit en menaçant de donner sa démission, soit par le fait que si cela ne marche pas à sa guise, il mobilise ses hommes dans le parti. Sellier me dit qu'à la moindre alerte ce sont une quarantaine de lettres qui partent dans toutes les directions pour mobiliser les partisans de Treint et c'est pourquoi Sellier et d'autres n'osent pas lui résister et me laissent seul à m'opposer aux erreurs politiques de Treint, quitte à m'appuyer dans cette opposition. Il est très urgent que Rosmer revienne, car c'est le seul avec Souvarine qui ose, dans le Bureau politique, tenir tête à Treint. Cette situation prépare une crise. Ce parti de fidèles qui se forme au sein du parti peut avoir un jour de graves conséquences. D'autre part, malgré l'avertissement tout amical et privé que je lui ai adressé au sujet de ses méthodes autoritaires et brutales, il continue à mener le parti comme un régiment.

Des secrétaires de fédérations se plaignent du ton des lettres de Treint. «Sellier, disent-ils, nous traitait en camarades, en collaborateurs, Treint nous traite comme des subordonnés qui n'ont qu'à recevoir et à exécuter des ordres.» Cette méthode rend plus aigu le conflit avec la Moselle qui est une des meilleures fédérations, conflit qui aurait pu être aplani avec un compromis. Elle accentue aussi l'éloignement du travail des autres membres du parti. Sellier ignore ce qu'il écrit aux fédérations. La dernière circulaire aux fédérations fut envoyée par Treint sans l'avoir communiquée même à Sellier. Sellier du reste a cédé trop facilement sa place et des camarades du Bureau politique lui reprochent de n'avoir pas su garder sa place au secrétariat, contrôlant le travail de Treint qui, sans cesse, peut faire des fautes au point de vue politique.

Les camarades du Bureau politique, je le répète, se rendent compte du danger, mais craignent par-dessus tout un conflit avec Treint et de ce fait le laissent faire. Sellier cependant me dit qu'il croit qu'au prochain Conseil national on devrait nommer un seul secrétaire général qui devrait être choisi en dehors de ceux qui sont actuellement en fonction. Je serais de son avis si nous possédions le candidat.»

«23 novembre 1923.

Le retour de Souvarine. — Vous savez que Rosmer et moi étions d'avis que Souvarine ne devait pas rentrer maintenant. Son retour a été marqué par une série d'incidents pénibles. Il a d'abord foncé contre l'*Humanité,* visant Rosmer et Cachin, puis contre toute la politique du parti. Sans doute l'une et l'autre méritent des critiques, mais vous connaissez la manière de Souvarine, toute négative et stérile qui, au lieu de stimuler les camarades à faire mieux, les décourage ou les révolte. Dans la première séance du Bureau politique qui suivit son arrivée, on prit la décision que Souvarine reprendrait la direction du *Bulletin communiste,* qu'il assurerait le secrétariat général, c'est-à-dire la direction effective du journal du soir et ferait dans l'*Humanité* la campagne contre la presse bourgeoise. Treint n'était pas présent, mais Souvarine refusa catégoriquement les charges que lui confiait le parti, affirmant que ses divergences politiques graves avec le parti l'empêchaient de diriger le journal du soir, qu'il ne voulait prendre que des tâches purement techniques et réclamant, comme son dû, la direction des éditions que le parti avait confiée à Dunois. Le bureau maintint ses décisions et Souvarine quitta la séance en faisant claquer les portes.

Je le vis quelques heures après et je discutai avec lui très vivement en lui reprochant son caractère de jeune intellectuel qui ne veut faire que ce qui lui plaît, qui est incapable de se plier à la discipline du parti et qui se contente d'un rôle de critique purement négatif, sans vouloir prendre de responsabilités. Je lui ai dit qu'il était tout à fait inadmissible de prétendre posséder des fonctions à vie dans le parti et de considérer comme un crime le fait qu'en son absence le parti ait confié certaines de ses fonctions à un autre camarade.

Il lança et répéta au cours de cet entretien, de façon à être entendu de la rédaction, des accusations contre Sellier et Cachin, affirmant que s'ils avaient voulu enlever la direction réelle du journal du soir à Vaillant, ce n'était pas pour le réserver pour la propagande, mais par calcul et intrigue de caractère électoral, Cachin désirant faire élire Sellier à la place de Vaillant.

Souvarine s'est maintenant calmé, il travaille tenacement à reprendre ce qu'il n'avait obtenu au début. En proposant que Dunois parte en Russie le remplacer à l'Exécutif, il réalise son plan de faire de Dunois son remplaçant là-bas et ici il reprend les éditions. Mais les accusations qu'il a lancées font leur chemin et empoisonnent le parti. Avec Treint aussi il y a sans cesse des disputes aigres. Souvarine accuse le parti d'hypocrisie. Au dernier Bureau politique il a déclaré vouloir soulever au congrès son différend avec Treint à propos de tactique, bref l'atmosphère du parti se charge et devient très pénible.

La crise du secrétariat. — Elle s'est aussi aggravée. Il n'y a aucune collaboration réelle entre les deux secrétaires qui ignorent mutuellement ce qu'ils font. La création d'un bureau d'organisation n'a pas sensiblement amélioré la situation parce que Treint veut tout avoir en main. C'est un terrible désorganisateur. Sellier a les relations avec les fédérations, mais Treint dirige les délégués régionaux qui, eux, dirigent les fédérations. Comme Sellier ignore ce que fait Treint, on peut s'attendre sous peu à des conflits certains. D'autre part Treint est très mécontent de savoir qu'on a rendu Moscou attentif aux graves inconvénients du double secrétariat. Il y voit une attaque de Sellier contre lui et cela aussi empeste l'air du parti. Il est impossible de collaborer avec Treint. Au Bureau politique, par exemple, Doriot refuse de faire une délégation ou un travail avec Treint, à cause de son manque de méthode et de cette impossibilité de travailler avec lui.

Il faut absolument que le congrès décide de supprimer le double secrétariat, et le remplace par un seul secrétaire général. L'homme est à trouver. Il ne me paraît pas possible de sortir Rosmer de l'*Humanité* maintenant. Mais mieux vaudrait au secrétariat du parti un bon organisateur sans grande envergure politique, comme Garchery par exemple, que l'état actuel. La politique générale serait faite par le Bureau politique, où Rosmer, Cachin, Doriot et d'autres ont des capacités pour résoudre les problèmes. Treint devrait être désigné à l'Exécutif [de l'Internationale] où il est susceptible de se modifier et d'apprendre beaucoup.»

«8 décembre 1923.

(...) Il n'y a pas de doute que le mécontentement est grand et légitime contre certaines méthodes d'organisation du parti que Treint s'efforce de généraliser, bien que les expériences de la Fédération de la Seine soient déplorables. Je vous ai communiqué en son temps la résolution du groupe Renoult contre la Fédération de la Seine. Souvarine vient de répéter un peu plus vivement les mêmes critiques. Renaud Jean, d'autre part, s'élève contre les mêmes procédés dans

le parti et toutes ces critiques s'appuient sur les interventions de l'Exécutif et sont du reste pleinement justifiées. Le Comité directeur est saisi de cette question par le mémoire de Souvarine et avait décidé auparavant déjà de reprendre la critique de la Fédération de la Seine. Ce débat du Comité directeur ne pourra pas être restreint à la Fédération de la Seine, il devra envisager tout le problème des méthodes d'organisation du parti. Que sortira-t-il de ce Comité directeur? Je vous rappelle que le Comité directeur n'avait pas approuvé les projets de Treint, que le Bureau politique et le Comité directeur avaient à maintes reprises critiqué les méthodes de la Fédération de la Seine, mais Treint et la Fédération de la Seine encouragée par lui ont agi à leur guise en ne tenant pas compte des conseils et des décisions du Comité directeur et du Bureau politique. Si le Comité directeur est unanime pour redresser les erreurs commises avant le congrès, la discussion n'ira pas plus loin, mais si le Comité directeur est divisé, ce qui est probable, le débat viendra devant le congrès et nous verrons se former une tendance Souvarine, Renoult, Renaud Jean à laquelle peut du reste se rallier la majorité du Comité directeur. Nous nous efforcerons de régler cette question à l'amiable au Comité directeur et de faire comprendre à Treint la nécessité de ne pas s'entêter. Mais il n'est pas sûr que nous réussissions. La campagne de recrutement de la Fédération de la Seine a montré un véritable sabotage des décisions de l'Internationale et du parti. Un changement de personnel est indispensable.

Je vous ai signalé le coup de force démagogique de Treint au Conseil national qui a proposé, sans consulter ni le Comité directeur, ni le Bureau politique, que tous les fonctionnaires et dirigeants du parti ne pourraient être candidats aux prochaines élections. Cette décision est absurde et prépare au parti les plus grandes difficultés pratiques au moment de la campagne, et politiques au lendemain des élections. Dans l'intérêt du parti il est nécessaire de revenir sur une telle décision et on ne peut le faire que si l'Internationale demande au congrès d'abandonner cette décision qui n'est du reste pas en accord avec les décisions des congrès internationaux.

Voici les questions qui me paraissent urgentes et que l'Exécutif doit envisager:

1. *Prendre position contre les méthodes d'organisation* de la Fédération de la Seine et celles qu'on cherche à implanter dans le parti et qui suppriment l'initiative et l'intérêt des sections.
2. *Prendre une décision au sujet de la motion Treint et demander au parti de reviser sa décision à ce sujet.*
3. *Donner un avis sur l'application de la tactique du bloc ouvrier et paysan.*
4. *Décider un changement de personnel à la tête de la Fédération de la Seine.*
5. *Décider de supprimer le double secrétariat et nommer un secrétaire général unique à trouver.*
6. *Eloigner Treint momentanément et immédiatement après le congrès, en l'envoyant pour quelques mois à Moscou.* »

Ne pouvant admettre les méthodes de dictature personnelle dans le parti, je fis mon possible pour les abolir et pour éliminer les fonctionnaires qui les pratiquaient. Mes conflits avec Treint, Souvarine et Suzanne Girault sur la conception d'une direction du parti ne sont qu'une préfiguration du conflit qui m'opposa à Staline en 1928.

En décembre, je conseillai d'éliminer Treint et Suzanne Girault des fonctions de direction qu'ils occupaient dans le parti.

Mais, ce même mois, je fus envoyé à Rome, puis transféré en Italie où je restai toute l'année 1924. Ces problèmes de direction subsistaient donc sans avoir trouvé de solution.

L'Internationale délégua en France Rakosi et Manouilsky qui dirigèrent le congrès de Lyon en 1924. Manouilsky confia à Treint la direction du parti, et à Suzanne Girault, malgré la faillite de son travail, la direction de la Fédération de la Seine.

Le 11 avril 1924, Marguerite Rosmer m'envoyait en Italie des détails sur la situation intérieure du parti:

«(...) Marcel (Manouilsky) a été rappelé d'urgence à Moscou. Il est parti depuis une dizaine de jours. Je ne pense pas qu'il puisse revenir maintenant auprès de vous. Les circonstances l'ont obligé ici à une bien mauvaise besogne. Il a dû consacrer Albert (Treint), le grand homme de notre parti. Ceci est pitoyable et le résultat catastrophique.

J'ai bien peur que si les Russes ne se mettent pas d'accord le mois prochain l'Internationale reçoive un rude coup dont elle ne pourra pas se relever avant longtemps.

C'est dommage que vous nous ayez quittés avant Lyon. Peut-être auriez-vous pu empêcher cette catastrophe. Je pense bien comme vous et les deux hommes dont vous parlez [1] sont les vers rongeurs de notre parti. Mais je crains bien qu'après ceux-là il y en ait d'autres. Nous sommes mal engagés et dévorés par les fonctionnaires qui sortent de tous les côtés, qui sont pour la grande majorité incapables, dépourvus de sens politique et qui se rangent toujours du côté du plus fort pour ne pas lâcher le fromage.

Rien ne se fait en profondeur et tout est artificiel, et malgré cela la masse est prête à nous faire confiance. Pourquoi s'user dans des luttes intestines? (...)»

Le 1er août 1924, Amédée Dunois m'écrivait dans le même sens:

«(...) Il se passe dans le parti des choses qu'il faut que tu saches. En donnant à la clique Girault-Treint la tête de Souvarine, l'Exécutif a mis ces messieurs en appétit. Ne vient-on pas de décider de me placer «sous la direction et le contrôle du camarade Calgan, chef

[1] Souvarine et Treint.

de service des éditions»? Ne vient-on pas, en d'autres termes, de me débarquer sans motif du poste auquel j'ai été appelé, d'un côté par l'Internationale, de l'autre par le Comité directeur du Parti communiste français (séance du 21 janvier dernier)?

On veut évidemment que je m'en aille. Mais je ne m'en irai pas, quitte à être mis sous les ordres d'un surimbécile ou sous-primaire comme Calgan. Tôt ou tard l'Internationale se rendra compte et jugera sévèrement les maîtres du jour. (...)»

Mes efforts, une fois encore, avaient été vains.

Dans d'autres questions plus générales, je m'insurgeais contre certaines décisions prises à Moscou par la nouvelle direction du parti. Ce fut le cas par exemple dans la question de la religion. Bien que je n'eusse plus aucune conviction religieuse, je me refusais à faire de l'Internationale communiste une organisation athée. J'écrivais à ce propos à Zinoviev en date du 15 octobre 1923:

«(...) Une question qui surgit bien inopportune est celle de la religion et de l'application de la thèse du dernier Exécutif élargi. Le parti compte quelques bons militants protestants qui veulent démissionner du parti parce que la résolution du dernier Exécutif élargi fait de l'Internationale une organisation philosophique athée dans laquelle ils ne peuvent rester, ayant des convictions religieuses. Ce sont des militants sérieux et dévoués, de toute confiance et très utiles au parti. La question est venue au dernier Bureau politique qui est très ennuyé, pris entre le désir de conserver au parti des camarades qui lui sont utiles et le texte de l'Exécutif qui leur fait un devoir de prêcher l'athéisme. Je pense que la France ne sera pas l'unique section dans l'embarras au sujet de cette résolution. Les pays protestants risquent d'être placés dans de semblables situations. Le Bureau politique était d'avis que ces camarades devaient rester au parti, mais cet avis ne résout pas la question de fond. Si l'Internationale, par cette résolution, est devenue une secte ou une école philosophique, il est certain que les camarades religieux doivent en sortir ou en sortiront.

Il me paraît que la résolution a visé une situation précise et qu'elle n'a pas voulu apporter dans le mouvement ouvrier révolutionnaire une division d'ordre philosophique et écarter les militants qui n'adhèrent pas à une école philosophique athée. La résolution est très peu explicite à ce sujet. La question est pendante ici. On a autre chose à faire qu'à philosopher et à interpréter le monde. Nous avons à le changer et à rassembler toutes les forces qui veulent travailler à ce changement. Je vous écrirai plus longuement à ce sujet dès que j'en aurai le temps.»

XI

EXTENSION DE MES RESPONSABILITÉS A L'ITALIE, AU PORTUGAL ET A L'ESPAGNE

A l'Italie

Le Parti socialiste italien ayant exclu son aile réformiste au congrès de Rome d'octobre 1922, le Quatrième congrès mondial avait accepté son adhésion à l'Internationale communiste et décidé sa fusion immédiate avec le Parti communiste italien, à condition qu'il exclue le député Vella et ses amis, opposés aux vingt et une conditions.

Serrati, directeur de l'*Avanti*, était resté à Moscou pour faire partie du Comité international de fusion, en réalité parce que les communistes avaient demandé qu'il ne soit pas renvoyé en Italie dans la période délicate de la fusion. Ils se méfiaient de sa politique ondoyante, mais surtout de son expérience politique et de son influence. Pendant son absence, Pietro Nenni le remplaçait à la direction de l'*Avanti*. Or, Nenni, qui soutenait la politique de Vella, fit campagne contre les décisions du Quatrième congrès mondial. Seul Serrati, en reprenant la direction de l'*Avanti*, aurait pu faire accepter ces décisions.

La direction du Parti communiste, dont la majorité était hostile à la fusion, avait empêché le retour de Serrati et favorisé ainsi la fraction Vella qui s'opposait à la fusion. Vella et Nenni s'élevaient contre les exclusions décidées à Moscou et contre l'abandon du nom glorieux de «Parti socialiste italien». Cette campagne faisait appel au sentiment, au patriotisme du parti; elle avait influencé les ouvriers socialistes déjà traumatisés par deux scissions et par la victoire des fascistes. Même Lazzari, qui était secrétaire du Parti socialiste

et partisan de la Troisième Internationale, soutenait l'opposition.

Rakosi et Manouilsky, délégués en Italie par l'Internationale, n'avaient pas agi avec beaucoup de doigté. Leur désaccord était notoire: Manouilsky appuyait la politique intransigeante de Bordiga.

Quelques jours avant le congrès du Parti socialiste italien appelé à admettre ou à rejeter la fusion, Zinoviev me demanda d'aller y représenter l'Internationale et de renforcer le tandem Rakosi-Manouilsky.

Arrivé à Milan à la veille du congrès, je pris contact avec la direction du Parti socialiste, avec la fraction fusionniste et avec Rakosi. Manouilsky, pressentant l'échec de sa mission, avait quitté l'Italie avant le congrès.

De retour à Paris, j'envoyai à Zinoviev, le 21 avril 1923, un rapport sur ce congrès où j'exprimais aussi mon opinion sur la situation créée en Italie par le refus de la majorité du congrès de Milan d'accepter les décisions de Moscou:

«Je n'ai reçu que le 10 avril la communication concernant ma délégation en Italie pour le congrès du Parti socialiste. Je suis arrivé à Milan la veille du congrès et ai pu me mettre directement en rapport avec les camarades du Parti socialiste et Rakosi. Nous avons attendu en vain Manouilsky qui, probablement, est parti avant le congrès. En général nous avons été d'accord, Rakosi et moi, sur la tactique à suivre. J'aurais seulement voulu que nous intervenions davantage au cours du congrès. Sur la question de la Jeunesse, nous avons été en désaccord, mais Rakosi finit par admettre mon point de vue en attendant des instructions plus précises sur ce point.

A la veille du congrès, la situation était telle: les sections s'étaient prononcées et le résultat du congrès était connu d'avance. La majorité était acquise à la motion du Comité de défense [1], majorité moins importante que celle que le Comité de défense escomptait. Mais cette majorité était formée d'éléments très divers et certainement en grosse majorité d'éléments tout à fait fermement attachés à l'Internationale, mais démagogiquement entraînés par le Comité de défense sur la question du nom du parti. Le camarade Lazzari a certainement largement contribué à grouper cette majorité. Notre devoir était, en accord avec les camarades unionistes [2], de préparer, au congrès même, la campagne de propagande qui doit le suivre, pour arriver au prochain congrès à une majorité nettement fusionniste. C'était si possible de diviser, sinon au congrès, du moins dans le parti au lendemain du congrès, le Comité de défense déjà

[1] Opposé aux décisions de l'Internationale.
[2] Partisans de la fusion.

affaibli par la formation dans son sein d'une sous-tendance Lazzari.

Pour parvenir à ce but, nous convînmes avec Maffi que les unionistes présenteraient une motion préjudicielle affirmant à nouveau l'adhésion à l'Internationale, à ses statuts et à ses vingt et une conditions, pour obliger les adversaires de l'Internationale à se démasquer et pour porter le débat une fois de plus sur les principes. Nous soutenions cette tactique de notre fraction par une lettre de l'Exécutif au congrès qui ménageait cette partie du Comité de défense qui n'a suivi Vella que pour sauver le nom du Parti socialiste italien. Vous aurez vu cette lettre que j'ai écrite sur les indications de Rakosi et d'accord avec Maffi.

Cette tactique avait aussi pour but de rallier le vieux Lazzari qui est un ami fidèle de l'Internationale et que le Comité de défense a utilisé contre nous pour se faire une majorité. Lazzari, la veille encore de l'ouverture du congrès, était à une réunion de la fraction Vella qui, pour donner une façade au nouveau Comité directeur, voulait en faire le secrétaire général du parti.

Notre tactique porta immédiatement. La première journée fut consacrée entièrement à une nouvelle discussion générale et Lazzari, avec lequel nous avons encore spécialement parlé, déclarait vouloir soutenir et voter la motion préjudicielle. Devant le congrès, formé d'un petit nombre de délégués, fonctionnaires du parti et députés, la plupart intéressés à la victoire du Comité de défense, ce résultat ne pouvait changer les positions acquises, mais il aura une importance réelle au lendemain du congrès, devant la masse du parti. Les résultats du congrès sont du reste moins mauvais que nous ne pensions d'abord et il sera difficile à la majorité d'empêcher la minorité de poursuivre son travail dans le parti. A noter aussi que Vella, dans son discours, a été infiniment plus modéré qu'à Rome et que la fraction de défense a sensiblement modifié l'expression de ses idées contenues dans le manifeste du début. Nenni, avec lequel nous avons parlé, ne se fait pas d'illusion. Il considère que le vote de la motion de défense signifie que le parti reste en dehors de l'Internationale, mais il juge que c'est la meilleure solution actuelle pour le parti. Il ne cache pas son opinion que la minorité sera majorité au prochain congrès. Il m'a fait une très mauvaise impression de jeune arriviste qui a habilement exploité les traditions du Parti socialiste italien pour prendre en main l'*Avanti !* Nos camarades restent donc dans le parti. Ils éviteront de donner à la nouvelle direction les occasions qu'elle cherche pour les exclure, mais ils sont sûrs d'avoir la majorité au prochain congrès. Je le crois aussi, à condition qu'ils travaillent mieux qu'avant Milan et aussi à condition que le Parti communiste ne sabote pas le travail de rapprochement nécessaire.

Il faut que l'Internationale compte en Italie avec un développement de la situation beaucoup plus lent que ce que nous pensions au Quatrième congrès. Aujourd'hui il ne faut pas oublier que la majorité du Parti socialiste italien et la majorité du Parti communiste

italien sont hostiles à la fusion. On ne peut forcer une solution par une décision de l'Internationale. Il faut que l'Internationale intervienne dans les deux partis pour y développer la propagande en faveur de la fusion et pour mettre à leur tête des éléments favorables à la fusion. Même la collaboration provisoire sera très difficile tant que nous aurons d'un côté Vella–Nenni et de l'autre Bordiga–Terracini. Une commission paritaire doit subsister, mais tant que les directives sont ce qu'elles sont, cette commission sera surtout démonstrative, elle ne pourra pas hâter la fusion.

Dans le Parti socialiste, nos camarades travailleront s'ils sont stimulés. L'idée de faire adhérer des membres du Parti communiste au Parti socialiste est excellente, mais se heurtera sans doute à l'opposition et au sabotage du Parti communiste.

Dans le Parti communiste, il faut se rendre compte clairement que la discipline formelle du parti à l'égard des décisions de l'Internationale est en réalité un sabotage des décisions. Les dirigeants du parti ne mettent aucune bonne volonté à réaliser ces décisions. Cette discipline mécanique et formelle ne saurait suffire dans la situation actuelle en Italie. La direction du Parti communiste, d'un autre côté, élimine systématiquement les camarades favorables à la fusion. Tasca a été envoyé à Paris — on voulait l'envoyer à New York! Berti, le secrétaire de la Jeunesse, qui a entraîné la majorité de la Jeunesse dans la voie de la fusion, a été invité à aller au Comité international des jeunes! Ces cas ne sont pas isolés. La direction s'efforce d'éliminer l'opposition qui est d'accord avec nous. Rakosi m'a affirmé que le parti avait fait procéder dans la Jeunesse à un référendum pour que chaque membre dise s'il est favorable à la fusion par discipline ou par conviction! Il est nécessaire que l'Internationale intervienne aussi dans le Parti communiste pour empêcher l'éloignement de Berti et pour mettre à la direction une partie au moins des camarades qui sont d'accord avec nous.

Mon opinion est aussi que pour le moment nous ne devons pas insister sur la suppression du nom du Parti socialiste italien et de son organisation propre. Avant de procéder à la fusion il est nécessaire que les deux partis apprennent à collaborer et à lutter ensemble. La fusion se heurtera à de grosses difficultés si elle est imposée du dehors à deux partis qui au fond ne la désirent pas et qui sont plus prêts à se combattre qu'à collaborer. Il faut que la fusion et les conséquences qu'elle entraîne viennent comme un résultat de la collaboration politique des deux partis. Une fédération ou une communauté de travail temporaire me paraît être désirable avant d'insister à nouveau sur la fusion. Il s'agit d'envisager le processus de fusion comme plus long, étant donné la situation interne des deux partis et la situation politique générale en Italie. Dans notre polémique avec Nenni, il faut sans cesse tenir compte et souligner que la majorité des votes de Milan a été démagogiquement accaparée par une minorité hostile à l'Internationale, mais que cette majorité est fermement attachée à l'Internationale. Même le jour où la fusion

sera possible, il faudra voir si politiquement il est utile de faire disparaître le nom et l'organisation du Parti socialiste italien. Sous le fascisme il peut être utile au contraire de maintenir ce drapeau qui a encore aux yeux des masses ouvrières un prestige que n'a pas conquis encore notre parti et qui pourra les rallier plus aisément au lendemain de la dictature fasciste!

Une question de tactique nous a été posée par la Jeunesse. Les deux Jeunesses, socialiste et communiste, sont en majorité d'accord avec nous et favorables à la fusion immédiate. Comme la Jeunesse socialiste avait son congrès en même temps que le parti, les jeunes nous ont demandé s'ils devaient fusionner sans attendre la fusion des partis, comme une espèce de démonstration contre la nouvelle majorité du parti. Rakosi était favorable à la fusion immédiate, craignant que la nouvelle direction ne fasse un coup de force contre la direction fusionniste de la Jeunesse. J'ai été tout à fait opposé à cette tactique. La nouvelle direction pourra sans doute chercher à brimer la Jeunesse, la forte majorité que nous y avons demeurera et travaillera dans le parti avec notre fraction. Si au contraire la fusion s'opérait tout de suite, il n'y a pas de doute que la minorité antifusionniste aurait fait scission et aurait reconstitué, avec l'aide de la direction du parti, une Jeunesse entièrement hostile à la fusion. Comme nous n'étions pas d'accord, nous avons décidé de maintenir le statu quo jusqu'à ce que l'Exécutif, avec l'Exécutif des jeunes, tranche le cas. La fusion pourra se faire dans quelques semaines si l'Internationale le juge utile. Je vous ai dit la raison capitale qui me fait m'opposer à cette fusion.

Il est certain que le désaccord qui a régné entre les deux représentants de l'Exécutif, Manouilsky et Rakosi, a contribué à rendre la situation plus difficile. Je regrette en particulier que Lazzari n'ait pas été ramené plus tôt. »

La situation s'étant aggravée en Italie, Zinoviev décida à la mi-décembre de m'envoyer une nouvelle fois sur place pour l'informer de l'état dans lequel se trouvait le parti. Il jugeait ma présence en Italie nécessaire pour un certain temps et désignait Rakosi pour me remplacer en France, si je jugeais moi-même ma présence indispensable en Italie. A la demande du Parti communiste italien appuyé par Manouilsky, l'Exécutif de l'Internationale avait abandonné la politique de fusion des deux partis et décidé l'adhésion individuelle au Parti communiste des socialistes partisans de l'Internationale.

C'était le triomphe de Bordiga et des antifusionnistes du Parti communiste, mais aussi la victoire facile du groupe Vella–Nenni, qui conservait le Parti socialiste italien, et de son journal l'*Avanti*. C'était surtout, face au fascisme triomphant, le maintien de la division en trois partis de la classe ouvrière italienne.

Après avoir étudié sur place la situation, je m'opposai résolument à la décision de l'Exécutif de l'Internationale et fis une série de propositions qui changeaient complètement la tactique suivie en Italie par Rakosi et Manouilsky. Dans un rapport à Zinoviev daté du 26 décembre 1923, de Paris, j'émettais diverses propositions:

«De retour à Paris, je me hâte de vous mettre au courant de la situation du mouvement italien. Je me rends compte que la présence d'un représentant est nécessaire pour quelques mois et je prends mes dispositions pour y retourner vers le 10 janvier. (...)

Les conversations que j'ai eues à Rome et Milan avec nos camarades communistes me montrent que la majorité de Bordiga est très loin d'être homogène et que bon nombre de ses partisans considèrent que le parti a fait des fautes politiques. Ils ont confiance en Bordiga mais déplorent son intransigeance sur certains points. Dans la discussion qui va s'ouvrir sur la politique du parti, je pousserai ces camarades à exprimer leur pensée d'une façon indépendante pour faire comprendre à Bordiga que le parti dans sa majorité n'approuve pas toute sa ligne politique.

J'ai vu longuement aussi la fraction terzinternationaliste [1] et les Jeunesses. La fraction se plaint que les décisions du dernier présidium aient été prises sans la consulter, ses militants y voient un changement complet de la tactique adoptée par le Quatrième congrès et l'Exécutif élargi et un retour à la tactique de Bordiga de l'adhésion individuelle au Parti communiste. Elle est particulièrement opposée à l'entrée individuelle clandestine et à la fusion immédiate des Jeunesses. Les terzini [1] prétendent avec raison selon moi que si leur adhésion au Parti communiste est connue du Parti socialiste, toute leur action serait brisée et ils sont persuadés que cette adhésion sera connue. La minorité du Parti communiste est du même avis. Tasca m'a dit qu'il doutait fort que les exclus puissent adhérer au parti sans que cela soit rapidement connu. La majorité du Parti communiste, sans affirmer que l'adhésion resterait secrète, est favorable à l'adhésion individuelle parce qu'elle espère ainsi éviter la fusion et revenir à sa tactique de l'absorption individuelle au Parti communiste. Pour la fusion des Jeunesses, la situation est à peu près identique. Les deux Jeunesses désirent fusionner. La Jeunesse socialiste ne peut plus être d'une grande utilité pour la conquête du Parti socialiste. Mais la fraction affirme que la fusion des Jeunesses, maintenant, nuirait à son travail et serait un argument très fort fourni à la direction du parti. Elle préconise une alliance politique des deux Jeunesses qui feraient le même travail et prépareraient ainsi la fusion pour un avenir assez proche parce que la situation au sein du Parti socialiste italien doit être rapidement résolue.

---

[1] Fraction favorable à l'Internationale communiste au sein du Parti socialiste.

Les perspectives politiques des terzini sont les suivantes:

1. Ils vont faire une dernière tentative pour réunir le congrès du parti en récoltant les signatures de tous les membres du parti qu'ils pourront rassembler pour la tenue d'un congrès. C'est un moyen aussi de compter et de grouper leurs adhérents.
2. Sûrs d'avoir le nombre statutaire, ils réclameront de la direction du Parti socialiste la convocation du congrès.
3. Si elle accepte, ils livrent la bataille en vue du congrès.
4. Si elle refuse ou exclut les signataires de la demande, forts des statuts et de l'appui de nombreuses sections et fédérations, la minorité convoquera le congrès par-dessus la tête de la direction qui viole les statuts et déclarera dans ce congrès continuer le Parti socialiste italien et dénoncer la direction actuelle comme en rébellion contre les statuts et les décisions des congrès et usurpatrice du pouvoir.
5. Ils pensent de cette manière vider en quelques mois le Parti socialiste de ses membres ouvriers qui sont malgré tout pour la Troisième Internationale et qui suivront leurs vieux chefs plutôt que Nenni. Pendant ces quelques mois ils pratiqueraient l'alliance avec le Parti communiste, prélude de la fusion.

Cette ligne de conduite m'apparaît bien différente de ce que m'avaient annoncé les communistes sur la formation d'un nouveau parti et dans ses grandes lignes elle me paraît bonne, à condition de la mener vivement dans les trois semaines qui viennent, qui sont le moment de la reprise des cartes de membres.

Sans doute cette tactique recouvre certaines préoccupations d'autre nature: se présenter comme parti à la fusion plutôt que comme fraction de chefs battus, être en meilleure posture aux élections pour faire bloc avec le Parti communiste plutôt que d'être les exclus du Parti socialiste. Enfin certains espèrent, par ce coup d'audace, obliger Vella et Nenni à capituler parce qu'ils ne pourront plus avoir les moyens de publier l'*Avanti!* Il faut voir ces dessous, mais il me paraît que cette tactique qui porte sur un laps de temps relativement court est la plus apte à rassembler toutes les forces que nous pouvons dans l'ancien parti.

Je vous prie donc, en vue de mon retour prochain en Italie, de me donner votre avis sur la ligne de conduite suivante que je suivrais méthodiquement:

Dans le Parti communiste

1. Renoncer à la nomination de Bordiga à l'Exécutif de l'Internationale, si cela soulève une crise, même partielle.
2. Renoncer, comme le fait le Comité exécutif[1] pour des raisons de sécurité, à la conférence du parti, mais ouvrir une discussion dans la presse sur la politique générale du parti et ses tâches présentes.

[1] Le Comité exécutif du Parti communiste.

3. Dans cette discussion, s'efforcer de pousser l'aile modérée de la majorité à formuler ses critiques à l'égard de la politique de l'ancien Comité exécutif.
4. Orienter le parti vers une politique plus active à l'égard du fascisme pour utiliser mieux le mécontentement de la petite bourgeoisie contre lui.
5. Créer un quotidien pas nettement du parti, avec collaboration des terzini.

Dans le Parti socialiste

1. Continuer la politique fixée par l'Exécutif élargi.
2. Renoncer à l'admission individuelle et clandestine dans le Parti communiste comme règle pour les exclus et ne l'appliquer que dans les cas où des exclus ne pourraient pas être groupés par la fraction pour son travail.
3. Rassembler sur une demande de convocation de congrès toutes les signatures possibles en ayant soin de dénombrer en même temps les fédérations et sections où nous avons la majorité.
4. Adresser cette demande à la direction du Parti socialiste. Si elle accepte mener la bataille pour le congrès. Ligne à fixer alors dans le détail.
5. Si elle refuse, convoquer vers la fin de janvier un congrès du Parti socialiste italien se basant sur les statuts et sur les sections en majorité à nous pour proclamer que la fraction est le Parti socialiste italien fidèle aux résolutions des congrès, adhérente à l'Internationale communiste; procéder pendant deux ou trois mois au regroupement des ouvriers socialistes en les sortant du Parti socialiste de Nenni, pratiquer pendant ce temps l'alliance politique avec le Parti communiste et préparer la fusion.

Dans les Jeunesses

1. Faire reconnaître par l'Internationale des jeunes le Comité exécutif des Jeunesses communistes nommé par le parti et lui donner les pouvoirs nécessaires (cela est nécessité par une situation exceptionnellement créée par une conférence antistatutaire de la Jeunesse qui a nommé un nouveau Comité central).
2. Ne pas procéder à la fusion des Jeunesses avant que la tactique présente de la fraction terzini soit bien engagée et déjà assez avancée.
3. Créer en attendant une alliance du travail des deux Jeunesses qui conduira fatalement à la fusion à la base.

Pour la liaison

1. Maintenir la décision de représentation réciproque en précisant qu'elle ne préjuge pas la question politique de la modalité de la fusion.

2. Ne pas se prononcer définitivement maintenant sur les modalités de fusion, pour que les terzini fassent l'effort maximum pour rassembler la plus grande masse du parti.
3. M'autoriser à réunir une fois ou deux par semaine un camarade du Parti communiste et de la fraction terzini pour discuter des questions politiques et chercher à atténuer les divergences et à créer l'unité de vue et de travail politique.»

Après avoir mis Rakosi au courant des affaires françaises et des problèmes délicats qui allaient se poser au congrès du parti français, je préparai notre départ en famille pour l'Italie. J'avais prié une camarade, Fanny Jezerskaia, notre agent de liaison en Italie, de chercher et de louer un petit appartement dans la périphérie de Rome où nous puissions vivre sans risques et où il me serait possible de travailler clandestinement. A la mi-janvier 1924, nous quittions notre petit pavillon de Neuilly pour une nouvelle équipée en Italie.

Au Portugal

L'Internationale n'avait que des renseignements très fragmentaires sur la création et l'action du Parti communiste portugais. Une délégation portugaise avait participé au Quatrième congrès mondial. Formée de jeunes anarchistes, elle n'avait pu nous donner que des renseignements très unilatéraux sur la crise survenue dans le parti, peu après sa constitution. Il fallait aller voir sur place ce qu'était réellement le Parti communiste du Portugal. Le problème syndical y étant particulièrement important — la CGT portugaise de tendance anarcho-syndicaliste avait adhéré à l'Internationale anarcho-syndicaliste de Berlin — l'Internationale communiste avait tout d'abord chargé Alfred Rosmer de cette mission. Mais, étant empêché, il m'avait demandé de le remplacer. Je partis à la mi-août de Paris pour Lisbonne, tandis que Jenny et les enfants allaient passer quelques semaines en Suisse.

Après avoir tenu de nombreuses conférences avec les divers groupes qui se réclamaient de l'Internationale ou des Jeunesses communistes et n'ayant aucune directive de l'Internationale pour résoudre ce conflit, je pris sur moi de prononcer, au nom de l'Internationale, le jugement de Salomon suivant:

«Au moment du Quatrième congrès mondial, le Parti communiste portugais, section de l'Internationale communiste, était de création récente. Formé dans son immense majorité de camarades anarchistes syndicalistes que les expériences de la guerre et de la

Révolution russe faisaient évoluer vers le communisme, il n'avait pas encore une clarté doctrinale et une sûreté tactique semblables à celles d'autres sections de l'Internationale. Son organisation jeune était encore dans la phase embryonnaire. Le parti n'avait pas encore tenu son congrès constitutif et ne possédait ni statut organique, ni programme théorique et tactique.

A ce moment, aucun militant ne pouvait prétendre posséder le monopole du communisme. Les camarades délégués au Quatrième congrès reconnaissent eux-mêmes avoir beaucoup appris à Moscou et s'être débarrassés de fausses idées et de préjugés. Il est évident que dans une telle situation, le premier et important travail devait être un effort mutuel d'éducation réciproque pour préciser et clarifier la pensée et parfaire l'organisation du parti.

Les délégués à Moscou, Gaetano de Sousa et Barreira, se sont rendu compte au cours du Quatrième congrès de l'insuffisance doctrinale de leur parti. Leur intention, très louable, fut de remédier à cette situation. Mais tandis qu'ils auraient dû procéder à leur retour à une grande œuvre d'éducation du parti, ils ont conçu, à Moscou déjà, leur devoir comme une œuvre d'épuration et d'exclusion des camarades non encore nettement communistes qui formaient l'immense majorité du parti. Ce fut une erreur fondamentale qui allait augmenter le trouble et provoquer la crise dont souffre le parti aujourd'hui.

Avant leur retour, par lettre, ils faisaient part de leur projet d'épuration non au Comité central régulier qui les avait délégués, mais au Comité des Jeunesses et à des amis personnels qu'ils jugeaient plus capables de faire ce travail. Ceux-ci firent nommer, par le Comité central, une commission de réorganisation à laquelle il conféra ses pouvoirs de direction et qui devait réorganiser et purifier le parti.

A leur retour de Moscou, ils préparèrent en secret avec les Jeunesses une conférence de militants du parti pour doter le parti d'un programme et d'un comité. Mais au lieu de porter la discussion régulièrement et largement dans la masse du parti, afin que cette conférence devienne le congrès constitutif du parti et qu'elle serve à l'éducation communiste, cette conférence fut préparée en secret par quelques camarades, à l'insu des organes réguliers du parti et de la masse de ses adhérents.

Cette initiative des Jeunesses et de quelques camarades se substituant aux organes réguliers du parti fut une grave erreur de tactique et de discipline. Le comité qui y fut nommé ayant usurpé le pouvoir n'avait pas l'autorité suffisante pour faire respecter la discipline. D'autre part, les résolutions et le programme adoptés par cette conférence démontrent que les camarades qui procédaient ainsi au redressement du parti n'étaient pas exempts de déformations et d'obscurités provenant de l'idéologie libertaire et ne pouvaient par conséquent pas prétendre posséder seuls la pureté doctrinale communiste.

Les camarades de la commission réorganisatrice ne réagirent pas dès le début comme ils auraient dû le faire contre la procédure

irrégulière et inadmissible des Jeunesses. Ils ont laissé faire, paraissant d'abord admettre une telle tactique et l'autorité du nouveau comité. Ce fut une faute aussi de ne réagir que tardivement en créant une fraction qui devint un second parti. De part et d'autre, dans toute cette procédure irrégulière, des fautes ont été commises.

Engagé dans sa conception d'épuration, pris dans l'engrenage de sa procédure irrégulière, le Comité central nommé par la conférence des Jeunesses voulut faire respecter la discipline à coup d'exclusions. Mais, en excluant le camarade Rates et d'autres camarades influents du parti qui entraînaient avec eux la majorité des membres, ils procédaient à une épuration qui devenait une liquidation du parti. Les militants exclus ayant reconstitué un parti avec la majorité de l'ancien, il y eut deux organisations rivales qui échangèrent dans leurs luttes fractionnelles des polémiques injurieuses regrettables qui découragèrent bon nombre de militants.

L'activité des deux organisations fut bien différente.

Le Comité central irrégulier (de Sousa) procédait à de nouvelles épurations jusqu'au moment où, sur le point de rester seul, *il déclara publiquement suspendre ses fonctions et celles du comité des Jeunesses jusqu'à l'intervention de l'Internationale et laisser à ses membres leur liberté d'action individuelle*. Cette déclaration publique était en fait la liquidation du parti et des Jeunesses. Dès ce moment, la fraction de Sousa ne travailla plus, attendant la décision de l'Exécutif de l'Internationale.

La fraction Rates au contraire continuait le travail du parti, faisant effort pour maintenir l'organisation, éditant un organe, s'efforçant par l'étude des publications de l'Internationale de préciser et de clarifier sa pensée et entreprenant un travail intéressant dans le mouvement syndical.

Bien que des erreurs doctrinales et des fautes tactiques aient été commises par les deux fractions, l'Internationale, devant le travail accompli depuis la crise, ne saurait les mettre sur un pied d'égalité. Elle constate qu'il y a aujourd'hui, d'un côté une organisation imparfaite, mais réelle, d'un autre côté, un petit groupe de camarades qui attendent sans rien faire l'intervention de l'Internationale.

Décidée à unir dans une même organisation tous ceux qui se réclament de son programme et qui sont sincèrement désireux de créer une section communiste forte en Portugal, et constatant que, des deux fractions, une seule est organisée en parti, l'Internationale exige que, malgré les luttes personnelles qui ont eu lieu et les ressentiments qu'elles laissent, l'unité se rétablisse entre militants communistes autour de l'organisation existante (Rates) et sur la base des décisions, conditions et thèses de l'Internationale, déclare irrégulière toute la procédure suivie pour épurer le parti et décide qu'un congrès constitutif du parti aura lieu en octobre, auquel assistera un représentant de l'Internationale et qui sera souverain pour fixer le statut d'organisation et le programme théorique de tactique du parti.

Dans l'impossibilité pratique de rétablir l'ancien Comité central régulier en fonction, l'Internationale investit de l'autorité nécessaire pour diriger le parti le comité suivant de sept membres: Charles Rates, Narcimento Cunha, Christiano Linhares, Utra Machado, Alfredo Monteiro, Abel Pareira et Barreira.

Ce comité prendra ses décisions à la majorité, exigera la plus stricte discipline. Il a pleins pouvoirs pour réprimer toute tentative nouvelle d'indiscipline, d'où qu'elle vienne. Ses tâches seront:

1) de diriger le parti, son activité et son organe jusqu'au congrès;
2) de préparer le congrès en utilisant les projets de résolutions déjà publiés par le groupe Rates. Toutes ces résolutions seront soumises à l'examen de l'Internationale communiste;
3) de regrouper autour de l'organisation existante (Rates) tous les militants et les sections qui furent affiliés avant la crise. Les adhérents nouvellement inscrits au parti Rates auront les mêmes droits que les anciens. Ne seront pas réadmis les communistes poursuivis ou condamnés pour délits de droit commun.

La formation du comité provisoire ne diminue en rien l'autorité du congrès qui sera souverain pour nommer la nouvelle direction.

Les luttes personnelles et fractionnelles et les discussions envenimées sur les faits passés doivent cesser complètement.

Les accusations infamantes faites publiquement dans la presse seront, à l'égard des militants de l'une ou de l'autre tendance, rétractées publiquement par leurs auteurs.

Le camarade Rates ayant démissionné publiquement de la franc-maçonnerie dès qu'il a connu les décisions du Quatrième congrès, il n'y a pas lieu de lui appliquer les sanctions prévues pour le parti français.

L'Internationale fait appel à tous les militants sincères pour qu'ils fassent, dans l'intérêt de la cause communiste, un effort de bonne volonté pour que les dissentiments personnels disparaissent pour faire place au travail constructif commun et elle appelle tous les anciens membres du parti, tous les sympathisants, à rejoindre maintenant l'organisation pour former une section forte de l'Internationale communiste en Portugal.»

Cette décision fut accompagnée d'une lettre plus explicite relatant mes impressions et légitimant ma décision:

«Je rentre de Lisbonne où je suis resté une semaine. Trois questions me sont apparues urgentes:
1) la crise du parti;
2) l'état des Jeunesses;
3) l'organisation de la minorité syndicale.

Je dois dire que malgré l'état de crise et en général l'état embryonnaire de notre mouvement en Portugal, mon impression générale est très bonne. Nous avons dans le prolétariat portugais de grosses

possibilités d'action et nous tenons déjà des positions fort importantes pour l'Internationale syndicale rouge, avant même que la minorité soit organisée. Dès que la crise intérieure du parti sera liquidée et la minorité syndicale organisée pour pouvoir poursuivre une propagande systématique, je suis sûr que nos organisations feront de rapides progrès et que nous ne tarderons pas à posséder une importante minorité dans la CGT adhérente à Berlin. Le mouvement socialiste est presque inexistant et ne compte pas dans la classe ouvrière et le mouvement anarchiste qui dirige la CGT n'est fort que parce que le travail de propagande de nos idées a à peine commencé. Je crois que le parti et la minorité syndicale auront beaucoup plus de facilité de travail que les camarades d'Espagne parce que le parti réformiste est nul et que le mouvement syndical est unifié. Les militants me laissent aussi une bonne impression de sérieux et de bonne volonté, désireux de s'éduquer, de connaître mieux nos doctrines et notre mouvement et de travailler. Ceux de la minorité syndicale en particulier me paraissent être des ouvriers de toute confiance et d'élite.

Vous verrez, par la résolution ci-jointe, prise au nom de l'Internationale, les détails de la crise et la façon provisoire dont je l'ai réglée jusqu'au congrès régulier du parti. A ces renseignements j'ajouterai quelques remarques et impressions personnelles. Le camarade G. de Sousa est certainement fort peu sympathique. Il se croit fermement le seul communiste au Portugal et voudrait diriger le parti. Comme les quelques camarades des Jeunesses ont aussi la conviction d'être les seuls à gauche et dans la bonne voie communiste, ils ont voulu ensemble s'emparer du parti qui ne s'est pas laissé faire. Cette tentative de mainmise avec les incidents qui l'entourèrent, exclusions, injures, etc., rendirent le camarade de Sousa encore plus antipathique aux autres membres du parti. Tout cela s'est passé dans un parti en formation dont les membres viennent de l'anarchie, c'est-à-dire ont encore le culte de leur dignité et de leur honneur personnels et le sentiment très faible de l'organisation. De Sousa et Barreira, dans leur voyage à Moscou, ont acquis un certain vernis communiste que ne possèdent pas d'autres membres du parti, mais sous une phraséologie qui est plus orthodoxe il y a une pensée aussi pleine d'obscurités et de déformations que celle des autres.

Le programme adopté à la conférence des Jeunesses est plein de déclarations tout à fait libertaires et de Sousa, pour paraître devant moi débarrassé des préjugés syndicalistes, m'a affirmé qu'il s'intéressait surtout à la politique et que le mouvement syndical ne l'intéressait pas du tout. Je lui ai fait remarquer qu'il venait de prononcer une hérésie plus grande que celle qu'il combattait chez les syndicalistes. En fait, le groupe de Sousa n'a aucune influence dans les milieux de syndiqués et dans les milieux ouvriers. Il a perdu l'influence qu'il avait sur le parti et s'il a cessé de fonctionner officiellement, c'est que ses pratiques l'avaient tout à fait isolé des ouvriers.

Le groupe Rates, qui est en réalité le parti qui a continué et dont Rates n'est qu'un des membres influents, mais non le chef, a, lui, gardé un contact étroit avec les syndicats et les camarades de la minorité syndicale dont un bon nombre sont membres du parti.

La solution la plus simple de la crise eût été de reconnaître le parti Rates comme section de l'Internationale et de laisser tomber les quelques éléments groupés autour de Sousa. Cependant comme le parti n'est pas riche en forces, j'ai pensé bien faire en tentant provisoirement un rapprochement des deux groupes et en donnant la possibilité à Sousa et à ses amis qui furent bien intentionnés et qui se rendent compte des fautes qu'ils ont commises, de reconquérir leur place dans l'organisation. Si au congrès qui doit avoir lieu en octobre, la tentative faite prouve que la collaboration est impossible et que le caractère de Sousa rend impossible le travail en commun, il faudra prendre la résolution de laisser tomber pour un certain temps Sousa et ses amis. Le rapprochement que j'ai tenté n'a pas été facile. Les injures échangées avaient laissé bien des ressentiments et des haines qui ne peuvent tomber aussitôt. J'ai trouvé chez Rates en particulier beaucoup de bonne volonté et une compréhension très nette des intérêts du parti. Il a fait son possible pour faire partager son point de vue aux plus intransigeants de son parti et a certainement modéré leur ardeur par son attitude.

J'ai convoqué avant mon départ une assemblée des militants de Lisbonne pour leur expliquer le sens politique de la résolution et pour que le premier contact avec le groupe Sousa ait lieu en ma présence. Ce fut une rude séance. Le parti était partagé. Rates et ses amis défendirent la solution provisoire comme seule capable de résoudre la crise, mais un certain nombre de bons camarades sont venus affirmer que, quoique attachés à l'Internationale, ils ne pouvaient, leur honneur personnel étant en cause, rester dans le parti si Sousa qui les a traités de vendus devenait membre du parti et du comité provisoire. J'ai naturellement réagi contre ces conceptions trop individualistes en cherchant à leur faire comprendre qu'un communiste jamais n'abandonnerait son parti pour des considérations d'ordre personnel et au dernier moment, avec l'accord du comité provisoire et de Sousa lui-même, j'ai remplacé au comité provisoire Sousa par un membre moins combattu de son groupe. De cette façon ceux qui ont fait des déclarations de vouloir sortir du parti pourront, devant cette concession faite à leurs préjugés, rester à l'organisation. D'autre part je crois que Sousa et ses amis ont compris que leur rentrée dans le parti devait entraîner de leur part une politique de discipline loyale à l'égard du parti. Rates me dit qu'il croit la collaboration possible au comité provisoire. Selon les résultats obtenus en octobre, il faudra confirmer ou reviser cette politique de conciliation au congrès du parti. Le comité provisoire est formé de sept membres dont quatre du parti Rates, deux de la minorité syndicale affiliée au parti et un du groupe Sousa. Les camarades les plus actifs de la minorité syndicale ne sont pas adhérents

au parti. Ils sont sympathisants et tout disposés à entrer au parti. Ils jugent seulement que leur autorité dans la CGT serait diminuée s'ils adhéraient au parti maintenant et par tactique ils se tiennent en dehors de l'organisation, mais un contact très étroit existe entre eux et les militants du parti. Ils se voient journellement et prennent leurs décisions ensemble tant pour ce qui concerne le parti que pour le travail de la minorité syndicale.

En ce qui concerne la Jeunesse, je n'avais pas de mandat de l'Internationale des jeunes, mais j'avais parlé avec Doriot avant mon départ. La Jeunesse a joué un rôle de premier plan dans la crise, tant par les initiatives qu'elle a prises en se substituant au parti que par son organisation illégale chargée d'exécuter les traîtres qui s'est heureusement bornée à des menaces d'assassinat et à la fabrication de fausse monnaie. En somme la crise est une crise entre la Jeunesse et le parti. Seul Sousa fut du côté de la Jeunesse dans ce conflit. La Jeunesse a voulu se substituer au parti et prendre en main sa direction. Comme vous le verrez dans le mémoire, le comité de la Jeunesse, devant l'échec de sa politique, décida de suspendre ses fonctions et de laisser pleine liberté individuelle à ses membres. C'était la liquidation des Jeunesses. Cette mesure ne fut prise qu'au moment où, dans le comité lui-même des défections se produisaient et où la majorité du comité devait exclure la minorité après avoir exclu tout le parti! Le parti, après la dissolution du comité des Jeunesses, reconstitua un comité de Jeunesse et une section de 30 membres, à Lisbonne. C'est tout ce qui existe du mouvement des Jeunesses au Portugal: quelques membres isolés de l'ancien comité et la section de Lisbonne. Je propose au Comité exécutif des Jeunesses d'adopter, si vous les ratifiez vous-mêmes, les conclusions de mon rapport et de procéder de même à la création d'un comité provisoire mixte où pourraient entrer deux ou trois membres de l'ancien comité, avec le comité actuel de la section de Lisbonne, jusqu'au premier congrès qui pourrait avoir lieu en même temps que le congrès du parti.

Bien que je n'aie pas eu de mandat régulier de l'Internationale syndicale rouge, j'ai profité de mon voyage au Portugal pour organiser la minorité de la CGT. Il y a peu de temps, 21 camarades signaient un manifeste «Moscou-Berlin» qui prenait position contre l'adhésion de la CGT à l'Internationale de Berlin et pour l'Internationale syndicale rouge. J'ai réuni les signataires de ce manifeste en leur demandant de nommer un comité régulier et en leur proposant de poursuivre le travail amorcé en organisant la minorité syndicale au sein de la CGT. Tous les camarades présents furent d'accord de poursuivre le travail et de s'organiser. Ils nommeront un bureau avec lequel le bureau de l'Internationale syndicale rouge pourra entrer en contact direct pour tout ce qui concerne le travail de la minorité syndicale. Dès maintenant des syndicats importants sont déjà acquis: les deux syndicats bien organisés et influents des travailleurs de l'arsenal de l'armée et celui de la marine. Les camarades

espèrent avec un peu de travail gagner rapidement d'autres syndicats importants. »

Je reçus en retour une lettre de Piatnitzky m'invitant à continuer, de Paris, à suivre le développement du mouvement au Portugal.

Un mois ne s'était pas écoulé que Gaetano de Sousa envoyait à l'Internationale et à moi-même une lettre demandant mon intervention immédiate pour éviter un rebondissement de la crise. La gauche du parti s'était regroupée et avait formé une fraction que le Comité central du parti avait exclue. Dès que j'eus connaissance de ces faits, j'écrivis à la direction du parti portugais de suspendre les exclusions jusqu'à la réunion du congrès qui devait se tenir quelques semaines plus tard. Voici les raisons de cette demande:

«Etant donné la proximité du congrès et en vertu des pouvoirs que l'Internationale m'a conférés, je demande au Comité central d'observer la politique suivante dans la crise intérieure, jusqu'au congrès:

1. La résolution de l'Internationale du mois d'août s'inspire de la volonté de tenter une collaboration des deux fractions en sauvant l'unité du parti.
2. Le Comité central doit donc éviter de prononcer des exclusions qui annuleraient cette décision. Les exclus éventuels doivent rester membres du parti jusqu'au congrès, où la situation sera de nouveau examinée par l'Internationale.
3. Le Comité central est en droit par contre de suspendre de ses fonctions un comité de section qui ne se conformerait pas à la discipline du parti.
4. Pour le congrès, l'opposition doit pouvoir recevoir les mandats auxquels elle a droit proportionnellement à ses forces.
5. Le Comité central, d'une part, l'opposition, d'autre part, doivent me faire parvenir sans retard un rapport sur leurs différends. Quelles sont les raisons politiques, les divergences théoriques et tactiques qui empêchent une collaboration?»

L'Internationale m'envoya un mandat pour intervenir avec pleins pouvoirs au congrès du Parti communiste portugais renvoyé au 10 novembre. Je fis ce voyage dans un style très folklorique que je narre à Jenny par lettre du 7 novembre:

«Je t'ai envoyé hier soir à mon arrivée un télégramme que tu auras sans doute ce matin, pour t'aviser que tout ce long voyage s'est fort bien effectué. Il est plus agréable à faire en wagon-lit qu'en train omnibus et à cette saison aussi.

Avec moi, dans le train, voyageait le nouveau président du Gouvernement portugais. Ça mettait une note pittoresque au voyage. En cours de route nous avons recueilli à peu près tous les nouveaux ministres ou ceux qui comptent l'être dans la nouvelle combinaison. Dans les gares, manifestations bruyantes et «spontanées»: «Vive la République portugaise!» «Vive la patrie!» Dans les grands centres une mauvaise musique accompagnait ces ovations. Nous étions au premier plan pour voir cette comédie, du dehors et du dedans. La coulisse est peu ragoûtante, comme partout en régime bourgeois. Une bande d'arrivistes qui débitent de grands boniments et qui se préparent à piller l'Etat à leur profit.

A Lisbonne, à l'arrivée, la gare était envahie par la foule et j'ai eu mille peines à m'en sortir entier. Je suis installé au Frankfort-Hôtel, sur la grande place du Rocio, le centre de la ville. Tard dans la nuit les pétarades fusaient encore. Ce matin un ciel radieux, merveilleusement bleu, un air doux comme au printemps et les arbres encore verts. Cette ville est vraiment jolie ainsi fraîche, qui semble s'étirer paresseusement au soleil.»

En date du 12 novembre je prenais, en vertu des pleins pouvoirs qui m'étaient impartis, la résolution suivante pour mettre fin à la crise interne du parti:

«L'Internationale communiste, en intervenant dans la crise du Parti communiste portugais, n'a été guidée que par l'intérêt qu'elle porte au mouvement ouvrier du Portugal.

Par sa résolution du 12 août 1923, l'Internationale a tenté de rapprocher les divers camarades communistes divisés par des questions d'ordre personnel et de les faire collaborer à une œuvre positive précise: la préparation idéologique et matérielle du premier congrès du parti. Elle espérait que l'élaboration des thèses doctrinales et la réorganisation des sections du parti seraient un travail suffisant pour absorber les forces et la bonne volonté de tous et pour effacer les luttes personnelles qui avaient divisé les camarades. En dotant le parti d'un comité central qui avait sa confiance et l'autorité nécessaire à la conduite du parti jusqu'au congrès, l'Internationale supprimait toute compétition et toute division nouvelles autour de la direction du mouvement.

Cependant l'Internationale n'était pas sans avoir quelque doute sur la réussite de cette tentative de collaboration, premièrement parce que les membres du parti de toutes tendances paraissaient beaucoup plus attachés à des hommes qu'aux idées et à l'action de l'Internationale communiste. Ils étaient pour ou contre Sousa, pour ou contre Rates et non simplement pour le triomphe de la cause communiste au Portugal. Deuxièmement parce que les fractions qui avaient été aux prises ne s'étaient pas opposées sur le terrain des principes, mais sur des questions personnelles irritantes. Elles n'avaient pas de base idéologique capable d'écarter les luttes inté-

rieures où la calomnie et l'injure remplacent l'argument et l'idée. Troisièmement, déjà à ce moment, l'activité antérieure du camarade G. de Sousa laissait deviner un caractère négatif et critique dont l'action désorganisatrice et dissolvante pourrait être funeste au parti qui avait besoin d'un travail positif dans une atmosphère de cordialité et de confiance réciproques. Le représentant de l'Exécutif avait mis le camarade Sousa en garde contre les défauts de son caractère et lui avait demandé de se vouer à un travail positif et constructif dans le cadre de la discipline interne du parti.

Cette tentative d'unification des éléments communistes portugais devait être tentée malgré ses difficultés. Elle a échoué!

Au lendemain de la résolution du 12 août, alors que le Comité central faisait un effort pour utiliser les forces du groupe Sousa et que les tâches du parti étaient immenses dans tous les domaines, G. de Sousa a continué son travail fractionnel. Sans base idéologique ou doctrinale, son opposition au travail de la majorité ne pouvait se nourrir que de questions personnelles ou de petites questions d'organisation comme celles qui ont donné naissance au conflit d'Oporto. Cette activité négative et dissolvante est illustrée par le fait que la fraction Sousa n'a fait aucun amendement aux thèses du congrès, mais a recueilli et recopié un volumineux dossier sur le conflit d'Oporto. De plus, deux de ses membres ont renouvelé, soit au comité, soit au représentant de l'Internationale, les accusations calomniatrices contre le secrétaire général du parti, prouvant que la plus élémentaire confiance nécessaire à l'existence d'un parti était absente.

La situation internationale, dominée par l'imminence de la révolution allemande et la situation très favorable au développement du communisme au Portugal font pourtant au parti un impérieux devoir de travailler, d'intensifier sa propagande, de la porter dans les syndicats et dans l'armée, parmi les travailleurs des villes et des champs. Paralysé par des luttes internes de bas étage, le parti serait incapable de remplir ses devoirs de section portugaise de l'Internationale communiste. Persévérer dans une tentative qui vient d'échouer n'aurait pour résultat que de perpétuer les querelles et les discordes devant les masses et de paralyser son action.

L'Internationale communiste a acquis la conviction, au cours de cette crise et de cette dernière expérience que G. de Sousa, qui sans doute a des opinions communistes, a un caractère tel qu'il est susceptible seulement de désorganiser et de désagréger l'organisation et est incapable de rester dans les limites de la plus élémentaire discipline du parti.

Cette conviction est confirmée par la décision de la minorité syndicale de ne point accepter Sousa à cause de son activité dissolvante.

En conséquence, l'Internationale communiste juge que l'intérêt du parti exige l'éloignement définitif ou temporaire des éléments dissolvants qui forment la fraction Sousa. Elle décide donc et

demande au congrès de confirmer les exclusions suivantes: G. de Sousa et Monteiro.

Elle décide de suspendre jusqu'au prochain congrès: Fernandes, Salles et Antello.

Elle décide de suspendre pendant six mois les camarades suivants: Barreira, José de Sousa, Aragao, Fontes, Cardoso.

Les camarades suspendus temporairement ne pourront rentrer dans le parti que s'ils ont rompu toute relation avec les exclus et s'engagent à cesser tout travail fractionnel et à se consacrer au travail constructif du parti. Les autres camarades de la section dissidente d'Oporto pourront rentrer dans la section du parti à condition d'avoir rompu avec les exclus et de cesser tout travail fractionnel.

Si les camarades visés par ces sanctions ne se sentent pas capables de remplir loyalement et sans arrière-pensée ces engagements, mieux vaut qu'ils renoncent à rentrer dans le parti.

Une scission vaut toujours mieux qu'une situation confuse entravant le développement doctrinal, théorique et révolutionnaire du parti, comme aussi sa croissance et son travail pratique vraiment organisé et harmonieux (Lénine).

Les Jeunesses communistes ayant une organisation tout à fait rudimentaire, l'Internationale communiste demande au Comité central du parti de désigner une commission de cinq membres parmi les camarades inscrits aux Jeunesses, pour procéder à l'organisation réelle du mouvement de la jeunesse portugaise.

L'Internationale communiste appelle tous les camarades communistes portugais à abandonner les luttes personnelles et à se vouer désormais au travail pratique pour le développement du mouvement communiste au Portugal. »

J'avais tenté la conciliation comme dans le parti français. Mais il est des personnes qui ne peuvent renoncer à leurs partis pris. La conciliation ayant échoué, il fallut débarrasser le parti des éléments inadaptables et compromettants.

Certes, je ne me faisais pas d'illusion sur la maturité communiste de la direction du parti. Elle proposait une thèse sur le problème colonial — très important au Portugal — qui préconisait la vente des colonies portugaises à l'Angleterre! J'eus quelque peine à obtenir du Comité central qu'il retire cette thèse, à lui faire comprendre que la libération des peuples coloniaux ne peut être un changement de maître et que cette thèse faisait du parti un marchand d'esclaves.

J'envoyai à l'Exécutif un rapport détaillé sur ma mission et les perspectives du travail au Portugal.

«*Notre intervention du mois d'août*

Je vous rappelle mon rapport du mois d'août concernant la première intervention de l'Internationale communiste dans la crise

du parti portugais. A ce moment il y avait deux partis se réclamant de l'Internationale communiste, ou plutôt un parti déjà actif et constitué et, de l'autre côté, un petit groupe de camarades qui, après avoir exclu du parti tous les membres comme hétérodoxes, avait abandonné tout travail et suspendu les comités du parti et des Jeunesses en attendant que l'Internationale intervienne.

Par ma résolution du 12 août, j'avais tenté de réunir tous ces camarades dans un seul parti, en insistant auprès de la petite minorité pour qu'elle se voue à un travail actif et auprès du parti pour qu'il utilise les forces des camarades de la minorité, malgré les luttes très vives qui avaient existé. J'avais fixé la date du congrès au mois d'octobre parce que l'état d'esprit de la minorité me laissait très sceptique quant à la réussite de cette tentative. Cependant, malgré ces difficultés, je jugeais nécessaire de donner aux camarades de la minorité l'occasion de participer à la vie active du parti.

Le développement de la crise

L'enquête contradictoire à laquelle je viens de me livrer à la veille du congrès a établi que la majorité du Comité central a donné à la minorité des occasions multiples de travailler au sein du parti. Mais la minorité a réellement saboté le travail du parti en commençant immédiatement un travail fractionnel, en renouvelant les polémiques injurieuses, en cherchant à faire renvoyer le congrès et en provoquant, dans la section d'Oporto, une scission sur une petite question d'organisation provisoire de la section jusqu'au congrès. Pour mettre fin à ce sabotage, le Comité central avait exclu quelques membres de la minorité, en avait suspendu d'autres en leur donnant le droit de recours au congrès du parti. La minorité, fraction Sousa, n'a proposé aucun amendement aux thèses élaborées pour le congrès; elle n'avait aucune base théorique ou tactique; seules des questions personnelles alimentaient les polémiques de fractions. Cependant j'ai pu me rendre compte que la minorité, sur deux points essentiels, est en opposition avec la majorité et avec l'Internationale communiste: elle est, et ses actes l'ont démontré, hostile à la formation d'un parti de masse, d'esprit tout à fait sectaire, au point de réduire le parti à un petit groupe de trois, quatre camarades, naturellement dédaigneuse du travail à l'intérieur des syndicats. De plus, la minorité, et plus particulièrement la jeunesse, qui lui est fidèle, pratiquent d'une façon très spéciale le travail illégal. La Jeunesse internationale avait déjà demandé au délégué des Jeunesses portugaises de dissoudre leur groupe d'action illégale, dont le travail était essentiellement terroriste. Au mois de mai, un certain nombre de membres de la Jeunesse ont été arrêtés et poursuivis, non pour leur activité politique, mais pour des délits de droit commun: fabrication de fausse monnaie, vols, attentats et assassinats. La minorité et le Comité national des Jeunesses, peut-être par crainte, n'a jamais osé désavouer ces groupes et les a encore défendus devant moi. Bien que ces conceptions sectaires et terroristes n'aient pas été discutées dans les luttes fractionnelles, elles sont certainement au fond du différend.

La situation à la veille du congrès

La majorité du Comité central, en trois mois, a fourni un très gros effort pour la préparation théorique et organique du congrès. Elle a non seulement développé les sections existantes, elle en a créé une vingtaine de nouvelles, spécialement dans la partie agricole du pays. Elle a élaboré une série de thèses qui, quoique imparfaites, étaient une base de discussion sérieuse pour le congrès. Elle a créé un réseau de noyaux communistes dans les syndicats et seconde l'effort de la minorité syndicale adhérente à l'Internationale syndicale rouge. La minorité n'avait fait qu'entraver ce travail et avait provoqué une scission dans la section d'Oporto en refusant de se soumettre aux décisions du Comité central. Les forces de la minorité étaient d'environ une vingtaine de camarades à Lisbonne et autant à Oporto, y compris les jeunes. Sentant sa situation très faible, la minorité a voulu me tromper en me présentant une troisième fraction, dite fraction neutre, dont le programme était la neutralité entre les fractions aux prises et le simple attachement à l'Internationale communiste. Cette fraction me proposait comme solution de la crise un comité central formé de trois membres de chaque fraction. Comme c'était aussi la proposition de la minorité, je n'ai pas eu de peine à découvrir que cette fraction neutre avait été formée par la minorité dans le but de tromper l'Internationale sur la situation réelle des forces dans le parti. Les camarades de la minorité syndicale avaient d'autre part refusé d'accepter comme membre le camarade Sousa, chef de la minorité, parce qu'il est connu comme un élément dissolvant et désorganisateur. Sa présence dans le parti portait préjudice à son recrutement.

La solution de la crise

Devant une telle situation, j'ai jugé nécessaire de délivrer le parti d'une minorité incapable de tout travail positif et qui compromettait seulement l'autorité du parti. Le parti a de grandes possibilités d'action et de développement au Portugal, à condition de n'être pas éternellement aux prises avec une crise intérieure qui paralyserait son action. C'est pourquoi j'ai exclu les deux éléments les plus indisciplinés et les plus dissolvants et suspendu pour un an ou six mois quelques-uns de leurs fidèles, laissant les autres rentrer dans le parti. La minorité, par la voix du Comité national des Jeunesses, s'est solidarisée avec les exclus et je pense que vingt à trente membres sortiront du parti. Ils ne feront rien, comme ils l'ont prouvé dans le passé et le parti pourra travailler sérieusement. Cette solution extrême est la seule possible. Vous savez que dans toutes les crises que j'ai eu à traiter, j'ai toujours tenté le maximum pour concilier les camarades susceptibles de travailler pour le communisme. Au Portugal il fallait choisir un groupe parce que la collaboration est impossible et nuisible au parti.

Le congrès

Il fallait débarrasser le congrès des questions relatives à la crise, sinon il eût été absorbé complètement par des questions person-

nelles et aurait laissé une très mauvaise impression. J'ai donc demandé au congrès de discuter premièrement les thèses et les problèmes de tactique et d'organisation, puis je lui ai demandé d'accepter sans discussion la résolution prise sur la crise et acceptée par la commission des résolutions du congrès. Ainsi le congrès a eu une très belle tenue et a produit une forte impression sur tous ceux qui l'ont suivi. Ce fut un congrès de travail et le conflit intérieur n'y fut évoqué que par la lecture de la résolution de l'Internationale communiste et celle de la résolution du comité des Jeunesses.

Il y avait au congrès 129 délégués, environ le quart du parti, parmi lesquels une délégation importante et bien intéressante de paysans ouvriers agricoles du sud et petits paysans pauvres du nord. Ils ont pris part aux discussions et j'ai été frappé de voir que, malgré le manque presque absolu de littérature communiste au Portugal — cinq numéros du journal — ils avaient, à défaut de culture, un sens prolétarien et révolutionnaire qui promet pour l'avenir du parti. Le congrès était suivi avec beaucoup d'attention par des ouvriers socialistes et syndicalistes. La presse en a parlé et il a été un événement dans la vie publique portugaise. J'ai pris la parole dans une des séances pour parler de la situation internationale et des tâches du parti à l'égard du Parti socialiste et du mouvement anarcho-syndicaliste.

Les thèses préparées ont été améliorées, en particulier celle concernant le gouvernement ouvrier et paysan et le programme immédiat.

Une nouvelle direction a été élue, bien homogène, avec laquelle j'ai eu une séance pour fixer les tâches immédiates du parti. Les militants m'ont laissé une excellente impression.

Perspectives

En trois mois le comité provisoire a surtout groupé dans le parti une élite de militants ouvriers et paysans. Les nouvelles apportées de province par les délégués montrent qu'en quelques semaines le parti avait doublé ses effectifs et qu'il a de grosses possibilités de développement. Les militants les plus sérieux et les plus influents du syndicalisme et de l'anarchie entrent au parti ou se rangent au nombre des sympathisants de l'Internationale syndicale rouge. C'est surtout un travail d'éducation et d'organisation qui attend le parti immédiatement après le congrès. Avec le Comité central nommé par le congrès, nous avons fixé la tactique immédiate du parti.

a) Envers le Parti socialiste. Le Parti socialiste portugais n'appartient à aucune Internationale. Il n'a aucune activité dans les masses, mais contient quelques centaines de travailleurs organisés. Le Parti communiste ne s'est pas formé au sein du Parti socialiste, mais au sein des milieux anarcho-syndicalistes. Le Parti socialiste ne l'a pas combattu; il se flatte même, dans son journal, d'avoir des sympathies pour lui et, de fait, il lui a prêté son local pour le congrès. Le Parti socialiste est prêt à faire le front unique, même une partie des ouvriers socialistes seraient assez heureux de se

laisser absorber par notre parti. Nous avons décidé de maintenir au sein du Parti socialiste les éléments qui voudraient venir à nous, pour soulever dans le Parti socialiste une discussion sur l'adhésion à l'Internationale communiste, la fusion avec le Parti communiste et les problèmes théoriques que cela entraîne. Il n'est pas impossible qu'on gagne la majorité du parti et que quelques avocats politiciens restent seuls au Parti socialiste.

b) Envers la CGT. Le travail au sein de la CGT pour l'Internationale syndicale rouge est fait par la minorité syndicale qui a les meilleures relations avec le parti et qui a conclu avec lui un pacte de travail par lequel le parti laisse à la minorité syndicale le soin de mener l'action au sein de la CGT. Mais le parti fait un devoir à ses membres d'adhérer à la minorité syndicale. Il se réserve le droit d'y proposer et d'y défendre son point de vue et conserve son droit de former dans tous les syndicats ses noyaux communistes qui appuyeront l'action de la minorité et mèneront la propagande communiste. Le parti est le bras droit de la minorité syndicale et son action est très importante pour la conquête de la CGT. Avant mon départ, un souper commun a réuni plus de 80 militants de la minorité syndicale et du parti. J'ai pu me rendre compte que la fraternité la plus absolue règne entre les deux mouvements. Elle est plus étroite que partout ailleurs, parce que les membres de la minorité syndicale sont réellement les meilleurs communistes qui n'adhèrent pas au parti seulement pour des raisons de tactique envers la CGT. Les militants des deux organisations sont de vieux amis qui furent, il y a une quinzaine d'années, les initiateurs et les propagateurs du syndicalisme au Portugal.

c) Envers les paysans. Le Portugal est un pays où domine l'agriculture. Dans le sud, la grande propriété agricole, avec un prolétariat agraire, à tradition révolutionnaire et syndicaliste. Dans le nord domine la petite propriété très morcelée et le petit paysan est pauvre. Dans les deux milieux nous avons déjà des attaches. Dans le sud surtout, parce que le secrétaire général du parti fut un des organisateurs des ouvriers agricoles et un des meneurs de leurs grèves. Dans le nord ce sera plus difficile de les mener directement au parti. Aussi avons-nous envisagé, dès que nous aurons parmi eux quelques éléments communistes sûrs et éduqués, de créer un parti agraire englobant les petits paysans du nord et qui serait sous notre influence et notre contrôle.

d) Envers les bourgeois de gauche. Le Portugal est le pays des révolutions bourgeoises. Il y a toujours deux révolutions en préparation, une de droite et une de gauche, préparée par le Parti radical de la bourgeoisie. Il est nécessaire que le parti fixe sa ligne politique à l'égard de ce mouvement qui peut, à certains moments, entraîner une partie de la masse populaire. Il fut décidé que le parti, comme tel, n'aurait pas de rapports avec le Parti radical, mais il détachera quelques camarades sûrs qui le tiendront au courant de ce qui s'y passe, de façon à pouvoir intervenir au moment favorable pour

entraîner les masses plus loin et «souffler la direction du mouvement aux radicaux». Le parti se déclare prêt à collaborer seulement sur la base de son programme du gouvernement ouvrier et paysan qui est inadmissible pour les radicaux bourgeois, mais qui peut remuer les masses ouvrières et paysannes.

Enfin nous avons décidé de faire paraître le journal du parti deux fois par mois sous format réduit de moitié, plutôt qu'une seule fois à grand format. Le parti a édité la brochure de Lénine sur les paysans. Il faudra poursuivre les éditions. Le secrétaire général de l'Union des coopératives portugaises et rédacteur en chef de leur organe est membre du Comité central du parti.

Minorité syndicale

Je l'avais organisée au mois d'août et déjà elle a fait un travail intéressant. Elle a constitué ses noyaux dans tous les syndicats et a publié le premier numéro de son journal qui fut enlevé si rapidement qu'il fallut procéder à un second tirage. Il est reçu avec intérêt et sympathie. La majorité syndicaliste est en pleine crise; le bureau voulait prendre des sanctions contre la minorité; il a été désavoué par le conseil et a dû démissionner. Un nouveau bureau qui tolère la minorité est nommé, mais cet incident a provoqué des luttes très vives au sein de la majorité, des luttes de personnes et de prestige dont profiteront nos amis.

Jeunesse

Mis en éveil par les fausses déclarations du groupe Sousa concernant la tendance neutre, j'ai voulu contrôler ses affirmations concernant la Jeunesse qui l'appuyait complètement contre la direction du parti. J'ai questionné les deux secrétaires de la Jeunesse, Barreira et Monteiro. Le premier m'a assuré que la Jeunesse comptait 200 membres, le second m'a parlé de 200 membres seulement à Oporto et un total de 500 membres pour le pays. Ces chiffres si différents me paraissant suspects, j'ai continué mon enquête et ces camarades se sont contredits. Monteiro, après avoir assuré 200 membres à Lisbonne, affirma avoir distribué 60 cartes de membres à Lisbonne. J'ai alors réclamé des pièces justificatives, procès-verbaux, livre de caisse, etc. Je n'ai rien pu obtenir, sinon l'aveu que le Comité national n'avait ni registre des verbaux, ni registre des membres, ni livre de caisse, ni correspondance. Pour s'excuser, les camarades des Jeunesses invoqueront les perquisitions policières, mais elles remontent au mois de mai et visaient non des faits politiques, mais des actes relevant du droit commun. L'existence légale du parti prouve la possibilité d'un travail sérieux. Au cours de mon enquête, menée seulement auprès des membres des Jeunesses, j'ai appris en outre que la section de Lisbonne ne s'était pas encore réunie et était en formation, que le Comité national se ne réunissait que sur les bancs des promenades publiques, enfin, comme je disais qu'une telle situation me prouvait seulement que la Jeunesse communiste n'existait pas, on réussit, le lendemain, à me montrer une lettre

de la section d'Oporto demandant 50 cartes et 150 timbres et Barreira m'expliqua que Monteiro s'était trompé en me parlant de 200 membres à Oporto. Il avait additionné le nombre des cartes et celui des timbres pour en faire des membres. Au cours d'une conversation avec Barreira, j'appris aussi que les jeunes emprisonnés sont poursuivis pour fabrication de fausse monnaie, vol ou assassinat. Ils vivaient de cela!

C'est devant cette enquête tout à fait impartiale que j'acquis la conviction que la Jeunesse portugaise n'existait pas et que ce qui s'était appelé de ce nom était un groupe d'apaches qui avait seulement nui au communisme. C'est pourquoi j'ai chargé le Comité central du parti de désigner parmi les éléments jeunes du parti un comité d'organisation des Jeunesses. Je pensais que les quatre ou cinq éléments qui étaient groupés au Comité national pourraient, après la suspension des camarades de la minorité, travailler sous la direction du Comité central du parti. Barreira et un autre jeune m'avaient assuré que le comité accepterait les décisions de l'Internationale. Cependant quelques heures après ces promesses ils se solidarisaient avec les deux exclus. Mon impression est que Barreira, qui est un bon garçon très faible, est terrorisé par le petit groupe d'action que vous connaissez et qui a décidé la mort des traîtres! Il faut en finir avec ce terrorisme d'apaches. C'est pourquoi je demande au Comité international des Jeunesses de faire siennes les décisions que j'ai prises sur place.

J'envoie par le même courrier une lettre à la Commission du budget lui demandant de garantir, pour l'année prochaine, une subvention de 100 dollars par mois au parti portugais, pour couvrir le déficit de son journal qu'il faudrait hebdomadaire et l'édition de quelques brochures de propagande en langue portugaise. Je demande à l'Exécutif de soutenir cette demande. J'ai aussi, d'accord avec le parti, invité le littérateur portugais, Ribeiro, qui fut le premier défenseur de la Révolution russe au Portugal et qui est le meilleur auteur moderne portugais, à se joindre à la délégation du parti au Cinquième congrès. Le parti attend d'un voyage de Ribeiro en Russie un grand bénéfice pour le mouvement révolutionnaire au Portugal. »

A l'Espagne

A la demande du Parti communiste espagnol, l'EKKI me chargea de représenter l'Internationale au congrès du Parti communiste espagnol. Les séquelles de la crise, que j'avais tenté de résoudre en 1922, restaient une menace pour l'unité du parti. Aux luttes anciennes très vives qui avaient opposé les jeunes socialistes, fondateurs du premier Parti communiste espagnol, aux militants socialistes qui avaient quitté le parti après le Deuxième congrès mondial pour

créer le Parti communiste ouvrier s'était ajoutée l'opposition des socialistes et des anarcho-syndicalistes. Le mouvement syndical en Espagne était divisé: l'Union générale des travailleurs (UGT), de tradition réformiste, groupait les ouvriers de Madrid, des Asturies et de Biscaye, c'est-à-dire du centre et du nord-ouest du pays, tandis que la Confédération nationale du travail (CNT), de tendance anarcho-syndicaliste, groupait les ouvriers de Barcelone, de Valence et des Asturies, soit du sud et de l'est de l'Espagne.

A cette époque, le terrorisme caractérisait la lutte de classes et les conflits idéologiques en Espagne. Le patronat avait créé une organisation de tueurs à gages qui abattaient dans la rue les militants syndicalistes, tandis que les anarchistes exterminaient de la même manière les patrons. Les congrès et les meetings ouvriers étaient dominés par cette atmosphère de violence. J'ai assisté à un meeting à Bilbao, où l'orateur communiste déposa ostensiblement son revolver sur la tribune avant de prendre la parole. Dans les syndicats réformistes, la lutte entre la direction réformiste et l'opposition communiste aboutissait à des exclusions et souvent aussi à des violences semblables. Aux conflits anciens que j'avais essayé d'aplanir s'ajoutaient, à ce congrès, les conflits d'origine syndicale entre militants de l'UGT et de la CNT, ces derniers n'étant nullement d'accord entre eux.

La Commission espagnole du Quatrième congrès mondial, que j'avais présidée, avait déjà tenté d'amalgamer ces tendances contradictoires. Il s'agissait de faire accepter le compromis décidé au Quatrième congrès, par le congrès du parti. Je m'y efforçai et, dès mon retour à Paris, j'envoyai à l'Internationale un rapport sur ce congrès:

«*La situation du parti.* Notre parti espagnol, depuis son dernier congrès, a maintenu ses effectifs, mais sa situation est restée stationnaire et son influence dans la classe ouvrière espagnole et sur la politique générale du pays a très sensiblement diminué. Il a cependant appliqué avec succès, en mai et juin de l'année dernière, la tactique du front unique dans la grève des Asturies, mais il n'a pas su développer cette situation favorable à son action et a commis au contraire des fautes graves qui ont compromis les premiers résultats et rendu très difficile le travail futur du parti à l'égard des masses qui suivent encore le Parti socialiste et les syndicats réformistes.

Les causes du recul. Il y a, à ce recul, des causes générales et indépendantes du parti. Le mouvement ouvrier espagnol passe par une période de dépression certaine. Dans les syndicats réformistes, c'est la période de scission et d'exclusion des communistes et des syndicats qui ont pratiqué le front unique. Dans les milieux anarcho-

syndicalistes ce sont les suites néfastes de la tactique terroriste de Barcelone, les fluctuations et les hésitations des chefs syndicalistes, c'est surtout une guérilla à coups de revolver qui empêchent une véritable concentration des masses pour l'action méthodique et qui usent et découragent l'ardeur révolutionnaire des militants. Les luttes de parti ou de tendances au sein du mouvement ouvrier, qui se poursuivent aussi à coups de revolver, ont fait passer à l'arrière-plan la préoccupation des intérêts de classe. Les ouvriers de tendances opposées s'entretuent et oublient leur lutte commune contre la bourgeoisie. Les répressions qui ont suivi les grèves malheureuses ont aussi porté un coup sérieux à nos organisations des Asturies et de Biscaye. De nombreux militants ont dû s'expatrier. La période d'attraction de la Révolution russe est passée; la propagande réformiste et anarchiste contre la Russie et le communisme porte d'autant mieux que réformistes et syndicalistes possèdent des quotidiens auxquels le Parti communiste ne peut opposer que des hebdomadaires à tirage limité et insuffisamment répandus pour remonter le courant. Entre le réformisme et le syndicalisme anarchiste qui se partagent l'influence sur les masses ouvrières, le parti doit se frayer sa voie difficile avec des moyens insuffisants.

Il y a aussi des causes de recul dont le parti est en grande partie responsable et qui ont contribué encore à l'isoler et à lui fermer des possibilités d'action. 1) L'emploi par lui des moyens terroristes en particulier dans ses luttes avec les réformistes, qui a abouti à trois ou quatre assassinats de socialistes par les nôtres, et en particulier aux incidents sanglants du congrès de l'Union générale. Sans doute les communistes ont été provoqués brutalement par les réformistes, mais ces derniers ne demandaient que ce qui s'est passé pour ruiner l'influence grandissante et menaçante des communistes dans l'Union générale et permettre leur exclusion. Le parti a considérablement souffert de ces événements. Pendant des mois, chaque jour, l'organe réformiste publie des ordres du jour de protestation d'organisations ouvrières contre l'assassinat de travailleurs par les communistes. Cela a porté et porte à chaque nouvelle faute semblable de notre part. Nos camarades se laissent provoquer et font ainsi le jeu de leurs adversaires. Ces faits répétés ont fermé presque complètement les milieux réformistes à l'influence communiste. Aux Asturies et à Bilbao nos camarades exclus ont rejoint la Confédération nationale, mais avec un gros déchet pour l'organisation ouvrière. 2) L'insuffisance de l'activité politique du parti pendant cette année qui fut si riche en événements politiques importants pour l'Espagne: guerre marocaine, responsabilités, élections générales, amnistie, crises gouvernementales, etc., et devant la situation du mouvement ouvrier, décomposition de l'idéologie anarcho-syndicaliste, grandes grèves de Barcelone..., unité syndicale. Le parti a suivi une ligne politique juste, mais avec une énergie insuffisante. Les décisions du Quatrième congrès en particulier concernant la campagne pour les réintégrations et pour l'unité syndicale ne

furent pas appliquées avec la méthode et la décision qu'il aurait fallu. 3) Cette insuffisance de l'activité politique provient en grande partie du fait que le parti a une organisation tout à fait insuffisante. Toutes les charges du parti sont remplies par des camarades qui gagnent leur vie dans un emploi quelconque et qui ne vouent au travail du parti que leurs heures de loisirs. Ils le font avec un grand dévouement, mais il est certain qu'un parti qui ne possède pas un seul fonctionnaire permanent, dont le secrétaire général fait chaque jour ses huit heures de travail chez un patron, n'est pas outillé pour développer une activité politique digne de son rôle historique. 4) La crise intérieure, en multipliant les actes d'indiscipline, a aussi contribué à affaiblir le rayonnement et l'activité du parti. Je m'y arrête plus longuement, puisqu'elle est au fond des débats du congrès.

La crise intérieure. Elle a ses origines dans la formation même du parti, fusion des deux partis qui avaient quitté le Parti socialiste à des dates différentes. Le petit Parti communiste espagnol était un parti fortement atteint de la maladie infantile et ses éléments ne se sont pas encore complètement débarrassés de leur gauchisme entretenu par leurs rapports avec le Parti communiste italien. Les polémiques entre les deux partis avant la fusion furent excessivement vives et très personnelles; il en est resté beaucoup de ressentiments de part et d'autre. La vie commune n'a pas créé l'atmosphère de camaraderie qui devrait être celle d'un petit parti. Quelques éléments de l'ancien Parti communiste espagnol ont conservé la conviction que tous les membres venus du Parti communiste ouvrier sont des réformistes et des opportunistes. Ils dénoncent le centrisme de toutes leurs décisions ou de toutes leurs propositions et la vie du parti est de ce fait viciée. Ces polémiques incessantes ont découragé un grand nombre de militants qui sont retournés au vieux Parti socialiste ou sont des sympathisants qui attendent le moment de la guérison du parti pour revenir. Elles ont jeté un certain discrédit sur bon nombre de militants et, par ricochet, sur le parti. Les restes de cette opposition se trouvent à Madrid seulement. C'est contre ces actes d'indiscipline répétés que l'an dernier le congrès du parti et l'Internationale ont été appelés à prendre des sanctions. Ces éléments auraient perdu toute influence si la direction du parti avait su utiliser la situation pour les isoler politiquement. Ce ne fut pas le cas et sur cette crise d'origine est venue se greffer une crise plus grave provenant aussi des divers courants ouvriers dont est formé le parti. Le parti est constitué actuellement de militants qui ont été formés à l'école du vieux Parti socialiste et d'éléments nouveaux venus des milieux anarcho-syndicalistes. Les premiers travaillent surtout des couches où l'influence socialiste est dominante et l'influence syndicaliste presque nulle, comme c'est le cas de Madrid, les autres travaillent à pénétrer les régions soumises à l'influence anarcho-syndicaliste. Cette dualité dans l'origine, qui se poursuit dans le travail, crée bien des surfaces de conflit et des motifs d'incompréhension réciproque.

Il est certain que les camarades venant de l'ancien Parti socialiste sous-estiment l'importance du mouvement syndicaliste et du travail de pénétration de la CNT, comme les camarades qui viennent du syndicalisme sous-estiment l'importance de l'UGT et du travail dans les milieux réformistes. Le Comité central qui vit à Madrid, la citadelle du réformisme, est enclin à négliger la lutte et le travail dans les milieux syndicalistes. Ces incompréhensions qui ont donné lieu à des critiques à l'égard du Comité central ont permis aussi à l'opposition de Madrid de relever la tête et de former bloc avec les mécontents de la province. Au congrès, l'opposition au Comité central était donc loin d'être homogène. Elle ralliait le petit groupe madrilène de l'ancien Parti communiste espagnol, la Fédération de Valence avec Arlandis, la Fédération de Biscaye (Bilbao) avec Solis. Soit à peu près la majorité du parti.

La situation au congrès. Le congrès discuta la gestion du Comité central et la politique générale du parti en plusieurs séances clandestines pour que je puisse y prendre part (en Espagne toutes les assemblées, congrès, etc., doivent être communiqués à la police qui envoie officiellement ses émissaires pour surveiller les travaux). Les critiques diverses de l'opposition à l'égard de la politique du Comité central démontrèrent la très grande confusion qui règne dans les milieux de l'opposition. Seules les critiques visant le manque d'activité du Comité central et son insuffisante préoccupation des milieux anarcho-syndicalistes étaient justifiées. Les autres critiques, plus nombreuses et portant sur les actes politiques et l'orientation du Comité central étaient la preuve de déviations évidentes et d'absence d'esprit politique de l'opposition. Elle reprochait entre autres au parti d'avoir exploité, après les incidents du congrès de l'Union générale, l'arrestation et la popularité de la camarade Virginia Gonzales, pour faire brèche dans la réprobation générale qui s'élevait de la classe ouvrière contre le parti et d'avoir ainsi reconquis une part des sympathies ouvrières que le parti avait perdues. Mais c'est surtout en ce qui concerne la tactique électorale et le travail parmi les anarcho-syndicalistes que l'opposition manque de clarté. Elle voulait transformer des organes du parti à Bilbao et aux Asturies, où les communistes prédominent déjà dans le mouvement syndicaliste, en organes syndicalistes cachant leur drapeau communiste. Dans la question électorale, les camarades de la CNT se laissent influencer par les courants très divers qui traversent la CNT. Maurin préconisait, sous l'influence de Sogui évoluant vers l'opportunisme, la participation du parti avec les bourgeois de gauche, francs-maçons, tandis qu'Arlandis sous l'influence anarchiste de Valence faisait campagne dans le parti pour l'abstention, appuyé par les antiparlementaires de l'ancien Parti communiste espagnol. L'opposition défendait aussi la guerilla terroriste. Le Comité central se défendit faiblement en attaquant les nombreux actes d'indiscipline de l'opposition qui sabota, en agissant à sa guise, l'action du parti, en particulier dans la question des élections et dans celle de la

campagne pour les réintégrations dans l'UGT. Je suis intervenu à deux reprises au cours de ces débats pour marquer, premièrement que la ligne politique générale du Comité central avait été juste et conforme aux décisions du Quatrième congrès international, deuxièmement que le Comité central avait manqué d'activité et de fermeté dans l'application de cette ligne, troisièmement, que les critiques de l'opposition, justifiées quand elles portent sur l'insuffisance de l'activité du Comité central, étaient, quant au fond, des manifestations de confusionnisme ou d'infantilisme conduisant à des actes d'indiscipline graves. Les camarades des deux groupes, après un long débat et une seconde intervention de ma part, admirent ces conclusions générales qui permirent d'aboutir au règlement pratique de la situation sans approfondir la division dans le parti. L'opposition elle-même présenta une résolution faisant retomber une part de l'inactivité du parti sur elle et affirmant que le parti devait *continuer* dans la ligne politique suivie antérieurement par le Comité central.

Au point de vue pratique, j'aurais aimé que le siège du Comité central fût déplacé de Madrid à Bilbao ou Oviedo, bref dans un centre ouvrier important où ne domine pas, comme à Madrid, l'influence socialiste. Mais tous furent d'avis que ce transfert était impossible, le parti n'ayant qu'à Madrid assez de militants expérimentés pour former le Comité central. D'autre part, bien que l'opposition ait en fait la majorité au congrès, il me parut impossible de lui confier l'entière direction du parti, ses militants de Madrid étant les moins intéressants et les moins en contact avec la classe ouvrière. Il apparut aussi impossible de faire venir à Madrid les éléments de province, absolument nécessaires sur place. Devant cette situation je fis appel à tous pour former un Comité central de concentration. Des luttes fractionnelles ruineraient le parti si elles continuaient.

L'accord fut aisé aussi sur ce point. Le résultat est donc le suivant:

1. Le parti continue dans la ligne politique antérieure approuvée et précisée par le Quatrième congrès mondial.
2. Il intensifie son action politique.
3. Il voue une attention plus grande que par le passé au travail dans les milieux de la CNT.
4. Il renforce sa discipline intérieure.
5. Il crée deux postes permanents rétribués: secrétaire général et directeur du journal (vu les finances mauvaises, un seul fonctionnera immédiatement).
6. Les luttes intérieures cessent et tous s'efforcent de concourir au travail constructif du parti.
7. Un Comité central de concentration est formé dans lequel on nomme les camarades les plus capables pour le travail, sans distinction de tendances. Après élaboration commune de la liste,

la tendance oppositionnelle a cinq sièges et l'ancien Comité central 10.

Le congrès, malgré les discussions passionnées, s'est terminé sur ces bases dans un très bon esprit. Il faudra cependant suivre de près cette section et intervenir sans retard si les décisions de ce congrès n'étaient pas respectées par les uns ou les autres. Je crains pour ma part qu'un des éléments de l'opposition, Andrade, ne recommence ses attaques personnelles et sa politique gauchiste. Les autres questions soumises au congrès ralliaient l'unanimité.

L'Exécutif et le Parti communiste espagnol. — La Commission espagnole du Quatrième congrès a étudié une proposition de modifier la ligne politique du parti pour faire des concessions aux syndicalistes, en particulier sur la tactique électorale. La commission, à l'unanimité, a proposé une résolution au congrès repoussant cette suggestion et demandant au contraire au parti de garder la ligne politique droite. Malgré cette décision, le Comité exécutif de l'I.C., au moment des élections, a envoyé au parti une lettre lui recommandant une combinaison électorale suggérée par Maurin, pour Barcelone: une liste commune avec les bourgeois francs-maçons de gauche. Cette lettre fut vivement critiquée au congrès, autant par le Comité central que par l'opposition antiparlementaire. Personne dans le parti ne partage le point de vue de Maurin qui n'est pas membre du parti, mais les camarades du parti se demandent si le parti est noyauté par les syndicalistes et voient un danger dans le fait que l'EKKI, sans consulter le parti, lui impose une tactique préconisée par des camarades non adhérents au parti. J'ai expliqué comme j'ai pu cette intervention que je crois malheureuse et j'ai assuré le parti qu'à l'avenir aucune décision concernant son action ne serait prise sans que le parti fût consulté. Je crois que cela est indispensable. D'autre part, concernant les concessions aux syndicalistes, je suis aujourd'hui encore plus convaincu qu'au Quatrième congrès, que le parti doit maintenir sa ligne politique sans déviations. 1) Le parti est loin d'avoir la clarté doctrinale et la sûreté politique que nécessite une telle opération tactique. Il est encore plein de confusion et de préjugés, une fraction est anarchisante, et le fédéralisme, l'antiparlementarisme, le terrorisme y ont de nombreux partisans. Une déviation dans le sens de la CNT jetterait un trouble profond dans le parti et agrandirait la confusion. 2) La CNT est loin d'être homogène. Son idéologie est en pleine décomposition, sa tactique terroriste et fédéraliste a fait faillite, elle est actuellement traversée de courants multiples souvent contradictoires qui cherchent une voie nouvelle. A quel courant faire des concessions? Au moment où Maurin proposait une tactique inspirée de Segui et s'orientant vers le réformisme, Arlandis, sous l'influence d'un autre courant, préconisait l'abstention et la pratiquait à Valence! Le parti ne peut adopter dans chaque ville une autre tactique pour plaire à la CNT, pratiquer le bloc des gauches à Barcelone, l'abstention à Valence et la participation régulière ailleurs. Il ne ferait que se discréditer

dans les milieux mêmes qu'il veut gagner. Il ne doit se laisser entraîner par aucun des courants éphémères de la CNT et travailler à lui faire admettre la tactique communiste en la lui montrant clairement et méthodiquement. Sinon, au lieu d'éclairer les chercheurs de la CNT, il introduira dans ses rangs la confusion des milieux syndicalistes. 3) Enfin il faut se rendre compte que la question électorale est en somme secondaire dans nos différends avec la CNT, c'est tout ce qui nous sépare des anarchistes qui est en jeu et les questions soulevées par la Révolution russe sont beaucoup plus importantes que la question électorale. Quand il n'y aura plus que celle-là, les difficultés seront vite aplanies. C'est pour ces raisons que le congrès, à l'unanimité, confirma la tactique suivie par le Quatrième congrès mondial.

Le parti aurait grand besoin de faire dans toute l'Espagne une campagne de propagande de trois ou quatre mois. En une seule tournée, l'an dernier, en Andalousie, un camarade a créé plus de vingt sections. Le parti possède quelques camarades qui pourraient faire ce travail avec fruit. Le vieux militant Acevedo que vous avez connu au Quatrième congrès et qui est un très bon propagandiste capable de former des militants, est sans travail et dans une situation très difficile. Il pourrait être très utile au parti. Y aurait-il possibilité que l'Internationale vote un crédit spécial de 4000 à 5000 pesetas pour permettre cette campagne qui donnerait au parti la possibilité de doubler rapidement ses effectifs et ses ressources?

XII

LA MORT DE LÉNINE

Le 21 janvier 1924, la Révolution russe et l'Internationale communiste perdaient leur promoteur et leur guide. Une maladie implacable l'avait déjà terrassé en mai 1922, mais sa pensée était restée lucide et, bien qu'éloigné des affaires par un repos forcé, il était encore l'inspirateur de la politique dont il déterminait les lignes générales. Les décisions les plus importantes du Quatrième congrès mondial de l'Internationale portent la marque de sa pensée et de ses préoccupations. Il avait voulu parler une dernière fois aux communistes du monde, les mettre en garde contre l'influence d'une bureaucratie étrangère à la classe ouvrière, ralliée par intérêt à l'Etat soviétique, mais non à la Révolution. Il avait condamné la tentative d'imposer aux partis communistes étrangers les méthodes d'organisation du parti bolchevique, à travers les résolutions d'organisation du Troisième congrès mondial, qu'un étranger ne pouvait ni lire, ni comprendre, ni appliquer parce qu'elles étaient russes d'inspiration et irréalisables dans des conditions autres que celles de la Russie de 1917. Dans ses dernières paroles, il exhortait les communistes à apprendre non des formules et des recettes, mais à analyser objectivement la situation historique dans laquelle ils seront appelés à agir pour gagner la majorité des travailleurs à l'action révolutionnaire rénovatrice du monde.

Jamais il n'avait imposé son opinion, dicté sa volonté. Il gagnait la confiance et la sympathie par la clarté de sa pensée, par sa ténacité à la défendre et la simplicité des termes employés pour l'expliquer et la faire admettre.

Ayant lui-même fixé comme première étape de la Révolution russe

la création d'un capitalisme monopoliste d'Etat, il avait conscience que seul un parti, le sien, resté vraiment révolutionnaire et étroitement uni, pourrait opérer le passage du capitalisme d'Etat au socialisme. Mais, connaissant les hommes qui allaient lui succéder à la tête du parti et de l'Etat, il craignait que leurs dissensions n'entraînassent une scission du parti. Il voyait l'insuffisance et la corruption de l'appareil de l'Etat et le danger que constituait la concentration du pouvoir aux mains de Staline, secrétaire du parti.

Les notes et les articles qu'il écrivit tout au long de l'année 1922 et au début de 1923 témoignent de sa grande lucidité et de l'effort surhumain qu'il fit pour mettre son parti en garde contre la dégénérescence et la division qu'il prévoyait déjà.

Etant chef du parti et de l'Etat, il avait pu constater combien les arrivistes «vantards et menteurs» étaient nombreux: «*Nous entendons tous les jours, moi surtout, de par mes fonctions, tant de mensonges communistes doucereux, tant de «com-mensonges», qu'on en a mal au cœur, atrocement parfois.*» Il utilisa aussi souvent le terme «com-vantardise» et reprocha aux militants leur manque de culture générale: «*Le noyau communiste gouvernant manque de culture générale. Si nous prenons Moscou avec ses quatre mille sept cents communistes responsables, et toute la machine bureaucratique, qui des deux mène l'autre? Je doute fort que ce soient les communistes. En vérité ils ne mènent pas, ils sont menés.*»

La culture générale de la bourgeoisie en Russie «*était insignifiante, misérable, mais elle valait toujours plus que celle de nos communistes responsables*».

En décembre 1922, sa maladie lui ayant laissé un répit, il l'utilisa pour rédiger un rapport au Quatrième congrès mondial, inquiet qu'il était de l'avenir de son parti, car c'est de ce parti que dépendait l'avenir de la Révolution russe et de l'Internationale. Il écrivit alors ce curieux document connu sous le nom de «Testament de Lénine» dans lequel il ne se préoccupe pas de l'avenir de la Révolution, de la Russie, de l'Internationale, car tout cela dépend du Parti communiste, son seul souci, mais combien grand:

«Par stabilité du Comité central, j'entends des mesures contre la scission, dans la mesure où, en général, de telles mesures peuvent être prises. Car, évidemment, le réactionnaire (S. F. Oldenbourg, semble-t-il) avait raison qui, dans la *Rouskaïa Mysl,* premièrement tablait sur la scission de notre parti dans son jeu contre la Russie soviétique et quand, deuxièmement, il tablait pour réaliser cette scission sur les plus sérieux désaccords dans le parti.

Notre parti s'appuie sur deux classes et c'est pourquoi son instabilité est possible, et inévitable sa désagrégation, si, entre ces deux classes, un accord ne peut s'établir. Dans ce cas il serait même inutile de prendre telles ou telles mesures, voire de délibérer sur la stabilité de notre Comité central. Nulle mesure, dans un tel cas, ne se montrerait propre à prévenir la scission. Mais j'espère que c'est là un avenir trop lointain et un événement trop improbable pour en parler ici.

Ce que j'ai en vue, c'est la stabilité du Comité central comme garantie contre la scission dans le proche avenir et j'ai l'intention d'examiner ici une série de considérations de caractère purement personnel.

Je crois que l'essentiel, dans la question de la stabilité vue sous cet angle, sont des membres du Comité central tels que Staline et Trotsky. Les rapports entre eux constituent à mon avis une grande moitié des dangers de cette scission qui pourrait être évitée. Pour l'éviter, on peut tout d'abord procéder, entre autres moyens, à l'augmentation du nombre des membres du Comité central jusqu'à 50 ou 100 personnes.

Le camarade Staline, en devenant secrétaire général, a concentré dans ses mains un pouvoir immense et je ne suis pas convaincu qu'il puisse toujours en user avec suffisamment de prudence. D'autre part, le camarade Trotsky, comme l'a déjà démontré sa lutte contre le Comité central à propos de la question du Commissariat du peuple aux voies de communication, ne se distingue pas seulement par les capacités les plus éminentes. Personnellement il est certes l'homme le plus capable du Comité central actuel, mais il est excessivement porté à l'assurance et entraîné outre mesure par le côté purement administratif des choses.

Ces traits caractéristiques des deux chefs les plus marquants du Comité central actuel peuvent involontairement conduire à la scission; si notre parti ne prend pas les mesures pour la prévenir, cette scission peut se produire inopinément.

Je ne vais pas ensuite caractériser les autres membres du Comité central d'après leurs qualités personnelles. Je rappellerai seulement que l'épisode d'octobre de Zinoviev et de Kamenev n'a évidemment pas été occasionnel [1], mais qu'il ne peut guère plus leur être personnellement reproché que le non-bolchevisme au camarade Trotsky.

Quant aux jeunes membres du Comité central, je veux dire quelques mots de Boukharine et de Piatakov. Ils sont, à mon avis, les plus marquantes parmi les forces jeunes et il faut, à leur égard, avoir en vue ce qui suit:

Boukharine n'est pas seulement le plus précieux et le plus fort théoricien du parti, et aussi légitimement considéré comme le préféré de tout le parti, mais ses conceptions théoriques ne peuvent être considérées comme vraiment marxistes qu'avec le plus grand doute,

---

[1] Zinoviev et Kamenev avaient voté à une séance du Comité central contre l'insurrection.

car il y a en lui quelque chose de scolastique (il n'a jamais appris et je crois qu'il n'a jamais compris vraiment la dialectique).

Piatakov est incontestablement un homme de volonté et de capacité les plus éminentes; mais il incline trop à l'administration et au côté administratif des choses pour qu'on puisse s'en remettre à lui dans une question politique sérieuse.

Evidemment l'une et l'autre remarques sont faites par moi seulement pour le moment présent; et à supposer que ces deux travailleurs éminents et dévoués ne trouvent l'occasion de compléter leurs connaissances et de modifier ce qu'ils ont en eux d'unilatéral.

(25 décembre 1922.)»

Aux considérations personnelles de son testament, Lénine ajouta, quelques jours plus tard, le 4 janvier 1923, un codicille dirigé uniquement contre Staline:

«Staline est trop brutal et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue du camarade Staline par une supériorité, c'est-à-dire qui soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc... Cette circonstance peut paraître une bagatelle insignifiante, mais je pense que pour se préserver de la scission et du point de vue de ce que j'ai écrit plus haut des rapports mutuels entre Staline et Trotsky, ce n'est pas une bagatelle, à moins que ce soit une bagatelle pouvant acquérir une importance décisive.

(4 janvier 1923.)»

Entre le 25 décembre 1922 et le 4 janvier 1923, Lénine apprit que Staline l'avait trompé en lui communiquant un rapport sur le conflit géorgien. Les dirigeants du parti et de l'Etat géorgiens voulaient appliquer avec souplesse les directives de Moscou à leur situation. Mais Staline, pour assurer sa politique personnelle d'oppression, avait mobilisé Djerdjinski, alors chef de la police politique, et Ordjonikidzé, un autre Géorgien, pour combattre les tendances des dirigeants géorgiens à une plus grande autonomie nationale. Ordjonikidzé avait même brutalisé un des militants géorgiens. Le 30 décembre, Lénine écrivait dans une de ses notes:

«Qu'Ordjonikidzé ait pu exploser au point de recourir à la force physique, ce que m'a communiqué Djerdjinski, cela permet de se représenter dans quel marécage nous sommes tombés.»

Lénine dénonça l'Etat soviétique comme étant «*emprunté au tsarisme et seulement à peine frotté au monde soviétique*», en fait «*un*

mécanisme bourgeois tsarien». Il affirma aussi que, dans ces conditions, la liberté des nationalités de sortir de l'Union soviétique, prévue dans la Constitution, ne sera qu'«*un chiffon de papier impuissant à défendre les allogènes de Russie contre l'invasion de ces vrais Russes, chauvins grands-russiens, lâches et tortionnaires par essence, comme l'est le typique bureaucrate russe*».

De quels termes Lénine eût-il fustigé le chauvinisme grand-russien de Brejnev face à la Tchécoslovaquie? Mais, dans l'affaire de Géorgie, c'est Staline qu'il accuse personnellement: «*Ici ont joué un rôle fatal la hâte et l'entraînement bureaucratique de Staline, de même que son irritation contre le fameux «social-chauvinisme»; l'emportement en général joue le pire rôle en politique.*»

Les dirigeants géorgiens, membres du Comité central et du Conseil des commissaires du peuple, avaient été destitués, déplacés et bannis.

Lénine donna cet exemple à l'appui de l'une de ses théories les plus justes: distinguer entre le nationalisme intolérable du pays oppresseur et le nationalisme excusable du pays opprimé. Dans l'affaire géorgienne, l'URSS était, de l'avis de Lénine, le «pays oppresseur» et il ajoutait:

«Le Géorgien qui néglige ce côté de l'affaire et accuse les autres de «social-chauvinisme» (alors que lui-même est non seulement un véritable social-chauvin, mais un goujat brutal au service d'une grande puissance), ce Géorgien au fond attente aux intérêts de la solidarité de la classe prolétarienne.»

Le 31 décembre, Lénine, toujours indigné de l'attitude de Staline et de ses acolytes, notait encore:

«Il faut punir Ordjonikidzé d'une façon exemplaire et réviser l'énorme quantité de jugements injustes et de partis pris de Djerdjinski», enfin «rendre Staline et Djerdjinski politiquement responsables de cette campagne grand-russienne.»

Cette violente semonce de Lénine, un an avant sa mort, démontre combien il se rendait compte de la dégénérescence bureaucratique de la Révolution russe et de son parti. Il exprima publiquement dans la *Pravda* son angoisse et son impuissante colère contre l'*Inspection ouvrière et paysanne* que dirigeait Staline en publiant, dans l'édition du 23 janvier 1923, un article: «*Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne*» où il affirmait que l'appareil de l'Etat soviétique est «*une survivance de l'ancien, au plus haut degré et seulement à peine repeint*

à la surface.» En février, il revint à la charge dans un article: «*Plutôt moins, mais mieux*» où il propose un plan de réorganisation du commissariat présidé par Staline. On y lit entre autres:

«Les choses sont chez nous si tristes, pour ne pas dire si répugnantes, avec l'appareil de l'Etat. (...) Il faut à tout prix s'assigner la tâche, premièrement, d'apprendre, deuxièmement, d'apprendre, troisièmement, d'apprendre. (...) Parlons net. L'Inspection n'a pas actuellement la moindre autorité. Tout le monde sait qu'il n'y a pas de pire institution que notre Inspection. (...) Je demande à n'importe quel dirigeant actuel de l'Inspection ou à quiconque en contact avec elle de me dire en toute conscience quel besoin on a d'un commissariat pareil.»

Staline était personnellement visé. Le Bureau politique, sous son influence, décida de ne pas publier cet article de Lénine. Un collaborateur de Staline proposa même de publier l'article dans un seul numéro de la *Pravda*, pour calmer «le vieux»!

Mais cette supercherie était trop répugnante. Le Bureau politique, sur l'intervention de Kroupskaïa, publia l'article le 4 mars.

En vue du congrès, Lénine se préparait à condamner l'affaire de Géorgie. Mais une rechute l'empêcha de prendre en main cette tâche. Il demanda à Trotsky de s'en charger et écrivit aux Géorgiens poursuivis: «*De toute mon âme je suis votre affaire. Révolté de la brutalité d'Ordjonikidzé et de la connivence de Staline et de Djerdjinski, je vous prépare des notes et un discours.*» [1]

Mais Staline, sentant l'hostilité grandissante de Lénine à son égard, s'en prit à la compagne de Lénine, Kroupskaïa. Le 22 décembre 1922, elle mettait Kamenev, alors président du Bureau politique, au courant d'une vive altercation téléphonique qu'elle avait eue avec Staline. Khrouchtchev a cité la lettre de Kroupskaïa à Kamenev dans son réquisitoire contre les crimes de Staline au Vingtième congrès du Parti communiste de l'URSS. Kroupskaïa écrivait entre autres:

«Je m'adresse à vous et à Gregory (Zinoviev) comme à de vieux camarades de Vladimir Illitch et vous supplie de me protéger contre des ingérences brutales dans ma vie privée, de viles invectives et de basses menaces. Je n'ai aucun doute quant à ce que sera la décision unanime de la Commission de contrôle, de laquelle Staline a jugé bon de me menacer. Quoi qu'il en soit, je n'ai ni force, ni temps à perdre dans cette stupide querelle.»

[1] Pour de plus amples détails, consulter l'ouvrage de Trotsky: *Staline, sa Biographie.*

Le 5 mars, Lénine, ayant appris l'injure faite à sa compagne, écrivit à Staline:

«Vous vous êtes permis d'appeler cavalièrement ma femme au téléphone et de la réprimander d'une façon grossière. En dépit du fait qu'elle vous a dit qu'elle acceptait d'oublier les propos qui avaient été échangés, elle a néanmoins mis Zinoviev et Kamenev au courant. Je n'ai pas l'intention d'oublier si facilement ce qui a été fait contre moi et il est inutile que j'insiste sur le fait que je considère comme dirigé contre moi ce qui a été fait contre ma femme. Par conséquent, je vous demande d'examiner attentivement si vous êtes d'accord pour vous rétracter et vous excuser ou si vous préférez que nos relations soient interrompues.»

Mais Lénine perdait l'usage de la parole et n'avait plus la force d'écarter les menaces qui pesaient sur le parti et la Révolution russe. Kamenev, après l'avoir vu, déclara à Trotsky que Kroupskaïa lui avait dit: «*Vladimir vient de dicter à la sténographe une lettre à Staline pour rompre avec lui toute relation.*» Ce fut sa dernière lettre.

Après la mort de Lénine, Staline voulut faire disparaître le «Testament». Kroupskaïa s'y refusa et le communiqua au Comité central du parti. Lorsque Trotsky le publia, à l'étranger, Staline et le Comité central du Parti communiste russe déclarèrent que ce texte était un faux fabriqué par les trotskystes. J'ai voulu, quant à moi, en avoir le cœur net et j'ai demandé à Boukharine, au moment du Sixième congrès mondial, si ce texte était bien de Lénine. Il m'en confirma l'authenticité et sortit de son bureau le texte remis par Kroupskaïa aux membres du Comité central. Il me le lut en russe, puis me le traduisit en allemand. Depuis lors, Khrouchtchev l'a également authentifié.

Donc, plus de doute à ce sujet. Mais alors, comment expliquer que le Comité central n'ait pas destitué Staline de ses fonctions? Il y a à cela deux raisons: d'une part, le mea-culpa de Staline qui joua la comédie de la repentance et de sa conversion à une vie nouvelle, d'autre part — et peut-être déterminante — la crainte de voir Trotsky, tout aussi autoritaire que Staline, et qui n'était pas un vieux bolchevik, s'emparer de la direction du parti. Staline, Kamenev et Zinoviev firent bloc contre Trotsky et l'isolèrent, d'abord au sein de la direction. Trotsky y répondit en organisant ses partisans et dès lors les luttes fractionnelles déchirèrent le Parti communiste de l'Union soviétique.

Pour l'Internationale communiste, la mort de Lénine marque le

commencement de la déchéance et de la dépendance des partis communistes envers le parti et l'Etat soviétiques. Au lieu d'apprendre, comme Lénine l'avait maintes fois recommandé, on créa une «Ecole léniniste» où le marxisme fut enseigné à la manière dont prêtres et pasteurs font apprendre le catéchisme aux enfants. Des slogans, des dogmes, la chasse aux déviations de droite et de gauche, l'intolérance et le fanatisme. On ne brûla plus les hérétiques, on les assassina, ou bien on les poussa au suicide. Au lieu de former des révolutionnaires cherchant la vérité dans l'action, on fabriqua des croyants soumis. Moscou devint la Rome de la gauche et les non-conformistes fondèrent des chapelles qui s'excommunièrent les unes les autres. Cette évolution, qui a occupé l'entre-deux-guerres, dure encore. Les tentatives de réformes et de révoltes furent nombreuses, mais vite brimées par un conformisme étouffant et une discipline de caserne ou de cloître, car le mouvement communiste est à la fois armée et religion, avec obéissance du soldat et soumission du croyant.

Lénine est mort le 21 janvier 1924! L'Internationale communiste fut dissoute par Staline le 15 mai 1943 après une longue et douloureuse agonie!

XIII

TENTATIVE D'UNIFIER LES COMMUNISTES ET LES SOCIALISTES ITALIENS

Après avoir fait, en décembre 1923, une enquête sur la situation politique en Italie, je m'étais opposé à la décision de l'Exécutif de l'Internationale qui, sous la pression de la direction du Parti communiste italien, imposait l'adhésion individuelle au Parti communiste des socialistes partisans de la Troisième Internationale. Je proposai de chercher à gagner, de l'intérieur, la majorité du Parti socialiste, en repoussant la minorité hostile vers le Parti socialdémocrate.

Je partais donc pour l'Italie sans savoir quelles seraient et ma mission et la décision de l'EKKI.

Nous fîmes en famille le voyage Paris–Rome dans les meilleures conditions, sous un soleil pâle de janvier, en wagon-lit, munis de notre passeport français.

Fanny Jezerskaïa avait réussi, par des relations, à louer pour nous un appartement meublé dans une jolie petite villa de Monteverde, à la périphérie de Rome. Nous y occupions trois chambres au premier étage, avec cuisine minuscule, salle de bain et terrasse. Le rez-de-chaussée était habité par la famille de la propriétaire, la marquise de Campanari, veuve de guerre, qui avait deux enfants de l'âge des nôtres et vivait avec sa mère, la comtesse Wolkonskaïa, émigrée de Russie après la révolution. Ce voisinage ne manquait pas d'être un peu inquiétant, car le premier étage faisait un tout avec le rez-de-chaussée, sans aucune séparation ni possibilité de fermer à clé l'étage que nous occupions. Il fallait veiller à ne laisser traîner aucun papier et à ne parler qu'à mi-voix des problèmes qui nous préoccupaient. Mais c'est la langue russe surtout qui risquait de nous jouer un tour, car la vieille comtesse parlait russe avec sa

fille et ses petits-enfants. Or, Zou le parlait aussi et le comprenait fort bien. Malgré ses quatre ans et demi, elle se rendit bien compte de la situation et, sur nos recommandations, ne fit jamais mine de comprendre un traître mot de cette langue, bien qu'elle fût la compagne de jeux des petits Campanari. Vis-à-vis de la police, l'anticommunisme affiché de nos propriétaires tenait lieu de garantie. Car la marquise non seulement était hostile à la Révolution russe qui avait exproprié les terres et le château de la comtesse, sa mère, mais détestait et craignait aussi les communistes d'Italie. Elle nous mit même un jour en garde contre le jeune garçon qui nous apportait le lait, à cause de son père qui, paraît-il, était communiste! Elle nous faisait donc confiance et était bien loin de penser qu'elle abritait sous son toit le secrétaire de l'Internationale communiste, l'Œil de Moscou à Rome!

Je lisais assidûment les presses italienne et française. Aussi les journaux s'accumulaient-ils dans le logement où nous n'avions ni cheminée ni fourneau pour les brûler. Mme Campanari en fit la remarque à Jenny qui lui expliqua que, tout en étant ingénieur, j'avais pour hobby la politique et que j'occupais mes loisirs à lire les journaux de toutes tendances. La marquise n'insista plus.

La vieille comtesse, qui avait vécu la révolution en Russie, en avait une opinion plus nuancée que sa fille. Quand la marquise affirmait: «Les bolcheviks nous ont tout volé!» elle rectifiait: «Non! Ils ont socialisé, notre château n'a pas été pillé, il est devenu un centre de culture ouvert à tous!» Dans sa chambre, elle avait au mur un portrait de Zinoviev. Mais chaque fois que son fils, réfugié russe également, venait lui faire visite, elle retournait le portrait, face contre la muraille.

Pour les enfants, cet endroit convenait à merveille. Ils jouaient dans le jardin ou le long du trottoir avec les enfants Campanari et nous allions nous promener en famille au Gianicolo, un grand parc public à quelque dix minutes de notre demeure. Il nous arriva d'y croiser Mussolini caracolant sur son étalon noir dans la pose d'un empereur romain, suivi de sa garde de corps.

Mes rendez-vous avec les militants du Parti communiste, avec les terzini et les socialistes avaient toujours lieu en ville. J'y rencontrai aussi régulièrement Fanny qui assurait les liaisons et qui, par raison de sécurité, ne mit jamais les pieds chez nous.

Il y avait à Rome une mission diplomatique russe qui n'avait pas rang d'ambassade, aucune relation diplomatique n'existant entre

l'URSS et l'Italie. Les rapports de la direction du Parti communiste avec la mission étaient des plus mauvais. Le parti accusait les membres de la mission d'envoyer à Moscou des rapports qui lui étaient défavorables.

Ce n'est pas à bras ouverts que je fus reçu par la direction du parti, méfiante à l'égard de tous les délégués de l'Internationale et plus particulièrement envers ma politique qui tendait à la fusion des partis socialiste et communiste et qui s'opposait au gauchisme sectaire du parti.

Dès que je fus à Rome, l'EKKI m'envoya copie du procès-verbal de la séance où avaient été discutées mes propositions de décembre concernant l'Italie. Il avait modifié sa décision et accepté toutes mes propositions sur l'action à mener envers le Parti socialiste pour chercher à en gagner la majorité. Ce changement de tactique fut fort mal vu de la direction du parti italien qui s'efforça de contrecarrer, voire de saboter mon action. Les Italiens, très peu respectueux envers les représentants de l'Internationale, les affublaient d'un surnom. Rakosi avait été *il Pinguino*, je fus *il Pellicano*! Mais dans les documents officiels je restai «Christophe», comme à Paris.

Pour pouvoir habiter Rome, j'avais dû m'annoncer à la *questura*. On m'y demanda la raison de mon séjour en Italie. Un ingénieur français à Rome, ça pouvait paraître suspect! J'invoquai l'état de santé de ma compagne à laquelle un médecin de Paris avait conseillé un changement d'air. Et, en venant à Rome avec ma famille, j'entendais profiter de ces quelques mois pour apprendre l'italien. Le questeur, qui désirait de son côté apprendre le français, me proposa aussitôt d'échanger des leçons de conversation. Ma première réaction fut une méfiance bien compréhensible. Mais refuser c'était éveiller des soupçons. J'acceptai donc avec empressement, en soulignant que c'était un très grand honneur pour moi de pouvoir lui rendre ce service, et le priant de me fixer un rendez-vous dès qu'il le pourrait. Grand fut mon soulagement de ne plus recevoir de lui aucune communication!

A cette époque, la dictature fasciste observait encore certaines formes démocratiques. Les partis étaient autorisés, leur presse restait libre, les députés et mandataires accomplissaient leurs fonctions. Ce n'était pas la police d'Etat qui exerçait la répression, mais les bandes de chemises noires. Certains jours, elles visitaient les kiosques pour y rafler la presse d'opposition au fascisme et brûler sur la place publique les journaux saisis. Les jeunes fascistes dansaient

autour de ces autodafés en chantant *Giovinezza*. Ils molestaient les militants ouvriers, leur ingurgitaient de l'huile de ricin, les battaient, pillaient et brûlaient les maisons du peuple, tout cela sous l'œil bienveillant de la police.

Mussolini, du reste, utilisait les élections pour asseoir son pouvoir «démocratiquement». Chaque parti, le Parti communiste compris, pouvait faire sa propagande électorale librement dans quelques grandes villes et certaines régions, mais le plus souvent entravée ou empêchée par l'action des commandos fascistes qui troublaient les meetings électoraux, attaquaient les orateurs, brûlaient les journaux et la propagande électorale.

C'est dans cette ambiance de semi-légalité et de terrorisme des bandes fascistes tolérée par l'Etat que j'avais à agir. Ce n'est que plus tard, après l'attentat de Bologne contre Mussolini, en 1925, que l'Etat fasciste devint officiellement totalitaire et que les militants ouvriers furent emprisonnés, déportés, obligés de s'exiler, les partis et leur presse étant interdits.

Mon but était d'amener une différenciation dans la majorité gauchiste du Parti communiste et de détacher de Bordiga le groupe de Gramsci, pour lui confier la direction du parti. Déjà au congrès de Rome, le groupe Gramsci, tout en appuyant Bordiga, avait manifesté une certaine indépendance et exprimé des nuances qu'il fallait utiliser pour isoler la tendance ultra gauchiste de Bordiga.

Mon premier rapport à l'Exécutif, daté du 26 janvier, fait à la fois mention des premiers résultats de cet effort de différenciation et de l'activité plus grande des terzini à l'intérieur du Parti socialiste. La préparation des élections parlementaires, que Mussolini avait fixées au mois de mars, obligeait les partis à une plus grande activité et favorisait notre action. Le délai de six semaines fixé par l'EKKI pour arriver à la fusion était impossible à tenir. La situation politique italienne exigeait des délais plus longs. On ne pouvait arbitrairement arrêter une évolution historique par un ukase de Moscou. Voici donc le texte de mon rapport à Moscou:

«La situation intérieure du Parti communiste s'est sensiblement améliorée. La division de l'ancienne majorité gauchiste s'est accentuée depuis la sortie de prison de Gennari et de Togliatti. La direction du parti, son activité politique générale sont plus souples et plus adaptées à la situation politique. Bordiga avait préparé une déclaration politique de l'ancienne majorité pour exprimer sa solidarité dans la politique passée du parti. Mais Gennari, Gramsci et d'autres refusent de la signer en déclarant que, solidaires de la

direction ancienne pour la politique passée, ils n'entendent pas affirmer cette solidarité devant les problèmes politiques présents sur lesquels l'ancienne majorité n'est plus d'accord et qu'ils jugent inutile et dangereux d'affirmer cette solidarité pour la politique passée sans marquer en même temps quelles sont les opinions sur les problèmes présents, de beaucoup les plus importants. Comme sur ces problèmes l'ancienne majorité est divisée, cette déclaration de Bordiga et l'opération politique qu'il entendait faire de cette façon sont momentanément enterrées. De plus en plus nettement sur les questions du jour et de l'avenir l'ancienne majorité se divise et le groupe extrémiste de Bordiga se réduit à une petite minorité. La majorité forme un centre qui est encore hésitant mais qui, après discussion, se rallie à une politique plus réaliste et plus profitable pour le parti. Le dernier Comité central a été symptomatique à ce sujet. La proposition du bloc ouvrier faite par le parti aux autres partis prolétariens et qui est pour nous d'un très gros profit politique, a été votée à l'unanimité du Comité central. Elle était proposée par Tasca que j'avais encouragé dans cette voie. Gennari s'y est rallié et bien que Togliatti l'ait combattue pendant quelques jours, il a fini par s'y rallier et il reconnaît, aujourd'hui qu'il en voit les résultats, que ç'aurait été une grave faute que d'agir autrement. Il en est de même dans la question des rapports avec les terzini. Togliatti voulait faire voter un ordre du jour opposé aux dernières décisions de l'Exécutif et préconisant la fusion immédiate. Il a fini par se rallier, avec le Comité central, à la motion préparée par Tasca, qui admet dans ses grandes lignes la tactique que le présidium a fixée. Sans doute cette formation d'un centre sur lequel Gennari exerce une très heureuse influence pourrait être compromise par quelque faux pas des terzini. J'en ai déjà parlé sérieusement avec Maffi en lui faisant comprendre toute l'importance qu'il y a à tenir compte, dans leur activité, de ce processus interne du Parti communiste. Comme le Parti communiste doit veiller à ne pas entraver par sa politique le travail des terzini, ceux-ci doivent veiller à ne pas ressouder l'ancienne majorité.

La situation des terzini à l'intérieur du Parti socialiste s'est aussi fortement améliorée depuis qu'ils ont repris un peu plus d'activité. Avant notre entrevue de décembre, préoccupés de ne pas donner à la direction de nouvelles possibilités d'exclusions, ils étaient essentiellement passifs et perdaient naturellement du terrain. Après notre entrevue de décembre où je les avais vivement encouragés à reprendre l'offensive et poussés par la nécessité de ne pas perdre leurs positions, ils ont déployé une plus grande activité qui porte des résultats immédiats importants. La Fédération de la Vénétie julienne a voté à l'unanimité et malgré l'interdiction de la direction du parti de s'occuper de questions internationales, une motion terzinternationaliste. Une semaine après Lazzari faisait acclamer à Rome, contre Vella, une motion d'adhésion à l'Internationale communiste demandant qu'on supprime les exclusions et que la direction soit

formée d'amis fidèles à l'Internationale. Cet appui inattendu de Lazzari, qui a encore une très grande influence dans le parti, a jeté le désarroi à la direction du parti qui, dans un communiqué embarrassé, déclare ne pas prendre de nouvelles sanctions. Nos camarades sont sûrs de rallier la majorité dans cinq ou six fédérations et, avec l'appui de Lazzari, davantage encore. La proposition du bloc ouvrier pour les élections est aussi une plate-forme excellente pour les terzini contre la direction qui refuse le bloc avec les communistes seulement, bloc qui est très populaire parmi les ouvriers italiens.

Demain se réunissent à Rome les représentants des diverses régions de la fraction pour organiser rapidement le travail et fixer les détails de la tactique pour les semaines qui viennent. Comme toute la situation politique est maintenant dominée par la question des élections prochaines et par la question du bloc, j'ai pris sur moi de modifier dans ce sens les dernières décisions du présidium que la procédure acceptée doit se dérouler dans le cadre de la lutte pour le bloc ouvrier avec le Parti communiste et pas seulement sur la question de l'adhésion à l'Internationale, qui passe au second plan. J'ai proposé à Maffi, pour la conférence de demain, la tactique suivante avec laquelle il est d'accord: *a)* recueillir toutes les signatures possibles pour la convocation d'un congrès extraordinaire ayant pour ordre du jour: bloc ouvrier avec le Parti communiste, adhésion à l'Internationale communiste sur la base des décisions de l'Exécutif élargi, régler la question des exclusions et, naturellement, renouvellement de la direction; *b)* préparer en même temps soigneusement les congrès régionaux fixés par la direction au 10 février pour y faire proposer partout et y faire adopter une motion réclamant le bloc ouvrier avec le Parti communiste et la convocation d'un congrès affirmant que les décisions de l'Exécutif élargi permettent au parti d'adhérer, et blâmant la direction d'avoir rompu avec l'Internationale communiste; *c)* après ces congrès et la récolte des signatures qui doivent être terminés au plus tard le 15 février, voir la situation du parti et, si la direction ne capitule pas, convoquer contre elle le congrès et y décider l'adhésion à l'Internationale, l'alliance avec le Parti communiste et le bloc ouvrier avec le Parti communiste selon le plan fixé. La question des élections qui dominera tout cela sera excellente pour notre activité.

Au sujet de Lazzari, que j'ai vu et que je verrai encore, je dois dire ce qui suit: c'est un vieux camarade qui ne comprend plus rien à la politique et qui sera jusqu'au bout de sa carrière intransigeant, mais pas communiste. Il a cependant une très grosse influence personnelle. Les ouvriers socialistes l'aiment comme un père et ont confiance en lui. Lazzari est contre la fusion qui supprime le nom du parti et qui absorbe son vieux parti dans le Parti communiste, mais il est fermement attaché à la Révolution russe et à la Troisième Internationale. Mon opinion a toujours été qu'on doit l'utiliser. Il serait très dangereux que la fraction, pour gagner Lazzari, se place sur son terrain politique et les communistes ont raison de voir un

danger dans cette éventualité. J'en ai parlé à Maffi qui le comprend très bien aussi. En parlant avec Lazzari j'ai clairement posé la question, non de son adhésion au groupe terzini, mais d'une alliance de son courant avec celui des terzini en vue de renverser Nenni-Vella. Il est convaincu que la direction actuelle est ennemie de l'Internationale et du communisme et il est d'accord que ce qui le sépare des terzini est secondaire en présence de ce qui le sépare de la direction. Politiquement il est pour l'adhésion aux conditions de l'Exécutif élargi qui lui donnent complète satisfaction; il est pour l'alliance étroite avec le Parti communiste et naturellement pour le bloc ouvrier avec lui. C'est dire que nous pouvons, et que, à mon avis, nous devons faire un bon bout de chemin ensemble. Mais les terzini doivent garder leur programme fusionniste et ne pas se placer sur la plate-forme politique de Lazzari. Après avoir fait avec lui le parcours de la première étape, nous réglerons avec lui, et peut-être contre lui, la seconde.

Le quotidien est en bonne voie. Nous avons un imprimeur et dès que les engagements seront signés et l'argent déposé, il faudra une quinzaine pour pouvoir le faire paraître. Les communistes, bien que décidés à solliciter la collaboration des terzini, veulent en conserver la direction politique entière. Je ne sais encore si les terzini réclameront une part de direction.

Les relations du Parti communiste avec la mission diplomatique sont des plus mauvaises. On accuse Mikaïloff d'envoyer des rapports basés sur des faits faux. J'ai longuement parlé avec M(ikaïloff) de cette situation. Mon opinion est que cette situation provient d'un manque presque absolu de contact entre la mission et le parti. Les camarades de la mission sont ainsi mal ou insuffisamment renseignés sur l'activité du parti. J'ai proposé à M(ikaïloff) de voir régulièrement. deux fois par semaine les camarades de l'Exécutif du Parti communiste Il m'a prié d'être présent à ces entrevues et je m'efforcerai d'aplanir les différends.

La liaison politique entre notre parti et les terzini est tout à fait insuffisante. Je réaliserai la décision du présidium sur la représentation réciproque dès la semaine prochaine.»

La politique fixée d'un commun accord en vue des élections posait la question du bloc ouvrier au premier plan et non celle de l'adhésion à l'Internationale. Appliquée par le Parti communiste sans hésitation, elle s'adressait aux deux partis socialistes, maximaliste et réformiste.

Le 1er février, j'écrivais à ce sujet:

«Le parti a conduit les pourparlers pour le bloc ouvrier avec les autres partis prolétariens avec habileté. Ce sont les réformistes qui ont rompu les pourparlers à trois pour faire le bloc avec les partis bourgeois de gauche sur le terrain de l'opposition constitu-

tionnelle au fascisme et de la liberté, alors que le Parti communiste demandait la formation d'un bloc prolétarien. Après l'échec des pourparlers à trois, et bien que le parti maximaliste ait déclaré à l'avance qu'il repoussait tout bloc à deux avec les communistes, le Parti communiste a fait à la direction du Parti socialiste une proposition de bloc à deux que la direction socialiste discute aujourd'hui et qui sera probablement refusée à moins d'un coup de théâtre, possible mais peu probable. Cette tactique a été fixée en accord avec l'exécutif des terzini. Les deux exécutifs étaient d'avis que l'acceptation du bloc par la direction serait un danger sérieux pour le Parti communiste d'une part, dont les membres auraient difficilement accepté de collaborer avec Nenni & C[ie] et surtout pour notre fraction qui aurait perdu tout le bénéfice du bloc au profit de la direction. Ce serait de la part de la direction socialiste une manœuvre très habile que de faire le bloc, mais nous l'avons prévenue quand nous en avons compris le danger, par la lettre de la fraction terzini qui faisait de cette acceptation éventuelle une capitulation de la direction et qui en tirait profit pour la fraction.»

Le Parti communiste avait besoin d'un quotidien. La question ayant été discutée à Moscou, il avait été convenu que le journal serait un organe commun au parti et à la fraction des terzini. L'Internationale avait promis de le subventionner. Son lancement devenait nécessaire et urgent en vue de la campagne électorale. Sans attendre la décision de Moscou, je pris la responsabilité de débloquer cinquante mille lires déposées à la mission soviétique:

«L'imprimeur est trouvé et le contrat signé. Le journal paraîtra à Milan le 10 février. Le camarade M(ikaïloff) m'avait prévenu qu'une certaine somme était déjà déposée pour le quotidien et qu'on n'en pourrait disposer qu'au reçu d'un télégramme de Moscou. Par le courrier précédent je vous demandais, pour ne pas retarder la parution, de me déléguer ces pouvoirs. Comme le lendemain déjà le contrat était prêt et que nous risquions non seulement de retarder la parution de dix jours, mais surtout de perdre l'imprimeur et de devoir tout recommencer, j'ai pris sous ma responsabilité de demander au camarade M(ikaïloff) d'avancer sur la somme déposée les 50 000 lires nécessaires à la signature du contrat. Le quotidien est très nécessaire dans cette période, tant au parti qu'à la fraction. Nous perdons tout le bénéfice de notre politique parce que ce sont nos adversaires qui présentent et commentent nos propositions et nos actes. Les questions relatives à la direction et à la rédaction ont été réglées d'accord entre les deux exécutifs.»

Je parvins ainsi à faire collaborer étroitement le parti et la fraction, aussi bien dans la préparation des élections qu'à la rédaction du

journal. Cependant des questions restaient épineuses, le Parti communiste voulant conserver seul la direction de la préparation des élections et celle du journal.

Néanmoins ces questions furent réglées d'un commun accord:

«Pour la presse: la direction politique est réservée à l'exécutif du Parti communiste qui désignera un contrôleur politique en la personne de Gennari. Les terzini délégueront, pour travailler avec Gennari, un contrôleur en la personne de Riboldi. Le directeur du journal sera Pastore, du Parti communiste; les terzini auront un directeur adjoint soumis à Pastore mais pouvant le remplacer à l'occasion en la personne de Buffoni. Pour la rédaction on choisira surtout des forces techniques dans les deux groupes. On a décidé de maintenir, au moins provisoirement, les organes hebdomadaires officiels des deux partis *Stato Operaio* et *Più Avanti*, mais les autres hebdomadaires régionaux seront tous des journaux où collaborent les deux partis, donc des journaux du bloc. Pour les rapports réguliers entre les deux partis on réunira les deux exécutifs toutes les fois que des questions politiques importantes se poseront. Entre-temps Gennari assurera à Milan la liaison avec l'exécutif des terzini et Maffi et Tonetti assureront à Rome la liaison avec le Parti communiste. Les liens de travail se multiplient dans le quotidien et au comité électoral. Le travail de fusion est ainsi en bonne préparation.»

Mais deux problèmes restaient encore en suspens: le refus de Bordiga d'être candidat aux élections et la désignation de Serrati comme candidat. Le parti désirait faire de Bordiga le chef du groupe parlementaire. Mais Bordiga refusa net de se laisser porter en liste:

«Bordiga, qui n'a pas voulu entrer à l'exécutif du parti et qui a vu échouer son plan de congrès du parti pour discuter les questions passées, commence à secouer la discipline du parti et nous allons nous trouver devant une situation grave et très délicate. La direction du parti a décidé de porter Bordiga comme candidat aux élections, de façon à le faire élire. Mais Bordiga refuse catégoriquement de se soumettre à cette décision, invoquant des arguments très dangereux et qui montrent qu'il s'éloigne de nous. Le centre de son argumentation est celui-ci: Je suis en désaccord avec le parti et l'Internationale, je ne pourrai donc pas défendre au Parlement la politique du parti et je serai obligé d'exprimer à la tribune ce qui me sépare de mon parti et de l'Internationale. Il ajoute à cette affirmation des arguments naturellement abstentionnistes; il n'a jamais vu un parlement communiste, il veut se conserver pur pour les masses italiennes. Il veut jouer dans l'Internationale un rôle qu'il ne pourrait plus avoir au cas d'une activité parlementaire, etc.

Le dernier exécutif a discuté cette situation et a décidé sur ma proposition de faire venir Bordiga pour avoir avec lui une sérieuse

conversation. Je n'ai pas réussi jusqu'à présent à le voir, bien que je lui aie fixé plusieurs rendez-vous, mais je le verrai avant la séance de l'exécutif. Si ce n'est ici j'irai le voir spécialement à Naples. Naturellement personne à l'exécutif n'envisage une action disciplinaire du parti contre Bordiga, dans la situation présente, mais en renonçant à aller jusqu'au bout de sa volonté, la direction du parti s'affaiblirait à tel point que l'indiscipline de Bordiga deviendrait un fait courant et il n'y aurait plus de parti. Déjà certains secrétaires régionaux tiennent le même raisonnement: tel ordre de l'Exécutif n'est pas conforme à mon opinion, je ne l'applique pas! Le camarade Scoccimaro qui est un ami personnel et politique de Bordiga a été le premier au comité à déclarer qu'il était impossible que le parti laisse sans sanction cet acte d'indiscipline de Bordiga et il propose que le parti, dans la situation présente, remette ce cas à l'Internationale pour sanction, puisque Bordiga est membre de l'exécutif du Comintern. Nous ferons tout ici pour convaincre Bordiga, mais personne n'a l'espoir d'aboutir. Vous savez la difficulté de convaincre Bordiga. Si ce conflit se précise, je pense que le premier acte à faire est que l'EKKI invite formellement Bordiga à aller occuper son poste à l'Exécutif en lui communiquant l'importance qu'il y a à ce qu'il aille s'expliquer avec l'Exécutif sur ces désaccords avant la préparation du Cinquième congrès mondial. Je ne vous cache pas les craintes que j'ai que Bordiga ne nous quitte. Ses dernières manifestations sont celles d'un intellectuel qui juge impossible pour sa pensée de se soumettre à la discipline collective du parti.»

Le 15 février, je communiquais à Zinoviev le contenu d'une conversation que j'avais eue avec Grieco, l'ami politique de Bordiga, au sujet de l'indiscipline de ce dernier:

«J'ai eu au sujet de Bordiga une longue conversation avec son ami intime au point de vue politique, Grieco. Cette conversation a éclairé certains points de l'attitude de Bordiga. «L'Internationale et le parti, m'a-t-il dit, sont maintenant dans une ligne anticommuniste et il est du devoir de certains chefs, quand ils constatent une déviation grave, de refuser d'être disciplinés. Certains camarades, ajouta-t-il, sont pour ainsi dire prédestinés à être des chefs. Bordiga, comme Lénine, est du nombre. On ne peut appliquer à ces hommes la discipline comme aux autres membres du parti. Leur mission historique est de l'appliquer aux autres, mais non de la suivre.» Naturellement Grieco m'a dit ces choses dans une conversation privée entre camarades, et non comme une thèse qu'il est prêt à défendre. Je vous les rapporte dans une lettre confidentielle parce qu'elles éclairent de façon assez précise la position de Bordiga et de ses amis.»

Il est symptomatique que cette déclaration de Grieco sur les chefs non soumis à la discipline et appliquant leur politique person-

nelle ait eu lieu en Italie où Mussolini appliquait cette théorie. Elle préfigurait ce que Staline fit quelques années plus tard sans rencontrer d'opposition chez les communistes italiens.

Le cas de Serrati fut tout aussi difficile, quoique très différent. Serrati, seul de la fraction, n'était pas d'accord avec la politique d'alliance électorale des terzini avec le Parti communiste. Il n'avait pas perdu l'espoir d'amener tout son parti à l'Internationale communiste et pensait que, en restant disciplinés dans le Parti socialiste, les terzini avaient des chances d'obtenir la majorité au prochain congrès du parti, alors que l'alliance avec le Parti communiste provoquerait de nouvelles exclusions et empêcherait une victoire au prochain congrès.

Son espoir était illusoire. D'autre part, le Parti communiste était nettement hostile à une fusion avec le Parti socialiste et les chefs des terzini, exclus du Parti socialiste, aspiraient aussi à mettre fin rapidement à la lutte qu'ils menaient de l'extérieur dans le Parti socialiste en qualité d'exclus.

Dans une lettre du 8 février à Zinoviev, je ne lui cachais pas que la tactique électorale mettrait un terme à l'effort entrepris pour conquérir le Parti socialiste italien et les masses qui lui faisaient encore confiance. Je le regrettais et aurais volontiers continué la lutte, mais l'Internationale ne pouvait l'imposer à ceux qui ne la voulaient pas. La direction du Parti communiste n'appliquait la politique convenue qu'avec beaucoup de réticence et accumulait les difficultés.

«La situation se développe selon les prévisions tactiques que d'un commun accord le Parti communiste et la fraction terzinternationaliste ont fixées. La direction du parti maximaliste a refusé l'alliance électorale et menacé d'exclusion tous ceux qui ne respecteraient pas la discipline du parti. La fraction a répondu par un manifeste au parti en l'appelant à faire le bloc avec le Parti communiste et a préparé un ordre du jour dans ce sens pour les congrès régionaux qui doivent se tenir dans toute l'Italie dimanche. Si la fraction est bien disciplinée cinq congrès au moins sur quinze se prononceront contre la direction et feront acte d'indiscipline à l'égard de la direction. Je dois dire que je suis un peu inquiet pour les résultats de dimanche. La préparation faite par notre fraction ne paraît pas suffisante et semble manquer d'énergie pour entraîner vraiment une grosse partie de l'organisation. Il n'y a pas de doute que la direction du parti, quelle que soit la grandeur de la fraction, l'expulsera sans autre avant les élections. Elle désire se débarrasser définitivement des terzini et elle en a là une belle occasion. Sans doute, reste le recours au congrès du parti mais cette action de recours ne doit pas nous faire illusion. La tactique suivie par la fraction, en accord

complet avec le Parti communiste, est destinée à résoudre sans retard les questions pendantes et à arriver rapidement à la fusion de la fraction et du Parti communiste. Le Parti communiste préfère sans doute fusionner avec la fraction plutôt qu'avec le Parti socialiste. Il sait qu'en sortant du parti comme minorité, la fraction ne comptera que les meilleurs de ses éléments, les hésitants resteront au Parti socialiste. Le Parti communiste ne fusionnera ainsi qu'avec des fusionnistes convaincus et cela est son but très clair. Il est même inquiet que Lazzari ou quelques antifusionnistes qui sont ralliés depuis les décisions de l'Exécutif élargi ne suivent la fraction par discipline dans les fédérations qui nous sont acquises. Hier encore, en envisageant le cas Lazzari, Togliatti disait: «Il est clair que nous ne pourrons fusionner qu'avec des fusionnistes.» Pour les terzini cette tactique est en somme une tactique défaitiste. Ils ont perdu l'espoir de conquérir le parti du dedans. Serrati seul y croit encore, pour un avenir assez lointain. La situation des exclus est difficile. Ils ne peuvent adhérer au Parti communiste sans perdre leur influence dans le Parti socialiste où ils ne peuvent rentrer. C'est pourquoi ils désirent aussi en finir rapidement. Cette tactique a cet avantage de résoudre enfin une crise qui nuit au développement du Parti communiste et dont chacun est las. Mais il faut bien se rendre compte de ce qui va se passer. Certaines fédérations du Parti socialiste suivront la fraction et le Parti socialiste sera dans ces régions très affaibli, son influence sur les masses passera au Parti communiste. C'est le cas pour deux ou trois fédérations. Ailleurs une majorité, ou une minorité, nous suivra, mais le Parti socialiste se maintiendra assez fort pour conserver l'influence encore certaine qu'il possède sur les masses. Tous les partisans de l'Internationale communiste ne sortiront pas avec la fraction. La crise en somme continuera dans l'ancien parti. Seulement si pendant quelques mois les terzini se constituent en Parti socialiste contre celui de Nenni, ils pourraient arracher à l'ancien parti le maximum des éléments fidèles à l'Internationale. J'insiste sur ce point parce que, de la part du Parti communiste, ce projet de constitution de la fraction en Parti socialiste qui pratiquera l'alliance politique avec lui, est assez mal vu et le Parti communiste redoute l'adhésion à ce parti d'éléments fidèles à l'Internationale, mais hostiles à la fusion immédiate avec lui. Il insistera sur la fusion dans le plus court laps de temps. Je pense pour ma part que si nous voulons conquérir les masses qui suivent encore le Parti socialiste, la pratique de l'alliance pendant quelques mois est nécessaire en conservant le nom et l'organisation d'un Parti socialiste. Naturellement toutes ces questions dépendent dans une large mesure du développement de la situation politique. Les congrès fédératifs de dimanche, la collecte des signatures pour le congrès, les élections elles-mêmes, les répercussions de la crise sur le Parti socialiste seront des événements politiques qui devront déterminer dans une certaine mesure notre tactique ultérieure. Mais dans les conversations et les discussions de la commission électorale qui a

abordé des questions dépassant de beaucoup les questions des élections, deux courants bien distincts se sont manifestés. Le Parti communiste a affirmé sans équivoque que sa tactique électorale et son bloc avec les terzini avait pour but de hâter la solution de la question des terzini, de provoquer leur sortie du parti et la fusion à brève échéance. Ce serait très bien si le seul but était la fusion du Parti communiste avec une fraction de l'ancien parti. Mais il reste le problème essentiel: la conquête des masses socialistes sincèrement révolutionnaires. L'absorption par le Parti communiste de quelques centaines de chefs et de sous-chefs, peut-être de trois ou quatre mille adhérents a certainement sa valeur, mais elle est relative si ces chefs n'apportent pas en même temps une influence accrue sur la masse ouvrière. Une fusion précipitée dans le but d'en finir le plus vite possible laisserait au Parti socialiste son influence sur la masse ouvrière italienne. Les élections seront à ce propos une indication très précieuse. Nous verrons jusqu'à quel point les masses ont suivi la fraction et jusqu'à quel degré elles sont encore derrière le vieux parti. Notre tactique ultérieure devra tenir compte de ces résultats.»

Ainsi les terzini voulaient utiliser l'influence de Serrati sur les masses socialistes en le désignant candidat de l'alliance dans une circonscription avec un électorat socialiste nombreux. Le Parti communiste réagit avec vigueur. Il craignait la personnalité de Serrati au Parlement si, comme c'était à prévoir, il était élu. Les membres de l'exécutif du Parti communiste affirmaient qu'un accord avait été conclu aux termes duquel Serrati ne devait pas avoir de responsabilités dans le parti. J'ignorais tout de cet accord qui me paraissait douteux puisque la Commission de fusion siégeant à Moscou, après le Quatrième congrès, avait décidé qu'au moment de la fusion Gramsci et Serrati seraient les directeurs de l'*Avanti*, ce qui revenait à remettre le journal aux mains de Serrati dont les écrits étaient beaucoup plus populaires que ceux de Gramsci.

Serrati n'était pas fortement appuyé par les terzini qui, eux aussi, redoutaient sa popularité, de sorte qu'il était question de se débarrasser de lui en l'envoyant à Moscou ou à Berlin comme correspondant du journal. Serrati, pour qui la situation du mouvement ouvrier italien et la victoire du fascisme étaient une tragédie personnelle, et qui ressentait vivement l'hostilité du Parti communiste et la méfiance des camarades de sa propre fraction et de l'Internationale communiste, avait des complexes de culpabilité qui le rendaient passif, évitant de dire son opinion sur la tactique à suivre, par crainte que l'Internationale communiste et le Parti communiste n'y voient une rechute dans sa politique de Livourne. Je l'avais connu et estimé

pendant la guerre et dans les débuts du mouvement communiste et j'étais profondément peiné de le voir dans cette situation de réprouvé dont on ne sait que faire. Une lettre de Kolarov du 29 février 1924 affirme qu'il n'y a jamais eu à Moscou d'accord pour éloigner Serrati des postes importants. Au contraire, le désir du Comité exécutif de l'Internationale a été de l'utiliser dans la mesure du possible pour conquérir les masses socialistes. Mais, pour les communistes italiens, la mesure du possible était nulle.

Togliatti m'avait donc menti en affirmant qu'un accord avait été conclu à Moscou de ne pas utiliser Serrati dans un poste important.

D'ailleurs, ce ne fut pas le seul cas de duplicité de la part de Togliatti qui prenait à la direction du parti un rôle prépondérant. Il était au secrétariat du parti le militant le plus actif, grand travailleur, très intelligent, mais aussi intrigant et parfois machiavélique. C'est ainsi qu'il faisait signer toutes les lettres injurieuses ou désagréables pour les terzini par Tasca (Rienzi ou Vella), alors qu'elles étaient inspirées, sinon dictées, par lui.

Les conflits mineurs surgirent lorsqu'il fallut répartir les fonds électoraux fournis par l'Internationale. Le parti s'en attribua une grande part et les fit remettre aux fédérations par ses propres agents. Les terzini protestèrent. L'élaboration des listes électorales aussi donna lieu à des contestations mineures. Bref, après l'accord du départ, les conflits se multiplièrent, à tous les degrés, dans l'application. Cette tension culmina le jour où l'*Avanti*, l'organe du Parti socialiste, publia une circulaire confidentielle du secrétariat du Parti communiste aux fédérations discréditant l'action entreprise par les terzini dans le Parti socialiste. Maffi, indigné, exigea des explications de Togliatti qui, pour se sortir de la situation où son machiavélisme l'avait jeté, ne trouva rien de mieux que d'affirmer que j'en avais eu connaissance et que j'avais donné mon accord aussi bien concernant la rédaction que l'expédition de la circulaire. C'était encore un grossier mensonge. Si j'avais eu vent de cette action, je l'aurais empêchée. Togliatti le savait fort bien. C'est pourquoi il ne m'en avait pas parlé. Par qui l'*Avanti* avait-il pu connaître cette circulaire confidentielle? Le secrétariat du parti n'avait pas numéroté les exemplaires de ce document et ne put, ou ne voulut, retrouver l'origine de cette fuite. Nombreux étaient les secrétaires régionaux fidèles à Bordiga et adversaires de la fusion. Etait-ce un coup tordu des extrémistes contre la politique de l'Internationale, ou le machiavélisme de Togliatti l'avait-il incité à réduire l'influence des terzini

avant les élections et à mettre fin une bonne fois à leur activité au sein du Parti socialiste italien? Je ne l'ai jamais su. Mais, dans ce parti, je me méfiais de chacun. Ce document, habilement présenté et commenté par la direction du Parti socialiste italien, détourna certainement quelques milliers d'électeurs des listes du bloc ouvrier.

Les résultats de ces élections, organisées sous la terreur des bandes fascistes, furent pour moi concluants. La division du vieux et puissant Parti socialiste italien en trois tronçons hostiles profitait à la dictature de Mussolini; le Parti communiste, section de l'Internationale, était le plus faible des trois, même dans les régions industrielles du nord du pays.

Dans l'ensemble de l'Italie, les réformistes groupaient 418 948 électeurs, les socialistes 362 568 et le Parti communiste allié aux terzini 266 415. Ainsi les deux partis des exclus de l'Internationale rassemblaient encore 781 516 voix contre 266 415 acquises à l'Internationale. Dans l'ensemble du pays, le Parti fasciste recueillait 4 690 000 électeurs, les partis bourgeois d'opposition 2 513 000 et les trois partis prolétariens 1 047 000.

Le Parti communiste obtenait 18 sièges, dont 5 terzini. Ces derniers décidèrent de former à la Chambre un groupe séparé jusqu'à la réalisation de la fusion.

Au lendemain des élections, le 13 avril 1924, j'envoyai au Présidium de l'Internationale un rapport sur le bilan de ces trois mois d'activité. J'y exposais les tâches qui me paraissaient découler de cette situation:

«La victoire du fascisme, qui était prévue et certaine, est en réalité une démonstration de sa faiblesse et une victoire éclatante de la classe ouvrière. Dans le nord du pays où le fascisme a ses plus fortes organisations, l'opposition et en particulier l'opposition ouvrière s'est très fortement affirmée, mettant la liste nationale en minorité. Les succès de la liste nationale sont obtenus dans le centre et surtout dans le sud du pays où les organisations fascistes sont faibles et où le succès de la liste nationale est dû à d'autres causes qu'à la popularité du fascisme. Le nombre des voix récoltées par les partis prolétariens est la démonstration évidente que le prolétariat, malgré les persécutions et la terreur, a gardé sa conscience de classe et sa combativité révolutionnaire. Les résultats de l'alliance prolétarienne qui gagne des voix et des sièges sur les élections passées montrent qu'il existe une masse ouvrière importante qui a confiance dans notre parti et qui attend de lui une direction pour sa lutte contre le fascisme. Ces élections dans les conditions où elles ont été

faites sont une preuve du réveil des masses ouvrières qui doit imposer à notre parti des tâches nouvelles importantes.

Il est évident que le mot d'ordre de l'alliance et sa réalisation partielle avec les terzini, que tout le processus politique suivi par notre fraction au sein du Parti socialiste italien ont été observés avec sympathie par les ouvriers et ont déplacé une couche importante des masses qui suivaient le Parti socialiste. La fraction terzinternationaliste a derrière elle une masse ouvrière importante. Il n'y a pas de doute que si la direction du parti socialiste avait elle-même pratiqué l'alliance, le parti réformiste aurait subi un échec sensible plus encore que celui qu'il a subi.

Ce courant favorable à l'unité comporte des dangers. La pratique du front unique est envisagée par la masse avec un certain esprit liquidateur du Parti communiste, résultat du manque de propagande et d'éducation de notre parti lui-même en faveur du front unique tel que nous l'entendons. Les élections ont aussi montré quelques points noirs. Notre parti, malgré l'alliance avec les terzini, a perdu des voix à Turin où les réformistes nous dépassent; il a un chiffre de voix très inférieur à celui des maximalistes et des unitaires à Milan et dans toute la région industrielle de la Lombardie où rayonne encore l'influence de l'*Avanti*. Dans tout ce nord prolétarien nos positions dans la classe ouvrière sont encore faibles en comparaison des forces maximalistes et réformistes. Le Parti communiste attribue à l'abstentionnisme des ouvriers de Turin notre recul. Il y a là aussi une manifestation inquiétante, surtout si on l'ajoute à la tendance manifestée par notre organisation de Turin pour l'autonomie des cellules d'usine à l'égard du parti.

Le succès de l'ensemble ne doit pas nous voiler ces faiblesses de détail.

Pour les autres partis prolétariens, les résultats sont aussi significatifs. Les réformistes n'ont pas obtenu ce qu'ils escomptaient. Le parti maximaliste est resté une force plus considérable qu'on ne le pensait et les unitaires [1] ne lui ont pas arraché l'influence qu'ils espéraient. Aussi les résultats ont-ils déterminé un courant chez les unitaires de retour à l'unité avec les maximalistes, courant représenté par la gauche du parti, Baratono, etc. Le parti maximaliste a perdu son influence dans des régions où les terzini nous ont suivis, la Sicile, les Pouilles, la Vénétie julienne. Il conserve des positions importantes dans certaines régions prolétariennes, comme la Lombardie où nous restons faibles. Mais un fait intéressant, c'est que les candidats qui représentaient la politique de la direction, comme Vella, ont provoqué le déplacement des masses en notre faveur, tandis que les candidats de la tendance Lazzari, et plus particulièrement Lazzari lui-même, Cassinelli à Rome, ont empêché le déplacement en notre faveur, mais ont attiré sur eux les préférences des ouvriers à cause de leur politique favorable à la Troisième Internationale.

[1] Réformistes.

Naturellement notre tactique ici doit tenir compte de tous ces facteurs.

Dans le Parti communiste. — Le résultat des élections, le déplacement d'une partie importante de la masse vers le communisme imposent au parti des tâches nouvelles. Il doit, devant le réveil des masses et la confiance que lui ont témoignée des centaines de milliers d'ouvriers, développer dans la vie publique italienne et dans la lutte contre le fascisme une plus grande activité politique. S'il sait saisir ce moment où tout le parti, malgré les nouvelles persécutions, est encouragé par les résultats, où la classe ouvrière a conscience d'avoir manifesté sa force et sa conscience de classe pour devenir un facteur actif d'opposition au fascisme, il attirera à lui les ouvriers des autres partis. Les partis d'opposition démocratique bourgeoise ont subi une cuisante défaite, la classe ouvrière a manifesté pour la lutte de classe contre le fascisme. Si notre parti sait conduire avec fermeté et intelligence cette lutte, il deviendra le parti prépondérant dans la classe ouvrière et paysanne.

Pour remplir ces tâches, quelques conditions sont nécessaires:

a) La question de la fusion et des rapports avec les terzini et le parti maximaliste doit passer au second plan des préoccupations du parti et n'être envisagée que comme un des moyens d'action du parti dans la masse, moyen très favorable, plutôt que comme un sabot à l'activité du parti. Je n'ai cessé depuis que je suis ici de répéter aux camarades du Parti communiste qu'ils ne doivent pas se laisser hypnotiser par cette question de la fusion. Ils me répondaient que le Parti communiste n'avait pas encore sa physionomie et ses limites définies et que la fusion était une condition préalable à l'activité du parti. D'une conversation que j'ai eue avec Togliatti au lendemain des élections, j'ai pu voir que le résultat des élections a réussi à déplacer les préoccupations de la direction du parti et à mettre à sa juste place la question de la fusion. Le parti comprend que, bien qu'appelé à modifier sa composition, dans un avenir plus ou moins rapproché, il est le Parti communiste qui a des tâches politiques qu'il ne peut et ne doit négliger, ni renvoyer au lendemain de la fusion. Si cet état d'esprit est celui du Comité central qui va se réunir, une des conditions essentielles à l'amélioration du travail politique du parti sera réalisée en même temps qu'une détente heureuse dans la question de la fusion.

b) Une transformation des méthodes de travail et d'organisation du parti dans le sens d'un retour à l'activité politique des cellules de base. Le parti est actuellement et depuis de nombreux mois construit de façon à être un mécanisme d'exécution des décisions du centre, mais non une organisation politique qui discute les questions tactiques et la vie politique de la classe ouvrière. Les cellules de base, les sections du parti ne discutent pas, elles se réunissent seulement pour prendre connaissance des décisions des organes dirigeants et pour les appliquer. Le réveil de la conscience de classe dans la masse doit conduire le parti à modifier cette

conception de son rôle pour donner au réveil de la masse la possibilité de s'exprimer dans la vie et l'activité du parti. Déjà le dernier exécutif avant les élections, en envisageant la transformation de l'organisation sur la base des cellules d'usine, a examiné l'opportunité de redonner au parti la possibilité de discuter à la base et de ne plus avoir exclusivement une organisation de haut en bas. La situation révélée par les élections doit accentuer cette tendance heureuse de l'exécutif. La discussion qui s'ouvre dans le parti sur la tactique générale permettra de recréer l'habitude de la discussion et de l'expression de la pensée du parti à la base.

c) Tout en conservant son organisation clandestine, il faudra que l'activité du parti s'efforce de perdre son caractère illégal et se manifeste davantage à la surface de la vie publique, quitte à essuyer quelques persécutions et arrestations de militants.

d) Un effort spécial doit être fait dans les régions industrielles où nous sommes en recul ou en infériorité notoire sur les autres partis prolétariens.

e) Continuer l'agitation autour de l'alliance pour l'unité et l'application de la tactique du front unique, liée à notre action dans le Parti socialiste italien.

f) Adopter une ligne politique à l'égard du fascisme qui ne se contente plus d'une attitude défensive, mais qui prépare l'offensive idéologique et le regroupement des masses pour l'action.

La situation interne du parti à la veille de la discussion est inchangée. La discussion ne pourra pas aboutir avant le Cinquième congrès mondial à un congrès du parti. Cependant comme des regroupements importants se sont produits, il est nécessaire que le parti exprime son opinion provisoire avant le Cinquième congrès. Cela pourra être fait sous forme d'une Centrale élargie.

Entre la majorité actuelle et le groupe de Bordiga, les divergences sont nettes et il y aura deux courants distincts. Le centre du parti, qui n'était pas complètement d'accord avec Bordiga au congrès de Rome déjà, mais qui avait tu à ce moment ces divergences pour faire bloc avec lui, exprime maintenant son opinion propre. Bordiga a fait aussi une certaine évolution vers une plus grande intransigeance depuis qu'il n'est plus à la direction du parti. C'est sur la question du front unique et sur les questions relatives à l'organisation et aux tâches du parti que porteront les divergences. Entre le centre et le groupe de Tasca il est difficile de voir actuellement des divergences politiques autres que celles portant sur l'appréciation des faits passés. En ce qui concerne les tâches présentes et l'avenir, il n'y a pas de divergences sensibles même dans la question des rapports avec les maximalistes. Les camarades de la majorité eux-mêmes ne peuvent formuler les points précis de tactique qui les séparent de Tasca. Ils lui reprochent son attitude passée, ils jugent autrement toute la politique passée du parti, mais il me paraît qu'en ce qui concerne l'avenir une différenciation de ces deux groupes serait

artificielle et préjudiciable au parti, en maintenant pour le travail de demain, sur lequel on est d'accord, des divisions qui n'ont trait qu'au passé et qui ramènent l'attention du parti sur des problèmes d'hier et non sur ceux d'aujourd'hui. A droite de Tasca, et très différents de lui, quelques camarades sans homogénéité politique, comme Bombacci, Graziadei qui, si une division artificielle se fait entre Tasca et la majorité, seront sans doute renforcés par la tendance Tasca auquel ils se rallieront, bien qu'il n'exprime pas exactement leur pensée.

Comme rien de définitif ne sera fait avant le congrès, j'espère qu'une clarification complète se fera au cours du Cinquième congrès.

Dans le Parti socialiste italien. — La tactique suivie par notre fraction pendant les élections, qui a abouti à l'exclusion de plus de 5000 membres et de nombreuses sections et fédérations du parti, a donné dans l'ensemble de très bons résultats et l'issue de la campagne électorale prouve que, malgré ses désavantages, elle était la seule possible pour notre fraction. Si les terzinternationalistes étaient restés disciplinés dans le but de participer au prochain congrès du parti, ils auraient perdu toute influence sur les masses socialistes. Leur acte d'indiscipline, en soulevant une discussion passionnée au sein du Parti socialiste italien, a affirmé leur caractère politique et a posé clairement aux membres du parti et aux masses qui le suivent le dilemme entre la politique de la direction et la politique des partisans de l'Internationale communiste. Rapidement, pendant la campagne électorale, nos camarades ont organisé les exclus en fédérations et la fraction a déjà distribué environ 5000 cartes à ses adhérents. D'accord avec les directives que nous avons reçues de l'Internationale, la fraction a déclaré rester, malgré les exclusions, adhérente au Parti socialiste, affirmant vouloir faire juger sa politique en même temps que celle de la direction, par le prochain congrès. Cette politique, qui a le désavantage de renvoyer la fusion au lendemain du congrès du Parti socialiste et de laisser persister la fraction comme formation politique indépendante jusqu'au congrès, a cependant l'avantage de maintenir l'agitation au sein du Parti socialiste et d'y poser d'une façon aiguë la question de l'adhésion à l'Internationale communiste et de la pratique d'une politique communiste. Si l'expulsion de la fraction avait provoqué une fusion immédiate avec le Parti communiste — ce qui paraissait être le désir de la direction du Parti communiste — il est certain que la direction du Parti socialiste eût salué cette fusion avec joie parce qu'elle la débarrassait enfin pour le prochain congrès des questions les plus épineuses pour elle. Bien qu'expulsée du Parti socialiste, la fraction, parce qu'elle existe comme telle, parce qu'elle en appelle contre la direction au congrès, parce qu'elle prend dans toutes les questions politiques importantes une position qui devrait être celle de la direction, exerce une action continue sur le Parti socialiste, action qu'elle ne pourrait plus exercer si elle avait accompli la fusion avec le Parti communiste. D'autre part, le contact a été repris avec

Lazzari et ceux qui, comme lui partisans de l'adhésion à la Troisième Internationale aux conditions de l'Exécutif élargi, n'ont pas suivi la fraction dans son acte d'indiscipline électorale. Ces éléments sont assurément peu sûrs et fort hésitants, mais ils peuvent être fort utiles pour permettre à notre fraction, jusqu'au congrès, de travailler les masses socialistes et de les gagner à nous, en particulier dans les régions où le Parti socialiste a conservé une grande influence. Ce groupe Lazzari, qui est en formation rallierait, d'après les renseignements que j'ai, quatre ou cinq députés et un membre de la direction (Vernocchi), est favorable: 1) à la tenue immédiate d'un congrès; 2) à la participation des exclus à ce congrès; 3) à y réclamer l'adhésion à l'Internationale communiste en formant un bloc avec la fraction terzinternationaliste contre la direction. Naturellement il ne faut avoir aucune illusion sur les facultés d'organisation ni sur la combativité de cette fraction. Sa plus grande utilité sera de permettre à notre fraction de continuer son travail d'agitation politique et de conquête des masses dans le Parti socialiste. Cette fraction centriste de Lazzari peut être renforcée par la politique de rapprochement avec le parti réformiste pratiquée par la direction du parti. La direction se trouve actuellement dans de gros embarras. Elle a dépensé de très grandes sommes pour la campagne électorale et la vie même de l'*Avanti* se trouve menacée. D'autre part la crise provoquée par notre fraction est extrêmement profonde et si le groupe déployait quelque combativité, il pourrait mettre la direction dans une situation très difficile. Il ne faut cependant pas être trop optimiste sur l'issue d'un congrès; la direction se refusera absolument à y admettre les terzini et d'autre part, d'accord avec les unitaires, elle fait entrer au parti de forts contingents de réformistes pour maintenir une majorité hostile à l'Internationale communiste. Ce n'est donc pas sur le congrès que nous devons porter notre principal effort, mais sur le travail d'agitation qui fatalement le précédera. Si nous travaillons sérieusement pendant cette période, nous pourrons arracher au Parti socialiste une nouvelle couche de travailleurs qui, spécialement en Lombardie, suivent encore Lazzari.

La question de la fusion. — Le bloc électoral entre le Parti communiste et les terzini a été une première expérience de collaboration politique dont les résultats au point de vue de l'action sur la masse sont fort encourageants mais qui est décevant en ce qui concerne le rapprochement entre nos deux organisations. Un esprit de méfiance réciproque n'a cessé de présider à toute l'action commune. Le Parti communiste désire hâter la fusion et envisage d'un mauvais œil la tactique suivie actuellement par la fraction qui renvoie la fusion après le congrès du Parti socialiste. Mais tout en cherchant à hâter la fusion il n'y a pas de doute qu'il a pratiqué l'alliance dans un esprit antifusionniste et en développant, même à l'intérieur du parti, la méfiance à l'égard des terzini. La circulaire secrète de la direction du Parti communiste publiée par l'*Avanti* illustre bien cet état d'esprit. Les terzini d'autre part cherchent à renvoyer le plus possible la

fusion. Ils redoutent l'entrée dans le Parti communiste dont ils constatent l'état d'esprit à leur égard. Cette situation serait bien inquiétante si nous ne l'avions pas eue déjà dans presque tous les pays au lendemain du Deuxième congrès mondial, quand presque partout nous avons procédé à la fusion des partis communistes existants, souvent gauchistes et sectaires, avec la gauche des partis socialdémocrates, pas toujours débarrassée de la mentalité des vieux partis.

La situation n'est pas différente en Italie; elle se produit seulement quelques années plus tard, à la suite d'expériences plus douloureuses et avec le tempérament italien.

Quelle doit être notre tactique? — Dans cette situation rapidement esquissée quelle doit être notre tactique? En attendant que se réunisse la Commission de fusion, voici quelle ligne de conduite je suis. C'est celle que je défendrai à la Commission de fusion.

1. Ne pas considérer comme terminée avant le congrès du Parti socialiste notre action au sein du parti maximaliste. Exploiter jusqu'au congrès toutes les possibilités d'action pour gagner le plus grand nombre possible d'ouvriers socialistes. Nous ne devons pas avoir d'optimisme exagéré sur l'issue du congrès, mais nous devons, en maintenant notre fraction autonome et en maintenant son appel au congrès, poursuivre notre agitation au sein du Parti socialiste dans le but de lui arracher au moins une nouvelle couche de la classe ouvrière, spécialement dans les régions industrielles où l'influence du Parti socialiste est encore grande.
2. Pour faciliter cette action, il faut utiliser le groupe centriste de Lazzari qui est l'instrument par lequel nous pouvons encore agir dans le Parti socialiste. Il faut donc: *a)* encourager la constitution de cette fraction; *b)* la lier d'une façon organique, par un comité d'action commun, à la fraction terzinternationaliste exclue.
3. Ce comité d'action réclamera la tenue d'un congrès du parti auquel devront participer les terzini et qui statuera sur l'acceptation des conditions de l'Exécutif élargi. Il me paraît difficile que ce congrès puisse avoir lieu avant le Cinquième congrès mondial, cependant nous devons agir pour qu'il ait lieu le plus rapidement possible.
4. Pour la demande et la préparation du congrès, mener l'agitation avec vigueur dans toutes les sections du parti en portant le maximum de travail dans les régions que nous voulons encore arracher à l'influence du Parti socialiste, organiser autour de la fraction terzinternationaliste les sympathisants lazzariens de façon qu'ils soient encadrés et entraînés par nous.
5. Au congrès, faire bloc avec la fraction Lazzari sur la plate-forme de cette fraction qui est l'acceptation des conditions de l'Exécutif élargi, dans le but de prendre avec elle la majorité, à condition

que la direction nouvelle soit formée de deux tiers au moins des membres de la fraction terzinternationaliste. Le parti conquis pratiquera l'alliance avec le Parti communiste, le temps nécessaire à la préparation de la fusion.

6. Cette issue du congrès est peu probable; il est très probable au contraire que les terzini ne pourront pas participer au congrès et que le centre y restera minorité. Nous devons alors considérer ce congrès comme le terme de notre action spéciale au sein du parti maximaliste pour chercher à le conquérir et décider la sortie définitive des partisans de l'Internationale communiste et leur fusion immédiate avec le Parti communiste; même si quelques chefs centristes ne nous suivent pas, les masses que nous aurons mises en mouvement pour le congrès et qui auront été encadrées et entraînées par nous nous suivront.
7. Cette tactique provoque le renvoi de la fusion après le congrès du Parti socialiste. Il serait du reste difficile de l'opérer avant que le Parti communiste ait terminé sa discussion intérieure.
8. Toutefois comme cette tactique est subordonnée à la constitution et à l'activité d'une fraction centriste dans le Parti socialiste, si cette fraction se montrait incapable du travail que nous attendons d'elle et si, de ce fait, notre fraction terzinternationaliste restait isolée et définitivement coupée du Parti socialiste, il faudrait envisager sa fusion immédiate avec le Parti communiste.
9. Pendant la période qui sépare les élections du congrès du Parti socialiste, la fraction terzinternationaliste continuera à pratiquer l'alliance politique préparatoire de la fusion, avec le Parti communiste, et l'agitation continuera dans la masse autour de l'alliance pour l'unité prolétarienne.
10. En ce qui concerne les conditions de fusion pour la fraction, le Parti communiste désire modifier les conditions du Quatrième congrès dans un sens plus défavorable aux terzini, en particulier en les éliminant du comité exécutif du parti. Les terzini au contraire réclament la parité parce qu'ils sont la fraction communiste du Parti socialiste. Je suis pour ma part favorable au maintien des conditions du Quatrième congrès qui ont l'avantage d'être connues. Toute modification dans un sens ou dans un autre entraînerait de très vives résistances. »

A la veille du Cinquième congrès mondial, dont la première séance eut lieu le 17 juin à Moscou, une conférence nationale du Parti communiste fut convoquée, précédée d'une large discussion dans les sections sur l'orientation politique à donner au parti. J'avais cherché à unir la majorité et la minorité du Comité exécutif, Togliatti et Tasca, sur une résolution commune. Leurs divergences portaient avant tout sur l'appréciation du passé, tandis que leurs perspectives

pour l'activité future et les tâches du parti étaient très proches. Mais Togliatti refusa toute collaboration avec Tasca, de sorte que la préparation de la conférence se fit sur la base de trois projets de thèses. Le projet de la majorité était signé de Togliatti, Gennari, Leonetti, Scoccimaro et quelques autres. La résolution de la gauche était signée de Bordiga, Fortichiari, Grieco et Repossi, et la résolution de la droite, de Tasca, Berti, Pastore et quelques autres [1].

Les exposés de Togliatti, Bordiga et Tasca à la conférence sont plus importants que les projets de thèses. L'exposé de Togliatti en particulier contient de vives critiques à l'égard de l'Internationale et de sa politique de front unique et de gouvernement ouvrier. Il cherchait sans doute à rallier une partie des partisans de Bordiga [2]. Pour la première fois, avant même que Zinoviev ne l'utilisât au Cinquième congrès, Togliatti, dans l'intention de limiter la tactique du front unique, affirma que la socialdémocratie était l'aile gauche de la bourgeoisie, formule que Staline reprit et développa quelques années plus tard en «social-fascisme».

Gramsci, qui n'avait signé aucune des trois thèses, prit la parole pour rappeler au parti que la question essentielle, trop souvent oubliée par tous, était celle des relations du Parti communiste italien avec l'Internationale communiste. Il s'opposa à une discipline purement formelle comme celle que préconisait Bordiga et défendit, contre l'opinion de Togliatti, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan pour l'Italie.

Un vote indicatif à la fin de cette conférence donna les résultats surprenants suivants:

pour la gauche (Bordiga), 1 membre du Comité central, 4 secrétaires interrégionaux, 35 secrétaires régionaux et 1 représentant de la Jeunesse, donc 41 voix;

pour la majorité du Comité exécutif (Togliatti): 4 membres du Comité central et 4 secrétaires fédéraux, soit 8 voix (3 membres du Comité central de cette fraction étaient absents);

pour la droite (Tasca): 4 membres du Comité central, 1 secrétaire interrégional, 5 secrétaires fédéraux, soit 10 voix.

Ce résultat démontrait l'influence encore largement prédominante

[1] Les projets de thèses des trois fractions ont été publiés par l'organe théorique du parti, *Stato Operaio*, 2e année, No 6, et reproduits par Berti dans son travail sur les «Cahiers de Tasca» publiés par les *Annali* 1966 de l'Institut Giangiacomo Feltrinelli de Milan.

[2] Un résumé de la discussion a été publié dans l'*Unità* du 5 juin 1924.

de Bordiga sur le parti, en particulier par l'intermédiaire des secrétaires régionaux et interrégionaux que Togliatti n'avait pas changés. L'influence du secrétariat dirigé par Togliatti se révélait très faible parce que sa politique louvoyante entre le gauchisme et la discipline formelle à l'Internationale donnait une impression de duplicité.

La réunion de la fraction des terzini fut tout aussi loin d'être unanime sur la politique à suivre après les élections. Les uns, Buffoni, Serrati, désiraient maintenir l'activité indépendante de la fraction jusqu'au congrès du Parti socialiste en collaborant avec le groupe centriste Lazzari et en maintenant le recours contre les exclusions. Les autres, Maffi, Riboldi, étaient favorables à la fusion immédiate et n'attendaient rien, ni du groupe Lazzari, fort peu actif, ni du recours contre les exclusions.

En rentrant en Suisse, pour me rendre ensuite à Moscou, je fis une halte à Milan où je rencontrai quelques membres de la nouvelle fraction Lazzari. De Boudevilliers, je mis ensuite le secrétaire de la fraction des terzini, Malatesta, au courant de cette entrevue:

«De la séance avec Clerici et Agostini, il y a peu à dire. Ils affirment que leur situation dans le parti est très améliorée. Nenni est envoyé en France et sa politique de rapprochement avec la gauche des unitaires [1] définitivement condamnée et liquidée. Ils considèrent cela comme une première victoire de la gauche sur le terrain de la politique intérieure et de l'orientation du parti. Ils affirment aussi que la direction sent sa pauvreté en hommes et qu'elle essaye, à l'exception de Vella et Nenni, de se rapprocher des hommes de gauche. C'est l'impression qu'ils ont eue de l'entrevue avec la direction. (...) Pour les rapports avec vous, je leur ai dit que vous aviez décidé de demander la fusion avec les communistes. Ils pensent que cela n'entravera pas leur action; au contraire, ils jugent que débarrassés de la question irritante des exclus et des indisciplinés, le parti envisagera plus facilement et d'une façon plus sereine la question de son adhésion à Moscou, d'autant plus que la fusion pourra orienter le Parti communiste vers une politique plus compréhensive des nécessités de l'action au sein du Parti socialiste.»

Au moment de quitter Rome avec ma famille, un problème épineux restait à résoudre. Il nous fallait détruire une pile considérable de journaux dont je n'avais pu me débarrasser au jour le jour. Nous en fîmes des ballots et, le soir venu, nous les avons emportés Jenny et moi, à la faveur de l'obscurité, pour aller les jeter d'un pont dans le Tibre. Mais, après en avoir jeté deux, nous avons remarqué que

[1] Réformistes.

notre jeu intriguait quelques rares passants sur les quais voisins. La crainte d'être interpellés par la police nous fit abandonner ce plan et nous continuâmes à descendre le fleuve, en longeant les quais dans l'espoir de trouver un endroit plus propice où nous libérer de nos encombrants colis. Un amoncellement de gros tuyaux de ciment nous en offrit miraculeusement la possibilité. En hâte, nous avons enfoui nos ballots à l'intérieur de ces tuyaux sans attirer l'attention.

Arrivé en Suisse, je fis pour le Comintern le décompte de mes dépenses pendant ces derniers mois. J'en donne ici le relevé pour montrer dans quelles conditions matérielles vivait alors un représentant de l'Internationale communiste:

« *Reçu*

Reliquat au 1er mars	420	lires italiennes
Changé 100 dollars, reliquat au 1er mars	2 320	» »
Reçu de Piatnitzky à Rome 200 dollars	4 410	» »
Reçu en mai de Fanny 200 dollars, changé 100 dollars	2 220	» »
Retiré sur dépôt logement au départ	800	» »
Total	10 170	lires italiennes

Dépensé

Mars – Frais d'entretien, logement, taxis, etc.	2 500	lires italiennes
Voyage Milan et retour	400	» »
Voyage de Milan en Suisse et retour pour renouvellement de congé militaire et passeport	350	» »
Paiement de trois années de taxe militaire pour obtenir renouvellement congé (160 francs suisses)	640	lires italiennes
Avril – Frais du mois	2 500	» »
Deux voyages Rome/Milan retour pour séance de la Centrale et entrevue lazzariens	720	» »
Mai – 15 jours d'entretien, frais, etc. .	1 250	» »
Voyage Rome–Suisse avec famille . .	1 000	» »
Remis à famille au départ de Suisse 200 francs suisses	810	» »
Total	10 170	lires italiennes

170 francs français ont été utilisés pour liquider partie des frais de départ du logement de Paris (150 sur 500) et pour les frais de liaison avec Paris, renvoi de correspondance, etc... (20 fr.).

Pris au départ de Suisse pour Moscou le reliquat net de 100 dollars pour voyage, dont le décompte sera fait à Moscou.»

XIV

LE CINQUIÈME CONGRÈS MONDIAL

Après avoir reconduit ma famille en Suisse, où elle put jouir de la détente nécessaire après un an et demi de vie illégale — car, bien que devenant une habitude, la prudence sans répit s'accompagne toujours d'une tension nerveuse — je me préparai à partir une nouvelle fois pour Moscou. Le voyage était, en 1924, moins difficile, les visas s'obtenaient facilement, on ne perdait plus des journées d'attente, ni à Berlin ni à Riga. En quatre jours, certes fatigants, on atteignait Moscou.

Le congrès du Parti communiste de l'URSS précédait le Cinquième congrès mondial et la préparation de ce dernier s'en trouvait retardée, ce qui laissait quelques loisirs aux délégués arrivés avant la date d'ouverture.

Le Cinquième congrès fut le premier de l'Internationale que Lénine ne marqua pas de sa forte personnalité et de sa grande perspicacité politique. Nul n'ignorait qu'une lutte pour le pouvoir se livrait depuis la mort de Lénine entre Trotsky, dont le prestige était grand, et une troïka formée de Staline, Zinoviev et Kamenev. Trotsky fut élu au Présidium par le congrès, mais resta absent pendant toute sa durée. Bien qu'attaqué maintes fois avec Radek pour sa critique de l'échec de la révolution allemande en 1923, il ne vint pas se disculper et, lorsqu'il fut invité officiellement par le congrès à défendre sa position dans le conflit qui divisait le Parti communiste russe, il répondit par une lettre très brève, déclarant que, le congrès du Parti communiste de l'URSS ayant déjà discuté et pris une décision, il avait accepté en militant discipliné cette décision et ne pouvait rouvrir le débat devant l'Internationale, vu

qu'aucun recours n'avait été adressé à l'autorité internationale contre les décisions du parti russe.

Contrairement à ce qu'elle avait fait avec l'opposition ouvrière, l'Internationale ne publia pas les documents de l'opposition trotskyste et les délégués n'en furent informés que par les bruits les plus contradictoires qui circulaient dans les couloirs du congrès. Seul Souvarine avait fait paraître, en France, les documents de Trotsky, ce qui lui valut une vive attaque et finalement l'exclusion de l'Internationale.

L'atmosphère du congrès fut extrêmement tendue. La crise latente du parti russe domina les débats sans que l'on sût exactement ce qui en était. Les grands ténors des partis occidentaux étaient partisans d'une politique d'extrême gauche: Ruth Fischer et Thälmann, pour l'Allemagne, Treint et Suzanne Girault, pour la France, Bordiga, pour l'Italie. Ce dernier fut cependant critiqué par Zinoviev. Mais la résolution politique du congrès opérait un tel tournant à gauche que Bordiga lui-même abandonna son opposition et vota la résolution politique.

Impressions personnelles

Il y avait une année et demie que je n'étais pas retourné à Moscou et les changements que je constatai étaient importants. Dans mes lettres à Jenny je notais au jour le jour mes impressions. J'écrivais le 28 mai:

«C'est toujours pour moi une grande joie de revoir la Russie, son paysage infini, sa riche nature, sa vie primitive et rustique. Pendant des heures, à la fenêtre du wagon, j'ai laissé errer mon regard vers ces horizons sans fin, de forêts, de champs et de prairies que le soleil printanier ranime et colore. Après les paysages du sud avec leurs verts sombres et les fortes silhouettes des pins parasols, des palmiers et des cyprès, quelle grâce charmante dans les bouleaux aux troncs grêles et au feuillage si frais, si ténu, si mobile qui retombe doucement comme un voile de crêpe vert. Partout des myriades de libellules qui brillent au soleil dans leur vol saccadé et zigzagant.

Dans la campagne c'est la fébrile activité printanière des moujiks, pour achever les labours et les semailles. Autour des villages, dans les champs, ce sont des moujiks à la chemise serrée à la ceinture qui se penchent péniblement sur les bras de leurs charrues primitives ou qui passent la herse sur les champs fraîchement labourés. La Russie paysanne, comme la Russie ouvrière, est au travail. Et les

villages coquets avec leurs isbas de bois que les brumes du nord ont colorées en gris et autour desquelles grouillent les poules, les oies, les dindes, les porcs et les gamins. Quel plaisir de voir tout cela! De revoir les drapeaux rouges qui partout flottent au vent, les gardes rouges qui montent la garde sur les conquêtes ouvrières et les tchékistes qui fouillent les malheureux bourgeois qui croient naïvement à la Nep. Ici on vit largement, les poumons respirent, l'esprit s'ouvre, ici je puis être moi-même, sans crainte d'avoir la police sur les talons. Le masque que pendant plus d'un an j'ai porté tombe enfin. Quel soulagement! C'est quand on redevient libre d'être soi-même que l'on comprend la perpétuelle contrainte dans laquelle l'illégalité nous fait vivre.

Et puis Moscou, Moscou le cœur de toute notre vie, le cœur de notre cœur, la pensée de notre esprit, le moteur de toute notre activité. Moscou au printemps, les boulevards merveilleusement frais, les coupoles qui flamboient au soleil de mai, les milliers de clochetons et les contours sévères du Kremlin, de notre citadelle, de notre place forte. Tu ne saurais croire combien tout cela m'est cher, combien je me sens attaché par tout mon être à ces choses qui ne sont que l'enveloppe de la Révolution.

Hier soir, à la nuit tombante, je suis allé seul, en pèlerinage à la place Rouge. Cette place est unique au monde: le mur crénelé du Kremlin, les clochetons se découpant sur le fond mauve du ciel. Et là, dans l'ombre, dans la nuit qui déjà envahit la place, au pied de la grande muraille, le tombeau du chef, le mausolée de Lénine, de lignes sobres. Sans cesse une foule recueillie, une foule en deuil, s'approche silencieusement, reste quelques instants et s'en va. Il n'y a pas de religion plus vivante. Ce grand chef fut aimé comme personne au monde, des millions d'hommes ont perdu en lui un ami, un père. Devant cette tombe on se sent ému comme devant celle d'un proche. Et, c'est vrai, Lénine fut notre père spirituel. Il reste notre inspirateur, notre exemple.

Je suis installé dans notre première chambre qui sera, pour l'été, plus fraîche que celles qui donnent sur la rue. Je ne suis du reste pas certain qu'on m'y laisse. Les camarades russes sont au congrès du parti et momentanément peu visibles. Mais j'ai retrouvé toutes nos vieilles connaissances, Rakosi, Voya, Kuusinen, Kolaroff, Souvarine, qui fait bien piteuse figure après toutes les bêtises qu'il a commises, Dunois. Ce sont encore uniquement les membres de l'Exécutif et du présidium. Les délégations pour le congrès ne sont pas encore arrivées. Varga m'a naturellement demandé des nouvelles de Zou, et Valetzky et quantité d'autres. Zou est un personnage bien connu. Chacun s'extasie devant mon «rajeunissement», naturellement personne ne me reconnaît! J'ai déjà vu Biroukoff que j'ai rencontré au coin de la place du Soviet de Moscou une heure après mon arrivée.

La Moscou de la Nep est cependant moins sympathique que l'ancienne Moscou de la période héroïque. On se sent moins chez soi

et entre soi. Toute une classe de mercantis et de petits bourgeois s'est constituée qui est bien peu intéressante et qui donne à toute la vie un ton, une mentalité nouvelle. Heureusement on commence à prendre la Nep et sa nouvelle bourgeoisie à la gorge. Pour la combattre sans détruire les résultats économiques qu'elle a réalisés, il faut naturellement de la prudence. Il faut surtout développer la coopération et l'armer contre le commerce privé. C'est un des principaux problèmes abordés par le congrès du parti russe. Les bourgeois se réjouissent trop vite de la disparition du communisme économique. Leurs illusions seront cruellement démolies. La vie économique est intense, la stabilisation de la monnaie a un très heureux effet. Au Lux aussi on mange beaucoup mieux. Ma santé est bonne, bien que l'obligation où je suis de déjeuner le matin un peu plus copieusement qu'en Italie, parce que le dîner n'est qu'à trois ou quatre heures ne convienne guère à mon estomac habitué à jeûner jusqu'à midi.

Et vous? Comment allez-vous? Comment va Tonton et son vaccin. Ecris-moi longuement pour me parler de vos occupations, de nos gosses qui me manquent terriblement. J'étais si habitué à avoir autour de moi ce petit monde trottinant et remuant que je me sens tout chose dans le grand silence de la solitude.»

«Moscou, 31 mai.

(...) Ici, rien de neuf. On vit dans l'attente des congressistes sans faire grand-chose. J'aurais pu rester quelques jours de plus auprès de vous. Le congrès du parti russe continue et ne se terminera qu'aujourd'hui ce qui fait que la vie du Comintern est suspendue. Je profite du temps libre pour voir une quantité de camarades. J'ai retrouvé ici Amédée Dunois qui est un des plus sympathiques camarades français et avec lequel je suis lié. J'ai vu aussi Voya un soir, qui est navré de la fausse route prise par Rosmer et Monatte. Après notre départ de Paris, il a été plus d'un mois chez Rosmer, à Paris. Hier, dans les corridors du Comintern, j'ai rencontré Platten qui est en Russie depuis huit mois à la tête d'une colonie agricole d'ouvriers et de paysans suisses, colonie qui marche paraît-il très bien. Platten est à Moscou pour se faire opérer d'une tumeur à l'estomac. Je l'ai trouvé fort amaigri. Hier aussi j'ai été prendre le thé chez le papa Biroukoff qui habite une petite maison pas très loin du Lux. Toujours le même, sympathique à la Révolution. J'ai parlé avec lui longuement des courants religieux dans la Russie nouvelle. Les Dukobors vont rentrer en Russie. Ils seront exemptés du service militaire en vertu de la loi toujours en vigueur qui dispense les cas de conscience. Le fils de Biroukoff est employé au bureau de Kamenev, au Soviet de Moscou. (...)

J'ai été avant-hier soir au Grand-Théâtre voir et entendre *Carmen*. Une interprétation tout à fait russe, décors cubistes très réussis au premier et au quatrième actes, avec ces chatoiements de couleurs vives qui donnent au théâtre russe un cachet si merveilleux. Ce soir j'irai voir *Faust* qui, paraît-il, est tout à fait extraordinaire,

aussi avec des décors cubistes et une interprétation anticléricale. Je t'en parlerai dans ma prochaine lettre. Le public du théâtre a bien changé. On voit que la nouvelle bourgeoisie sent peser sur elle la forte main de la dictature ouvrière. Plus de toilettes comme dans l'hiver où nous étions ici et comme au Quatrième congrès. Tout le monde est très simplement habillé. La bourgeoisie n'ose pas manifester. Dans les rues aussi, un nivellement très sensible, très peu d'autos. On surveille strictement leur emploi et on le restreint aux besoins du travail. Nous jouissons d'un temps splendide et chaud. Aussi est-ce un ravissement que de multiplier les balades à travers les parcs et les rues de Moscou.

Des projets? Comme toujours, il vaut mieux n'en pas faire. Il est peu probable que je rentre en Suisse. On a besoin d'hommes ici et à l'étranger. Il est question paraît-il de modifier la composition du centre et de recréer cinq secrétariats pour les divers groupes de pays. Peut-être me fixera-t-on ici après ces deux années de vagabondages. J'avoue que la perspective de venir me fixer ici avec vous pour un an ou plus me sourit beaucoup. J'aime Moscou et la vie y est plus facile maintenant que lorsque nous y avons passé un hiver. Cependant, comme j'ai acquis une certaine expérience pour le travail à l'étranger, il est aussi très possible qu'on m'expédie de nouveau en Italie ou ailleurs.»

Et le lendemain:

«J'ai vu le *Faust* cubiste hier soir au Grand-Théâtre. Ça laisse une impression très mélangée. Certaines parties sont très réussies, mais d'autres sont vraiment trop modernisées. Les décors futuristes et cubistes sont poussés à l'extrême avec une hardiesse artistique parfois déconcertante. Cependant ce peuple est si profondément artiste dans la décoration que les manifestations les plus hasardeuses de modernisme gardent encore une réelle valeur d'art décoratif. Et la recherche de voies nouvelles aboutit à des résultats vraiment intéressants qui forcent l'attention, la sympathie et l'admiration. Comme je regrette que tu ne sois pas à mon côté pour jouir avec moi de ces choses, pour que nous puissions échanger nos impressions et nos pensées.»

«Moscou, 7 juin.

Samedi soir j'ai fait au Groupe français une causerie sur le mouvement révolutionnaire dans les pays latins et j'ai passé une bonne partie de la journée d'hier à la campagne. Sokoline, qui a pitié de ma solitude, est venu me chercher vers midi avec l'auto et m'a emmené faire une balade dans les environs de Moscou où les forêts et les parcs se succèdent, merveilleusement frais. Toute Moscou passe le dimanche ainsi sur l'herbe, aux environs de la ville. De grands étangs, de petits lacs, sont sillonnés de petites barques. Nous avons déjeuné chez Sokoline et je ne suis rentré en ville que vers 6 heures, le soir. Dunois m'a alors proposé d'aller

voir *Carmen* au Théâtre des Arts, celui où nous avons vu l'*Oiseau bleu.* Tous les théâtres de Moscou jouent *Carmen,* mais l'interprétation diffère tant qu'il semble toujours que ce soit une nouvelle pièce. Au Théâtre des Arts, *Carmen* n'a rien de commun avec l'opéra de Bizet. C'est la vieille nouvelle de Mérimée (qui a fourni ce thème à Bizet) qui est ici au premier plan. De l'opéra on a supprimé tout ce qui était remplissage et longueurs inutiles. C'est devenu une pièce de théâtre excessivement puissante et sauvage, soutenue par la musique de Bizet. Mais toute l'attention est concentrée, non sur la musique, mais sur l'action. Tu connais la troupe du Théâtre des Arts, son jeu si naturel et si simple. Bien qu'on soit d'abord dérouté par l'innovation de cette interprétation, on est vite saisi par le drame et l'impression finale est très sympathique à ces libertés prises envers la tradition et même envers le texte musical de Bizet. Vendredi prochain nous irons voir *Sadko* que tu dois avoir vu au Grand-Théâtre. C'est la fin de la saison et j'emploie mes loisirs à profiter de ce que nous pouvons assister gratuitement à ces régals artistiques. Si je reviens ici pour l'hiver, nous irons très souvent au théâtre ensemble.

C'est donc demain que commencera l'Exécutif élargi qui se bornera à fixer les détails du congrès. La situation politique m'apparaît encore comme incertaine. Le congrès sera orienté à gauche sans doute, mais l'extrême gauche se chargera je crois de donner déjà un correctif et obligera par ses fautes à prendre position contre elle. Les Russes espèrent se mettre d'accord avec la gauche allemande, mais cette dernière flirte avec Bordiga et naturellement les Russes ne la suivront pas sur ce terrain. La situation est donc assez confuse à cause du mélange des courants.»

Les délégués qui arrivaient de Suisse me donnèrent des nouvelles du pays et je communiquais à Jenny mes réflexions concernant notre parti:

«Scherrer de Leysin est arrivé ici il y a quelques jours et m'a donné encore quelques détails supplémentaires sur le conflit entre Naine et la gauche du Parti socialiste vaudois. Si nous avions un parti intelligent à Lausanne, il y aurait une situation intéressante à exploiter pour nous. Le *Droit du Peuple* pourrait tomber entre nos mains. Mais avec les Pisler qui épouvantent chacun j'ai peu d'espoir que cette crise soit utilisée pour implanter notre parti sérieusement à Lausanne. De Suisse il viendra encore Kündig de Bâle et Bringolf de Schaffhouse, qui était ici déjà au Deuxième congrès, avec moi.»

Déjà à la séance de l'Exécutif élargi qui précéda le congrès, les problèmes politiques surgirent, le cas de Souvarine en particulier. Les Russes envisageaient de m'utiliser dans un secteur qui les intéressait plus directement.

«A l'Exécutif élargi, hier soir, Souvarine en a fait des siennes et s'est politiquement suicidé. Treint, qui exploite son crédit momentané, demandait qu'on retire à Souvarine son droit de vote parce qu'il ne représente plus la pensée de son parti. Souvarine a fait une piteuse défense, disant qu'on savait bien comment est formé le congrès, qu'il n'avait aucune illusion, etc., des affirmations qui montrent que le fond de son esprit est maintenant ce qu'était il y a deux ans celui de Frossard, de Méric et de Pioch. Cela ne m'étonne point. Tu sais quelle a été ma pensée constante à l'égard de Souvarine. Un intellectuel petit-bourgeois qui tend à devenir un gros bourgeois et qui n'est pas à sa place dans un parti prolétarien. Le malheur c'est que des éléments sérieux comme Rosmer et Monatte se laissent influencer par lui et s'en vont à la dérive. On fera tout ici pour chercher à les repêcher, mais je ne sais encore si nous réussirons.

J'aurai cette année assez peu à faire pendant le congrès. On a fait venir des traducteurs professionnels qui du reste traduisent fort mal et qui me font bondir. J'ai déjà demandé au secrétariat qu'on me confie les traductions des discours politiques importants. Cela m'occupera et en même temps rendra service aux Latins.

Sur mon sort futur, toujours rien de précis. Les uns et les autres m'incorporent à leurs projets. Manouilsky et Gouralsky qui rentrent de France voudraient faire de moi le directeur de l'*Humanité,* tandis que Kussinen et Piatnitzky, qui s'occupent de la réorganisation de l'appareil directeur du Comintern, veulent faire de moi l'un des cinq secrétaires, celui pour les pays latins. Si j'avais à choisir je n'hésiterais pas à rester ici, mais je crains que l'Italie ne devienne encore pour un certain temps notre patrie d'adoption. (...)»

Jusqu'à l'ouverture du congrès mes loisirs se passèrent en promenades et en visites au théâtre.

«Moscou, 14 juin.

(...) Je suis allé hier faire une course de trois à quatre heures au bord de la Moskva, jusqu'au mont des Moineaux, à travers d'anciens parcs et de superbes propriétés devenues et restées maisons de repos, maternités, asiles de vieillards, etc. Je suis rentré vanné, mais je me suis quand même décidé à aller à l'Opéra voir *Sadko,* que nous devons avoir vu ensemble avec son ballet au fond de la mer. Bref, bien que cela ait été une seconde représentation pour moi, j'en ai beaucoup joui. La musique de Rimsky-Korsakov jouée par un excellent orchestre est merveilleuse, extrêmement riche, des cascades de sons et un entrain magnifique. Les décors, très russes, sont aussi de toute beauté. Malheureusement le Grand-Théâtre va bientôt fermer pour l'été. J'avais accepté une invitation à passer deux jours à la campagne, dans la maison de campagne du Profintern. Nous devions partir ce soir pour y rester demain et lundi, qui sont jours de fête, et ne rentrer que mardi. Mais Manouilsky a organisé une conférence des Italiens pour demain et me voilà cloué au Lux par le devoir.

J'ai fait réparer mes sandales qui s'étaient décousues. J'ai simplifié le plus possible mon vêtement, mais j'ai encore terriblement chaud. Cet après-midi j'ai essayé de faire fonctionner ma baignoire pour prendre des douches. J'ai réussi à obtenir l'eau et à la faire passer par la douche et j'étais très fier quand je me suis aperçu tout à coup que la salle de bain s'emplissait d'eau! L'écoulement de la baignoire ne va pas plus loin que les dalles du plancher! »

C'était le premier congrès auquel on ne m'avait pas chargé du travail d'organisation et de secrétariat du congrès. A mon arrivée, une carte grise de collaborateur, avec voix consultative, m'avait été remise, car le Parti communiste suisse ne m'y avait pas délégué. Après deux ans passés dans l'illégalité, j'avais perdu le contact avec mon parti, n'ayant pu lui faire connaître ni mon domicile, ni même le pays où je travaillais.

Mais, au début du congrès, le secrétariat reçut du parti du Portugal un mandat en bonne et due forme. Regrettant de ne pouvoir envoyer au congrès un camarade portugais, le parti me désignait en qualité de délégué du Portugal — honneur que je n'avais nullement sollicité. Le bureau changea aussitôt ma carte grise contre une carte rouge de délégué avec voix délibérative. C'est la raison pour laquelle j'ai figuré, dans les commissions du congrès, comme délégué du Portugal!

« Moscou, 23 juin.

(...) Je n'ai pas beaucoup à faire. Tout l'appareil fonctionnait à mon arrivée. On ne m'y a pas incorporé et je suis au congrès comme délégué. Je n'aurai un travail supplémentaire que dans la question italienne. (...)

Samedi soir, après le congrès, vers 9 heures, nous sommes partis en auto à 40 km. de Moscou, à Gorki, où les camarades russes passent leur week-end. Toute la délégation italienne et quelques camarades russes y étaient. Course épatante, de deux heures, dans la campagne et les forêts. Là nous avons discuté un peu, mangé de plantureux plats de poissons, caviar, saucisson, etc., et bu de l'excellent vin Porto d'Arménie. Le vin avait mis les Italiens en gaieté. Aussi les chants n'ont cessé qu'à deux heures du matin, au moment du retour. Le soleil déjà se levait dans un ciel de sang, l'air était frais et nous avions une excellente machine conduite par un as du volant. Il y avait six autos. La nôtre était la dernière. Notre chauffeur, excité par les Italiens, se donna pour tâche d'arriver en tête. Nous dépassâmes en vitesse les autres autos qui, piquées au jeu, se mirent à accélérer. Bientôt ce fut une course éperdue entre trois des meilleures autos pour tenir la tête. La machine marchait par moments à 80 km. à l'heure sur ces routes russes très inégalement pavées et souvent défoncées. J'étais quelque peu inquiet qu'un saut

plus fort ne nous fît sortir de la voiture et ne nous projetât sur le bord du chemin. A cette allure nous sommes vite rentrés.

Hier, jour de repos général. Couché à quatre heures du matin, je me suis levé tard et après le dîner je suis parti avec Sokoline encore en auto, faire une balade au grand parc de Sokolniki que tu connais. Mis en train par la belle journée, nous avons continué sur la route d'Ekaterinoslav jusqu'à 25 km. de Moscou et nous sommes rentrés à huit heures du soir par des chemins de traverse chez Sokoline où nous avons soupé et d'où je ne suis rentré, en auto toujours, que vers minuit. Je commence à bien connaître les environs et la campagne de Moscou. Il y a des coins merveilleux de forêts de pins et de bouleaux où les troncs rouges ou blancs, éclairés par le soleil du soir, prennent des teintes magnifiques. Le coucher de soleil à travers les arbres était de toute beauté, un couchant d'incendie, comme les crépuscules d'hiver. Dans ces coins, beaucoup d'étangs, des rivières tranquilles et partout un peuple échappé à la chaleur étouffante de la ville et qui prend l'air des champs. J'aimerais rester ici pour vous conduire dans ces endroits si paisibles et si beaux.

Hier soir Boukharine a fait un excellent discours, le premier bon discours du congrès. C'était un plaisir pour moi de le traduire. (...)»

Sur les discussions du congrès, j'ai transcrit ces quelques impressions:

«Moscou, 24 juin.

(...) Au congrès, la discussion sur le travail de l'Exécutif et la tactique continue et durera encore toute la journée de demain. Déjà 32 orateurs ont parlé et tout le débat tourne autour de la question allemande. Les discours en général sont médiocres. Seul Boukharine a fait hier soir une excellente intervention rappelant celles de Lénine, simples, directes, abordant quelques questions pour les éclairer rapidement et les placer dans une lumière nouvelle. L'opposition de droite, Radek, Clara [1], Brandler, Talheimer ont longuement parlé, plus d'une heure chacun. On prévoit pour demain un discours de Trotsky qui est attendu avec une grande curiosité. En tout cas l'opposition ne pourra pas affirmer qu'on a voulu étrangler la discussion ou l'empêcher de parler. Elle a beaucoup parlé sans parvenir à se laver des accusations d'opportunisme et de déviations socialdémocrates, dont l'Exécutif l'accuse. (...)

Trotsky, dont on attendait l'intervention, n'a pas paru. Sa position est difficile, mais il commettrait une grosse erreur s'il ne parlait pas et se renfermait dans une opposition muette sur les problèmes qui sont agités. (...)»

L'incertitude régnait de nouveau sur mes activités futures:

«Sur mon sort, rien encore n'est fixé et j'espère toujours qu'on me retiendra ici pour le travail du secrétariat. Si Treint prend en

[1] Clara Zetkin.

main le parti en France, je refuserai d'y aller comme représentant, parce que je ne peux collaborer avec lui. Mais il est possible que l'on insiste ici pour que Sellier reste à la tête du parti et que Treint reste ici momentanément. Je serais alors sans doute envoyé à Paris. Mais les camarades français feront lever mon arrêté d'expulsion de façon que je puisse travailler ouvertement. Mon sort dépend donc en grande partie des solutions qu'on donnera à la question française. Un retour d'où nous venons est aussi possible, quoique peu probable. »

L'opposition russe, animée par Trotsky, s'est tue, tenue vraisemblablement à l'écart par une décision du Parti communiste russe. Je commençai alors à fixer mon opinion à l'égard de l'opposition trotskyste.

«(...) J'ai vu hier aussi Bronsky, ou Bronstein, de Lausanne qui était venu quelquefois me trouver au temps où tu étais ici. Déjà alors il était terriblement défaitiste, pessimiste et critique. Quand je l'ai vu hier j'ai tout de suite pensé qu'il devait être ou exclu du parti, ou dans l'opposition. Sa mentalité de petit-bourgeois intellectuel me faisait prévoir sa position politique. Ça n'a pas manqué. Il est à la fois hors du parti et soutien de l'opposition. Vue de plus près, l'opposition apparaît vraiment sous un jour fort peu sympathique. Tout ce qu'il y a de petit-bourgeois mécontent se groupe derrière elle. Ils se réjouissent des difficultés et des crises qui peuvent encore venir, pour prendre leur revanche, et en attendant ils dénigrent et sèment le pessimisme. (...) »

Ce congrès sans Lénine donnait une impression pénible:

«(...) Le congrès se traîne péniblement et je crains bien qu'il ne finisse pas avant le 10 ou le 12 juillet. Les commissions n'ont pas encore travaillé et le débat sur la politique générale et la tactique s'est rouvert hier soir au moment du vote de la résolution. La physionomie du congrès a été complètement changée. Tous les jours précédents on bataillait contre la droite avec une extrême vigueur. Hier soir l'attaque fut menée par Boukharine et les Allemands contre Bordiga et son extrême gauchisme avec une vigueur accrue. Bordiga riposta et ce n'est que vers minuit que l'on put voter. Bordiga recueillit 8 voix italiennes. Mais il ne se considère pas encore battu et il reviendra, sur d'autres points de l'ordre du jour à la charge, contre l'Internationale. Ainsi, comme je l'avais prévu, les Russes mènent la bataille sur deux fronts et ils ont admirablement manœuvré pour dresser la gauche allemande contre Bordiga et ramener ainsi les Allemands à une politique plus centriste, dans le bon sens du terme. Le danger était grand que les Allemands ne s'unissent à Bordiga contre l'Exécutif. Assurément les dangers de gauche subsistent, mais la séance d'hier soir les a bien diminués. (...) Rien

d'important dans les coulisses du congrès et toujours rien de décidé pour nous. Les Français manœuvrent pour faire exclure Souvarine du parti pour la durée d'un an. Il ne l'aurait pas volé! Dunois fait ses malles et partira demain pour la France où le parti le rappelle. Dès que mon sort sera fixé, je ne ferai pas long non plus pour m'en aller. Sokoline me propose de faire, avant de partir, un voyage en Russie: descendre la Volga en bateau jusqu'à Astrakan, aller d'Astrakan à Bakou en bateau sur la Caspienne, visiter la Géorgie, Tiflis, Batoum, les villes d'eaux sur la mer Noire, passer de là en bateau en Crimée et revenir par Odessa et Kiev. C'est sans doute un splendide itinéraire, mais je n'en jouirais absolument pas sans toi, je regretterais sans cesse que tu ne sois pas là pour en profiter avec moi et je préfère renvoyer ces projets au temps où tu seras ici avec moi. Tout mon plaisir est gâté quand tu es absente. Tout à l'heure, en allant sur le boulevard, j'ai entendu le carillon du cloître. Il m'a rappelé le temps où nous l'écoutions ensemble, il m'a rappelé aussi celui de Grimentz dont il a certains accents. (...)»

Le 1er juillet, le congrès, fatigué, commençait à s'égailler et je rapporte à Jenny des détails sur le plan des travaux:

«(...) Au congrès on commence à sentir la fatigue et la débandade commence. La salle ressemble davantage à une foire qu'à un congrès où l'on travaille. Aussi a-t-on décidé de renvoyer une série de questions à l'Exécutif élargi qui suivra le congrès et de chercher à terminer les travaux du congrès dimanche déjà; enfin, dans huit jours le congrès sera à sa fin. L'Exécutif élargi et les commissions auront encore pour une semaine de travail. (...) Je ne serai certainement pas parmi les premiers à rentrer puisque mon sort ne sera fixé qu'après l'Exécutif élargi. Si je retourne en Occident je devrai attendre les directives pour mon travail et si je reste ici, au secrétariat, j'aurai avec les diverses délégations des entretiens avant de pouvoir aller vous chercher. Je t'ai écrit déjà que je chercherai à rester ici pour l'espace d'un an au moins. Mais je ne suis pas sûr de réussir bien que, après plus de deux ans de vie de représentant, on ait besoin de se refaire une virginité politique. Bien que très prudent, on mécontente toujours quelqu'un et je pense que ni les Français, ni les Italiens ne désirent me voir trop vite parmi eux. Tout dépend des forces dont dispose l'Internationale. D'autre part, la délégation suisse va demander mon renvoi en Suisse. Zinoviev m'a déjà dit qu'une telle demande ne serait pas acceptée. Mais c'est aussi une éventualité. Elle me sourit moins que le séjour ici, mais elle me plairait mieux que le travail en Occident où les crises vont continuer. Attendons! (...) La Commission italienne a de longues séances sans aboutir à quelque chose de pratique. Sur 15 délégués il y a 20 opinions différentes! On cherche encore à éviter la rupture avec Bordiga ou tout au moins à la préparer de telle sorte que Bordiga soit tout à fait dans son tort. Je plains celui qui sera chargé

de conduire en Italie la politique de l'Internationale. La crise continuera plus aiguë qu'avant et je crois que la rupture avec Bordiga sera inévitable. En France on affirme que Guilbeaux et Sadoul seront amnistiés. Voilà encore deux éléments qui viendront compliquer la situation. Guilbeaux, avec son franc parler ne se crée que des ennemis et Sadoul intrigue dans des cercles qui n'ont rien de commun avec le communisme. Là aussi la tâche de représentant sera bien difficile et je t'assure que je préférerais encore rentrer en Suisse que de continuer, soit en Italie, soit en France, la vie de représentant. Surtout que la situation du Parti socialiste suisse me paraît intéressante pour le travail de notre parti. Je trouve aussi que notre parti ne développe pas l'activité qu'il devrait. Il est trop resté un parti socialdémocrate où les membres paient leurs cotisations, viennent aux assemblées, mais ne font rien pour porter chaque jour dans leur milieu, dans leur usine, au sein de la masse ouvrière, les mots d'ordre et la politique de notre parti. Il faudrait lui redonner un élan. A Bâle, la centrale paraît dormir et se contenter d'éditer des journaux. J'en ai parlé longuement avec nos camarades de la délégation suisse qui sont en grande partie d'accord avec moi. (...)»

J'attendais encore quelques jours plus tard une décision sur mon travail futur:

«(...) Aujourd'hui il y a une grande fête en l'honneur du Cinquième congrès, au Champ de course, mais j'ai préféré rester dans ma chambre pour t'écrire quelques lignes et pour terminer une série de travaux pour la Commission italienne. Je prépare un programme d'action du parti et un manifeste. Le programme est prêt et avant de songer à l'appel, je passe quelques moments avec toi. (...) J'ignore toujours ce qu'on fera de moi, mais je perds l'espoir de rester ici. Vallenius me dit que les Suédois désirent que j'aille quelques mois à Stockholm pour liquider leur crise. Manouilsky et Klein[1], qui étaient en France, continuent à vouloir faire de moi le directeur de l'*Humanité* et Klein m'a dit ce matin que la chose était presque décidée. Naturellement je n'accepterais un tel emploi que si mon arrêté d'expulsion est levé et si le Gouvernement français m'autorise à séjourner en France. Je suis aussi fort occupé par les affaires italiennes et je me méfie que cette spécialisation ne dure plus longtemps que je ne le désire. Bref, comme toujours, il y a devant moi un grand nombre de portes ouvertes. Je tâcherai de voir Zinoviev pour essayer d'être fixé avant la fin du congrès. De toutes façons je rentrerai en Suisse après le congrès et demanderai un mois de vacances. Ce congrès me fatigue beaucoup, je ne sais pourquoi. J'ai fait très peu de traductions et je n'ai pas été très surchargé comme au Quatrième congrès, mais le soir je rentre vanné. (...) Nous avons eu jeudi soir une représentation théâtrale fort intéressante dans un théâtre révolutionnaire futuriste[2] qui réalise des tours de force

[1] Gouralsky.
[2] Il s'agit du Théâtre Meyerhold.

scéniques tout à fait extraordinaires. Comme décors de simples panneaux de bois mobiles que les acteurs manœuvrent selon les nécessités scéniques. Mais l'impression d'ensemble est très forte. Ce sont des tranches de vie, d'une vie trépidante et endiablée. Il y a un mouvement continuel qui entraîne les spectateurs. Ça renverse tout ce qu'on a l'habitude de voir, mais l'impression générale est certainement très satisfaisante. (...) Le congrès est terne et morne. Toute la vie est concentrée dans les commissions et les discussions de coulisses. Il y a par moments à peine 50 délégués en séance. Les interventions au congrès depuis la fin de la discussion sur la tactique sont aussi peu intéressantes. Beaucoup de paroles superflues, trop de camarades qui ont la maladie de placer un discours et qui ne parlent que de leurs petits problèmes locaux et nationaux. Mon impression est que le niveau politique et culturel de l'Internationale ne s'est pas élevé. Pas de nouvelles forces qui promettent réellement, et des forces de premier ordre comme Radek, Trotsky, Talheimer rentrent dans la pénombre à la suite de leurs fautes politiques graves. J'aurais en somme moins d'appréhension d'aller en Italie qu'en France où la situation intérieure est surtout confuse, où les luttes personnelles sont très vives et où chacun fait ce qu'il veut. J'ai vraiment souci en songeant qu'on veut me replonger dans ce guêpier. Mais notre parti français est l'un des plus importants par la position qu'occupe la France dans la politique internationale et bien que le travail y soit dur et ingrat, il vaut la peine de s'y vouer pour chercher à faire de ce parti un instrument de lutte révolutionnaire capable de remplir son rôle historique. Tu ne saurais imaginer la joie que j'éprouve à la pensée que le congrès touche à sa fin et que je pourrai vous revoir dans une quinzaine de jours. (...) J'avais fermé ma lettre quand Manouilsky est venu me trouver pour me dire que mon sort est réglé et qu'on me gardera ici pour être un des cinq secrétaires du Comintern. C'était mon plus grand désir. J'irai vous chercher le plus rapidement possible. (...)»

Le 9 juillet, en effet, la décision était prise de me garder à Moscou pour le travail du secrétariat:

«(...) Je t'ai écrit dans ma dernière lettre que Manouilsky m'avait annoncé que je resterais ici au secrétariat. Cette décision a été prise officiellement hier après midi, à la première séance de l'Exécutif, mais avec hésitation. Piatnitzky me réservait pour retourner à l'étranger parce qu'on a peu d'hommes pour cette besogne. Ce sont Zinoviev et Kuusinen qui ont demandé que je sois désigné au secrétariat et il en fut ainsi décidé. Mais je ne sais encore si mon travail sera essentiellement ici ou en Occident. Manouilsky lui-même pensait que quelques voyages à Rome et à Paris seraient nécessaires. Cela dépendra de l'orientation interne du secrétariat. Si je suis désigné pour un travail régulier et important ici, je voyagerai peu, mais si l'on commence à m'envoyer à l'étranger je pense que je redeviendrai

rapidement ce que j'ai été ces dernières années. J'attends donc d'être fixé un peu plus définitivement avant de faire des projets à votre sujet. (...) Les affaires italiennes sont lentes à s'arranger. Le congrès n'a fait qu'accepter une plate-forme, un programme d'action du parti, élaboré par moi, mais il reste les questions les plus épineuses qui doivent venir en tête de l'ordre du jour de l'Exécutif élargi parce que les Italiens sont très désireux de partir le plus rapidement possible pour prendre part à la vie politique de leur pays. (...) »

Il me fallait trouver un prétexte pour aller chercher ma famille en Suisse, car Piatnitzky, grand trésorier du Comintern, ne subventionnait pas les voyages qui ne présentaient pas de nécessité politique. Une «combine» s'imposait. Elle réussit:

«(...) J'ai pu m'entretenir au sujet de mon utilisation et j'ai compris la raison des hésitations de Piatnitzky qui n'a personne pour envoyer en Italie et qui voulait m'y renvoyer. Mais maintenant lui-même pense que je dois travailler ici. Je suis dans l'attente d'une occasion d'aller vous chercher, ce qui me serait difficilement accordé parce que le travail abonde ici. J'ai proposé à Piatnitzky de retourner immédiatement après l'Exécutif élargi en Italie pour quinze jours, le temps de discuter avec le Comité central les décisions du Cinquième congrès, de faire la fusion et d'installer les nouvelles directions. Je passerais en Suisse à l'aller et te prendrais avec moi en Italie. Ce seraient nos vacances, en laissant les gosses en Suisse pour deux semaines, après quoi, tous ensemble nous reviendrions ici. Ce plan est adopté par Kuusinen et Piatnitzky et j'espère le faire adopter demain par Zinoviev. (...) C'est le seul moyen que je vois d'aller vous chercher. Et cela nous permettra un voyage de noces en Italie! Car nous allons nous aimer comme de jeunes mariés après une telle absence! Manouilsky aussi est d'accord. Bref, j'espère que mon plan réussira.

J'ai eu hier une désagréable surprise. Manouilsky, très fatigué, était venu se coucher une heure dans ma chambre sur le lit qui reste vide. Quand il s'est réveillé, il m'a dit: «Vous avez des punaises!» Et effectivement j'en voyais une courir sur le drap. Cela m'a mis en éveil et j'ai fort mal dormi, rêvant punaises et piqûres. A deux heures du matin j'ai vu bouger sur mon drap, sous mon nez. J'ai allumé et commencé une chasse en règle. Mon lit en était plein. Après une heure de chasse je me suis recouché, mais sans pouvoir dormir avant six heures. Aujourd'hui j'ai visité ma paillasse et fait une hécatombe. J'ai dû recourir au pétrole asphyxiant. Bref, me voilà en proie à la vermine. Sans doute ces bestioles se nourrissent de moi depuis six semaines, mais quand on ne le sait pas, on vit tranquille. (...)»

Déjà j'étais enrôlé dans le travail bureaucratique du secrétariat:

«(...) L'Exécutif élargi a duré deux jours, samedi et dimanche. Nous avons encore une série de questions à liquider: appels, lettres aux partis, conversations avec les délégations avant leur départ. Bref, ce que je pensais et t'écrivais se réalise: secrétaire, je me vois obligé de rester ici au moins une semaine pour liquider les dernières affaires du congrès.

La question de mon avenir immédiat n'est pas encore liquidée et je crains que cela ne dure quelque temps. Zinoviev avec lequel j'ai parlé de la combinaison de m'envoyer en Italie ne paraît pas décidé. Il tient à ce que je reste ici. Je lui ai écrit un mot pour lui demander l'autorisation d'aller vous chercher mais avec l'avarice de Piatnitzky, quand il s'agit de choses personnelles, je doute que je réussisse. Il faut attendre quelques jours encore pour être fixé définitivement. Au cas où le voyage en Italie serait enterré et qu'on me refuse la possibilité financière d'aller vous chercher, je demanderai quinze jours de liberté pour y aller *à mes frais*. Peut-être pourrais-je partir dans ces conditions. Tout cela se réglera à la prochaine séance du présidium, dans les trois jours qui vont venir. J'ai hérité une question hollandaise que je m'efforce de débrouiller en séances multiples et longues de commission. (...)»

Le 15 juillet enfin j'étais définitivement fixé et mes plans se précisaient:

«Deux mots en hâte pour te donner des nouvelles de mes démarches. Hier après midi j'avais préparé une lettre pour Piatnitzky où je lui demandais la possibilité d'aller vous chercher au cas où l'on ne m'enverrait pas en Italie pour une courte période comme je l'avais proposé. Mais ce matin, à une séance du secrétariat, avant que je voie Piatnitzky, Kuusinen a posé la question de mon prochain départ pour l'Italie en me demandant si Zinoviev était d'accord. Je lui ai répondu que Zinoviev ne paraissait pas décidé, mais que je jugeais mon voyage utile à la solution de la question italienne et que j'aimerais faire ce voyage pour pouvoir vous prendre avec moi au retour. Il a été tout à fait d'accord avec moi et m'a dit qu'il parlerait de cela avec Zinoviev avant son départ pour les vacances qui est fixé à ce soir. Au cours de la séance du secrétariat, Piatnitzky a affirmé aussi qu'on désignerait pour aller en Italie un camarade russe et que j'irais pour un très court séjour régler les affaires du congrès et mettre au courant mon remplaçant. Après la séance Kuusinen est allé trouver Zinoviev qui est aussi d'accord. Ainsi mon voyage en Italie pour deux ou trois semaines est décidé, avec le mandat d'y aller le plus vite possible et de revenir aussi le plus vite possible. Je ne sais encore quand je pourrai partir. J'ai encore diverses questions à liquider, laissées par le congrès: lettre au parti italien, lettre au parti français, lettre au parti hollandais, commissions diverses, entretiens avec les délégations latines. Bref j'en ai encore pour quelques jours de travail avant de pouvoir partir. D'autre part

j'ai horreur du train et j'aimerais, pour avoir un repos de trois jours, voyager en bateau de Petrograd à Stettin. Le prochain bateau part au milieu de la semaine prochaine, mercredi prochain probablement. Si je vois que je ne puis partir avant samedi ou dimanche, je préférerai attendre encore deux jours pour partir par mer. Ainsi je ne serai pas en Suisse avant le 27. D'autre part j'aimerais beaucoup que tu prépares notre départ en Italie et que tu m'accompagnes pour ce séjour, évidemment sans les gosses. Cela te reposera un peu d'être avec moi sans les enfants et nous aurons plus de possibilités de voyager. (...) Tâche de trouver une solution pour que nous puissions passer ces trois semaines ensemble et tranquilles avant de repartir pour la Russie. Je me réjouis fort de vous avoir ici. Nous passerons un beau temps ensemble, un hiver russe sans la famine. Tu n'auras pas les soucis du ménage. Tu pourras davantage travailler avec moi et t'intéresser à mon travail. (...) »

Le tournant politique du Cinquième congrès

En réalité le Cinquième congrès, présidé par Zinoviev, fut dirigé contre la politique des Troisième et Quatrième congrès, c'est-à-dire contre la politique de front unique et de gouvernement ouvrier avec les partis socialistes et les syndicats réformistes que Lénine avait inaugurée. Zinoviev avait toujours été le porte-parole de la politique de Lénine. Lénine mort, il subissait l'influence de Staline avec lequel il avait formé le groupe dirigeant du parti, composé de Staline, Zinoviev et Kamenev. Dans ses formulations et ses critiques de la politique allemande, on sent percer ce qui allait être la politique de Staline, lequel n'avait jamais vécu dans le mouvement ouvrier occidental. Il était incapable de comprendre l'influence de la social-démocratie sur la classe ouvrière et la nécessité, dans une situation qui n'était plus révolutionnaire, de combattre avec elle pour améliorer le sort des travailleurs. Je glane dans les discours de Zinoviev les passages qui marquent le plus clairement ce tournant à gauche, hostile au mouvement socialiste, alors que le fascisme avait triomphé en Italie et commençait à gagner l'Allemagne. Cependant ce tournant à gauche, que Bordiga lui-même accepta parce qu'il se rapprochait de ses propres conceptions, n'empêcha pas l'Exécutif élargi réuni après le congrès d'exclure Souvarine des rangs de l'Internationale communiste, contre les seules voix du Parti communiste italien, car Togliatti et Bordiga avaient pris sa défense.

Après la mort de Lénine, dont la politique avait dominé le Troisième et le Quatrième congrès mondial, la tendance à l'unité

d'action avec la socialdémocratie contre l'offensive de la réaction capitaliste fut sérieusement limitée et en partie abandonnée. Le testament de Lénine était particulièrement dur envers Zinoviev et Kamenev qui, en octobre 1917, avaient voté au Comité central du Parti bolchevik contre l'insurrection. Lénine écrivait entre autres dans son testament: « Je rappellerai seulement que l'épisode d'octobre de Zinoviev et de Kamenev n'a évidemment pas été occasionnel, mais qu'il ne peut guère plus leur être personnellement reproché que le non-bolchevisme au camarade Trotsky. »

Après la mort de Lénine, Zinoviev crut devoir prendre une attitude gauchiste pour faire oublier son opportunisme de 1917. C'est ainsi que, avant le Cinquième congrès, l'Internationale était intervenue pour placer à la direction des partis communistes des représentants de la gauche: Treint et Suzanne Girault en France, Ruth Fischer, Maslow et Thälmann en Allemagne, Hansen en Norvège, etc. Bordiga fut élu au Présidium du Cinquième congrès.

Alors que la situation internationale exigeait d'aller plus loin et plus résolument dans la voie de la collaboration avec la social-démocratie tracée par Lénine, le Cinquième congrès mit des limites à la tactique du front unique et du gouvernement ouvrier. Il accentua surtout la lutte contre la socialdémocratie, alors que la réaction et le fascisme exigeaient une politique de front unique des masses ouvrières. Dans son discours présidentiel d'ouverture du congrès, Zinoviev donna le ton en déclarant:

«Pour le cinquième anniversaire de l'Internationale communiste nous devons souligner que le mouvement ne s'est pas développé aussi rapidement que nous ne l'avions prévu. Souvenons-nous du temps où Vladimir Illitch, un des cerveaux les plus puissants, était d'avis que la victoire de la révolution prolétarienne dans tous les pays serait une question de mois. Nous nous sommes trompés sur le tempo et nous avons compté des mois là où il fallait compter des années.

Zinoviev rappela que l'année 1924 marquait le dixième anniversaire du début de la guerre mondiale et il ajouta:

«Nous voulons à la fin de juillet, début d'août, organiser une manifestation internationale. Nous voulons la réaliser non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre la socialdémocratie qui n'est pas moins coupable de la guerre que la bourgeoisie. J'espère que le Cinquième congrès confirmera la tactique du front unique dans son principe; mais il est des moments où nous devons souligner surtout

que les chefs de la socialdémocratie sont nos ennemis mortels; l'anniversaire de la guerre est un de ces moments. Nous ne voulons pas organiser cette manifestation avec la socialdémocratie, mais contre elle. (...)

Ces messieurs croient-ils que nous ne rappellerons pas prochainement les crimes qu'ils ont commis contre la classe ouvrière internationale au cours de la guerre impérialiste mondiale? C'est un de nos devoirs les plus importants de dresser une liste de ces crimes et, à l'occasion du dixième anniversaire de la guerre impérialiste, de démasquer cette belle couronne de chefs de la Deuxième Internationale et de rappeler au monde entier qu'ils ne sont en rien moins coupables du massacre mondial que les gouvernements impérialistes. (...)

On a commis des fautes dans l'application du front unique et sous le manteau du front unique on nous a présenté parfois l'idée d'une coalition ou d'un accord politique avec la socialdémocratie. Cela ne nous engagera pas à abandonner la tactique du front unique que nous avons en principe admise dans nos précédents congrès, sous la direction de Vladimir Illitch.»

Dans son rapport sur l'activité de l'Exécutif, Zinoviev fit sienne la thèse défendue au Troisième congrès par Terracini et combattue par Lénine de la nécessité de la lutte contre la droite:

«On sait que la tactique de l'Internationale communiste, la tactique du bolchevisme et du léninisme, est née surtout dans la lutte contre la socialdémocratie, contre les droitiers, contre les centristes et qu'il faut comprendre que le léninisme dans l'Internationale devait lutter, et doit encore souvent maintenant lutter avant tout contre les survivances de la socialdémocratie qui naturellement existent encore dans l'Internationale communiste. (...)

Il est maintenant tout à fait certain que la socialdémocratie est devenue le troisième parti de la bourgeoisie, un parti participant au gouvernement. Cette évolution est visible dans presque tous les pays les plus importants. La théorie que la socialdémocratie a été vaincue par le fascisme est manifestement fausse. (...)

Si la socialdémocratie avait réellement combattu les fascistes et avait été vaincue par eux, un rapprochement se serait produit entre socialdémocrates et communistes et non pas une aggravation de la lutte entre eux. Mais comme la socialdémocratie en réalité n'a pas combattu le fascisme et n'a pas été vaincue par lui, les communistes doivent appliquer une autre tactique que celle que désire Radek. Le fait le plus important c'est que la socialdémocratie est devenue une aile du fascisme. C'est un fait politiquement important. (...) La Deuxième Internationale est l'aile gauche de la bourgeoisie.»

Cette démonstration de Zinoviev est absurde, car ce sont les communistes qui ont refusé le rapprochement avec la social-

démocratie dans la lutte antifasciste. On ne peut donc en tirer la conclusion que la socialdémocratie était une aile du fascisme et en même temps l'aile gauche de la bourgeoisie. Le besoin de polémique fausse ici complètement l'analyse.

Zinoviev rechercha les causes des mécomptes dans la pratique du front unique qui était une tactique de réunion des forces ouvrières pour la défense de leurs intérêts et non un moyen de faire la révolution. Dans son rapport, Zinoviev ne fait plus cette distinction:

«Nous avons compris la tactique du front unique comme la tactique de la révolution dans la période de reflux de la lutte. Aussitôt il s'est trouvé dans nos rangs des camarades qui en ont fait quelque chose de tout différent, une tactique de l'évolution, une tactique de l'opportunisme contre la tactique révolutionnaire. Nous avons conçu la tactique du front unique comme la préparation de la révolution. Mais certains camarades dans nos rangs l'ont considérée comme une tactique de remplacement de la tactique révolutionnaire par des méthodes pacifiques et évolutives. Nous avons compris la tactique du front unique comme une manœuvre stratégique, mais certains camarades l'ont interprétée comme une tentative d'alliance avec la socialdémocratie, comme une coalition de «tous les partis ouvriers» (...) 90% de nos échecs viennent de là. Nous sommes environnés d'ennemis et l'ennemi le plus rusé est la socialdémocratie.»

Plus loin, en analysant le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, Zinoviev oubliait l'énumération qu'il avait faite au Quatrième congrès des cas qui pouvaient se produire et affirmait: «Le gouvernement ouvrier est pseudonyme de dictature du prolétariat» et il formulait pour le front unique une nouvelle casuistique:

«Front unique par la base — presque toujours; front unique par la base et par le sommet — assez souvent; front unique seulement par le sommet — jamais. Et, une fois encore, pour terminer, la question du gouvernement ouvrier et paysan: le gouvernement ouvrier et paysan n'est autre qu'une méthode d'agitation, de propagande et de mobilisation des masses, c'est un pseudonyme de dictature du prolétariat.»

La revision des thèses des Troisième et Quatrième congrès est évidente. Zinoviev utilisa sa longue conclusion des débats à polémiquer contre Radek, Clara Zetkin et Höglund qui avaient parlé d'une revision de la tactique du front unique. Il essaya de prouver qu'il n'en était rien et qu'il ne s'agissait que de combattre des déviations de droite que cette tactique avait provoquées. Il est vrai que,

pour tenir la balance en équilibre, il lui fut nécessaire de donner la réplique à Bordiga et de critiquer son gauchisme intransigeant, mais il le fit avec beaucoup de modération. Les deux parties de sa conclusion sont très dissemblables.

Le Cinquième congrès marquait un raidissement contre la socialdémocratie au moment où le fascisme se faisait menaçant. En déclarant que la socialdémocratie était devenue une aile du fascisme, Zinoviev préparait le moment où l'Internationale allait faire de la socialdémocratie le principal ennemi, le social-fascisme — sœur siamoise du fascisme — et c'est cette politique qui permit la victoire du fascisme en Allemagne.

La revision de la tactique préconisée par les Troisième et Quatrième congrès était si évidente et si profonde que Bordiga déclara abandonner le projet de résolution préparé par la gauche italienne et se rallier aux thèses de Zinoviev:

«La gauche italienne donnera sa voix, malgré tout, au projet de Zinoviev qui, comparé aux résolutions du Quatrième congrès, se rapproche beaucoup des conceptions que nous avons toujours défendues.

Nous sommes entièrement d'accord avec la plus grande partie du projet Zinoviev. Nos réserves s'appliquent seulement à quelques formules des paragraphes sur le front unique, sur le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et sur quelques autres points secondaires.

Par notre vote, nous ne voulons pas seulement être disciplinés, nous voulons aussi protester loyalement et résolument contre les exagérations tendancieuses répandues sur les divergences entre la majorité de l'Internationale et nous-mêmes.»

La Commission italienne du Cinquième congrès élabora une résolution au sujet de laquelle Togliatti fit les réserves suivantes:

«En ce qui concerne la tactique à suivre à l'égard du Parti socialiste italien, le centre admet que le parti doit se fixer le but de conquérir les masses qui suivent encore ce parti et qu'aucun moyen tactique ne doit être rejeté pour atteindre ce but.

Partant de la situation en Italie, le centre exprime cependant sa conviction que le maintien des propositions de l'Exécutif élargi de juin [1], même dans la forme donnée par la Commission italienne, ne facilitera en aucune manière la conquête des masses socialistes en Italie. Cette conquête des masses socialistes en Italie ne peut plus être réalisée aujourd'hui sur la base des conditions qui furent fixées

[1] Adhésion du Parti socialiste italien à l'Internationale communiste, en tant que parti sympathisant.

pour l'action de l'Internationale. Elle doit être réalisée sur la base du développement de la situation et de la crise qui est en train de se développer.

Le centre déclare que l'acceptation de cette partie de la résolution sera un obstacle important à la conquête de la majorité du Parti communiste au point de vue de l'Internationale.

Le centre vote en faveur du programme proposé par la commission et s'engage à le réaliser sans réserves.

En ce qui concerne la fusion, le centre demande un vote séparé du congrès sur la question de l'intégration d'un terzinternationaliste au Bureau politique du parti. »

La résolution sur la question italienne fut votée à l'unanimité par le congrès. Elle exprime la décision de procéder à la fusion du Parti communiste et de la fraction terzinternationaliste, la fusion des organes centraux devant être réalisée jusqu'au 15 août. Les modalités de la fusion, fixées par le congrès, ont été largement publiées dans la presse communiste italienne [1].

En ce qui concerne la composition de l'exécutif du Parti communiste italien, l'Exécutif élargi se prononça à l'unanimité contre l'opposition des communistes italiens d'incorporer un terzino à l'exécutif du parti, adoptant ainsi la proposition que j'avais faite en commission. Manouilsky, dont le gauchisme était connu, m'avait même proposé de redonner la direction du parti à Bordiga, ce à quoi je m'opposai résolument et il n'insista pas.

[1] Cf. l'*Unità* du 13 août 1924.

XV

RETOUR EN ITALIE
L'ASSASSINAT DE MATTEOTTI

C'est au mois d'août seulement que je partis avec Jenny pour Rome, chargé de contrôler l'application des décisions du Cinquième congrès mondial concernant l'Italie. Le dosage fait à Moscou entre les divers courants pour composer la direction du parti donnait la prépondérance au groupe du centre. L'extrême gauche de Bordiga en était exclue. Au Comité central, formé de dix-sept membres, le centre détenait neuf sièges, la droite (Tasca) quatre et la fraction des terzini quatre. L'exécutif du parti, composé de cinq membres, en comptait trois du centre (Gramsci, Togliatti et Scoccimaro), un de la droite (Mercù, Tasca ayant refusé d'occuper cette fonction) et un de la fraction des terzini (le Dr Maffi). Togliatti, qui s'était fermement opposé à la présence d'un représentant des terzini à la direction, chercha à éliminer Maffi des séances de l'exécutif par une de ces astuces dont il avait le secret.

Au sein de cet exécutif de cinq membres, Togliatti forma un secrétariat de quatre membres qui, en fait, dirigeaient le parti. Maffi n'était consulté qu'à l'occasion. Heureusement Gramsci, l'un des quatre membres du secrétariat, ne pouvait prendre part régulièrement aux séances illégales du secrétariat et c'est grâce à lui que je pus faire fonctionner l'exécutif en laissant aux trois autres membres du secrétariat les tâches purement administratives.

Les problèmes soulevés par la fusion étaient mineurs. Un fait nouveau dominait la vie politique italienne: l'assassinat du député socialiste réformiste Giacomo Matteotti.

En quelques lignes, je rappelle les faits. A la séance de la Chambre des députés du 30 mai 1924, Matteotti, député socialiste réformiste

et secrétaire de son parti, avait fait le procès des méthodes fascistes de dictature et dénoncé les falsifications et les violences qui s'étaient produites lors des élections. Le 10 juin, il fut enlevé par des miliciens fascistes en pleine rue de Rome, emmené dans la campagne et lâchement assassiné. Mussolini avait trempé dans ce crime et en portait la responsabilité. L'assassinat du député Matteotti souleva une vague de réprobation dans tout le pays. Mussolini, isolé, chancelait. Les partis de gauche opposés au fascisme quittèrent le Parlement en signe de protestation et se retirèrent sur l'Aventin. Le groupe communiste se joignit aux autres groupes d'opposition, maximalistes, réformistes, républicains et démocrates chrétiens. Cependant, au moment où j'arrivai en Italie, le groupe communiste s'était déjà retiré de l'Aventin, trop passif, et faisait cavalier seul.

Ces événements démontraient l'inanité de l'analyse faite au Cinquième congrès mondial par Zinoviev quand il avait affirmé que les socialdémocrates ne luttaient pas contre le fascisme et n'étaient pas combattus par lui. Il prononçait ces paroles le 19 juin, neuf jours après l'assassinat de Matteotti et vingt jours après son courageux réquisitoire au Parlement contre le fascisme.

L'analyse de Zinoviev ne tenait aucun compte de ces faits pourtant déjà connus. Elle partait d'une idée préconçue: liquider le front unique face au fascisme menaçant en qualifiant la social-démocratie d'aile gauche du fascisme.

Mussolini, qui cherchait à diviser la gauche et à détourner l'attention de l'assassinat de Matteotti, fit un geste machiavélique. Il reconnut officiellement l'Union soviétique et établit avec elle des relations diplomatiques normales. Il comptait apaiser ainsi l'extrême gauche socialiste et communiste et la mettre en situation difficile.

Les ouvriers de Rome se faisaient un malin plaisir à la perspective d'entendre l'*Internationale*, l'hymne national soviétique, joué par la musique fasciste à la cérémonie de remise des lettres de créance de l'ambassadeur Youreniev. Mais Staline avait accepté une condition posée par Mussolini, celle de remplacer l'hymne national de l'Union soviétique par un air de Carmen!

Peu après son installation, Youreniev, effrayé lui-même des directives qu'il avait reçues de Moscou, me fit savoir par le conseiller d'ambassade qu'il avait ordre de proposer à Mussolini un traité d'alliance politique et militaire.

Mis au courant par moi de ce fait, l'exécutif du parti me demanda de partir immédiatement pour Moscou, afin d'empêcher une telle

monstruosité. Je fis donc un voyage éclair à Moscou pour tâcher d'empêcher que l'URSS ne se fasse la complice de Mussolini au moment où il était accusé et condamné par toutes les honnêtes gens.

J'étais accompagné d'un membre de l'exécutif du Parti communiste italien, Scoccimaro si je ne m'abuse. C'est un Boukharine fort embarrassé et peu convaincu qui fut chargé de nous faire comprendre que les intérêts supérieurs de l'Union soviétique passaient avant les intérêts des communistes italiens: la reconnaissance officielle de l'Union soviétique par l'Italie était la première porte s'ouvrant sur l'Occident — ni la France ni la Grande-Bretagne n'avaient encore reconnu l'URSS. Il fallait donc élargir cette première brèche.

Il était certain que cette collaboration allait porter préjudice au Parti communiste italien, mais l'intérêt de l'URSS, forteresse de la révolution sociale, exigeait ce sacrifice.

Nous eûmes beau démontrer qu'une reconnaissance suffisait et qu'une alliance avec le fascisme en pleine crise Matteotti ne ferait que compromettre l'URSS aux yeux du monde, la décision était prise et les démarches engagées. Youreniev n'avait pas à mettre le parti italien au courant de ces tractations diplomatiques. Bref, nous vîmes que notre démarche ne changerait pas le cours de la politique de la direction du Parti communiste russe et nous regagnâmes l'Italie.

Fort heureusement, c'est Mussolini qui refusa de s'engager et de se compromettre davantage par un traité d'alliance avec l'URSS.

Mais les Russes ne cessèrent pas de lui faire la cour et maintes fois je dus protester contre la cordialité des relations des chefs de l'URSS avec le régime fasciste de Mussolini.

Le 14 octobre, je soulignais l'isolement de Mussolini, dont le Vatican lui-même, toujours bien informé, supputait la chute:

«(...) Les renseignements qui nous parviennent et qui sont dignes de foi indiquent qu'à la suite du congrès libéral le Vatican a décidé de laisser le Parti populaire libre de modifier son attitude à l'égard du fascisme. En fait le journal officieux du Vatican a pris, à l'égard du fascisme, à l'occasion des récents scandales, une attitude de condamnation. Il semble donc que le Vatican, qui est très informé et très prudent depuis le congrès libéral, envisage la chute de Mussolini et oriente sa politique dans cette direction. Un fait très important pour marquer cet isolement grandissant du fascisme est la décision de l'Association des combattants et de celle des mutilés de ne pas s'associer, comme l'an dernier, aux manifestations anniversaires de la marche sur Rome.

Mussolini cherche, par des visites fréquentes en province, à réchauffer les sympathies et à regagner de la popularité, mais les scandales qui éclatent presque journellement et l'extrémisme des ras[1] de province détruisent rapidement le peu de sympathies qui restent encore au fascisme. On affirme d'autre part que l'instruction de l'affaire Matteotti a déjà démontré la responsabilité directe et la complicité de Mussolini et que le procès risque de ne pas avoir lieu pour cela.

C'est dans une telle atmosphère politique d'isolement, de scandales, que notre ambassadeur soviétique a l'intention d'inviter Mussolini à un banquet lors de l'anniversaire du 7 novembre! Je vous télégraphie aujourd'hui pour que le Comité central du parti russe empêche à temps un tel scandale. Même si les invitations sont déjà envoyées, il faut empêcher à tout prix une telle faute politique qui serait un scandale pour le prolétariat italien. Le 7 novembre, les ouvriers qui voudront manifester seront battus et arrêtés en masse dans la rue et ce même jour Mussolini serait l'hôte de l'ambassade russe! Les députés communistes seraient invités avec Mussolini! Naturellement si Youreniev met ses plans à exécution, les députés communistes refuseront d'être les hôtes de l'ambassade, pour être dans la rue avec les ouvriers et le parti devra condamner très vivement le geste de notre ambassade. Je le répète, c'est une faute que vous devez empêcher à tout prix, même si cela crée un scandale diplomatique, sinon c'est le Parti communiste et la Révolution russe entièrement compromis dans le prolétariat italien. Après le banquet de juillet, qui nous a déjà compromis très fortement, je ne comprends pas que notre ambassadeur envisage une récidive. Il semble qu'il ait perdu complètement de vue la classe ouvrière et je pense que le parti russe devrait déplacer Youreniev et envoyer ici un ambassadeur qui ne fasse pas la cour au fascisme et qui voie aussi en Italie le prolétariat. A ce sujet encore, il faut que les camarades russes soient en Russie très prudents avec les correspondants des journaux bourgeois et en particulier ceux du *Popolo d'Italia*. Les interviews de membres du parti russe où l'on parle de Mussolini comme d'un grand homme font ici un mal énorme au parti et surtout à la Révolution russe. Si cela continue nous perdrons pour longtemps la confiance du prolétariat italien. Il faut que le Comité central du parti russe prenne à cet égard des décisions énergiques.»

Le 20 octobre, en relatant les difficultés que rencontrait le Parti communiste dans son action antifasciste, j'insistais:

«(...) Une de nos faiblesses aussi, et non la moindre, est l'opinion généralement répandue et habilement cultivée à la fois par les fascistes et par les réformistes que le Parti communiste est au fond philofasciste. Cette opinion est très répandue dans la masse par les soins de la propagande socialdémocrate qui trouve malheureusement un aliment abondant dans la politique de la diplomatie russe à

[1] On appelait «ras» les chefs locaux et provinciaux du parti fasciste.

l'égard du fascisme. Les interviews répétées de Youreniev, de Rykov, d'Enoukidzé, avec autographes, photographies et dédicaces au *Popolo d'Italia*, où l'on parle de Mussolini comme d'un grand homme, ou de l'ordre qui règne en Italie, le banquet offert par Youreniev à Mussolini au moment le plus aigu de la crise Matteotti ont accrédité aussi dans les masses ouvrières la légende d'une amitié et d'une collaboration italo-russes et par ricochet, par l'intermédiaire des deux gouvernements, du communisme et du fascisme. Il faut donc que le parti russe se rende clairement compte de l'influence nettement contre-révolutionnaire qu'ont eue ces diverses manifestations sur le prolétariat italien. Notre parti a perdu ici beaucoup de son influence de cette manière et c'est parce que Mussolini sait que c'est là un des plus sûrs moyens de combattre le communisme qu'il fait donner aux interviews des communistes russes la plus large publicité et qu'il affiche son flirt avec la République des soviets. Dans cette période particulièrement grave de la crise italienne, je pense que le parti russe devrait non seulement interdire complètement ces manifestations superflues, mais encore modifier sensiblement sa politique à l'égard de Mussolini dans le sens d'une beaucoup plus grande réserve. Youreniev devrait être rappelé sans trop cacher les causes de son rappel et l'on devrait envoyer ici un diplomate plus froid dans ses rapports avec Mussolini et qui comprenne mieux la situation politique et la nécessité de ne pas détruire dans le prolétariat italien les profondes sympathies qui existaient pour la Révolution russe. Sur ce point j'appuie entièrement la lettre que l'exécutif du parti est chargé par la centrale d'envoyer au parti russe. (...) »

Le 27 octobre Rakosi, alors au secrétariat à Moscou, me rassurait:

« (...) En ce qui concerne vos propositions dans la question de l'ambassade, nous les avons envoyées tout de suite aux camarades responsables du Parti communiste russe et nous espérons qu'on liquidera cette question d'une manière satisfaisante. »

Le problème politique le plus important pour le parti restait son attitude à l'égard des oppositions groupées dans l'« Aventino », à l'occasion de la réouverture des travaux du Parlement. Il était évident que ni la royauté ni l'armée n'entendaient intervenir contre le régime fasciste et que les vieux ténors de la politique italienne, Salandra, Orlando, Giolitti, avec le Parti libéral, collaboreraient aux travaux du Parlement. Le boycottage du Parlement par les partis de l'« Aventino » ne l'empêcherait nullement de siéger valablement, débarrassé de l'opposition de gauche.

Qu'allait faire le groupe communiste? S'abstenir, comme les partis de l'« Aventino », être simplement à leur remorque dans l'impuissance et le ridicule?

La majorité des membres de l'exécutif était favorable à la rentrée parlementaire du groupe communiste, pour dénoncer les crimes du fascisme. Mais l'Exécutif de l'Internationale, mis au courant de ce projet, avait envoyé un télégramme pressant s'opposant à la rentrée parlementaire des communistes. Ce télégramme jeta la confusion dans les rangs de la direction du parti qui y vit non seulement une intervention intempestive de Moscou dans une question de tactique parlementaire qui relevait de la compétence du parti italien, mais encore un changement complet de politique à l'égard des partis d'opposition, obligeant le parti à se soumettre à leur décision.

C'est alors que je proposai à Maffi et à Gramsci une action à l'encontre des partis de l'«Aventino» en leur demandant d'ouvrir, au moment de la reprise des travaux parlementaires, un contre-Parlement formé des députés des partis qui boycottaient le Parlement fasciste, en appelant le pays à l'action contre le régime, en décidant l'armement des travailleurs pour s'opposer aux violences et aux crimes des bandes de chemises noires, plaçant ainsi le roi en face de la crise résultant d'une scission du Parlement.

Gramsci craignait de s'adresser directement aux partis de l'«Aventino». C'était, il est vrai, contraire aux thèses sur le front unique décidées au Cinquième congrès mondial. Il eût préféré suggérer une telle tactique par un article dans la presse. J'insistai, en lui démontrant que les partis de l'«Aventino» n'avaient nullement à répondre à la suggestion d'un article de Gramsci, ni même à la discuter et que par contre une lettre officielle du Parti communiste italien adressée à la direction de l'«Aventino» et à la direction de chacun des partis concernés serait officiellement discutée, commentée par la presse, que le peuple en parlerait et que les partis seraient contraints de répondre. Je fis cette proposition sans avoir prévenu Moscou de ce projet qui mijotait dans mon esprit depuis mon retour en Italie.

Le 6 octobre j'informais l'Exécutif de l'Internationale des propositions que j'avais faites à Maffi et à Gramsci. Il m'avait paru utile de gagner ces deux camarades influents, l'un dans le centre dirigeant, l'autre parmi les anciens terzini.

Sachant la réaction négative qui n'aurait pas manqué de se produire si j'avais fait moi-même cette proposition à la direction du parti, je voulais gagner Gramsci pour que cette proposition soit présentée par lui à la réunion du Comité central. En date du 6 octobre j'expose la situation dans un rapport au Présidium de l'EKKI:

«La politique du parti manque toujours d'initiative et se borne trop à réagir contre les initiatives des autres partis. J'ai longuement discuté il y a quelques jours avec Maffi et Gramsci de la ligne politique du parti et de la position difficile dans laquelle il se trouvera dans quelques semaines, lors de la rentrée des Chambres s'il attend d'être pris entre le bloc et le Parlement fasciste. Il doit, sans perdre de temps, intervenir dans la situation politique pour provoquer une situation favorable à son action et ne pas laisser l'initiative aux autres. Après le congrès libéral, la question centrale sera la rentrée du Parlement et l'attitude que prendront les oppositions qui s'étaient retirées du Parlement. Il est dès maintenant certain que les libéraux continueront à siéger avec les fascistes et ne suivront pas les oppositions sur le terrain de l'abstention et du boycottage du Parlement. Il est très difficile pour notre parti, comme le voudraient quelques camarades, de rentrer au parlement si les oppositions continuent leur boycott. Mais il est impossible pour lui également, après être sorti des oppositions, de suivre isolé la tactique des oppositions. D'autre part, il est certain que les oppositions vont se trouver, par l'attitude des libéraux, dans une situation très difficile. Le Parlement siégera sans elles tout simplement et ignorera leur absence. Elles seront alors ridicules. Rentrer au Parlement sans avoir rien obtenu, c'est avouer leur faillite et leur abdication. Après un échange de vues nous sommes à peu près d'accord de proposer aux oppositions de continuer le boycottage sous la forme parlementaire à laquelle nous pourrions nous associer en siégeant comme un parlement opposé au Parlement fasciste et en lutte contre le Parlement fasciste. Nous proposerons, pour ce parlement, un programme d'action immédiat à étudier soigneusement. Formation de milices populaires pour désarmer les fascistes, éventuellement invitation au peuple à refuser de payer les impôts au gouvernement fasciste tant que ne sont pas rétablies les libertés pour la classe ouvrière. Sans doute les oppositions refuseront d'aggraver ainsi la crise et de faire l'acte de constitution d'un parlement contre le Parlement fasciste. Après un refus de leur part, nous pourrons rentrer au Parlement plus facilement et démasquer leur faillite et leur faiblesse. Il faut sans doute attendre la décision des libéraux, mais agir aussitôt après. Gramsci hésite à s'adresser directement aux oppositions. Il préférerait poser la question d'une façon plus générale dans un article sur la situation et les perspectives. Je suis d'avis que dans cette situation nous n'avons pas à avoir de ces pudeurs de procédure et que nous devons nous adresser directement et publiquement aux oppositions toutes les fois que nous le jugeons utile pour les démasquer. La question a été ainsi ébauchée dans cet entretien; elle devra venir au prochain exécutif et éventuellement à la centrale qui doit se réunir sans retard.»

Il n'y eut pas de réaction de la part de Moscou à ma lettre, ni positive ni négative. On me laissait la responsabilité de cette tactique. Dans mon rapport du 20 octobre à l'Exécutif de l'Internationale,

j'annonçais que le Comité central avait décidé d'adopter la tactique proposée par moi :

«(...) Comme je vous le faisais prévoir dans mes deux précédents rapports, la centrale a décidé, sur la proposition que j'avais faite à Gramsci, d'intervenir d'une façon directe dans la situation politique en proposant au bloc des oppositions, à l'occasion de la rentrée de la Chambre, de se réunir en une assemblée parlementaire antifasciste opposée au Parlement, comme au début de la crise Matteotti, assemblée à laquelle le Parti communiste prendrait part sur la base du règlement de la Chambre, pour y défendre un programme d'action contre le fascisme.

Ce que je vous ai écrit de la situation des oppositions vous fera comprendre que pour les masses qui regardent aux oppositions, notre proposition ne paraîtra nullement extraordinaire et impossible. Au contraire, la masse attend que lors de la rentrée, les oppositions, par leur attitude, élargissent et aggravent la crise. Notre proposition sera répandue à un très grand nombre d'exemplaires dans les masses et certainement accueillie par elles avec sympathie. Le parti n'a aucune illusion. Cette proposition sera repoussée par les oppositions, mais nous les aurons mises ainsi au pied du mur et en contradiction avec la volonté des masses devant lesquelles, après leur refus, nous pourrons les démasquer.

Au cas qui nous paraît impossible où les oppositions accepteraient, le fait même de créer deux parlements en lutte aggraverait la crise et la porterait immédiatement hors du terrain parlementaire et constitutionnel, sur la voie où nous chercherons à mettre en mouvement les masses et à les organiser pour une seconde étape de la lutte. Le parti n'entend nullement accréditer l'idée que sur le terrain parlementaire et en collaboration avec les oppositions il peut résoudre la crise. Il le dit clairement dans le document politique où il propose aux oppositions de se réunir, mais dans le développement de la situation, il juge utile de proposer une tactique que la masse attend des oppositions et que celles-ci ne peuvent accepter, de façon à désillusionner les masses et à les entraîner derrière le Parti communiste. Il est probable que, poussés par leurs masses, les républicains, les maximalistes et l'*Italia Libera* défendront notre proposition au sein des oppositions. Nous interviendrons après leur refus auprès des partis prolétariens pour les inviter, devant la faillite des oppositions, à former le front unique et à constituer des comités ouvriers et paysans en convoquant si possible, comme nous le faisons déjà à Turin, des assemblées d'usines et un congrès des usines sur lequel s'appuieront les comités ouvriers. L'exécutif et la centrale ont été unanimes à approuver cette tactique, avec des nuances : Leonetti et Scoccimaro craignaient un affaiblissement de la ligne du parti qui doit répéter que l'insurrection seule mettra fin au fascisme. Leonetti même considère impossible, sur le terrain parlementaire, la chute du gouvernement Mussolini, alors que les

autres membres de la centrale envisagent non la liquidation du fascisme, mais peut-être son éloignement du gouvernement comme possible sur le terrain du compromis des fractions de la bourgeoisie intéressée à ne pas développer la crise jusqu'à la guerre civile.»

Lors de mon voyage éclair à Moscou, Jenny était revenue en Suisse, auprès des enfants. Mais, devant la perspective de devoir prolonger mon activité en Italie jusqu'à ce que les problèmes que posait la tactique du parti soient résolus, nous avons décidé Jenny et moi d'y séjourner encore quelques semaines avec les enfants et je me mis en quête d'un appartement meublé, à Rome. En septembre, Jenny fit avec les enfants le voyage de Boudevilliers à Rome où nous nous installâmes en meublé, en face d'une caserne de *carabinieri!*

Comme nous l'avions prévu, les partis d'opposition rejetèrent notre proposition parce que «révolutionnaire». Ils entendaient rester sur le terrain de la légalité. Il est vrai que le Parti socialiste et le Parti républicain avaient défendu notre point de vue et désiraient en discuter avec le Parti communiste. Mais ils restèrent en minorité, et disciplinés.

Pour la rentrée parlementaire, l'exécutif du parti trouva un compromis boiteux: le groupe continuerait le boycottage du Parlement, cependant qu'un député communiste, un seul, en l'occurrence Repossi, était chargé d'aller à la séance d'ouverture mettre le régime fasciste en accusation et crier «assassin!» à la face de Mussolini. On s'attendait qu'il soit empêché de parler et expulsé du Parlement. Mais il put s'exprimer librement et ne fut pas expulsé. Mussolini voulait de toute évidence éviter un scandale et ne pas donner une plus grande publicité à cet incident. Repossi quitta le Parlement en toute liberté, après son intervention qui eut un certain écho, mais pas celui que les inspirateurs de cette tactique avaient espéré.

Le tournant opéré en 1924 dans la politique du Parti communiste italien en le libérant du gauchisme verbal et stérile de l'ancienne direction, la pratique du front unique et de l'alliance électorale avec les terzini, la fusion et la campagne de recrutement qui lui fut assortie amenèrent au parti des forces nouvelles et précieuses. Les terzini affirmaient avoir entraîné au parti les trois mille cinq cents membres qu'ils avaient groupés. Togliatti, qui cherchait à minimiser l'influence des terzini, prétendit que deux mille membres seulement avaient adhéré. Mais, dans son rapport à l'Internationale, Togliatti affirme que, lors de l'affaire Matteotti, le parti ne comptait que douze mille adhérents. Or, le 7 octobre, il avait distribué déjà vingt mille cartes

de membre et les résultats du recrutement de diverses fédérations importantes manquaient encore, de sorte que Togliatti comptait sur vingt-cinq mille à trente mille membres à la fin de l'année 1924. Le parti cessait d'être une secte de propagandistes pour devenir un parti de masse, avec une influence sur la politique italienne. Il dut cette transformation à la politique intelligente de Gramsci, devenu dans cette période le chef politique incontesté du parti.

Ma présence en Italie n'étant dès lors plus nécessaire, je reçus en novembre l'autorisation de Moscou de quitter l'Italie dès que je le jugerais utile.

A deux reprises, la police m'avait convoqué pour vérification d'identité. Mais mes papiers français étaient en ordre et tout renseignement demandé en France ne pouvait que confirmer l'authenticité de mes documents. Fanny, notre agent de liaison, avait été arrêtée dans le café où elle devait rencontrer Gramsci et où elle me fixait aussi ses rendez-vous. Sans doute avait-elle été filée et la police cherchait-elle à découvrir ma véritable identité.

Par ailleurs, l'appartement que j'avais loué, deux chambres et une cuisine, dans un grand immeuble du quartier des casernes, n'était guère favorable à la santé des enfants, pas plus que l'air étouffant du quartier. Angines, impétigo, bronchites se suivaient sans répit. Pierrot fut même atteint gravement de dysenterie et les difficultés, dans notre situation d'illégaux, de trouver un pédiatre qualifié nous compliquaient considérablement la vie et augmentaient notre inquiétude de voir nos enfants s'étioler. Il fallut consulter plusieurs médecins, sans résultat, leur diagnostic étant faux. Finalement j'en informai le Dr Maffi qui me donna l'adresse d'un bon médecin dont les conseils furent précieux.

De plus, le propriétaire de l'immeuble m'avait avisé qu'une troisième chambre de l'appartement que j'avais loué restait fermée, réservée au locataire qui y avait entreposé ses affaires personnelles. Il ne m'avait pas prévenu que ce locataire pourrait venir de temps à autre dans cette troisième chambre. Nous nous en aperçûmes un jour, quand, en rentrant chez nous, nous eûmes la désagréable surprise de trouver le logement occupé. Bref, à la fin du mois de novembre nous décidâmes de quitter l'Italie et de partir pour Moscou, en passant par la Suisse où nous désirions fêter Noël en famille, par anticipation, à Boudevilliers. Au passage à Bâle, en cours de route vers Moscou, je profitai de reprendre contact avec la direction du Parti communiste suisse.

XVI

RETOUR A MOSCOU

Le voyage se fit sans difficultés et fut même salutaire à la santé de Pierrot. Nous arrivions à Moscou à la mi-décembre alors que nous venions de quitter Rome dans la douceur de l'arrière-automne. On nous avait réservé, à l'Hôtel Lux, une chambre belle et spacieuse, au sud, avec une grande baie vitrée où le soleil pénétrait dès les premières heures du jour. Elle donnait sur une rue secondaire, moins bruyante que la Tverskaïa. Au début, Jenny s'occupa des enfants, faisant avec eux de longues promenades sur les boulevards. Mais bientôt, désireuse d'utiliser ses connaissances linguistiques, elle accepta un travail de traductions à domicile, pour l'Internationale communiste, et sans tarder fut engagée comme traductrice régulière à la section d'information des services de l'Internationale. Nous engageâmes alors une *niania*, une petite bonne d'origine campagnarde, pour s'occuper des enfants et de notre ménage simplifié.

Les bureaux de l'Internationale étaient installés dans un grand bâtiment, à la Moravaïa, à proximité de l'entrée principale du Kremlin. Le travail y était réduit à six heures par jour, de 10 heures à 16 h. 30, une demi-heure vers midi étant réservée à une modeste collation. Le dîner était servi à l'Hôtel Lux à partir de 16 heures et les soirées restaient à la disposition de chacun.

On me confia la responsabilité du secrétariat des pays latins et de la section d'information de l'Exécutif. Je fus nommé membre du secrétariat et du présidium et finalement aussi de la petite commission chargée de répartir les subventions de l'Internationale aux partis adhérents. Cette petite commission, présidée par Piatnitzky, grand argentier de l'Internationale, ne comptait que trois membres:

outre Piatnitzky, le Tchèque Smeral et moi-même. Nous disposions de fonds considérables. J'y fis adopter un barème pour les voyages à l'étranger: déplacements en deuxième classe, plus une somme quotidienne largement suffisante pour l'entretien. Ces mesures furent mal reçues par certains représentants qui présentaient des notes de frais notoirement exagérées.

Il m'était impossible, en six heures de travail quotidien, d'accomplir l'énorme travail qui m'incombait. Bien plus, dans notre seule chambre qui servait de salle de jeux aux enfants et à leurs petits copains, qui était aussi le lieu de travail de Jenny, le soir, et de la *niania*, je ne trouvais pas un coin tranquille pour travailler. Je demandai que l'on m'accorde une seconde chambre, nécessaire pour mon travail. Après de longues et pénibles tractations avec la bureaucratie soviétique, j'obtins enfin la chambre contiguë à celle que nous occupions, mais elle n'avait pas de porte de communication avec la nôtre, et j'intervins à nouveau pour que l'on perce une porte entre les deux chambres. Ce n'est qu'après d'interminables palabres et controverses au cours desquelles je tins bon que l'on accéda à mon désir et la porte fut enfin percée. Dès ce moment, nous fûmes mieux installés pour le travail, l'une des chambres étant réservée aux parents, l'autre aux enfants et à la *niania*.

Cependant, je me rendis bien vite compte qu'un travail systématique à Moscou n'était pas à augurer et que mes voyages à l'étranger allaient se multiplier. Le succès de quelques-unes de mes missions pour résoudre des conflits et des crises dans les partis avait fait de moi un spécialiste de la conciliation. Déjà on m'avait chargé de la Commission hollandaise au Cinquième congrès mondial.

Le 15 mai 1925, j'étais à Amsterdam pour le congrès du Parti communiste hollandais. Le 23 mai, j'écrivais à Jenny:

«Je suis bientôt au bout de mon séjour ici et je n'en pleure point. Plus les partis sont petits, plus les crises sont grandes et les questions qui s'agitent, mesquines et personnelles. (...) Je me réjouis de remettre cette question en d'autres mains. Je n'ai aucune envie d'annexer la Hollande à «mon Empire latin».

Avant de prendre position au congrès, j'avais voulu voir ma vieille amie Henriette Roland-Holst qui vivait retirée au sud de la Hollande, près de la frontière belge. Mais je n'ai pu l'atteindre, arrêté par la police et ramené à Amsterdam. Comme mon passeport était en ordre, j'ai été relâché et j'ai pu assister au congrès.»

De Hollande, je me rendis à Oslo pour le congrès du Parti communiste norvégien. Là aussi des coteries hostiles, une lutte pour

le pouvoir. Kuusinen, secrétaire de l'Internationale responsable pour les pays scandinaves, m'avait mis au courant de la situation et donné quelques directives: appuyer la ligne politique du gauchiste Hansen, mais ne pas lui confier la direction du parti! La quadrature du cercle! Je trouvai à Oslo Ruth Fischer qui représentait le Parti communiste allemand à ce congrès, mais qui venait surtout contrarier mon action et appuyer Hansen. J'avais déjà rencontré à Amsterdam un délégué allemand qui agissait dans le même sens. Il était évident que Ruth Fischer travaillait à créer une fraction de gauche dans l'Internationale et poussait partout ses candidats.

Je profitai de ce court séjour à Oslo pour aller voir Alexandra Kollontaï, alors ambassadeur de l'URSS en Norvège. Elle me donna quelques renseignements sur la crise du parti norvégien.

Ici aussi je réalisai un compromis provisoire. Toutes ces crises au sein des partis communistes avaient déjà pour arrière-fond la crise du Parti communiste russe. En Italie, Bordiga s'était appuyé sur Trotsky et en France la crise Souvarine était liée à l'opposition de Trotsky.

Une fois rentré à Moscou, en passant par Stockholm et Helsinki, je n'y restai pas longtemps. Le 21 juin, je m'embarquais à Leningrad pour Stettin. Mon but était cette fois l'Italie et la Belgique.

En Italie, Bordiga avait organisé une fraction, véritable parti dans le parti, en vue du congrès qui devait avoir lieu au début de 1926. Il fallait l'amener à dissoudre sa fraction sous menace d'expulsion immédiate. J'ai garanti, en vue du congrès, une entière liberté de discussion, mais à la condition que l'organisation fractionnelle soit dissoute. Le 17 juillet j'écrivais à Jenny:

«J'ai pu laisser les Italiens dans une situation pas trop mauvaise. Bordiga s'est résolu, sous la menace d'expulsion, à dissoudre la fraction qu'il avait formée. Mais il recule momentanément pour pouvoir continuer à désagréger le parti. Je pense que la rupture évitée maintenant se produira au congrès, sinon avant.»

J'étais entré en Italie avec une carte de touriste remise par le consulat italien sans nécessité de visa. Je me trouvais donc en Italie sous mon nom, en touriste. Mais l'*Avanti* annonça ma présence et je fus obligé de partir assez brusquement, pour la Belgique où le parti était aussi en crise. Là encore je m'efforçai de trouver une solution provisoire.

Ma mère, qui habitait toujours Boudevilliers, s'était décidée à m'accompagner à Moscou pour y rester quelques mois. Elle

s'ennuyait des enfants, et déjà à Neuilly et à Rome elle avait passé quelques semaines auprès de nous. Je l'emmenai donc avec moi en rentrant à Moscou.

Cette année-là ce n'est que vers la fin d'août, après mon retour de voyage, que nous pûmes faire des plans de vacances.

Les Moscovites ont coutume de quitter leur ville au début de mai, pour fuir les grandes chaleurs. Ils s'éparpillent aux environs de Moscou, dans les *datchas*, isbas rustiques, pour y passer au frais les soirs d'été et les fins de semaine. Conseillés par une amie, nous avions loué une chambre chez un paysan, à Perlovka, à une trentaine de kilomètres de Moscou, dans une campagne merveilleuse, avec des forêts de sapins et de bouleaux, des plants de muguet au pied des arbres, des fraises, framboises, myrtilles en abondance et le chant du rossignol toutes les nuits. Les enfants et la *niania* prenaient le repas de midi dans une cantine pour estivants, tandis que nous nous rendions à notre travail à Moscou par le train et ne rentrions qu'après 16 heures. Tout allait à merveille, exception faite des nids de punaises aux murs et dans les lits et des nuées de moustiques le soir.

C'est à Perlovka que ma mère et moi avons retrouvé les enfants qui manifestèrent leur joie en courant à notre rencontre et en nous sautant au cou. Pierrot était tout sourire, mais ne disait mot; il parlait à travers son regard bleu parce que, tout en comprenant encore le français, il ne pouvait articuler que le russe — et le russe moujik de l'endroit. Les deux enfants avaient en effet appris le russe avec une rapidité surprenante, étant la journée entière en contact avec le milieu russe, la *niania* et les autres enfants qui tous parlaient russe entre eux.

Les premiers jours de septembre, nous reprenions nos quartiers à Moscou, puis Jenny et moi partions pour la Crimée à la mi-septembre, laissant ma mère et les enfants aux bons soins de la *niania*.

Nos premières vacances en Russie, au bord de la mer Noire, furent idéales. C'était à Souk-Sou, petite baie sur la côte orientale de la Crimée, où plusieurs maisons de vacances enfouies dans la verdure, appartenant au Comité central du parti russe, étaient réservées aux vacances des militants du parti qui y venaient de toutes les régions de la Russie. Plages de sable idéales, au mois de septembre, «mois de velours» en Crimée, qui était encore chaud et ensoleillé. Une surveillance médicale régulière nous prescrivait régimes de bains et de nourriture. Aussi ces quelques semaines furent-elles pour nous deux un repos complet et réparateur.

Nous y fîmes quelques excursions, l'une entre autres à Livadia, ancien palais-villégiature du tsar sur la côte de Crimée, surplombant la mer, avec un panorama grandiose, mais le palais lui-même d'aussi mauvais goût que le Palais d'Hiver.

Une autre excursion, de deux jours, en montagne, tout à pied, nous mena au Roman-Kosch, sommet de mille six cents mètres d'altitude, l'un des plus hauts de Crimée. Nous étions une douzaine de «courageux» à nous être laissés enrôler à l'improviste alors que nous nous rôtissions à la plage, partis mal chaussés et insuffisamment vêtus! Les organisateurs recrutèrent en cours de route deux guides tatars et deux mulets pour transporter les couvertures et le ravitaillement dont nous nous sommes munis en chemin, achetant nos provisions chez les paysans: un demi-mouton et des montagnes de gros oignons et de tomates. Arrivés au sommet dans la soirée, nous fîmes un grand feu pour nous réchauffer et préparer le *chachlik*. Le mouton fut coupé en petits morceaux que l'on piquait à des baguettes de hêtre taillées en pointe, pour les rôtir ensuite dans le brasier. On grignotait ce mouton grillé tout en croquant dans les oignons crus et dans les tomates juteuses. Après ce pique-nique tatar, nous nous sommes étendus en cercle autour du feu dans les couvertures et avons dormi à la belle étoile. Au retour, le lendemain, l'un de nos guides nous invita dans sa demeure, maisonnette d'une grande simplicité et d'une propreté exemplaire. Tous, selon le rite musulman, nous nous sommes déchaussés devant la porte avant d'entrer.

Vers la mi-octobre, le beau temps d'automne se gâta. La mer se fit houleuse sous l'effet des grands vents et le ciel s'assombrit. C'était pour nous le signal de la rentrée à Moscou, une Moscou déjà froide dans sa parure automnale.

Ma mère ne s'habituait guère à la vie moscovite et désirait retourner en Suisse. Mais, ne pouvant la laisser voyager seule, il me fallait attendre l'occasion d'une nouvelle mission à l'étranger qui ne se présenta qu'en décembre.

XVII

VAGABONDAGES A TRAVERS L'EUROPE

Le troisième congrès du Parti communiste italien convoqué pour le mois de janvier 1926 fut l'occasion attendue.

Après avoir passé l'année 1924 en Italie et fait partie de toutes les commissions italiennes dans les congrès et les exécutifs élargis, il était naturel que je fusse envoyé comme délégué de l'Internationale au troisième congrès du Parti communiste italien. J'avais assisté, à Livourne, à la naissance de ce parti, puis à Rome, en 1922, lors du deuxième congrès, j'avais tenté d'opérer une différenciation dans la majorité, qui s'était accentuée au cours des événements de 1924. En 1925, j'étais intervenu pour obliger Bordiga à dissoudre sa fraction. Le troisième congrès allait démontrer dans quelle mesure les membres du parti étaient gagnés à la politique de l'Internationale défendue par Gramsci et par la direction mise en place au Cinquième congrès mondial.

En décembre je ramenais ma mère à Boudevilliers et le 24 décembre 1925 je franchissais la frontière italienne muni d'une simple carte de touriste. Ce soir de veille de Noël, le train était presque vide et le contrôle policier à la frontière se fit très superficiellement, ce qui me permit de passer inaperçu.

Les congrès fédéraux et régionaux qui préparaient le congrès démontrèrent qu'en une année les membres du parti avaient abandonné la politique gauchiste de Bordiga, qui ne recueillit guère que deux mille mandats, contre plus de vingt mille aux thèses du Comité central. Quand on se souvient que, à la veille du Cinquième congrès mondial, Bordiga réunissait encore une imposante majorité à une conférence du parti, les résultats des congrès régionaux marquaient

indubitablement une grande victoire de la politique de Gramsci et de l'effort de l'Internationale en Italie. J'acceptais naturellement ma modeste part de ce succès.

Le congrès italien, fixé tout d'abord au début de janvier 1926, fut renvoyé au 20 janvier. Il se tint à Lyon. Ce renvoi me donna quelques jours de liberté que je passai en Suisse auprès de ma mère et de mes anciens amis. Cette reprise de contacts au pays souleva en moi une véritable aversion dont je fis part à Jenny dans une lettre datée du 14 janvier:

«(...) Je suis plus décidé que jamais à ne pas revenir m'établir en Suisse. Comme tout est mesquin et borné dans ce pays. Les gens qui avaient un peu de largeur d'esprit semblent avoir le cerveau atrophié; ils se ratatinent sur eux-mêmes et ne voient point leur petitesse et leur pauvreté. Nos camarades d'études, même ceux qui étaient nos cadets, sont maintenant casés, mariés, liés à toute une vie de famille et de relations où l'on pense comme la *Feuille d'Avis* ou l'*Express*. Les aristos pensent comme la *Suisse libérale*, rédigée par ce misérable Neuhaus paresseux et borné. Quelle pauvreté intellectuelle! Ce qu'est la vie morale, je n'en sais rien, elle doit être médiocre, comme tout le reste. Dans ce milieu où l'on étouffe, les voleurs, les jouisseurs, les ivrognes me deviennent sympathiques. Ils ont au moins une passion, ils brisent cette écrasante écorce de médiocrité générale.

Comment pouvons-nous sortir de ce milieu, être enfants de ce pays? Je ne sens plus rien qui m'attache ici. La Révolution, notre vie vagabonde, le milieu international où nous vivons et pensons nous ont renouvelé l'âme et façonné un nouveau caractère. Je comprends mieux maintenant ton ennui quand tu devais vivre ici et ta phobie du pays. Je n'avais jamais vécu quelques jours ici sans vous et quand tu es là je ne vois pas les autres. Mais quatre jours au milieu de mes compatriotes et de ma famille me suffisent pour réaliser le chemin que nous avons parcouru et l'éloignement qui s'est opéré.

Il faudra un jour que nous examinions de plus près cette évolution, que nous lui donnions un contenu philosophique nouveau. Nous sommes partis ensemble d'une philosophie idéaliste, religieuse, morale, toute remplie de notre éducation protestante. Nous avons vécu, pensé, joui au jour le jour, heureux de vivre, d'aimer, de travailler, de lutter, mais sans prendre une conscience nette que nous nous trouvions et que nous évoluions sur un plan bien différent de celui que nous avions au départ. Quelle est aujourd'hui notre base philosophique? Le matérialisme, sans doute. Je n'ai plus aucun besoin ni aucun sentiment religieux et pourtant je n'ai pas encore «pensé» mon irreligion. Je considère encore la religion comme un phénomène en soi qui possède quelque chose de spécifique. Quoi? Je n'en sais rien. Est-ce que mon éducation théologique laisse une trace plus visible dans ma pensée que dans mon caractère? Je n'ai

aucune morale. Ma seule ligne de conduite est de jouir de la vie. Je te suis fidèle seulement parce que je t'aime et que je jouis de notre amour. Mais, pourquoi lutter pour la révolution, pourquoi risquer la prison, etc. Cela paraît une contradiction et pourtant cette morale communiste est plus forte que la simple jouissance de la vie. Y a-t-il donc une nouvelle base morale, une morale du prolétariat, une morale de la révolution? Ce sont là de gros problèmes que je ne me pose pas à l'ordinaire, pris dans le travail et dans la lutte, je me laisse vivre dans ce monde neuf qui nous impose sa morale, en jouissant de la vie le plus possible, mais je sens que je vis dans un certain désordre intellectuel et dans l'anarchie philosophique. Il faudra chercher un jour à mettre là un peu d'ordre et de clarté. Je ressens souvent un certain besoin à me remettre à lire, à étudier des problèmes de philosophie, avec le bagage d'expériences que j'ai maintenant acquis et avec la nouvelle mentalité que nous avons conquise sur les vieux préjugés moraux de notre enfance. Il faudra cela aussi pour diriger l'éducation de nos gosses sans trop d'errements et de contradictions. Sans doute une nouvelle morale, une nouvelle religion peut-être naîtront des conditions de vie nouvelle, des nouveaux rapports sociaux et des nouvelles bases économiques de la société. Dans une période de transition comme la nôtre, nous ne pouvons pas encore prétendre avoir ce que la vie seule peut créer et développer. Mais nous en pouvons déjà rechercher les directives générales, la direction, l'orientation. Notre époque aura une morale essentiellement déterminée par les nécessités révolutionnaires. Ce qui est bon est ce qui détruit le monde capitaliste et crée la base du monde socialiste, ce qui détruit le sens de la propriété, de la famille de mœurs bourgeoises et façonne les caractères pour la société socialiste. Cependant c'est une morale transitoire, comme notre époque. Demain, quand la lutte sera terminée par la victoire, une nouvelle morale, une nouvelle philosophie se développeront qui seront celles de la Révolution triomphante et constructive d'une existence nouvelle. Notre morale de transition est forcément un mélange contradictoire et y voir très clair n'est pas facile. Il faudra que nous cherchions.

Je vois que je m'égare et que ma lettre va te faire penser aux cours de Pierre Bovet où nous avons passé de bonnes heures à nous faire de l'œil sous prétexte de philosophie. Nous n'avons je crois profité ni l'un ni l'autre de ces cours savants et touffus, ou plutôt nous en avons profité le mieux qu'on pouvait le faire, puisque nous y avons trouvé notre vie. Il est vrai que cela fut bien indépendant de la philosophie et que les cours de littérature et les séances de l'association chrétienne ont été aussi d'excellentes occasions de créer notre vie.

Tu vois que l'air du pays me fait remuer bien des souvenirs et réveille même mes goûts de théologien et de philosophe. C'est un signe évident de vieillesse et de décrépitude. La jeunesse crée les souvenirs, elle ne les réveille point. Je me réjouis d'être auprès de

toi pour rajeunir et éviter cet assaut du passé dans mon esprit, en créant une nouvelle tranche de vie heureuse et de souvenirs charmants que nous réveillerons quand nous n'aurons plus la force de nous aimer autrement que dans les nuages du passé. (...)»

Mais déjà des problèmes autrement graves surgissaient en Russie. Tandis que je m'occupais du congrès italien, le Parti communiste russe tenait un important congrès où Zinoviev, Kamenev et une grande partie de la vieille garde léniniste se ralliaient à l'opposition de Trotsky. J'avais peine à m'orienter dans cette discussion à travers les comptes rendus des journaux italiens. Berti, représentant de la Jeunesse communiste italienne à Moscou, rentré pour le congrès du parti, me parla longuement de la crise du Parti communiste russe:

«Berti, qui est arrivé deux jours avant mon départ, m'a longuement mis au courant. Il me dit que Voya[1], qui est resté fidèle zinoviéviste en fait une maladie. Autant que je puis me former un jugement d'après les documents et les conversations avec Berti, je suis en accord avec Staline–Boukharine. Tu sais que c'est depuis longtemps que je pense que Zinoviev manque de netteté et de fermeté dans la conduite politique du Comintern. Y aura-t-il des changements chez nous? Je le pense, après la vivacité et la violence de la lutte. (...)»

Ainsi, je me prononçais contre le trotskysme. Le fait que tous les phraseurs gauchistes mis à la tête des partis communistes par Zinoviev en 1924 — Ruth Fischer en Allemagne, Souvarine et Suzanne Girault en France, Bordiga en Italie — appuyaient Trotsky était déjà de nature à m'éloigner de cette fraction. Mais c'est surtout l'orientation qu'elle entendait donner à la politique communiste internationale que je rejetais. Alors que la bourgeoisie fortifiait son pouvoir, que le fascisme se maintenait en Italie après la crise Matteotti et gagnait l'Allemagne, que la production capitaliste atteignait son volume d'avant-guerre, les trotskystes niaient la consolidation du régime capitaliste et voulaient liquider la politique de front unique en affirmant que la socialdémocratie était l'aile gauche de la bourgeoisie, voire du fascisme. En Russie, l'opposition faisait des paysans aisés, les *koulaks*, un danger contre-révolutionnaire, prétendant qu'ils allaient affamer les villes et la classe ouvrière. Or, en Russie, un paysan qui possédait cinq vaches était déjà considéré comme *koulak* et ennemi de la classe ouvrière.

Bref, sans encore prendre position définitivement, la fraction

[1] Voya Vouiouvitch, secrétaire de l'Internationale des jeunes.

Trotsky-Zinoviev m'était fort peu sympathique. Toute mon orientation au sein du mouvement communiste international, le rôle de conciliation que j'avais dû jouer pour sauver de l'effondrement plusieurs partis me portaient à m'opposer au trotskysme. Quant à Staline, j'avoue qu'en 1925 il m'était encore complètement inconnu. Jamais il n'avait pris la parole dans un congrès international et c'est à peine si nous l'avions entrevu dans une commission tchèque du Cinquième congrès mondial.

Le congrès de Lyon, qui n'était prévu que pour deux ou trois jours, nécessita plus de temps. Bordiga y fit un discours de six heures. Mais ses résultats étaient connus d'avance. Le parti sortait enfin d'une longue maladie infantile.

Les camarades français présents au congrès me demandèrent d'aller les voir à Paris avant mon retour à Moscou, ce que je fis. Il s'agissait de la préparation du cinquième congrès du Parti communiste français, convoqué à Lille pour le mois de juin. Ils insistèrent pour que j'y assiste comme représentant de l'Internationale. Je ne rentrai donc à Moscou qu'à la fin de janvier, chargé de cadeaux de Noël que m'avait remis toute la famille pour Jenny et les enfants.

Enfin quelques mois de répit me permirent de travailler au secrétariat des pays latins et d'étudier les documents de l'opposition trotskyste et zinoviéviste, ainsi que les réponses données par la majorité du Comité central du parti russe aux critiques de l'opposition.

A l'Internationale, un changement important était intervenu: Zinoviev, relevé de ses fonctions de président par le Parti communiste de l'URSS, avait été remplacé par Boukharine qui n'eut jamais le titre de président. Boukharine était surchargé de besognes: directeur de la *Pravda*, le quotidien du parti russe, membre du Bureau politique, professeur à l'Ecole du parti où l'on instruisait les «professeurs rouges.» Mais il ne fut déchargé d'aucune de ces fonctions lorsque le Bureau politique lui confia la direction de l'Internationale communiste.

Son premier but fut de reconstituer à Moscou une véritable direction de l'Internationale, avec les meilleurs militants communistes étrangers. Il se rendait compte que l'appareil administratif et directeur de l'Internationale s'était russifié. La contamination de l'Internationale par le fractionnisme du parti russe risquait d'affaiblir le mouvement communiste international. En attirant à Moscou les meilleures forces des partis communistes, il espérait conjurer ce danger et surtout remettre la direction réelle de l'Internationale aux mains des militants internationaux les plus sûrs: Togliatti pour l'Italie, Thorez pour la

France, etc. Mais ce projet se heurtait à de grandes difficultés. D'une part, ces camarades étaient nécessaires à leur parti. On ne pouvait renforcer l'appareil de l'Internationale en décapitant ses sections. D'autre part, l'atmosphère dans le parti russe devenait irrespirable et l'Internationale restait sous la direction d'autant plus stricte de ce parti qu'il était déchiré par des fractions rivales et que Trotsky, Zinoviev et Radek avaient un prestige certain dans l'Internationale. Il était aussi de plus en plus difficile pour un étranger non membre du Parti communiste soviétique de travailler efficacement à la direction de l'Internationale. Staline, qui n'avait jamais eu de sympathie pour l'Internationale, ne lui faisait pas confiance. Au lieu de collaborer avec elle, il créa, à la direction du Parti communiste de l'URSS, un «secrétariat international», parallèle et souvent concurrent, qui envoyait des représentants dans les partis communistes étrangers. Bref, une véritable doublure stalinienne de l'Exécutif de l'Internationale.

Au congrès de Lyon, Togliatti avait été désigné par le Parti communiste italien pour le représenter auprès de l'Exécutif de l'I.C. Ainsi, une collaboration étroite et confiante s'établit au secrétariat des pays latins entre Togliatti et moi. Il assumait la direction de l'Agitprop[1] et la présidence de la Commission syndicale, organe de liaison entre l'Internationale communiste et l'Internationale des syndicats rouges dirigée par Lozovsky qui cherchait à créer dans tous les pays des sections de son Internationale en provoquant des scissions dans les syndicats. Togliatti et moi avons maintes fois déjoué ses plans et travaillé au maintien ou au rétablissement de l'unité syndicale.

Au mois de mai, nous nous installâmes dans une datcha que le Comintern possédait aux environs de Moscou, à Cerebrny Bor. Au milieu d'une forêt de bouleaux et de pins géants, deux datchas abritaient en été quelques familles des secrétaires de l'Internationale. Togliatti occupait, avec sa femme et son fils, une chambre de la grande datcha, où nous disposions aussi d'une grande chambre. L'endroit était ravissant. La petite datcha voisine, qui n'avait que deux chambres et une cuisine, était habitée par la famille de Manouilsky.

A vingt minutes environ de nos datchas, la Moskva Rika offrait ses plages de sable fin aux baigneurs qui affluaient par milliers le dimanche pour se baigner et se griller au soleil. La rivière n'était pas profonde, on pouvait sans crainte la passer à pied sans risquer la noyade. Son lit aussi était de sable fin. Après la journée de travail,

[1] Section d'agitation et de propagande de l'I.C.

nous faisions une demi-heure de tram qui nous ramenait à la datcha où nous mangions en famille. Une installation frigorifique bien pittoresque nous permettait de tenir au frais le lait, le beurre et les denrées périssables. C'était un trou profond de trois à quatre mètres, pratiqué dans le terrain sablonneux du jardin, dans lequel on descendait par une échelle. En hiver on le remplissait de neige et en été on y enfouissait ses vivres en le recouvrant d'une planche. Au début de l'été, il suffisait de descendre deux ou trois échelons pour atteindre ce que l'on y cherchait, déposé sur la couche de neige. Pendant l'été la neige fondait lentement, l'humidité pénétrant dans le sable, la couche de neige baissait petit à petit et l'on descendait au fur et à mesure un échelon de plus pour déposer ou reprendre les provisions. Quand l'automne et le froid revenaient, la neige n'était pas encore complètement disparue et le trou était rempli à nouveau de neige par les soins du concierge, Volodia.

La forêt et la rivière proche faisaient un bien énorme aux enfants et j'en aurais moi-même volontiers joui plus longtemps, mais un nouveau voyage m'arracha aux plaisirs de la campagne moscovite. Le 14 juin j'étais à Paris, dans l'attente de l'ouverture du cinquième congrès du Parti communiste français où je devais représenter l'Internationale.

Après avoir établi les premiers contacts, je consignais dans une lettre à Jenny mes impressions, que j'aurais sans doute un peu adoucies s'il s'était agi d'un rapport officiel:

«(...) Ici la situation est bien instable à l'intérieur du parti et malgré la crise financière et la chute du franc, le populo de Paris est d'une insouciance extraordinaire. On ne sent pas encore la crise avec une grande acuité, même dans la classe ouvrière, d'où l'on comprend mieux, sans l'excuser, une certaine insouciance du parti devant la situation, une sous-estimation de la situation et de ses tâches. A la direction, une certaine consolidation qui permettra peut-être au congrès de se dérouler sans incidents et de donner l'impression d'une stabilité du parti. Mais cette consolidation me paraît bien fragile et superficielle. Le groupe de Sémard[1] lui-même est loin d'être homogène et compact. Il y a des rivalités mesquines, une lutte sourde de tous contre tous pour le pouvoir dans le parti. Chacun se taille son fief, son tremplin. Doriot, dans les Jeunesses, Thorez dans le Nord, Monmousseau dans la CGTU. Crémet convoite le secrétariat général à la place de Sémard et manœuvre de façon à ne pas avoir trop de solidarité dans la direction collective. Thorez se gâte rapidement et suit la voie de Doriot, se contente de succès oratoires faciles et d'une popularité grandissante qui le grise.

[1] Alors secrétaire général du parti.

Sans doute toutes ces luttes sont sourdes et n'apparaissent pas à la surface, mais elles montrent que la consolidation de la direction est encore bien précaire. L'extrême gauche, forte encore à Paris et dont Suzanne est la tête, a tendance à s'organiser et à rallier ses troupes, peut-être encouragée en cela par Moscou (courant Voya-Zino-Jacob). Cela provoque heureusement la réaction de Sémard.

Humbold[1] est très optimiste, quant au travail que nous avons à faire. Il croit Sémard déjà complètement gagné. Je suis infiniment plus sceptique. L'atmosphère du parti est mauvaise. Luttes personnelles pour les places, ambitions, arrivisme et toutes les intrigues que cela comporte. Avec cela, chez tous un esprit antimoscovite se développe. Le parti russe a perdu beaucoup de son prestige et de son autorité. Williams[2] est ici depuis quelque temps et naturellement continue ses intrigues qui sont loin de servir la cause du Comité central russe. Il sera ici pendant le congrès. Les camarades le croient chargé par Staline d'une besogne fractionnelle et cela rend notre tâche singulièrement compliquée. Humbold, avant mon arrivée, lui a déjà demandé de ne pas se mêler des affaires françaises et si je le vois, je lui demanderai fermement de continuer son voyage et de ne pas mettre les pieds au congrès de Lille.

De tels agents font plus de mal à la cause qu'ils croient servir que tous les adversaires réunis.

J'ai vu Dunois qui m'a dit que la droite est dissoute. Entre le groupe Loriot-Paz-Dunois et Souvarine il y eut mésentente et désaccord et comme Souvarine, grâce à son *Bulletin,* avait pris à la droite ses cadres et la direction de la tendance, les autres se sont dissous. Ils sont avant tout découragés. Dunois me dit que Rosmer est disposé à rentrer au parti. J'irai le voir un de ces prochains jours. Monatte, par contre, a déclaré que son expérience faite une fois l'avait complètement guéri. L'influence de ce groupe grandit dans les syndicats. Monatte et Rosmer ont repris du travail à l'atelier comme correcteurs, devant le spectacle de l'arrivisme et de la lutte de places qui se déroule à la tête du parti. Le désintéressement et la propreté morale de Monatte et de Rosmer en imposent à la classe ouvrière. C'est un facteur qui joue un rôle considérable dans un pays petit-bourgeois comme la France — et pas seulement en France.

Il faut que je te quitte. J'espérais envoyer un mot à Manouilsky, mais je me suis trop laissé aller à t'écrire et je n'en ai plus le temps. Communique-lui le passage de ma lettre concernant mes impressions ici. Et spécifie bien qu'elles ne sont que des impressions personnelles et n'ont pas le caractère d'un rapport. (...) »

Et, dans une lettre du 19 juin, je poursuivais:

«(...) Tu auras reçu ma lettre précédente qui te donnait mes premières impressions. Elles sont confirmées par ce que j'ai vu et

---

[1] Alias Petrovsky.
[2] Alias Gouralsky.

entendu ici ces jours. Le congrès se passera sans doute sans incidents et sans batailles. Les six, Sémard, Crémet, Thorez, Cachin, Doriot, Monmousseau, ont décidé et promis de se présenter solidaires et unanimes. Cela ne veut pas dire que ce groupe se stabilise, mais Doriot et Monmousseau ont compris qu'ils seraient écrasés au congrès s'ils ouvraient la bataille.

Seul Treint pourrait provoquer une rupture de cette consolidation relative, quoique Doriot, après l'entrevue que j'ai eue avec lui, est décidé à abandonner Treint à son sort sans se noyer et se discréditer avec lui. Peut-être Suzanne tentera-t-elle une opération au nom de la gauche qui, sans être constituée en tendance, a cependant des forces dans la région parisienne. Mais cela aurait pour résultat de dresser Sémard contre elle et de rapprocher les six contre la tentative de l'extrême gauche. Cela non plus n'est pas probable. Le congrès se passera donc bien selon nos prévisions, mais ce sera une stabilisation de surface.

La lutte pour le pouvoir au sein du parti continuera. Doriot veut la direction et manœuvre, flatte et s'annexe la CGTU, ou tout au moins le bureau confédéral.

Le groupe Sémard est un mythe, une création que nous avons imaginée à Moscou, mais qui n'existe pas en réalité. Sémard me disait ce matin: «Le groupe Sémard, c'est moi tout seul.» C'est te dire combien la situation de la direction est précaire. C'est un émiettement, une collection d'individualistes qui luttent les uns contre les autres.

Les six se sont mis d'accord sur un Comité central de 62 membres et un bureau politique de 13 membres. Personne n'a là de majorité assurée. C'est dire qu'il n'y a pas non plus une politique fractionnelle à la tête du parti. Sémard s'efforce de créer entre ces individualistes divers une collaboration effective. Il cherche le moyen de concilier et de se rapprocher de Monmousseau et de Doriot.

A la CGTU c'est le manque absolu de compréhension des tâches syndicales. Monmousseau est un moulin à vent qui croit qu'on dirige le mouvement syndical dans ce moment avec des discours pleins d'une phraséologie vide et sonore. Cette absence de direction du mouvement syndical, cette insuffisance absolue des chefs de la CGTU conduit la Commission syndicale du parti à se substituer au Bureau confédéral. Situation anormale et très dangereuse qui ne pourra être assainie que par la création d'une direction réelle à la CGTU, et par des changements profonds dans son organisation et sa politique.

Voilà quelques impressions pas très optimistes qui complètent les premières. L'alliance Zino-Trotsky a produit ici un effet contraire à ce qu'attendaient ces deux camarades. Zinoviévistes et trotskystes sont désemparés de cette alliance incompréhensible. Aussi les coups de sonde opérés par Zino concernant la réintégration de Souvarine ont provoqué un gros émoi [1]. Jacob opère, mais ne trouve d'écho

[1] Zinoviev m'avait chargé de faire les démarches pour réintégrer Souvarine.

que chez Suzanne et son groupe. Sémard s'est déjà assez nettement séparé de lui et de son travail. Sémard ne se prononce pas sur la question russe qu'il veut étudier. Mais dans la question de l'unité syndicale, des nécessités de combattre aussi le gauchisme de Suzanne en général dans l'analyse de la situation internationale, il est d'accord avec la résolution du présidium et la ligne fixée là-bas. Je crois qu'il sera possible de l'amener, sinon à une complète adhésion, au moins plus près de nous que de l'opposition. (...)»

Le congrès ne fit que confirmer et même aggraver mes craintes. Les vraies discussions avaient lieu et les intrigues se nouaient dans les couloirs du congrès:

«(...) Je te l'ai déjà écrit: pas de groupe Sémard solidaire et homogène. Autant de camarades à la direction, autant de tendances. Lutte sourde de tous contre tous. Menace de désagrégation complète de la direction si le parti ne se met pas résolument au travail. Atmosphère du congrès très mauvaise. Les questions russes et de multiples ragots circulent dans les couloirs. Cela seul intéresse. Ce qui se passe à la tribune, c'est pour amuser le tapis. Une bataille dans la nuit. Jacob et Fromage travaillent pour Zino avec ardeur dans tous les groupes, mais sans grand succès parce que Suzanne est la tête de cette tendance et a assez mauvaise presse. Cette «gauche» se tait et observe le congrès. Elle est mécontente de voir la direction ne pas la défendre et se désolidariser de ses fautes. Pas de doute que demain elle se groupera et aura une certaine force dans la Seine. Sémard n'a pas abandonné sa position de neutralité et d'attente. Cependant il est nettement séparé du groupe de Suzanne, voit le danger gauchiste et le combattra demain s'il se cristallise. Si la direction était homogène, une telle lutte serait salutaire, mais tandis que Suzanne et Jacob s'efforcent de gagner Sémard, j'ai l'impression que Crémet, Doriot, etc., s'efforceront de le pousser vers Suzanne pour prendre sa place. Semard, ballotté et hésitant est influencé par divers côtés et désemparé. Jacob lui-même maintenant se rend compte que le groupe Sémard n'existe pas et au fond est bien embarrassé.

Le spectacle du congrès et les manœuvres et contre-manœuvres des membres de la direction me rendent bien, bien pessimiste sur l'avenir de la direction et du parti.

Une bataille qui clarifie cette atmosphère serait utile, mais sur quelle question politique? Chacun se dérobe et se réserve pour après le congrès, chacun éprouve ses forces. En somme, même impression pénible qu'au dernier Exécutif élargi, même atmosphère malsaine de discussions qu'on évite de vider ouvertement dans un débat clair, et avec cela un parti d'un niveau politique au-dessous de tout ce qu'on peut imaginer.

Tu vois que l'importance du premier arrivé est bien réduite. Jai réussi à éviter momentanément la liaison de Sémard avec Jacob–

Suzanne, mais cela durera-t-il? Il faudrait que ceux qui se disent nos amis (Doriot, etc.) veuillent collaborer loyalement avec Sémard et l'empêcher de glisser vers Suzanne. Mon impression est qu'ayant compris notre volonté de gagner Sémard, ils feront tout pour que ce plan échoue afin de le perdre et de se mettre à sa place.

Au fond je suis profondément dégoûté de toute cette cuisine et de toutes ces intrigues. Pendant que ce petit jeu se poursuit, le parti est absent des tâches qu'il devrait accomplir dans les masses ouvrières. Il ne voit pas ses devoirs essentiels; il juge secondaire la lutte contre le capitalisme français et primordiale la question de savoir si on est avec Staline, ou Zino, ou Trotsky. Un droitier, que cet imbécile de Treint approuvait sur ce point, disait: «La question essentielle est de savoir si nous devons pratiquer la politique du Cinquième congrès qui est celle de Zino, ou celle du dernier Exécutif qui est celle de Staline, ou celle du Troisième congrès qui est celle de Léon Trotsky.» Au fond tout le congrès est dominé par cela et non par la crise du capitalisme français et les tâches révolutionnaires du parti.

Dans ces conditions il n'y aura pas, il ne peut y avoir de direction homogène, mais un groupe des meilleurs camarades qui s'efforceront de conduire le parti. S'ils cessaient cette bataille de tous contre tous pour travailler réellement, il y aurait des chances de stabiliser une direction. Mais j'ai peu d'espoir.

Le congrès va durer jusqu'à samedi ou dimanche. Je resterai encore deux ou trois jours à Paris et deux ou trois jours à Bruxelles, au passage. Puis quelques jours aussi à Berlin et j'essaierai de partir en bateau pour Leningrad. (...) Communique à Manouilsky et Ercoli mes impressions sur le congrès. (...)»

J'ai cherché, dans mon intervention au congrès, à clarifier les problèmes que les délégués discutaient en marge du plénum:

«(...) Je vous avoue nettement que ce n'est pas dans la cuisine qu'on forme la direction d'un parti. Vous allez nommer un comité central avec représentation des régions, de façon que sur toutes les grandes questions d'ordre politique qui se présenteraient à votre parti, tous les camarades, avec leur expérience régionale, leur connaissance du pays et du parti, puissent apporter leur point de vue et déterminer l'action du parti. Vous allez aussi nommer à votre tête un groupe de camarades, ceux que vous considérez les plus aptes à diriger le parti, mais vous ne les nommerez pas parce qu'ils s'appellent Pierre, Jacques ou Paul, mais bien sur la base d'un programme politique. Ce programme politique, c'est la résolution du dernier exécutif élargi. Sur cette base de la résolution du dernier exécutif élargi, il faut que la direction de votre parti ne soit pas une direction de fraction, de groupe, mais une direction d'hommes qui travaillent collectivement à la réalisation des tâches du parti, d'une façon claire, nettement ouvrière. Je ne ferai pas l'injure de penser

qu'une direction comme celle-là et devant les tâches importantes et graves de votre parti s'adonnera à des combinaisons de groupes ou sous-groupes cherchant à se renverser les uns les autres. Si cela était, l'Internationale et le parti agiraient avec la plus grande énergie, parce que l'heure n'est pas à ces cuisines. Ce que l'Internationale demande au parti français, ce que le parti veut aussi avec l'Internationale, c'est que la direction qui sera nommée sur la base d'un programme politique clair, travaille collectivement et solidairement à l'application de ce programme.

Je n'ignore pas que des questions d'ordre politique peuvent surgir au cours de sa gestion, sur lesquelles les camarades de la direction ne seront peut-être pas unanimes. Mais ces questions d'ordre politique, la direction les étudiera, les discutera, prendra position. Il y aura, si vous voulez, une majorité et une minorité qui viendront devant le comité central où elles seront départagées par lui et qui pourra, si c'est nécessaire, remanier la direction du parti sur la base de la discussion qui aura lieu.

C'est ainsi seulement qu'on peut rétablir la santé à la tête du parti, par une discussion claire sur des questions précises. C'est cette politique-là que l'Internationale entend suivre dans toutes les sections de l'Internationale communiste. (...)»

J'ai aussi condamné en particulier l'intrusion de la crise du parti russe dans le parti français:

«(...) Le camarade Gauthier a dit: «Etes-vous pour Staline, pour Zinoviev ou pour Trotsky?» Comme si l'Internationale posait les questions de cette façon! Les poser sous cet angle personnel, c'est ne rien connaître des discussions qui ont lieu dans le parti russe. Si, à un moment donné, Staline est en opposition avec Zinoviev, c'est sur des questions d'ordre politique et on ne peut pas transporter les questions russes dans les pays occidentaux, on ne forme pas une direction du parti français sur la base des questions russes, mais sur la base des problèmes français.

Je vous dis très franchement: Vous pouvez avoir dans votre direction des camarades d'accord avec Staline ou avec Zinoviev, l'essentiel c'est qu'ils soient d'accord sur les problèmes français. S'il arrive des questions dépassant les problèmes français et touchant les perspectives internationales, les camarades discuteront, prendront position et le Comité central du parti départagera s'il y a opposition, de même qu'il décidera des modifications aux organes du parti, s'il y a lieu.

Pour vous, parti français, la grosse question n'est pas de savoir si le parti est derrière Zinoviev ou derrière Staline, ou derrière Trotsky, mais de savoir comment il sera contre la bourgeoisie française. C'est là le problème capital à l'heure actuelle. Si le parti n'est pas dressé contre la bourgeoisie française, s'il ne mobilise pas ses forces, s'il ne pénètre pas dans les masses pour livrer une bataille

qui s'annonce contre elles, vous pouvez être derrière Staline, Zinoviev ou Trotsky, vous n'êtes pas des bolcheviks. La grosse question, la seule, c'est d'engager la lutte contre votre bourgeoisie et c'est cela que l'Internationale vous demande. (...) »

Le Bureau politique fut constitué de treize membres. La Commission politique du congrès élimina, à ma demande, Treint et Suzanne Girault de ce bureau et cette décision fut ratifiée par le congrès. Quelques créatures de Suzanne Girault furent aussi écartées du Comité central.

Rentré à Moscou, il me fallut songer à nos vacances. Nous pûmes les passer cette année-là en famille sur la côte de Crimée, à Misror près d'Aloupka, non loin de Yalta, dans une charmante station de vacances faite de villas parsemées dans un grand parc qui dominait la mer. Les enfants faisaient la chasse aux crabes dans les énormes pierres du rivage. Une plage étendue invitait à la baignade et aux bains de soleil. Nous avons rejoint là Togliatti et sa famille.

Togliatti qui, à l'Internationale portait le pseudonyme d'Ercoli, restait en relations constantes avec son parti. En octobre, il reçut une lettre de Gramsci adressée au Parti communiste de l'URSS l'invitant à cesser les polémiques fractionnelles qui — disait la lettre — faisaient un tort énorme au mouvement communiste et jetaient le trouble dans les rangs du parti.

Togliatti jugea cette lettre assez grave pour que l'on décidât aussitôt mon départ pour l'Italie, afin d'y discuter la question avec le Comité central et d'éviter que le parti italien ne basculât dans le camp des trotskystes.

J'entrepris donc un nouveau voyage et arrivai le 30 octobre à Milan. Une séance du Comité central devait se tenir dans une cabane de montagne au-dessus de Gênes. Je retins une chambre dans un hôtel de Gênes et y laissai ma valise en avisant que je serais absent deux jours. Mais nous restâmes quatre jours dans la montagne, sous une pluie torrentielle. Les camarades qui arrivaient à la cabane pour la séance du Comité central nous apportèrent la nouvelle sensationnelle et grave d'un nouvel attentat contre Mussolini, à Bologne. La police procédait à de nombreuses arrestations dans les milieux communistes et socialistes. Plusieurs camarades, filés par la police, ne purent atteindre la cabane. Les uns furent arrêtés en s'y rendant, d'autres à leur retour. La plupart des emprisonnés lors de cette razzia restèrent en prison ou en déportation dans les îles jusqu'après la Deuxième Guerre mondiale. Gramsci, dont la santé était très

fragile, arrêté aussi, mourut en prison. Dès lors la direction du parti italien s'établit à l'étranger, soit à Paris, soit à Bâle.

Il va sans dire que cette nouvelle situation politique, la répression qui s'abattait sur les militants du parti et les tâches nouvelles ainsi créées furent discutées à cette séance du Comité central. On parla de la lettre de Gramsci, mais la question russe avait heureusement passé au second plan des préoccupations et personne ne songeait à compliquer encore les conditions tragiques dans lesquelles se trouvait le parti en y mêlant les luttes fractionnelles du parti russe.

J'étais doublement inquiet. D'une part, j'avais avisé l'hôtel que je serais absent deux jours, mais après quatre jours je n'étais pas de retour et ma crainte était que l'hôtel n'informât la police de la disparition d'un de ses hôtes. J'y étais inscrit sous mon nom et un avis de disparition à la police l'eût jetée à mes trousses. Heureusement, il n'en fut rien. Je rentrai à l'hôtel le cinquième jour, crotté jusqu'aux genoux et avec une barbe assez suspecte. Après m'être rasé et décrotté, je quittai l'hôtel, mais pour me retrouver dans un cruel embarras. Il avait été convenu avec le Parti communiste suisse qu'il m'enverrait à Milan un pli recommandé contenant un passeport suisse au nom d'un citoyen bâlois, employé de commerce, dénommé Bauer. Mon passeport français étant périmé, je ne pouvais le faire ni prolonger ni renouveler. A Bâle, Franz Welti disposait, à l'Office cantonal des passeports, d'une personne ayant la possibilité, pour des cas tout à fait exceptionnels, d'établir un passeport au nom d'un citoyen bâlois qui n'avait pas encore sollicité de passeport. Ce passeport était alors inscrit tout à fait légalement au registre, sans être noté au dossier personnel de celui dont on empruntait l'identité qui pouvait donc, à tout moment, demander et obtenir un passeport à son nom. Toute enquête concernant le faux passeport aboutissait à une réponse absolument officielle et contrôlée, que le passeport avait bien été établi à la date indiquée, au nom en question, porteur du passeport.

C'est avec la carte de touriste à mon nom qu'il me fallait retirer, à la Poste centrale de Milan, ce pli recommandé et c'est bien cela qui m'inquiétait doublement après les nombreuses arrestations de militants communistes. Au bureau de poste de Milan je fis le guet pour m'assurer que personne ne surveillait le guichet de la poste restante. J'observai les très nombreuses allées et venues, tout en feignant d'écrire des cartes postales. Puis je quittai mon poste d'observation pour y revenir un peu plus tard et voir si des personnes que j'avais déjà remarquées s'y trouvaient encore. Enfin je m'adressai

au guichet, confiant dans mon sort et dans la mauvaise organisation de la police italienne. Je reçus effectivement mon pli et me hâtai de retenir une couchette dans le train de nuit de Milan à Paris où je devais aller voir Sémard.

En rentrant en Suisse, je montrai ma carte de touriste et, à Vallorbe, après l'avoir détruite, je présentai mon nouveau passeport suisse au nom de Bauer. Tout se passa sans accroc et je retrouvai, à Berlin, le passeport suisse à mon nom que j'utilisais en Allemagne et pour les voyages entre l'URSS, l'Allemagne et la Suisse. J'avais eu chaud!

Du 22 novembre au 16 décembre 1926 se tint une importante séance du Comité exécutif élargi à Moscou. Une fois encore je fus désigné secrétaire général de cette session dont l'importance et l'ampleur furent celles d'un congrès. À l'ordre du jour, au premier plan, la question russe avec un rapport de Staline, traitée aussi par Boukharine dans son rapport sur la situation internationale et les tâches de l'Internationale. Ce fut une session où le problème russe a été largement discuté. Dès la première séance, l'Exécutif constata que les camarades Trotsky, Zinoviev et Kamenev, membres ou candidats de l'Exécutif, avaient le droit de prendre la parole et d'exposer leurs idées devant le Plénum sans violer la discipline du parti russe qui les avait condamnés. Zinoviev, Kamenev et Trotsky firent largement usage de cette possibilité, Trotsky même avec une généreuse prolongation du temps de parole.

L'opposition ne put pas prétendre qu'on l'avait empêchée de parler devant les délégués de tous les partis rassemblés à cette occasion.

C'est au cours de ces discussions que mon opposition au bloc Trotsky-Zinoviev s'affermit, bien que je ne fisse pas miennes certaines affirmations de Staline, en particulier sa théorie de la construction du socialisme dans un seul pays, contraire à celles de Marx, Engels et Lénine. Sans doute fallait-il donner au prolétariat russe une perspective révolutionnaire, mais la construction du socialisme en URSS seulement n'était pas une perspective, c'était un mirage trompeur dont le peuple russe souffre aujourd'hui encore.

Tout en étant opposé à l'activité fractionnelle de Trotsky, j'ai cependant toujours été adversaire des mesures disciplinaires prises contre lui. Je n'ai cessé de préconiser la discussion et non les exclusions, voire le bannissement, pour Trotsky. Boukharine m'a d'ailleurs dit qu'au Bureau politique du parti russe il s'était opposé, avec Rykov et Tomsky, au bannissement de Trotsky.

XVIII

PREMIER CONFLIT AVEC STALINE

Après cette session de l'Exécutif élargi, Togliatti quitta ses fonctions au secrétariat de l'Internationale pour aller à Paris organiser le centre dirigeant du Parti communiste italien dans l'émigration. On ne pouvait abandonner la Commission syndicale et je dus me charger de cette nouvelle tâche pour défendre l'unité syndicale contre les volontés scissionnistes de Lozovsky.

C'est la situation intérieure du Parti communiste français qui absorba une grande partie de mon temps et de mes forces, dans les premiers mois de 1927. Déjà le parti préparait les élections parlementaires de 1928 et la direction du parti, encouragée par l'envoyé de Staline, Humbold, alias Petrovsky, s'engageait dans les combines électorales du bloc des gauches condamnées par le Quatrième congrès mondial. Petrovsky étant rentré à Moscou, je demandai à Boukharine l'autorisation de l'entendre dans une séance du secrétariat latin. Nos points de vue furent diamétralement opposés et j'obtins que la question française fût discutée au présidium qui nomma une commission importante dont Staline et Boukharine faisaient partie pour le Parti communiste soviétique. La commission tint trois longues séances au secrétariat de Staline.

Togliatti m'avait demandé de le tenir personnellement au courant de la situation à la direction de l'Internationale et en particulier des discussions sur la question française. Le 26 février je lui écrivais:

«Quelques mots tout à fait personnels et privés sur ce qui se passe depuis ton départ. Je pense que pour te tenir au courant d'une façon non officielle de la vie du Comintern, le mieux est de t'envoyer ainsi de temps en temps une lettre personnelle de caractère purement

privé. Si tu es d'accord, je continuerai et m'efforcerai de te tenir au courant le plus régulièrement possible.

C'est maintenant le vide dans l'appareil. Smeral, Geschke et Roy sont partis dans des directions diverses; Codovilla, Katayama, à Bruxelles. Il reste ici bien peu de camarades non russes qui puissent travailler effectivement et tout naturellement le travail s'en ressent. Boukharine est toujours fort occupé par les choses russes et c'est à peine s'il vient régulièrement aux séances du secrétariat politique et du présidium; plusieurs séances ont eu lieu sans lui. Kuusinen, qui est celui de nous qui est le plus en contact avec les Russes, se retire de plus en plus dans son secrétariat de pays et dans la rédaction de l'*Internationale communiste*. Il s'efforce de ne pas devenir politiquement responsable pour l'ensemble du travail. C'est dire qu'on manque d'une direction positive effective. Boukharine s'efforce de son mieux d'y remédier; il se rend compte des lacunes, de la nécessité d'avoir plus de contact, mais le temps lui manque. Il m'avait demandé d'avoir deux fois par semaine un entretien d'une demi-heure pour le tenir au courant des questions et pour discuter certains problèmes, mais de l'intention à la réalisation il y a loin et je crains que cela soit difficile à mettre en pratique.

Aujourd'hui seulement on a nommé Petrovsky (Humbold) à ta place comme chef de l'Agitprop (section de l'agitation et de la propagande). Mais Boukharine m'a averti qu'il (Petrovsky) pose des conditions: être nommé membre effectif du présidium et du secrétariat politique. Comme Roy a été déjà remplacé par Petrov, cela formerait une majorité de Russes au secrétariat et Boukharine voit un danger dans cette russification de tout notre appareil de direction. Il envisage de faire venir un nouveau groupe de camarades étrangers. Mais tant que les méthodes de travail ne changeront pas il sera bien difficile de maintenir ici les meilleures forces de nos partis.

Aujourd'hui paraît la réponse du parti français n'autorisant pas Crémet à te remplacer à la Commission syndicale. J'ai accepté la combinaison que tu avais proposée avant ton départ. Je serai très surchargé, mais on ne peut laisser mourir la Commission syndicale.

Affaires françaises. — Enfin nous avons une Commission française qui envisage tout le problème. Devant un ensemble de faits nouveaux tout à fait graves, j'ai posé la question à Boukharine, ou de prendre en main la question sérieusement, ou de me décharger des affaires françaises dont je ne veux plus assumer la responsabilité politique. Petrovsky étant de retour et défendant le Parti communiste français, Boukharine nous a autorisés à aborder le fond de la question au secrétariat latin, où nous avons eu un gros débat. Mais au même moment le Parti communiste français nous envoyait une lettre de plaintes contre le secrétariat latin en général et contre moi en particulier, plaintes provenant d'informations très tendancieuses de Treint. J'ai demandé alors qu'on forme une commission au-dessus de la mêlée pour enquêter sur le fonctionnement du secrétariat latin et sur la situation et la tactique politiques du Parti communiste

français. Staline, Boukharine, Kuusinen, Gennari, Murphy, Hacken, voilà un grand tribunal! Qu'en sortira-t-il? Je crains, pas grand-chose. Sans doute nos camarades russes, devant les matériaux que j'ai apportés, sont convaincus que bien des choses sont mauvaises dans la tactique du parti français, mais il ne veulent pas provoquer la mauvaise humeur de la direction du parti. Alors, on fait une espèce de jugement de Salomon. On m'attribue quelques torts sur la façon dont j'ai critiqué, mais on admet que, dans le fond, mes critiques sont justes: on me maintient au secrétariat latin, mais je crains bien que la lettre que nous élaborons soit à l'eau de rose. Petrovsky s'est hâté de présenter un projet qui ne changera rien dans la politique du parti français. Encore une montagne qui accouche d'une souris! Je t'envoie copie de mon sténogramme au secrétariat latin, de la lettre du Parti communiste français et de ma réponse personnelle. Tu t'orienteras ainsi mieux que par ces notes rapides. (...)»

Puis, le 5 mars:

«(...)

Choses françaises. — Rien de résolu encore. Un projet de lettre présenté par Petrovsky et remanié par moi, sur lequel nous avions établi un compromis, a été écarté par la commission comme insuffisamment précis. J'en suis très satisfait, d'autant plus que la discussion s'oriente dans le sens de la critique et qu'on se rapproche de mon point de vue.

Petrovsky a présenté un nouveau projet; de mon côté j'ai présenté aussi un projet où je pose nettement les questions. Sans doute on arrivera à un compromis, mais j'espère qu'il sera cependant assez clair au point de vue de la ligne politique.

La délégation française tente une diversion en posant la question de mon intention de voir Monatte et Rosmer au moment du congrès de Lille. Treint manœuvre pour m'écarter du secrétariat latin, ou, au moins, de la responsabilité des choses de France. Ses rapports au parti français ont provoqué la lettre du Bureau politique et il soulève maintenant la question de mes intentions envers Monatte et Rosmer, non seulement comme diversion, mais aussi dans le but de rendre les rapports plus difficiles. Dès que les questions politiques seront résolues sur ce point, je lutterai jusqu'au bout, je poserai moi-même la question d'un remaniement du secrétariat latin, dans le but de me libérer des choses françaises. Il est impossible de travailler dans une atmosphère d'intrigues continuelles. Si les Russes l'acceptent, ce sera j'espère le premier pas pour me libérer complètement et rentrer dans le travail pratique de mon parti. (...)»

Enfin, le 8 avril, une solution était en vue:

«(...)

Questions françaises. — Je joins à ma lettre copie de la lettre envoyée au Comité central du Parti communiste français. Ce fut

laborieux, et la bataille, violente. Petrovsky a pas mal contribué à aggraver les choses en conseillant les Français et en défendant davantage qu'eux les erreurs passées et présentes du parti. Après une première victoire remportée à la Commission française et au secrétariat politique, Thorez est arrivé et a tout remis en question: pendant trois semaines on rediscuta, remania les textes, pour aboutir à la lettre ci-jointe. La ligne de la lettre a pu être fixée assez clairement. Limitation du parti envers les partis de la gauche bourgeoise et le Parti socialiste, pas d'accords circonstanciels, pas de listes communes avec le Parti socialiste, éviter les dangers d'électoralisme, accent sur le travail dans les usines, fautes dans la crise actuelle, rectification de la question de l'unité syndicale et politique. Bien que les termes soient adoucis, le contenu est assez net. Les camarades russes, Boukharine en particulier, m'ont vigoureusement soutenu, non seulement dans le redressement de la ligne politique du parti, mais aussi dans les questions personnelles que Treint et le Bureau politique du parti français s'efforcent de mettre au premier plan. Le but était de m'écarter du secrétariat latin, au moins de la responsabilité des choses françaises et de mettre Petrovsky à ma place. Boukharine a bataillé vigoureusement sur ce terrain aussi et les Français ont battu en retraite momentanément. Treint cherche maintenant une collaboration quotidienne avec moi. C'est une vraie lune de miel dont je suis parfois fort embarrassé, mais qui vaut mieux que le boycottage précédent. Dans l'intérêt d'une amélioration des rapports entre le parti français et l'Internationale et pour chercher à aider la direction du parti français, on peut bien subir quelques discours de Treint. J'espère du reste que son zèle de jeune marié s'atténuera au bout de quelques semaines, car une telle intimité est aussi anormale que le boycottage qui l'a précédée.

Je crains surtout qu'après nos critiques la direction du parti français ne verse le char de l'autre côté et fasse des fautes gauchistes. Certains indices le prouvent. Pour éviter le reproche de passivité syndicale, la CGTU déclenche des mouvements insuffisamment préparés et étudiés, comme la grève des mineurs. C'est une autre forme de passivité, masquée de phrases et de gestes «de gauche», mais la mobilisation réelle des masses, la pénétration et l'agitation dans les grandes entreprises, tout ce travail de la base dans la masse est toujours le même, insuffisant, presque nul.

Nous avions pensé te désigner comme représentant de l'Internationale communiste auprès du Parti communiste français. Mais Thorez, au nom de la direction du parti, a prié la délégation russe de n'en rien faire, en disant que c'était toujours la même chose. Tu es ainsi classé, avec Stepanov [1] et moi, parmi les indésirables, les ennemis du parti! (...)

Heureusement au cours des batailles française et syndicale, les rapports avec Boukharine et les camarades russes en général sont devenus beaucoup plus intimes et plus fréquents. La collaboration

[1] Minieff, mon suppléant au secrétariat des pays latins.

politique qui manquait auparavant est maintenant bien établie et cela facilite mon travail. (...)»

Dans une lettre personnelle à Crémet, je précisais le rôle joué par Maurice Thorez:

«(...) En ce qui concerne la question personnelle soulevée par l'échange de lettres entre le Parti communiste français et le secrétariat latin, rien ne fut discuté.

Thorez est venu avec l'intention de liquider l'incident à l'amiable. Il fut dès le premier jour des plus conciliants à mon égard en se plaçant au-dessus de la mêlée. À Boukharine, qui lui a demandé si le Parti communiste français désirait me voir abandonner le secrétariat latin, Thorez a répondu catégoriquement: non! Il est vrai que Boukharine a posé la question après les deux séances du présidium, alors qu'il était bien clair, pour Thorez, que le présidium était entièrement et unanimement solidaire du secrétariat latin. Du reste, depuis le vote de la lettre, l'atmosphère est changée entre la délégation française et le secrétariat. Treint vient journellement poser des questions et les discuter; il a rompu la glace accumulée depuis des années et tente la collaboration «cordiale». (...)»

C'est au cours des discussions de la Commission française que j'opposai à la politique du bloc des gauches la formule *classe contre classe*. Plusieurs commentateurs attribuent cette politique à Staline et lui donnent le caractère d'une lutte contre la socialdémocratie. J'en revendique la paternité exclusive, mais je tiens en même temps à souligner qu'elle ne visait nullement à combattre le Parti socialiste, mais bien à le détacher de ses alliances électorales avec la bourgeoisie groupée dans le Parti radical, pour créer un bloc ouvrier et paysan comprenant le Parti socialiste, le Parti communiste, la CGT, la CGTU et les organisations des petits paysans. C'était donc mettre le Parti socialiste devant le dilemme: front unique des travailleurs ou bloc des gauches grâce auquel la bourgeoisie entraînait une partie de la classe ouvrière.

Staline ne prit pas une part active aux discussions de la Commission française. Il ignorait tout de la France et de l'histoire du mouvement ouvrier français, mais il défendait son poulain Petrovsky qui l'avait renseigné très unilatéralement. Au fond il n'était pas d'accord, mais ne pouvait dire pourquoi.

Lors des élections de 1928, préparées et conduites sous le mot d'ordre «classe contre classe», avec maintien du candidat communiste au second tour, les résultats du premier tour de scrutin furent catastrophiques pour le parti français: pas un seul élu communiste!

Staline donna alors libre cours à son ressentiment. Dès que ces résultats furent connus, il exigea un changement complet de la tactique pour le second tour. Nous nous trouvions, Boukharine, Staline et moi, dans le grand bureau de Boukharine qui, assis à son pupitre, tenait la plume pour rédiger le télégramme au parti français. Staline, démonté, se promenait comme un lion en cage: «L'Union soviétique ne peut admettre qu'il n'y ait pas un groupe communiste à la Chambre française! Il faut donner l'ordre au Parti communiste de faire une alliance avec les socialistes. Nous les soutenons dans le Nord, au Pas-de-Calais, et eux nous soutiennent à Paris où nos candidats arrivent en tête!»

Tout cela était ridicule et dénotait une ignorance absolue de la loi électorale et de la politique françaises.

Lorsque Staline se fut un peu calmé et cessa d'accuser la tactique «classe contre classe» de tous les méfaits, je m'opposai énergiquement à l'envoi d'un télégramme pour imposer un changement de tactique entre les deux tours de scrutin. Un tel changement dicté de Moscou ne pouvait avoir pour effet que de jeter la plus grande confusion dans les rangs du parti, sans servir à rien, parce que le Parti socialiste avait déjà conclu un pacte avec les radicaux pour le second tour et que notre proposition apparaîtrait ridicule.

De plus, même si nous avions pratiqué la politique du bloc des gauches, nous n'aurions pas eu d'élus au premier tour, vu que chaque parti était allé au scrutin sous son propre drapeau. D'après les résultats publiés par le *Temps*, je pouvais garantir que les communistes auraient au moins dix élus au second tour. Les électeurs socialistes de la région parisienne voteraient pour le candidat communiste arrivé en tête, plutôt que pour le candidat radical.

Boukharine traduisait et me laissait bagarrer. Enfin, après quelques heures, Staline me dit: «Vous connaissez la France mieux que moi. Pas de télégramme!» Je repris mon souffle. Mais c'était la première fois que Staline abandonnait un projet et je m'attendais qu'il m'en tînt rigueur à la prochaine occasion. Le second tour donna quatorze sièges au Parti communiste qui avait maintenu la ligne dure que j'avais imposée, mon but ayant été de le guérir de l'électoralisme et du légalisme. Je n'aurais pas proposé une telle tactique à un autre parti moins menacé par son passé et par toute son ambiance opportuniste.

Cette première confrontation avec Staline m'avait d'autre part convaincu que, pour lui, les intérêts de la classe ouvrière ne jouaient

aucun rôle. C'est l'Union soviétique et non le prolétariat français qui ne pouvait supporter de ne pas avoir un groupe communiste au Parlement français ! Les partis communistes et l'Internationale n'avaient-ils donc pas d'autre but que d'être de dociles instruments de la Russie soviétique?

Peu après les séances de la Commission française, une réunion du Comité exécutif élargi se tint à Moscou, en mai 1927, au cours de laquelle Staline voulut faire condamner Trotsky et sa fraction par l'Internationale sans l'entendre, ni aucun membre de son groupe. Cette condamnation visait un écrit de Trotsky au Comité central du Parti communiste russe, inconnu des membres étrangers de l'Exécutif élargi, que Staline refusait de faire connaître parce qu'il traitait de la politique chinoise du Parti communiste russe et contenait, soi-disant, des secrets d'Etat russes.

Cette façon d'exiger de l'Internationale une condamnation qui équivalait à l'exclusion de la fraction trotskyste de l'Internationale, sans l'entendre et sans même connaître le corps du délit qu'il fallait condamner, souleva naturellement des oppositions, en particulier celle de la délégation italienne, avec Togliatti et Silone. Staline, hors de lui, déclara que si un seul délégué s'opposait à cette résolution elle serait retirée, car une condamnation de la fraction trotskyste devait rallier l'unanimité.

On me chargea, en qualité de secrétaire des pays latins, d'aller convaincre les Italiens d'abandonner leur opposition, ce que je fis sans conviction, parce qu'en réalité je partageais leur point de vue. Je revins donc sans autre résultat que celui d'affirmer que j'étais moi-même d'accord avec la délégation italienne. On envoya alors Kolaroff qui parlementa longuement avec les Italiens, mais sans résultat non plus. Nous demandions d'entendre Trotsky et Zinoviev avant de prendre une décision et refusions de voter une résolution sans connaître le contenu de la lettre qui devait être condamnée. Staline, dès lors furieux, se désintéressa de cette séance et déclara que le projet de résolution était retiré.

Trotsky parla, de même que Voya Vouiouvitch, président de l'Internationale des jeunes, partisan de Zinoviev, à la place de ce dernier.

Silone relate les débats de cette séance sous une forme assez romancée, dans son ouvrage *Sortie de Secours*, mais le fond de sa relation est juste.

Staline n'oublia pas le rôle que je jouai à cette occasion.

XIX

LES BILLETS DE BOUKHARINE

Les débats concernant le Parti communiste français m'avaient rapproché de Boukharine qui non seulement soutint ma politique, mais me défendit avec toute l'autorité du Parti communiste russe contre les attaques personnelles de la direction du Parti communiste français.

Boukharine prit l'habitude de me consulter sur les questions qui se posaient à l'Internationale. Pendant les séances du présidium ou du Secrétariat politique, il pratiqua avec moi ce que les Russes avaient l'habitude de faire entre eux, griffonnant sur un bout de papier quelques remarques concernant les problèmes en discussion. Les billets de Boukharine démontrent la confiance qu'il me témoignait. Ils sont écrits en allemand et j'en donne ici la traduction.

Boukharine, surchargé, me demanda de le rencontrer deux fois par semaine pour conférer avec lui sur les questions qui devaient préoccuper l'Internationale. Je devins ainsi son homme de confiance au secrétariat:

«N'avez-vous rien à objecter au fait que je confère régulièrement avec vous (par exemple mercredi et vendredi) environ quinze à vingt minutes sur les affaires courantes les plus importantes? C'est-à-dire vous me rendez attentif à quelque chose d'important qui s'est passé sans réaction politique de notre part.»

*

«Malheureusement il ne sera pas possible aujourd'hui d'avoir une conférence. J'ai encore deux séances russes et l'espoir que la séance du présidium soit brève a disparu. Je vous aviserai sans tarder, je pense demain.»

*

CARICATURE D'HUMBERT-DROZ PAR BOUKHARINE
(APRÈS LA COMMISSION FRANÇAISE)

An Humbert-Droz

Wir haben schon grosse Fortschritte, was die Besprechungen betrifft. <u>Aber</u> wir laufen schon der Gefahr ~~es~~ entgegen, dass das Präsidium ~~[illegible]~~ ~~leer~~ leer wird. Jetzt ist notwendig, die richtige <u>Proporz</u> zu finden.

Bucharin

Leider, heute wird es nicht möglich sein eine Beratung zu haben. Ich habe noch 2 russ. Sitzungen und die Hoffnung auf die <u>Kürze</u> der Sitzung des Präsidiums ist verschwunden. Ich werde Sie sofort informieren (ich glaube, morgen)

Ihr Buch.

BILLETS CONCERNANT LES CONVERSATIONS EN APARTÉ

«Nous avons déjà fait de grands progrès en ce qui concerne nos entretiens. *Mais* nous voyons déjà le danger que le présidium soit vidé de sa substance. Il est maintenant nécessaire de trouver la juste proportion.»

*

«*Confidentiel.* J'ai l'intention de nommer le camarade Sljepkoff (mon soi-disant élève) comme directeur de la section d'agitation et de propagande. Il peut établir la liaison entre les jeunes écrivains, aider les organes centraux, organiser la publication de brochures, etc.

Petrovsky — davantage au secrétariat de pays, naturellement sous notre contrôle.

Sljepkoff est un excellent organisateur et capable de rejeter assez vigoureusement les éléments mauvais et d'en attirer de bons. Est-ce possible? Votre opinion?»

*

«Et vous-même, êtes-vous d'accord avec ma proposition?»
(En français.)

Une délégation d'Espagne formée de Bullejos, secrétaire du Parti communiste, et du colonel Macia, chef du mouvement séparatiste catalan, était arrivée à Moscou. Macia prétendait avoir la possibilité de rassembler, dans le sud de la France, une armée de volontaires prêts à libérer la Catalogne, comme Garibaldi l'avait fait en Italie.

Ces plans paraissaient farfelus aux Russes, mais j'avais essayé de convaincre Boukharine qu'une révolution en Espagne était possible; la monarchie, le pouvoir de l'Eglise et des grands propriétaires fonciers étaient devenus insupportables et la question nationale en Catalogne et dans le Pays basque favorisait un mouvement insurrectionnel.

Boukharine prit donc part à une conférence avec les Espagnols. Pendant la séance, il me fit tenir deux billets:

«Les Espagnols prononcent Madri et non Madrid ou Madrido et Epaña et non España; très intéressant!

Mais ce qui est plus important: le séparatiste est trop sénile et le communiste trop jeune!»

*

«Je n'ai encore jamais vu de chef d'insurrection aussi sénile. Je crains que tout cela ne soit qu'un fantastique radotage.»

*

Et la délégation espagnole s'en retourna les mains vides. Cependant, quatre ans plus tard, le colonel Macia était élu premier président

de la République indépendante de Catalogne et l'Espagne était en révolution, le roi en fuite et la République proclamée!

Les révolutions ne se faisaient pas toutes sur le modèle russe!

* * *

Pendant les séances de la Commission française, au siège du Parti communiste de l'URSS, Staline introduisit une manœuvre vexatoire pour les membres de la commission qui n'avaient pas adhéré au Parti communiste soviétique. Les membres du parti russe entraient à la Maison du parti sur simple présentation de leur carte de membre. Le soldat de planton avait ordre aussi de laisser passer les étrangers munis de leur mandat de membre du Présidium ou de l'Exécutif de l'Internationale. Mais, dès la deuxième séance, le soldat renvoya les membres du Présidium et de l'Exécutif qui ne pouvaient exhiber une carte de membre du parti soviétique au guichet des laissez-passer où devaient s'adresser tous les visiteurs sans parti, puis faire queue, déposer leurs papiers et recevoir un laissez-passer.

Pendant la séance, je me plaignis à Boukharine de cette mesure vexatoire. Il me répondit:

«Au sujet du «Propousk»[1]: Si grande est la stupidité, resp. l'esprit borné de la Centrale du parti!»

Après une longue discussion, assez vide, au présidium:

«Confidentielle. — J'ai l'impression que nous n'avons absolument rien décidé.»

Boukharine, qui était peintre à ses heures et avait un excellent coup de crayon, avait coutume de caricaturer les personnes présentes aux séances. C'est ainsi qu'il brossa de Togliatti et de moi de très bonnes caricatures et se fit certain jour un malin plaisir de fêter ma victoire sur le parti français par un dessin qu'il me remit.

---

[1] Laissez-passer.



XX

UN SÉJOUR A BERLIN

En 1927, nous avons passé nos vacances en Suisse, dans nos familles. Elles furent beaucoup moins reposantes que la détente totale des vacances russes. Nous étions à peine de retour à Moscou que le présidium décida de créer un Bureau de l'Europe occidentale à Berlin, le WEB. Les nombreux voyages à partir de Moscou en seraient simplifiés, les contacts avec les partis plus étroits et plus fréquents, les rencontres à Berlin plus rapides et plus expéditives. D'autre part ce bureau devait permettre aux militants communistes des divers partis de participer directement et plus facilement aux discussions et aux décisions de ce bureau. Alors qu'une discussion à Moscou exigeait quelques semaines, une conférence à Berlin ne demandait que quelques jours, voire seulement quelques heures. En quelques heures aussi l'un des secrétaires pouvait rejoindre Paris, Bruxelles ou Amsterdam et participer à une séance du comité central de l'un ou l'autre de ces partis. L'effort de l'extrême gauche trotskyste pour former une fraction internationale exigeait aussi une liaison plus étroite avec les partis et une observation plus rigoureuse et plus objective de l'action des trotskystes.

Le présidium décida de m'envoyer au WEB retrouver Manouilsky. Mais cette décision contrariait mes plans. Il ne s'agissait plus d'une mission de quelques semaines, mais bien d'un travail qui pouvait durer des mois, sinon des années, pendant lesquels je serais obligé de vivre loin de ma famille. Je caressai le plan de faire venir à Berlin Jenny et les enfants, mais l'éducation des gosses devenait un obstacle. Ils n'étaient plus de petits moutards qu'on trimbale comme des bagages d'un pays à l'autre. Zou allait à l'école russe et Pierrot venait

d'entrer au jardin d'enfants. Ils parlaient avec nous le français, mais le russe leur était plus familier et le plus souvent leur conversation en famille était émaillée de mots russes. Bref, le russe était leur langue quotidienne, quasi leur langue maternelle. Les transplanter à Berlin nous eût obligés à leur faire une fois encore changer de langue, de méthode d'éducation et à leur imposer l'école allemande. Nous hésitions devant cette transplantation, d'autant plus que le temps qu'il me faudrait rester à Berlin était incertain. J'y pouvais vivre légalement, mais combien de temps durerait encore cette tolérance?

Ma correspondance de cette période reflète l'ennui et le désagrément d'une installation provisoire et les difficultés d'un travail mal organisé:

«C'est en recherchant tout à l'heure sur mon journal du matin la date de cette journée pour dater ma lettre que je m'aperçois que je laissais passer mon anniversaire, comme régulièrement je laisse passer le tien... sans y prendre garde. Inutile de te dire que je ne suis nullement fier de mes trente-six années et que l'exil où je vis depuis trois jours n'est pas des plus folichons pour «fêter» un âge si respectable.

Je t'ai écrit le lendemain de mon arrivée quelques lignes hâtives, griffonnées au coin d'une table à écrire de l'hôtel où j'ai passé ma première nuit. Mes deux premières journées se sont passées en rendez-vous multiples. Vers le soir du deuxième jour seulement j'ai été transféré à un domicile privé provisoire dont les règles les plus élémentaires de mon nouveau destin m'empêchent de t'en donner un signalement trop précis. Je n'ai donc pas d'adresse définitive et je te prie de m'écrire par la poste du Comintern, en remettant la lettre à A., «pour Humbert-Droz». Je suis dans une famille d'ouvrier dont j'occupe la chambre «rangée». C'est te dire que je suis installé à peu près comme dans une exposition de beaux meubles, de petits tapis brodés et de vases de toutes dimensions. C'est neuf, ça prétend être chic, mais c'est fort peu confortable pour le travail. Je m'y sens étranger. Les choses qui m'entourent n'ont rien de commun avec moi. Elles me regardent, hostiles comme si j'étais un intrus et je partage largement leur sentiment d'antipathie. Heureusement la chambre est au haut de la maison et la fenêtre laisse pénétrer assez de lumière pour empêcher mon humeur de s'assombrir.

Hier la journée était splendide. Un jour d'automne calme et doux qui invitait à la flânerie. Après avoir retrouvé Manouilsky au restaurant, nous sommes allés passer notre après-midi au Tiergarten, à flâner dans les allées et à deviser sur un banc. Nous organisons notre travail, répartissons les tâches. Ercoli [1] est ici pour quelques

[1] Togliatti.

jours. Il était avec une vingtaine d'Italiens dans une cabane de montagne, en Suisse, où il avait organisé une école. Mais ils furent découverts par la police soleuroise. Il est venu ici finir son cours. Nous l'avons aussitôt engagé au secrétariat et avons discuté avec lui les principales questions. Il reviendra chaque mois pour passer trois ou quatre jours avec nous. (...)»

«Je rentre ce soir, comme tous les autres, vers neuf heures et demie, après avoir mangé au restaurant un repas abondant et insipide tel que la cuisine allemande seule sait en préparer. Je mène une vie effroyablement régulière. Le matin, levé et habillé à huit heures, je déjeune d'un innommable café et de trois petits pains beurrés que me donne mon hôtesse. Puis je reste à ma table où je travaille jusqu'à une heure de l'après-midi. Je lis les journaux et revues, je prépare des articles, ou des lettres et documents divers. A une heure je quitte ma demeure et vais rejoindre Manouilsky dans un restaurant du centre de la ville. Nous y mangeons ensemble puis allons à notre bureau où nous retrouvons ceux qui désirent nous voir ou que nous devons rencontrer pour notre travail. Cette dernière semaine nous fûmes en rapports suivis avec les camarades italiens. Ercoli est reparti hier et les deux autres vont le suivre ces jours.

Nous avons nos séances et nos rendez-vous à notre bureau. Nous y lisons nos documents et nous en sortons à 6 heures; le soir généralement nous faisons encore une promenade d'une heure ou deux au Tiergarten en devisant et en discutant de graves sujets. Nous mangeons ensemble et rentrons, chacun chez soi, vers 9 heures ou 9 heures et demie. On ne peut rêver vie plus minutieusement réglée, plus monotone et plus terne. Berlin m'est si peu sympathique que je n'ai aucune envie de rompre cette douce monotonie par une escapade. Dimanche soir seulement, j'avais mangé seul après avoir quitté Ercoli, j'étais las et triste d'être seul et j'ai mis pour la première fois les pieds dans un cinéma. Je m'y suis du reste royalement ennuyé, mais j'ai tué deux longues heures de solitude. Tu vois que je n'ai pas l'humeur folichonne. Je travaille et je m'absorbe, mais souvent, en lisant le *Temps*, mon regard se perd dans le gris de ses grandes colonnes tassées et je vois une tête blonde bouclée, des yeux bleus affectueux et clairs, j'entends les rires sonores et les cris de nos gosses, je vais chercher ton épaule pour y reposer ma tête, tes lèvres fraîches où le baiser s'oublie, je me réfugie en vous. J'aimerais tant vous avoir ici pour passer ces longues soirées d'automne au milieu de vous au lieu de perdre tant de moments précieux dans ces restaurants de Berlin au public gras et repu de cochon et de bière.

Je fais des plans pour l'avenir et mes châteaux de cartes s'écroulent devant la nécessité d'une école pour Zou, de l'éducation des gosses, des difficultés de la langue... Je dresse des plans pour vous faire venir et je n'ai pas encore reçu une ligne de toi depuis mon départ, je n'ai qu'un logis provisoire et n'ai pas d'adresse postale à te donner. Aujourd'hui est arrivée la poste, mais en vain j'ai attendu et cherché une lettre de toi. Je suis comme si tu m'avais oublié dès le moment

où le train démarrait du perron de la gare Alexandrovsky. Il semble que Moscou est sur une autre planète. Dès qu'on a passé la Pologne on a l'impression qu'un monde sépare la Russie du reste du continent.

J'ai vu hier Varga qui va partir avec sa famille pour Moscou. Tu le verras sans doute. (...)

L'extrême gauche s'organise partout en fraction. En France, les bordiguiens et Treint font un front unique et s'allient à des éléments chassés du parti à cause de leur liaison avec la police. Ils rassemblent tous les éléments tarés qui prennent le drapeau de l'opposition pour couvrir leur passivité et leur lâcheté personnelle. Il est tellement plus commode pour un Italien de se déclarer «gauche», de combattre son parti et l'Internationale comme «opportunistes» plutôt que de travailler contre Mussolini. Tant que ces gens se borneront à cette attitude négative et destructive, ils ne prendront pas grande influence. A Altona-Hambourg, Urbans [1] avait présenté une liste électorale contre le KPD. C'est, en Allemagne, la forteresse de l'extrême gauche et Urbans est certainement un des plus sympathiques du groupe Fischer–Maslow. Le résultat est désastreux pour l'opposition: 300 voix contre 18 000 au KPD. C'est la démonstration de la banqueroute de l'opposition. Les masses ouvrières d'Occident ne veulent pas d'un retour au gauchisme. Je pense qu'à Moscou on tirera les conclusions de cette élection qui est une très précieuse épreuve et qu'on craindra un peu moins le développement de l'extrême gauche en Occident. (...)»

De Berlin, les voyages recommençaient. Le 9 octobre j'étais à Bruxelles d'où je donnais ces quelques nouvelles à Jenny:

«(...) Je viens de passer trois jours à Bruxelles au Comité central du Parti communiste belge. C'est dans ce travail que je me rends compte de l'utilité de notre Bureau occidental. Le contact personnel, l'intervention au Comité central sur toutes les questions permet de corriger des erreurs, d'orienter et de stimuler l'activité des partis infiniment mieux que par lettre, de Moscou. C'est moins bureaucratique, plus vivant et surtout nous avons une vue plus exacte de la situation de nos partis et de ce qu'il leur faut.

Le Comité central n'a épuisé que la moitié de son ordre du jour. Il reprendra sans doute dans quinze jours et je reviendrai si Manouilsky est d'accord.

J'ai modifié mes plans et renvoyé de quelques jours mon voyage à Paris. Thorez m'avisera quand je pourrai aller. C'est toujours notre point noir. Je rentre donc à Berlin aujourd'hui, sans doute pour une dizaine de jours. Je n'ai pas encore modifié «mon provisoire», mais j'espère pouvoir m'installer d'ici quelques jours plus commodément pour pouvoir travailler davantage et t'écrire plus longuement. Je suis toujours installé sur le coin d'une table, je n'ai que l'éclairage au pétrole et par conséquent les longues soirées d'automne passent

[1] Du groupe Ruth Fischer.

presque complètement perdues parce que je ne puis travailler longtemps à la lumière du pétrole. (...)

Le cinéma en Occident est si stupide que je ne puis rester jusqu'à la fin d'une représentation et je n'ai aucune envie d'aller seul au théâtre ou au concert. J'ai passé une soirée en compagnie d'Alice [1] et de Codovilla. Mais bien qu'Alice s'embête de son côté, obligée comme dactylo du WEB de vivre isolée, je n'ai aucune envie de nouer avec elle des relations trop suivies. Tu comprendras et approuveras sans doute ma réserve. (...)»

Le travail à Berlin ne pouvait s'organiser. La moitié de notre temps se perdait en bavardages et en parlotes dans les cafés. D'autre part Manouilsky, avec lequel je passais une partie de mes journées, risquait d'être l'objet d'un scandale policier. Un soir que nous mangions ensemble, il me dit: «Pouvez-vous me donner le nom d'une rue de la ville du Locle?» Je lui en indiquai une, mais, intrigué par sa question, je lui demandai pourquoi il lui fallait connaître le nom d'une rue au Locle. «D'après mon faux passeport, me répondit-il, je suis originaire du Locle et si jamais je suis pris il faut que je puisse donner le nom de la rue où soi-disant j'habite au Locle.» Rendu plus méfiant encore par cette précision, j'insistai pour qu'il me montre son passeport suisse et je sortis le mien. Son passeport, au nom de Montandon, était l'exacte copie du mien! Stupéfié, je remarquai: «Et si nous étions arrêtés ensemble, que se passerait-il? La police n'aura aucune peine à établir que mon passeport est authentique et que le vôtre non seulement est faux, mais qu'il est encore une fidèle copie du mien et je serai poursuivi pour falsification de passeport!» Jolie perspective! Manouilsky, furieux, fit un scandale à Moscou où se fabriquaient les faux passeports et finit par en recevoir un autre, moins compromettant.

Le 19 octobre j'écrivais à Jenny en faisant de nouveaux projets:

«(...) Williams [2] a passé ici et a fait un rapport sur l'Amérique latine. Je l'ai violemment critiqué, Manouilsky aussi. Peut-être rentrerai-je, si on en décide ainsi là-bas, pour traiter les choses américaines, Mexique et Argentine. Je le désire vivement, non seulement du point de vue personnel, mais aussi parce que je suis assez mécontent de l'organisation de notre travail ici. Nous travaillons sans aucune méthode, au jour le jour, d'une façon fiévreuse et désordonnée. Les conditions techniques du travail sont aussi telles

[1] Sténodactylo de langue allemande qui avait été à Moscou plusieurs années et qui fut désignée comme secrétaire au WEB.

[2] Alias Gouralsky.

qu'il est encore moins productif qu'à Moscou. Seules les visites aux partis donnent quelque chose. Le travail fait ici, à Berlin, ne vaut pas le diable. Nous rôdons les brasseries et les restaurants, nous vivons sur la rue, sans organisation du travail. Bref, je suis très peu optimiste sur le développement de notre action ici. Avant d'entreprendre une lutte pour organiser cela, je tiens à savoir si je resterai ici ou non et dans le cas où je reste je prendrai les mesures nécessaires pour vous faire venir. Je serai physiquement et moralement déprimé et malade si je dois mener plus de trois mois la vie que j'ai maintenant. (...)»

La lutte contre l'opposition troskyste dans les partis occidentaux, fortement travaillés par Ruth Fischer et Souvarine, était difficile du fait que le Parti communiste russe et l'Internationale, au lieu de publier les documents de l'opposition et de réfuter ses arguments, se bornaient à polémiquer en ne faisant paraître que des extraits ou des citations des documents trotskystes. Cette façon bien stalinienne de renseigner unilatéralement froissait les communistes, qu'on estimait à Moscou incapables de juger par eux-mêmes et augmentait la méfiance à l'égard de la majorité.

Après avoir constaté l'influence néfaste de ce système en Belgique, j'écrivais à Jenny ce que j'en pensais, avec prière de transmettre mes remarques à Boukharine et à Kuusinen, à Moscou:

«J'estime absolument criminel de n'avoir pas encore publié avec réponse les principaux écrits et documents de l'opposition. Nous nous mettons ainsi dans une situation difficile qui peut provoquer des surprises. Partout — Allemagne, Tchécoslovaquie, Belgique, Italie, France — nos camarades réclament comme *mesure politique de première importance* la publication *par nous* des documents de l'opposition. En parlant avec des ouvriers et de bons militants de province, je me rends compte que, par cet incompréhensible silence, par le procédé qui consiste à ne donner que des coupures et des citations de l'opposition, on crée une atmosphère favorable à l'opposition et nos directions de partis ne savent que répondre. La majorité, en méconnaissant cet état d'esprit du prolétariat d'Occident, fait elle-même le lit de l'opposition et nous pouvons avoir des surprises désagréables si sur ce point on ne change pas absolument de politique.

Un autre scandale, c'est que les procès-verbaux du dernier Exécutif de mai ne sont pas encore publiés. Chaque militant, même ceux qui sont entièrement avec nous, a l'impression que malgré tout nous avons quelque chose à cacher et manque ainsi d'assurance dans la défense de la politique de la majorité.

Recopie je te prie ce passage de ma lettre et fais-le parvenir à Boukharine et à Kuusinen. Je juge la situation plus sérieuse qu'il

y a deux mois, non à cause des progrès réels de l'opposition qui continue à recueillir tous les déchets, toute l'écume du grand courant révolutionnaire, mais à cause des doutes qui existent dans nos propres rangs et qui proviennent du fait que les pièces les plus importantes de la discussion sont inconnues des camarades et que seule la littérature de la majorité est par nous publiée. On ne pourrait pas mieux travailler au profit de l'opposition. (...)»



XXI

ARRESTATION A PARIS CINQ MOIS DE PRISON!

Arrivé à Paris le 27 octobre, je trouvai une situation sensiblement modifiée par l'attitude très énergique de Thorez, décidé à appliquer la politique fixée par la Commission française. Le 30 octobre je communiquais mes premières impressions à Jenny. Dans cette lettre, pour dépister la police et lui faire croire que je suis à Moscou et Jenny à Paris, je lui écris comme si c'était elle qui m'écrivait:

«(...) J'ai trouvé ici une situation bien intéressante. Maurice [1], que j'ai vu longuement, est rentré dans d'excellentes dispositions. Il a échangé avec ceux de la Santé [2], une correspondance énergique qui défend avec une vigueur que je n'attendais pas de lui notre point de vue sur les affaires de famille. Pierre [3], Jacques [4] et les autres pensent qu'il s'est laissé conquérir par toi et Gaston [5] le considère déjà avec beaucoup de méfiance. Mais tous les jeunes le soutiennent, aussi la Fédération de la Seine et pas de doute qu'il pourra tenir tête aux vieux. Ce qui est le plus intéressant, c'est qu'un grand travail se fait dans toute notre usine de Paris. A la base, on travaille bien, on critique ferme la direction, mais c'est une bonne critique, saine, d'ouvriers qui pensent et se rendent compte que beaucoup de choses ne vont pas bien. Prise entre notre pression grandissante et celle qui vient de la base, la direction devra bien changer, sinon elle sera balayée. L'énergie de Maurice, celle des jeunes, celle aussi de la famille parisienne viennent essentiellement de ce courant sain de la base.

[1] Maurice Thorez.

[2] Un certain nombre de membres de la direction, dont Cachin et Doriot, étaient alors emprisonnés à la Santé.

[3] Pierre Sémard.

[4] Jacques Doriot.

[5] Gaston Monmousseau.

Naturellement si on suivait l'opinion des vieux qui sont enfermés dans leur chambre et ne comprennent rien à ce qui se passe dehors, on rejetterait tout ce courant dans les bras d'Albert [1] et de Suzanne [2]. Pour le moment le danger n'est pas grand et à la réunion de famille nous empêcherons cela en nous appuyant au contraire sur cette couche saine de nos ouvriers.

Albert vient de publier le premier numéro d'un organe, *Gauche internationale de l'I. C.*, avec les matériaux de l'opposition. Je m'efforcerai de saisir cette occasion pour le faire exclure de la famille, si c'est possible.

Vous vivez sans doute là-bas dans une atmosphère bien tendue après le Comité central qui vient d'avoir lieu et avant le congrès. J'irai peut-être voir nos parents d'Espagne pendant les dix jours que je dois passer ici. J'attends encore de leurs nouvelles avant d'aller les voir.

J'ai profité de mon voyage en Belgique et ici pour refaire ma garde-robe. J'ai fait faire un costume neuf à Bruxelles, pour l'hiver, qui me va très bien. Ici j'achète chemises, caleçons, chapeau, souliers, bref je me monte de pied en cape. Manouilsky ne pourra plus dire que je suis mise comme un bandit italien. (...)»

Au début de novembre, la direction du Parti communiste français convoqua une importante séance du Bureau politique pour se prononcer sur les décisions prises à Moscou. Thorez fut très incisif et convaincant. J'exposai la politique «classe contre classe» et expliquai pourquoi une telle politique était nécessaire au Parti communiste français.

La séance du Bureau politique s'était tenue dans la banlieue parisienne. Seuls les membres du Bureau politique étaient présents; pas de dactylo, ni de secrétaire. Pourtant le lendemain j'étais arrêté et deux jours après je passais devant un juge d'instruction qui me répéta exactement ce que j'avais dit à cette séance du Bureau politique. Sans aucun doute j'avais été dénoncé et livré à la police par un membre du Bureau politique du Parti communiste français. Fort heureusement, en arrivant à Paris j'avais remis mon faux passeport à notre agent de liaison à Paris et repris mon passeport authentique, préférant être arrêté — si je l'étais — avec mes papiers plutôt que d'aggraver mon cas par de faux papiers qui eussent aussi compromis ceux qui me les avaient procurés. La police fut surprise de ne trouver sur moi que mon passeport légal. Mais, avant même d'avoir pu obtenir un avocat, j'étais condamné à cinq mois de prison pour infraction à un arrêté d'expulsion.

---

[1] Albert Treint.

[2] Suzanne Girault.

Seul André Marty avait mon entière confiance pour rechercher et découvrir le flic parmi les membres du Bureau politique. Par l'intermédiaire de mon avocat, Berthon, je le priai de faire une enquête. Elle resta sans résultat: plusieurs suspects, mais rien de précis. Ce n'est que dix ans plus tard, en 1937, à Moscou, au «procès du centre antisoviétique» où furent condamnés Radek, Rakovsky, Sokolnikov et d'autres, que Vaillant-Couturier, correspondant de l'*Humanité*, me déclara que le membre du Bureau politique qui m'avait livré, en novembre 1927, n'était autre que Jacques Doriot, indicateur de police depuis plusieurs années. Il devait avoir commis, dans son administration à la mairie de Saint-Denis, des délits découverts par le préfet qui l'aurait placé devant l'alternative: ou le scandale et la prison, ou le service de la police au sein de la direction du Parti communiste français. Je fus alors quelque peu sceptique devant cette révélation, sachant que la direction du Parti communiste français cherchait à noircir Doriot. Bien plus tard, en publiant l'*Œil de Moscou à Paris*, j'ai donné cette version de mon arrestation sous toutes réserves, comme la tenant de Vaillant-Couturier. Aujourd'hui cette réserve est tombée: un fonctionnaire des Renseignements généraux, qui avait lu l'*Œil de Moscou à Paris*, me confirma, quelques mois plus tard, que l'accusation de Vaillant-Couturier était bel et bien fondée.

Le 8 novembre je pouvais informer Jenny de mon arrestation et de ma condamnation, en lui écrivant de la prison de la Santé, troisième division, cellule 84:

«(...) J'ai été condamné hier pour infraction à un arrêté d'expulsion à cinq mois de prison. Me voilà donc immobilisé pour l'hiver. On me dit que dans la prison cellulaire les mois sont plus courts et comptés à 21 jours seulement. Cela réduirait mon incarcération d'un peu plus d'un mois, à quinze semaines exactement et porterait ma libération vers le 20 février. Mais je n'ose pas trop y compter et je m'efforce de me faire à l'idée de passer cinq mois d'hiver, cinq longs mois loin de vous et entièrement séparé du monde. Car je ne suis pas au régime politique.

Ma chère petite, c'est une grande tristesse pour toi et pour les enfants, mais je sais que tu es vaillante. Galvanise tes énergies et prends courage. Pense à tous les nôtres qui sont pour des années dans les prisons de tous les pays, pense à nos malheureux camarades italiens, hongrois, bulgares, alors cinq mois t'apparaîtront comme à moi une bagatelle et la peine sera moins lourde. Même quand nous sommes frappés — et je connais assez ton cœur pour savoir que tu le seras autant que moi, plus que moi — il faut penser aux autres

plus malheureux pour trouver la force d'aller de l'avant avec vaillance. Je sais que ni l'un ni l'autre nous n'avons plus les vingt ans de mes premières incarcérations, mais notre foi, moins folle, est plus profonde, plus solidement ancrée, nous sommes plus forts. Je ne puis t'écrire ni sur mon régime, ni sur les circonstances dans lesquelles j'ai été pris. Sois tranquille à mon sujet. Physiquement je suis assez solide pour supporter cette peine. Je mettrai toute mon énergie à manger, malgré la perte de l'appétit qui accompagne toujours la privation de liberté. Et moralement rien ne m'ébranlera si je sais que tu restes vaillante. Sans doute ce sera bien dur d'être tenu dans l'ignorance complète et à l'écart absolu de toute la vie politique au cours des mois qui viennent et qui sont si importants pour nous. Mais je tiendrai. Je pourrai t'écrire, je crois, chaque semaine une fois. Tu pourras aussi m'écrire. Ecris deux fois par semaine. Tes lettres ne doivent contenir que des nouvelles personnelles, pas d'appréciation sur mes juges ou autres. Elles seront censurées, mais ton cœur ne pourra pas être censuré et il parlera comme il parle toujours, infiniment tendre, infiniment doux. Dis la chose aux enfants, doucement, avec toute ta tendresse, mais cache ta tristesse quand tu es auprès d'eux. Il ne faut pas assombrir leur enfance qui doit rester insouciante et joyeuse. Ris avec eux, prends part à leurs joies enfantines. Remplace-moi auprès d'eux et parle-leur de leur père sans que ta voix s'altère et que tes yeux se mouillent. On m'a laissé ta photo. C'est ma grande consolation. Comme je ne sais rien du reste du monde, je vis tout entier avec vous, je ne vous abandonne pas un instant. Vous sentirez ma pensée toujours présente, mon cœur toujours auprès du vôtre. Plus que jamais mon âme est au milieu de vous.

Prends donc courage, chère petite. Je compte sur ta grande vaillance qui vient de ton grand amour. Embrasse les gosses de ma part (...) »

Et, le jour suivant, je réussissais à faire passer une deuxième lettre à Jenny, celle-ci de dix pages et sans censure, écrite sur du papier de W.-C. Elle lui donnait quelques détails sur les conditions de ma détention :

« (...) Voici une lettre que j'essaye de t'envoyer sans censure et où je puis te donner quelques précisions. Les circonstances mêmes de mon arrestation, les questions qui me furent posées, tant à la Préfecture de police qu'au substitut du procureur ne laissent aucun doute sur la source de mon arrestation. Il y a eu un provocateur très près de la direction du parti. Ma conviction est qu'il est même à la direction du parti. Mais c'est chose trop grave pour dire un nom maintenant.

Une deuxième chose, très claire, c'est que le gouvernement et sa police politique cherchent à empêcher le redressement du parti et à favoriser son glissement à droite et sa résistance aux directives

de l'Internationale communiste. C'est pourquoi, *cette fois,* j'ai été arrêté après une séance du secrétariat qui avait pris position nettement en faveur du redressement et où Maurice (Thorez), Gaston (Monmousseau), Ferrat, Dallet, Bouthonnier, Costes s'étaient déclarés d'accord avec la politique de l'I. C. et avaient marqué la nécessité d'engager une lutte contre la direction du parti à la Santé, en cas de résistance de sa part. Le lendemain Cachin et Doriot (la droite) sortaient de la Santé et le surlendemain j'étais arrêté. Excellente préparation du Comité central par le gouvernement! Le jour après mon arrestation, le procureur me posait une série de questions prouvant qu'il était au courant de nos discussions du mercredi et de la dernière lettre de l'I. C. sur la tactique du parti.

Je commençais à faire du bon travail et c'est parce qu'on l'a appris en haut lieu qu'on m'a fait arrêter *cette fois.* On a du reste voulu borner la chose à cette simple opération politique. On ne m'a pas suivi, on n'a pas voulu toucher à l'appareil de liaison. Mais je ne doute pas que Robert[1] soit aussi connu et qu'on le réserve pour le moment favorable. Je te prie de communiquer cette lettre à Stepanov pour qu'il la lise à Piat(nitzky). Mais que personne d'autre n'en sache rien.

Je t'ai écrit une lettre directe hier. Mon régime ici est dur. Ce n'est pas le régime politique. J'ignore tout de ce qui se passe dans le monde, pas de journaux, pas de lectures, pas de lumière. A 4 heures et demie il fait nuit noire jusqu'à 7 heures et demie du matin et les journées vont encore devenir plus courtes et les nuits plus interminables. La lumière que laissent passer les vitres dépolies pendant la journée est du reste fort réduite et à peine suffisante pour écrire quelques lignes. La cellule est sale, maculée d'inscriptions et de dessins obscènes. Mais surtout il y règne une effroyable puanteur de latrines qui remonte de l'égout. On est placé devant l'alternative d'étouffer ou de geler en laissant sa fenêtre ouverte, et encore cette dernière mesure, si elle atténue un peu l'affreuse odeur, ne parvient pas à aérer vraiment le gourbi. J'ai heureusement un manteau d'hiver acheté quelques jours avant mon arrestation et qu'on m'a laissé dans ma cellule. Je m'efforce donc de louvoyer tant bien que mal entre le gel et l'asphyxie. Physiquement je tiendrai parce que j'ai la volonté de ne pas me laisser affaiblir, mais ici encore ce sera difficile. Dès le premier jour j'ai eu les manifestations qui, à Neuchâtel, ne me prenaient qu'au bout d'un mois ou six semaines de détention: perte totale de l'appétit. Pour manger deux bouchées de pain, je fais une dizaine de nausées. Mais ma volonté est plus forte que mon estomac et je mange avec de gros efforts. Avec un peu d'argent on peut du reste améliorer le menu de la prison. Je prends la cantine qui me permet d'avoir, au moins au début, un peu de viande, du vin, du pain blanc, un fruit, un peu de café et de sucre. Je me suis autorisé à faire cette dépense chaque jour, pour me maintenir. J'ai du reste une petite réserve de mon salaire de Berlin.

[1] Notre agent de liaison à Paris.

Il faudra qu'on règle là-bas ma situation à cet égard. Stepanov doit aussi en parler à Piat(nitzky), ou bien continuer à me verser tout ou partie de mon salaire pendant la prison. Je payerai alors ma cantine sur mon salaire. Ou bien demander à MOPR[1] de se charger de ces frais. De toute façon je ne dépense que le strict minimum pour me maintenir en santé et ne pas me laisser trop affaiblir. En aucun cas cela doit être pris sur ce que tu reçois pour les gosses et pour toi. Avant tout toi et les enfants vous devez veiller à votre santé. Soigne particulièrement Tonton et fais-lui faire de la suralimentation. Toi aussi, soigne ton catarrhe de poumon. Moi j'ai le coffre solide et de toute manière je tiendrai ces 105 jours de prison. Le moral est excellent. Les premières journées j'étais un peu abattu, inquiet, amolli à la pensée d'être si longtemps loin de vous. Je sentais que je n'avais plus l'élan de mes vingt ans, ni le solide et robuste optimisme insouciant du temps de la Conciergerie de Neuchâtel. Ici ce sera dur et long. Je l'ai compris aussitôt avec une certaine tristesse. Mais ce matin je me suis réveillé tout rajeuni, j'ai retrouvé mon humeur et mon élan de vingt ans. Au fond la prison est une excellente école où l'on retrempe son énergie et sa foi révolutionnaire. C'est un bain de haine merveilleux, on devient méchant, mais de cette bonne haine, de cette cruauté sacrée qui forge l'âme des révolutionnaires. Après tant d'années passées à un travail bureaucratique, au moment où je commençais à engraisser physiquement et moralement, cet emprisonnement est une cure excellente. C'est un coup de fouet qui rajeunit le cœur pour des années et ranime l'énergie révolutionnaire. Rien de meilleur contre l'embonpoint! Je souhaite une cure semblable à beaucoup de bureaucrates de notre appareil.

Trouverai-je ton cœur à l'unisson du mien? J'ai confiance, je compte sur ta belle vaillance. Pour toi aussi huit années ont passé, presque dix depuis que tu venais siffler sous ma fenêtre de la Conciergerie, pour toi aussi ma présence était une source d'énergie toujours renouvelée. Mais bien que 105 jours soient, de quelque façon qu'on les retourne ou qu'on les compte, une longue absence, je sais que je puis compter sur ton grand amour qui jamais n'eut de défaillance. (...)

Sans doute j'attends de tes nouvelles avec la plus grande impatience. Tu as maintenant une adresse fixe!... Ecris-moi régulièrement au moins deux fois par semaine, trois fois si tu peux. Je t'écrirai aussi le plus souvent possible. Mais j'ai soif de nouvelles parce que ta dernière lettre date de plus d'un mois et que les nouvelles qu'elle me donnait n'étaient pas très bonnes. Ecris-moi donc au plus vite à l'adresse de la prison en te souvenant que les lettres sont toujours censurées. Fais faire une bonne photo des gosses et envoie-la-moi, on me la laissera.

Mon avocat, avec lequel j'ai eu un premier contact aujourd'hui seulement, me conseille de recourir en appel, mais je suis pour la

[1] Secours rouge international.

bourgeoisie française et son gouvernement l'ennemi et je risque, en recourant, d'attraper davantage. Je verrai la chose encore avec Berthon. L'avantage est de rester en contact avec l'extérieur, par mon avocat, un peu plus longtemps. Si je ne recours pas, je serai transféré dans une semaine à Fresne jusqu'au terme de ma peine. Je ne sais si le parti et l'*Huma.* mènent campagne. Je n'y compte guère! (...)

Excuse mon papier de contrebande. Ici, c'est le système D. Je prétexterai une entérite pour m'en procurer encore et chercher à t'écrire plus longuement que ne l'autorise la censure. (...)»

«Encore deux mots: Comme je m'attendais à la provocation, j'avais sur moi des papiers à mon nom tout à fait en règle et rien de compromettant ni pour moi, ni pour d'autres. Seule la plate-forme de l'opposition est tombée aux mains des flics.

J'ai réussi à détruire deux ou trois adresses que j'avais sur moi pour la liaison ici.

C'était pourtant la première fois que j'étais réellement prudent. Je n'allais ni à l'*Huma.*, ni au parti, ni à la Santé — ce qui rend le caractère de provocation encore plus évident.»

Ce séjour à la Santé me permit de faire une étude fort piquante sur le régime des prisons et l'administration de la justice française.

Dès que mon avocat sut dans quelles conditions j'étais interné, il me dit qu'il interviendrait auprès du directeur de la prison pour que je sois transféré dans une autre division où l'on incarcère les gros voleurs, ceux qui font durer leur prison préventive pendant des années, en utilisant tous les méandres de la procédure, appel, cassation, revision, etc.

Je fus effectivement transféré, après quelques jours, du secteur de la basse pègre dans celui de la haute.

Ma première cellule était répugnante, non chauffée, sol en ciment, pas d'éclairage, pas d'eau courante et un trou infect tout-à-l'égout qui sans doute depuis des siècles n'avait été ni nettoyé ni désinfecté. Ma nouvelle cellule, trois fois plus grande, avait une grande baie vitrée qui laissait passer le soleil, le chauffage central, un parquet, la lumière électrique jusqu'à 8 heures du soir, un appareil à chasse et un robinet d'eau courante. Bref, c'était une chambre d'hôtel très confortable!

Me Berthon, mon avocat, me conseilla de faire appel, ce qui permettait de rester pendant toute la procédure d'appel au régime de la prison préventive. Je pus obtenir des livres: un dictionnaire et une grammaire russes, qui avaient été cartonnés, mais dont on avait arraché les couvertures par crainte qu'elles ne dissimulent des communications avec l'extérieur, l'ouvrage de Tolstoï, *Résurrection*, en russe, l'*Histoire politique de l'Europe contemporaine*, du professeur

Seignobos, et quelques romans de Maupassant. Me Berthon m'apportait l'*Humanité* et se préoccupa d'obtenir, pour mon ancienne secrétaire au Comintern, Mireille, et pour ma petite belle-sœur Mousy, la sœur cadette de Jenny qui était alors assistante sociale à Paris, l'autorisation de venir me voir. Mais il fallut attendre plusieurs semaines avant que tout cela fût au point. Je ne pus changer de linge pendant quatre semaines. Je priai Mireille par écrit de me faire parvenir une chemise neuve, ce qu'elle fit, mais elle m'envoya une encolure quarante-sept, le plus grand calibre, alors que le mien était quarante-deux! Mousy se chargea avec beaucoup d'attentions du blanchissage de mon linge, de manière que quelques semaines plus tard j'étais installé pour tenir bien cinq mois!

Cependant Me Berthon avait un plan dont il me fit part: il donnerait un pourboire au greffier pour que la séance d'appel ne soit fixée qu'au début de janvier, sous la présidence d'un juge sur lequel il avait quelque influence, ayant aidé son fils à s'embusquer pendant la guerre! Il lui demanderait de réduire ma peine à trois mois et un jour de prison — trois mois *et un jour* parce que c'est au-delà de trois mois qu'un condamné peut jouir d'une mesure de remise du quart de sa peine. En fixant l'audience du tribunal au début de janvier, il me serait possible de sortir dès la sentence prononcée, si tout marchait comme l'espérait Me Berthon.

Ce scénario alléchant me paraissait irréalisable. Mais tout se passa comme mon avocat l'avait organisé. A l'audience, c'est le président qui résuma les faits: «Vous avez passé par la France pour rentrer de Belgique en Suisse, bien que frappé d'expulsion. Je propose de réduire la première condamnation à trois mois et un jour. Monsieur le procureur? Rien à dire. Monsieur le défenseur? Rien non plus.» Et comme je n'avais rien à ajouter moi-même, le verdict fut ainsi prononcé. Personne n'avait fait allusion à mon activité politique en France et l'audience n'avait pas duré cinq minutes! Quarante-huit heures après j'étais libre et reconduit à la frontière suisse.

Mais, pendant mon incarcération à la Santé, une autre affaire, beaucoup plus sérieuse, avait failli me maintenir en prison plus longtemps. Berthon m'avait avisé qu'il s'absentait de Paris entre Noël et Nouvel-An et qu'il m'enverrait son secrétaire. Durant cette dernière semaine de décembre, je fus un jour conduit par le gardien dans la chambre des avocats et me trouvai en présence de trois inconnus qui se présentèrent à moi comme des camarades du Secours rouge international, me tendirent cordialement la main et me

tutoyèrent pour me mettre en confiance. Ils me présentèrent une photographie d'Azzario, un camarade italien envoyé par l'Internationale en Amérique latine, qui avait été arrêté à Panama. Je le savais. C'était un cas connu du Secours rouge et du secrétariat de l'Internationale. La discussion s'engagea.

— Peux-tu nous dire le nom de ce copain qui vient de disparaître?

En considérant la photo d'Azzario qu'on me présentait, je remarquai dans un angle la marque d'un sceau officiel. C'était donc une photo de passeport!

Trois «copains» — me dis-je — pour me poser ces questions? C'est un peu trop! Rendu aussitôt méfiant, je répondis, après avoir observé attentivement la photo, que je ne connaissais pas ce type.

— Mais, tu dois le connaître?

— Non, je ne le connais pas!

Finalement, devant mon obstination à ne pas céder, ils me dirent:

— Eh bien! Parlons franchement. Ce type est Azzario, envoyé par vous en Amérique latine. Il a été arrêté à Panama, porteur d'un faux passeport qui est la copie fidèle du vôtre! Dites-nous qui fabrique ces passeports et où ils sont fabriqués et vous êtes libéré. Sinon vous êtes prévenu de falsification de passeport et c'est un minimum de deux ans de prison qui vous attend.

Je passai alors à l'offensive qui est toujours la meilleure défensive:

— Qui a fabriqué ce faux passeport? C'est vous-mêmes! Vous avez été déçus de m'arrêter porteur de mes vrais papiers. Vous espériez sans doute me prendre avec un faux passeport. Cinq mois de prison ne vous suffisent pas. Alors vous avez fait faire des copies de mon passeport et vous avez fait arrêter ceux qui les utilisaient. Le procédé est grossier.

— Votre passeport est dans votre fouille depuis que vous êtes ici.

— J'exige que vous fassiez venir ma fouille sur-le-champ, pour vérifier où se trouve mon passeport.

La fouille fut demandée, et reçue. A mon grand soulagement, mon passeport ne s'y trouvait pas! J'exigeai de ces trois policiers qu'ils constatent que mon passeport m'avait été enlevé par la police depuis deux mois et ne se trouvait pas à la prison.

Ayant triomphé sur ce point, j'ajoutai: «Du reste, combien de fois ai-je déposé mon passeport à un consulat étranger pour obtenir un visa, où il fut gardé plusieurs jours, parfois plusieurs semaines avant de m'être rendu avec ou sans visa. Pensez-vous que je sois

assez stupide pour avoir envoyé un émissaire en Amérique latine où il risquait d'être arrêté avec une copie de mon passeport? Je crois vous avoir donné la preuve que je suis plus malin que vous ne le croyez. Et maintenant, messieurs, si vous voulez m'intenter un procès pour falsification de passeport, sachez que je suis prêt à me défendre!»

Les trois policiers, confus comme des renards qu'une poule aurait pris, se retirèrent en me disant: «Respect pour vous! D'autres de vos amis se mettent à table à la moindre menace.» Je me serais bien passé de leur respect tout en étant fier d'avoir déjoué une vilaine machination contre moi et ma liberté.

Quant à l'office de Moscou chargé de fabriquer les faux passeports, je l'envoyai au diable une seconde fois, en me demandant combien de copies de mon passeport il avait mises en circulation, en exposant ainsi des camarades. Cette façon d'agir était une véritable provocation.

Me Berthon, auquel je rapportai naturellement cette visite qui faisait pressentir un nouveau procès, fut indigné que les policiers aient utilisé la salle des avocats pour me tendre un piège. Il me dit qu'il ferait scandale à ce sujet et me rassura concernant cette nouvelle affaire.

De la Conciergerie où j'avais été transféré en vue de l'audience de la Cour d'appel, j'écrivais à Jenny après le verdict:

«(...) Tu as sans doute reçu ce soir le télégramme t'annonçant le résultat de l'appel et je pense qu'il y aura de la joie, beaucoup de joie au No 21 [1] à la nouvelle de ma libération prochaine. Moi-même je n'ai pas encore réussi à réaliser que c'est vrai et je ne le croirai que lorsque j'aurai respiré l'air libre et que je serai dans le train en tournant le dos à notre vieux Paris si sympathique et si inhospitalier. (...)

Je te donnerai des détails sur l'audience de vive voix. J'avais perdu tout espoir et la sentence m'est tombée sur le crâne que j'en suis encore tout étourdi et éberlué. Ici je suis dans une cellule avec deux autres détenus. C'est te dire que c'est dur et pénible. Je manque de cette solitude et de ce recueillement, si grands à la Santé et si bons malgré tout, quand on est un détenu politique au milieu des autres. Mais maintenant que la sortie est proche, les quarante-huit heures à faire encore seront vite passées. (...)»

J'avais hâte de retrouver les miens à Moscou, mais le chemin du retour fut semé d'imprévus. En passant par la Suisse pour voir

[1] Le numéro de notre chambre à l'Hôtel Lux.

ma mère, je dus faire une halte et assister à une séance du Comité central du Parti communiste suisse, ainsi qu'à une conférence du Parti communiste italien, d'où deux jours de retard. Puis, à Berlin, une conférence du Parti communiste français fixée au 18 janvier me retint, le WEB m'ayant fait un devoir d'y assister. Enfin, tandis que Piatnitzky exigeait que je rentre à Moscou, les membres du WEB, Manouilsky et Kuusinen qui m'y avait remplacé, décidaient que je resterais à Berlin. J'évoquai alors ma nouvelle affaire de «falsification de passeport» pour obtenir de force mon départ pour Moscou. Inutile de décrire la joie des miens à mon retour. Malgré tout je m'en étais tiré à bon compte!



XXII

LE SIXIÈME CONGRÈS MONDIAL

Mon retour à Moscou coïncidait avec la préparation du Sixième congrès mondial qui eut lieu du 17 juillet au 1er septembre 1928. Pendant les quelques mois que j'avais passés à la Santé, des événements importants étaient survenus en Union soviétique. L'opposition Trotsky-Zinoviev, qui avait organisé une contre-manifestation dans les rues de Moscou lors des fêtes du dixième anniversaire de la Révolution russe, le 7 novembre 1927, fut exclue du parti et ses principaux militants déportés aux quatre coins de l'Union soviétique, aussi loin que possible de Moscou.

Après avoir ainsi «vaincu» et décimé l'opposition, Staline fit un tournant à gauche. Il reprit les principes mêmes de l'opposition en ce qui concernait la nécessité de la lutte contre les koulaks en URSS, le développement de la révolution en Chine sous la direction indépendante du Parti communiste, et le combat contre la social-démocratie, en liquidant la politique du front unique, en prévision d'une nouvelle période d'offensive révolutionnaire.

Mon ami Voya Vouiouvitch, déporté à Arkhangelsk en tant que zinoviéviste, entretint avec moi une correspondance suivie. Ses lettres reflètent certainement l'opinion des autres chefs de l'opposition. Il y affirme son plein accord avec la nouvelle politique gauchiste de Staline «qui voit enfin la justesse des critiques de l'opposition et procède à un redressement de la politique du parti». Il se déclare étonné qu'on le laisse encore en déportation, alors qu'il affirme être entièrement d'accord avec la nouvelle politique du parti.

Ce tournant politique de Staline suscita, déjà au début de 1928, une nouvelle lutte fractionnelle au sein de la majorité. Boukharine,

Rykoff, chef du gouvernement, et Tomsky, président de l'Union syndicale soviétique, tous membres du Bureau politique, s'opposèrent à la nouvelle politique gauchiste de Staline.

Tout d'abord la majorité du Bureau politique fut indécise, les tendances n'étant pas nettement délimitées à cause de deux membres chancelants, Kalinine, président de la République, et Vorochilov, ministre de la Guerre. Lors de certaines décisions importantes, ils votèrent avec la «droite» boukharinienne et mirent Staline en minorité.

Cette nouvelle discussion intérieure influença fortement la préparation politique du Sixième congrès mondial. La cassure n'étant pas encore consommée, les documents préparés par Boukharine en vue du congrès, la résolution politique et le projet de programme de l'Internationale furent vivement discutés au sein du Bureau politique russe et très sensiblement modifiés, de sorte que les textes proposés par les Russes, étant contradictoires, prêtaient à des interprétations différentes.

Déjà lors de l'Exécutif élargi de novembre 1926, Boukharine avait souligné, en accord avec Staline et en opposition avec les conceptions de Trotsky et de Zinoviev, que le régime capitaliste s'était consolidé et que sa production, malgré la défection de l'URSS, atteignait son niveau d'avant-guerre. En 1928 elle le dépassait même. Boukharine en déduisait qu'on était entré dans une nouvelle période, la troisième, caractérisée par la consolidation du régime capitaliste.

Staline laissa subsister dans les thèses la troisième période, mais en lui donnant l'expression d'une recrudescence des luttes de classes et de l'action révolutionnaire du prolétariat. Le projet de l'Internationale fut ainsi remanié et édulcoré.

Boukharine me tenait au courant de ces conflits et des compromis qu'il avait dû accepter pour éviter une rupture à la veille du Sixième congrès.

L'opposition trotskyste avait, de surcroît, attaqué la politique chinoise de Staline restée attachée à l'action des communistes chinois au sein du Kuomintang de Tchang Kaï-chek, en fonction d'une alliance conclue du temps de Lénine avec Sun Yat-sen. Mais Tchang Kaï-chek avait rompu l'alliance en opérant un tournant à droite nettement contre-révolutionnaire. Cette volte-face fut naturellement utilisée par l'opposition pour réclamer une politique indépendante du Parti communiste chinois et sa rupture avec le mouvement nationaliste et anti-impérialiste bourgeois.

Tandis que la direction de l'Internationale cherchait à s'appuyer sur la révolution paysanne organisée par Mao Tsé-toung dans les provinces du sud de la Chine, l'opposition ridiculisait cette confiance dans la révolution paysanne et préconisait la révolution classique de la classe ouvrière des villes qui entraîne et dirige les paysans révoltés.

Le 12 septembre 1930, le «Secrétariat international provisoire de l'opposition communiste» publia un appel aux communistes chinois et aux communistes du monde entier sur «Les perspectives et les tâches de la Révolution chinoise» où l'on peut lire:

«Lorsque les staliniens parlent du Gouvernement soviétique créé par les paysans sur une étendue importante de la Chine, ils démontrent non seulement leur légèreté d'esprit, mais ils obscurcissent et dénaturent le problème fondamental de la Révolution chinoise. La paysannerie, même la plus révolutionnaire, est incapable de créer un gouvernement indépendant. Elle ne peut que soutenir le gouvernement d'une autre classe établie dans les villes. La paysannerie, dans tous les mouvements décisifs, suit la bourgeoisie ou le prolétariat. Ce qu'on appelle le «parti paysan» peut simplement masquer temporairement ce fait, mais il ne le supprime pas. Les soviets sont des organes du pouvoir de la classe ouvrière opposés à la bourgeoisie. Cela signifie que la paysannerie est incapable de créer par ses propres forces un système soviétique. Il en est de même pour l'armée. Les paysans ont créé plus d'une fois en Chine, en Russie et dans d'autres pays des détachements de partisans qui se battaient avec une vaillance et une ténacité admirables. Mais c'étaient des partisans attachés à une province déterminée et incapables de réaliser des opérations stratégiques centralisées de grande envergure. *Seule l'hégémonie du prolétariat dans les centres politiques et industriels décisifs du pays crée*[1] les conditions indispensables, aussi bien pour l'établissement de l'armée rouge que pour l'établissement du système soviétique dans les campagnes. Pour celui qui ne comprend pas cela, la révolution reste un livre fermé.»[2]

La longue marche de l'armée rouge chinoise et le développement de la révolution chinoise en tant que révolution paysanne victorieuse ont démontré par la suite que l'opposition se trompait lourdement.

Cependant, reprenant le programme de l'opposition en faveur d'une révolution prolétarienne en Chine, Staline envoya quelques aventuriers à Canton pour y organiser artificiellement une insurrection

---

[1] Souligné dans l'original.

[2] *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, par P. Broué, EDI, Paris.

ouvrière. Le Russe Lominadzé, l'Allemand Heinz Neumann et le Français Doriot furent les artisans de cette insurrection communiste, rapidement écrasée.

J'étais encore à la Santé quand mon gardien m'annonça triomphalement, en m'apportant le petit déjeuner, que la révolution chinoise avait éclaté à Canton.

Après cette tentative d'insurrection avortée, le Parti communiste chinois, mis hors la loi, dut réunir son sixième congrès en Russie. Il le tint dans une maison de repos de la Guépéou, à proximité de Moscou. Boukharine avait engagé le Tchèque Smeral et moi-même pour faire partie de la délégation de l'Internationale communiste à ce congrès qui condamna le putschisme, dont les Chinois n'étaient certes pas responsables. C'est à ce congrès que Tchou En-lai fit son apparition à la direction du Parti communiste chinois.

Un autre problème soulevé à la veille du Sixième congrès mondial portait sur les perspectives de la révolution allemande. Les quelques mois que j'avais passés en Allemagne m'avaient convaincu que les nazis étaient dans l'offensive et que les ouvriers, communistes, socialistes, chrétiens et démocrates, se tenaient sur la défensive, mais en ordre dispersé.

Les représentants du Parti communiste allemand à Moscou parlaient de leurs combats offensifs victorieux *(Durchbruchkämpfe)*, alors que la droite nationaliste, de plus en plus favorable à Hitler, avait déjà remporté un énorme succès aux élections présidentielles du 25 avril 1925. Le Parti communiste y avait présenté la candidature de Thälmann; au premier tour de scrutin il recueillait 1 871 815 voix, tandis que le bloc démocratique (socialistes, chrétiens et démocrates) réunissait 13 258 629 voix et la droite nationaliste 11 709 901 voix.

Pour le second tour de scrutin, le Parti communiste avait décidé, contre l'avis de Zinoviev, de maintenir la candidature de Thälmann. Les socialdémocrates et le centre catholique présentèrent le candidat du centre, Marx, et la droite nationaliste le maréchal Hindenbourg.

Les résultats du second tour furent les suivants:

Hindenbourg	14 655 641 voix, soit	48,3% des électeurs
Marx	13 751 605 voix, soit	45,8% des électeurs
Thälmann	1 931 151 voix, soit	6,4% des électeurs.

Il est évident que Hindenbourg, qui remit en 1933 le pouvoir à Hitler, a été élu grâce à la politique sectaire du Parti communiste allemand, responsable indirectement de la prise légale du pouvoir par Hitler. Si les communistes avaient voté pour Marx au lieu de

maintenir la candidature de Thälmann, Hitler n'aurait pu prendre légalement le pouvoir en janvier 1933. Mais la politique inaugurée par Zinoviev au Cinquième congrès, qui dénonçait la socialdémocratie comme l'aile gauche du fascisme, continuait à porter ses fruits.

Comment, devant la menace grandissante du nationalisme et du nazisme, les communistes allemands osaient-ils parler de «combats offensifs victorieux» et de perspective révolutionnaire?

J'exposai mes réserves sur la politique allemande au secrétaire des pays germaniques, alors le vieux bolchevik Goussiev, qui réunit son secrétariat. Devant les représentants du Parti communiste allemand, Neumann, Remmele et W. Ulbricht, je développai mon point de vue: les nazis alliés aux nationalistes et aux militaires sont dans l'offensive. Les luttes conduites séparément par les socialistes, les démocrates et les communistes sont des luttes défensives qui, menées ensemble avec décision, peuvent devenir offensives. Le principal ennemi est le nazisme allié au nationalisme. Le Parti communiste doit donc réaliser un front commun avec les socialdémocrates et les démocrates contre le nazisme. Les deux organisations armées de défense, la *Reichsbanner* socialdémocrate et le *Rotfrontkämpferbund* communiste, devraient s'unir contre le danger commun.

Mais les communistes allemands ripostèrent: le Parti communiste est dans l'offensive, la révolution est proche. Le nazisme n'est qu'une défense désespérée de la bourgeoisie allemande. Le seul obstacle à la révolution est la socialdémocratie. Elle est donc le principal ennemi. Neumann était même prêt à s'unir aux nazis pour combattre le gouvernement socialdémocrate de Prusse, ce qu'il fit effectivement plus tard.

Goussiev et les Russes, embarrassés, prononcèrent un jugement de Salomon: communistes et nazis sont les uns et les autres dans l'offensive. Ce sont des combats de rencontre *(Begegnungskämpfe)*. Mais les socialdémocrates, restant le principal obstacle à la victoire communiste, sont l'ennemi principal et c'est contre eux que les communistes doivent porter leur principal effort.

C'est cette ligne que le Parti communiste allemand continua de suivre, favorisant ainsi la montée du nazisme en Allemagne. Thälmann, l'homme fort du Parti communiste allemand, avait été gonflé à Moscou par Staline qui entendait en faire son poulain pour manœuvrer le Parti communiste allemand, tout en sachant Thälmann incapable d'avoir une idée et une initiative personnelles. Il était l'exécuteur idéal de la politique russe en Allemagne. A l'Exécutif de

l'Internationale personne ne le prenait au sérieux quand il faisait un grand discours farci de clichés et de vérités premières, tout en se donnant des airs de chef de la révolution allemande.

Il va sans dire que, dans le conflit qui opposait Staline à Boukharine sur les questions russes et internationales, Thälmann était un pion très important pour Staline.

Le Sixième congrès aurait dû se réunir au Kremlin comme tous les congrès précédents et les séances de l'Exécutif élargi les plus importantes. Mais Boukharine m'avertit que le Bureau politique du parti de l'URSS avait décidé de tenir ce congrès dans la grande salle de la Maison des syndicats, ce qui entraînait un formidable remue-ménage, car la salle du trône du Kremlin avait été aménagée pour les traductions simultanées en cinq ou six langues. Toute cette précieuse installation, y compris bancs et tables, devait être déménagée du Kremlin à la Maison des syndicats pour être ensuite réinstallée au Kremlin.

Je demandai à Boukharine de pouvoir poser la question du lieu du congrès au Présidium de l'Internationale, convaincu que c'était à ce dernier d'en décider. L'abandon du Kremlin, ordonné unilatéralement par les Russes, équivalait à une expulsion et était une mesure vexatoire pour l'Internationale qui n'avait pas été consultée.

Boukharine accepta la discussion au présidium. Mais, au moment où je montais à la tribune pour défendre mon point de vue, je vis, par la fenêtre qui donnait sur l'entrée du Kremlin, que des camions transportaient déjà les bancs et les tables de la salle du trône à la Maison des syndicats. Ainsi la discussion au présidium devenait une farce puisque la décision du Bureau politique russe était en voie d'exécution. Nous n'avions donc plus qu'à nous soumettre, mais je protestai contre cette décision arbitraire prise sans consulter l'Internationale.

Mon secrétariat me donnait aussi beaucoup à faire. Pendant mon absence il avait été dirigé par Stepanov (Minieff) qui dut s'occuper aussi des problèmes de l'Amérique latine (question mexicaine, question d'Argentine entre autres) où nous avions des partis aux prises avec les problèmes particuliers au continent latino-américain qui demandaient une étude approfondie. Les séances du secrétariat consacrées à ces questions, nombreuses et houleuses, n'avaient pas apporté de solutions.

Pendant que j'étais au WEB, à Berlin, le secrétariat avait décidé, à diverses reprises, de me rappeler à Moscou pour démêler les

problèmes que Gouralsky, selon son habitude, avait compliqués par de continuelles intrigues. Stirner (Woog), qui connaissait les problèmes mexicains, et Codovilla, notre secrétaire à Buenos Aires pour l'Amérique latine, insistaient pour que j'aille clarifier ces problèmes.

A mon retour de la Santé, le secrétariat était donc aux prises avec les problèmes de l'Amérique latine, rendus plus difficiles encore par le fait que plusieurs partis socialistes, ceux de Cuba, du Paraguay, de Colombie et de l'Equateur demandaient leur adhésion à l'Internationale communiste, sans rien avoir de communiste, sinon une bonne volonté évidente de le devenir.

Il me fallut étudier les problèmes de ce continent, qui faisait partie de «mon empire», mais que je ne connaissais que bien imparfaitement. Une présence sur place d'un an au moins aurait été nécessaire pour être suffisamment documenté. M'étant informé de mon mieux, je mis sur le papier quelques thèses traçant les grandes lignes de mes conclusions, qui furent considérées comme valables et utiles par les Latino-Américains. Mais les Russes Stepanov, Gouralsky, Vassiliev, chef de la section d'organisation, ne les trouvèrent pas orthodoxes.

Je partais de la constatation que ce continent vivait et travaillait encore entièrement sous le régime colonial. L'indépendance des Etats latino-américains était factice. En réalité les grandes puissances impérialistes, en particulier la Grande-Bretagne dans les pays du sud, Brésil, Argentine et Chili, et les Etats-Unis dans les autres pays du continent dominaient l'économie de ces Etats dits indépendants et en dictaient la politique en corrompant la bourgeoisie et la bureaucratie nationales. Toute la production était aux mains des étrangers: les mines de cuivre du Chili, les mines d'étain de Bolivie, le pétrole de Colombie, du Mexique et du Venezuela, mais aussi les plantations de cannes à sucre à Cuba, le coton au Pérou, les bananes et le café au Brésil, en Colombie et en Amérique centrale, le cacao en Equateur, et la United Fruit Co. avait en main l'exportation de toute la production de la région des Caraïbes.

Les conditions de travail dans les mines, comme aussi dans les plantations, étaient encore celles de la période esclavagiste. Chaque travailleur était bien libre juridiquement, mais les grandes compagnies américaines vendaient à crédit aux travailleurs des grandes plantations et des mines les vivres, les vêtements et surtout l'alcool. Celui qui avait des dettes était rivé à son travail et ne pouvait partir. Les dettes passaient de père en fils et le plus souvent les enfants des ouvriers

devaient travailler pour réduire la dette familiale, dette qui grossissait à chaque génération. Les grandes plantations étaient sévèrement gardées, une police à cheval en surveillait les abords et se saisissait des fugitifs. Au bas de l'échelle sociale il y avait les *peones*, ouvriers agricoles, de race indienne. Les Blancs recrutaient des Noirs comme contremaîtres, durs pour les *Indios*.

Un phénomène économique me frappa dans cette société coloniale et esclavagiste: les grandes villes de l'Amérique latine n'étaient pas des centres industriels productifs, mais des villes essentiellement parasitaires. Les usines, les grandes plantations ou les grandes propriétés foncières d'Argentine et d'Uruguay destinées à la production de la viande étaient éloignées de la capitale, parfois de centaines, voire de milliers de kilomètres. Aussi un soulèvement du prolétariat ne pouvait-il atteindre ces villes parasitaires qui abritaient le commerce, les banques, la bureaucratie de l'Etat, la bourgeoisie nationale, les grands propriétaires fonciers, l'armée. Le prolétariat des villes se composait essentiellement des travailleurs des services publics et des transports, et des employés.

Cette évidence du caractère parasitaire des villes, comme aussi des conditions rendant difficile une insurrection des vraies masses prolétariennes exploitées que notre propagande ne pouvait atteindre, fut combattue par les orthodoxes, tout autant que le mot d'ordre pour l'unité de l'Amérique latine contre l'implantation de l'américanisme des Etats-Unis que je proposais pour étayer l'anti-impérialisme des masses de l'Amérique latine.

Mes thèses, bien qu'admises comme base de discussion par le présidium et largement discutées au congrès par les Latino-Américains, ne furent jamais mises au point par la commission ni par le secrétariat des pays latins. Elles servirent cependant de base aux travaux de la première conférence communiste latino-américaine réunie à Buenos Aires en 1929.

Le Sixième congrès marque l'apogée de mon activité à l'Internationale: secrétaire général du congrès, membre de son Présidium et secrétaire de l'importante Commission du programme, je fus élu par le congrès membre de l'Exécutif pour mérites personnels. Dans la règle les membres de l'Exécutif y représentaient leur parti respectif. Il y eût cependant trois exceptions: Clara Zetkin, Bela Kun et moi-même, tous trois pour services rendus à l'Internationale, et le professeur Eugène Varga, également pour ses services, fut élu candidat à l'Exécutif.

La Commission du programme occupa la partie essentielle du congrès. Elle tint de très nombreuses séances au cours desquelles plus de six cents amendements furent présentés. Presque tous les délégués au congrès assistèrent à ces séances. Après ce large débat, une petite commission de rédaction fut chargée de mettre au point le texte du programme. Elle y travailla pendant une semaine, retirée dans une maison de repos du Comité central, aux environs de Moscou. Cette commission de rédaction comprenait Boukharine, président et auteur du projet de programme, Molotov, imposé par Staline comme chien de garde des décisions du Bureau politique russe, pour veiller à ce que Boukharine n'introduisît pas d'amendements contraires aux idées prescrites par la majorité stalinienne. Staline lui-même ne se montra qu'à la séance solennelle d'ouverture du congrès où il fut élu membre du présidium, puis il partit aussitôt au Caucase passer ses vacances. Les autres membres de la commission étaient Skripnik, Ukrainien, vieux bolchevik qui se suicida quelques mois plus tard, persécuté par Staline comme nationaliste ukrainien, un représentant du Parti communiste allemand et moi-même en tant que secrétaire de la commission. Généralement le matin nous discutions, approuvant ou rejetant une série d'amendements et l'après-midi Boukharine insérait les modifications adoptées dans le texte. Pendant que Boukharine travaillait, les membres de la commission jouaient au billard. J'y avais acquis une certaine habileté et il m'arriva de battre Molotov. Clara Zetkin passait l'été dans cette maison de repos et souvent nous avons conféré avec elle sur le texte du programme. Boukharine prenait du repos en partant à la chasse dans les forêts voisines. Nous l'accompagnions, mais rentrions généralement bredouilles.

Un soir que nous dînions, les fenêtres largement ouvertes, une chauve-souris pénétra dans la salle à manger. Aussitôt Boukharine, avec une extraordinaire agilité, s'évertua à la capturer. Il y parvint et me fit don de la chauve-souris pour mes enfants. A la datcha nous l'avons enfermée dans un carton et les enfants faisaient la chasse aux mouches pour la nourrir. Mais un beau matin, terrible déception! La chauve-souris avait choisi la liberté en rongeant un coin du carton où nous la maintenions prisonnière!

La Commission du programme ayant pris connaissance de nos modifications qui tenaient largement compte des amendements en formula de nouveaux que la commission de rédaction, réunie une fois encore, inséra dans le texte. Finalement le programme, très

démocratiquement discuté et amendé, fut accepté à l'unanimité par le congrès.

Tandis que tous les autres membres du présidium partaient en vacances après ce long et laborieux congrès, je restai moi-même à Moscou une quinzaine de jours pour préparer le sténogramme de la Commission du programme en vue de sa publication.

Le procès-verbal du Sixième congrès comptait quatre tomes dont le deuxième était entièrement consacré à la Commission du programme et le quatrième aux résolutions et décisions du congrès. Les tomes 1, 3 et 4 furent publiés. Le 2e ne le fut jamais. Par la suite, Boukharine président et moi-même secrétaire de la commission avons été éliminés et condamnés pour opportunisme. On ne pouvait décemment publier que nous avions été les artisans principaux du programme, d'autant plus que, dans l'histoire remaniée du Parti communiste russe, Staline s'en attribue la paternité, alors qu'il n'en a pas écrit un iota.

Bien plus, les procès-verbaux du Sixième congrès mondial ont paru avec une note de l'éditeur avisant les lecteurs que, pour éviter la publication de trop gros volumes, certains discours avaient été raccourcis ou résumés. En réalité, le procès-verbal du Sixième congrès a été soumis à une censure et à des retouches de caractère politique. Togliatti a pu en faire la démonstration en comparant le texte d'une de ses interventions publié en italien avec le texte allemand raccourci du procès-verbal. Cela comme avertissement aux historiens qui seraient tentés de tirer des citations du procès-verbal du Sixième congrès mondial. Ce texte a subi une purge stalinienne!

Pendant le congrès, Boukharine me pria un soir de l'accompagner chez lui, au Kremlin, pour me parler de la nouvelle crise au sein du Parti communiste soviétique. Il me confirma tout d'abord l'authenticité du testament de Lénine que les services de propagande de Staline avaient déclaré être un faux, puis celle des conflits qui opposèrent en 1923 Staline à Lénine dans plusieurs questions fondamentales. Il me parla ensuite du caractère violent et dominateur de Staline qui prenait une tournure grave non seulement dans le parti, mais aussi dans sa famille. La femme de Staline, Allilouieva, qui se suicida peu après, se réfugiait auprès de Boukharine, sa petite fille Svetlana dans les bras, lorsque Staline, ivre, devenait brutal avec elles.

Il me confia aussi que Staline avait cherché à le gagner en lui proposant une alliance: Staline fixerait la politique et Boukharine élaborerait les théories nécessaires à en démontrer l'orthodoxie.

«Nous sommes tous les deux des Himalaya — disait Staline. Les autres ne sont que des taupinières!»

Boukharine était particulièrement inquiet pour l'avenir de la Révolution. Staline voulait socialiser l'agriculture, reprendre aux paysans les terres réparties par Lénine et chasser les koulaks, tout cela sans préparation idéologique ni base matérielle suffisante. Bref, Boukharine ne pouvait cautionner une politique si contraire aux instructions de Lénine et aux intérêts immédiats de l'Union soviétique. Qu'allait devenir l'Internationale dans ces conditions? Déjà une grande partie des vieux communistes russes qui avaient vécu dans l'émigration en Occident et qui connaissaient les problèmes du mouvement ouvrier mondial avaient rallié Trotsky et Zinoviev. De plus en plus Staline envoyait en Occident de jeunes fonctionnaires soviétiques arrivistes qui faisaient plus de mal que de bien à la cause de l'Internationale. Staline manifestait à l'Internationale, trop peu docile, une hostilité toujours plus grande et Boukharine se demandait s'il pourrait encore longtemps, dans ces conditions, rester à la tête de l'Internationale.

Il se faisait tard et notre conversation se prolongeait. Boukharine m'offrit alors de manger avec lui un reste de soupe, dit-il, qu'il réchauffa et versa dans nos deux assiettes... C'était du cacao! Nous nous sommes bien amusés de ses «talents» culinaires. Il me demanda encore si je jugeais utile qu'il mît aussi Togliatti au courant de la situation dans le parti russe. Je lui conseillai vivement de le faire. Effectivement, Togliatti eut aussi un long entretien avec Boukharine pendant le congrès. Mais, sentant venir l'orage, Togliatti laissa à Moscou son principal adversaire, Tasca, comme représentant du Parti communiste italien auprès de l'Exécutif et repartit pour Paris.

Boukharine soignait une paire de petites perruches entre les fenêtres doubles de son bureau. Il en était très fier parce que, bien que ces oiseaux ne nichent habituellement pas en captivité, il y avait eu une couvée de petites perruches qui s'ébattaient maintenant entre les vitres.

Bref, notre travail en commun des dernières années pendant lesquelles nous avions défendu la même ligne politique devenait plus intime et une amitié politique et personnelle était née de cette confiante collaboration.

Pendant que le congrès se tenait à Moscou, Jenny et les enfants logeaient à Cerebrni Bor dans la petite datcha du Comintern. Jenny travaillait au congrès comme traductrice et ne rentrait le plus souvent

que tard dans la soirée à la datcha sise en pleine forêt. La politique de Staline hostile aux paysans était mal vue dans les campagnes et plus d'une fois des camarades avaient été malmenés par des paysans. Les collègues de la cellule du Comintern, dont Jenny était membre, sachant qu'elle devait traverser une zone peu sûre dans l'obscurité pour rentrer à la datcha, lui imposèrent le port d'arme et d'autorité la munirent d'un revolver qu'elle devait toujours avoir à portée. Inexperte dans ce genre de sport, elle dut se plier à des exercices de tir dans la cave de la maison du Comintern.

Le nombre des voleurs aux abords de Moscou allait en augmentant. Aussi à la datcha fallait-il dormir fenêtres closes, les volets étant inexistants. Mais, dans la chambre des enfants, on laissait ouvert un petit guichet, car l'été était étouffant. Une nuit, Zou poussa un cri et appela sa maman. Quelqu'un avait réussi à ouvrir la fenêtre de l'extérieur par le guichet et, au cri de Zou, une silhouette masculine avait pris la fuite avant de pouvoir pénétrer dans la chambre. Jenny se leva d'un bond, fit de la lumière, s'arma de son revolver et sortit sur la véranda illuminée pour tirer un coup d'avertissement... mais rien ne partit. La balle s'était coincée dans le canon du revolver. Emmitouflée dans sa robe de chambre, elle fit, revolver au poing, le tour de la datcha en scrutant l'obscurité. Elle ne remarqua rien d'insolite, le malfaiteur s'était sans doute enfui. Et tout rentra dans l'ordre.



XXIII

STALINE M'ENVOIE AU DIABLE

Avec une quinzaine de jours de retard sur les autres membres du présidium, nous pûmes prendre en famille un mois de vacances bien méritées. La Commission médicale m'avait assigné comme lieu de vacances Sotchi, sur le littoral caucasien de la mer Noire, à une demi-heure de Mazesta, station thermale où je devais m'astreindre à des bains sulfureux pour combattre mon rhumatisme.

La maison «Marchlevsky», réservée aux membres du Comité central du Parti communiste soviétique, accueillait aussi les membres du Présidium du Comintern. C'était une maison modeste entourée d'un beau grand jardin fleuri. Nous y retrouvâmes Manouilsky, Bela Kun accompagné de sa femme et le Dr Kedrov, vieux membre du parti russe, ancien chef de la Tchéka, qui y passait ses vacances avec sa femme et son fils. Kedrov, médecin, était une personnalité remarquable, d'une grande douceur. J'étais étonné que cet homme ait pu exécuter des dizaines de ses semblables, des otages, lors de la terreur rouge instaurée dans les premières années du pouvoir soviétique pour mettre fin à la terreur blanche de la contre-révolution. Je lui demandai si Lénine était au courant de ces exécutions sommaires. «Non seulement il était au courant, mais il craignait que nous ne prenions l'habitude de ces exécutions. Il nous réunissait souvent et nous répétait: «Si vous cessez d'avoir une certaine angoisse au »moment où vous allez supprimer la vie d'un homme, abandonnez »aussitôt cette besogne, parce qu'alors vous êtes devenus des »bourreaux. Vous devez avoir conscience que la défense de la »Révolution exige momentanément de répondre par la terreur aux »multiples attentats des contre-révolutionnaires qui frappent nos

» militants. Mais ce sont des mesures exceptionnelles que seuls des » révolutionnaires conscients peuvent appliquer. » Avant même la fin de la guerre civile, Lénine abolissait la peine de mort. Kedrov, que je revis à Moscou après mes vacances, fut arrêté par Staline pendant les grandes purges. Il adressa de sa prison à la direction du parti une lettre dénonçant les tortures qu'il avait dû subir et criant son innocence :

« Je fais appel à vous du fond d'une triste cellule de la prison Lefortovsky. Que mon cri d'horreur atteigne vos oreilles; ne demeurez pas sourds à mon appel; prenez-moi sous votre protection. Je vous supplie de faire en sorte que le cauchemar des interrogatoires cesse. Montrez que mon cas était basé sur une erreur.

Je suis innocent. Je vous prie de me croire. Le temps prouvera que je dis la vérité. Je ne suis pas un agent provocateur de l'Okhrana tsariste. Je ne suis pas un espion. Je ne suis pas un membre d'une quelconque organisation antisoviétique, comme le font croire certaines dénonciations. Je ne suis coupable d'aucun crime envers le parti ou le gouvernement. Je suis un vieux bolchevik sans tache. J'ai honnêtement combattu pendant près de quarante ans dans les rangs du parti pour le bien et pour la prospérité de la nation.

Aujourd'hui, à l'âge de soixante-deux ans, je suis menacé par les juges d'instruction de subir des pressions physiques encore plus sévères, cruelles et dégradantes. Ils (les juges) sont désormais incapables de se rendre compte de leur erreur et de reconnaître que leurs procédés sont illégaux et qu'ils ne devraient pas être permis. Ils s'efforcent de justifier leur attitude en me décrivant comme un ennemi endurci et demandant en conséquence qu'on use à mon égard de méthodes répressives accrues. Mais que le parti sache que je suis innocent et que rien ne peut transformer un fils loyal du parti en ennemi, même au moment où il rendra son dernier soupir.

Mais je ne vois pas d'issue. Je sens que de nouveaux et puissants coups me menacent. Mais tout a cependant une limite. J'ai été torturé à l'extrême. Ma santé est ébranlée, ma force et mon énergie sont en train de faiblir. La fin est proche. Mourir dans une prison soviétique et être qualifié de traître à la patrie, que peut-il y avoir de plus atroce pour un honnête homme? Comme tout cela est monstrueux! Mon cœur ressent une amertume et une peine insurpassées. Non, non, cela n'arrivera pas, cela ne peut pas arriver. Je le crie. Ni le parti, ni le Gouvernement soviétique, ni le commissaire du peuple L. P. Béria ne permettront une aussi cruelle, une aussi irréparable injustice. Je suis absolument certain que si un examen objectif, serein, sans colère et sans les redoutables tortures venait à être entrepris, il serait facile de prouver combien sont sans fondement les accusations portées contre moi. Je crois profondément que la vérité et la justice triompheront. Je le crois, je le crois. »

Khrouchtchev qui dévoila ce cas devant le Vingtième congrès du parti russe ajouta après son rapport: «Le vieux bolchevik camarade Kedrov avait été reconnu innocent par le Collège militaire. Malgré cela il a été fusillé sur l'ordre de Béria.»

A Sotchi, la vie s'écoulait paisible. Chaque jour Jenny et moi nous nous rendions à Mazesta, y faire notre cure thermale. Je me plongeais dans une baignoire de bois d'où je ressortais rouge comme une langouste bouillie. Quant à Jenny, elle suivait un traitement d'inhalations pour fortifier ses cordes vocales mises à contribution par son travail de traductrice dictant à une dactylo dans un petit local enfumé avec trois autres traducteurs aux voix de stentor.

Soudain, dans ce calme délassant, un coup de tonnerre fit présager une tempête prochaine. La *Pravda* annonçait que le Comité central du Parti communiste allemand avait décidé à l'unanimité de destituer Thälmann de sa fonction de président du parti.

Manouilsky, Bela Kun et moi avons aussitôt cherché à déceler le mystère qui se cachait sous cette destitution. Le Parti communiste allemand était bien déchiré par de violentes luttes de fractions, mais le groupe dirigeant de gauche, dont Thälmann avait pris la tête après le départ de Ruth Fischer, ralliée à Trotsky, avait une solide majorité au Comité central.

A vrai dire, nous nous sommes réjouis tous les trois de cette chute spectaculaire d'un chef fabriqué à Moscou qui n'avait aucune des capacités requises pour gagner la confiance des masses et conduire la révolution allemande. Chacun savait que ses articles et ses discours étaient préparés par Heinz Neumann, éminence grise du Comité central. Notre joie fut cependant de courte durée, car peu après, le 7 octobre, la *Pravda* communiquait que le Présidium de l'Internationale communiste, réuni à Moscou, avait condamné la décision du Comité central du Parti communiste allemand et réhabilité Thälmann à la tête du parti. Nouveau mystère! La plupart des membres du présidium étaient en vacances et aucun de nous n'avait reçu une convocation. Donc seuls les quelques membres présents à Moscou s'étaient réunis pour prendre cette décision, très grosse de conséquences. Boukharine, en vacances au Caucase, n'avait certainement pas été plus consulté que nous. Alors... ce ne pouvait être qu'un coup de force de Staline de retour de vacances!

Je compris immédiatement que Staline, en raison de la lutte qu'il menait au sein du Parti communiste russe contre le groupe Boukharine-Rykov-Tomsky, ne pouvait accepter de perdre le

principal appui dont il disposait dans l'Internationale, Thälmann.

Nous étions, Manouilsky, Bela Kun et moi, indignés de cette réhabilitation prononcée à Moscou, qui discréditait le Comité central du Parti communiste allemand sans rendre à Thälmann l'autorité qu'il aurait pu encore avoir.

Sans consulter mes deux collègues, j'envoyai au secrétariat de l'Internationale à Moscou la déclaration suivante:

«*Pour le présidium — Déclaration*

Sans prendre position maintenant, n'ayant pas une connaissance suffisante des faits, sur la question de savoir si la décision du Comité central du Parti communiste allemand du 27 septembre était juste et opportune, comme membre du présidium je me déclare *en désaccord*[1] avec la décision du présidium du 6 octobre dans la question allemande.

Cette décision et ses manifestations connexes (déclarations du Pol-Bureau du 2 octobre et de 25 membres du Comité central) signifient:

1. Une revision de la ligne de la résolution politique du Sixième congrès mondial dans la question du cours interne du Parti communiste allemand.
2. Un complet discrédit et une destruction de toute autorité du Comité central du parti devant les masses ouvrières, au profit d'une très incertaine réhabilitation de l'autorité personnelle du camarade Thälmann.
3. Une accentuation et une aggravation du régime intérieur du Parti communiste allemand dans le sens d'une politique de groupe dont les mauvais résultats sont démontrés par les événements de Hambourg eux-mêmes.

Si j'avais été présent à Moscou, *j'aurais voté contre cette décision*[1].

Sotchi, 12 octobre 1928.»

Ce n'est qu'après avoir envoyé cette déclaration que j'en montrai le texte à Manouilsky et à Bela Kun. Ils se montrèrent embarrassés, pressentant fort bien les risques d'une telle prise de position. Tous les deux devaient rentrer à Moscou avant moi, quelques jours plus tard. Ils me dirent qu'ils allaient parler et protester dès leur retour.

Avant de rédiger ma protestation, j'en avais pesé toute l'importance et, bien sûr aussi, toutes les conséquences pour moi-même. L'Internationale communiste était sur le point de n'être bientôt plus qu'un simple instrument de la politique de l'Etat russe, voire d'une

[1] Souligné dans l'original.

fraction du Parti communiste russe. J'avais écrit, quelques semaines avant le Sixième congrès, que le Parti communiste russe n'était qu'une section de l'Internationale, au même titre que les autres partis, et, par conséquent, également soumis à la même discipline de l'Internationale. Boukharine m'avait avisé que Staline s'était montré furieux de la publication de cet article.

Il était sans doute déjà tard pour réagir, mais il fallait le faire pour sauvegarder l'Internationale, pour préserver cet instrument de la révolution socialiste mondiale que Lénine avait créé. Je réprouvais le transfert automatique des luttes fractionnelles du Parti communiste russe dans les sections de l'Internationale. Elles favorisaient les intrigues, l'arrivisme et la corruption.

Dès mon retour à Moscou ce fut, par un curieux hasard, Bela Kun que je rencontrai le premier. Il errait comme une âme en peine dans les sombres couloirs du Comintern. En m'apercevant, il mit un doigt sur sa bouche lippue et me dit au souffle: «Attention! Il faut se taire!» — «Comment donc? Vous vouliez parler!» — «La crise a éclaté au Bureau politique du parti soviétique. L'affaire Thälmann n'est qu'un incident de cette nouvelle lutte.» — «Raison de plus pour parler!» Il haussa les épaules et poursuivit son chemin. Je ne fus guère étonné d'être aussitôt appelé chez Piatnitzky. Très amical, il me tendit ma lettre de Sotchi: «Reprenez cette lettre. C'est comme si elle n'avait jamais été écrite ni envoyée. Vous partez ce soir pour Berlin, au WEB, où vous retrouverez Manouilsky.» Ainsi on m'offrait une possibilité très honorable de recul. Mais les Neuchâtelois sont têtus! Je maintins ma lettre et demandai qu'elle soit jointe au procès-verbal de la séance du présidium qui avait réhabilité Thälmann. «Vous nous écrivez vous-même que vous n'êtes pas complètement renseigné.» — «Je ne refuse pas de consulter le dossier de cette affaire avant de prendre une décision définitive.»

Patnitzky pensa sans doute que je cherchais quelque excuse pour opérer une retraite. Il me remit le dossier et je l'étudiai consciencieusement.

L'affaire Thälmann—Wittorf — ce dernier secrétaire de la section de Hambourg — était assez sordide.

Wittorf avait puisé dans la caisse du parti une somme de deux mille marks pour faire la noce dans les bouges du port et ne les avait pas remis, de sorte que les vérificateurs de comptes découvrirent le trou dans la caisse. Thälmann, mis au courant, intervint auprès des vérificateurs et les menaça d'exclusion du parti s'ils parlaient de

ce découvert. Naturellement, dans un parti aussi divisé que le parti allemand, cette affaire fut ébruitée et Eberlein, alors contrôleur international des finances des partis, alla à Hambourg. Il fit parler les vérificateurs et dénonça le rôle de Thälmann au Comité central du parti qui destitua Thälmann à l'unanimité, y compris la voix même de Thälmann.

L'intervention d'Eberlein avait évidemment un but politique. Eberlein, ancien spartakiste qui avait été présent au congrès de fondation de l'Internationale communiste, était lié, sinon avec la droite, du moins avec le groupe dit des conciliateurs (Ewert, Meyer, etc.) qui soutenait la politique de Boukharine.

La destitution, comme aussi la réhabilitation, étaient une manœuvre de fractions. La gauche s'était reprise et avait reconnu sa «faute».

Après avoir pris connaissance du dossier, je confirmai ma première déclaration dans une lettre à l'Exécutif:

«Au Présidium de l'Exécutif

Camarades,

Lorsque j'ai eu connaissance par la *Pravda* de la résolution du présidium du 6 octobre 1928 sur l'affaire de Hambourg, j'ai aussitôt envoyé la déclaration suivante au camarade Piatnitzky:

(suit la déclaration dont le texte figure plus haut)

Le camarade Piatnitzky n'a pas communiqué cette déclaration pour me permettre d'étudier les matériaux et de me former une opinion définitive et complète avant qu'elle soit portée à la connaissance du présidium. J'ai approuvé sa façon de procéder. L'étude approfondie et objective des documents a entièrement confirmé l'opinion exprimée dans ma déclaration du 12 octobre 1928.

La décision du présidium me paraît en plus:

a) rétrécir la base politique de la direction du Parti communiste allemand et sa capacité politique;

b) détourner le parti de ses tâches politiques essentielles (utilisation de la situation très favorable contre la socialdémocratie, luttes économiques) et concentrer son attention sur les problèmes de vie intérieure;

c) encourager la lutte fractionnelle et favoriser l'offensive du groupe de droite;

d) mettre en danger la liaison du parti avec les larges masses, ébranler leur confiance dans la direction et, par conséquent, affaiblir le parti dans sa lutte contre la socialdémocratie;

e) déterminer un régime d'exclusions et de mesures disciplinaires affaiblissant intérieurement le parti.

Je maintiens donc ma déclaration du 12 octobre 1928 et prie le secrétariat de la communiquer aux membres du présidium et de la

verser au procès-verbal de la séance du présidium du 6 octobre 1928 comme déclaration de vote. »

En date du 1er novembre, j'informais la délégation russe au Comité exécutif du Comintern de ma décision de ne pas aller à Berlin occuper la fonction qu'on m'y avait réservée au WEB:

« A la délégation russe du Comité exécutif de l'I. C.

Camarades,

Ensuite de mon désaccord avec la résolution du présidium du 6 octobre dans les affaires allemandes, je juge que mon travail au WEB devient inopportun et que la décision de m'affecter au WEB doit être rapportée.

Comme le Secrétariat latin est réorganisé avec de nouvelles forces et peut très bien se passer de ma collaboration, je vous demande de bien vouloir autoriser mon retour au Parti communiste suisse. C'est le vœu plusieurs fois exprimé par mon parti.

Au cas où vous jugeriez impossible ma libération du travail de Comintern en ce moment, je proposerais de m'envoyer en Amérique latine pour y étudier sur place les questions, connaître nos partis, les conseiller et les aider. C'est là que mon travail à Comintern me paraît devoir être le plus utile maintenant. »

Je reçus une lettre de Manouilsky qui cherchait à me convaincre d'abandonner mon opposition:

« Amsterdam, le 16 novembre 1928.

Cher ami,

C'est avec beaucoup d'amertume et de regret que j'ai appris par une lettre envoyée à moi par Piatnitzky que vous avez décidé de refuser votre collaboration à notre bureau et vous avez donné la suite à cette décision en adressant une lettre à la délégation russe où vous avez demandé d'être envoyé en Amérique du Sud ou d'être mis à la disposition de votre parti suisse.

Je me permets de m'adresser à vous à raison d'une sincère estime que j'avais toujours pour vous. Parmi les camarades qui se sont formés après toutes les crises à Comintern comme groupe dirigeant, j'ai apprécié toujours vous pour votre grande loyauté communiste, pour l'indépendance de votre attitude, pour l'absence de tout l'individualisme dans vos actes. C'est pourquoi votre décision a été un coup moral pour moi. Permettez-moi de vous dire franchement que vous avez commis une erreur grave en prenant votre décision. La portée politique des derniers événements dans le parti allemand devient de plus en plus claire. Le cas d'Hambourg n'était qu'un épisode qui a joué le rôle d'une affaire Dreyfus dans le parti allemand. L'histoire de Wittorf est tombée dans un milieu de passions politiques nourries par les différents groupements du parti.

Elle a été exploitée d'une façon cynique par les droitiers et aussi par le groupe d'Ewert pour ouvrir une lutte contre les décisions du Sixième congrès. Le grand bavardage sur la corruption n'est qu'un bluff droitier. La corruption politique consiste dans ce fait qu'on a eu recours dans la lutte contre les décisions du Sixième congrès aux méthodes que les partis bourgeois emploient dans la vie parlementaire. Le crime consiste dans ce fait qu'on a transporté dans le parti les mœurs de luttes du parlementarisme pourri. Il est impossible d'assainir l'atmosphère du parti avec des méthodes pareilles qui elles-mêmes sont le produit de la corruption politique.

Je vous écris tout cela après que j'ai vu le parti en lutte pour les décisions du Sixième congrès, après que j'ai visité les différentes organisations, après que j'ai suivi la discussion et que j'ai vu à l'œuvre toutes les tendances du parti. C'est après une étude sur le lieu des organisations que j'affirme que tout ce qu'il y a dans le parti de pourri, de personnel, de pénétré des restes de l'idéologie socialdémocrate, tout ça bavarde actuellement sur la corruption.

Je ne sais si vous suivez la vie du parti allemand, mais je vous affirme que l'affaire d'Hambourg est un stade déjà passé. Maintenant les éléments oppositionnels passent ouvertement à la lutte contre les décisions du Sixième congrès. Il y a six jours qu'à Berlin Thalheimer a convoqué sa fraction où le mot d'ordre de la lutte contre les décisions du Sixième congrès a été lancé ouvertement, sans manœuvre oblique avec «la corruption». C'est pourquoi je crois que rester toujours sur le point de votre déclaration c'est favoriser à l'heure présente la droite du parti allemand, c'est favoriser la revision des décisions du congrès mondial. Or, je sais que ce n'est pas votre intention.

Le cas d'Hambourg n'est pas isolé à l'échelle internationale. Je viens de rentrer de Tchécoslovaquie où la droite a créé aussi l'affaire de Hambourg. Elle a accusé le secrétaire de Cladno, Slansky, mis à son poste après la débâcle avec la Journée rouge, d'être lié avec la police. Cette manœuvre a été déjouée par le Comité directeur, mais cela montre que nous sommes en présence d'une campagne bien systématique.

Mais si nous laissons de côté tous ces incidents et nous mettons sur le terrain politique, quelle est la question capitale qui domine à l'heure actuelle toute notre stratégie et tactique? Quel est le problème qui divise toute l'Internationale en deux ailes? L'aile droite aussi bien en Allemagne qu'en France, en Tchécoslovaquie et ailleurs est de cet avis que notre analyse basée sur la perspective d'une vague montante de la lutte révolutionnaire est fausse. D'après eux, nous communistes, nous sommes une poignée encore dans la plupart des pays. C'est pourquoi il faut revenir aux méthodes du Troisième congrès sur la tactique du front unique. La droite croit que notre lutte contre la socialdémocratie est trop mécanique, notre tactique dans les syndicats va nous isoler des masses. En un mot

elle n'est pas d'accord avec toutes les décisions du Sixième congrès. J'ai suivi par exemple la discussion avec Böttcher et ses amis à la dernière conférence nationale du parti allemand. J'ai entendu comment ce groupe a critiqué notre action dans la Ruhr pour cette simple raison que le parti a cherché à organiser les ouvriers qui ne sont pas dans les syndicats. On a vu dans ce fait la rupture avec notre ligne de lutte pour l'unité syndicale. On en a tiré le spectre de l'exclusion de nos camarades des syndicats par la bureaucratie syndicale. Quand j'ai visité la Ruhr personnellement et quand j'ai vu nos communistes à l'usine qui n'osaient pas opposer leur ligne à la ligne réformiste et qui cachaient cette passivité sous la couverture de grands mots sur la nécessité de ne pas être exclus, j'ai compris que la passivité à la base, passivité instinctive sans une tendance politique contre laquelle le parti mène une lutte, est exploitée par la droite pour lui donner le caractère d'un courant politique. Il faut vivre maintenant en Europe pour sentir ces restes de passivité sur lesquels les droitiers, dans tous les partis, construisent leur théorie et tactique. Nous avons vu à peu près le même phénomène à Lodz où nos camarades, avant la grève qui a pris à la suite, comme vous le savez, le caractère d'une grève générale, sous-estimaient l'état d'esprit de masse et avaient la tendance de traiter cette grève comme aventureuse. Vous connaissez en France l'attitude de Renaud Jean et Doriot-Bernard. Ce qui n'a pas été clair il y a deux ou trois mois, cela devient plus visible maintenant. Vous allez voir, cher ami, que si la vague révolutionnaire ne marche pas vite prochainement, la lutte de la droite contre Comintern et les partis communistes remplira toute la période qui s'ouvre devant nous. Les nouveaux groupements se formeront au sein des partis qui tâcheront de tirer les partis en arrière, qui joueront le rôle conservateur dans le mouvement communiste. Ils s'accrocheront aux difficultés de la Révolution russe; ils seront le produit du découragement, de la fatigue de certaines couches du prolétariat. En Allemagne ils sont déjà en train de former un bloc politique avec Urbans. Et il n'est pas exclu que ce bloc prendra une envergure plus large à l'échelle internationale.

Peut-on dans ces conditions piétiner toujours sur le cas de Hambourg, considérer les événements historiques à la lumière d'une politique personnelle dans le parti allemand ou de notre attitude à l'égard de telle ou telle autre personne dans le parti allemand? Politique personnelle? Mais il faut la corriger ensemble, par les efforts quotidiens, au lieu de s'écarter et de prendre route pour l'Amérique du Sud.

Mais je vous demande, cher ami, vous qui êtes un homme ayant une expérience politique très grande, qui a fait des luttes à Comintern pendant des années et des années, pouvez-vous mettre sur la même échelle la question de la politique personnelle et le problème de la droite, comme elle est posée à l'heure actuelle? Rappelez-vous toutes nos luttes du passé. C'est toujours sur la question secondaire que les

divergences politiques se sont ouvertes. Avec le parti français autrefois, nous avons discuté sur le cas Fabre. Toute l'histoire du bolchevisme est pleine d'enseignements de ce genre. C'est toujours que les bolcheviks rejetaient tout ce qu'il y avait de secondaire, de passager, de la discussion politique pour voir les contours des grands problèmes qui se sont dessinés à l'horizon politique.

En ami sincère je vous conseille aussi de mettre de côté les «accessoires» de la discussion et de prendre votre décision à la base des problèmes fondamentaux. Votre conscience vous dira ce qu'il faut faire.

Je vous serre cordialement la main

Votre Manou.»

Inutile de dire que cette lettre ne pouvait me convaincre. J'avais vu Manouilsky à Sotchi et je savais qu'il partageait mon point de vue. Il avait capitulé. Je ne le suivrais pas!

La question allemande, que j'avais déjà soulevée au secrétariat des pays de l'Europe centrale, était ainsi posée à nouveau. Le présidium devait s'en occuper. Dans la première discussion, Ulbricht fut le défenseur du Parti communiste allemand. Il déclara que l'affaire de Hambourg était déjà dépassée. C'était aussi mon opinion. Je n'avais aucune envie de remuer le linge sale du Parti communiste allemand. Pour moi aussi l'affaire Thälmann-Wittorf était liquidée. Elle démontrait toutefois jusqu'où pouvait aller la solidarité de fraction contre les intérêts du parti.

Aidé de deux instructeurs de la Section d'organisation du Comintern, Grollmann et Idelsohn, qui connaissaient bien la politique du Parti communiste allemand, je préparai, contre la politique du parti allemand contraire aux décisions du Sixième congrès mondial, un réquisitoire. J'eus le tort de le faire en allemand, sur la base de notes que j'avais préparées en français.

Voici le sténogramme de mon intervention, avec quelques coupures:

«Sur un point je suis en complet accord avec le camarade Ulbricht, quand il dit qu'en Allemagne les événements de Hambourg et l'affaire Thälmann sont dépassés et qu'actuellement ce sont les problèmes politiques, la question de la ligne politique du parti qui sont au premier plan de la discussion du parti. Je suis aussi d'avis que, ici, nous ne devons considérer les événements de Hambourg que du point de vue de la nouvelle situation créée par les décisions prises et les conséquences que ces décisions ont en Allemagne, afin d'étudier la situation et de fixer les tâches du parti. Il est évident que, dans la situation présente de l'Allemagne, les luttes économiques

sont au centre de tous les problèmes du parti. Elles sont liées à toutes les autres questions, d'abord à la perspective de la situation en Allemagne et de la situation internationale, ensuite elles sont liées à notre tactique à l'égard de la classe ouvrière: quel degré de maturité a atteint la radicalisation des masses en Allemagne, quelle doit être notre position à l'égard de la gauche de la socialdémocratie, quel est le rôle que la socialdémocratie joue encore maintenant, etc. Elle est liée aussi à notre tactique à l'égard des masses, à la question de la direction des grèves, aux problèmes des inorganisés, etc. Elle est aussi étroitement liée aux dangers de guerre. Les luttes actuelles de la région de la Ruhr sont des luttes au cœur de l'impérialisme allemand en plein développement qui s'est placé au côté des ennemis de l'Union soviétique. Il est clair que ces luttes de la classe ouvrière doivent aussi devenir de grandes luttes contre le danger de guerre. Sur ce point, le Comité central s'est rendu coupable de grandes négligences.

Les questions de la vie intérieure du parti sont aussi liées à ces problèmes. Nous avons vu que la fraction de droite publie actuellement un programme dans lequel elle se démasque complètement, où elle montre ses déviations socialdémocrates. Nous avons eu aussi une série de discussions avec le soi-disant groupe des conciliateurs qui partent des mêmes problèmes. Le camarade Ulbricht n'a pas dit grand-chose des discussions de principes avec le groupe Ewert, mais dans la presse et dans les conférences du parti allemand on a beaucoup insisté sur les perspectives et sur la tactique de la lutte de la Ruhr. Existe-t-il à la direction du parti une clarté et une ligne politique dans la question des luttes économiques, une ligne qui soit appliquée très clairement par tous les organes du parti? Je prétends que cette ligne n'existe pas. Lorsque nous lisons tous les documents du parti, que nous suivons la presse et les articles qui en traitent, les appels qui ont été lancés, lorsque nous lisons tout cela, tout ce qui s'est passé à la conférence des militants du parti, on peut constater que sur un grand nombre de points il existe la plus grande confusion dans l'appréciation des luttes économiques. Dans la dernière séance du secrétariat politique où l'on a abordé la question allemande, on a déjà cité et discuté la théorie des luttes offensives victorieuses, ou la théorie de l'offensive ou de la défensive de la classe ouvrière. Le camarade Ulbricht s'est contenté de dire que c'est une offensive du patronat, la classe ouvrière tentant, par sa lutte, de s'opposer à cette offensive, et que le parti allemand ne connaît pas de théorie d'offensives victorieuses. Camarades, ce n'est pas ce qui a été dit à la conférence des militants du parti. Le camarade Trawin nous a lu quelques phrases du discours prononcé par le camarade Heinz Neumann qui en a parlé. J'ai été d'abord d'avis que le camarade Neumann avait inventé une nouvelle théorie. Cela lui arrive. Mais ce n'est pas une découverte du camarade Neumann. Dans tous les discours officiels de la direction du parti, cette théorie a été exprimée. Je veux d'abord citer une déclaration du camarade Neumann: «Ces

luttes sont des luttes offensives victorieuses du prolétariat.» Le camarade Ewert a déclaré que le point de départ se trouve d'abord dans l'offensive du patronat qui a lock-outé les travailleurs. Ce point de vue est contraire à celui de la majorité du parti. Le camarade Neumann déclarait: «Le lock-out ne démontre pas encore l'offensive du patronat qui cherche maintenant la voie de la lutte ouverte. La situation démontre plutôt la capacité de lutte renforcée du prolétariat. Elle prouve encore de plus la volonté de lutte accrue de millions de travailleurs. Elle est le signe avant-coureur d'une nouvelle vague montante de la lutte de classe révolutionnaire, et non seulement de la lutte de classe.» Plus loin, dans sa dispute avec le camarade Ewert, en montrant les divergences politiques qui le séparent des conciliateurs en Allemagne, il compte quatre points de divergences; au sujet du point 2 qui concerne l'appréciation des luttes économiques, Neumann déclare: «Nous disons que c'est des luttes offensives victorieuses; vous dites que ce sont des luttes défensives contre l'offensive patronale. C'est un point de vue faux et une appréciation opportuniste de la question.» Je dis qu'entre cette position du camarade Neumann et la position du camarade Ulbricht dans la séance d'aujourd'hui, il y a une divergence considérable. Le camarade Thälmann dit la même chose que le camarade Neumann.

(Interruption Ulbricht: — Où a-t-il dit cela?)

— Dans son discours à la conférence des militants du parti où il a déclaré: «Les luttes économiques sont maintenant les premières luttes offensives victorieuses parce que la bourgeoisie essaie, par le lock-out, de rejeter la classe ouvrière dans la défensive.» Il semble donc que la classe ouvrière se trouvait d'abord dans l'offensive et que le patronat, par le lock-out, veut obliger la classe ouvrière à passer à la défensive. Il dit plus loin, ce qui prouve combien la pensée est peu claire: «Dans l'évolution à gauche, on s'aperçoit que le prolétariat se défend. Il se défend encore facilement sous la forme de luttes défensives, mais les luttes portent un nouveau caractère offensif.» Il n'est donc pas question de luttes défensives, mais de luttes de caractère offensif. Ce qui a été dit à la conférence des militants fut aussi publié par la *Rote Fahne*. La *Rote Fahne* du 7 novembre publie un article sous le titre: «Vive la dictature du prolétariat!» Cet article affirme: «La force de combat de la classe ouvrière augmente. Sa volonté de lutte se développe. Le prolétariat allemand fait face à de grandes, très grandes luttes économiques. Il répond à l'offensive du patronat en passant lui-même à l'offensive. Les mouvements de masse dans la Wasserkante et dans la Ruhr sont les premières luttes offensives victorieuses qui annoncent une intensification de la lutte. La muraille du sabotage réformiste et le mur de la passivité sont percés.» On constate ici une autre opinion concernant le problème de savoir s'il y a offensive du patronat. On affirme ici qu'une offensive du patronat a conduit à l'offensive de la classe ouvrière. Dans un autre article de Thälmann sur les

décisions du Sixième congrès mondial, on peut lire: «Le patronat a passé à une offensive générale, mais la classe ouvrière ne répond plus à cette provocation comme elle le faisait dans les années passées par une simple défense. Elle passe à la contre-offensive contre l'ennemi de classe. Elle passe déjà à l'attaque des positions du capital des trusts et livre ses premières luttes offensives victorieuses. Ces luttes doivent inmanquablement ébranler les bases de la stabilisation capitaliste et faire sauter la muraille de la politique de sabotage réformiste.»

Ici on admet l'offensive du patronat et la contre-offensive des ouvriers. Mais on ajoute que cette contre-offensive ébranle la stabilisation capitaliste et crée une situation révolutionnaire. On pourrait encore apporter de nombreuses citations semblables. La *Rote Fahne* est pleine de luttes offensives victorieuses. Nous pouvons donc constater quantité de contradictions dans l'opinion des camarades allemands. La ligne est que nous avons en Allemagne réellement une offensive de la classe ouvrière, liée à une appréciation de la situation internationale, selon laquelle nous nous trouvons dans une vague de l'offensive de la classe ouvrière sur le plan international.

Pour juger du caractère de ces luttes, je pense qu'il faut envisager leurs bases économiques. Quelle est la conjoncture? Quelle est la situation économique en Allemagne? J'ai les citations du camarade Varga sur cette question. Vous avez probablement lu les derniers rapports du camarade Varga. Je ne veux donc pas les citer. Le camarade Varga dit à peu près: En Allemagne il y a une stagnation dans certaines branches de l'industrie, pas dans l'industrie lourde, mais davantage dans l'industrie légère. C'est une dépression de l'économie en Allemagne. Même dans la grande industrie il y a une stagnation. Si nous prenons les chiffres de la production du fer pour 1928, nous voyons qu'elle est tombée d'environ 1180 millions de tonnes en janvier à 1050 millions de tonnes en août. L'importation des matières premières est tombée de janvier au mois d'août. Il est vrai que ce n'est pas une situation catastrophique, mais cependant une stagnation dans l'industrie lourde et dans l'industrie légère. Il est clair que la rationalisation s'opère aussi en France et en Belgique. La production du fer en Allemagne est obligée, pour maintenir une exportation, d'exercer une pression plus forte sur la classe ouvrière à l'échelle internationale. Les patrons passent à l'attaque contre la classe ouvrière. Il est évident, dans cette situation économique de l'Allemagne, que ces luttes sont des luttes offensives contre la classe ouvrière. Dans une telle période de dépression, la classe ouvrière n'est pas prête à passer à l'offensive. Ce que nous voyons, c'est une beaucoup plus grande activité de la classe ouvrière qui ne se laisse pas opprimer et exploiter sans résistance. Je pense qu'on ne peut pas poser la question: luttes offensives ou défensives. Ces luttes de la classe ouvrière ont le caractère défensif, mais si elles sont bien conduites, si leur solidarité est active dans toute l'Allemagne et si la solidarité internationale se manifeste en faveur de ces luttes,

si le parti a organisé les ouvriers qui ont pris part aux grandes luttes de la Ruhr, si le parti conduit la classe ouvrière, une lutte défensive peut se transformer en une lutte offensive. Si les ouvriers de la Ruhr ne se contentent pas d'être lock-outés, mais passent à l'occupation des usines, alors nous aurons peut-être une preuve de l'offensive de la classe ouvrière. Je crois que maintenant nous ne pouvons pas encore parler d'une offensive de la classe ouvrière, ou que nous sommes dans une période de luttes offensives victorieuses.

Cette question des luttes offensives victorieuses est aussi liée à la perspective révolutionnaire en Allemagne. Nous avons sur ce point un certain nombre de déclarations des camarades dirigeants du parti allemand qui démontrent qu'ils sont convaincus que, par ces luttes, la stabilisation du capitalisme en Allemagne sera détruite et que nous nous trouvons en Allemagne maintenant devant une perspective courte de la situation révolutionnaire. Je cite le camarade Neumann. Il affirmait: «Les luttes actuelles minent et détruisent la stabilisation du capitalisme, et il ajoutait: Le fait que la bourgeoisie allemande se joint au front de guerre contre l'Union soviétique est une deuxième preuve de la situation révolutionnaire.»

Je ne puis comprendre que le fait que l'impérialisme allemand prenne part à la lutte contre l'Union soviétique soit déjà une preuve de la situation révolutionnaire en Allemagne.

Le camarade Thälmann affirme deux fois dans son discours que la perspective d'une guerre est très rapprochée et qu'au moment de la déclaration de guerre nous aurons immédiatement la révolution. L'an dernier nous avons déjà longtemps débattu la question du danger de guerre et envisagé si nous devions lancer le mot d'ordre de la grève générale au début de la guerre ou non. Mais pour Thälmann le déclenchement de la guerre est en même temps le déclenchement de la révolution. (Interruption d'Ulbricht: — Où a-t-il dit cela?)

— Dans son discours à la conférence des militants du parti.

Je veux maintenant passer à la question des perspectives fixées par le Sixième congrès mondial. Il y a deux ans nous avions une grande vague révolutionnaire en Chine et la grève générale des mineurs en Angleterre, etc. Est-ce que la stabilisation était alors plus ferme que maintenant, alors que la Révolution chinoise a subi une défaite et que les luttes qui se déroulent maintenant en Allemagne n'ont pas l'ampleur de la grève générale des mineurs en Angleterre? Je traiterai encore toute la question des perspectives de la stabilisation.

Nous avons vu que cette théorie des luttes offensives victorieuses est liée à la perspective d'une évolution rapide de la situation révolutionnaire en Allemagne. Nous l'avons constaté par les déclarations de Neumann et de Thälmann. Envisageons maintenant l'article du camarade Remmele qui polémise contre le camarade Ewert parce que ce dernier a proposé un amendement à la résolution qui disait: «La stabilisation partielle et momentanée du capitalisme crée de

nouvelles contradictions qui mettent le parti devant une série de grandes luttes. » Le camarade Remmele répond: «L'opportunisme du camarade Ewert se manifeste ici très clairement. Il conteste que la stabilisation soit plus chancelante. Il considère la stabilisation qu'il semble admettre comme momentanée, comme devant avoir une plus longue durée. » Donc le camarade Remmele s'oppose à la formulation d'Ewert parce qu'elle ne parle que d'une stabilisation momentanée.

... Toutes ces questions sont liées à la perspective qu'a fixée le Sixième congrès mondial et j'ai déjà mentionné que toute la discussion de la conférence des militants du parti allemand fut centrée sur les décisions du Sixième congrès mondial. Dans la question de la stabilisation et des perspectives, il existe de grandes contradictions entre la majorité de la direction du parti allemand et la résolution du Sixième congrès mondial. La résolution allemande ne dit rien de la troisième période au sujet de laquelle il y eut une dispute au commencement du Sixième congrès mondial, lorsque nous avons posé la question d'une nouvelle analyse de la stabilisation. Le Sixième congrès mondial a maintes fois condamné ces formules générales sur la stabilisation chancelante, momentanée et partielle, parce qu'en réalité elles ne disaient rien d'exact sur la stabilisation. Camarades, vous pouvez relire les thèses du Sixième congrès mondial, vous n'y trouverez aucune de ces formules. (Interruption: — Mais vous y trouverez le mot «relative»!)

Dans cette partie des thèses du Sixième congrès mondial, il est fait une analyse approfondie de l'économie mondiale qui démontre et souligne que la stabilisation de l'économie capitaliste est un fait, que son niveau d'avant-guerre est dépassé, que le capitalisme a renforcé son pouvoir d'Etat, ses mesures de répression contre les ouvriers, etc., et que cette nouvelle structure du capitalisme, la formation de trusts et de cartels entraîne de nouvelles grandes contradictions et conduit à de nouvelles guerres impérialistes et à de plus grandes luttes de classe. C'est l'analyse du Sixième congrès mondial. Mais nous ne trouvons pas cette analyse dans la résolution de la conférence du parti allemand. Par contre nous trouvons dans cette résolution l'expression de ce que la majorité de la délégation allemande a proposé au commencement du Sixième congrès mondial et que le congrès a rejetée. (Interruption Ulbricht: — Prouvez que la majorité de la délégation allemande l'a formulée ou l'a exprimée!)

Les discours de Thälmann et de Boukharine dans la question de la stabilisation sont nettement contradictoires, précisément dans l'appréciation de la stabilisation chancelante. (Interruption Ulbricht: — Il ne s'agit pas ici des divergences qui se sont manifestées entre Thälmann et Boukharine mais de ce que la majorité de la délégation allemande a dit!)

— Thälmann a exprimé ce que la majorité de la délégation avait adopté et en opposition à ce que Boukharine avait dit. (Interruption Schuler: — Dans cette question les thèses ont été sensiblement modifiées.)

Je déclare que dans cette question la formulation du parti allemand ne correspond absolument pas à la formulation du Sixième congrès mondial. Ces théories de l'offensive, des luttes offensives victorieuses, etc. ne correspondent absolument pas à la perspective fixée par le Sixième congrès mondial. Nous avons prévu dans les thèses ces luttes économiques, nous les avons caractérisées et avons dit que ces nouvelles luttes se développeront sur une base complètement nouvelle et auront un caractère politique plus élevé, même si elles commencent par de simples revendications de salaires. Mais nous n'avons pas dit que l'existence de ces luttes signifiait une courte perspective et que nous nous trouverons déjà très rapidement dans une situation révolutionnaire. Si ces luttes importantes avaient lieu dans une période de décomposition de la bourgeoisie et de son économie, ce serait différent. La situation n'est cependant pas telle. Ces grandes luttes ne se développent pas dans une économie en décomposition, mais dans une économie bourgeoise renforcée. Et c'est pourquoi elles s'accentueront et croîtront avant que nous nous trouvions devant la question de la prise du pouvoir.

Je suis d'avis que cette même perspective et cette même analyse se retrouvent dans les mots d'ordre du parti allemand. Ce dernier pose des revendications dans cette lutte de la Ruhr, ainsi que le camarade Ulbricht l'a souligné dans la séance d'aujourd'hui, par exemple élargissement de la lutte, lutte de solidarité. C'est tout à fait juste. Mais on n'a pas de mot d'ordre pour le rassemblement des ouvriers en faveur de la défense contre l'offensive générale du patronat. «Tout le pouvoir à la classe ouvrière» — c'est aussi un mot d'ordre que le Comité central a considéré comme juste. Comment peut-on, dans une telle situation, lancer un mot d'ordre de lutte qui pose la question du pouvoir? Est-on prêt, en Allemagne, à prendre le pouvoir? Ou bien ce sont seulement des mots, ou je ne sais quoi. (Interruption Lozovsky: — C'est un mot d'ordre de propagande!)

— C'est quelque chose d'autre. Mais il s'agit ici du mot d'ordre essentiel pour la lutte.

Nous rassemblons maintenant la classe ouvrière pour défendre et aider les ouvriers de la Ruhr, non en posant la question de l'aide, mais en posant le mot d'ordre de la prise du pouvoir. Nous avons encore une quantité de déclarations semblables et nous pouvons les citer: lutte pour la prise du pouvoir, etc. (Interruption Ulbricht: — Devons-nous être en faveur d'un gouvernement de coalition?)

— On doit lier les questions à la lutte d'aujourd'hui. C'est clair. Mais lancer de tels mots d'ordre comme mots d'ordre de lutte, ça n'est pas juste parce que je crois que nous allons ainsi beaucoup plus loin que le but que nous pose la situation d'aujourd'hui.

Maintenant quelques remarques en ce qui concerne la radicalisation des masses. Quelle est l'appréciation du parti dans ce domaine? Avec quelles masses ouvrières avons-nous affaire en Allemagne? Quels sont les mots d'ordre qui peuvent attirer les masses ouvrières

derrière le parti? La socialdémocratie est-elle encore forte? etc... Quelle est l'appréciation du parti dans ces questions? Il y existe une terrible confusion. J'en veux donner quelques exemples. Dans la *Rote Fahne* du 17 octobre, on peut lire, dans un article officiel du Bureau politique ce qui suit, comme conclusion à la campagne du croiseur-cuirassé: «La plus grande leçon de ce référendum, c'est cette double constatation: l'écrasante majorité de la population travailleuse d'Allemagne ignore le danger de guerre, ignore les armements de la classe des exploiteurs allemands, ignore la trahison des réformistes. Courbée sous la misère et les mille soucis et besoins quotidiens, elle vit apathique, sans aucune éducation politique.» (Interruption Ulbricht: — C'est un article du Bureau politique?)

— C'est un article qui n'est pas signé, mais qui est la première prise de position du parti après la campagne du croiseur-cuirassé. (Interruption Meyer: — Ruth Fischer!) (Interruption Ulbricht: — Le camarade Meyer ne doit pas tout de suite parler de Ruth Fischer. Il doit encore attendre à ce sujet.)

— Mais il y a aussi d'autres points de vue et une toute autre appréciation de ces événements. (Interruption Kitarov: — Vous avez apprécié le résultat comme une catastrophe!)

— C'est bien mon opinion. Je pense que le parti devait faire une critique de son activité. Je ne pense pas que c'est la classe ouvrière qui soit coupable, du fait que nous n'avons pas recueilli plus de voix. Nous n'avons pas eu plus de voix que les 1 200 000 obtenues lors des élections présidentielles. Je pense que le parti est coupable. Le parti essaie maintenant de tout rejeter sur les ouvriers. C'est une façon opportuniste et socialdémocrate de se tirer d'affaire. Que dit la résolution de la conférence des militants sur l'attitude du parti dans cette question? Elle affirme: «La rébellion des masses socialdémocrates en ce qui concerne notre campagne du croiseur-cuirassé s'est arrêtée encore une fois à la frontière de la discipline innée du parti. Elle est cependant l'expression certaine du début d'un changement idéologique de larges couches de la classe ouvrière qui se détachent du réformisme et qui commencent à s'orienter selon les mots d'ordre communistes.»

Donc une prise de position complètement différente dans cette question, beaucoup trop optimiste. Dans la résolution de la conférence des militants du parti, pas un mot d'autocritique à l'égard de cette campagne du croiseur-cuirassé. Les mêmes contradictions apparaissent aussi dans l'appréciation du camarade Thälmann au cours de son discours à cette conférence. Il dit à ce sujet: «Nous avons constaté, au cours de la campagne du croiseur-cuirassé, combien nos forces étaient faibles contre le grand front de classe allant des Deutschnationalen au Parti socialdémocrate en face duquel notre parti seul a mené la lutte contre l'impérialisme et au cours de laquelle nous n'avons pas pu mobiliser tous les ouvriers qui nous ont donné leur voix le 20 mai.»

Donc Thälmann affirme ouvertement que les ouvriers qui le

20 mai ont voté pour nous n'ont pas pu être mobilisés par le parti. C'est de l'autocritique, mais où est la rébellion des ouvriers socialdémocrates? Ou bien nous n'avons pas pu mobiliser nos ouvriers — et c'est vrai, nous devons rechercher pourquoi nous ne l'avons pas fait — ou bien il y a une rébellion des ouvriers socialdémocrates. Nous avons donc ici une absolue contradiction dans l'appréciation de la situation après l'action contre le croiseur-cuirassé. On dit une fois: on ne peut pas mobiliser nos ouvriers, on ne peut pas les réunir, les ouvriers ne pensent pas au danger de guerre, puis on déclare qu'il y a une rébellion dans la classe ouvrière socialdémocrate. Une telle politique ne se base pas sur la situation réelle en Allemagne. C'est une politique dangereuse pour le parti allemand que l'on passe si rapidement d'un grand pessimisme à un grand optimisme. A côté de la citation de Thälmann je veux citer la *Rote Fahne* qui déclare: «L'influence du parti a grandi au-delà du nombre de nos électeurs.» Thälmann déclare: nous n'avons pas pu mobiliser nos électeurs, la *Rote Fahne* affirme que notre influence s'est étendue au-delà du nombre de nos électeurs. (Interruption: — Quand la *Rote Fahne* a-t-elle fait une telle déclaration?)

— Dans la *Rote Fahne* du 1er novembre. (Interruption Kolarov: — Cela concerne la campagne du croiseur-cuirassé et non les luttes de la Ruhr.)

— Je pense, camarades, que la situation que je décris démontre que notre parti ne voit pas clairement quelles sont les perspectives de l'évolution de la lutte en Allemagne et qu'il n'apprécie pas clairement la situation réelle de la classe ouvrière allemande aujourd'hui.

J'en viens maintenant à l'appréciation de la socialdémocratie. On a lutté contre Ewert parce qu'il a rappelé la force de la socialdémocratie. Nous avons ici aussi des déclarations de camarades qui démontrent que le parti ne reconnaît pas les forces de la socialdémocratie dans la classe ouvrière, qui démontrent combien la classe ouvrière est fermement unie derrière le Parti communiste dans toutes les luttes. Mais quand la défaite se produit, ce sont les chefs réformistes qui sont fautifs. Ou bien les chefs réformistes ont encore une influence, et grâce à cette influence sur la classe ouvrière peuvent la trahir, ou bien ils sont isolés des masses, alors nous ne pouvons les rendre responsables. Cela concerne les luttes à Munich-Gladbach, la grève des ouvriers du port de Hambourg, etc. Le camarade Heckert écrit dans la *Rote Fahne* ce qui suit: «Les luttes des ouvriers textiles de Munich-Gladbach et des ouvriers du port de Hambourg sont terminées. Les ouvriers retournent sans succès à leur place de travail. Le patronat se réjouit d'une nouvelle victoire sur la classe ouvrière. Dans les deux luttes les ouvriers n'ont pas été vaincus parce que le courage leur a manqué au cours de la lutte, mais seulement parce que la bureaucratie réformiste, au côté du patronat, est intervenue pour écraser ces deux grèves.»

En ce qui concerne la grève des ouvriers du port de Hambourg, le commentaire est encore d'autant plus caractéristique que le

secrétaire politique, le camarade Grube, a écrit le 1er novembre: «Malgré cette campagne hostile, les ouvriers du port sont restés fermes et ne se sont pas laissé intimider. Ils n'ont suivi que les mots d'ordre de la direction de grève nommée par eux. Lorsque samedi, le 28 octobre, le comité d'action a pris position à l'égard de la situation dans le port et a donné l'ordre de la reprise du travail, il a bien agi.» Qu'est-il arrivé? Tous les ouvriers du port suivent fermement et sans crainte le Parti communiste. Ils suivent les mots d'ordre du Parti communiste et, malgré cela, c'est la défaite. Peut-on nier que les réformistes aient encore une influence sur les ouvriers et comment se fait-il que, grâce à l'influence qu'ils ont encore dans la classe ouvrière, les luttes soient brisées?

... Ce serait merveilleux que la classe ouvrière s'oriente à gauche et que nous ayons un état d'esprit offensif et une perspective courte. Et d'autre part que les chefs de la socialdémocratie s'orientent à droite. Nous aurions alors un abîme entre les ouvriers socialdémocrates et les chefs réformistes. Ce serait alors très simple d'attirer à nous les ouvriers. Mais la situation n'est pas si simple pour nous. ... La question de la fascisation de la socialdémocratie a aussi été considérée par le Sixième congrès mondial d'une toute autre façon que dans les thèses et les articles de la direction du Parti communiste allemand. Le Sixième congrès mondial a maintes fois souligné que ce n'est pas la socialdémocratie qui utilise des méthodes fascistes, mais que les méthodes fascistes sont souvent des méthodes socialdémocrates, que Noske est intervenu avant Mussolini, etc. En réalité il n'y a pas fascisation de la socialdémocratie, mais le fascisme est une expression de l'évolution de la socialdémocratie. Quand le camarade Neumann, dans son discours à la conférence du parti, déclare que la socialdémocratie est devenue un parti qui écrase la classe ouvrière, il a tout oublié de ce que la socialdémocratie a fait depuis 1914. Il a oublié que Noske a écrasé les ouvriers, etc. La socialdémocratie n'est pas devenue un parti qui écrase la classe ouvrière, mais elle a toujours été un tel parti. Nous avons constaté que la socialdémocratie se place de façon de plus en plus évidente au côté du patronat et de la bourgeoisie, qu'elle est de plus en plus intégrée dans la direction de l'appareil de l'Etat. Est-ce nouveau? Est-ce que ça n'a pas été déjà l'évolution de la socialdémocratie en 1914? Est-ce que Noske n'a pas déjà fait ce que la socialdémocratie fait aujourd'hui? Est-ce que Noske n'a pas déjà fait tirer sur les ouvriers? Est-ce la première fois que la socialdémocratie soutient maintenant les plans de l'impérialisme? Tout cela n'est pas nouveau. (Interruption Ulbricht: — C'est exactement ce que dit Hausen.)

— C'est possible. Mais cela signifie-t-il que je sois un droitier parce que je dis ce que Hausen dit aussi dans cette question? Parce que Hausen a raison dans cette question contre le parti allemand? Lénine avait déclaré que les mencheviks, s'ils avaient une ligne fondamentale fausse, dans certaines questions ont eu raison contre

les bolcheviks. Nous voulons faire de l'autocritique et non des phrases vides et pousser des cris.

En liaison avec toutes ces questions, il est nécessaire d'envisager la tactique que le parti allemand utilise à l'égard des inorganisés. La politique allemande dans cette question contient un grand danger, dans la mesure où il s'appuie beaucoup trop sur les inorganisés et néglige le travail parmi les ouvriers organisés. Je ne dis pas cela pour les luttes de la Ruhr, parce que là la grande partie de la classe ouvrière est inorganisée et il est clair, que en conséquence, nous travaillons davantage avec les inorganisés. Mais lorsqu'on lit maintenant dans les articles et la presse allemande très souvent que les inorganisés sont les vrais révolutionnaires, etc., je pense que cela signifie un très sérieux danger, parce que le parti allemand veut s'appuyer seulement sur les inorganisés. Le travail parmi les organisés est plus difficile, mais nous devons continuer à travailler et à lutter parmi les organisés, si nous ne voulons pas nous exposer à de grands dangers.

Pour terminer encore quelques mots sur la situation intérieure du parti. Le Sixième congrès mondial et le Neuvième plénum déjà ont affirmé avec raison que le principal danger dans l'Internationale communiste est le danger de droite, l'opportunisme. Cette analyse s'appuie sur l'ensemble de la situation économique et sociale, comme aussi sur les conditions sociales de la classe ouvrière. Le danger de droite est le principal danger parce que nous nous trouvons encore dans une période de stabilisation du capitalisme et de renforcement du pouvoir d'Etat du capitalisme. Le danger de droite est le plus grand danger parce que la socialdémocratie possède encore une grande influence sur la classe ouvrière et que la gauche de la socialdémocratie allemande trompe la classe ouvrière par tous les moyens. Si cela n'était pas, si nous avions une perspective courte, une situation révolutionnaire, si nous avions des luttes offensives et des luttes offensives victorieuses, le danger de droite ne serait pas si grand, parce que, dans une vague révolutionnaire, nous entraînons un grand nombre de personnes qui regardent en arrière quand cette vague a passé. Le danger de droite est par conséquent le plus grand danger parce que la situation internationale ne se trouve pas encore dans une vague révolutionnaire et parce que la socialdémocratie exerce encore une très grande pression sur notre parti. Si ce n'était pas le cas, le danger de droite ne serait pas si grand. Mais je veux poser la question suivante: Est-ce que le danger de droite est lié à la fraction de droite à l'intérieur de notre parti? Je réponds: oui. Il est en liaison avec notre fraction de droite. Mais la question n'est pas aussi simple. Le danger de droite n'est pas liquidé en excluant du parti la fraction de droite. Nous avons des exemples dans l'histoire des partis où les directions de parti ont lutté contre des fractions de droite et dans le même temps ont commis les plus grandes cochonneries de droite. Par exemple dans le Parti communiste français. Le parti français, au moment où il a lutté contre Loriot

et a liquidé son groupe, a suivi une ligne politique qui était une ligne opportuniste. Il est clair que le danger de droite n'existe pas seulement dans les fractions de droite, mais que le danger de droite provient de toute la situation et que ce danger existe aussi dans la politique de la direction du parti. Si on ne comprend pas cela, on ne comprend pas non plus comment lutter contre le danger de droite. Cela vaut aussi en ce qui concerne les conciliateurs. Que signifie la conciliation? Ce sont les camarades qui ne veulent pas dire tout de suite oui lorsque la direction du parti prend une décision. Ils ne veulent pas chasser tout de suite tous les cochons droitiers du parti. Les conciliateurs sont les camarades qui tolèrent la politique de droite et ne luttent pas contre elle...

En ce qui concerne la méthode de lutte contre le danger de droite, c'est une autre question et nous avons à ce sujet les décisions du Sixième congrès mondial qui affirment: «Le Sixième congrès mondial fait un devoir à tous les partis de lutter contre ces déviations et avant tout par des moyens idéologiques.» Et plus loin: «Le congrès fait un devoir à l'Exécutif de l'Internationale communiste de sauvegarder l'unité de l'Internationale communiste et de ses sections par tous les moyens. Ce n'est que par un travail commun, en surmontant les divergences d'opinions, par les méthodes de la démocratie intérieure du parti qu'on surmontera les difficultés actuelles considérables et qu'on résoudra les grandes tâches du très prochain avenir.»

Ce sont là les directives du Sixième congrès mondial dans la question de la lutte contre le danger de droite. (Interruption Piatnitzky: — Aussi s'ils éditent des journaux de fraction et créent un centre de fraction?)

— J'en parlerai. Je dirai tout ce que j'ai à dire sans égard au fait que demain on me jettera dans le même pot que Brandler. Les temps sont venus où il faut dire au Comintern tout ce que l'on pense. (Interruption Piatnitzky: — Pourquoi ne l'avez-vous pas déjà fait plus tôt?)

— Parce que j'étais d'accord et que je suis aussi pleinement d'accord avec les thèses du Sixième congrès mondial. Du reste vous savez que je n'ai jamais caché ma pensée, mais je veux lutter contre la revision des thèses du Sixième congrès, car nous avons affaire à une revision de ces thèses par le Parti communiste allemand. Je dis que nous devons tenter, en Allemagne aussi, de lutter contre les droitiers au moyen de la démocratie intérieure du parti et en cherchant à les convaincre.

Pourquoi suis-je pour une telle tactique? Parce que ce groupe des droitiers entraîne encore des masses ouvrières. S'il ne s'agissait que de Brandler et de Thalheimer qui ont violé la discipline et qui n'ont aucune influence dans le parti, il serait facile de les chasser tout simplement. Mais pourquoi n'avons-nous pas chassé Ruth Fischer aussitôt après qu'elle ait violé la discipline? Pourquoi l'avons-nous exclue sur la base de son activité politique? Justement

parce que nous ne pouvons pas toujours liquider les conflits sur la base des violations de discipline, mais que nous devons agir politiquement. Nous devons créer de la clarté dans le Parti communiste allemand, fixer la ligne que nous poursuivrons, apprécier les répercussions qu'une scission du groupe de droite avec ceux qui le suivent aura dans la classe ouvrière. Avec la ligne actuelle, nous l'aidons à créer un nouveau parti. Avec cette ligne nous rejetons les partisans d'Ewert, les soi-disant conciliateurs, vers la droite. Aujourd'hui le camarade Ulbricht a créé une différenciation entre ces deux groupes, mais dans tous les discours, dans tous les articles publiés par le parti, aussi dans l'article du camarade Remmele, on ne fait aucune différenciation. Dans cet article sur toutes les questions où il attaque le camarade Ewert, Remmele attaque la politique du Sixième congrès mondial. Je pose cette question: Irons-nous encore plus loin dans cette politique fractionnelle, dans la division du parti et dans la création d'un nouveau parti? (Interruption Lozovsky: — Qui veut créer un nouveau parti?)

— Les droitiers. Mais, par notre politique nous pouvons ou favoriser ou empêcher cette évolution, par la discussion interne du parti, par les méthodes que le Sixième congrès mondial a fixées. Je dis ici très ouvertement que je pense que notre politique à l'égard des droitiers a été fausse. Déjà l'année dernière j'ai déclaré que, lorsque la direction du parti allemand a décidé unanimement de rappeler Thalheimer en Allemagne, on aurait dû lui donner un travail, tenter de l'intégrer à la vie du parti et ne pas le rejeter. Je suis d'avis que, lorsque le WEB alors a soutenu ce point de vue, ce fut une faute de ne pas l'accepter. Je pense que la proposition du WEB d'envoyer d'abord Brandler en Autriche était juste. On aurait dû donner à ces camarades un travail dans le parti, les intégrer à la vie du parti et non les rejeter. Je suis persuadé que si l'on avait suivi cette tactique nous aurions aujourd'hui une tout autre situation dans le parti allemand. Nous avons eu un cas semblable dans le parti français. Pendant le Sixième congrès mondial, les camarades français ont posé la question de l'élimination du camarade Renaud Jean du Bureau politique du parti parce qu'il est un socialdémocrate ou un socialiste révolutionnaire de type russe. Bref, il n'est pas communiste. Qui nous a obligés à maintenir le camarade Renaud Jean à la direction du parti français? Le camarade Molotov. Et cela pour ne pas le rejeter par des moyens mécaniques, même s'il reste presque seul.

Je suis aussi d'avis qu'il y a des dangers de gauche dans le parti allemand. Tout ce que j'ai cité concernant les perspectives, toute l'appréciation de la situation renferment à mon avis un danger de gauche. Dans beaucoup de ces questions la ligne du parti montre des déviations trotskystes. Dans beaucoup des déclarations du camarade Neumann ou d'autres communistes nous retrouvons des caractères qu'on a condamnés dans l'attitude du camarade Neumann dans l'affaire chinoise. Nous devons nous préoccuper de veiller à

une application juste des décisions du Sixième congrès mondial en Allemagne, mais nous devons aussi voir que, dans cette période, il n'y a pas seulement un danger de droite, mais aussi un danger de gauche. Nous devons éviter de lancer des mots d'ordre qui ne sont pas étroitement liés aux revendications des masses ouvrières et qui ne sont pas compréhensibles pour les ouvriers. Je crois que nous avons un danger de gauche qui a les caractéristiques du maximalisme. Nous avons des phrases de gauche, mais des actes opportunistes. Comme je l'ai déjà dit, je pense que la ligne générale du parti, dans son analyse, dans sa position à l'égard des décisions du Sixième congrès n'est pas juste et que l'EKKI et le présidium doivent intervenir pour rectifier les déviations de la ligne du Sixième congrès mondial. J'ai la conviction que dans la politique intérieure du parti on tente de liquider, au profit d'un groupe, la tentative de concentration faite par le congrès d'Essen et confirmée par le Sixième congrès mondial. Le Sixième congrès mondial avait prévu qu'une lutte entre les soi-disant conciliateurs et la majorité éclaterait. La majorité était d'avis que le camarade Ewert devait être exclu du Bureau politique. Lorsque la décision a été prise au Sixième congrès, on avait pressenti que des luttes allaient se produire, peut-être pas les luttes de Hambourg, mais nous avions le pressentiment que de telles luttes se produiraient. Je pense que le Sixième congrès mondial a bien fait de conseiller au parti allemand une politique de concentration et que ce fut une erreur de liquider cette tactique de concentration en faveur d'un des groupes. Je pense que nous devons corriger cela. Je suis persuadé que la ligne défendue par Ewert, même si elle est maladroite dans certaines de ses formulations, est beaucoup plus près de la ligne du Sixième congrès mondial que ne l'est la ligne de l'actuelle direction du parti. La politique de concentration signifie que nous devons serrer les rangs contre le danger de droite et mener une lutte idéologique contre ce danger et, si c'est nécessaire, prendre aussi des mesures d'organisation.

C'est pourquoi je propose:

1) une lettre ouverte au Parti communiste allemand sur la perspective des luttes, afin de créer la clarté à ce sujet et en faveur d'une appréciation juste des décisions du Sixième congrès mondial. Cette appréciation juste des décisions du Sixième congrès mondial doit être faite devant l'ensemble de la classe ouvrière allemande et pas seulement sur un ton polémique à l'égard de la direction du parti;
2) adresser au parti une lettre interne sur la question de la vie intérieure du parti et sur la nécessité de la concentration;
3) éloigner d'Allemagne le camarade Neumann qui est le chef idéologique de toute cette orientation. (Ulbricht: — Vous faites ici des bons mots!) (Interruption: — Peut-être le Comité central dans son ensemble a-t-il été suborné par lui?) — Le Comité central a déjà été suborné dans de petites questions. C'est pourquoi il peut avoir été aussi suborné dans de grandes questions.

(Kitarov: — Il a suborné tout le parti!) (Kolarov: — Est-ce que c'est une lutte idéologique?) — C'est aussi une lutte idéologique. Je suis d'avis que dans les luttes idéologiques il faut aussi prendre des mesures pratiques pour assurer le respect de la ligne. Neumann n'est pas l'homme qui exécute les décisions de l'Exécutif. Je ne propose pas d'incorporer Brandler au Bureau politique du parti à la place de Neumann. Si Brandler ou Walcher étaient à la direction du parti, je serais le premier à proposer qu'ils en soient éliminés. Mais Neumann joue un rôle idéologique dirigeant contre la ligne du Sixième congrès mondial. C'est pourquoi il doit être écarté des instances dirigeantes du parti. (Ulbricht: — Dans quelles instances dirigeantes se trouve Neumann?)
— Il est dans les coulisses le chef du Bureau politique. (Ulbricht: — Vous avez une fabuleuse fantaisie!)
— Chacun le sait.

4) Organisation d'une direction collective dans le parti en attirant des camarades qui ne font pas partie de l'actuelle majorité de la direction du parti, afin d'élargir la base politique du parti et d'assurer l'application de la ligne du Sixième congrès mondial;

5) engager une lutte idéologique contre le danger de droite jusqu'au congrès du parti qui aura à prendre une décision concernant les droitiers, si les droitiers ne se soumettent pas à la discipline du parti, ils seront exclus. La tactique du parti doit être d'empêcher la scission de la fraction de droite et la création d'un nouveau parti. »

Ce réquisitoire contre la politique du Parti communiste allemand fut traduit en russe par les soins de Boukharine et distribué aux membres du Bureau politique du Parti communiste russe. Boukharine n'avait pas reparu au Comintern depuis le Sixième congrès mondial. Il n'était pas d'accord avec la décision du présidium du 6 octobre et, soumis à la discipline de son parti, il eût été contraint de défendre la politique de Staline en cette affaire. Mais il entendait engager, au Bureau politique, une discussion sur la politique suivie en Allemagne après les décisions du Sixième congrès mondial.

Un jour le secrétaire de Boukharine me fit savoir que Boukharine viendrait me reprendre le soir pour aller au Grand-Théâtre à la représentation du ballet de Sadko. J'étais intrigué par cette invitation insolite et je le fus bien plus encore quand, le soir, la grande limousine noire de Rykov s'arrêta devant la porte de l'hôtel. Rykov et Boukharine m'y attendaient. Le chauffeur nous conduisit au Grand-Théâtre et Boukharine me fit entrer dans le salon d'une baignoire d'avant-scène. Je fus très surpris d'y trouver Molotov, Staline et les autres

membres du Bureau politique que je saluai. On me fit asseoir dans la loge et l'on referma derrière moi la porte qui conduisait au salon. Pendant toute la représentation, je restai seul dans ma loge à admirer le ballet de tout près mais, derrière moi, se jouait une tragédie dont les éclats de voix arrivaient jusqu'à moi et je compris qu'une houleuse séance du Bureau politique se tenait dans le salon pour discuter de la politique du Parti communiste allemand. Boukharine m'avait emmené pour que je puisse répondre aux questions que mon réquisitoire pourrait soulever.

C'est là que fut prise la décision de combattre l'opportunisme de ceux qui s'opposeraient à la décision du présidium. Boukharine me dit ensuite que Staline avait hésité à la lecture de mon discours. Mais ses intérêts personnels dans le parti russe exigeaient un durcissement et un soutien inconditionné à la direction de Thälmann.

Une séance importante du présidium fut organisée pour le 19 décembre 1928, où Staline prononça un grand discours contre Serra (Tasca) et contre moi. Ce fut un réquisitoire contre la conception de la stabilisation du capitalisme exprimée dans les thèses du Sixième congrès mondial. C'était naturellement Boukharine qui était visé. Tasca avait été beaucoup plus nuancé que moi, mais pour aboutir à la même conclusion concernant la réhabilitation de Thälmann. Staline ne fit aucune distinction entre nos deux positions. Il défendit la politique du Parti communiste allemand dans sa totalité, appuyant de l'exemple russe et de son autorité l'affirmation que les ouvriers inorganisés sont plus révolutionnaires que les organisés. Cela eut pour conséquence que les communistes allemands abandonnèrent le travail dans les syndicats et en sortirent, pour être plus révolutionnaires!

Ce discours de Staline fut largement répandu par la presse communiste. On lui fit l'honneur d'être inséré dans sa grande œuvre théorique en deux volumes *Les Questions du Léninisme*. Mais il disparut des éditions postérieures au Septième congrès mondial[1], en 1935, qui consacra ma réhabilitation, pour reparaître plus tard, après mon exclusion du Parti communiste suisse, en 1942. On peut se convaincre par là du «sérieux» des doctrines léninistes enseignées par Staline.

---

[1] La nouvelle édition des *Questions du Léninisme* de 1938–1939, parue aux Editions Sociales Internationales (Bibliothèque marxiste), ne contient pas le discours de Staline.

Entre-temps, j'avais mis le Parti communiste suisse au courant de ma position dans l'affaire Thälmann et de la politique du Parti communiste allemand. Je fus heureux et soulagé d'apprendre que mon parti partageait entièrement mon point de vue et appuyait mon action. Le Comité central du parti suisse me communiqua les lettres qu'il avait adressées au Présidium de l'Internationale, lettres dont le Présidium n'eut jamais connaissance!

«Parti communiste suisse — Bâle, 23 novembre 1928.

Chers camarades, — Au Présidium du C. E. de l'I. C.

Dans ses séances des 12 et 17 novembre notre Centrale a fixé son point de vue en ce qui concerne la situation dans le Parti communiste allemand et les décisions du présidium dans cette question. Nos entretiens ont abouti aux décisions suivantes:

1. Approuver la lettre du camarade Wieser au présidium qui contient les remarques à l'adresse des militants du Parti communiste allemand.
2. Défendre la position du camarade Humbert-Droz face aux décisions du présidium du 6 octobre 1928 sur la question allemande.
3. Inviter le présidium à convoquer le plus rapidement possible une séance de l'Exécutif dans laquelle seront traitées, outre d'autres questions:
   a) les décisions du présidium sur la question allemande (cas Thälmann);
   b) le travail de l'Exécutif et de ses organes.

En ce qui concerne notre troisième décision, qui constitue une proposition au présidium, nous voulons en donner une très brève motivation:

Déjà au Neuvième plénum, mais tout particulièrement au Sixième congrès, le travail de l'Exécutif a été très sévèrement critiqué. Cette critique, tant pour ce qui se rapporte à la direction politique qu'à l'organisation du travail de l'appareil du Comintern, n'a été contestée par personne. Pour ceux qui, objectivement et sans idée préconçue, ont observé les méthodes de travail de l'Exécutif et de ses organes, ils ont dû se convaincre que non seulement des lacunes, mais encore de graves fautes sont à signaler. Les fautes et les négligences les plus graves consistent en une mauvaise information des partis et en un examen superficiel des questions concernant chacun d'eux. Nous reconnaissons sans réserve la justesse de la ligne politique du Comintern et ne sommes certes pas suspects d'avoir pris une attitude fractionnelle quelconque à l'égard des divergences et des mesures de ces dernières années. Néanmoins nous estimons que l'Exécutif, par les mesures qu'il a prises, plutôt que d'assainir

les rapports dans les partis, a favorisé objectivement *l'aggravation des luttes fractionnelles.* Ce sont tout spécialement le système des sanctions et la liquidation administrative des oppositionnels qui rendent difficile une normalisation de la vie des partis et par là même un travail homogène des partis contre les ennemis du communisme.

Les faits qui se sont produits dans le parti allemand ont des répercussions très défavorables sur les autres partis de l'Internationale. Le présidium aurait dû en être conscient et prévoir que sa prise de position conduirait à une aggravation considérable de la situation interne dans le Parti communiste allemand. La gravité de la situation dans ce parti et l'état de crise qui règne aussi dans les autres partis de l'Internationale auraient dû inciter le Présidium de l'Internationale à convoquer une séance du Comité exécutif pour que des questions aussi éminemment importantes soient tranchées par *ce forum.*[1]

La façon dont cette question a été liquidée ébranlera la confiance de la classe ouvrière dans l'Internationale et dans ses dirigeants. De pareilles fautes sont extrêmement difficiles à réparer.

Nous renonçons à mentionner d'autres détails dans cette lettre. Nous espérons toutefois que le présidium examinera rapidement notre proposition de convoquer une séance de l'Exécutif et nous informera immédiatement de sa décision.

Nous vous informons en outre que nous envoyons copie de ces deux lettres au secrétariat du Parti communiste allemand, à titre d'information. Nous en donnons également connaissance au secrétariat du Parti communiste italien en émettant le désir que ces deux écrits soient portés à la connaissance des comités centraux de tous les partis, à titre d'information, par le secrétariat du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

Salutations communistes.

Comité central du Parti communiste suisse.
BODENMANN. WIESER. »

Cette lettre était accompagnée du rapport du camarade Wieser, membre de l'Exécutif de l'Internationale, sur la situation dans le Parti communiste allemand. Ayant assisté à la conférence des militants de ce parti, il avait des renseignements de première source:

«Bâle, le 23 novembre 1928.
Au Présidium du Comité exécutif
de l'Internationale communiste
Comintern – Moscou

Chers camarades,

Le Comité central du Parti communiste allemand a invité notre parti à envoyer un délégué à sa conférence des 3 et 4 novembre à

[1] Les passages soulignés le sont dans l'original.

Berlin. J'ai assisté à cette conférence au nom du Bureau politique de notre parti. J'ai eu également l'occasion d'être présent à une séance du Comité central du parti allemand, le 2 novembre. En tant que membre élu de l'Exécutif, au Sixième congrès mondial, je considère qu'il est de mon devoir de communiquer au Présidium de l'Exécutif de l'Internationale communiste les observations que j'ai faites à cette conférence, comme aussi mon opinion sur les décisions du Présidium de l'EKKI du 6 octobre et leurs répercussions sur la situation interne du parti allemand, qui se sont déjà manifestées dans toute leur évidence à cette conférence.

Je tiens pour politiquement fausse la décision en question du 6 octobre. La *faute principale* [1] a certes été commise par la décision du 26 septembre du Comité central du Parti communiste allemand, et surtout par sa publication qui ne dissocie pas assez le côté «moral» du côté politique dans le cas Wittorf-Thälmann. Il est évidemment très difficile pour les «profanes» qui n'ont pas connaissance de tous les documents de se faire une idée exacte de toute cette affaire. Nonobstant, ce qui est décisif, en fin de compte, c'est l'impression que doit produire la liquidation d'un tel conflit sur les *masses prolétariennes* qui, bien entendu, n'ont pas non plus connaissance de tous les documents.

Le comportement de la majorité du Comité central du Parti communiste allemand, à la séance du 26 septembre, est et reste tout simplement incompréhensible. C'est tout bonnement ridicule de l'attribuer après coup à un effet de «surprise» ou de «violence». La proposition Hansen publiée dans la lettre d'information du secrétariat politique de l'EKKI devait indiquer immédiatement à ceux qui pensent politiquement dans quelle direction les droitiers allaient utiliser le cas Wittorf-Thälmann.

Le 26 septembre la majorité du Comité central était manifestement d'avis que la présence du camarade Thälmann à la tête du parti n'était plus supportable. Les déclarations de Dengel reproduites dans la lettre d'information déjà mentionnée le prouvent également. Je ne puis comprendre que l'on en arrive à une telle idée «sous la pression» d'adversaires politiques. Le camarade Thälmann lui-même semble avoir considéré sa position comme intenable, le 26 septembre.

Je ne puis juger de manière concluante si, de la conduite de Thälmann, il fallait vraiment tirer ces conséquences. A tous égards la conduite de Thälmann qui a avoué sa complicité seulement à la toute dernière minute, après avoir laissé soupçonner et exclure celui qui n'était pas en cause, cette conduite est des plus équivoques.

Mais dans l'esprit des ouvriers, *le premier jugement prononcé,* la publication de la décision du Comité central du 26 septembre devait faire l'effet d'un coup de tonnerre. Et le plus funeste me paraît être que, par la suite, avec le démenti des membres du Comité central et la décision du Présidium de l'EKKI, cette impression devait

[1] Les passages soulignés le sont dans l'original.

immanquablement percer chez les ouvriers. C'est parce qu'on a *peur* que la droite n'utilise politiquement le cas contre la ligne actuelle du parti qu'on a «réhabilité» Thälmann. L'annulation de la décision qui relevait Thälmann de ses fonctions a aussi été motivée par de telles considérations politiques. Que doit en penser l'ouvrier allemand? Il apprend que le chef du Parti communiste a commis un acte qui, dans les instances supérieures du parti, a immédiatement fait naître une impression claire et évidente: cet homme ne peut plus rester à la tête de notre parti. Et aujourd'hui, après quelques jours, il est réintégré dans toutes ses fonctions! Ainsi le Parti communiste tolère à la tête de son organisation des chefs sur lesquels pèsent de pareilles charges! Dès lors, à mon avis, il ne sert plus à rien que le présidium constate au point 2 de sa résolution que Thälmann a commis une «faute grave», en ajoutant encore très maladroitement que son comportement sera «clarifié».

Il me paraît que le règlement de toute cette affaire porte *le plus grand préjudice précisément à la politique* que le Présidium du Comité exécutif de l'I. C. souhaite en Allemagne, qui est représentée au dehors par la majorité du Comité central. La réhabilitation de Thälmann ne facilite pas la lutte contre tous les courants opportunistes et de droite. Au contraire, elle la *rend plus difficile* et c'est ce qui est le plus grave. Le cours nettement révolutionnaire du Parti communiste allemand ne peut vraiment pas ainsi dépendre de la personne du camarade Thälmann. Maintenant, avec l'affaire Thälmann, toute l'orientation gauche en Allemagne est compromise par son attitude équivoque dans le cas Wittorf. Et l'on continue à se demander quelle *autorité* peut bien avoir cette majorité du Comité central quand elle se permet de telles cabrioles.

Psychologiquement il est bien naturel que cette majorité du Comité central, sentant la faiblesse de sa position, fonce avec d'autant plus de rigueur contre tous les éléments droitiers et «conciliateurs». Le présidium semble avoir eu conscience de ce danger en écrivant que le sens de sa décision doit être clairement expliqué à toute l'organisation du parti, sans toutefois tolérer par là une *aggravation de la ligne au sein du parti.*

Le principal but de ma lettre est au fond de faire comprendre au présidium, à l'appui de mes observations, que le danger qu'il craint est néanmoins *devenu réalité dans toute son étendue.* Le débat à la conférence du parti était d'un niveau politique *très bas.* Si, dans sa décision, le présidium désire, dans toutes les organisations du parti et sur la base de la démocratie dans le parti, une discussion libre concernant les questions à l'ordre du jour du prochain congrès et les décisions du Sixième congrès de l'Internationale communiste, la conférence du parti a sans aucun doute inauguré cette discussion de la base par un *très mauvais* exemple et donné l'image du contraire d'une «libre discussion».

A la séance du Comité central du 2 novembre, le camarade Thälmann a dit textuellement et en toute franchise ceci:

«*Nous n'avons pas de temps* pour une orientation *idéologique* lente parce que la guerre et la révolution sont à l'ordre du jour.»

Avec une pareille motivation on peut qualifier de nuisible au parti toute critique et toute opinion divergente. Une classification facile de toutes les opinions permet évidemment d'écarter une discussion objective. La discussion à la conférence du parti n'était pas fondée sur une analyse approfondie de la situation économique et politique en Allemagne. Les camarades qui ont déclaré: on retourne aux méthodes de la période Ruth Fischer à l'intérieur du parti n'ont pas entièrement tort, me semble-t-il. La façon dont le camarade Thälmann a défendu, dans sa conclusion, sa conduite dans le cas Wittorf et qualifié toute critique quasi comme déviatrice ou «conciliatrice» était déjà plus que malheureuse.

Devant la situation actuelle en Allemagne, où le prolétariat est engagé dans des combats si formidables, cette discussion à la conférence était, dans son ensemble, simplement déprimante. Le rapport entre l'évolution et *cette façon* de liquider toute l'affaire Wittorf–Thälmann ne peut être ignoré. Sans aborder à ce propos les différences politiques objectives entre les divers courants dans le parti allemand, je veux toutefois rapporter ici l'impression qui m'est restée de cette conférence. Parmi les camarades que l'on appelle le groupe des «conciliateurs» se trouvent des forces *très précieuses et nécessaires* pour le parti. Mais je ne puis m'imaginer que les ouvriers comprennent le sens de ces différences quand on les caractérise simplement (voir résolution du Comité central du parti allemand) de «certaine tolérance envers les protagonistes des dangers de droite». Est-ce là une notion politique claire? On ne comprend pas la crainte du Comité central devant les conciliateurs quand lui-même parle de la «majorité bolchevique écrasante dans le parti». Le danger de déviations de droite est toujours *objectivement* grand dans des périodes comme celles-ci. Mais la façon dont on combat actuellement les courants opportunistes et de droite dans le parti allemand ne peut qu'éveiller chez les ouvriers l'impression que la majorité de la direction se sent elle-même faible. Ainsi l'orientation révolutionnaire même est compromise, on *renforce* par là indirectement les dangers de droite.

J'ajoute encore, comme un des faits les plus surprenants, qu'à cette conférence il n'a pas été fait non plus la moindre critique sérieuse de la dernière grande action du parti et de son résultat, le *plébiscite* concernant le croiseur-cuirassé. C'eût été politiquement certainement beaucoup plus important que les disputes parfois plus que stériles.

La *méfiance générale* qui existe entre les personnes dirigeantes comme aussi entre les diverses tendances devait faire, sur une personne venue de l'extérieur, un effet très déprimant. C'est comme si l'on croyait que chacun est capable de tout: falsification des votes aux assemblées importantes, espionnage réciproque, etc.

L'existence de fractions est le mal qui ronge le parti allemand,

cela est incontestable. Mais il ne suffit pas — et ce serait un procédé tout à fait contraire au marxisme — de vouer simplement aux gémonies ceux qui travaillent en groupements de fractions et de les stigmatiser; il faut rechercher comment cela s'est produit et comment on peut y remédier. Peut-on contester que la manière dont l'actuelle majorité de la direction du Parti communiste allemand a combattu tous les camarades qui ne pensaient pas comme elle sur l'un ou l'autre point ne les a pas poussés directement au travail fractionnel? Au cours de cette dernière conférence du parti on devait inévitablement constater que la majorité *n'a pas le moindre désir de gagner à la collaboration* toutes les forces qui adoptent la ligne du Comintern. Plutôt que d'obliger à collaborer les camarades qui, sur tel ou tel point, ont une opinion divergente, tout en déclarant qu'ils admettent dans leur ensemble les décisions du Sixième congrès mondial, on fait naître à leur égard un climat d'hostilité qui évidemment rend *impossible* une collaboration effective, alors que le parti allemand aurait certes grand besoin de la collaboration de toutes les forces capables. Dans ces conditions, une clarification objective des divergences existantes, telle que le désire le présidium n'est pas possible.

Je considère aussi que c'est un moyen totalement impropre pour liquider des divergences politiques d'éloigner du parti des camarades de l'opposition en les expédiant à Moscou comme cela s'est fait pour les cas de Brandler–Thalheimer et, comme on l'envisage de nouveau aujourd'hui avec Ewert–Gerhard. La liquidation de l'opposition dans un pays où le parti doit *défendre le pouvoir politique* comme en Union soviétique est quelque chose de fondamentalement différent de la manière de liquider des divergences politiques comme le fait le Parti communiste allemand. Dans ces cas-là il convient de *définir clairement* et le plus rapidement possible si les camarades incriminés appartiennent ou non encore au parti. On ne doit recourir à ces moyens-là que dans des cas exceptionnels très particuliers, et seulement *provisoirement*. Mais, comme il s'agit de personnalités politiques qui, bien naturellement, veulent propager leur conception politique et que l'on ne peut ainsi «abattre», elles reprendront avec le temps leur travail fractionnel. Evidemment il est beaucoup plus facile de venir aujourd'hui à bout des «conciliateurs» par un tel procédé, plutôt que de clarifier de manière objective les divergences véritables en collaborant avec eux. Cette façon d'agir de la direction du parti ne renforce pas son autorité, mais l'affaiblit.

Je termine en déclarant une fois encore que l'orientation actuelle du Parti communiste allemand, telle qu'elle est apparue à la dernière conférence du parti, est en *contradiction* avec les décisions du congrès du parti à Essen et avec celles du Sixième congrès mondial. C'est ma ferme conviction. Les répercussions de cette situation à l'intérieur du Parti communiste allemand sur les autres partis, et singulièrement sur le nôtre, sont évidentes.

Salutations communistes. (signé): WIESER.»

Le 1[er] décembre, Wieser me confirmait l'appui du Parti communiste suisse avec lequel je restais en liaison constante:

«Bâle, 1[er] décembre 1928.

Cher camarade Humbert-Droz,

J'ai bien reçu ta lettre en son temps et j'ai été très heureux de pouvoir connaître ton point de vue sur la situation dans le parti allemand et sur la décision du présidium. J'ai aussitôt communiqué ta lettre à notre Centrale. Comme tu le verras par la lettre annexée, qui est une copie, j'ai assisté à la conférence du parti allemand et j'ai rapporté à ce sujet en détail à la Centrale. Après quoi, après une longue discussion, notre lettre à l'Exécutif a été décidée. Malheureusement toute l'affaire a un peu traîné parce que nous avons été très occupés, d'abord par les élections au Conseil national, puis par d'autres questions. Je crois cependant que, étant donné ce qui s'est passé depuis en Allemagne, mon opinion s'est révélée on ne peut plus justifiée. J'espère fort que l'on nous connaît suffisamment bien là-bas pour ne nous attribuer, dans la position que nous prenons, que des raisons absolument objectives. Car nous nous sommes toujours tenus éloignés sciemment de toutes les intrigues fractionnelles possibles.

Nous attendons avec intérêt de tes nouvelles prochaines sur ce que tu penses faire. Ce serait évidemment toujours très à souhaiter que tu puisses travailler chez nous, en Suisse romande. Il est très difficile d'y conserver nos positions, parce que nous n'avons pour ainsi dire aucun camarade qui puisse ou parler ou écrire.

Salut cordial. WIESER.»

Et le 3 décembre j'informais la direction du parti suisse du développement de la situation:

«Au Bureau politique du Parti communiste suisse.

Chers camarades,

Comme suite à ma première communication, je vous transmets aujourd'hui les propositions que j'ai formulées à la fin de mon intervention sur les choses allemandes, au Secrétariat politique.

La majorité du Secrétariat politique jusqu'à présent suit la direction du Parti communiste allemand et l'appuie, mais on est inquiet de la politique et du cours intérieur suivi et on cherche à modérer la direction du parti allemand. On parle un peu autrement des soi-disant «Versöhnler» (conciliateurs). Toute la philosophie de l'offensive, «Durchbruchskämpfe» (combats offensifs victorieux) a été modifiée. Mais on suit le chemin de l'exclusion de la droite, Thalheimer, Brandler, qui seront bientôt suivis de Clara Zetkin si la ligne n'est pas changée.

Ici je continue mon opposition à la ligne suivie en Allemagne. Je vous enverrai le sténogramme de mon intervention au Secrétariat politique, dès qu'il sera dactylographié.

Le camarade Serra, représentant du Parti communiste italien, est aussi contre la politique suivie, mais, par suite du silence de son parti, il ne s'engage pas très en avant dans son opposition.

Boukharine est contre le cours inauguré en Allemagne et ne met plus les pieds au Comintern depuis son retour de vacances. Quand il reviendra, il défendra naturellement le point de vue de la majorité du Bureau politique russe. Dans les couloirs de l'appareil se développe une campagne contre Boukharine qui rendra très difficile son travail ultérieur. Clara Zetkin est naturellement contre toute cette nouvelle ligne qui rappelle Ruth Fischer. Elle ne laissera pas exclure les spartakistes sans se solidariser avec eux, bien qu'elle n'approuve pas tous leurs actes. Kuusinen et Piatnitzky, tout en appliquant la ligne avec vigueur, ont des craintes sur ses conséquences. Le Secrétariat politique est dominé par les enragés, Kitarov, Schüller, Petrovsky, Ulbricht, le même groupe qui, au début du Sixième congrès mondial, a fait son offensive dans les couloirs contre Boukharine.

On est inquiet ici du silence d'un grand nombre de partis qu'on interprète comme une attitude chancelante et comme un certain désaveu. Le Comité central autrichien a voté une résolution contre la résolution du présidium du 6 octobre mais a déjà «corrigé» cette «faute»! Quelques partis votent des ordres du jour d'approbation, mais sans entrain.

Tout est encore en suspens devant la délégation russe qui devra sous peu définir la politique à suivre.

Jusqu'à présent on n'a rien décidé encore concernant mon emploi futur. C'est lié aussi à l'ensemble du problème.»

Enfin, le 19 décembre, après trois semaines passées en discussions laborieuses dans la commission chargée de rédiger deux lettres au Parti communiste allemand, le présidium se réunit en séance extraordinaire et solennelle pour approuver ces documents. Staline et Molotov étaient présents, Boukharine absent. Au cours de la discussion du présidium, je donnai lecture d'une déclaration que j'avais soigneusement préparée en pesant chaque mot. Je l'ai écrite et lue en français pour qu'on ne puisse pas en donner une interprétation falsifiée. Voici le texte de cette déclaration:

«Je suis intervenu longuement dans la dernière séance du Secrétariat politique qui a discuté des choses allemandes, parce que les résolutions à prendre étaient encore dans leur stade d'élaboration. Aujourd'hui les décisions sont prises et ne sont soumises au présidium que pour ratification. Il est inutile de vouloir convaincre la majorité que la ligne qu'elle suit en Allemagne est erronée. Je me bornerai donc à une déclaration expliquant mon vote contre les projets présentés par la majorité de la commission.

Les interventions de divers camarades dans les séances antérieures du Secrétariat politique avaient indiqué qu'il existait chez

un grand nombre de camarades du présidium certaines craintes concernant les conséquences de la politique actuelle de la direction du Parti communiste allemand et une certaine réserve au sujet du cours intérieur appliqué par elle. Ces craintes et ces réserves laissaient espérer que la majorité se convaincrait de la nécessité de modifier la ligne suivie par la direction.

Les textes élaborés pendant trois semaines par la majorité de la commission procèdent d'un tout autre esprit. Les craintes et les réserves ont disparu. Le présidium est appelé à capituler devant la politique de Neumann-Remmele. Les projets consacrent la victoire de ce groupe de camarades qui, au début du Sixième congrès mondial, ont mené une offensive de couloirs contre Boukharine et contre les thèses et le rapport de l'Exécutif. Ils sont un appui sans réserve à la fraction de Thälmann, malgré les nombreuses fautes gauchistes et opportunistes de sa politique et l'insuffisance de sa direction.

La démonstration la plus caractéristique de la victoire de ce groupe est que le présidium, par son silence, fait sienne l'interprétation donnée par la résolution de la conférence du Parti communiste allemand de la ligne du Sixième congrès mondial: absence absolue de la troisième période et son remplacement par les termes «fauler» (plus pourrie) et «schwankender» (plus chancelante) écartés par le Sixième congrès mondial, appréciation du rôle de la gauche socialdémocrate absolument contraire à celle des thèses, etc.

Les projets de lettres qui sont soumis au présidium sont vides de pensées et d'arguments. Jamais encore dans l'histoire de l'Exécutif nous n'avons été placés devant des projets aussi misérables de contenu politique. Aucune analyse de la situation présente en Allemagne pour faire comprendre au parti les erreurs commises, sur les perspectives, sur l'évaluation des luttes économiques présentes, le rôle de la socialdémocratie et de son aile gauche et pour lui faire comprendre surtout pourquoi le danger de droite est le plus grand et pourquoi les mots d'ordre et la politique de la fraction de droite ne peuvent s'appliquer dans la situation présente sans aboutir à la pratique de la politique socialdémocrate. Rien qui explique le fait que, malgré la trahison constante des intérêts ouvriers, les syndicats réformistes ont recruté plusieurs centaines de milliers d'ouvriers au cours de la dernière année.

Au lieu d'une telle analyse qui fasse comprendre au parti et à sa direction la politique juste à suivre dans le moment actuel, qui fasse comprendre à la masse du parti l'erreur fondamentale de la politique de la fraction de droite, on a dans la lettre une longue série d'injures et d'accusations gratuites contre la droite et les conciliateurs, alors que la politique chaque jour plus agressive de la droite contre la ligne de l'Internationale communiste donne l'occasion de la combattre d'une façon sérieuse et approfondie. Dans la lettre interne existent les affirmations les plus incomplètes. Concernant les luttes ouvrières, on dit qu'elles ne sont ni offensives ni défensives, mais qu'elles sont à la fois offensives et défensives, sans voir quelle est la

caractéristique dominante de la situation et son développement dialectique qui peut transformer une offensive de la bourgeoisie en une offensive ouvrière.

En ce qui concerne les perspectives en Allemagne, on affirme qu'elles ne sont ni longues ni courtes, d'où il apparaît clairement seulement que le présidium lui-même n'a aucune perspective dans la situation allemande. De plus, le texte comporte de soi-disant citations fausses. Une citation de Thälmann est attribuée à Neumann, on combat l'opinion que la stabilisation soit *très solide*[1], en accréditant ainsi l'idée que cette affirmation a été faite par ceux qui attaquent le point de vue de la direction actuelle du Parti communiste allemand, ce qui est absolument faux.

De tels textes ne peuvent que discréditer le présidium et affaiblir l'autorité de l'Internationale. Ils ne sont pas dignes d'elle.

Mais ce qui est plus caractéristique, c'est que les projets passent sous silence un certain nombre de questions essentielles.

Pas un mot sur la campagne du croiseur, bien que la question de la lutte contre le danger de guerre ait été portée, avec juste raison, depuis plus de deux ans, au premier plan de l'activité de nos partis. On tait et on couvre aussi les fautes opportunistes faites par la direction du parti dans cette campagne. On affirme que la ligne du parti dans la Ruhr était juste, que le Parti communiste allemand y a remporté une grande victoire dans la lutte contre les social-démocrates et contre le Parti catholique, avant d'avoir fait une étude sérieuse de cette action et alors que la fin du conflit est la démonstration de la politique de bluff que la direction du parti a suivie, avec l'idée absolument juste de s'efforcer de créer des organes de lutte des masses et en particulier des masses inorganisées. Si 118 000 ouvriers étaient organisés par nous et menaient l'offensive, comment Severing et les chefs réformistes ont-ils pu trahir sans que le parti puisse continuer la lutte? Comment peut-on sérieusement caractériser cela comme une grande victoire du Parti communiste allemand contre les socialdémocrates?

Rien concernant la nécessité d'intensifier le travail syndical, mais un paragraphe très peu clair sur les problèmes nouveaux que soulève le conflit de la Ruhr, paragraphe qui peut devenir très dangereux si, de la part du Profintern, on continue à agiter la question de la scission syndicale, en Allemagne comme ailleurs.

En ce qui concerne le régime intérieur, rien contre la lutte mécanique, les exclusions, l'insuffisance de la lutte idéologique. C'est sur ce point, non seulement la revision des décisions du Sixième congrès, mais une revision et une aggravation des décisions du 6 octobre et un retour au régime Ruth Fischer. Il y a donc, dans les projets, moins de discussion *politique* et idéologique contre la droite que dans les documents des soi-disant conciliateurs.

En ce qui concerne les conciliateurs, les projets ne formulent aucune critique contre les conceptions politiques qui séparent ceux-ci

---

[1] Les passages soulignés le sont dans l'original.

de la majorité, aucune critique contre leur plate-forme politique. On leur reproche avec d'autant plus de violence de critiquer les fautes gauchistes et opportunistes de la direction et d'avoir une autre conception de la lutte contre la fraction de droite. On peut conclure de ce fait que seuls dans le parti allemand ils ont une ligne et des conceptions politiques justes, mais on affirme cependant que, *dans le Parti communiste allemand, il n'y a plus de place maintenant pour les conciliateurs.* On lance ainsi la direction du parti dans la voie de l'exclusion.

Une telle ligne politique dans la question allemande encouragera dans le Parti communiste allemand et dans toute l'Internationale la politique et la lutte fractionnelles sans principes. Au lieu de former la direction des partis de camarades qui ont la ligne politique la plus juste, on fait entrer dans la formation des groupes dirigeants d'autres considérations. On soutient a priori le groupe Thälmann et l'on rapetisse ses fautes, on les couvre, on les explique par les meilleures intentions et le plus souvent on les passe sous silence. De la même manière on déclare la guerre au groupe des soi-disant conciliateurs, on amplifie ses fautes, on déforme ses idées pour pouvoir les combattre, on trouve à ses meilleures actions des intentions perverses. On travaille ainsi non sur la réalité, mais sur une caricature de la réalité. Malgré les déclarations verbales contraires, les textes qui sont présentés ce soir et la ligne qu'ils soutiennent sont une prime à la spéculation des fractions sur les affaires intérieures du parti russe. Il s'établit un système néfaste et dangereux par lequel la direction du parti corrige certaines de ses fautes en tenant compte du point de vue juste des conciliateurs. Mais, après avoir repris leur plate-forme politique et reconnu implicitement sa justesse, on continue et on intensifie la lutte fractionnelle et d'organisation contre eux.

Je pense qu'une telle politique qui passe sous silence les fautes gauchistes et opportunistes de la direction du parti, au lieu de les corriger franchement, qui intensifie la lutte fractionnelle contre les conciliateurs, alors que dans les projets on ne réfute ni ne combat leur plate-forme politique, est une politique qui aura de graves répercussions non seulement en Allemagne, mais dans l'ensemble de l'Internationale communiste. Elle renforcera, au lieu de la liquider, la lutte fractionnelle sans principes, elle encouragera la politique gauchiste de bluff et de phrases révolutionnaires et le sectarisme qui nous isolera des masses, elle favorisera au lieu de les combattre les erreurs et les fractions de droite.

C'est pourquoi je voterai contre les textes proposés par la majorité de la commission.

En ce qui concerne les propositions positives, je renouvelle mes propositions formulées à la séance du Secrétariat politique et j'appuie sans réserve la proposition du camarade Serra concernant la méthode de lutte et de liquidation de la droite dans le Parti communiste

allemand, comme la seule qui s'efforce de liquider la droite sans scission du parti et qui diminuera son influence sur le parti.»

Vers la fin de ma lecture, quand j'affirmais que les textes proposés étaient une prime à la spéculation des fractions sur les affaires intérieures du parti russe, Staline se leva furieux et me cria en russe: «Va au diable!» Cela ne m'empêcha pas de terminer tranquillement la lecture de ma déclaration. Staline, hors de lui, sauta à la tribune. Jamais encore je ne l'avais vu dans une telle colère. Il m'adressa un discours plein d'injures et de menaces, affirmant que je finirais comme Trotsky. Ce discours historique n'a jamais été publié et je le regrette fort parce qu'il en eût encore ajouté à la gloire du père des peuples.

Aussitôt Staline se hâta de griffonner un projet de résolution qu'il fit circuler parmi les membres présents du présidium pour qu'ils l'appuient. C'était ma condamnation, dont je suis très fier aujourd'hui. Elle affirme:

«Le Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste condamne catégoriquement la déclaration hypocritement opportuniste du camarade Humbert-Droz qui vise en réalité à soutenir les éléments de droite du Parti communiste allemand.

Le présidium dénonce cette déclaration comme étant une attaque indigne contre le Comintern.»

Suivent les signatures de J. Staline, W. Molotov, Piatnitzky, A. Lozovsky, Bell, Kato, Bela Kun, K. Manner, Kuusinen, Purmann, W. Kolarov, Strachov.

Lorsque cette condamnation fut mise aux voix, seule Clara Zetkin vota contre et Tasca s'abstint. Tous les autres membres présents l'approuvèrent, sous l'œil sévère de Staline.

Le 9 janvier 1929, j'envoyais au Bureau politique du parti suisse une lettre où je relatais l'incident de la séance du présidium et où je donnais des détails supplémentaires sur l'attitude des autres partis, en particulier du Parti communiste italien:

«Au Bureau politique du Parti communiste suisse.

Chers camarades,

Quelques nouvelles pour vous renseigner sur le développement de la situation ici. Je ne vous ai pas écrit plus souvent parce que j'ai déjà été accusé de faire du travail fractionnel. On est ici persuadé que c'est sous ma pression que le Parti communiste suisse a adopté

son point de vue dans les questions allemandes. On m'a reproché de vous avoir envoyé le texte de mon discours au Secrétariat politique et de ma première déclaration. J'ai naturellement répondu que mon droit et *mon devoir* [1] de membre du Parti communiste suisse, quoique je ne sois ni représentant de mon parti ici, ni membre de son Comité central, était de communiquer à la direction de mon parti mon opinion politique, spécialement quand cette opinion est divergente ou opposée à celle de la majorité du présidium.

Après trois semaines de longues élaborations, le présidium s'est réuni pour adopter deux textes de lettres au parti allemand: une lettre ouverte que vous avez publiée et une lettre fermée que vous avez sans doute reçue aussi, ou que vous recevrez avec l'ensemble du procès-verbal des séances du Secrétariat politique et du présidium qui discutèrent les questions allemandes et qui est envoyée aux partis. Ces textes sont à mon avis d'un niveau politique indigne de l'Exécutif de l'Internationale communiste. On sent très fortement non seulement dans la ligne, mais aussi dans l'exécution, l'absence de Boukharine qui se prolonge; on sent que ces textes sont exécutés par des bureaucrates sans envergure et sans perspectives.

J'ai fait dans cette séance du présidium une déclaration assez vive de forme et de fond contre ces textes et contre les méthodes de direction de l'Internationale communiste. Je ne vous envoie pas ce texte parce que vous le recevrez avec le procès-verbal de la séance. Staline présent est entré dans une grande colère et a répliqué par un violent discours qu'il cherchait à rendre injurieux et, séance tenante, sous la dictée de Staline, fut votée une résolution spéciale contre moi que vous aurez aussi reçue. Une claire démonstration qu'un membre du présidium ne peut pas exprimer sa pensée en des termes «bolcheviks» contraire à celle de la majorité du Bureau politique russe, sans être aussitôt exécuté.

Contre les lettres au Parti communiste allemand ont voté Serra, Clara Zetkin et moi-même — Boukharine était absent. Il est naturellement aussi contre.

La décision prise, en minorité disciplinée nous nous inclinons et nous appliquons. Naturellement la question reviendra devant le Plénum de l'Exécutif prévu pour le début d'avril. Elle reviendra plus large, sans doute, car la ligne appliquée en Allemagne se développe pour les autres pays en une ligne nettement gauchiste. Lozovsky revient à la charge dans chaque pays pour appliquer sa ligne de scission syndicale et de formation de syndicats révolutionnaires (Pologne, Allemagne, Angleterre) et, bien qu'il y ait encore des résistances à une telle tactique de la part de certains camarades (Piatnitzky, Kuusinen, Bell), on sent faiblir leur volonté de lutte. Au fond ils sont déjà convaincus de l'impossibilité d'éviter la scission syndicale et attendent seulement une occasion favorable.

Au lendemain du présidium qui vota la résolution contre moi, j'ai demandé à être relevé de toutes mes fonctions au présidium et

[1] Les passages soulignés le sont dans l'original.

au secrétariat et à rentrer en Suisse. Une décision antérieure de m'envoyer en Amérique latine a été annulée et il fut décidé que je reste ici à la tête du secrétariat de l'Amérique latine, flanqué de deux commissaires russes de la majorité (Petrovsky et Goussiev). Je ne me fais aucune illusion sur la portée d'une telle décision. Staline se méfie de mon retour en Suisse et de mon voyage en Amérique latine. Il ne peut concevoir qu'un camarade soit loyal dans sa discipline et il préfère me conserver ici sous surveillance, d'autant plus que l'appareil ne regorge pas de forces capables de faire un travail politique.

Mon attitude est claire. Je prendrai part aux séances du Secrétariat politique et du présidium en me taisant sur tous les problèmes qui ne sont pas de mon ressort sud-américain, laissant la majorité absolument libre d'appliquer sa ligne, sans rien dire et rien faire pour chercher à l'en empêcher. Elle seule prendra la responsabilité d'une politique qui, à mon avis, conduit l'Internationale à la désagrégation et à l'isolement des masses.

Dans les choses sud-américaines, je m'efforcerai de travailler le mieux possible, bien que je ne me fasse aucune illusion sur les possibilités qui me seront laissées avec les deux commissaires qui ont la surveillance sur moi et avec un appareil de bureaucrates parmi lesquels on développe une campagne hostile.

Ce provisoire durera jusqu'au Plénum de l'Exécutif. Il est aussi dépendant dans une large mesure de la situation au sein du parti russe où la crise de direction se prolonge, la position de Tomsky dans les syndicats devenant la même que celle de Boukharine au Comintern et où la politique trotskyste de Staline à l'égard des paysans et le manque de blé et de pain qui en est la conséquence auront des répercussions.

Une lettre d'Ercoli à Serra laissait prévoir et espérer que, dans la situation troublée et en tous points très sérieuse du Comintern, le parti italien dirait une parole claire et prendrait une position nette, mais la publication de la résolution du Comité central italien sur la question allemande a enlevé toute illusion et tout espoir à ce sujet. Les Italiens font de la diplomatie au moment où il faut parler clair et cette diplomatie se tournera contre eux parce qu'on ne prend leur déclaration que comme une manifestation de crainte et de faiblesse. Dans de telles conditions il sera plus facile de «remettre de l'ordre» dans le parti suisse qui reste le seul à avoir une attitude nette. La question suisse est posée sur le plan de travail du présidium. Je pense qu'on tentera d'y introduire la lutte fractionnelle qu'on a si bien entretenue et développée dans la plupart des autres partis. Reste à savoir si la tentative réussira. Pour un parti sain, l'exemple des partis frères atteints de cette maladie n'est pas précisément engageant.

Si j'en ai le temps je vous dirai en détail mon opinion sur les questions russes et sur un certain nombre de questions internationales.»

La scène du Présidium s'étant ébruitée, Boukharine m'envoya quelques jours après un billet en allemand demandant la confirmation de cet incident:

«Cher camarade Droz,

Je vous prie de m'écrire s'il est vrai que pendant la séance du présidium, lors de la discussion de la question allemande, le camarade Staline vous a crié les mots *Poschol k'tschiortou* (va au diable).

Avec un salut communiste. N. Boukharine.»

Moscou, le 10 février 1929.

Je lui répondis la lettre suivante:

«Cher camarade, 11 février 1929.

En réponse à votre demande je vous confirme que, pendant la lecture de ma déclaration, à la fin des séances du présidium sur la question allemande, je fus interrompu par le camarade Staline qui me cria *Poschol k'tschiortou* (va au diable!), ce que tous les camarades présents qui savent un peu le russe ont compris.

Bien que je considère cette nouvelle manière de traiter les camarades étrangers, au Présidium du Comintern, de la part d'un représentant du Bureau politique russe, comme un procédé inouï, encore jamais utilisé dans l'histoire du Comintern par la direction du Parti communiste soviétique, j'ai continué à lire ma déclaration tranquillement et sans me laisser troubler par l'interruption de Staline, ni par celle de Molotov: «Hypocrite!»

Etant donné que les sténogrammes seront envoyés à l'étranger, je n'ai pas réclamé que ces injures et ces grossièretés soient inscrites au procès-verbal parce que cela ne ferait que discréditer le secrétaire général du Parti communiste de l'URSS.

Mais cette attitude de la délégation russe, qui s'est encore exprimée dans le second discours du camarade Staline à l'égard des camarades étrangers qui ont une opinion indépendante et qui l'expriment, m'a déterminé à demander mon élimination du Secrétariat politique et du présidium et mon retour dans mon parti. Comme on m'a obligé de rester ici et d'y travailler dans de telles conditions, j'ai pris la décision de ne plus dire un mot dans les instances dirigeantes du Comintern si je ne suis pas obligé d'y présenter un rapport.

Depuis le temps de Lénine, qui invitait chaque camarade étranger, lui demandait son opinion et l'écoutait, jusqu'à maintenant les camarades étrangers qui ont une opinion indépendante ont eu la possibilité de collaborer au développement et à la direction politique du Comintern. Dans les conditions nouvelles, cela est, selon moi, devenu impossible et je poserai de nouveau la question de mon élimination du présidium à la prochaine séance de l'Exécutif.»

XXIV

LA VIE DEVIENT IMPOSSIBLE EN RUSSIE

La répercussion de ces événements sur notre vie en Russie nous fit bien vite constater que nous serions en butte à de continuelles chicanes et vexations administratives.

La fête de Noël 1928 fut la cause d'un premier «scandale». A Noël, les Russes avaient coutume d'organiser des fêtes d'enfants autour d'un arbre de Noël. Cette année-là, les komsomols (jeunes communistes) décidèrent d'entreprendre une lutte énergique et «révolutionnaire» contre les arbres de Noël, survivance de préjugés religieux! Or, j'avais deux enfants avec lesquels nous avions toujours fêté Noël sans en faire une fête religieuse. Aussi la décision des jeunes communistes était-elle pour moi une pure imbécillité. Premièrement on ne combat pas les préjugés religieux en interdisant les arbres de Noël, et puis un arbre de Noël peut avoir une signification toute profane. En 1921, du temps de Lénine, l'Internationale communiste avait eu sa petite fête de Noël, avec un arbre, dans les locaux mêmes de l'Internationale.

Je proposai donc aux miens d'organiser une petite fête d'enfants autour d'un sapin garni. Jenny, membre du parti russe et astreinte à sa discipline, quoique convaincue de l'imbécillité du mot d'ordre des komsomols appuyé par le parti, ne voulait pas compromettre davantage notre situation par une fête de Noël. Nous avons alors passé au vote: deux contre deux! Pierrot et moi étions pour l'arbre, Jenny et Zou contre. Mais Zou finit par se rallier à nous et Jenny resta en minorité.

J'allai démonstrativement et d'une façon assez provocante faire l'achat d'un beau sapin sur la place publique et l'apportai moi-même

à l'Hôtel Lux sous les yeux ébahis des camarades que je croisai. C'était déjà «le scandale». Le soldat de planton à l'entrée de l'hôtel hésita même à me laisser passer.

Nous fêtâmes un Noël rouge. Naturellement les enfants du Lux y eurent leur part de joie et de cadeaux.

Mais la cellule du Comintern mit Jenny en accusation pour cette rupture de discipline par notre famille. N'étant moi-même pas membre du parti russe, j'étais intouchable et ne restais responsable de mes actes que devant le Parti communiste suisse, mon parti. La cellule du Comintern vota alors une résolution déplorant que des membres de l'Exécutif «aient encore des préjugés religieux», mais je me moquai royalement des résolutions «révolutionnaires» de cette cellule. L'année suivante le Soviet de Moscou dressait lui-même un très bel arbre de Noël sur la place du Soviet!

Les organisations du parti russe procédèrent alors à une grande épuration des éléments oppositionnels. Jenny fut citée en tribunal et contrainte de condamner ma politique opportuniste. Elle rentra de la séance d'épuration éplorée: «Je ne puis pas me désolidariser de toi et te condamner!» Je cherchai à la raisonner: «Il ne faut pas prendre au sérieux ces mesures soi-disant révolutionnaires qui ne sont que des gestes bureaucratiques plus stupides les uns que les autres. J'écrirai moi-même la déclaration que tu dois faire et qui me condamne et je t'assure qu'elle sera parfaite! Je connais ces aboyeurs et ce qu'il faut dire pour les faire taire.» J'écrivis donc ma propre condamnation, qui fut admise. Je craignais seulement que le parti n'obligeât Jenny à me quitter. Mais ils n'allèrent pas si loin. Sinon c'eût été pour moi la rupture avec l'Internationale.

*

C'est cependant dans le domaine du ravitaillement que nous avons ressenti les plus grandes difficultés. Les mesures ordonnées par Staline contre les paysans et les exportations massives de produits — pour obtenir les devises nécessaires à l'achat de machines à l'étranger afin d'assurer l'édification rapide de l'industrie lourde conformément au premier plan quinquennal — avaient entraîné une pénurie de vivre extrêmement grave et le gouvernement avait introduit des cartes différentes de ravitaillement pour les diverses catégories de travailleurs. Les étrangers, les ingénieurs bourgeois, les membres du Comité exécutif de l'Internationale syndicale rouge, de l'Internationale sportive, du Secours rouge pouvaient se servir sans rationnement aucun

dans un grand magasin, à deux pas de l'Hôtel Lux. Seuls les membres étrangers de l'Exécutif de l'Internationale communiste n'eurent pas le droit de se ravitailler dans ce magasin. Ceux qui, comme Kuusinen, Bela Kun et autres avaient adhéré au Parti communiste de l'URSS étaient autorisés à se servir dans un autre grand magasin fermé, réservé aux membres du Comité central du parti russe. Etant resté membre du Parti communiste suisse, je fus donc considéré comme «employé sans parti» et on me délivra la carte de quatrième catégorie. Notre magasin de denrées alimentaires se trouvait à une demi-heure du Lux. Il fallait s'y rendre à pied après le travail, aucun moyen de transport public n'existant dans cette direction. Le plus souvent les denrées garanties sur les cartes étaient déjà épuisées et l'on perdait ainsi une heure de trotte, par tous les temps, pour rentrer bredouille.

Je protestai auprès de Piatnitzky, en lui signalant cette injustice, puisque les membres de la direction des syndicats rouges pouvaient se ravitailler sans difficulté. Il n'y eut rien à faire. C'était le secrétariat de Staline qui avait pris sa revanche.

Pour empêcher que mes enfants n'aient faim par une lubie de Staline, je recourus aux grands moyens et organisai l'envoi de vivres à partir de la Suisse. Ma mère et la mère de Jenny se mirent d'accord pour nous envoyer chaque mois un gros colis de vivres contenant lait condensé, fruits secs, fromage, salami (que la douane russe coupait toujours en trois ou quatre tranches par crainte qu'il ne recelât quelque plan contre-révolutionnaire!). Nous manquions de savon, mais les taxes douanières sur le savon étaient prohibitives. Pourquoi? Vraisemblablement parce qu'un révolutionnaire n'a pas besoin d'hygiène!

*

Les vacances offrirent aussi à la bureaucratie stalinienne l'occasion d'exercer les pires vexations. Jenny et moi avions droit à quatre semaines de vacances. En 1929, les médecins m'envoyèrent de nouveau à Sotchi, pour soigner mes rhumatismes. Cette année-là les enfants ne furent pas autorisés à nous accompagner. Ils restèrent à la datcha avec la *niania* tandis que Jenny et moi recevions les papiers nous autorisant à passer ces quatre semaines de vacances à Sotchi, dans la maison de vacances du parti. Arrivés sur place, Jenny fut conduite dans un dortoir où se trouvaient déjà trois femmes, et je fus moi-même logé dans une chambre avec trois hommes. Je protestai et demandai d'avoir une chambre à deux lits. Inutile, ordre de Moscou

de nous tenir séparés. Staline ne manquait pas d'imagination dans l'art d'inventer des vexations.

L'année suivante, en 1930, les médecins m'envoyèrent faire une cure à Essentouky, dans le Caucase, pour prendre des bains de boue radioactive. Les enfants s'étaient joints à une colonie de l'école allemande de Moscou qui se rendait à Anapa, sur le littoral de la mer Noire. Notre médecin d'enfants, le Hongrois Partok, était médecin de ce camp. Il s'y rendait avec ses enfants et nous avait assurés qu'il veillerait sur les nôtres qu'il soignait d'ailleurs régulièrement. J'obtins mon papier pour Essentouky, mais il fut répondu à Jenny qu'il n'y avait plus de place dans cette maison de repos et qu'elle ne pourrait m'accompagner. Je partis seul. Jenny restait à Moscou.

A mon arrivée à Essentouky, on me logea dans une chambre à deux lits. Je demandai qui occuperait le second lit. «C'est le lit réservé pour votre femme.» Télégramme à Jenny: «Ta place est réservée.» Ce télégramme en main, Jenny retourna auprès de la commission qui lui avait signifié que toutes les places étaient prises. Elle obtint sans autre l'autorisation de me rejoindre, mais avec deux semaines de retard! Nous n'avions pas fait ensemble ce voyage très long et fastidieux et devions repartir, pour Moscou, à deux semaines de distance.

En quittant Essentouky je passai à Anapa y retrouver les enfants. Ils étaient dans un état de saleté repoussant. Le docteur Partok avait eu un conflit avec les chefs du camp et était reparti. Après quoi nos gosses avaient vécu en sauvages. Je décidai de rester avec eux à Anapa encore deux semaines. Mais le camp avait été liquidé et nous n'avions ni chambre ni pension. Prenant le taureau par les cornes, je me rendis directement à la Guépéou, autorité omnipotente dans tout le pays. Grâce à mon mandat de membre du présidium, j'obtins une splendide chambre dans une villa qui surplombait les falaises, avec une vue merveilleuse sur la mer, et une excellente pension. Sans doute la Guépéou d'Anapa ne connaissait-elle pas encore ma disgrâce et Staline ne pouvait-il soupçonner que j'étais à Anapa!

*

Les enfants furent également l'objet de mesures vexatoires.

Zou raconte elle-même ici ses souvenirs de Moscou et de son passage aux «pionniers». Elle en a gardé une amertume telle que

pour toujours elle a été immunisée contre tout ce qui a quelque parenté avec le communisme:

«C'est au jardin d'enfants que débuta mon instruction politique. Nous devions composer un album sur Lénine en découpant des illustrations dans de vieux journaux. Nous avons vite appris à découvrir dans cette paperasse Lénine petit, Lénine étudiant, Lénine parlant à la foule, Lénine blessé au bras, Lénine au Mausolée. Nous découpions aussi des slogans de Staline et la *tiotia* (jardinière d'enfants) nous apprenait à lire ces phrases pompeuses. Je me souviens que mon album fut primé comme l'un des plus beaux. J'en étais très fière. Puis j'entrai à l'école et dans l'organisation des enfants communistes, les pionniers. Pour nous distinguer des autres enfants, nous avions le droit de porter un foulard rouge en triangle, le *galstouk*. Nous le portions journellement; il faisait partie de nous-mêmes. Cela nous obligeait à être de bons élèves, à montrer toujours et partout le bon exemple, à assister régulièrement aux assemblées des pionniers où l'on faisait notre éducation politique. Il ne m'en est pas resté grand-chose, mais je me rappelle que nous avons été chargés de récupérer de porte en porte des bouteilles vides pour les revendre et dont le produit devait servir à venir en aide aux «pauvres enfants affamés en Allemagne». J'habitais avec mes parents l'Hôtel Lux où vivaient beaucoup de communistes étrangers. Je pus ainsi récolter pas mal de jolis flacons de parfum vides que j'apportai chez les pionniers avec fierté et consciente de ma bonne action.

A l'école j'avais une amie que j'aimais beaucoup, Nina. Elle ne faisait pas partie des pionniers et, étant croyante, elle portait au cou une chaîne avec une petite croix. On me fit comprendre que, pour une pionnière comme moi, Nina n'était pas une compagnie recommandable. Il fallait, soit que je la convertisse, soit que je l'évite. Elle ne s'est pas laissée convertir et mon amitié fut plus forte que mes convictions politiques. Peu après je reçus un ordre de me présenter au tribunal des komsomols (jeunes communistes responsables des pionniers) où j'avais à «me justifier de ma mauvaise conduite». On m'accusait sur trois points: de me mal conduire en rue, à la sortie des classes, en me laissant tomber dans des tas de neige. Nous nous amusions en effet à nous laisser choir sur les grands tas de neige qui bordaient les trottoirs pour y laisser l'empreinte de nos silhouettes et les contempler. Cela, semble-t-il, n'était pas digne d'une pionnière. J'étais encore accusée de faire de «vilaines manières en mauvaise compagnie», à la sortie de l'école. Ce reproche visait mes amis non pionniers: Nina et une petite Allemande qui faisaient toutes deux du ballet et un ami français qui voulait devenir régisseur. Il nous arrivait, en sortant de l'école, de pénétrer dans une entrée de maison où ces deux fillettes nous faisaient la démonstration de ce qu'elles avaient appris, en levant la jambe, bien entendu. Elles m'apprenaient à pirouetter et c'est ainsi qu'il m'est aussi arrivé — à moi pionnière! — de lever la jambe dans une entrée de maison...

Mais l'accusation la plus grave était le fait d'avoir quitté une assemblée de pionniers après la partie artistique, avant la partie politique qui avait suivi. Nous avions donné sur scène un numéro de danses russes exécuté avec enthousiasme après quoi, ayant l'impression d'avoir fait notre devoir, nous avons quitté l'assemblée pour aller fêter l'anniversaire d'une amie. J'ai dû alors apprendre à mes dépens que l'un des premiers devoirs du pionnier est d'assister en tout cas à la partie politique d'une réunion. Après la condamnation de mon père, lorsque je dus comparaître devant le tribunal des komsomols, solidement préparée à justifier mes «crimes», trois grands gaillards assis derrière une table me firent d'un trait lecture de l'acte d'accusation en trois points et sans me laisser prononcer un seul mot, m'arrachèrent mon foulard rouge. Je n'étais plus pionnière et j'en étais très triste.

Ainsi on m'avait arraché mon insigne et l'on m'avait mise à la porte sans me donner la parole pour me défendre. Aussi les soi-disant raisons de mon expulsion me parurent-elles injustes et ridicules. Je ne pouvais comprendre. J'avais alors onze ans.»

*

Quant à Pierrot, il fréquentait le jardin d'enfants. D'esprit entreprenant, il organisait des jeux avec ses petits copains. Un beau jour, il leur dit: «Nous allons faire comme au Comintern, deux camps qui se battent.» Cela fut rapporté par la jardinière d'enfants qui sans doute était chargée de surveiller le petit Humbert-Droz. Staline, toujours à l'affût de «scandales», s'en occupa et renvoya l'affaire au Comintern où l'on haussa les épaules. N'y avait-il donc pas d'autres questions plus importantes à résoudre?

Ce fait montre aussi que nos enfants n'ignoraient pas les conflits qui se déroulaient en haut lieu et qu'ils les interprétaient à leur manière, sans mauvaise intention. Le repas principal, que nous prenions avec les enfants et la *niania* entre quatre et cinq heures de l'après-midi, était l'instant de détente où chacun racontait ce qu'il avait vécu pendant la journée. Inévitablement, la conversation entre Jenny et moi roulait parfois sur des sujets politiques. Les enfants écoutaient tout oreilles et interjetaient leurs réflexions et leurs questions. Nous nous entretenions en français et Zou, qui tenait à ce que la *niania* comprît ce que nous disions, traduisait. Une fois qu'il était question du fascisme et de Mussolini, Zou hésita avant de traduire et demanda: «Dis papa! Mussolini, en russe c'est bien Chamberlain?»

*

Pendant l'une de mes absences de Moscou, Jenny reçut de l'administration de l'hôtel l'avis que, sur ordre du commandant du Lux, la décision de la petite commission de ne pas augmenter le loyer de nos chambres, fixé à 56,25 roubles comme pour les autres camarades dans la même situation, était annulée à notre égard. Renseignements pris, il s'avéra que jamais la petite commission, à laquelle le commandant de l'hôtel était subordonné, n'avait pris une telle décision. Jenny protesta, en priant le commandant de ne pas traiter les camarades étrangers comme des ennemis, mais comme des membres du Comintern. Elle obtint gain de cause. C'était une nouvelle mesquinerie de Staline!

*

La censure de mon courrier fut certes l'un des faits les plus caractéristiques de la hargne de Staline. Le 22 février 1929, j'envoyai à Piatnitzky une liste des mesures de censure prises contre moi. J'en ai conservé la liste:

«1. *Les lettres arrivent ouvertes.* Dans le courant de janvier et février, trois lettres m'ont été remises décachetées. L'une avait été ouverte à la partie supérieure, une autre au verso et la troisième sur le côté. D'autres lettres ont été ouvertes puis recollées.
2. *Des lettres ont disparu.* A ma connaissance, depuis le mois de décembre, deux lettres ne m'ont pas été délivrées, une de Suisse, du mois de décembre, adressée à ma femme. La seconde était une lettre de ma mère du 28 janvier.
3. *Des lettres envoyées d'ici à l'adresse de ma mère en Suisse ont disparu.* Il semble aussi qu'une lettre adressée au Bureau politique du Parti communiste suisse sur la situation interne du Comintern ait été saisie.
4. *Les journaux de l'opposition* envoyés à mon adresse *ne me sont plus parvenus* depuis la mi-janvier.»

Mais mon intervention auprès de Piatnitzky pour protester contre cette censure ne servit à rien.

*

C'est aussi en ces temps mouvementés qu'intervinrent des mesures de réorganisation de toute la vie collective qui compliquèrent singulièrement l'existence sans apporter la moindre amélioration.

Ce fut en premier lieu l'introduction de la semaine de cinq jours pour assurer un travail ininterrompu. Dans toutes les entreprises,

commerces, bureaux, usines, services publics, tous les travailleurs, fonctionnaires, employés et ouvriers étaient divisés en cinq équipes dont les jours libres étaient répartis sur les cinq jours de la semaine. Le mois, toujours de trente jours, comptait donc six semaines. On ne disait plus lundi, mardi, mercredi, etc., mais premier jour de la deuxième semaine, quatrième jour de la troisième semaine, et ainsi de suite. On ne savait jamais exactement à quelle date on vivait. Pour les familles c'était une complication de plus. Impossible de s'arranger de manière à avoir pour tous le même jour de congé, solution idéale pour ruiner la vie de famille! Le travail aussi devenait impossible. Jamais une séance ne se tenait au complet. Il manquait toujours au moins un cinquième des membres. Cette expérience, qui voulait être «révolutionnaire» en bazardant le calendrier bourgeois, et sociale en instituant un jour de repos sur cinq, fut un désastre. On passa alors à la semaine de six jours. Par chance pour les bureaucrates le nombre trente se divisait aussi bien par six que par cinq. Il y eut donc cinq semaines de six jours dans le mois et l'on en vint peu à peu à rétablir le même jour de congé pour tous.

*

Les bureaucrates n'étaient pas à cours d'imagination pour lasser le commun des mortels. Sous prétexte d'organiser la circulation des piétons dans les rues de Moscou, ils imposèrent un beau matin la circulation sur les trottoirs à sens unique, toujours à droite. En sortant du Lux pour me rendre à mon bureau je devais normalement suivre le trottoir à ma gauche. Ce matin-là quel fut mon étonnement quand, avec un coup de sifflet, un policier me donna l'ordre de partir à droite pour rejoindre le carrefour d'où je pouvais traverser la route. Cela m'imposait un détour d'une dizaine de minutes. Les piétons, bien sûr, ronchonnaient et cherchaient à traverser la rue où bon leur semblait au risque de s'attirer une contravention. Les cas d'infraction devenant trop nombreux, on fit tirer des cordes séparant les trottoirs de la route. Quelques semaines plus tard, les cordes étaient enlevées, la circulation normale rétablie et chacun en fut soulagé.

*

Les enfants à l'école étaient aussi le sujet d'expériences qui n'ont pas toutes été négatives.

Une première tentative de nivellement scolaire consista à former dans les classes des groupes d'entraide. Les élèves intelligents et avancés prenaient à charge un petit camarade retardé et travaillaient avec lui pour le seconder et le stimuler. Les écoliers dont les efforts et les succès étaient probants étaient récompensés par une citation au tableau d'honneur. Cette méthode d'entraide, bien que payante pour les élèves moins doués, avait un inconvénient pour les élèves avancés qui consacraient à leurs petits copains un temps qui leur eût été précieux pour leur propre avancement. Or, l'Etat avait un besoin urgent de cadres, de jeunes, intelligents et instruits, pour promouvoir l'économie nationale. Il convenait par conséquent de favoriser le plus possible la formation intellectuelle et professionnelle des élites. On changea dès lors de méthode et on institua des classes parallèles A, B, C, D, où les meilleurs étaient groupés dans la classe A, les moins bons dans la classe D, pour permettre aux premiers d'avancer rapidement sans être retenus par les sabots des autres classes. Ainsi plus de travail collectif ni d'entraide. Le principe de la solidarité était renié au profit de la compétition.

*

Ces perpétuels changements dans la vie quotidienne des travailleurs n'étaient qu'une diversion pour détourner leur attention de la situation très grave qui se développait dans les campagnes et qui provoquait une pénurie croissante des vivres dans les villes.

XXV

LE TRAVAIL AUSSI DEVIENT IMPOSSIBLE

Pour mettre les divers partis étrangers objectivement au courant des divergences surgies au présidium sur la question allemande, je demandai, le 14 janvier 1929, que mon rapport au Secrétariat politique sur la tactique du parti allemand soit publié intégralement, comme l'avait été la réponse de Staline:

«Par la publication du discours de Staline au présidium, dans la presse communiste, les désaccords qui existent au présidium sont rendus publics. Mais si la publication des documents du présidium s'arrête au seul discours de Staline, il est évident que l'Internationale n'a qu'un tableau très imparfait de ce qui a été dit au présidium et en particulier de mon premier discours au Secrétariat politique. Le discours de Staline ne traduit pas exactement les arguments développés par moi et j'ai protesté à la séance même du présidium contre l'interprétation qu'il en a donné, en citant les passages de mon discours que Staline avait négligés pour m'attribuer une pensée que je n'ai jamais eue, ni jamais exprimée. En lisant le discours de Staline, il semble que ma première intervention était consacrée à la question de la stabilisation du capitalisme, alors que cette question ne formait qu'un court passage polémique de mon discours. En lisant l'ensemble, on comprend aussitôt que je ne faisais pas un exposé complet des thèses du Sixième congrès — ce que je n'aurais jamais accepté de faire en allemand — mais une critique rapide de la résolution de la conférence du Parti communiste allemand. On ne peut traiter cette partie de mon discours comme un exposé complet et définitif de ma pensée sur les thèses du Sixième congrès, sans déformer le fond de ma pensée à ce sujet. C'est pourquoi je demande que mon discours au Secrétariat politique, qui sert de base à la critique de Staline, soit publié in extenso dans la presse communiste, avec tous les commentaires et réponses (particulièrement la réponse du camarade Thälmann).

Je pense qu'une telle demande est entièrement conforme aux règles de démocratie intérieure et d'autocritique dont on s'efforce de pénétrer l'Internationale. »

La réponse de la commission permanente du secrétariat fut rapide et nette:

«La publication complète du discours est considérée comme inopportune et, par conséquent, ne sera pas faite intégralement. »

Les citations tronquées données par Staline dans sa réponse suffisaient donc à une information «objective».

Pour m'éloigner de Moscou et de mon parti, le secrétariat avait projeté de m'envoyer en Roumanie. Le but en était clair. Les conditions dans lesquelles il m'aurait fallu travailler devaient entraîner très rapidement mon arrestation. J'aurais été liquidé pour longtemps et l'occasion eût été belle de faire une campagne internationale contre la réaction!

Dans une lettre à la petite commission, je dis pourquoi je refusais d'aller en Roumanie:

«Le camarade Kolarov m'a communiqué qu'en accord avec le camarade Piatnitzky, il sera décidé de m'envoyer en Roumanie pour aider le parti pendant un certain temps. J'ai déclaré que j'étais prêt à me soumettre à toute décision concernant mon utilisation. Cependant, avant que la petite commission ne prenne une décision, je désire souligner ce qui suit:

Je ne connais pas les questions roumaines. Il faut organiser et construire le parti et utiliser le temps présent à ce travail d'organisation parce que, sans parti, on ne peut faire de politique. Je suis d'avis qu'il serait plus utile d'y envoyer un ou deux instructeurs qui pourront visiter les organisations et contribuer à édifier une organisation du parti. Ce travail sera difficile pour moi car, si je vais légalement en Roumanie, je serai contrôlé par la police.

En ce qui concerne la ligne politique du parti, j'arriverais, dans le meilleur des cas, quelques jours avant les élections, trop tard pour pouvoir aider le parti.

C'est pourquoi je pense que si le Secrétariat politique veut m'éloigner pendant un certain temps du travail à Moscou ou au WEB et ne pas me renvoyer dans mon parti, mon travail en Amérique du Sud serait beaucoup plus important et utile qu'en Roumanie. Je suis déjà préparé à ce travail, je connais les questions et l'Amérique du Sud prend une importance considérable dans la politique internationale (voyages de Hoover, de Vandervelde, etc.). L'Internationale communiste néglige les problèmes du sud de l'Amérique. De très urgentes questions ne peuvent être discutées et résolues

pour tout un groupe de pays (Mexique, Colombie, Equateur), la situation est si sérieuse qu'il est absolument nécessaire d'y envoyer une personne qui puisse aider. On ne peut pas aider par lettres et télégrammes de Moscou, d'abord parce que le Secrétariat politique discute à l'infini et renvoie les problèmes, ensuite parce que nous ne savons pas et ne pouvons apprendre par des rapports quelles sont nos forces et comment nous pouvons leur venir en aide.

Je ne nie pas l'importance de la construction d'un parti en Roumanie actuellement, et si l'on décide que je dois entreprendre ce travail, je m'efforcerai de le faire au mieux. Mais je pense que mes capacités et ma préparation seraient mieux utilisées en Amérique du Sud et que d'autres camarades pourraient faire le travail en Roumanie mieux que moi. »

Et je ne fus pas envoyé en Roumanie!

Le 2 janvier 1929 déjà, j'avais demandé d'être libéré des travaux qu'on m'avait assignés à Moscou et qui ne servaient à rien:

« Par lettre du 21 décembre à la petite commission, j'ai posé la question de mon élimination de tout travail politique responsable comme conséquence de la résolution du présidium contre moi. Je n'ai reçu à ce jour encore aucune réponse. Mais le travail de la commission antifasciste et de la Commission de rédaction des thèses de l'Amérique latine nécessite mon remplacement immédiat à la tête de ces deux commissions. Pour ne pas entraver le travail, j'avais conservé ces fonctions jusqu'à une décision définitive sur mon travail ultérieur. Les faits ont démontré que ce provisoire lui-même ne peut durer sans nuire au travail.

a) La commission antifasciste a tenu une séance plénière pour établir le plan de travail et le budget en vue du congrès. Une petite commission a eu deux séances, l'une pour établir le détail des instructions pour le Comité de Berlin, la seconde pour parler avec les camarades Pollit, Bell, Arnot, du travail à faire en Angleterre et avec le camarade Engdahl, pour le travail aux Etats-Unis. Alors que ce travail était fait, la camarade Stassova m'avisa qu'elle avait été à Berlin et avait tout réglé avec le Comité de Berlin sans se mettre en rapport auparavant ni avec la commission, ni avec moi qui suis responsable de la direction de ce travail. Le travail de la commission était donc superflu. Je n'ai rien contre le fait que la camarade Stassova organise le congrès en ignorant la commission désignée dans ce but, mais il est juste que la camarade Stassova, qui a pris seule la responsabilité de donner les directives du travail à Berlin, porte aussi formellement la responsabilité de la préparation du congrès. Je propose donc qu'elle me remplace à la tête de la commission antifasciste où je suis déjà, en fait, déchargé du travail responsable.

b) En ce qui concerne les thèses de l'Amérique latine acceptées comme base par le présidium en septembre, il a été impossible de faire travailler la commission de rédaction qui n'a eu qu'une seule

séance dans laquelle divers amendements ont été discutés et acceptés. Le camarade Kuusinen n'a pas eu le temps d'étudier la question ni de participer à une nouvelle réunion. Aujourd'hui il me communique qu'il ne pourra pas trouver le temps nécessaire pour étudier les problèmes sud-américains et qu'il ne peut pas prendre la responsabilité d'un texte qu'il n'a pas étudié. Il m'a demandé de voir des amendements remis au dernier moment par Stepanov. Comme secrétaire responsable de la commission, tous les amendements devraient m'être remis. Ceux de Stepanov, qui a été mon collaborateur jusqu'en septembre et qui était membre de la Commission sud-américaine préparatoire, du collège de rédaction des thèses, de la Commission sud-américaine du congrès, et présent à toutes les séances, m'étaient inconnus. J'ai demandé à la camarade Lebedeva si elle avait les amendements de Stepanov en français. Elle m'a répondu que *le texte des «nouvelles thèses»*[1] de Stepanov n'existait qu'en russe, que Stepanov ne les a pas encore terminées, mais qu'il est prêt à le faire au cas où elles conviendraient.

J'ignore dans quelle mesure ces «*nouvelles thèses*», qui se trouvent aux mains du camarade Kuusinen, sont un produit spontané de Stepanov, à la veille de la rédaction définitive des thèses. Je m'abstiens de juger l'attitude d'un camarade qui a participé à tout le travail du secrétariat latin, qui a tu absolument son intention de faire un contreprojet et qui le remet au dernier moment à un des membres de la commission autre que celui désigné par le présidium pour recevoir les amendements. Une chose est claire dans tout cela, c'est qu'il m'est absolument impossible de faire un travail politique responsable dans ces conditions.

Je comprends fort bien que ni le camarade Kuusinen, ni le présidium ne peuvent prendre la responsabilité de thèses élaborées par un «opportuniste» de ma sorte. Il est donc inutile de jouer pendant des mois le jeu d'une commission de rédaction quand on sait à l'avance qu'elle n'aboutira pas. Il faut donc que le présidium annule sa décision de prendre mon projet pour base.

Il existe un contreprojet du camarade Travin qui ne saurait être suspect d'«opportunisme»; il existe les «*nouvelles thèses*» de Stepanov surgies après ma condamnation par le présidium. C'est suffisant. Je demande donc, dans l'intérêt même du travail, d'être remplacé dans le travail de rédaction par un des camarades suivants qui se sont occupés de questions sud-américaines et qui ne peuvent être suspects d'«opportunisme»: Travin, Banderes, Stepanov, Williams, Meister, Vassiliev.

Les faits précédents démontrent *l'impossibilité pour moi de continuer, même provisoirement, un travail politique responsable après la condamnation du présidium et la campagne menée contre moi dans l'appareil du Comintern.*

C'est pourquoi je demande à la petite commission de nommer (sans préjuger sa résolution définitive sur mon travail futur) immé-

[1] Les passages soulignés le sont dans l'original.

diatement un camarade responsable pour les deux commissions précitées.»

Quoique ayant pris la décision de ne pas intervenir dans les organes dirigeants de l'Internationale et de me taire, je ne pus laisser passer, sans m'y opposer, une résolution polonaise qui avait pour but de consacrer la scission syndicale en Pologne. Voici les propositions que j'ai défendues au Secrétariat politique, sans succès du reste:

«Je propose de supprimer les points 3 et 4, page 3 du texte français:

Le point 3, parce qu'il tranche la question que le Secrétariat politique a décidé de laisser ouverte, de la création de nouveaux syndicats, et déclare que le parti aurait dû saisir l'occasion de la grève pour procéder à la scission syndicale à Lodz. Il est clair qu'en décidant cette question pour Lodz, on admet le principe de la scission syndicale et de la création de syndicats révolutionnaires en Pologne. On ne peut concevoir cette tactique seulement pour Lodz.

Le point 4, parce que je pense qu'on ne peut pas faire un reproche à notre organisation de Lodz qui avait un travail énorme à accomplir pour la grève, de n'avoir pas organisé la campagne de solidarité en Pologne et à l'étranger.»

Quelques semaines plus tard, j'intervenais à nouveau contre la scission syndicale en Pologne, afin d'unir les ouvriers contre la pénétration fasciste dans les rangs de la classe ouvrière:

«Je voulais d'abord parler de la question syndicale, mais les faits apportés à cette tribune par le camarade Purmann m'obligent à faire quelques réflexions sur leur signification.

Si ces faits sont exacts ou si une partie seulement d'entre eux sont exacts, il est clair que le projet de résolution du secrétariat polono-balte doit être complètement remanié. Il ne touche que dans une phrase secondaire, en passant, le problème de la lutte contre le fascisme au sein de la classe ouvrière. Si les faits que le camarade Purmann a donnés ici sont exacts, nous devons, dans notre résolution, donner une explication de ces faits, et donner surtout des directives pratiques à notre parti pour combattre la pénétration du fascisme dans les rangs de la classe ouvrière et dans nos propres rangs.

Il est certain que le Parti socialiste polonais reste notre principal adversaire au sein de la classe ouvrière et que le danger qu'il représente est grandi par le fait qu'il emploie une phraséologie de gauche qui jette de nouvelles illusions dans la classe ouvrière et jusque dans nos propres rangs, mais ce danger ne peut faire ignorer le grand danger que représente la croissance rapide de l'influence

fasciste dans les fabriques et dans la classe ouvrière de Varsovie.

Ces faits attirent notre attention sur le problème plus général de la radicalisation des masses. Beaucoup de camarades ont interprété les décisions du Sixième congrès mondial sur la radicalisation des masses d'une façon trop simpliste. Pour eux la radicalisation est un processus continu qui est partout semblable; dans chaque pays, à chaque moment, on parle toujours de la même façon de la radicalisation des masses, comme si ce processus était égal, toujours et partout. Au contraire, la radicalisation des masses est un processus très complexe et plein de contradictions. C'est seulement si on étudie la complexité de la radicalisation des masses qu'on fixera certaines fautes commises, comme celles qu'ont commises les camarades qui, dans l'analyse de la situation aux Etats-Unis, ont vu dans le vote d'une grande partie des ouvriers pour Smith un phénomène de radicalisation de la classe ouvrière aux Etats-Unis.

Nous avons, sans conteste possible, des phénomènes d'activité plus grande de la classe ouvrière en Allemagne, en France, et dans certains autres pays on peut parler d'une radicalisation de la classe ouvrière, mais nous avons dans la même période certains pays où la classe ouvrière est dans une phase de forte dépression et encore en proie à de grandes illusions sur les possibilités de la social-démocratie. C'est le cas en particulier de l'Angleterre. Nous devons aussi souligner que dans un même pays le processus de radicalisation des masses ne se fait pas toujours sur une ligne ascendante et qu'après une période de radicalisation des masses, comme fut la grève des mineurs en Angleterre, vient ensuite une période de dépression de la classe ouvrière et de reflux du mouvement ouvrier.

Si les faits que les camarades Purmann et Miskiévitch ont rapportés sont exacts concernant la perte de nos voix aux élections des caisses maladie en Pologne et aux élections des conseils municipaux; si les faits concernant le développement de l'influence fasciste dans les usines de Varsovie sont vrais, nous pouvons constater qu'en Pologne, alors qu'en 1928 nous avons eu, avec la grève de Lodz, les élections au Sejm et une série d'autres grèves, un mouvement de radicalisation des masses, nous avons maintenant un processus qui vient contrecarrer ce développement des masses, une offensive des réformistes et des fascistes qui réussit à affaiblir sur certains points notre influence sur la classe ouvrière.

Est-ce que, en raison de cela, nous devons tomber dans un état de panique et affirmer que de tels faits ne peuvent être utilisés que par Brandler et les droitiers? Je pense qu'il n'y a pas dans ces faits matière à panique. Seulement des camarades qui se représentent la radicalisation des masses comme un processus simple, sans cesse ascendant, qui nous conduit directement, sans difficultés, à la révolution, peuvent, en face de tels faits et de tels courants qui contrecarrent le mouvement de radicalisation des masses, parler de pessimisme et considérer que ces faits détruisent notre perspective générale.

En général, je pense qu'on ne peut pas parler d'optimisme, ni de pessimisme. Nous avons à envisager la situation, à prendre les faits et à voir ce qu'ils signifient, à donner une explication de ces faits et à appliquer la tactique de notre parti à la situation concrète. Si nous avons une situation de radicalisation des masses, notre parti doit s'emparer de ces masses et les conduire plus loin dans la voie révolutionnaire; si nous constatons au contraire que les adversaires de notre parti réussissent une contre-offensive contre nos positions, nous devons adapter la politique de notre parti à cette nouvelle situation pour leur arracher à nouveau l'influence sur la classe ouvrière et entraîner à nouveau la classe ouvrière sous notre influence.

En ce qui concerne la tactique syndicale du parti polonais, je suis heureux de constater que le camarade Miskiévitch soutient aujourd'hui un point de vue diamétralement opposé à celui qu'il a soutenu il y a deux mois, quand nous avons traité la première fois la question de la tactique syndicale en Pologne. Je pense que la rectification de la tactique proposée par Miskiévitch est excellente, ou tout au moins la tendance de la rectification est bonne. Je pense seulement qu'elle n'est pas complète et qu'il reste dans la proposition du secrétariat polono-balte certaines traces de la faute tactique proposée il y a deux mois. En effet, dans la séance passée où nous avons envisagé la question syndicale polonaise, le secrétariat politique n'a pas repoussé l'idée de la création de syndicats parallèles; il a seulement détaché cette partie de la résolution sur la grève de Lodz et il a laissé la question ouverte, à l'examen d'une commission en vue du prochain Plénum de l'Exécutif. Mais toute la discussion, toute l'atmosphère créée par la discussion sur la question allemande entraînaient, poussaient le parti polonais dans la voie de la création d'organisations parallèles. On ne comprendrait pas, si l'Exécutif avait repoussé une telle tactique, que quelques semaines après, la centrale polonaise, à l'unanimité, ait décidé de créer des organisations parallèles dans tout le mouvement syndical polonais.

Je rappelle également que, dans la résolution sur la grève de Lodz, il existe un passage contre lequel j'ai protesté par une déclaration écrite à la commission de rédaction et qui dit ceci:

«On n'a pas profité de la situation pour prendre, dans le processus de la lutte, l'initiative de créer un syndicat unique de classe et de combat des ouvriers textiles, opposé aux syndicats réformistes et jaunes du Parti ouvrier indépendant, du Parti socialiste polonais, etc.»

D'après ce paragraphe, il n'était pas question, comme l'a dit le camarade Miskiévitch tout à l'heure, d'agiter, au cours de la lutte de Lodz, la question de l'unité syndicale et de créer une organisation syndicale unique des travailleurs de Lodz; d'après la citation il est bien clair qu'on réclame du parti polonais de créer un syndicat unique de classe et de combat des ouvriers textiles, opposé non pas aux chefs réformistes, mais aux syndicats réformistes et jaunes du Parti ouvrier indépendant, du Parti socialiste polonais. Le sens de cette

résolution était bien, non pas la lutte pour l'unité syndicale, éventuellement contre les chefs, mais avec la masse des organisations, mais bien la scission du mouvement syndical de Lodz au cours de la grève.

La proposition que j'ai faite de supprimer ce passage a été repoussée par le Secrétariat politique et dans le projet du secrétariat des pays nous retrouvons la même idée sous cette forme: «Il ne faut se décider à créer de nouveaux syndicats que sur la base d'une lutte de masse intense en corrélation avec différents conflits, pendant la grève, etc.» Donc le projet du secrétariat polono-balte maintient l'idée — bien qu'il donne la ligne générale contre la formation de syndicats parallèles — de scissionner les syndicats et de créer des organisations parallèles au cours des grèves et conflits ouvriers. Je pense que cette exception à la règle qu'on fixe dans la résolution doit être abolie et que nous devons nous prononcer d'une façon nette contre la formation de syndicats parallèles.

En effet, si à Lodz, si dans d'autres endroits où se développent des mouvements de grève, nous créons des syndicats parallèles, que ferez-vous de ces organisations? Vous ne pouvez les laisser détachées, isolées, elles périront; il sera nécessaire de créer une liaison entre elles, une centrale nationale et, c'est revenir d'une façon détournée à la formation d'organisations parallèles en Pologne. Mieux vaudrait alors clairement, et d'une façon conséquente, travailler à la formation d'organisations parallèles.

Pourquoi devons-nous repousser l'idée de la formation d'organisations parallèles en Pologne? Je ne veux pas ici répéter des arguments qui sont valables pour tous les pays et que vous connaissez, que le camarade Miskiévitch a signalés en partie. Je voudrais seulement ici souligner une des raisons plus spécifiquement polonaise, pour laquelle nous devons nous opposer à la formation d'organisations parallèles. Si nous prenons au sérieux le danger de guerre contre l'URSS — et je pense que nous devons le prendre au sérieux — il est de première importance que les communistes et les sympathisants communistes ne s'isolent pas dans des organisations syndicales indépendantes qui, vous le pensez bien, ne pourront pas avoir une vie légale en Pologne et qui resteront des organisations réduites en nombre, ne groupant que les communistes et les sympathisants du parti. Précisément au moment de la préparation de la guerre, de la guerre contre l'Union soviétique, au moment où le Parti socialiste polonais et les réformistes trahiront la classe ouvrière et se mettront au service de l'impérialisme et de Pilsudski, au moment où dans les masses ouvrières qui suivent encore le Parti socialiste polonais surgiront le mécontentement et la possibilité de détacher les masses des ouvriers des chefs socialpatriotes, nous devons maintenir les communistes à l'intérieur des organisations réformistes, nous devons resserrer les liens entre les ouvriers communistes et les ouvriers qui sont encore sous l'influence des chefs du Parti socialiste polonais. Nous devons aussi chercher à

cacher le plus possible nos camarades communistes dans les organisations réformistes, de façon qu'ils aient quelque possibilité d'organisation sous cette couverture et de mener l'action contre la guerre.

Ce sont les raisons qui, en Pologne plus spécialement, en plus des raisons qui militent contre la formation de syndicats parallèles dans les autres pays, me poussent à demander que, sur cette question, la résolution soit tout à fait claire et ne permette pas, par un détour, de réintroduire l'idée des organisations parallèles dans le mouvement ouvrier de Pologne. »

Mais tout cela sans résultat!

Pendant la préparation du Sixième congrès mondial, j'étais allé souvent conférer avec Boukharine au Kremlin et j'avais reçu du commandant un laissez-passer permanent, pour le Kremlin, valable un an. Après ma condamnation, ce laissez-passer ne fut pas retiré et je pus continuer à me rendre chez Boukharine et à visiter, par la même occasion, ma vieille amie Clara Zetkin qui occupait un appartement au Kremlin où elle vivait, retirée et malade, avec son fils médecin. C'était un grand honneur d'avoir domicile au Kremlin, mais un honneur qui avait pour but caché l'isolement. Je mettais Boukharine au courant des potins du Comintern et lui me renseignait sur les discussions de plus en plus violentes au Bureau politique russe, sur la politique paysanne désastreuse de Staline, sur les buts du plan quinquennal et principalement sur la politique intérieure brutale de Staline contre les oppositions. Boukharine voyait l'avenir avec beaucoup de pessimisme et s'attendait que des mesures administratives soient prises contre lui, Tomsky et Rykov.

Un jour j'entraînai Tasca chez Boukharine. Il voulait s'informer de première main de la politique de l'opposition dite de droite et de la tactique à l'égard des paysans. Après nous avoir donné tous les renseignements demandés, Boukharine nous fit voir sa couvée de jeunes perruches. Au passage, nous avons admiré les toiles peintes par lui au Caucase pendant ses vacances et il nous conduisit au sous-sol, dans sa cave à charbon, où il gardait un grand aigle royal qu'il avait tiré au Caucase en lui brisant une aile. Il l'avait ramené à Moscou dans l'espoir de le guérir de sa blessure.

Clara Zetkin était toujours très heureuse de me revoir. Je lui apportais les nouvelles du Comintern et celles que je venais de recueillir sur la situation interne du Parti communiste russe.

Staline avait désigné Molotov pour remplacer Boukharine à la tête de l'Internationale communiste, mais Molotov ignorait tout des problèmes de l'Internationale et était incapable de juger les documents

qui étaient soumis à l'approbation du Présidium. En réalité c'était Manouilsky, avec son caractère instable et versatile et sa crainte de dévier de la ligne officielle, qui était devenu le chef politique de l'Internationale, tandis que Piatnitzky tranchait d'autorité les questions administratives. Ils n'étaient pas toujours d'accord entre eux, ce qui faisait renvoyer indéfiniment les problèmes les plus urgents.

XXVI

DÉPART POUR L'AMÉRIQUE LATINE

La première conférence des syndicats révolutionnaires d'Amérique latine était convoquée à Montevideo pour le mois de mai. Elle devait être suivie, le 1er juin, de la première conférence des partis communistes de l'Amérique latine, à Buenos Aires. Ces deux conférences avaient une importance capitale pour l'avenir de l'Internationale communiste et de l'Internationale syndicale rouge en Amérique latine.

Le 11 mars, en rendant la petite commission du secrétariat attentive à l'importance de ces deux conférences, je proposai de m'y déléguer comme représentant de l'Internationale:

«Dans le courant de mai auront lieu à Montevideo et à Buenos Aires deux conférences des plus importantes pour le développement du mouvement révolutionnaire et communiste dans l'Amérique latine.

De la conférence syndicale de Montevideo doit naître la Confédération syndicale de l'Amérique latine sur la base de la lutte de classe révolutionnaire. Contre cette conférence travaillent activement l'Internationale d'Amsterdam d'une part et les anarcho-syndicalistes, de l'autre. Ces derniers, tout en adhérant à notre comité, ont organisé une conférence semblable qui doit se réunir dix à quinze jours avant la nôtre. Ils s'y organiseront pour mettre la conférence de Montevideo sous leur influence ou, s'ils ne le peuvent, pour lui faire échec par un scandale. Nous savons par les congrès du Parti communiste argentin que ces éléments ne reculent pas devant l'emploi du revolver pour provoquer le scandale, l'intervention de la police, afin de jeter ainsi le discrédit sur notre travail et lui faire échec.

D'autre part, l'expérience que nous avons eue lors du Quatrième congrès de l'Internationale syndicale rouge avec la délégation latino-américaine a révélé une très forte rivalité entre les camarades

de Mexico et de l'Amérique centrale en général et ceux du sud du continent. Cette lutte intense se reproduira sans aucun doute amplifiée par le fait que la conférence aura lieu loin de Moscou, où seule l'autorité de l'Exécutif avait permis d'aplanir les difficultés intérieures à la fraction communiste. Il faut donc, à Montevideo, pour la conduite politique de la conférence et pour aplanir les conflits intérieurs de la fraction, un ou quelques camarades ayant une autorité suffisante et connaissant déjà les questions sud-américaines, les anarcho-syndicalistes et aussi les camarades avec lesquels il faudra travailler.

De la réussite de cette conférence dépend en grande mesure la conquête de l'Amérique latine par l'Internationale syndicale rouge.

La conférence de Buenos Aires de tous les partis latino-américains n'est pas moins importante. C'est la première réunion des communistes de l'Amérique latine pour discuter des problèmes de leur mouvement révolutionnaire.

Les thèses sur l'Amérique latine, qui seront publiées par le secrétariat de l'Amérique latine, sont une base pour la discussion de divers problèmes importants, mais il est évident qu'une série de problèmes doivent encore être étudiés et discutés. Le Secrétariat politique a décidé d'ouvrir la discussion sur la base des thèses. La première et la principale étape de cette discussion sera la conférence de Buenos Aires. Les questions d'organisation du secrétariat sud-américain, de sa liaison avec tous les partis, soulèveront les mêmes rivalités que sur le terrain syndical entre Buenos Aires et Mexico. Là aussi il faut un camarade avec une certaine autorité politique.

Comme le camarade Lozovsky ne peut aller lui-même à la conférence de Montevideo, je propose à la petite commission du secrétariat de décider que je parte en Amérique latine pour ces deux conférences. On pourra envisager ultérieurement si je dois rentrer aussitôt après ces conférences ou si je dois rester comme la petite commission l'avait décidé en décembre, pour huit mois ou une année en Amérique latine.

Depuis le moment où le Secrétariat politique prit la décision de repousser ma démission du secrétariat et du présidium et où j'ai déclaré me soumettre à la discipline de l'Internationale communiste, je me suis efforcé de travailler dans la sphère d'activité qui m'était assignée: congrès antifasciste et secrétariat de l'Amérique latine. Malgré les difficultés inhérentes à la situation, j'ai fait ce que j'ai pu en me taisant sur les questions politiques essentielles, comptant que l'Exécutif trancherait définitivement nos différends en avril.

L'Exécutif est renvoyé et, bien que je n'aie rien dit et rien écrit depuis ma condamnation par le présidium, on mène contre moi une campagne dans la presse internationale sans que j'aie la possibilité de corriger les multiples et grossières déformations de ma pensée, dont on a fait de grotesques caricatures pour les besoins d'une polémique facile.

J'ai, avec la majorité du présidium, des divergences qui portent partiellement sur l'appréciation de la stabilisation capitaliste et de la radicalisation des masses, divergences qui sont infiniment moins profondes qu'il ne paraît à lire les articles de polémique contre moi:

1) parce que le Parti communiste allemand a corrigé quelques-uns des points de vue les plus erronés qu'il avait émis en novembre sur les *Durchbruchskämpfe,* la courte perspective et l'absence de la troisième période et qui formaient les points essentiels de ma critique;
2) parce qu'on a déformé complètement ma pensée en tirant de deux phrases exprimées en mauvais allemand toute une théorie que je n'ai jamais émise sur la stabilisation définitive et très ferme du capitalisme. Mes divergences avec la majorité sont plus profondes sur la tactique syndicale et dans les questions du régime intérieur des sections et des méthodes de direction de la part de l'Internationale communiste.

Je me suis tu, tout en exprimant par mes votes mon point de vue sur ces questions, pour ne pas entraver le travail de direction de la part de la majorité. Mais il est évident que je ne participe en aucune manière au travail général de direction de l'Internationale communiste, bien que je me sois appliqué à accomplir les tâches qui m'étaient confiées.

J'ai d'autre part déjà souligné en décembre que la direction des affaires de l'Amérique latine est extrêmement difficile de Moscou, par suite du manque absolu de matériaux. Depuis décembre la situation a empiré. Les télégrammes envoyés par nous au Mexique (5 en décembre) ne sont jamais arrivés. La plupart des journaux de l'Amérique latine ne viennent plus depuis le 1er janvier, les livres, brochures et publications demandés par moi en janvier, et qui devaient être commandés à Paris et New York ne sont pas arrivés, peut-être même pas encore commandés.

Sans journaux, sans littérature, sans liaison régulière, le travail ne peut se faire sérieusement.

Dans ces conditions je pense que mon travail ici, au Secrétariat politique de l'Internationale communiste, n'est pas utile et que mes forces peuvent être mieux employées en Amérique latine même. Le développement des événements à Mexico prouve que j'avais raison de poser en décembre la question de mon départ pour Mexico. Ce sont les raisons qui, avec l'importance des deux conférences de Montevideo et de Buenos Aires, me poussent à poser de nouveau au secrétariat la question de mon départ en Amérique latine.

Il est inutile de dire que, malgré mes divergences avec la majorité du présidium, je serai dans tout mon travail discipliné. Mon activité de plus de dix années au service de l'Internationale ne peut laisser aucun doute à ce sujet.»

La petite commission accepta ma suggestion et je me préparai à partir après avoir eu une très longue et très importante conversation

avec Manouilsky. Il désirait ardemment et sincèrement que je reprenne ma place à la direction de l'Internationale et me dit: «Vous allez faire un beau voyage et voir d'autres problèmes. Vous réfléchirez aussi à la situation de l'Internationale et je suis persuadé que, lorsque vous reviendrez, tout pourra s'arranger!»

Je compris sans peine la raison de mon voyage en Amérique latine. D'une part on m'écartait de l'Europe où j'avais encore une influence, d'autre part on me tendait une perche de sauvetage pour rentrer en grâce et reprendre mon travail, après une autocritique, évidemment.

Avant de partir, j'allai voir une dernière fois Boukharine, ne sachant si je le reverrais à mon retour. Nous eûmes une longue et franche conversation. Il me mit au courant des contacts pris par son groupe avec la fraction Zinoviev–Kamenev pour coordonner la lutte contre le pouvoir de Staline. Je ne lui cachai pas que je n'approuvais pas cette liaison des oppositions: «La lutte contre Staline n'est pas un programme politique. Nous avons combattu avec raison le programme des trotskystes sur des problèmes essentiels, le danger des koulaks en Russie, la lutte contre le front unique avec les social-démocrates, les problèmes chinois, la perspective révolutionnaire très courte, etc. Au lendemain d'une victoire commune contre Staline, ces problèmes politiques nous diviseront. Ce bloc est un bloc sans principes, qui s'effritera même avant d'aboutir.»

Boukharine me dit aussi qu'ils avaient décidé d'utiliser la terreur individuelle pour se débarrasser de Staline. Sur ce point aussi je fis d'expresses réserves: l'introduction de la terreur individuelle dans les luttes politiques nées de la Révolution russe risquait fort de se tourner contre ceux qui l'emploieraient. Elle n'a jamais été une arme révolutionnaire. «Mon opinion est que nous devons continuer la lutte idéologique et politique contre Staline. Sa ligne conduira, dans un avenir proche, à une catastrophe qui ouvrira les yeux des communistes et aboutira à un changement d'orientation. Le fascisme menace l'Allemagne et notre parti de phraseurs sera incapable de lui résister. Devant la débâcle du Parti communiste allemand et l'extension du fascisme à la Pologne, à la France, l'Internationale devra changer de politique. Ce moment-là sera notre heure. Il faut donc rester disciplinés, appliquer les décisions sectaires après les avoir combattues et s'opposer aux fautes et aux mesures gauchistes, mais continuer la lutte sur le terrain strictement politique.»

Boukharine a sans doute compris que je ne me liais pas aveuglément à sa fraction, dont le seul programme était de faire disparaître Staline.

Ce fut notre dernière entrevue. Manifestement il n'avait pas confiance dans la tactique que je proposais. Il savait aussi bien sûr, mieux que moi, de quels crimes Staline était capable. Bref, ceux qui, après la mort de Lénine, sur la base de son testament, auraient pu liquider politiquement Staline, cherchaient à l'éliminer physiquement, alors qu'il tenait fermement en main le parti et l'appareil policier de l'Etat.

Pour ma part, je poursuivis dans la voie que je m'étais tracée et, loin de me taire, je saisis toutes les occasions d'affirmer mon opposition politique au cours inauguré par Staline et l'Internationale après le Sixième congrès.

En partant pour l'Amérique latine, j'envoyai, de Berlin, une première lettre à Manouilsky:

«Cher camarade,

J'apprends avant de m'embarquer que le camarade polonais qui a si bien travaillé en Tchécoslovaquie pour scissionner parti et syndicats rouges, est envoyé en Suisse, comme représentant et instructeur de l'EKKI. Je ne sais si cette mesure est prise par le WEB ou par le Secrétariat politique, mais de toute façon je proteste contre une telle mesure qui va jeter la division dans le Parti communiste suisse au cas où il réussirait à y faire le même travail qu'en Tchécoslovaquie. Vous m'aviez assuré d'une autre méthode à l'égard du Parti communiste suisse qui a toujours été discipliné, malgré ses divergences dans la question allemande et qui fut le seul à réaliser vraiment une action de masse pour la journée antifasciste internationale décidée par le présidium, mais que personne n'a prise au sérieux et n'a réalisée.

J'apprends aussi que l'on a profité de mon départ pour mettre à la tête des choses de l'Amérique latine le camarade Williams, que le camarade Kuusinen a dû éloigner de son secrétariat pour sa politique ultragauchiste. Comme Williams fut toujours et presque sur toutes les questions des partis américains en opposition à la politique que j'ai suivie jusqu'ici en accord avec le présidium, je ne puis considérer sa nomination que comme la volonté de changer de politique en Amérique latine et je rejette à l'avance les conséquences d'une telle politique sectaire et scissionniste. Je ne puis interpréter une telle mesure que comme la volonté de m'écarter du travail politique de l'Amérique latine dans l'avenir.

Mon premier contact avec l'Occident, duquel vous attendiez ma conversion, n'a fait jusqu'ici que confirmer mes craintes sur les conséquences de la politique que vous menez. Le WEB, dirigé par Schüller et Gypner [1], n'a aucune autorité sur les partis. La politique menée en Tchécoslovaquie est infiniment plus funeste que je ne le pensais au début. La direction formée de jeunes intellectuels n'a ni autorité réelle, ni capacité politique. Si l'on ne fait pas un tournant sérieux en condamnant la politique suivie et en annulant les décisions

[1] Deux membres de la Jeunesse communiste.

du congrès du parti en ce qui concerne la direction, la scission du parti suivra celle des syndicats. Il faut, là comme ailleurs, sur la base d'un programme d'action adapté à la situation, procéder à la concentration des forces prêtes à appliquer ce programme. Je me souviens avec une grande tristesse de vos conversations de Sotchi, de vos théories excellentes sur les méthodes de direction et sur la vie intérieure de nos partis. Je partage encore complètement vos opinions d'alors et je vous avoue franchement que je ne puis comprendre comment vous les avez abandonnées pour pratiquer le contraire, alors que tout en démontre la justesse.

Cordialement. »

De Londres, où j'étais le 18 avril, je protestais contre la tactique électorale fixée par le Présidium au Parti communiste britannique:

« J'apprends ici que la majorité du Bureau politique a décidé de lancer, dans toutes les circonscriptions où nous n'aurions pas de candidats, c'est-à-dire dans 550 circonscriptions au moins, la plus grande partie de la Grande-Bretagne, le mot d'ordre de l'abstention et de faire par conséquent une propagande pour l'abstention dans les masses.

Je juge cette politique nettement antibolchevique dans la situation actuelle en Angleterre. Là où nous ne présentons pas de candidat, nous ne devons pas propager l'abstention, mais faire voter pour le Labour Party, en motivant notre vote et en condamnant la politique du Labour Party. Nous devons aider les ouvriers à faire l'expérience du Labour Party au pouvoir. Là où nous n'avons pas de candidats propres, notre tactique doit rester celle préconisée par Lénine en 1920, parce que les illusions des masses ne sont pas encore tombées. Elles doivent encore faire l'expérience du Labour Party au pouvoir.

Je demande donc une position claire du présidium contre cette politique de l'abstentionnisme dans des élections telles que celles qui vont avoir lieu. »

C'est en deuxième classe, sur un vieux paquebot anglais, le *Andes*, que je fis le voyage jusqu'en Amérique latine. Je devais partir de Southampton et rester plus de trois semaines en mer. Plutôt que de donner des extraits des débats et des décisions de ces deux conférences et de conter quelques souvenirs imprécis vieux de quarante ans sur mon voyage et mes expériences là-bas, je préfère citer quelques-unes des lettres adressées à Jenny durant mon voyage et mon séjour. Elles contiennent des souvenirs et des réflexions notés au jour le jour au cours de ce périple [1].

[1] Les rapports et les débats de la première conférence des partis communistes de l'Amérique latine ont été publiés par le secrétariat sud-américain de l'Internationale communiste à Buenos Aires, en 1929, sous le titre *El Movimiento revolucionario latino-americano*. Je figure dans ce compte rendu sous le nom de Luis.

XXVII

INSTANTANÉS DE MON VOYAGE ET DE MA MISSION EN AMÉRIQUE LATINE

«Londres, 18 avril 1929.

Encore quelques mots rapides à la veille de mon départ. J'ai passé ici quarante-huit heures de pèlerinage à notre passé de jeunesse et de passion. J'ai revu notre petite maison de Northumberland Place 51, où nous avons passé tant d'heures d'ivresse et de douce intimité. J'ai passé devant la porte de St. Stephens Road 16, espérant voir Mlle Schweizer. Mais le home doit avoir disparu. La maison paraît être une maison locative. J'ai vu seulement le marteau qui me permettait de marteler trois coups m'ouvrant clandestinement la porte du petit bureau et plus tard celle des catacombes où nous soupions tous les soirs en tête à tête. J'ai refait le chemin de notre home à la station du *Tube* où nous allions au British Museum, toi un bonnet bleu sur la nuque et les yeux pleins de lumières et de douceurs, heureuse de trotter à mes côtés, comme une petite fille qui s'est émancipée et qui vit sa vie. Et cette évocation d'un passé déjà bien lointain me fait revivre en foule de chers souvenirs, la vive et profonde émotion du premier baiser, les heures passées à préparer et à prendre le thé devant notre feu de cheminée. S'il y avait eu un écriteau «A louer», j'aurais demandé à voir la chambrette où nous avons vécu quelques mois qui restent inoubliables et qui ont déterminé notre vie. Ce fut le temps où nous fîmes l'essai de notre mariage, où nous avons accordé nos caractères, où nous nous sommes sentis capables de nous aimer, malgré le train-train de la vie quotidienne. Tu comprendras combien j'ai pensé à toi ces deux jours. Le temps est splendide, de vraies journées de printemps ensoleillées et douces. Dans le parc, des parterres de jonquilles en fleur, les bourgeons éclatent partout, malgré la suie qui la ternit une légère auréole verte couronne les arbustes et les marronniers. Combien je regrette que tu ne sois avec moi ici pour revivre ensemble ces souvenirs dans ce décor printanier. (...)»

«*Andes,* 19 avril 1929.

Au soir de la première journée en mer, avant de rentrer dans ma cabine, je veux passer quelques moments avec toi. La journée a été belle, la mer calme, la brise encore un peu fraîche, mais déjà tempérée par le soleil printanier. Nous avons passé Cherbourg vers six heures du soir. Deux bateaux du port nous ont amené quelques centaines de nouveaux passagers de 3e classe, des émigrants en troupeau. Leur origine: la misère! On les dit Tchèques et c'est possible. Mais la misère met sur tous le même cachet gris, le même air soumis, traqué, de condamnés à vivre en bas et à suer dans la saleté, la médiocrité et la peine pour le profit qui entretient les passagers des premières... et des deuxièmes. Une masse triste, hommes et femmes avec une multitude de corbeilles mal ficelées, de valises trop pleines, de pauvres hardes et de bibelots inutiles, de sacs ventrus, de vieilles bourriches, et surtout des enfants grouillant et grognant au milieu des colis. Ils vont tous en Amérique chercher la fortune, ou seulement le morceau de pain, dur à gagner comme partout ailleurs où l'impérialisme exploite et opprime. Ces grands contrastes qui autrefois dans le nord de la France et à Londres déjà me révoltaient et qui, en Russie, ont disparu dans une vaste médiocrité, se renouvellent en Occident, ou plutôt ils continuent et s'amplifient. Londres est la ville des contrastes sociaux effrayants. Des mendiants en masse, plus qu'à Moscou, mais surtout des mendiants plus pitoyables, plus misérables, plus pauvres, aux corps ravagés de privations, aux visages faméliques.

Tu es la seule personne à bord avec laquelle je puisse parler un peu. Je n'ose me mettre à parler anglais. Je me suis aperçu, dans les courtes phrases que j'ai sorties à Londres, que j'émaille ma «conversation» d'une quantité de mots russes. (...)»

«*Andes,* 20 avril 1929.

(...) J'ai découvert dans un kiosque à journaux de la Friedrichstrasse à Berlin, au milieu de romans policiers et de livres pornographiques, un intéressant petit bouquin de Pierre Bovet sur l'instinct combatif. Il date de la guerre, mais je ne le connaissais point et il est plein d'intérêt. Je l'ai acheté pour avoir une lecture qui ne fût pas stupide et j'ai découvert un ensemble de pensées que je n'attendais pas chez Pierre Bovet. Il est vrai que, si j'ai suivi autrefois très régulièrement ses cours de philosophie, j'en ai conservé tout autre chose... et une chose infiniment plus précieuse pour ma vie qu'une idée claire sur les pensées de mon professeur. J'allais à ces cours de philosophie chercher tes regards, ta douce présence et je suis incapable de dire de quel sujet parlait Bovet, de Kant, de Pythagore ou de Newton. Je n'ai conservé que ton souvenir, et pas seulement le souvenir.

Bref, ce petit livre révèle Bovet comme un élève inquiet et un peu hésitant de Freud. Il applique à l'«instinct» combatif les mêmes

critères que Freud à l'instinct sexuel, il fait du reste de l'instinct combatif un dérivé de l'instinct sexuel. Il voit dans l'instinct combatif «sublimisé» une des sources de l'expérience religieuse, l'autre source essentielle étant l'instinct sexuel sublimisé aussi. L'instinct sexuel refoulé puis sublimisé serait à la source de la mystique, tandis que l'instinct combatif serait la source de la morale, de la lutte pour le bien contre le mal. Naturellement mystique et morale ne sont pas les uniques composantes du sentiment religieux. Il y entre aussi, particulièrement dans son extériorisation, un facteur social qu'il faudrait étudier et que le marxisme nous aidera à éclaircir. Cependant, quoique incomplètes encore, les théories combinées de Bovet-Freud expliquent et éclairent bien des choses. J'ai étudié un peu «mon» expérience religieuse, ma crise mystique de 15 à 25 ans à la lumière de ces théories et j'avoue qu'elles s'appliquent merveilleusement à «mon» cas. Dès que l'instinct sexuel eut trouvé son application normale, l'expression sublimisée disparut, le besoin religieux mystique s'effaça. De même, dès que la lutte politique et sociale eut offert un champ d'application à l'instinct combatif, la religion de l'idéal moral et tout le bagage moral-religieux s'évanouit. En somme, Comintern d'une part, et toi d'autre part, vous avez offert à mes instincts, un moment refoulés et sublimisés dans la forme de l'expérience religieuse, une application normale, une issue naturelle qui supprima l'expérience et le besoin religieux. Et comme je n'étais attaché ni aux formes de culte, ni aux dogmes que j'ai toujours traités en mécréant, il n'est rien resté de cette crise religieuse de mes quinze ans qui fut une crise de puberté dans laquelle les instincts sexuels refoulés se sont sublimisés dans une mystique et une morale religieuses.

Tu vois que Manou a raison de penser que mon voyage détournera mes pensées des questions allemandes! (...)»

«*Andes,* 30 avril 1929.

(...) Les compagnons et compagnes de voyage sont d'un intérêt plutôt médiocre, d'autant plus que je dois jouer au commerçant, pour être en règle avec mon passeport et conclure des affaires pour un marchand de saucisses de Berlin, mission que notre appareil illégal m'a remise comme couverture. Je suis naturellement tombé sur des Suisses. L'un de Bâle! Une tuile pour moi qui suis sensé être Bâlois sans savoir un traître mot de *Baslerdutsch.* Je me suis aussitôt resitué à Neuchâtel, mais il y a une Lausannoise et un Genevois. Bref, il faut veiller. Ces Suisses sont du reste assez sympathiques. Le Bâlois est un monteur électricien de la maison Brown Boveri qui va à Rio. Le Genevois est un jeune dessinateur qui fut quelques années à Paris. C'est un vrai gavroche, très boute-en-train; la «demoiselle» de Lausanne est le type de la vieille fille qui enseigne le français et qui a l'esprit borné et mesquin. Parmi les Français, deux jeunes gens très sympathiques qui lisent

Monde et *Europe*, s'emballent pour Barbusse, Panaït Istrati, Jean-Richard Bloch, sympathisants communistes, amateurs de films russes, etc. Nous parlons souvent ensemble, mais ce sont des conversations des plus cocasses, où ils s'efforcent de me convaincre qu'il y a quelque chose de grand dans la Révolution russe, où ils me content ce qu'on fait à Moscou dans les jardins d'enfants; ils me parlent du cinéma russe, que je connais mieux qu'eux. Ils sentent en moi sans doute un type de «commerçant» moderne, aux idées ouvertes! C'est du reste les raisons pour lesquelles je parle peu. J'ai remarqué que, régulièrement, mes interlocuteurs, après un quart d'heure de conversation, me posent la question: «Vous allez en Amérique du Sud pour «étude», ce qui me rappelle ma fonction de commerçant, et chacun paraît étonné quand je réponds tranquillement: «Non, pour affaires.» C'est te dire que je joue mal mon rôle et que je n'ai pas le coup de marteau nécessaire pour le négoce! Une bande d'Anglais et d'Anglaises complètent la compagnie, mais les Anglais sont très réservés avec les étrangers, ils se sentent supérieurs. En face de moi, à table, c'est un Norvégien qui retourne à Buenos Aires après avoir éprouvé que les pierres sont aussi dures à Oslo qu'en Argentine. Un agent de l'émigration polonaise, aux allures un peu suspectes, s'est aussi rapproché de moi. J'ai été avec lui plus heureux, puisqu'il m'a invité à aller à Varsovie! Tu vois que je suis sorti de mon complet isolement du début, mais cela ne crée nullement une compagnie. Au contraire, je me sens encore plus isolé, obligé de jouer la comédie avec ceux-là mêmes qui sont les plus proches de nous par leurs idées. Je me réjouis bien d'arriver pour échapper à cette éternelle étude de moi-même qui est beaucoup plus pénible sur un bateau comme celui-ci que dans n'importe quel autre voyage. (...) J'essaie de penser moins à toutes nos affaires, mais mon oubli est tout de surface. Je scrute les télégrammes chaque jour pour apprendre quelque chose de ce qui se passe là-bas. En vain! Je pense que le sort de B(oukharine) est déjà fixé et le nôtre avec. Je passe mes nuits en discussions politiques avec Ephim ou Clara. Mes pensées refoulées pendant la journée jaillissent dans mes rêves avec d'autant plus de vigueur. (...)»

«*Andes*, 2 mai 1929.

Nous voilà sur les côtes du Brésil que nous longerons durant une semaine environ. Hier, vers midi, par un soleil brûlant, nous abordions à Pernambouc. Ce premier contact avec le sol sud-américain est des plus intéressants. Du large on aperçoit une colline recouverte de maisons blanches et de verdure: de grands palmiers dressent leurs silhouettes de maigres plumeaux défraîchis sur le ciel bleu. Lentement le bateau approche au milieu de petits radeaux à voile, minuscules embarcations de pêcheurs brésiliens.

En approchant du port, la première inscription qu'on aperçoit sur le sol américain est le mot «Standard» plastronnant sur un vaste réservoir de pétrole et aussitôt derrière on aperçoit d'autres tanks de pétrole «Anglo-Mexican Oil Co». Toute l'Amérique latine est

bien sous le signe de cette concurrence des grands trusts pétroliers. Rien de plus symbolique et de plus suggestif que ce premier pas sur le continent américain.

Au port, une foule bigarrée extraordinaire, nègres, mulâtres, métis, Indiens, Chinois, échantillons de toutes les races et de toutes les mixtures de races qu'on puisse imaginer. Bien qu'il n'existe point de préjugés de race au Brésil, selon les dires de nos camarades, une chose frappe aussitôt et se précise, se confirme à chaque pas, à chaque minute passée sur ce sol. Les coolies brésiliens, les débardeurs du port, les hommes au dur labeur physique sont tous des hommes de couleur, tandis que les commis, contremaîtres, ceux qui manient la plume et les officiels, les femmes en toilettes, etc., sont tous des Blancs. Peut-être y a-t-il quelques Blancs parmi les premiers et quelques nègres parmi le second groupe, mais cela ne change pas la proportion et s'il y a exception, elle est infime et ne fait que confirmer la règle.

Nous avons à bord un diplomate ou homme d'Etat brésilien qui fut reçu au port à Pernambouc par une musique militaire! Je n'ai jamais vu quelque chose d'aussi bouffon. Une vingtaine de cuivres jamais nettoyés, vert-de-grisés, qui s'obstinent à ne pas briller sous ce soleil torride, par contre les musiciens sont de couleur, jaune, brun, noir — une collection de tous ces types de races diverses affublés d'un uniforme canari. Pour les conduire, un chef nègre, muni d'une grande épée et d'un sifflet. Il commande, mais ne dirige pas. De son sifflet il déchaîne ou arrête les cuivres sans se soucier de la musique que provoque son commandement. Pas de direction, une musique avec directeur, mais sans direction. La musique est d'ailleurs un jazz qu'envieraient à l'armée brésilienne bien des bals parisiens.

Parmi la masse des débardeurs qui peinent et qui transpirent, le dos mouillé de sueur perçant à travers leurs pauvres vêtements, des types merveilleux, le visage ruisselant creusé par les peines, les privations et le chaud. Une masse magnifique pour y prêcher la révolte et pour l'organiser.

Pas loin du port, quantité de huttes de bois, recouvertes de branchages où grouillent femmes et enfants à demi nus. Ce sont les logis des travailleurs du port, ressemblant à de petits villages nègres parmi les bâtiments prétentieux et disgracieux des parvenus blancs.

Nous ne sommes restés au port que deux heures, le temps de débarquer des marchandises et quelques voyageurs et de charger une cinquantaine de passagers de première, de riches Brésiliens de Pernambouc, planteurs de cannes à sucre, qui vivent de l'exploitation de cette main-d'œuvre de couleur. Caractère colonial des plus évidents. (...)»

«*Andes,* 4 mai 1929.

Nous serons demain à Rio d'où partiront ces quelques lignes. Tu vois que, lentement, j'approche du but de mon voyage. Chaque

jour la température se rafraîchit, le temps du reste est maussade depuis trois jours. C'est ici l'hiver, c'est-à-dire la saison des pluies torrentielles et chaudes, mais aussi des ciels de ténèbres qui rendent le voyage sinistre.

Nous avons touché avant-hier soir à Bahia. Une scène des plus pittoresques. Notre paquebot est arrivé vers 21 heures, par une nuit noire, en face d'une vaste ville tout illuminée, aux quais interminables, aux lumières étagées en gradins au bord d'une vaste baie. Nous n'avons pas abordé, mais le paquebot s'est arrêté au milieu de la baie et aussitôt une trentaine de petits bateaux moteurs et quelques barques à rames se sont approchés du grand transatlantique qui avait abaissé deux échelles courant sur ses flancs. Et ce fut comme à Pernambouc, une nuée de débardeurs et de fonctionnaires, des nègres, des mulâtres et des centaines d'interpellations des petites barques au grand bateau dans cette langue sonore et douce qui rappelle l'italien. C'était une impression vénitienne ou napolitaine, avec le pittoresque des types brésiliens. Jusqu'à minuit dura le déchargement des marchandises et le débarquement des voyageurs. La mer était assez grosse, de sorte que ce transbordement de malles et de passagers ne s'est pas effectué sans difficultés. Il y eut des épisodes tragicomiques.

Puis nous sommes repartis pour Rio où nous serons demain matin. Nous croisons maintenant une quantité de vapeurs de toutes nationalités et la mer devient moins monotone. A tout instant pointe un nouveau paquebot à l'horizon, on le voit grossir, passer, puis s'en aller dans le lointain. Sur notre passage se lèvent aussi des vols de poissons volants qui rasent l'eau comme des hirondelles, qui ne volent pas, mais qui plongent ensuite et disparaissent.

Hier, 3 mai, était la fête nationale polonaise. Je crois t'avoir dit qu'il y a ici un type des plus antipathiques, délégué du Gouvernement polonais à l'émigration et, en 3e classe, un tas de plus de 170 émigrants polonais dont le «délégué» surveille la vie et réchauffe le patriotisme. Le 3 mai donc, cet imbécile patriotard eut l'idée de faire un cortège des Polonais qui, partant de l'avant-pont des troisièmes, parcourut, drapeau polonais en tête, le pont des premières classes. Jamais je n'ai vu spectacle plus ridicule et plus douloureux que cette démonstration patriotique polonaise. En tête trois gaillards, dont celui du milieu agitait un grand étendard polonais. Derrière eux dans un état d'excitation patriotique qui tenait du pantin dont on tire fébrilement les ficelles, le «délégué» à l'émigration agitait son chapeau au-dessus de sa petite personne et braillait l'hymne national polonais que trois ou quatre voix accompagnaient maladroitement. Puis une masse de plus de 150 «Polonais» émigrants blancs-russiens, Galiciens, pauvres diables chassés de «leur» pays par la misère et dont les pauvres habits étaient affublés de cocardes, de banderoles et de brassards aux couleurs patriotiques. Quelques-uns portaient des placards nationalistes d'une main incertaine. Ce cortège de misère fit le tour du quartier des premières et les riches

Anglais, les gros planteurs brésiliens, les petites femmes peintes de ces parasites, regardaient passer ces pauvres avec un sourire moqueur et protecteur. Ne vont-ils pas, ces pauvres, ces paysans solides et miséreux, faire valoir leurs capitaux, et le patriotisme ridicule n'est-il pas le moyen de tenir ces pauvres dans le calme et la résignation? Naturellement, le «délégué» envoya, au nom de tous ces miséreux, un radiotélégramme à son maître Pilsudski, message dont la compagnie anglaise paya les frais. La Pologne exporte sa misère et l'Angleterre réussit à en tirer des profits. (...)»

«*Andes,* 7 mai 1929.

Après-demain matin, si tout va bien jusqu'au bout, je serai à Montevideo. Cette lettre est donc la dernière que je t'adresse du bateau. Dimanche nous avons passé la journée à Rio de Janeiro. Arrivés de bonne heure le matin, nous n'en partions que le soir à 10 heures. Cela nous a permis de quitter le bateau pour une journée et de voir la ville et les copains. C'était vraiment une joie de quitter le bateau et de poser le pied sur terre après plus de quinze jours de voyage en mer. Je suis allé à l'aventure pendant plus de trois heures, à la découverte de Rio. Il n'y a pas au monde de ville plus belle, une situation merveilleuse, la mer, la montagne, la végétation tropicale, l'air aux mille parfums, des quais à l'infini qui longent les baies coupées de presqu'îles et de montagnes. La ville se glisse paresseuse entre les collines et les monts et sans cesse retrouve le bord de la mer et l'enveloppe. Sa position m'a rappelé Lugano, mais un Lugano gigantesque, féérique, transfiguré par le soleil tropical. Partout des arbres inconnus et des fleurs, si riches de formes et de couleurs, des papillons merveilleux qui leur font concurrence et toujours et partout la caresse des parfums. Naples n'est rien à côté de Rio. Il faudra que nous voyions cela ensemble une fois. La ville eût été dix fois plus belle si à la caresse de ses couleurs et de ses parfums s'était mêlée la caresse de ton regard et de ta voix.

Après avoir joui de ma découverte, je suis allé au siège du syndicat où j'ai trouvé un copain qui m'a conduit hors de ville chez un camarade où j'ai vu les membres du Bureau politique du parti.

La situation du Parti communiste est bonne. La CGT brésilienne a été fondée le 1er mai et groupe vraiment les meilleures et les seules forces ouvrières du pays. Le meeting du 1er Mai en plein air, sur une des places de la ville, groupa de 15 000 à 20 000 personnes qui défilèrent ensuite dans les rues au nez de la police impuissante. Trente mille numéros du journal ont été vendus. Bref, une bonne journée dans un mouvement ascendant. Si on ne démolit pas tout à Moscou, on fera au Brésil de grandes choses d'ici quelques années.

Lundi, à 2 heures, nous arrivions à Santos, port de Sao Paolo. C'est un grand port qui sent le café vert dont il exporte 60% environ de la consommation mondiale. Marché pittoresque de fruits des tropiques et de perroquets, de toucans, de perruches et d'oiseaux aux mille couleurs. J'espère, à mon retour, en acheter quelques-uns,

si les enfants sont sages et si je puis les prendre avec moi en bateau.

A partir de Santos nous naviguions de nouveau dans une région plus tempérée; les lourds nuages, les averses torrentielles et chaudes des tropiques, les ciels sinistres et noirs ont cessé et de nouveau nous avons un gai soleil d'automne, encore bien chaud, mais l'air est plus frais, plus léger, moins humide, on revit. Ce temps des tropiques est terrible. Dès le matin tout le corps transpire, la sueur perle au front, sur les tempes, elle coule, lente et continue. Les mains se couvrent d'une rosée qui entretient une moiteur impossible à sécher. Pendant les repas on sent les gouttes glisser sous la chemise, de la poitrine au ventre et la chemise s'humecte, se mouille et colle au corps. Un véritable bain russe dans lequel on reste une semaine. Ce doit être épuisant d'y vivre toujours, sans aucun vent, un calme effrayant, humide et chaud, entrecoupé seulement de grosses pluies lorsque crèvent les nuées noires. (...)»

«Montevideo, 13 mai 1929.

Me voilà depuis trois jours au but. J'ai passé ces premières journées, comme tu peux le penser, en multiples commissions, comités, conversations et parlotes du même genre. (...)

Après avoir passé deux jours à l'hôtel, je suis installé chez un camarade, à deux pas de la mer. Montevideo est une ville assez étendue et très bien située autour d'une grande baie baignée par la mer de plusieurs côtés. Mais c'est un genre petite ville de province, un peu comme Lyon, assez morte et tranquille. Nous avons un temps d'hiver et d'arrière-automne. Les feuilles jaunissent, et surtout l'air est frais, presque froid le soir. Pendant la journée un soleil splendide, mais qui n'est plus bien chaud. C'est à peu près le climat de Rome en hiver, de belles journées ensoleillées, des palmiers et des arbres toujours verts, d'autres qui se dépouillent, mais une température qui ne permet pas de sortir sans manteau. Mon intention de prendre des bains de mer et de soleil est donc mise en échec par le climat que je trouve ici. La différence avec le Brésil est considérable. Ici, plus rien d'équatorial, tout au plus le climat méditerranéen, ou de Crimée. On dit que Buenos Aires est encore plus frais et plus humide. (...)

Le congrès de Montevideo commencera le 18 seulement et durera une semaine ou dix jours. Il paraît assez bien préparé et représenter vraiment un mouvement syndical sérieux. Après le Brésil, l'Uruguay vient de tenir un congrès d'unification syndicale qui groupe dans notre CGT la grosse majorité du prolétariat organisé, 12 000 à 13 000 ouvriers. Montevideo a agi comme un formidable moteur pour accélérer le groupement et l'organisation, la concentration des forces syndicales autour de nous. (...)

Au point de vue police, c'est ici d'une sécurité déconcertante. Chacun entre et sort comme il veut sans présenter de papiers et en donnant le nom qu'il veut. Une fois dedans, plus de contrôle. C'est un vrai paradis pour les «commerçants» de notre espèce. Codovilla voudrait me retenir ici deux ou trois mois, pour prendre part au

travail du secrétariat. Mais j'ai refusé net. Je désire rentrer pour l'Exécutif. Les nouvelles qu'on possède ici sont si incomplètes et fragmentaires que je ne puis me former un jugement sûr et définitif sur les événements de Berlin et de Russie. Aucune nouvelle sur le Comité central russe du 20 avril. Fut-il encore renvoyé? Je croyais trouver un télégramme avec tes lettres. Rien. Comment interpréter ce silence et le fait que la presse n'a rien dit sur les résultats du Comité central? Est-ce de nouveau un compromis boiteux? Est-ce une liquidation silencieuse, ou un revirement sérieux de la politique dans notre sens? Rien non plus sur le congrès du Parti communiste allemand. Rien sur le développement de la crise tchèque et américaine. Bref, ignorance absolue des choses les plus vitales pour notre orientation future. (...)»

«Montevideo, 16 mai 1929.

J'ai reçu hier de Buenos Aires tes deux lettres des 15 et 18 avril et ton télégramme qui me prouvent que les perspectives que j'avais se réalisent: lutte renforcée contre nous! Je pense que ce sera aussi la caractéristique du congrès allemand. J'ai vu aussi dans la *Pravda* la résolution tchèque, de contenu misérable comme tous les documents de Goussiev, et de ligne naturellement gauchiste. L'expulsion de Boukharine du Bureau politique signifie aussi sans doute qu'on va couvrir la politique criminelle de Neumann en Allemagne. On n'a plus même la capacité de voir clair après une série de défaites. On se contente d'appeler les défaites des «victoires» et le tour est joué: la ligne est toujours bonne! Mais c'est inutile de récriminer. Il faudra lutter et mener un combat long et difficile contre la corruption et contre la caricature du léninisme qu'on veut nous imposer. J'avais, tu sais, l'intention d'écrire un document pour l'Exécutif, mais trop d'événements importants, sur lesquels je n'ai que des données et des renseignements incomplets, se sont passés depuis mon départ pour que je puisse écrire quelque chose de documenté et d'absolument sûr. Je préfère donc attendre mon retour. J'espère que tu récoltes les documents que tu peux pour moi, afin que je trouve le travail un peu préparé à mon retour. (...)

L'atmosphère est ici infiniment meilleure qu'à Moscou. Même Pierre, de la Jeunesse, qui est stalinien de nationalité, conserve à mon égard une excellente camaraderie, absolument exempte de ce fiel fractionnel qui coule à plein bord à Moscou. Tous les copains sont absolument épatants et nous n'aurons aucune difficulté. (...)

Nous aurons par contre des embêtements avec Codovilla. Je lui ai communiqué le plus calmement du monde la décision du Secrétariat politique de le tenir éloigné de la conférence de Montevideo et, comme il est stalinien, je pensais que cet ordre serait accepté par lui sans difficulté ni opposition. Ce ne fut pas le cas. Il affirme, avec beaucoup de justesse d'ailleurs, que c'est un manque de confiance qui l'oblige à démissionner du secrétariat et, comme il est le seul qui y travaille, on voit d'ici le tableau. J'ai cherché à le faire revenir sur cette décision, mais en vain. Nous avons donc décidé d'envoyer

un télégramme de la délégation entière demandant d'annuler cette décision. Si Moscou refuse, ce sera la démission irrévocable et le travail du secrétariat par terre. Mais on n'en est pas à une destruction près dans la période actuelle et je crains le pire. (...)

Si l'on a éliminé B(oukharine), mon tour viendra certainement à l'Exécutif. Je me demande seulement où l'on m'enverra réfléchir sur la bonté de la ligne de la majorité. Je fais ce voyage du reste avec la conviction que c'est mon dernier voyage de Comintern. (...) »

« Montevideo, 21 mai 1929.

(...) Je pense ne partir de Buenos Aires que vers le 10 juin. Je m'efforcerai de prendre un vapeur rapide qui m'amène en douze ou treize jours à Lisbonne. Puis je continuerai en express. Mais je ne serai sans doute pas à Moscou avant la fin de juin, malgré ma meilleure volonté. Je ne peux pourtant pas quitter l'Amérique latine avant la conférence de Buenos Aires, d'autant plus que les problèmes à y discuter avec chaque délégation sont des plus importants. Nous sommes à la veille de mouvements révolutionnaires au Brésil, en Colombie, au Venezuela. Nous avons des problèmes très compliqués d'organisation et de politique générale qui ne sont pas abordés au congrès syndical.

Le congrès de Montevideo est excellent. Les délégations représentent vraiment un mouvement ouvrier jeune, faible encore, mais sain, robuste et qui a de belles perspectives de développement. Les camarades ici présents sont aussi des forces sérieuses. A quelques exceptions près, ils sont des militants qui s'efforcent, avec un sérieux et une conscience vraiment épatants, à devenir des communistes, à étudier, à se former. Même les éléments qui, à Moscou, paraissaient assez superficiels et phraseurs se sont corrigés très sérieusement. Mon impression est donc bonne. Sans doute il y a les faiblesses et les défauts inhérents aux mouvements jeunes. Mais en tenant compte de toutes les conditions dans lesquelles le travail s'est développé, la réalité est de beaucoup meilleure que ce que j'attendais. Il y a bien quelques questions délicates que nous nous efforçons de régler le mieux possible dans la fraction. Ma présence ici est utile parce que je connais bien les questions et les hommes, tandis que le représentant de l'Internationale syndicale rouge avec lequel je travaille du reste très intimement et très cordialement, ignore presque tout du mouvement sud-américain. En plus, mon autorité politique personnelle n'est nullement entamée ni ébranlée par les attaques de Staline qui sont connues de la plupart. Au contraire, j'ai l'impression que cela contribue à augmenter la confiance et l'autorité même auprès des camarades russes, comme Pierre, qui sont vraiment épatants de camaraderie, malgré ce qui s'est passé là-bas. (...)

Nous jouissons ici d'un beau temps d'automne, température douce et ciel bleu, mais c'est, malgré le soleil, très humide et mes rhumatismes s'en ressentent. Ils ont tendance à empirer, bien que je n'aie pas bu une goutte de thé depuis que je suis ici! Voilà ta médecine démasquée comme celle d'un charlatan! Par contre

l'estomac fonctionne à merveille et la bonne cuisine latine me convient très bien. Ainsi, je me porte, à l'exception des douleurs rhumatismales, comme un charme, mais un charme un peu vieillot, antique et vétuste, de père de famille qui s'ennuie et qui se réjouit bien de retrouver le coin du feu conjugal. (...)»

«Montevideo, 25 mai 1929.

(...) Je ferai, cela va sans dire, le maximum d'efforts pour rentrer le plus vite possible, mais, en dépit de toute ma bonne volonté, je ne pourrai pas être à Moscou le 15. Tout d'abord je dépends des compagnies de navigation et de leurs bateaux. Ce n'est pas aussi simple qu'avec le chemin de fer qui a des départs réguliers. Il n'y a pas de bateaux tous les jours, puis certains bateaux mettent vingt-huit jours alors que d'autres n'en mettent que douze ou quatorze. Il vaut parfois la peine de partir une semaine plus tard pour arriver une semaine plus tôt. Ensuite, les lignes les plus rapides sont françaises et italiennes. C'est-à-dire qu'en prenant un bateau de ces compagnies, je risque de rester six mois en France à l'arrivée, ou quinze à vingt ans en Italie avant de pouvoir continuer mon voyage. Tout cela est à considérer avant de prendre mon billet. Ici nous sommes en sécurité au point de vue policier. Mais tout le monde sait que nous sommes là et c'est un danger pour le retour. Enfin, je suis venu ici pour faire un certain travail: le congrès qui prendra fin demain et la conférence des partis, de beaucoup la plus importante au point de vue du travail en profondeur, qui commencera le 1er juin. Nous préparerons ici en quelques jours la conférence par des pourparlers avec les délégations, de façon à faire vite après, mais je ne serai pas libre avant le 6 ou le 7 juin. Cela signifie que si je rentre aussitôt avec un des bateaux les plus rapides, ce que je m'efforcerai de faire, je ne serai pas à Moscou avant le 25 juin, au plus tôt, plus probablement vers le 30. Je pense que l'Exécutif siégera encore et que je pourrai, malgré ce retard, y intervenir. Il m'est absolument impossible de lâcher le travail avant la conférence de nos partis. On ne fait pas un tel voyage, long et cher, pour plaquer le travail dans sa partie la plus importante. Les problèmes qui se posent presque partout ont beaucoup d'importance. Nous avons la chance d'avoir, de tous ces pays, les meilleurs camarades (excepté Mexico). Il faut parler avec eux, leur donner des directives, étudier leurs problèmes, ce que nous n'avons pu faire pendant le congrès syndical, d'abord parce que le congrès absorbait tout le monde, ensuite parce que Codovilla était tenu écarté de Montevideo et que Maggi l'a suivi dans la retraite de Buenos Aires.

Tout cela pour te faire comprendre ce que tu saisiras sans doute sans beaucoup de peine. J'ai la responsabilité d'un travail ici que je conduirai au but en toute conscience, mais le plus rapidement possible, pour prendre au plus vite mes responsabilités devant l'Exécutif. Fais comprendre cela aux camarades. (...)

Les conditions dans lesquelles je rentrerai ne me permettront peut-être pas de m'embarquer avec un singe ou un perroquet. Les

bateaux rapides ne passent pas par Bahia ni par Pernambouc qui sont les ports où se vendent au retour ces animaux. Prépare donc les gosses à une déception à ce sujet. Ça dépend aussi du port dans lequel je vais aborder. Si c'est Lisbonne ou Cadix, je ne puis me charger de ménageries pour passer tant de frontières et faire un si long parcours en chemin de fer. (...)»

«Buenos Aires, 31 mai 1929.

Je suis depuis trois jours à Buenos Aires où nous aurons la conférence des partis. Nous commençons demain et comptons sur une durée de huit à dix jours, en englobant des pourparlers avec chaque délégation sur les problèmes particuliers de leur pays. La composition du congrès est excellente, toujours à l'exception du Mexique. Nous avons commencé ces jours derniers les premières conférences d'information des délégations et cela donne des résultats épatants. Quantité de renseignements concrets sur la vie des ouvriers, des paysans, des Indiens, des nègres. Des récits palpitants d'intérêt et passionnants pour un révolutionnaire. Le terrain est sans doute bien dur à travailler, mais les possibilités de développement pour notre mouvement sont énormes. Il faudrait pouvoir faire un voyage d'études complet du nord au sud, enquêter, noter, brosser un tableau d'ensemble des conditions de vie de ce continent, de cette masse d'Indiens si dépouillés et exploités que les nègres eux-mêmes se considèrent comme une race aristocratique à leur égard. Un récit passionnant de la grève des bananes de Colombie organisée par Maetcha qui en fut le chef. Bref, un ensemble de faits si abondants, si riches d'enseignements que quantité de problèmes insoupçonnés des Sud-Américains eux-mêmes surgissent. Tu comprendras que je ne puisse laisser tout ce travail pour rentrer le 15 juin. Aujourd'hui le secrétariat a officiellement décidé que je ne devais pas partir le 6 juin par le bateau italien *Duilio* pour être le 20 déjà à Gênes et le 25 à Moscou, comme j'en avais l'intention, mais rester encore une semaine pour terminer le travail commencé. Je ne serai donc pas à Moscou avant les premiers jours de juillet, assez tôt j'espère pour placer un discours à l'Exécutif et me faire condamner comme opportuniste, lâche et hypocrite! En présence des problèmes d'ici, les chinoiseries et les petitesses d'Allemagne et du présidium apparaissent un peu ridicules. Personne ici ne prend au sérieux ma condamnation, pas même Pierre de la Jeunesse, qui ne comprend pas très bien comment on étiquette les gens et les tendances à Moscou pour que je sois classé «à droite» et Petrovsky «à gauche». Il nous a vus tous les deux à l'œuvre dans les affaires françaises.

J'ai reçu aujourd'hui une lettre de Grollmann qui me dit son intention de quitter Mexico pour Buenos Aires et qui me demande d'aller à Mexico où la situation est des plus difficiles. Il pense sans doute que je suis «déporté» déjà définitivement en Amérique latine. Je lui télégraphierai demain de ne pas quitter Mexico et d'attendre des nouvelles avant de se mettre en route pour Buenos Aires. Je reviendrais du reste avec plaisir en Amérique latine. Pas à Buenos

Aires ni à Montevideo qui sont des villes artificielles et parasitaires implantées d'Europe et orientées vers l'Europe. Mais à Mexico, au Brésil, en Colombie, au Pérou, là où la situation est des plus captivantes et où existe un travail énorme d'éducation communiste à faire. Une seule condition toutefois à mon retour ici, c'est de n'y pas venir seul et de t'avoir auprès de moi pour participer au travail, pour collaborer, partager les luttes et les enthousiasmes, pour pouvoir aussi, quand la fatigue envahit l'esprit, reposer ma tête sur ton épaule et rester longtemps à écouter battre ton cœur et à cueillir sur tes lèvres l'oubli de tous les soucis, la douce ivresse de l'amour. (...)»

*

Mais l'occasion de retourner en Amérique latine ne s'est jamais présentée.

XXVIII

JE PRÉFÈRE ME TAIRE

A mon retour en Europe, je débarquai à Lisbonne pour voyager ensuite par express et arriver à Moscou le plus tôt possible, afin de pouvoir encore prendre part à la séance de l'Exécutif élargi qui s'était ouverte le 1er juillet. J'avais la ferme intention d'y défendre mon point de vue. Mais je voulais auparavant consulter la direction du Parti communiste suisse, qui m'avait soutenu après le Sixième congrès mondial, et me mettre d'accord avec elle.

Je passai donc par Bâle où j'allai voir Welti, président du parti. Quelle ne fut pas ma stupeur d'apprendre alors qu'il n'était plus à la direction du parti. Pendant mon absence en Amérique latine, un délégué allemand envoyé par le WEB avait liquidé la direction du parti et en avait nommé une nouvelle à la dévotion de Staline.

Je compris aussitôt que j'avait commis une erreur en voulant rentrer pour participer à l'Exécutif élargi, au lieu de prolonger mon séjour en Amérique latine. Le fait que le parti dont j'étais membre ait changé de ligne politique me mettait dans un cruel embarras. J'étais maintenant isolé.

Je ruminai ma situation tout au cours de mon voyage de retour à Moscou et me décidai à envoyer une lettre au Parti communiste suisse, avec copie au Comité exécutif de l'Internationale. En voici le texte, daté de Moscou, le 9 juillet 1929:

«Camarades,

Je n'ai pu prendre connaissance de la lettre du Présidium de l'Internationale communiste du 16 avril 1929 au Parti communiste suisse et des décisions du Comité central élargi du parti des 18/20 mai que dans les premiers jours de juillet.

Si j'avais eu la possibilité de prendre part, soit comme membre du Présidium de l'Internationale communiste, soit comme membre du parti suisse, à la discussion et à la votation de ces documents, j'aurais parlé et voté contre les textes qui ont été adoptés.

Je considère comme absolument nécessaire la correction d'un grand nombre de fautes opportunistes commises par le parti suisse, soit avant, soit après le Comité central des 18/20 mai. Mais je pense que la ligne fondamentale du parti, caractérisée et dominée au cours des dernières années par le référendum contre la loi sur les fonctionnaires et par la lutte qui en fut la conséquence contre la politique scissionniste des chefs syndicaux réformistes était une ligne politique absolument juste et conforme aux décisions du Sixième congrès de lutte renforcée contre la socialdémocratie par une action politique de grande envergure et en utilisant la tactique du front unique prolétarien pour détacher les masses ouvrières des chefs réformistes. Les résultats de cette tactique prouvent qu'elle a très sensiblement affaibli la socialdémocratie et fortifié le parti communiste.

Mon opinion est donc que la tactique fondamentale du parti était juste et que seules les déviations opportunistes électoralistes ou gauchistes de cette tactique devaient être corrigées.

En ce qui concerne la situation intérieure de l'Internationale communiste, sa tactique syndicale et ses méthodes de direction, je maintiens tout ce que j'ai dit ou écrit à ce sujet au cours des discussions qui ont suivi le Sixième congrès mondial. Mais je tiens à protester contre la caricature que l'on a faite de mon point de vue, dans la résolution du Comité central des 18/20 mai, comme du reste dans une série de documents d'autres partis.

Je n'ai jamais affirmé que la stabilisation capitaliste, dans la période actuelle «est forte et solide». Même dans mon discours au Secrétariat politique de novembre où j'ai touché en passant et, je l'admets, trop superficiellement parce que je parlais dans une langue que je ne manie pas aisément, la question de la stabilisation, j'ai souligné les côtés négatifs de la stabilisation en disant: «La nouvelle structure du capitalisme (dans la période de stabilisation) provoque de nouvelles grandes contradictions, conduit à de nouvelles guerres impérialistes, détermine de plus grandes luttes de classe... Ces nouvelles luttes se développent sur des bases nouvelles, elles ont une portée politique plus élevée, même quand elles commencent par de simples luttes pour des améliorations de salaires, etc.»

Je me suis depuis lors exprimé clairement et en détail sur cette question à la conférence des partis communistes de l'Amérique latine.

Je n'ai jamais nié l'existence de la crise générale du capitalisme, ni affirmé jamais qu'elle était diminuée par l'existence de la stabilisation; au contraire, j'ai affirmé que les efforts faits par le capitalisme pour surmonter sa crise et stabiliser son régime ont provoqué et provoquent sans cesse de nouvelles et plus profondes contradictions et une aggravation de la crise générale du capitalisme dont les

aspects extérieurs et les formes seulement sont actuellement, dans certains domaines, différents des formes de la période qui a suivi immédiatement la guerre mondiale.

Jamais je n'ai sous-estimé le danger de la guerre impérialiste contre l'Union soviétique. Je ne sais sur quel document la Centrale du parti suisse peut se fonder pour m'accuser de mettre au second plan le danger de guerre contre l'Union soviétique, alors que dans toute mon activité de secrétaire de l'Exécutif j'ai au contraire combattu avec la dernière énergie l'opportunisme de Treint qui, au congrès de Lille du Parti communiste français, plaçait l'antagonisme entre l'Europe et l'Amérique au premier plan et les dangers de guerre contre l'Union soviétique au deuxième. J'ai combattu plus tard avec la même énergie le point de vue opportuniste de Doriot qui sous-estimait le danger de guerre contre l'Union soviétique. Ainsi, non seulement je n'ai pas sous-estimé le danger de guerre contre l'Union soviétique, mais j'ai combattu ceux qui défendent un tel point de vue. Mon opinion sur ce point n'a jamais changé.

Je n'ai jamais contesté le procès de radicalisation des masses. J'ai affirmé dans une discussion au Secrétariat politique que ce procès n'est pas simple et constant, qu'il est complexe et plein de contradictions, avec des périodes d'élan suivies de périodes de dépression et qu'il dépend dans une certaine mesure de l'activité et de la juste politique de nos partis. Je pense qu'aucun communiste qui étudie les faits ne peut contester ces affirmations.

Je n'ai jamais nié le renforcement de la lutte de classe. Au contraire, au cours du Neuvième plénum j'ai moi-même, dans le rapport sur les questions syndicales, souligné que le changement de structure du capitalisme, son caractère monopoliste, sa plus grande concentration donnaient aux luttes de classe imminentes un caractère infiniment plus aigu et plus étendu et que les luttes économiques acquéraient par leur ampleur une signification et une portée politiques plus grandes contre le capital monopoliste, l'Etat bourgeois et ses laquais socialistes.

Je n'ai jamais considéré le front unique comme la conclusion d'accords avec les chefs socialdémocrates; je n'ai jamais considéré que la socialdémocratie défendît ou pût défendre les intérêts du prolétariat; je n'ai jamais eu d'illusions sur le rôle de la gauche socialdémocrate; je n'ai jamais eu un fétichisme pour la légalité. Au contraire, pendant des années j'ai souvent lutté seul, et malgré la résistance de ceux qui m'accusent aujourd'hui d'opportunisme, contre l'opportunisme du Parti communiste français, précisément dans l'application du front unique et des accords circonstanciels, dans l'appréciation du rôle de la socialdémocratie et de son aile gauche et dans la question du légalisme.

Je ne me suis jamais opposé à la création de *Kampfleitungen* ni d'organes de front unique des masses, pas plus qu'à l'entraînement des inorganisés dans la lutte de classe; c'eût été, dans les pays latins particulièrement, où la proportion des inorganisés est très grande,

une pure imbécillité. Je me suis seulement opposé aux théories dangereuses pour nos efforts d'organisation des masses, qui affirment que les inorganisés sont plus révolutionnaires que les organisés et aux tendances à constituer partout, à l'heure actuelle, des syndicats parallèles et à sous-estimer le travail au sein des organisations réformistes pour y conquérir la majorité des ouvriers, tendances que le projet de thèses du Onzième plénum combat également.

Je n'ai jamais perdu confiance dans les forces de la classe ouvrière, mais je sais que ces forces ne peuvent être mobilisées et entraînées à l'action que par des partis communistes qui ont la confiance du prolétariat et qui sont capables, par leur liaison étroite avec les masses et par leur politique juste, de mettre ces forces en mouvement pour abattre la domination de la bourgeoisie. Plus que jamais je pense que la situation internationale est des plus favorables au développement de notre action et que si notre politique s'adapte à cette situation, en évitant aussi bien l'opportunisme que le sectarisme, le mouvement communiste fera de rapides progrès.

Bien que je ne reconnaisse aucune des erreurs dont la résolution du Comité central me charge, je suis condamné pour les avoir commises. Je proteste contre cette méthode de direction qui dénonce des camarades dont tout le passé est une démonstration de la lutte la plus vive contre la socialdémocratie et l'opportunisme, comme des soutiens de l'opportunisme et de la socialdémocratie et des ennemis du communisme, en caricaturant leurs opinions et en leur prêtant des idées qu'ils n'ont jamais eues, ni jamais exprimées.

Bien que la Centrale du parti connaisse ma pensée et mon action, elle a décidé et m'a condamné. En présence de sa décision, et après avoir protesté par cette déclaration une dernière fois contre les accusations portées injustement contre moi, je déclare me soumettre sans réserve à la discipline du parti et vouloir appliquer sa politique, quel que soit le travail qu'il pourra me confier à l'avenir.»

Je répondais, par cette protestation écrite, à toutes les accusations qui pouvaient être portées contre moi à la séance de l'Exécutif élargi de juillet et pouvais ainsi renoncer à y prendre la parole.

C'est ce que je fis, au grand scandale de tous les béni-oui-oui qui se préparaient à une danse du scalp à l'occasion de mon intervention. Ce plénum, où chacun répétait les mêmes litanies et les mêmes anathèmes contre droitiers et conciliateurs, fut des plus monotones. Manouilsky m'invita instamment à parler et Kuusinen fit la remarque que mon silence était plus éloquent qu'un discours. Ainsi donc, c'est contre mon silence qu'ils durent polémiquer. J'ai du reste expliqué mon silence dans une déclaration écrite à l'EKKI:

«Le camarade Manouilsky ayant, dans son discours de clôture, critiqué mon silence dans cette session de l'Exécutif, je tiens, pour éviter tout malentendu, à préciser mon attitude:

Lorsque, après le Sixième congrès mondial, j'ai exprimé mon désaccord avec un certain nombre de décisions du présidium, je l'ai fait en complet accord avec la ligne politique et les décisions de mon parti.

A mon retour d'Amérique latine, j'ai trouvé une situation changée. La Centrale du parti suisse avait modifié sa ligne politique et condamné mon point de vue. Les raisons qui ont déterminé le changement de politique de mon parti ne m'ont pas convaincu personnellement, mais, devant la décision de la Centrale de mon parti, je me suis incliné et j'ai déclaré me soumettre sans réserves à sa discipline et vouloir appliquer loyalement sa politique.

Une telle attitude excluait la lutte pour la défense de mon point de vue personnel, en opposition à celui de mon parti, devant l'Exécutif de l'Internationale communiste. C'est pourquoi j'ai gardé le silence.

Il est inutile de dire que j'aurai, à l'égard des décisions de l'Exécutif et de ses organes, la même attitude d'absolue discipline et de loyale application qu'à l'égard du Comité central du parti suisse. C'est du reste l'attitude que j'ai scrupuleusement observée au cours des conférences de Montevideo et de Buenos Aires où j'ai appliqué loyalement, avec initiative et énergie, la politique de la majorité, même lorsque cette politique ne correspondait pas à mon opinion personnelle, comme ce fut le cas dans la question syndicale argentine. Je ne me départirai pas d'une telle attitude.

Moscou, 15 juillet 1929. »

Néanmoins, une soumission disciplinée aux décisions de la majorité ne suffisait pas à celle-ci. Elle voulait que je défende à la tribune la nouvelle politique du Comité central du parti suisse, sa propre politique, imposée à mon parti. Elle exigeait un mea-culpa que je ne pouvais faire tant que j'étais convaincu que la politique stalinienne conduirait à la catastrophe et s'éloignait des enseignements de Lénine.

Peu après cette séance de l'Exécutif élargi, Manouilsky m'extorqua un mea-culpa sous la menace d'exclusion. Il m'appela auprès de lui et me dit que l'Internationale exigeait de moi une déclaration affirmant que la politique défendue par moi après le Sixième congrès était fausse.

Je lui demandai si c'était un ordre ou si j'avais la possibilité de refuser de faire une déclaration contraire à mes convictions.

— C'est un ordre et s'il n'est pas exécuté, vous serez exclu. Il ne s'agit pas de morale et de conviction. Vous êtes un militant de premier plan. Vous l'êtes devenu par l'Internationale. Elle exige de vous un acte politique, qu'il soit ou non conforme à vos convictions personnelles qui n'ont que faire ici.

— Dans ces conditions, je tiens à vous dire et à dire au présidium, par votre intermédiaire, que cette déclaration m'est extorquée sous la menace de l'exclusion, qu'elle ne correspond pas à mon opinion, mais que mes divergences ne sont pas, à mon avis, de nature à provoquer une rupture avec l'Internationale que je sers depuis plus de dix ans. Je suis persuadé que la politique actuelle conduit à la catastrophe et que dans quelques mois, ou quelques années, l'Internationale devra changer sa ligne et revenir à la politique léniniste du front unique avec la socialdémocratie.

«Déclaration.

Je reconnais que l'interprétation donnée par moi et par les autres conciliateurs des résolutions du Sixième congrès mondial sur la stabilisation capitaliste était fausse et surestimait la force et la durée de la stabilisation. La crise mondiale actuelle, en détruisant cette fausse interprétation, confirme la justesse des perspectives du présidium.

Je reconnais avoir adopté une position fausse envers la tactique générale de l'Internationale communiste en l'accusant de vouloir liquider la tactique du front unique, de la conquête des masses et du travail dans les syndicats réformistes et de pratiquer une politique trotskyste d'isolement des masses, de lutte contre les ouvriers réformistes, de scission syndicale et de sectarisme ultragauchiste. — Le travail et la lutte de l'Internationale communiste au cours de ces deux dernières années m'ont démontré que l'Internationale communiste, tout en menant une lutte implacable absolument nécessaire contre les survivances socialdémocrates et les influences et tendances opportunistes dans nos rangs — lutte à laquelle j'avais pris une part active avant le Sixième congrès mondial — a su combattre aussi toutes les tendances ultragauchistes tendant à isoler nos partis des masses et des organisations ouvrières de masses. — Je reconnais donc avoir exprimé une méfiance injustifiée à l'égard de la politique du présidium et d'avoir ainsi favorisé l'offensive d'éléments opportunistes avérés contre la politique de l'Internationale communiste.

Cette position fausse envers la politique générale de l'Internationale communiste m'a fait prendre une position conciliatrice également fausse et dangereuse à l'égard des éléments de droite en rébellion ouverte contre les décisions et la discipline de l'Internationale communiste. J'ai pris leur défense, j'ai plaidé leur maintien dans nos rangs, alors que leur rébellion contre la discipline de l'Internationale communiste, déterminée par leur position politique erronée, les conduisait objectivement dans le camp des adversaires de l'Internationale communiste et de l'Union soviétique.

J'ai commis la même erreur fondamentale dans les questions du parti de l'URSS. J'ai craint que la politique agraire du parti et le tempo rapide d'industrialisation du pays ne provoquent une rupture

entre le prolétariat et la paysannerie et ne fassent peser sur les masses travailleuses de telles difficultés qu'elles mettent en danger l'existence même de la révolution. Pour ces raisons, j'ai partagé dans ses grandes lignes la politique des camarades Boukharine, Rykov et Tomsky condamnés par le parti. — Devant l'extraordinaire élan des masses mobilisées par le parti pour surmonter les difficultés de la construction socialiste et devant l'énergique politique du parti à la campagne sachant poursuivre l'œuvre de collectivisation en corrigeant les déviations trotskystes de la politique du parti et en poursuivant sa lutte implacable contre les koulaks, je reconnais que mes hésitations étaient l'expression de craintes qui n'ont rien de bolcheviste et que la politique du Parti communiste de l'URSS est absolument juste.

Je reconnais que ma position politique fausse m'a fait prendre une attitude fractionnelle à l'égard des organes dirigeants de l'Internationale communiste et attaquer leur politique, comme dans ma déclaration du 19 décembre 1928, dans des termes d'une violence que le présidium a eu raison de condamner comme «une déclaration hypocritement opportuniste et une attaque indigne contre l'Internationale communiste».

Enfin cette attitude fractionnelle m'a fait commettre la faute d'attendre deux années avant de reconnaître ouvertement et franchement mon erreur.

Je déclare donc au présidium que je cesse toute opposition idéologique et que dorénavant j'appliquerai sa politique non seulement par discipline, mais foncièrement convaincu qu'elle est la seule possible, et par conséquent la seule juste dans la situation présente.»

Ma déclaration reprenait ainsi tous les griefs que j'avais formulés pour les faire connaître. Seuls les aveugles ont pu croire que les soi-disant succès de l'Internationale, que je soulignais pour démontrer la «fausseté» de ma critique, étaient réels et valables. Mais il n'y a de pire aveugle que celui qui ne veut pas voir et dont le fanatisme annihile la réflexion.

M'étant soumis à la confession que l'Internationale exigeait de moi pour éviter l'excommunication, je fus relégué au purgatoire pour une année environ, après avoir été exclu du présidium et du secrétariat par l'Exécutif élargi de juillet 1929.

C'est dans cette période troublée que Walther Bringolf vint à Moscou pour me consulter sur la voie à suivre. La nouvelle direction du parti suisse exigeait de lui la remise au parti de son journal communiste de Schaffhouse. Je lui dis quelle ligne j'avais décidé de suivre: discipliné en attendant le changement qui immanquablement devait se produire, tout en maintenant ma conviction et en utilisant toutes les occasions pour la défendre encore. Je lui conseillai de

prendre la même attitude, par conséquent de remettre son journal à la direction du parti. Mais, de retour en Suisse, il se ravisa et créa à Schaffhouse une section opposée au Parti communiste suisse, liée au parti créé en Allemagne par Brandler, Thalheimer et la fraction de droite.

Je n'ai pour ainsi dire aucun souvenir de mon activité politique en 1930. D'une lettre personnelle de Jenny à sa mère, il ressort que j'aurais été affecté à l'Internationale syndicale rouge pour y travailler au secrétariat de l'Amérique latine. Mais rien de cela ne me reste en mémoire. J'étais au fond retenu en Union soviétique en quarantaine, comme un pestiféré.

XXIX

EXILÉ EN ESPAGNE

En décembre 1930, l'Exécutif de l'Internationale, sans m'en parler ni m'en prévenir, prit la décision de m'envoyer en Espagne. La situation y était catastrophique. A la dictature du général Primo de Rivera avait succédé celle du général Berenger. La direction du Parti communiste et une grande partie des meilleurs militants étaient en prison. En Catalogne, le Parti communiste catalan, de tendance trotskyste, dirigé par Maurin, groupait la grande majorité de l'organisation communiste. Il ne restait à Barcelone qu'un petit groupe fidèle à l'Internationale.

J'ignorais la tâche que l'Internationale m'y assignait, mais j'avais bien conscience que si, dans une telle situation, elle me laissait sans moyens, je serais facilement repéré et emprisonné.

C'est seulement à mon passage à Berlin, en route pour l'Espagne, que l'on m'informa du genre de ma «mission»: on m'envoyait en Espagne, au service du parti espagnol, pour m'y occuper du travail syndical. Or, l'Internationale syndicale rouge avait délégué en Espagne un représentant officiel en la personne de Rabaté, du Parti communiste français. Nous faisions le voyage ensemble et lui-même n'avait pas été informé que je l'accompagnerais, chargé de m'occuper du travail syndical du parti. Cette façon de procéder fut pour moi la preuve qu'on m'expédiait en Espagne en déportation pour m'y faire prendre par la police. Je fus donc sur mes gardes.

De Berlin, j'écrivis à Manouilsky en lui déclarant que je rentrerais en Suisse non seulement si j'étais en danger, mais aussi si ma condamnation politique et la campagne menée contre moi m'empêchaient de faire tout travail, ou si j'étais laissé sans argent:

« J'ai reçu à Berlin le télégramme qui confirme les conditions dans lesquelles je vais en Espagne. Je pense que ces conditions seront une sérieuse entrave à mon travail là-bas. C'est pourquoi je demande formellement au Secrétariat politique d'envisager et de décider éventuellement la transformation de la délégation de l'Internationale auprès du Parti communiste espagnol, *en une délégation collective* [1], comme celle qui fut créée en Amérique latine.

Je prends note de votre indication que, si les conditions policières entravent mon travail, j'ai la possibilité de rentrer. A cette éventualité, j'en ajouterai deux :

1) Il se peut que je sois placé devant la nécessité de rentrer si les craintes exprimées par Trilla [2] avant mon départ se réalisent, c'est-à-dire si la direction du parti espagnol et notre représentant là-bas interprètent mon envoi en Espagne comme mon renvoi du travail actif et un moyen de me tenir à l'écart et qu'en conséquence ils ne me donnent aucune possibilité de faire un travail réel et utile et ne prennent pas au sérieux mes conseils ou les efforts que je ferai pour améliorer et intensifier le travail du parti. Naturellement leur attitude dépendra des indications qu'ils recevront de vous à ce sujet.
2) Je me verrai également obligé de rentrer quand les moyens financiers réduits qu'on m'a remis au départ seront épuisés. J'ai écrit à ce sujet spécialement à OMS [3], mais il est bon que vous soyez vous-même au courant. J'ai reçu trois mois de salaire, jusqu'au 20 mars. Mais, pour le voyage, j'ai reçu 87 dollars, ce qui est manifestement insuffisant, de sorte que j'arriverai en Espagne en ayant déjà utilisé, pour le voyage, une partie de mon salaire. Le représentant de Profintern (Internationale syndicale rouge) a reçu, à côté de ses trois mois de salaire, 140 dollars de réserve, étant donné les conditions spéciales du pays, et 200 dollars de frais de voyage, aller, retour et sur place. On n'a prévu, dans mon budget, aucun déplacement en Espagne, c'est-à-dire que je ne pourrai voir aucune organisation de base et que je serai réduit à croire aux renseignements donnés par les membres de la direction du parti.

Si je reste sans argent dans les conditions d'Espagne, je serai un danger continuel pour ceux qui travaillent avec moi et dans ce cas j'utiliserai mes dernières réserves pour rentrer en Suisse et y attendre vos ordres. »

Pour éviter d'entrer en Espagne par la frontière française sévèrement gardée, nous nous embarquâmes, Rabaté et moi, à Amsterdam sur un grand transatlantique en partance pour Buenos

[1] Souligné dans l'original.
[2] Représentant du Parti communiste espagnol auprès de l'EKKI.
[3] Section des relations extérieures de l'Exécutif de l'I.C.

Aires et nous débarquâmes à Lisbonne d'où nous réussîmes à gagner Barcelone sans difficultés.

A mon arrivée en Espagne, mes premières impressions furent désastreuses. J'écrivais à Jenny le 17 janvier 1931:

«Me voilà enfin arrivé au port. C'est le moment! On met autant de temps pour venir ici que pour aller à Buenos Aires, avec un appareil rationalisé comme le nôtre. J'ai rencontré ce matin l'ami Stirner [1] et je dois voir ce soir les autres copains. La situation se complique et devient de plus en plus grotesque avec le vote de la Chambre française qui autorise le «délégué» à rentrer. Nous allons rester ici un groupe sans tête.

De mon travail je ne puis encore rien dire. Mais, des quelques moments de conversation avec Stirner et de l'impression que je ressens à Madrid et ici, la situation me paraît très simple: Il n'y a rien, rien, rien! Une poignée de types à moitié anarchistes qui ne savent pas que faire, pas de parti, pas de journal, pas de syndicats à nous! Ce qui est, est divisé, subdivisé, impuissant. Depuis le coup des républicains [2], le parti n'a encore rien dit publiquement. Ces prochains jours seulement paraîtra, sous forme d'un tract, une déclaration du Comité central. Elle contiendra sans doute une analyse, une perspective et des pensées fort orthodoxes, mais elle arrive six semaines après les événements! Toujours le même mal: impuissance, masquée sous une phraséologie impeccable... encore faudra-t-il voir si c'est impeccable. J'ai quelque doute à ce sujet.

Naturellement garde toutes ces impressions pour toi. C'est seulement pour illustrer le milieu dans lequel je vais essayer de travailler. Je n'ai aucune illusion sur les résultats d'un tel travail dans de telles conditions.

Mon impression c'est que personne là-bas ne se rend compte exactement et avec sang-froid de l'état réel de notre mouvement. On s'illusionne effroyablement et le réveil sera terrible. (...)

Le temps ici est merveilleux. Les gens se plaignent du froid, mais je suis sorti ce matin avec un manteau d'hiver dans lequel j'ai beaucoup trop chaud. Le soleil est bon chaud et le ciel bleu. Sur les *Ramblas,* les grands boulevards, des montagnes de fleurs, œillets, jacinthes, mimosa, roses de toute beauté. Les gens à la terrasse des cafés, sans pardessus. Bref, un printemps, un mois de mai de chez nous. Avec cela une bonne cuisine, de bons vins. Ce serait un lieu de déportation admirable!... si tu étais auprès de moi.»

Nous étions à Barcelone cinq représentants venus de Moscou! C'étaient *Jacques Duclos*, condamné à la prison en France, venu en Espagne lors de la dissolution du Parlement qui lui assurait l'immunité; puis il avait été réélu et le Parti communiste français le rappelait

[1] Edgar Woog.
[2] Insurrection manquée des républicains.

à Paris; il était le représentant officiel de l'Internationale communiste en Espagne; *Rabaté* représentait l'Internationale syndicale rouge; *Pierre*, le jeune Caucasien que j'avais rencontré en Amérique du Sud en 1929, représentait l'Internationale communiste des jeunes; *Stirner* (Edgar Woog) était envoyé comme instructeur de la section d'organisation pour construire le parti sur la base des cellules d'usines; et *moi-même*, dont la tâche était encore assez indécise.

Jacques Duclos fut très chic type. Il forma une délégation collective où chacun avait des droits égaux et, avant de rentrer en France, il me demanda de le remplacer comme représentant de l'Internationale! Je lui répondis que Moscou ne serait pas d'accord, mais il insista en affirmant qu'il mettrait ma situation en règle avec Moscou. Bref, j'étais nommé par lui représentant intérimaire de l'Internationale communiste. J'écrivis à ce propos à Jenny, le 23 janvier 1931:

«(...) J'ai des quantités de choses à te dire et je ne sais par où commencer. D'abord sur mon travail ici. Pendant les six jours que j'ai passés ici, j'ai déjà pris contact avec notre filiale et tous nos représentants. Nous sommes cinq dans cette ville où notre affaire compte seulement 25 à 30 clients!

Notre représentant chef est un très chic copain qui a tout de suite compris le ridicule et l'absurdité des dispositions prises là-bas et qui a pris sur lui de faire les choses autrement. Comme le vote de la Chambre française l'oblige à rentrer, sur proposition de notre filiale de Paris, il s'est efforcé de préparer le terrain pour que je puisse travailler et collaborer. Il s'est appliqué à faire tomber les préventions, n'a rien dit sur les conditions de ma présence ici et m'a sacré membre de la délégation. Ensemble, les cinq, nous avons décidé de former une délégation collective. Tout cela sans que je ne propose rien. Comme c'est le représentant chef qui propose et dispose, je me soumets, toujours discipliné et fortement amusé de tout ce qui se passe.

J'ai donc commencé à travailler dans une atmosphère excellente de collaboration, et même de sympathie. Il y a tout à faire. La campagne électorale va commencer, il faut préparer le matériel d'agitation, circulaires au parti. C'est moi qui prépare tout cela. J'élabore des schémas détaillés et les soumets et les discute avec les copains qui rédigent en espagnol.

Au début, la majorité des dirigeants d'ici ne voulait pas participer aux élections et s'abstenir. Il a fallu les convaincre en combattant toutes les survivances syndicalistes, etc.

Mais aujourd'hui, nouveau coup de théâtre. Une note venue de la maison centrale donnant l'ordre que je m'occupe exclusivement des choses syndicales — en qualité de quoi? Je l'ignore. Je ne sais si je passe au service de la firme Lozo(vsky). Dans ce cas tu ne

manqueras pas de réclamer la carte de vivres qui correspond à mon nouveau grade. Le délégué chef et tous les autres prirent séance tenante la décision de ne rien appliquer et de continuer comme nous l'avons décidé, jusqu'à ce que le chef, de Paris, traite toute la situation provoquée par son départ, avec la maison centrale. Je suis donc pris dans un conflit de discipline et, si j'étais bureaucrate, j'attendrais tranquillement qu'on veuille mettre un peu de lumière et d'intelligence en ces affaires. Mais je suis, malgré tout, conscient de mes devoirs et je ferai ce que je juge utile pour notre mouvement ici. Il n'y a rien de plus antiléniniste, antimarxiste que de parler de travail syndical exclusivement. C'est de l'anarcho-syndicalisme pur. Dans ce pays, tout se tient et ce serait un bureaucratisme criminel que de suivre à la lettre la discipline de là-bas. Je voulais d'abord écrire ces choses à Manou, mais je juge inutile d'engager avec lui une discussion sur ce point. Toute l'histoire de ce voyage et de mes titres est si rocambolesque que je m'en divertis, seulement ça montre une direction désemparée, incapable de suivre deux semaines de suite une même idée et un même projet. Je m'attends à être rappelé dans dix jours ou à être envoyé à la disposition du parti portugais pour le travail du Secours rouge, ou peut-être dans la République d'Andorre.

Le chef, avant de partir aujourd'hui, m'a fait promettre de ne rien changer à ses dispositions, même si une nouvelle lettre arrive, avant qu'il ait traité la chose avec la maison. Je pense que c'est le plus raisonnable et je choisis cette discipline, de préférence à toute autre.

Je travaille comme toujours et comme partout avec plaisir, bien que je sois entravé par la langue que je baragouine difficilement, et par la petitesse du parti. J'ai fait le nécessaire pour dénicher un étudiant qui me donne des leçons de conversation. Je pense commencer dans quelques jours. Malheureusement il n'y a rien ici pour étudier sérieusement la situation sociale et économique du pays. Il faudrait un peu voyager. Je compte le faire si, de là-bas, on ne m'en empêche pas, dès que je pourrai parler assez pour me faire bien comprendre.

Voilà en quelques mots ma position juridique ici. Je suis *de facto* représentant, je ne le suis pas *de jure*. Mais cette situation même te prouve que ma position politique est assez forte et que mes capacités suffisent à me faire reconnaître, malgré les manœuvres louches et obliques des grands stratèges.

La vie ici est agréable. Le temps doux, brumeux le matin, mais ensoleillé au milieu du jour. On ne supporte pas un manteau d'hiver. La ville est intéressante, des plus animées, pittoresque dans ses vieux quartiers, splendide dans ses nouvelles avenues larges et plantées d'arbres. La mer et la montagne à deux pas, bref un coin où l'on ne s'embête pas. Je suis à un hôtel-pension au prix de un dollar et demi par jour, ce qui est raisonnable. Je peux travailler tranquillement chez moi. En somme cela va aussi bien que cela peut aller. L'état

de guerre est fort bénin. On passe dans les cinémas le *Potemkine* et *Tempête sur l'Asie* sans coupures. C'est dire que la censure de l'état de siège est assez coulante et aussi que notre mouvement n'effraye pas beaucoup la bourgeoisie, hélas! (...)

Hier nous sommes allés en corps au Monastère de Monserrat, à une heure et demie de chemin de fer, au sommet d'une montagne de 1000 mètres environ, que nous avons escaladée à pied. Six à sept heures de marche dans la journée, une vraie marche suisse. Nous sommes rentrés le soir à huit heures, fourbus et contents de nous mettre au lit. Rabaté, qui a l'habitude de se lever à midi, était naturellement en retard pour le train qui nous emmenait à 8 h. 30 du matin. A deux heures de l'après-midi nous l'avons vu arriver en funiculaire, rejoindre la compagnie. Nous avons regretté de ne pas avoir de kodak. Nous aurions pris une photo pour Piat(nitzky) «La délégation au travail!». Stirner en a marre et voudrait rentrer. Il y a trois mois bientôt qu'il est ici à ne rien faire. Rabaté trouve cette vie tout à fait conforme à ses goûts de flemme invétérée. Le jeune parle de s'en aller en Argentine. Le chef part aujourd'hui. Quant à moi, je suis pour le moment d'avis que c'est un lieu de déportation qui vaut certainement mieux que bien des autres et je regrette seulement que tu ne puisses m'y accompagner. (...)»

Puis, le 29 janvier:

«(...) Le travail utile et productif, la lutte contre un ennemi formidable extérieur, et puis sans doute aussi le bon soleil du midi, les journées tièdes, les fleurs partout dans les jardins, la nourriture suffisante, tout cela contribue à me remonter le moral, à me faire prendre la vie du bon côté, comme autrefois. Je voudrais bien t'avoir ici pour compléter ma vie trop solitaire et jouir ensemble de la nature si belle, du travail et de la lutte saine et forte.

Après longue réflexion, je me suis décidé à écrire à Manou ce que je pense de son dernier ukase. L'occasion est trop belle pour ne pas la saisir et dire gentiment quelques vérités et pour lui faire comprendre que je ne suis pas un mannequin fait de caoutchouc ou de vieux chiffons, comme tant de leurs plus grands hommes. C'est sans doute une grande présomption de ma part, mais Manou m'a autrefois assez reproché ma modestie maladive pour que je lui fasse constater une fois de plus que j'en suis guéri. (...)»

L'ordre venu de Moscou que je n'avais à m'occuper que des questions syndicales avait été certainement décidé sur l'intervention du représentant du parti espagnol à Moscou, Trilla, stalinien bon teint, qui s'opposait à tout travail politique de ma part. Face à cet ukase, nous décidâmes donc de ne rien changer à notre travail en équipe. Ce commandement de Moscou était d'ailleurs si contraire à tous les principes communistes que je me fis un malin plaisir d'écrire

à Manouilsky ce que je pensais de ses ordres, que j'étais décidé à ne pas suivre:

«29 janvier 1931.

Cher camarade,

J'ai reçu il y a quelques jours, par notre appareil, l'ordre de m'occuper exclusivement des questions syndicales. J'ai, vous le savez, le plus grand désir et la plus ferme volonté d'être discipliné, mais, dans la mesure où il est permis à un membre de l'Exécutif d'émettre son opinion sur une décision prise, je vous avoue franchement que votre dernière décision reste pour moi entièrement incompréhensible et qu'en conséquence je me trouve dans l'impossibilité de la mettre à exécution. A moins d'admettre la théorie du syndicalisme se suffisant à lui-même, l'anarcho-syndicalisme de la Charte d'Amiens que je n'ai cessé de combattre dans toute mon activité de militant communiste, il m'est absolument impossible de séparer les questions politiques, que je devrais désormais laisser de côté, des questions syndicales qui seraient mon exclusif champ d'action.

Actuellement, en Espagne plus encore qu'ailleurs, on ne peut travailler dans le champ syndical sans se heurter sans cesse aux questions politiques les plus importantes; on ne peut, en combattant les anarchistes et les trotskystes dans les syndicats, ignorer leur appui au complot républicain et leur appel à la grève générale «pacifique», pas plus qu'on ne peut ignorer qu'un tel appui aux républicains avait la sympathie de quantité d'ouvriers et que cette question a beaucoup contribué à décomposer notre propre parti. L'une des conditions essentielles du travail syndical est donc que le Parti communiste lui-même ait une position claire et nette à l'égard du républicanisme et contre tous ceux qui veulent faire de la classe ouvrière l'appendice de la bourgeoisie républicaine. Où s'arrête, je vous prie, le domaine syndical?

Quand on aborde la question pratique du travail syndical à Barcelone, on ne peut pas ne pas tenir compte du fait que notre parti, après avoir quadruplé ses effectifs au cours du dernier mois, ne compte pas 50 membres dans toute la Catalogne si industrielle, alors que le parti de Maurin, fusionné avec le Parti communiste catalan, de l'avis même de notre exécutif, en compte plus de 700.

Il est du reste inutile de chercher à vous convaincre d'une vérité aussi évidente pour vous que pour moi. Une décision comme celle qu'on m'a communiquée, ne peut avoir été prise que dans le but de me tenir écarté de l'activité politique, ensuite des fautes politiques que j'ai commises au cours de ces deux dernières années. Si tel est le cas, il ne faut pas me donner un ordre irréalisable pour n'importe quel communiste sérieux, mais envoyer ici un autre camarade qui pourra travailler sans les entraves que l'on s'efforce de poser à mon activité en Espagne, d'abord par les dispositions prises à mon départ, puis par cette nouvelle décision.

Cette dernière décision est d'autant plus irréalisable que votre représentant politique fut rappelé en France le jour même où me

parvenait votre directive et que le Parti communiste se trouve en présence des questions politiques les plus délicates et de l'activité politique la plus intense: campagne électorale, efforts de décomposition de l'opposition trotskyste, de création de la presse légale, de l'appareil illégal, etc. Je serais un bureaucrate borné et inconscient, et même un criminel à l'égard de notre mouvement si, dans cette situation, j'avais interprété votre décision dans le sens de ne pas m'occuper de ces questions politiques et de ne pas intervenir activement pour aider le parti à donner à ces questions une juste solution.

Votre représentant, au moment de son départ, m'a du reste formellement demandé de ne pas donner suite à cette décision avant qu'il ait posé à nouveau devant vous la question du travail ici, en tenant compte de son départ.

C'est pourquoi, malgré votre décision, je continue à donner au Parti communiste toute l'aide politique dont je suis capable, en attendant une décision définitive de votre part.

D'autre part, je suis étonné qu'après avoir invoqué les préjugés anarcho-syndicalistes inexistants dans notre parti, pour ne pas m'envoyer ici comme un membre de la délégation de l'Internationale communiste, vous ayez décidé de me consacrer exclusivement au travail syndical qui nécessite un contact permanent avec des militants syndicalistes et anarchistes non communistes qui finiront bien par savoir que je suis un militant politique qui, depuis plus de treize ans, travaille au service de l'Internationale.

Dans les conditions actuelles, et étant donné les préjugés anarcho-syndicalistes réels du mouvement syndical, je suis ici le candidat le moins qualifié pour un travail orienté essentiellement vers les questions syndicales.

Ceci dit, il est vrai que les décisions successives et contradictoires concernant ma mission ici ont leur source non dans le travail à réaliser, mais dans des raisons de politique intérieure. L'Exécutif n'a pas confiance en moi. Pendant plusieurs mois, avant mon départ pour l'Espagne, j'ai travaillé au secrétariat de l'Amérique latine, accumulant les projets de lettres et de résolutions qui allaient s'ensevelir dans les dossiers de Stepanov et qu'il ne se donnait même pas la peine de lire, comme ce fut le cas pour le projet de résolution sur l'attitude des communistes dans les coups d'Etat. En ce qui concerne mon travail actuel, vos décisions successives tendent à diminuer ma possibilité d'action.

Dans ces conditions, je pense qu'il est inutile de vouloir continuer à utiliser ici ou dans l'appareil politique du Comintern ma force de travail. Je perds mon temps à réaliser un travail improductif et l'Exécutif perd son argent à entretenir une force de travail qu'il juge inutile. Je demande donc, au cas où l'Exécutif juge impossible de me confier le travail de membre de la délégation de l'Internationale communiste en Espagne, de me rappeler d'Espagne et de me remettre à la disposition du Comité central de mon parti où je peux encore faire un travail utile. Si vous jugez impossible, ou

indésirable mon retour en Suisse actuellement, confiez-moi un travail réel, productif, de caractère plus technique que politique, soit dans l'appareil d'éditions, comme traducteur et rédacteur, soit ailleurs où vous le jugerez utile.

Cordialement. »

Le Parti communiste était inexistant à Barcelone. La direction nationale de cinq membres vivait et travaillait dans la clandestinité, avec un appareil réduit et d'une lenteur désespérante. Le nombre des membres du parti à Barcelone était de quarante, sur le papier. Mais je n'en ai jamais vu qu'une dizaine. C'était la première fois que j'étais placé devant la tâche de mettre en mouvement un parti qui n'existait pas.

A Moscou, les intrigues allaient bon train. Manouilsky était manifestement débordé par les jeunes loups de Staline qui s'acharnaient à mes trousses. Le Parti communiste espagnol reçut une lettre de l'Internationale l'avisant que j'étais envoyé en Espagne par l'Internationale syndicale rouge. Je dépendais donc de Lozovsky et de Rabaté, son représentant en Espagne. Je réagis aussitôt avec véhémence :

6 février 1931.

« Cher camarade,

Il y a quelques jours est arrivée ici, adressée au Comité central, une note de notre appareil annonçant au Parti communiste que je suis envoyé ici par Profintern. Cette note me fut communiquée par le Comité central. Il est inutile de vous dire mon étonnement de cette nouvelle transformation de ma mission ici. Lorsque la Commission politique discuta et décida mon envoi en Espagne, il était question d'un travail politique et d'une mission confiée par Comintern. Quand j'ai parlé avec Stepanov et Piatnitzky de la décision de me mettre à la disposition du Comité central d'ici et quand vous m'avez télégraphié à Berlin en confirmant ma lettre sur les conditions de mon travail ici, il a toujours été question d'une mission du Comintern, de caractère politique. Quand j'ai reçu l'ordre de m'occuper exclusivement de questions syndicales, c'était encore un ordre du Comintern. A mon arrivée, j'ai naturellement mis les camarades d'ici au courant du caractère de ma mission confiée par Comintern, et le premier document qui leur parvient à ce sujet leur dit que je suis envoyé par Profintern pour ne m'occuper que des questions syndicales. Naturellement les membres du Comité central pensent que je les ai trompés et que j'ai cherché à jouer un rôle autre que celui qui m'était fixé. Cela crée une atmosphère dans laquelle il est impossible de travailler. J'avais en arrivant ici à vaincre certaines préventions compréhensibles. Jacques Duclos s'est évertué à les faire disparaître et nous étions parvenus rapidement à

créer une atmosphère de confiance et de collaboration. Votre note non seulement l'a détruite, mais encore y a ajouté de nouvelles suspicions compliquées par le fait qu'il n'y a pas actuellement de représentant politique et que chaque jour se posent des problèmes politiques importants. Conscient des responsabilités que Jacques m'a laissées provisoirement et qui naissent de la situation politique compliquée du pays et de l'incroyable faiblesse du parti, je m'efforce d'aider celui-ci en tout, mais je me heurte à une inertie et à une passivité des membres de la direction, qui ne peuvent être que l'expression de leur méfiance à l'égard de mon travail politique, méfiance créée par vos deux dernières communications. Dans ces conditions, il est inutile que je continue à travailler ici. Je n'accepte pas d'être ici représentant du Profintern dans de pareilles conditions. Il n'y a pas de travail pour deux, il n'y en a même pas pour un. Si la question s'était posée dès le début de cette façon à Moscou, elle eût été discutable, mais, après avoir été envoyé ici par le Comintern avec une mission politique, et l'avoir communiquée au Comité central, c'est une impossibilité que de vouloir faire un travail réel comme représentant du Profintern. Je reste ici provisoirement, accomplissant, autant que les circonstances me le permettent, tout le travail qui se présente, selon les directives de votre représentant. Mais je vous prie de prendre les mesures les plus rapides pour modifier ce provisoire qui, depuis votre dernière communication, ne peut durer sans être préjudiciable au travail lui-même. Dès que votre représentant politique sera ici et de toute façon après la campagne électorale qui se termine le 1er mars, je partirai pour la Suisse, y attendre vos ordres.

Je dois vous dire également, en toute franchise, que la permanence ici de quatre ou cinq représentants de Moscou est un luxe et un gaspillage de *valuta* et de forces. Nous étions cinq, nous sommes maintenant quatre auprès d'un comité de trois membres et dans une région où le parti ne compte pas cinquante membres. Le représentant de l'Internationale des Jeunes et celui de Profintern sont superflus. Il faut ici un représentant politique qui s'occupe également des questions de la Jeunesse et de Profintern, et qui reste auprès de la direction du parti, et un instructeur qui se déplace et puisse passer deux semaines ou un mois dans chaque région, selon les directives du représentant et de l'exécutif du parti. Pour cela, l'instructeur doit pouvoir disposer des fonds nécessaires pour voyager. Concentrer quatre représentants dans un même centre parce qu'il est le siège du Comité central du parti, des Jeunesses et bientôt du Comité syndical, c'est, je le répète, un gaspillage de forces et d'argent.

Bien que vous m'ayez notifié que la correspondance avec vous devait être faite par Benito, je juge utile, en son absence, de vous mettre au courant de quelques questions de notre travail. Si vous jugez que je ne devais pas le faire, vous pouvez toujours jeter mon rapport directement dans la corbeille à papier. »

La situation interne du parti fut subitement aggravée par une lettre de Bullejos, le chef du parti, qui était emprisonné à Madrid. Il était le prototype du stalinien aux mots d'ordre «révolutionnaires», mais avec une tactique bien opportuniste, à la remorque des républicains qui désiraient utiliser les communistes pour faire le coup de feu et être ensuite les boucs émissaires de la répression si leur plan d'insurrection armée échouait. Mon devoir évident était de mettre l'Internationale au courant de cet état de choses, mais en violant la discipline formelle qui m'était imposée. J'aurais pu me taire et, en m'occupant exclusivement des syndicats, me réjouir de voir la pagaille que les staliniens jetaient dans le parti. Il m'était impossible d'avoir cette attitude-là.

10 février 1931.

«Au camarade Manouilsky,

Cher camarade,

En l'absence de Jacques Duclos et en attendant son remplaçant, je continue à vous tenir au courant des faits essentiels.

Le comité exécutif du parti a reçu de Bullejos, qui reste en prison à Madrid, une lettre politique signée aussi de Arroyo et de Wega dans laquelle Bullejos se prononce contre la tactique du parti à l'égard des élections. Il affirme que la situation ici est immédiatement révolutionnaire, que la tâche centrale du parti est l'insurrection armée et qu'en conséquence le parti devait proclamer, comme les républicains et les réformistes, l'abstention électorale. Il attaque la direction du parti pour avoir décidé la tactique du parti sans réunir d'abord une conférence du parti, absolument impossible dans les conditions d'illégalité et avec le court laps de temps laissé par le gouvernement pour la préparation de la campagne. Il menace même la direction d'une révolte de la base du parti, révolte qui n'a aucune justification dans la réalité, puisque les régions les plus importantes, Andalousie, Catalogne et Madrid se sont prononcées déjà en faveur de la politique de la direction. Enfin, il se prononce pour la participation du parti, à titre d'information, au Comité révolutionnaire des républicains qui ont invité le parti à envoyer un observateur officiel. Même en passant par-dessus la tête du comité exécutif, Bullejos a désigné un camarade, le secrétaire régional de Madrid, pour participer à ce comité. Le premier résultat de cette «observation» est l'arrestation de ce camarade, chez lequel on a trouvé revolvers et cartouches remis par les républicains. Est-ce une provocation? La question se pose. De plus, Bullejos demande la désignation d'un comité exécutif suppléant, à Madrid, qui doit posséder toutes les adresses des fédérations et qui fonctionnera en cas d'emprisonnement du comité exécutif, actuellement ici. Cette lettre, dont vous recevrez copie par l'appareil, est l'expression d'une ligne politique fondamentalement opposée à celle du parti, avec une menace nette et sérieuse de se substituer à la direction effective

du parti, de saboter le travail de propagande électorale en lançant, en pleine campagne, une discussion sur la tactique, et de faire appel à la base du parti contre la direction, enfin une politique d'alliance trompeuse avec les républicains et de mise du parti à la remorque des républicains et des réformistes. Heureusement, le résultat de cette lettre fut de galvaniser l'exécutif pour sa défense propre et celle de sa politique attaquée, de sorte que les camarades à demi convaincus et très lents dans le travail se sont subitement mis avec ardeur au travail et à défendre la politique fixée en accord avec eux. Mais le danger existe d'une crise grave au sein du parti si Bullejos persiste dans cette ligne qui est en tout point celle de Maurin. Nous avons insisté pour qu'on tente de convaincre Bullejos, et en tout cas pour éviter une crise qui diviserait le parti et jetterait une bonne partie de l'organisation, peut-être la majorité dans les bras des républicains qui désirent nous utiliser comme *pistoleros* de première ligne, c'est-à-dire comme chair à canon et à potence et diriger, eux, la politique «républicaine».

L'exécutif a décidé de repousser la proposition des républicains d'envoyer un observateur officiel du Parti communiste à leur comité révolutionnaire. Il a pris les mesures nécessaires pour assurer, à l'aide de suppléants, la continuité du travail au cas d'arrestation de membres de l'exécutif, mais n'a pas désigné Madrid comme siège de ce comité de remplacement. Le manifeste du parti concernant les élections sort aujourd'hui illégalement de presse, le programme sera demain à l'imprimerie. Le travail se fait avec une extrême lenteur, mais depuis la lettre de Bullejos il y a une sensible amélioration. La répression contre nous ne diminue pas avec la campagne électorale. Au contraire, on arrête, on perquisitionne, on renforce la surveillance partout depuis qu'on a saisi quelques milliers de tracts du parti à Madrid, Bilbao et Vigo. Un membre de l'exécutif, sur trois, est déjà touché, le secrétaire régional de Madrid aussi et une quinzaine de militants avec eux. Il est très probable que le gouvernement annulera simplement nos listes électorales. Le parti présente presque uniquement des emprisonnés et fera une intense campagne contre la répression, pour l'existence et la libre action des organisations ouvrières révolutionnaires et du parti. Le parti prépare aussi activement la journée du 25 février contre le chômage. Si on le peut, on fera des démonstrations de rues à Séville, Madrid, Barcelone et Bilbao, marche de la faim dans l'Andalousie, avec démonstrations devant les mairies, etc., un manifeste est à l'imprimerie. Tout cela doit se préparer et se faire illégalement.

La situation créée par la lettre de Bullejos à l'intérieur du parti est sérieuse et nécessite ici la présence d'un délégué politique possédant l'autorité entière de l'EKKI. Je remplis de mon mieux l'intérim, toujours en accord avec les autres membres de la délégation, mais je ne peux oublier, et l'exécutif du parti et Bullejos sans doute non plus, que je suis transformé en délégué du Profintern, avec mandat de m'occuper exclusivement des questions syndicales!

J'ai heureusement encore assez d'autorité politique personnelle pour parer au plus urgent, mais cela ne suffira pas si Bullejos sort de prison ou engage une lutte ouverte dans le parti. D'autre part, je vous préviens que Trilla a écrit au comité exécutif du parti, citant quelques phrases d'un rapport de Stirner et demandant au comité exécutif de protester et de faire un contrerapport. Cela a créé ici un incident entre Stirner et le comité exécutif, que nous avons cherché à régler, mais de ce côté aussi la situation se complique, le comité exécutif se méfie maintenant de Stirner, et si Trilla continue ce jeu, au lieu de faciliter la tâche, il rendra impossible tout travail.»

A Moscou, on se taisait. On y discutait sans arriver à une décision, et pendant ce temps la crise du parti espagnol s'aggravait. Dans mon rapport du 14 février, j'écrivais:

«La position de Bullejos à l'égard des élections et son attitude envers la direction du parti risquent fort de se développer en une crise ouverte. Le travail fractionnel a commencé. Bullejos agit de prison comme s'il était l'exécutif du parti. Je vous ai écrit déjà que, sans demander l'avis de l'exécutif, il a désigné un camarade pour représenter le parti au comité révolutionnaire des républicains. De plus, sans attendre les directives du parti, il a fait demander l'autorisation de faire paraître un journal à Madrid, alors que l'Exécutif faisait la même démarche, avec beaucoup de retard, à Barcelone. Mais, ce qui est plus grave, il a conquis à son point de vue hostile à la tactique du parti le comité régional de Madrid et s'efforce de dresser le parti contre l'exécutif. Madrid s'était prononcé pour la tactique du parti et fut travaillé par les agents de Bullejos. Les autres régions, Andalousie, Levant, Catalogne, Galicie et Asturies se sont prononcées pour la politique du parti. Bilbao et la région de Biscaye n'ont pas répondu et sont sans doute travaillés par Bullejos. L'exécutif du parti avait envoyé, sans m'en avertir — je ne suis que représentant du Profintern, avec ordre de ne m'occuper que des questions syndicales, ce qui explique certains oublis — une circulaire au parti qui, à côté de formules dangereuses et fausses sur la faiblesse du parti «qui ne peut être qu'à la remorque des républicains», laissait entendre que le parti ouvrait une discussion sur la question des élections. L'exécutif, après avoir exposé et combattu la thèse de Bullejos, sans le nommer, demandait l'opinion des fédérations. J'ai protesté contre cette circulaire, en affirmant que le parti, engagé dans la bataille électorale, ne pouvait ouvrir une discussion maintenant. Les fédérations et le parti doivent appliquer les directives et la ligne de l'exécutif. Celui-ci doit l'expliquer le plus clairement possible, mais pas de discussion pendant l'action. Ce point de vue a été adopté et observé. Mais Madrid reste un point noir et le début d'action fractionnelle de Bullejos est dangereux à cause de son prestige dans le parti. Depuis l'expulsion de tous les autres courants, Bullejos est devenu *der Führer,* ou,

comme on dit ici l'*idolo* du parti. Cette idole a subi un coup du fait de sa rébellion contre l'exécutif, et cela n'est pas mauvais; les membres de l'Exécutif sont très irrités et se sentent personnellement visés par les critiques de Bullejos. D'un coup ils se sont complètement convaincus de la justesse de notre ligne. Mais Bullejos a écrit à la direction qu'il maintient entièrement son point de vue. Ce sera sans doute la discussion, et peut-être la crise. Je ne sais comment le parti la supportera, il est déjà si faible. Un trait caractéristique concernant la position de Bullejos: il est contre le mot d'ordre des soviets, même comme mot d'ordre de propagande et nous avons eu mille peines à convaincre nos camarades de l'exécutif, après ce veto de Bullejos, que le programme du parti devait tracer la perspective d'une Espagne des soviets. Mais il est d'avis que l'insurrection est la tâche et le mot d'ordre central du parti. L'insurrection sans soviets, mais avec un représentant au comité républicain. Voilà toute une ligne et une démonstration de plus que cet extrême gauchisme putschiste est au fond une tendance petite-bourgeoise étrangère au communisme.

Le roi vient de signer aujourd'hui le décret annulant la convocation des élections. La question des élections est donc écartée, mais la position de Bullejos dépasse de beaucoup cette question de tactique électorale et je doute que le renvoi des élections en octobre nous permette d'éviter la crise menaçante.

Notre parti continue à vivre dans une passivité absolue et à craindre de sortir à la lumière du jour. J'avais demandé, en insistant, que le parti organise des meetings pour l'amnistie dans toutes les villes aussitôt après le rétablissement des garanties constitutionnelles. J'avais insisté pour que l'on fasse le nécessaire afin de sortir le journal au même moment. Rien n'est fait. Demain le journal pourrait paraître, mais pas une ligne n'est encore écrite, techniquement rien n'est prêt. Ce n'est pas la censure qui nous empêche de travailler, mais la routine, la crainte, le bureaucratisme, l'incompréhension des camarades pour le travail. Et tandis que nous moisissons dans l'ombre, les maurinistes se démènent. *La Batalla* a paru le 12, avec mot d'ordre central «amnistie», pour la participation aux élections avec des listes d'emprisonnés. Demain ils tiennent un meeting public, les anarchistes aussi. Nos camarades ne font rien et se lamentent en disant que les maurinistes ont gagné du terrain ces derniers dix jours, qu'eux seuls apparaissent aux yeux des ouvriers comme des communistes. Ce n'est que lorsque l'exécutif du parti a vu paraître *La Batalla* qu'il a enfin demandé l'autorisation pour son journal — mesure que j'avais proposée et qu'on avait admise vingt jours auparavant. Quand j'ai posé la question de faire parler un orateur en contradiction à Maurin, on m'a répondu que depuis 1923 le parti ne parle pas en public et qu'il ne possède qu'un orateur: Bullejos, emprisonné. Personne ne peut parler! Même situation pour le journal. Stirner et moi devrons écrire une bonne partie des articles si l'on veut que le journal sorte.

Même situation pour réunir le parti. La conférence de Catalogne, qui devait se tenir le 15, est renvoyée *sine die* faute de local. La cellule des gardiens de l'exposition, qui était sortie du parti, y est rentrée, mais cela n'a pas une grande importance. Meilleure est la situation à Badelone, faubourg prolétarien de Barcelone, de 60 000 habitants, où un groupe d'anciens militants anarcho-syndicalistes, dirigeants de leurs syndicats, ont adhéré au parti et semblent disposés à travailler pour gagner la base de leurs syndicats en utilisant leur autorité de militants connus. Ici aussi se sont organisées deux fractions syndicales, une de trois métallurgistes dans une petite entreprise et une de 15 ouvriers du bâtiment. Mais ce sont de tout petits commencements. En réalité les maurinistes se sont consolidés, défendent maintenant une politique «classe contre classe» (en paroles du moins), s'adressent à la masse et, de l'avis de nos camarades, ont gagné du terrain. Ils en gagneront encore parce qu'ils sont actifs tandis que nous nous cachons, ignorés des masses, ayant peur de la lumière. Je le répète, la situation nécessite la présence ici d'un représentant politique ayant l'autorité de l'Internationale communiste. Si je ne reçois pas de contrordre, je partirai dans deux semaines et attendrai en Suisse vos directives.»

Mes lettres de cette période à Jenny reflètent un état d'esprit frondeur, quasi provocateur, auquel je prenais un malin plaisir, sans me soucier des répercussions que cela pouvait avoir pour moi et les miens. J'étais heureux de pouvoir travailler librement et je me sentais fort:

«(...) J'ai passé toute ma journée d'hier au siège de notre filiale à confectionner et à discuter notre programme en vue des élections. Tu vois que je persiste à être indiscipliné et que je me fous comme de colin-tampon des mesquines imbécillités qui viennent de notre siège central. Je travaille du reste avec plaisir et dans une atmosphère de confiance excellente. Les copains de la direction sont si faibles qu'ils sont heureux d'avoir à côté d'eux quelqu'un qui leur prépare la besogne la plus difficile à faire pour eux. C'est vrai que les plans discutés ensemble et mis en français par moi, en s'espagnolisant sous leur plume changent souvent d'allure et parfois disent fort mal, ou même le contraire de ce qu'on avait convenu. Ce n'est certes pas mauvaise volonté ou sabotage, mais simplement incompréhension. Le travail est énorme, il faut avoir l'œil à tout, pousser à la roue pour faire paraître les journaux qu'ils s'obstinent à ne pas publier. Les résultats sont maigres. On a quadruplé le nombre des membres à Madrid et quintuplé à Barcelone, mais on partait de 20 à Madrid et de 10 à Barcelone. C'est te dire que, pour ces deux villes, nous restons, malgré notre 300% ou notre 400% d'augmentation, une petite secte sans influence. A Séville, il paraît que cela va mieux, mais il faut contrôler les chiffres un peu trop ronds et astronomiques qu'ils donnent. A Bilbao, ça va mal, très mal: sectarisme, incom-

préhension des tâches, opportunisme effarant. On voulait aller faire des récoltes dans les magasins pour distribuer aux chômeurs! Quatorze membres à Bilbao!

Nous cherchons à utiliser la campagne électorale pour galvaniser les forces du parti, le sortir de son isolement sectaire, remonter le courant. Mais tout cela demande un effort politique et d'organisation que le parti pourra difficilement réaliser.

Avec les copains qui restent ici, un excellent esprit et une bonne collaboration. Ce sont tous des types qui me connaissent et qui, malgré tout, sont conscients de ma supériorité politique sur eux. Je les consulte du reste toujours et ne fais rien de ma propre initiative sans avoir leur assentiment. Comme la maison centrale est assez loin, on fait ici ce qu'on veut, naturellement tout pour le bien de notre mouvement, mais sans se soucier des chinoiseries de ceux qui, incapables de concevoir de grandes choses, s'occupent de manœuvres puériles et de petites cochonneries. — J'espère bien que la censure ouvre et lit mes lettres! »

La direction du parti ne s'occupait que de choses sans importance et laissait tomber l'essentiel. Le 5 février, j'écrivais à Jenny:

«(...) Le travail continue, peu intéressant. Cette direction est sans ressort, sans intérêt pour le travail. Je suis allé au bureau ce matin. Nos deux copains étaient en train de finir une longue circulaire d'organisation, vieille de trois mois, déjà envoyée aux régions et qu'ils vont adresser aux cellules de base. Il y a trois semaines qu'ils y travaillent et les choses urgentes pour la campagne électorale qui commence dimanche, le programme à mettre en langue espagnole, tout cela attend, alors que cette circulaire d'organisation aura aussi peu d'intérêt demain que hier, elle peut attendre un siècle sans perdre de son actualité. C'est un de ces documents pour tous les temps et tous les lieux que personne ne lit. J'enrage à voir ce tempo de travail, mais il n'y a rien à faire. On le secoue chaque jour et chaque jour c'est la même chose. C'est te dire que le plaisir de travailler est gâté par cette inertie et cette incompréhension des problèmes politiques importants. Heureusement que je ne suis que l'envoyé du Profintern pour ne m'occuper que des questions syndicales. C'est ce qui me console et ce qui les sauve, sans quoi je bousculerais les pots de fleurs et les pots tout court!»

D'autre part, le concours de Moscou ne me servait à rien et je me préparais à rentrer en Suisse au lendemain des élections.

«(...) Cette dernière semaine on a arrêté ici un des copains de la direction, le plus intelligent naturellement, avec lequel j'étais encore au siège du parti deux heures avant son arrestation. De plus on a arrêté aussi quelques militants et multiplié les perquisitions à la recherche des autres membres de la direction. On a découvert des

tracts et on a vu d'où ils venaient. Cela crée naturellement un état un peu nerveux parmi les copains qui restent et surtout un retour à la passivité. Depuis deux semaines notre manifeste expliquant notre position face aux élections attend. Personne ne veut le porter à l'imprimerie. Depuis une semaine le programme électoral est rédigé en français par moi, mais il attend encore le traducteur. Depuis quinze jours on a décidé de faire les démarches pour la sortie d'un journal, mais c'est toujours au même point. A la séance de notre filiale d'hier, on n'a fait que répéter les mêmes choses que dix jours avant, parce que rien ou à peu près rien de ce qui était décidé n'a été fait. Et pourtant, tout le travail politique est fait par nous. Nous ne pouvons tout de même pas aller nous-mêmes porter les matériaux à l'imprimerie, ni distribuer nos tracts à la porte des usines, ni aller chez le gouverneur demander l'autorisation de faire sortir un journal! Ce parti n'a pas de base et tout est rendu très difficile de ce fait. Les directives qu'on nous a données de la maison centrale sont un document de la plus extravagante fantaisie. C'est un roman comme Stepanov seul peut en faire en ne consultant que ses papiers et sans avoir un sens quelconque de ce qui est en fait la réalité.

C'est te dire que les quatre pèlerins de La Mecque n'ont pas grand travail et comme moi enragent et font des plans de fuite. Rabaté est dans son élément, il se lève à midi, lit les journaux à la terrasse d'un café en prenant l'apéritif, absinthe ou vermouth, va manger, puis retourne au café prendre le café, passe sa journée au cinéma ou dans les brasseries. Le jeune, quoique un peu moins paresseux, suit à peu près son exemple. Stirner multiplie les promenades et les excursions et je m'efforce de faire quelque chose d'utile en rédigeant les documents du parti, en lisant, en cherchant, en vain du reste, dans les bibliothèques, des matériaux sur la question agraire et sur la question nationale. Il n'y a rien, absolument rien de documentation sérieuse sur tous les sujets et on n'y trouve qu'une littérature grandiloquente et vide. De plus, pas de journaux communistes, ni socialistes étrangers. *Le Temps* même n'arrive pas tous les jours. La censure ne laisse rien passer et comme notre filiale est hors de toute la vie politique et de la vie ouvrière, on ne sait rien, même de ce qui se passe dans la ville elle-même. C'est par le *Berliner Tagblatt* qu'on a appris qu'il y avait une grève à l'université! (...)

Reçois-tu mon salaire à la maison Loz(ovsky) ou à la maison où tu travailles? Je resterai ici jusqu'à fin février ou début mars. C'est la campagne électorale qui nécessite la présence d'un représentant. Mais après cela, si ma situation n'a pas changé radicalement, je prends le train pour Genève et j'attendrai tranquillement à Boudevilliers les décisions que la direction centrale prendra à mon égard. Au cas où on enverrait avant le 1er mars un autre représentant, je lui présenterai mes compliments et je prendrai le premier train en partance pour la Suisse. Tu vois que j'ai une ligne et des perspectives claires et nettes. Au mois de mars je serai donc de toute façon vers

toi, ou bien tu viendras me retrouver en Suisse au cas où là-bas on saisirait cette occasion et on trouverait le prétexte de se débarrasser de moi définitivement. (...)»

Alors que Jenny s'inquiétait de ne recevoir que peu de nouvelles, je lui répondis par une lettre enjouée pour la rassurer:

«Reçu aujourd'hui ta lettre angoissée du 6 qui me reproche un peu de ne pas écrire souvent. Tu auras, je l'espère, reçu mes autres lettres avec un peu moins de retard. Je t'écris aussi à peu près tous les cinq jours et souvent encore j'envoie des matériaux entre-temps, que je prie maman de te renvoyer aussitôt. Naturellement le programme électoral du parti ou la plate-forme du Comité de reconstruction ne sont pas des billets d'amour, mais ce sont des signes de vie et d'activité qui te prouvent que, dans l'intervalle des cinq jours, je n'ai pas rendu le dernier soupir. Il m'arrive de retarder d'un jour ou deux ma lettre pour attendre la tienne, parce que je renvoie toute ta correspondance à Boudevilliers, aussitôt après l'avoir reçue, afin de ne jamais rien avoir sur moi. Dès que j'ai une lettre de toi, je t'écris à mon tour et renvoie ta lettre après l'avoir lue, relue et apprise par cœur! Quand tu tardes d'un jour l'envoi de ta lettre, comme celle du 26 janvier et celle du 6 février (tu vois que je sais au moins les dates par cœur... la signature aussi!) la réponse tarde d'autant. Donc mets-toi bien dans la tête que je t'écris exactement autant que tu m'écris toi-même, et que j'ajoute même de temps à autre un petit extra sous forme d'un billet, d'un document espagnol dont tu as la primeur, ou d'une méchante lettre à Manou à recopier. Maintenant que j'exerce des fonctions de représentant politique par intérim — sans aucun droit du reste que celui que je prends — il faut bien que j'envoie des rapports à l'état-major. Je regrette de te donner ce travail supplémentaire. Mais il est bien rétribué — le plaisir de lire un de mes grimoires d'abord, ma reconnaissance infinie ensuite en attendant le supplément de baisers que cela te vaudra au retour.

Comme ma correspondance devient volumineuse, il est possible que la censure du Lux, qui est assez lente en général dans son travail, ne parvienne plus à lire assez rapidement ce que je t'écris. Ne t'imagine pas surtout que j'ai trop de travail pour pouvoir t'écrire. Je ne fais rien, mais rien du tout... et c'est moi qui travaille le plus! Rabaté est parti hier pour Séville où il va pouvoir roupiller tranquillement, sans avoir le souci de se lever à midi pour venir prendre le vermouth avec nous et faire la revue de la presse et des cancans politiques. Le jeune, sans argent depuis trois mois, va partir lundi. Je reste donc en tête à tête avec Stirner qui s'embête autant que moi et qui ne pense qu'à porter son ennui au sommet des montagnes où je le suis en gambadant comme un daim (à la descente!). Cela m'empêche d'engraisser et combat mes rhumatismes.

Dans le parti, c'est le sommeil profond et innocent de l'enfance encore au berceau, j'allais écrire d'un cimetière abandonné, ce qui

serait peut-être plus juste, parce que l'enfant ne se développe pas. Il y a aussi ici *der Führer,* Bullejos, mais les Espagnols aiment le superlatif et ils ont trouvé le mot qui convient à cette espèce rare, on l'appelle l'*ídolo del partido.* L'*ídolo* a donc marché sur les pieds de l'exécutif, il se substitue tout simplement à lui en faisant ce que bon lui plaît. Comme Alphonse XIII, il veut exercer le pouvoir lui-même et ne se contente pas de signer les articles ou de prononcer les discours que l'appareil prépare. Et voilà l'idole en conflit avec l'exécutif sur la question des élections. Il commence un travail fractionnel, a déjà conquis Madrid et la Vieille-Castille. C'est une tragi-comédie. Une crise dans un parti comme celui-ci! On ne peut pas dire que ça le tuera, il est déjà mort!

Heureusement en rentrant de la poste j'ai vu affiché, dans la rue qui se prépare pour le carnaval de ce soir et de demain, que le roi a déjà résolu le conflit entre l'*ídolo* et le parti, en supprimant les élections. C'est naturellement la solution la plus élégante de la crise du parti, mais avec mes pouvoirs réduits de délégué du Profintern, je n'y serais pas parvenu sans ce coup de pouce d'Alphonse XIII. La vie politique dans ce pays, le parti compris, est d'un cocasse qui est fait pour réparer le système nerveux le plus ébranlé. (...)

Avec cela représente-toi un ciel splendide, du soleil printanier, les pommiers en fleurs dans les vergers, la mer, la montagne et tu auras une idée de la félicité dans laquelle je vis ici. C'est d'un folichon à mourir d'ennui quand on n'a pas sa petite femme auprès de soi. Aussi je continue à envisager la perspective de me «barrer» au début de mars. Mes finances m'y obligent et l'honneur aussi, sans compter le désir de t'embrasser qui est naturellement le moteur essentiel de cette décision. Mais ici il est difficile d'avoir une perspective et une ligne plusieurs semaines de suite, et dans notre usine, la même chose. Je crains bien qu'on ne m'envoie de l'argent pour me faire rester ici encore un certain temps. Je suis bien embêté de rentrer avant votre grand concert où l'on va insister pour me faire chanter. Et je chanterai certainement à côté du ton. Mais c'est comme les élections espagnoles, renvoyées et encore renvoyées, si bien que cela devient un mythe au moyen duquel on tient en haleine la foi des croyants et par lequel on cache la poix dans laquelle on se débat. — Je parle de la monarchie d'Alphonse XIII et pas de votre concert naturellement. Est-ce assez pimenté pour que la censure s'y brûle l'estomac?

Je voudrais quand même écrire quelques lignes sérieuses pour toi seulement. Mais je crois que ce carnaval crée une atmosphère diabolique, je ne parviens pas à devenir solennel. Il fait aujourd'hui un vent endiablé, un de ces vents comme nous en avons eu quelquefois à Rome qui soulevaient des nuées de poussière sur la ville. Mais à Rome il était chaud, tandis qu'ici il est froid et nous met du sable dans les yeux, dans les oreilles et sous les dents et vous empêche de devenir sentimental. Il donne envie de rigoler, de houspiller et tu vois que j'en suis victime, et toi par ricochet. Au lieu de recevoir

une lettre d'épanchement sentimental, huit pages d'un lyrisme qui te berce le cœur, tu vas recevoir un papier immonde et sot. Mais que veux-tu ce n'est pas Noël à Berlin, avec les orgues qui ronflent à vous remuer le cœur et à vous faire voir tous vos péchés. C'est le carnaval à Barcelone, par un vent qui picote et qui pince et si je devais ce soir compter mes péchés, j'en trouverais très peu, très peu, même je crois qu'ils m'apparaîtraient tous sous des atours attrayants, très mignons et très choux. Il faut croire du reste que tu les vois de temps en temps aussi par ce bout de la lunette, puisque tu les aimes bien aussi, avec le reste.

Ne crois pas pour cela que je vais faire des folies. Je vais ce soir au café retrouver mes deux collègues avec lesquels nous allons élaborer des perspectives sur la base de la nouvelle décision du roi. Tout le monde les ignorera, comme tout le monde ignore et notre position et notre programme en face des élections que le roi vient de renvoyer. Mais nous aurons la conscience à l'aise: sans déviations nous aurons fixé la ligne qui va direct dans la lune. Un vrai travail de carnaval! Au fond le monde n'est qu'un vaste carnaval. Si les masques tombaient ce ne serait pas drôle, mais quand on voit les masques et qu'on connaît les trognes qu'ils recouvrent, il y a de quoi se gondoler.

Je t'aime bien quand même, et ça tu sais que ce n'est pas de la rigolade.»

La fonction usurpée de représentant par intérim m'autorisait bien sûr à envoyer, outre des lettres personnelles, de temps en temps des rapports politiques à l'état-major. En date du 25 février, j'écrivais ce rapport pour Manouilsky:

I. *La situation politique*

Les dix derniers jours ont été le théâtre de la crise ministérielle du Cabinet Berenger qui paraissait apporter d'abord certains changements importants et qui s'est terminée par un nouveau gouvernement de dictature militaire avec la participation des libéraux monarchistes et des anciens conservateurs monarchistes les plus réactionnaires. Ce qui a caractérisé cette manœuvre politique peut se résumer de la manière suivante:

1. *Grande passivité des masses.* La chute du cabinet Berenger n'a provoqué aucune manifestation de masse, et pourtant la censure était abolie et l'état de guerre était levé. Tout au plus pouvait-on observer un grand intérêt. On s'arrachait les journaux et les groupes discutaient ferme dans les cafés; mais dans la classe ouvrière même, l'intérêt était réduit et la passivité absolue.

2. *Manœuvre extrêmement habile de la royauté.* En chargeant d'abord Sanchez Guerra de la formation du ministère, le roi a contribué largement à apaiser les républicains et à maintenir la passivité des

masses. La visite de Sanchez Guerra à la prison, offrant des portefeuilles de ministres aux socialistes et aux républicains emprisonnés a jeté l'illusion que la révolution se ferait pacifiquement, que le roi était sur le point d'abdiquer devant la volonté populaire exprimée par les Cortès constituantes, etc. Pendant cette mise en scène qui tenait le public en haleine, le roi rassemblait les forces réactionnaires, consultait les chefs militaires, faisait peser la menace d'une nouvelle dictature de l'armée et réussissait à créer un gouvernement de concentration monarchique nettement réactionnaire où les vieux «libéraux», comme Romanones, sont prisonniers des généraux et des vieux «conservateurs». Il a fait un recul sur le seul point des Cortès en baptisant «Constituantes» les Cortès à élire, tout en limitant leur pouvoir. C'est une farce politique qui a pu se réaliser grâce à la grande passivité des masses. Ici, à Barcelone, la cité «révolutionnaire», la nouvelle que Cierva, le ministre responsable de l'assassinat de Ferrer, et collaborateur de Primo, était au gouvernement, a été accueillie avec la plus entière indifférence. Le rétablissement de la censure après dix jours de «liberté» de la presse, de même. A Madrid il n'y eut que quelques petits incidents sans importance. Pas de mouvement de masse nulle part.

Le gouvernement actuel a pour mission de gagner du temps. Les élections aux Cortes, qui devaient avoir lieu le 1er mars, sont renvoyées en juin, peut-être même à plus tard. La date n'en est pas précisée. Le 12 avril seulement commenceront les élections municipales, puis suivront les provinciales. On agite le hochet électoral, mais avec l'art de retarder les dates et de faire durer le provisoire. La censure continue avec la suspension des garanties constitutionnelles, c'est-à-dire que la crise politique va se prolonger. Elle n'exclut pas une nouvelle tentative des républicains, au contraire, on peut s'attendre à de nouvelles tentatives de putsch. Au point de vue des partis, cette période est mise à profit pour opérer des regroupements politiques. Les *socialistes* et les chefs de l'UGT[1] viennent de décider de continuer leur politique de *bloc avec les républicains*. Ils formeront ainsi l'extrême gauche petite-bourgeoise entraînant momentanément la plus grande partie de la classe ouvrière, des paysans et des intellectuels radicaux. Puis vient de se constituer le *bloc des constitutionnalistes* formé de divers groupes politiques: réformistes d'Alvarez, Aleistes, groupe de Sanchez Guerra, etc. C'est la gauche bourgeoise.

Cambo, le représentant le plus typique *de la grande bourgeoisie industrielle* de Catalogne, vient d'annoncer également la constitution d'un parti du *centre* formé de ses régionalistes catalans et d'autres groupes politiques de diverses régions d'Espagne. Il cesse donc d'être un homme politique ayant sa base en Catalogne pour organiser un parti espagnol du centre, prêt dans cette période de crise politique à participer à tout gouvernement de droite, ou de gauche, et s'efforçant de devenir *le pivot,* l'arbitre de la situation. Enfin *le bloc*

[1] Union générale du travail (syndicats réformistes).

dynastique formé des monarchistes conservateurs et libéraux fidèles à la dynastie d'Alphonse XIII et derrière lesquels sont toutes les forces de la réaction, grands propriétaires fonciers, Eglise, noblesse et une partie de la bourgeoisie. Il n'est du reste pas impossible qu'une partie des libéraux se rallient au parti du centre de Cambo. Ces formations politiques sont encore très peu solides. A l'exception du parti de Cambo, les autres ont l'aspect de *blocs* de divers partis où les caudillos jouent un rôle de premier plan et empêchent des fusions complètes, par crainte de perdre une clientèle électorale. Mais ces diverses manifestations au cours des deux ou trois derniers jours, en vue du regroupement des partis, sont un signe d'évolution de la crise politique vers des luttes plus vives. L'éparpillement des partis et des groupes fait place à un procès de concentration autour de programmes politiques plus nets. Le rôle de notre parti est de devenir *le parti du prolétariat* défendant les intérêts de classe des ouvriers et les intérêts de la paysannerie pauvre, en donnant sa réponse à tous les problèmes de la vie nationale. Nous avons cherché à le faire dans le projet de programme électoral que vous avez reçu.

II. *L'activité du Parti communiste au cours des événements*

Jamais n'est apparue avec une telle netteté la tragédie de la situation d'isolement de notre parti, de sa passivité, de son manque absolu d'organisation et de liaison avec les masses. Pendant dix jours la censure fut levée pour la presse et les meetings. Pendant ces dix jours le gouvernement Berenger est tombé et la crise ministérielle s'est déroulée pleine de menaces pour le prolétariat et notre parti a assisté, impuissant, isolé, muet, passif, inexistant en présence de tout ce qui se passait. Malgré les directives envoyées aux régions d'organiser des meetings aussitôt rétablies les garanties constitutionnelles, aucun meeting ne fut organisé nulle part. De certaines régions on demandait d'envoyer un orateur de l'exécutif, en Biscaye on réclamait «l'orateur» du parti, Bullejos emprisonné. Mais, de petits meetings à la porte des usines, de l'initiative pour se montrer à la surface, rien! Bien que depuis le 20 janvier j'aie posé la question de demander l'autorisation de faire paraître un organe légal, on ne s'est décidé à faire les démarches nécessaires que plusieurs jours après la levée de la censure, quand l'exécutif vit paraître le journal de l'opposition. La direction du parti invoque toutes sortes de difficultés pour rester dans l'état de passivité où elle est. Résultat: pendant les dix jours de levée de censure, le parti ne réussit pas à lancer son journal, pas même un manifeste, tandis que l'opposition de Maurin lançait son journal et convoquait un meeting et que les anarchistes lançaient un nouveau quotidien *Solidaridad Obrera* et organisaient un meeting.

Le parti avait bien organisé journal et meeting du Secours rouge, mais le dimanche suivant la censure était rétablie et les meetings interdits! Et la situation fut la même dans toute l'Espagne. Nous n'existons que comme une petite secte souterraine sans aucune

liaison avec les masses ouvrières et incapable de faire entendre sa voix au moment où il le faut.

Dans la dernière séance de l'exécutif, j'ai fait une «autocritique» de cette situation, cherchant à faire comprendre aux camarades de la direction que la question du tempo du travail n'est pas une question technique, mais une question politique de première importance, qu'il n'est pas indifférent d'intervenir au moment des événements, ou six semaines après. Il est déjà clair que, si les élections avaient eu lieu le 1er mars, notre programme, pourtant rédigé avant le 1er février, n'aurait été distribué qu'après les élections. On dépend naturellement des imprimeries qui font nos tracts illégaux; au moment où la crise s'aiguise ils ont peur et ne veulent plus rien faire. Cela pose des questions techniques que je traiterai dans une lettre chiffrée. Les camarades de l'Exécutif ont convenu que le parti avait été inexistant, mais ils cherchent des excuses au lieu de prendre résolument le taureau par les cornes et de changer leurs méthodes de travail. Nous bataillons depuis un mois pour qu'on embauche une force technique qui décharge les membres de l'exécutif du travail technique, mais personne ne cherche sérieusement et le travail le plus urgent attend.

III. *25 février*

La campagne du 25 février fut bien préparée dans tout le pays. Tract national, circulaire du Comité central, etc. Rabaté est allé à Séville pour organiser lui-même le travail en Andalousie où le chômage a les plus grandes proportions et dans sa dernière lettre il nous disait que l'organisation du 25 était en bonne voie. Ici le parti a réussi à prendre en main l'organisation des chômeurs: cinq comités de quartier de quinze membres chacun. Ils ont coopté chacun un membre du Parti communiste et un de la Jeunesse. On a réparti, au cours de ces dix derniers jours, 70 000 manifestes appelant les chômeurs — qui sont au nombre de 40 000 à 45 000 à Barcelone — et les ouvriers à manifester. Les manifestes furent distribués et la presse anarcho-syndicaliste a lancé hier un article fulminant contre nous, parce que nous usurpons le nom de la CNT, mettant les ouvriers en garde contre nous. Ce matin, au centre de la ville, de grandes forces de police étaient massées aux endroits où devait avoir lieu la manifestation... mais c'est en vain que, pendant plus d'une heure, nous avons cherché une trace de manifestation. Je ne sais si, au dernier moment, d'autres ordres ont été donnés et si les manifestations ont eu lieu ailleurs. Je crains, hélas, qu'il n'y ait rien eu du tout. Comme j'écris ce 25 même, je ne puis donner un tableau d'ensemble, mais les rues de Barcelone ce matin me laissent fort pessimiste sur le résultat de la journée ici et dans le reste du pays, parce que la préparation ici était vraiment sérieuse. Si nous jouissions de quelque peu de confiance parmi les masses, nos appels devraient produire une mobilisation de quelques centaines de chômeurs.

IV. *Journal*

La permission est accordée pour le journal légal. Le premier numéro doit sortir à la fin de la semaine. Les articles sont actuellement à la censure qui sans doute coupera beaucoup. Nous essayons de publier notre programme électoral mais j'ai peu d'espoir que la censure en laisse quelque chose. Cependant le journal, même censuré et obligé de parler de choses générales, sera un signe de vie, un centre de regroupement de nos forces. Je souligne en passant l'attitude de Bullejos et des autres emprisonnés de Madrid qui n'ont pas envoyé une ligne pour le journal, malgré les demandes qui leur ont été faites.

V. *La situation intérieure*

Le comité exécutif a répondu à Bullejos et à ses cosignataires une lettre assez ferme, les mettant en garde contre leurs déviations et leur travail fractionnel. Vous en recevrez copie par l'appareil. Nous avons appris par Adame que Bullejos lui a écrit pour l'entraîner dans son action contre la direction et contre la tactique du parti. Adame a aussitôt avisé le parti. Un fait assez dangereux c'est que depuis plusieurs semaines Bullejos n'écrit plus à la direction, ni le comité régional de Madrid. Nous ne savons si le travail de Madrid est tombé depuis l'arrestation du secrétaire régional, ou si c'est un résultat de la politique fractionnelle de Bullejos. Les régions averties des divergences — sans nommer les camarades — répondent en approuvant la politique du parti et en condamnant comme opportuniste la position soi-disant radicale de Bullejos. C'est le cas pour les Asturies, le Levante, l'Andalousie et la Catalogne. Madrid et Biscaye restent les deux points d'appui de Bullejos. Mais la grosse majorité du parti est avec l'exécutif.

VI. *Opposition de Maurin*

Elle a publié déjà deux numéros de *La Batalla* et prend sur la question électorale et celle de la constitution du parti une ligne qui se rapproche de celle du parti, mais qui reste en opposition absolue sur la tactique syndicale. Elle publie des articles de Staline et semble vouloir éviter de se lier aux trotskystes. Les mauristes sont très actifs et créent beaucoup de difficultés à notre parti. Je vous prie de suivre de près *La Batalla*.

VII. *Question syndicale*

Je vous ai posé, dans un rapport précédent, les objections que je fais à notre politique syndicale ici. L'expérience de ces dernières semaines confirme mon point de vue.

1. La polémique de *Solidaridad Obrera* contre nous porte essentiellement sur l'usurpation du nom de la CNT, etc. Il est excellent que les anarchistes ouvrent les feux contre nous et que la classe

ouvrière discute de nos divergences avec eux. Mais avec ce comité de reconstruction de la CNT, tout le débat se résout à cette question d'usurpation du nom, de compétences, etc., et ne va pas au fond du problème. Cette question même empêche d'aller au fond du problème.

2. Les ouvriers communistes ici à Barcelone demandent sans cesse qu'on leur explique ce qu'est ce comité, parce que la question syndicale est le nœud de leurs discussions avec les anarchistes et les maurinistes, et les communistes ne savent comment défendre la politique syndicale du parti. Les dirigeants du syndicat de l'électricité (Luz y Forza) sont sur le point d'entrer au parti, mais demandent encore des éclaircissements sur ce comité de reconstruction de la CNT. A tous notre tactique apparaît non comme une politique d'unité révolutionnaire, mais comme une politique scissionniste de la CNT.

3. Enfin, des Asturies, où les anarchistes dominent les syndicats de Gigon, et les socialistes la grande partie des syndicats de la région, nos camarades disent qu'ils ne peuvent poser dès maintenant la question de l'adhésion au comité de reconstruction.

Naturellement nous nous efforçons de faire comprendre notre tactique, mais les difficultés que rencontrent les ouvriers de la base pour la faire comprendre sont pour moi une confirmation de ce que je vous disais dans mon premier rapport. Pour la région où la CNT est reconstituée par les anarchistes et pour les régions où domine l'UGT, notre tactique n'est pas faite pour attirer les masses. Elle est difficile à comprendre même pour les membres du parti et constitue une difficulté pour le recrutement. Naturellement un changement dans le sens indiqué par moi ne devrait pas se faire ouvertement. Ce serait une victoire de l'opposition mauriniste. Je proposerais la procédure suivante: le comité de reconstruction de la CNT, avec des syndicats adhérant à l'UGT, des autonomes et des syndicats adhérant à la CNT anarchiste décident de travailler à réaliser, sur les bases élaborées à Séville, l'unité syndicale révolutionnaire et créent un comité national d'unité auquel adhèrent le comité de reconstruction et les minorités révolutionnaires de l'UGT, des autonomes, de la CNT. Dès ce moment, notre propagande se fait sous le signe de l'unité révolutionnaire et le comité de reconstruction de la CNT borne son travail à organiser la minorité révolutionnaire de la CNT et les syndicats de la CNT qui acceptent le programme de l'Internationale syndicale rouge et de Séville. Naturellement ce sont là des idées personnelles partagées seulement par Stirner mais dont nous n'avons pas parlé au comité exécutif du parti, continuant le travail sur la base des décisions antérieures.

VIII. *Perspectives*

Plus que jamais notre travail doit tourner autour de cet axe central: constituer un parti, recruter, organiser, aller aux masses avec les problèmes les plus élémentaires de la lutte de classe révolu-

tionnaire, expliquer notre position contre l'anarchisme, contre le républicanisme, de la façon la plus populaire et la plus élémentaire, dans le but de conquérir les ouvriers et de les organiser dans notre parti. Les fantaisies putschistes et la haute politique de Bullejos font comprendre comment, après dix années, le parti est pour ainsi dire inexistant en tant que facteur politique dans la classe ouvrière. Avant d'avoir un parti lié à la masse, on lui pose comme tâche centrale celle de l'insurrection! Le parti commence à comprendre cette vérité élémentaire qu'on ne peut pas agir sans conquérir la masse des ouvriers, mais la direction qui est en prison ne le comprend pas encore! Nous agissons envers elle avec patience, cherchant à éviter une crise qui affaiblirait encore le peu qui existe, bien que le travail fractionnel et la politique de Bullejos légitimeraient la plus violente réaction. Quel que soit le développement que Bullejos lui-même donnera à ce travail, nous chercherons à convaincre le parti contre lui, de façon à éviter une nouvelle scission. Avec un peu de patience et beaucoup de travail, on arrivera. J'espère du reste que, devant le peu de succès de son entreprise, Bullejos renoncera à poursuivre son travail fractionnel.

(Au camarade Manouilsky personnellement)

IX. *Ma position personnelle*

J'ai reçu votre télégramme concernant ma désignation comme délégué de l'Internationale communiste. Je vous remercie de la confiance que vous me témoignez ainsi et de l'aide que cette décision apportera dans le travail. Cependant, vous comprendrez aisément que les métamorphoses de ma position ici ont créé une certaine atmosphère d'incertitude qui rend le travail difficile. Je pense que le Comité exécutif ferait bien d'envisager mon remplacement dans un avenir assez proche et l'envoi d'un camarade qui puisse écrire l'espagnol et être d'une plus grande utilité que moi pour écrire des articles et faire d'autres travaux pour lesquels je dois recourir à l'aide de traducteurs, ce qui complique le travail.

Au milieu de mars j'irai à la conférence syndicale régionale que nous devons organiser en Andalousie et je me rendrai compte de visu de nos forces réelles là-bas où nous avons la moitié des effectifs du parti et où le travail paraît, selon les rapports de la région, meilleur que dans les autres régions. »

Moscou s'était enfin convaincue de l'utilité de mon travail politique en Espagne. Le 19 février j'écrivais à Jenny que mes plans de fuite pour le 1er mars étaient contrecarrés :

« (...) Un voyageur de notre filiale OMS de Paris est arrivé et j'ai passé la journée en conversation avec lui et avec les hommes de notre filiale d'ici. Ce copain m'a apporté de l'argent, de sorte que

me voilà cloué ici. Je ne peux plus réaliser mon plan de fuite le 1er mars pour raison de manque de fonds. Reste l'autre raison invoquée dans mes lettres à Manou. Mais ta lettre me fait croire que sur ce point aussi on va me couper l'herbe sous les pieds et me condamner à rester ici. Si la résolution sur ce point n'est pas pleinement satisfaisante, je pars. J'avais déjà consulté les horaires. (...)

Ici le carnaval a duré jusqu'à hier et pendant ces jours le gouvernement a fait aussi un carnaval pas ordinaire. La situation change continuellement. Les élections qui devaient avoir lieu le 1er mars sont annulées. Crise ministérielle. Tentative d'un vaste gouvernement de gauche, y compris ceux qui attendent d'être jugés et peut-être condamnés à mort. On est allé en prison leur offrir d'entrer au gouvernement! Puis veto du roi qui a eu peur de perdre sa place et d'aller grossir le nombre des chômeurs. Rétablissement de la censure et gouvernement de dictature militaire. Nous revoilà donc au point de départ après un intermède de quelques jours. Juste un char de carnaval! Pendant les dix jours de levée de censure, les mauristes et les anarchistes ont réussi à organiser des meetings et à faire sortir leurs journaux. Nous, rien! Nous arrivions tout essoufflés et en retard comme toujours, pour le 21, sortie du journal et le 22, meeting public. J'avais dû écrire la moitié du journal. Mais tout retombe dans le néant avec la censure. Il n'y a eu qu'une velléité de faire quelque chose. J'ai beau crier: «Lazare, lève-toi!» Lazare ne sort pas du tombeau et c'est à peine s'il bouge le petit doigt de pied. C'est une véritable tragédie que ce parti, cette absence absolue de parti. D'après nos renseignements en province il n'y eut pas plus d'activité qu'ici, malgré les circulaires et directives.

Dans la masse, aucune réaction sérieuse aux événements. Cette ville de traditions révolutionnaires, de grève générale, de bombes, voit revenir au gouvernement le ministre qui fit assassiner Ferrer, sans le moindre signe d'indignation.

Je n'envoie pas aujourd'hui de rapport à Manou pour attendre encore quelques jours, avant de porter un jugement. Le gouvernement peut fort bien tomber un de ces quatre matins. Tout est instable et si nous avions un parti lié aux masses, nous pourrions faire ici de grandes choses parce que les classes dominantes sont divisées, désemparées. Mais voilà la tragédie! Du reste, si nous avions un parti fort, il est probable que les classes possédantes feraient front unique contre nous.

Mais voilà assez de politique. Le temps reste gris et froid. C'est notre véritable hiver, pas très rigoureux, 8 à 10 degrés au-dessus de zéro. Mais pour ici, à fin février, c'est un froid de loup. Probablement que la neige est tombée assez bas dans les Pyrénées. De Rabaté, qui est à Séville, pas de nouvelles. Il se repose probablement du voyage. Je reste ici seul avec Stirner, un bon copain, un peu trop Suisse, mais avec lequel il fait bon travailler parce qu'il est sérieux et ne bluffe pas. Nous cherchons à atteindre ce but: créer un embryon de parti qui ait vraiment la vie et la force de se développer.»

Mais le gouvernement reprenait le projet d'élections graduelles, et j'en informais Jenny:

«(...) La vie continue paisible et assommante. Le gouvernement reprend le vieux hochet électoral et l'agite pour le 12 avril, élections municipales, puis suivront les élections provinciales en mai et les Cortès viendront en plein juillet... si elles viennent! Ainsi le roi gagne du temps, ce qui est fort bon pour nous, parce que notre tempo de travail s'accorde tout à fait avec ce tempo ralenti des événements. J'ai reçu, et le parti de même, la communication que je suis représentant en titre de l'Internationale — une tuile! qui dérange mes plans de fuite pour le 1er mars. Je me vois donc condamné à rester ici quelques mois de plus. Je crois que cet arrangement ne plaît ni au parti, ni à moi, ni à toi sans doute. Le seul avantage c'est que je n'aurai pas besoin de chanter à votre grande représentation du début d'avril. Je reprends aussi mon projet d'aller vous rejoindre en juin, en Suisse. Ne pourrais-tu pas demander à ton futur patron un travail de traduction ou rédaction, bref quelque chose pour t'occuper un ou deux mois à l'étranger. Tu viendrais en Occident avec les gosses fin mai, au début de leurs vacances et tu les laisserais à Boudevilliers ou à Saint-Blaise, et viendrais me rejoindre ici. Nous pourrions vivre ici tranquillement un mois ou deux et prendre notre mois de vacances quand les affaires ici le permettront. Peut-être irions-nous aux Baléares ou en Suisse au retour. Bref, tu passerais trois mois en Occident, dont deux au moins avec moi ici. Tu verrais ce pays épatant, j'aurais pas mal de temps à te donner et tu serais une excellente couverture. C'est toujours mieux de voyager à deux plutôt que de rester seul à l'hôtel ou ailleurs. Sans compter que la couverture serait des plus agréables! Réfléchis-y! Il te faudrait naturellement un pass à mon nom. Tu vois que je reste un fantaisiste et un rêveur. Avec ton bon sens pratique tu vas sans doute trouver toutes sortes de difficultés et d'objections à mon projet et le faire éclater comme une bulle de savon. Mais que ferais-je si je ne poursuivais des chimères et si je ne rêvais toutes sortes de trucs pour t'avoir près de moi. Ce sont les fantaisies d'un vieux cœur qui t'aime et te cherche toujours.

Nous avons de nouveau un temps de printemps avec quelques jours de vent froid. Dimanche dernier était splendide. Nous sommes partis, Stirner et moi, à l'aventure en suivant la route qui borde la mer pendant près de deux heures, après quoi nous avons escaladé une montagne proche. Le vallon où nous nous sommes engagés était merveilleux. Au fond, les orangers vert foncé sont chargés de fruits dorés et plus haut, couronnant les coteaux, ou parsemés dans les vignes, des centaines de pêchers et d'abricotiers en fleurs. Au sommet il y avait encore des taches de neige au creux des chemins, mais en descendant, les taches blanches que nous foulions au passage étaient faites de pétales d'arbres fruitiers. La mer était splendide. Tu vois qu'à défaut d'autre chose nous continuons à rôder et à profiter du soleil et des beautés du pays. (...)»

Ma nomination par Moscou, en qualité de délégué officiel de l'Internationale en Espagne, était une petite victoire sur la bureaucratie stalinienne, qui me conférait une autorité vis-à-vis du parti et confirmait celle que j'avais acquise par mon travail, en dépit du sabotage intentionnel de Moscou. L'« opportuniste hypocrite » envoyé au diable par Staline lui échappait grâce à son travail honnête et désintéressé. Deux mots à ce sujet à Jenny :

« (...) Comme tu l'auras appris par ma lettre d'hier, il y a une semaine à peu près que nous est parvenue la nouvelle de ma dernière métamorphose. Ça est venu en grande vitesse. Je te l'écrivais hier, cela change mes projets de fuite au 1er mars. Je ne pensais pas, après les mesures successives pour m'enlever des pouvoirs, qu'on me confierait les responsabilités complètes et j'étais décidé à f... le camp. Mais comme ils ont fait un recul sur ce point, je me vois obligé de rester à mon nouveau poste. C'est maintenant une reconnaissance *de jure*... le progrès est sensible. Pour mon travail, rien n'est changé. Mais avec les gens qui vivent de petites choses, il est utile de vaincre aussi dans ces petites choses. Peut-être ne l'ai-je pas compris assez jusqu'à présent. »

Le 1er mars, date préméditée pour ma fuite, je laissais vagabonder ma fantaisie dans une longue lettre à Jenny où je note combien le régime imposé par Moscou entrave le travail en profondeur qu'il faudrait faire dans les partis pour les réveiller :

« (...) Le travail est monotone parce qu'il s'agit de choses élémentaires et que, malgré la situation politique du pays fort intéressante, il est peu intéressant d'y travailler pour la bonne raison qu'il n'y a pas de parti et que ce qu'on nomme ici Parti communiste est une petite secte sans possibilité de rayonnement. Il faudrait, ici comme ailleurs, tout bouleverser, tout rénover, changer l'esprit qui inspire tout le travail. Mais c'est une tâche qu'on ne peut mener ici isolément. Le mal est ailleurs et ce n'est pas d'Espagne que viendra le salut. Alors, dans le cadre du régime en vigueur chez nous, le travail consiste à faire au jour le jour la petite besogne, à conseiller, aider, empêcher les erreurs, stimuler le travail, content si au bout d'un mois d'efforts pour faire comprendre une vérité élémentaire, les types de la direction l'ont enfin comprise et se mettent au travail.

J'ai l'intention de partir dans une semaine pour Séville. J'en profiterai pour voir quelques villes au passage. Il doit y avoir là-bas une conférence syndicale à laquelle je désire fort assister, parce que c'est la seule région où nous possédons quelques forces. D'autre part, au point de vue de la Tour Pointue, il est utile que je m'éloigne un peu de Barcelone où le travail se fait trop ouvertement pour qu'il

n'arrive pas un accident un de ces quatre matins. Les copains n'arrivent pas à travailler avec un peu de discrétion. Je suis aussi dans le même hôtel depuis le 16 janvier et cela n'est pas bon, d'autant plus que j'y suis seul. Si nous étions deux l'attention serait moins éveillée. J'ai depuis quelques jours un sentiment d'insécurité et quelques indices que le moment est venu de prendre une autre direction, quitte à revenir deux ou trois semaines après pour finir mon séjour si on me maintient ici encore plus d'un mois, ce qui est probable, parce que rien ne dure comme le provisoire et à l'exception de Bébé Cadum (Codovilla) je ne vois pas qui pourrait venir ici utilement.

Sur les détails de mon travail, je te renvoie aux rapports et lettres que j'écris et que je te prie de copier. Naturellement si tu vois des expressions trop fortes ou des déviations, corrige au passage. Ce sont des instantanés qui manquent de ce fini qu'on aime à la maison. Mais je n'ai pas six mois pour rédiger une lettre et tu sais que je n'aime pas ce genre de documents «parfaits». (...)

Ce que tu me dis de la paresse naturelle de nos gosses, de leur manque de persévérance dans l'effort, de leur perte de temps, etc., me rappelle beaucoup mon caractère quand j'étais étudiant, et maintenant encore. Tu n'auras pas manqué du reste de faire certaines comparaisons de caractère et de retrouver chez eux les défauts de ton vieux Lu. La paresse accompagne parfois l'intelligence et j'ai toujours eu horreur des types besogneux, toujours occupés à lire, à étudier, bourrés d'érudition livresque et incapables de s'arrêter pour rire, flâner, rêver et voir le monde autrement qu'à travers les lunettes des autres. Ces gens-là finissent par devenir crétins et leur intelligence se racornit dans l'étude. Sans doute il faut cultiver son esprit, quand on en a, mais il ne faut pas en abuser et les meilleurs moments de la vie sont ceux où l'on abandonne son esprit à lui-même et où on le laisse errer et butiner aux sources qui lui plaisent. Tu vois que, tout en faisant une sévère autocritique de mes défauts, je trouve quelque plaisir à les laisser s'épanouir et une secrète satisfaction à les voir revivre chez nos gosses. Il faut seulement veiller à ne pas les laisser se développer de façon anormale et dangereuse. Nous avons certainement perdu de longues heures à babiller ensemble, à nous moquer des gens, à laisser notre esprit et notre cœur vagabonder au hasard de la conversation. Que d'heures nous avons ainsi perdues pour l'étude!... Et pourtant je ne les regrette point. Elles furent les heures où notre vie s'est épanouie, tranquille, où notre amour a grandi, où nos caractères se sont fortifiés. Ce sont les heures où nos deux vies se sont vraiment profondément unies pour n'en faire qu'une et quand, solitaire, je songe aux heures ainsi perdues, je regrette seulement qu'elles n'aient pas été plus nombreuses. J'ai presque la tentation de regretter les heures de travail qui ont écourté les moments de vraie vie. Tu me disais dans une lettre antérieure que nous avions souvent perdu notre temps à des discussions futiles. C'est sans doute vrai, mais

je suis déjà incapable de me remémorer les sujets de telles conversations. Elles restent, malgré leur contenu futile, les seuls moments qui comptent, ceux où nos cœurs se sont si intimement unis, où nos vies se sont si fortement enlacées et mêlées. Les papillons qui volent de fleur en fleur ne savent pas toutes celles qu'ils ont effleurées inutilement au passage et celles où ils ont trouvé du miel. Je crois qu'il ne leur reste d'une journée que la joie d'avoir papillonné au soleil et d'avoir caressé des pétales. De toutes nos heures perdues, il me reste cette grande joie d'avoir vécu auprès de toi, dans le doux rayonnement de tes yeux et la chaude caresse de ton cœur, les meilleures heures de ma vie. Ces heures perdues me sont plus chères que les heures d'ivresse, de travail, de lutte. Elles sont les seules où j'ai vraiment vécu.

Tu vois que je suis fort indulgent pour mes défauts et qu'ils me paraissent bien attrayants. Ne cherche pas à me corriger et à me rendre studieux et érudit. Laisse cela à d'autres qui n'ont pas trouvé la possibilité de vivre et d'aimer. Au fond je sais bien que tu aimes nos heures perdues et que tu les chéris comme moi. En mon absence, tu butines besogneuse comme une abeille qui ne s'arrête pas aux corolles vides et qui considère comme perdues les courses folâtres de l'esprit autour des futilités. Mais à mon retour je sais que tu redeviendras la chère petite compagne qui aime à muser et à perdre du temps avec son Lu plein de défauts.

Voilà un bon moment que je perds du temps à te conter ces absurdités. Ce sera le meilleur de ma journée et j'espère qu'à les lire tu ne manqueras pas à un devoir austère du parti ou à un cours ennuyeux sur le plan quinquennal. (...) »

Notre action pour la journée nationale de revendications des chômeurs, très nombreux en Espagne, fut signalée dans la presse. Si elle n'a pas eu partout l'ampleur que nous espérions, elle a du moins marqué dans l'opinion publique l'existence du Parti communiste. J'ai relaté ces journées dans un rapport officiel du 6 mars 1931 :

« Quelques mots rapides sur le travail de la semaine. Des lettres reçues de province, il apparaît que le 25 février fut un succès sérieux pour le parti en Andalousie. A Séville les ouvriers du port et 40% de ceux de la construction ont fait grève. Trois fois la police a dû intervenir pour dissoudre la manifestation qui réussit et se développa dans une atmosphère de sympathie. A Malaga de même et dans plusieurs centres industriels et agricoles d'Andalousie. Par contre à Bilbao, en Biscaye et à Madrid, rien. Le parti n'a pas même tenté quelque chose. Stirner va partir pour Bilbao y organiser une conférence et chercher à redresser cette situation. De Madrid nous sommes toujours sans nouvelles. Un membre de l'exécutif va partir voir sur place de quoi il retourne et éventuellement réorganiser le travail. De Bullejos, rien non plus. Ici à Barcelone nous préparons

soigneusement la conférence locale. Les projets de résolution sont discutés dans les cellules avec intérêt. On augmente lentement le nombre des membres. Dans la région, plusieurs groupes de l'opposition reviennent au parti; c'est encore peu, de 20 à 25 camarades, mais c'est, relativement à la situation, un succès. Dans une ou deux usines aussi les ouvriers ont brûlé les numéros de *Solidaridad Obrera* qui attaquaient les communistes et ce journal anarchiste est obligé, sous la pression du mécontentement, de modifier son ton à notre égard.

A Badelone aussi, le groupe que suit Stirner de près a doublé ses membres, de 8 à 18 dans le dernier mois. Il y a de grandes possibilités, mais il faut faire un travail acharné à la base dans les usines et nous n'avons pas de parti organisé et digne de ce nom. Les adhérents ne savent pas que faire, comment travailler.

Le fait le plus important est la parution du premier numéro du journal légal *Heraldo Obrero* qui doit sortir aujourd'hui. La censure l'a bien martyrisé et n'en a laissé que la moitié, mais diverses bribes d'articles qui avaient été complètement supprimés la semaine dernière ont pu paraître en partie. Le journal est loin de dire ce qu'il faudrait dire à l'heure actuelle, mais la censure ne le permet pas et il faut faire le journal qu'elle autorise. Malgré ces coupures des choses essentielles, le journal légal sera un grand pas en avant pour atteindre les masses et les grouper autour du parti. Il sera un organisateur du parti.

Naturellement nous devons éditer notre organe illégal pour dire ce que la censure nous empêche de dire dans *Heraldo Obrero,* mais l'appareil réduit du parti, son isolement rend très limitée la circulation d'un organe illégal. C'est ce que les camarades ici ont peine à comprendre. Ils ont des illusions légalistes et ne font pas l'effort pour publier illégalement le matériel qui attend depuis de longues semaines, illusionnés par les bruits d'abolition de la censure.»

L'un des buts que je poursuivais depuis des mois, la parution d'un journal légal du parti, avait enfin été atteint. *Heraldo Obrero* sortait de presse et semblait réaliser nos espoirs: atteindre des milliers de lecteurs que le parti ne pouvait toucher par des papillons illégaux. Un rapport officiel à Manouilsky fait état de ce premier succès:

«Le journal est naturellement devenu le centre de notre attention. Le premier numéro a été tiré à 7500 exemplaires. La vente fut excellente et les demandes affluent d'endroits où le parti n'a pas de base. Le deuxième numéro sera tiré à 9000 exemplaires. La censure empêche de dire tout ce que nous voulons et le journal est forcément défectueux en conséquence, mais il est un point de ralliement, le seul travail de masse réalisé par le parti. Cela nous sort de l'isolement et du mutisme. Nous aurions dû commencer beaucoup plus tôt, mais j'ai appris à connaître nos camarades d'ici. Ce que j'ai pris au début pour du sabotage n'est autre qu'une incroyable lenteur à comprendre ce qui est nécessaire au parti et une lenteur plus grande encore à le

réaliser. Il faut répéter le même argument quinze ou vingt jours de suite avant que les camarades aient enfin compris et se mettent sérieusement au travail. Dès maintenant on peut dire que le journal est un succès; il prouve qu'il y a une grande possibilité d'action, mais qu'il manque la base du parti pour grouper ces forces qui nous sont sympathiques. La conférence du parti de Barcelone qui a eu lieu dimanche dernier a montré toute la faiblesse idéologique du parti. Une cellule préconisait la fusion avec l'opposition, une autre affirmait que les anarchistes ont raison.

Dans la base du parti règne encore la plus absolue confusion et l'attitude de Bullejos et des emprisonnés de Madrid prouve qu'au sommet la confusion est encore plus grande, parce que les ouvriers de base du moins comprennent d'instinct que le parti doit avoir une politique de classe indépendante de celle des républicains. Nous projetons de créer une école du parti par correspondance pour les militants du parti et les sympathisants qui voudront s'inscrire. Je vous en reparlerai en détail. Mais c'est une chose absolument nécessaire si l'on veut que le parti se forme une idéologie communiste. Le programme, complètement supprimé par la censure, est sous presse et sortira illégalement à 50 000 exemplaires. Nous éditerons aussi quelques petites brochures populaires et simples à 5 centimes, sur les républicains (une série d'articles que j'ai faits et que la censure a complètement massacrés) contre les anarchistes. J'oriente autant que possible le parti vers un travail d'agitation et de propagande de masse visant au recrutement et au renforcement de l'organisation du parti.

Une des caractéristiques de la situation est le réveil encore réduit mais certain de la lutte de classe pour les revendications économiques. Les illusions républicaines et parlementaires se dissipent et les grèves, les conflits économiques se multiplient. C'est encore isolé; dans de petites usines les réformistes et le gouvernement réussissent, comme pour les cheminots, à étrangler le conflit, mais il y a un réveil certain de la lutte de classe, où nous ne jouons malheureusement aucun rôle. La censure interdit absolument d'en parler dans le journal et de donner aucune directive pour organiser des grèves et des luttes pour les revendications immédiates.

La situation interne du parti reste grave. Madrid est muet. Il apparaîtrait même que, sous l'influence de Bullejos, les manifestes illégaux du parti sur sa position électorale ont été brûlés par le comité régional de Madrid, au lieu d'être distribués. Deux membres de l'exécutif sont partis pour remettre les choses en marche et régler le conflit. Stirner partira pour Bilbao afin d'y préparer une conférence et relever la fédération qui marche aussi très mal. Il a fait ici un travail très utile à la base, pour aider les camarades à fortifier leur organisation et à clarifier leurs idées. Je regrette pour ma part que vous ayez décidé de le rappeler.

Sur le terrain syndical, nous n'avons de base qu'en Andalousie. Ici, aucun syndicat. On a décidé de former un comité d'initiative

du comité de reconstruction de la CNT, mais ce comité est composé exclusivement de communistes, des secrétaires des commissions syndicales du parti. Il n'a aucune base dans les syndicats. Plus nous multiplions les efforts dans cette voie et plus il devient évident que le mot d'ordre central de notre travail syndical est faux. La «reconstruction de la CNT» ne peut rallier les ouvriers de l'UGT qui est une force réelle et elle repousse les ouvriers de la CNT anarchiste qui y voient une politique de scission.»

A cette même date je proposais à Manouilsky de prévoir mon retour à Moscou pour fin avril, après les élections municipales, afin de discuter une série de problèmes qui se posaient en Espagne, en particulier la politique syndicale et les perspectives d'évolution de la crise politique espagnole. Les désaccords avec Bullejos et les emprisonnés de Madrid exigeaient une clarification:

«Je vous ai adressé aujourd'hui une lettre sur le travail. En voici une destinée à vous personnellement, concernant mes projets:

Je vous ai écrit déjà que je partirai fin mars pour l'Andalousie, afin de voir sur place notre travail et notre influence réels et pour assister à la conférence syndicale régionale. Je resterai naturellement en contact avec l'exécutif. Le 12 avril auront lieu dans tout le pays les élections municipales auxquelles participeront tous les partis. Au lendemain des élections nous aurons une vue plus exacte de la situation des divers partis et des forces qu'ils représentent. Elles peuvent être le point de départ d'une nouvelle crise politique.

Mon intention est de rester ici jusqu'au lendemain des élections municipales, puis, si la situation se maintient, je pense partir pour rentrer à Moscou et discuter avec vous une série de problèmes à résoudre: tactique syndicale, situation interne du parti (cas Bullejos, Madrid, Bilbao), question de l'opposition Maurin, école du parti, éditions, etc. Nous aurons à ce moment un tableau des forces réelles du parti et de la situation politique du pays après les élections municipales. Nous aurons aussi une vue nette de la situation interne du parti après les élections faites à Madrid et à Bilbao, une vue des forces syndicales que nous avons après la conférence d'Andalousie. Nous pourrons tracer les tâches du parti d'une façon plus concrète et plus réelle que dans le document de novembre qui surestimait sans conteste les forces du parti et lui fixait des objectifs irréalisables.

D'autre part, à cette date, je serai loin depuis quatre mois, sans nouvelles de la vie de l'Internationale. On ne reçoit ici ni *Inprekorr*[1], ni *Internationale Communiste,* ni journaux communistes, ni journaux socialistes étrangers. Le *Temps* et les journaux bourgeois étrangers sont même censurés une fois par semaine en moyenne. De sorte que, depuis trois mois, j'ignore tout de la vie de l'Internationale. Après quatre mois de ce régime, il est nécessaire de reprendre contact avec la vie de l'Internationale communiste. Si vous ne prenez pas

[1] Edition allemande de la *Correspondance internationale.*

de décision contraire, je considérerai donc que vous êtes d'accord avec mon retour à fin avril. Vous pourrez du reste, si vous le jugez utile, me renvoyer ici après avoir discuté les problèmes que j'ai mentionnés.

Au cas où vous décideriez mon maintien ici pour une période de plusieurs mois encore, je vous prie d'autoriser ma femme à venir me rejoindre. Au point de vue du travail et de la vie illégale, le séjour dans un hôtel ou une pension devient dangereux. Un étranger sans occupation nette et seul ne peut rester ici plus de deux ou trois mois sans éveiller l'attention et la curiosité. J'ai été déjà suivi à deux reprises. Vous savez aussi qu'un travail systématique est très difficile dans les conditions de vie à l'hôtel. Il faut vivre la moitié du jour sur la rue ou dans les cafés, ce qui est aussi dangereux. L'arrivée de ma femme me permettrait, en louant un petit appartement, d'organiser mieux mon travail, d'éviter les curiosités et d'être mieux couvert au point de vue policier. Elle pourrait du reste continuer ici les travaux de traduction et de rédaction pour le bureau d'éditions et laisser les enfants en Suisse. Je vous prie donc, au cas où vous décideriez mon maintien ici pour plusieurs mois encore, d'autoriser sa venue ici. Mais je pense que l'intérêt du travail ultérieur et la nécessité de trancher certaines questions pendantes rendent plus utile ma rentrée à Moscou fin avril, sans préjuger de mon utilisation ultérieure. »

Mon rapport officiel du 16 mars dénonce le sectarisme de la direction du parti qui se méfie des forces venues à nous et refuse de répartir le travail de la direction:

« Quelques mots sur le travail courant. Le journal devient notre grand moyen d'agitation. Le premier numéro fut tiré à 7500, le deuxième déjà à 10 000 et le troisième le sera à 11 000 si les commandes ne nous obligent pas au dernier moment à élever encore le tirage. C'est naturellement un succès, mais qui comporte des dangers. Il absorbe toute l'activité de la direction du parti qui rédige et administre le journal, mais ne fait plus rien d'autre.

La question d'attirer au travail du Comité central de nouvelles forces, de créer de nouveaux cadres de direction se pose avec une force nouvelle et toutes nos propositions dans ce sens se heurtent à l'incompréhension et à l'hostilité de la direction qui se méfie de toute nouvelle force et dont la politique consiste au contraire à empêcher que de nouvelles forces prennent part au travail de direction, même pour le côté technique du travail.

De cette façon je vois déjà que le parti n'aura pas la capacité d'utiliser les sympathies que groupe le journal, de les organiser, de les mettre en mouvement pour l'action syndicale et l'action de masse. Le journal sera la seule activité du parti. Je poserai ces questions avec plus de force et d'insistance dans la prochaine séance de la direction, mais je pense que tous ces problèmes délicats de la

composition de la direction, de ses méthodes de travail, de la nécessité d'attirer de nouvelles forces devront être traités à Moscou, pour que ce ne soient pas seulement des propositions du représentant ici, mais des décisions à exécuter. C'est le seul remède à la lenteur du travail et au fait que la moitié des décisions prises restent inexécutées, ou s'exécutent si tardivement qu'elles perdent leur valeur.

Le parti est absent de presque toutes les grèves qui éclatent; il ne dit rien dans des conflits comme celui des cheminots. C'est seulement sur mon insistance qu'on a inséré un article à ce sujet; la direction a tendance à s'absorber dans la lutte contre l'opposition sur les petites questions et ne voit pas les grandes questions du jour, ni même les questions politiques fondamentales qui nous séparent de l'opposition.

A mon avis, il faut absolument attirer et former des forces jeunes et nouvelles au travail. La direction actuelle est trop routinière et sectaire pour conduire le parti dans la situation présente. De là la nécessité d'un bulletin intérieur du parti pour éduquer le parti, lui montrer ses tâches concrètes dans tous les domaines, stimuler le travail de la base et l'orienter. C'est décidé depuis six semaines, mais la direction ne fait pas un pas vers la réalisation; de là aussi la nécessité de l'école du parti par correspondance, dont je vous ai parlé.

A mon avis, si Trilla s'engageait à ne pas continuer ses petites intrigues personnelles, mais à réaliser une vraie politique d'utilisation et de création de nouveaux cadres, il pourrait rentrer ici. Les conditions policières ne sont pas telles qu'il ne puisse, avec de la prudence, travailler sérieusement sans être pris. Naturellement cela pose la question de l'organisation illégale du travail qui est aussi un point essentiel à discuter et à résoudre pratiquement.

Dans la Jeunesse, la quinzaine de recrutement a donné des résultats excellents dans certaines régions: à Séville, on a passé de trois cellules groupant 20 membres à 11 cellules groupant 85 membres. Il y a de grandes possibilités, mais la direction centrale et les directions régionales ont encore la crainte d'ouvrir les portes du parti. Il faudrait pouvoir discuter toutes ces questions.»

Le gouvernement ayant rétabli les garanties constitutionnelles en vue des élections municipales, la première conséquence en fut la libération de tous les prisonniers politiques non condamnés. J'informai aussitôt Manouilsky de cette nouvelle qui modifiait les plans proposés par moi:

«(...) Avec le rétablissement des garanties constitutionnelles tous les emprisonnés non condamnés sont sortis: Bullejos, Arroyo, Arraras sont libres, selon les informations de la presse. Cela donne au parti de nouvelles forces de travail, si nous réussissons à éviter le conflit et le travail fractionnel de Bullejos.

A notre retour d'ici et aussitôt terminée la campagne électorale, nous aurons une séance plénière de l'exécutif pour envisager la situation générale du parti. Nous aurons sans doute des difficultés sérieuses avec Bullejos s'il ne renonce pas à son point de vue. Après les élections municipales, une conférence du parti sera nécessaire pour consolider l'organisation et orienter le travail ultérieur, mais une telle conférence ne peut commencer à discuter les problèmes fondamentaux de notre action dans une situation incertaine comme celle que nous avons: délégation de l'Internationale divisée sur la tactique syndicale, sans résolution définitive de votre part et exécutif divisé sur la question de la tactique générale du parti.

Je vous ai précédemment dit mon intention de rentrer au milieu d'avril pour discuter ces questions avec vous. La sortie de prison d'un certain nombre de camarades de la direction m'engage à modifier ma proposition dans ce sens. Après les élections municipales et une première réunion de l'exécutif sur les problèmes actuels du parti, je rentre à Moscou avec une délégation de quatre ou cinq camarades du Parti communiste espagnol (Bullejos, un membre de l'exécutif de la majorité et un représentant des trois régions les plus importantes, Catalogne, Biscaye et Andalousie).

On pourra en trois ou quatre jours régler à la maison les questions pendantes et les conflits, fixer les tâches ultérieures du parti et donner ainsi une base solide à la conférence que le parti pourrait tenir aussitôt après les élections aux Cortès, de juin.

Je vous demande une réponse rapide sur cette proposition.

Naturellement tout cela suppose un développement normal de la situation jusqu'aux Cortès. Il est possible, même probable, que cette normalité ne durera pas si longtemps. Sans accorder plus d'importance qu'il ne faut aux chahuts d'étudiants, ils sont un signe d'ébranlement qui, ajouté au développement des grèves revendicatives et à d'autres indices politiques, prouvent que le gouvernement peut fort bien tomber encore avant les élections municipales, ou aussitôt après et faire place à un gouvernement des constitutionalistes qui s'agitent beaucoup, avec Alba en tête et avec participation des républicains et des socialistes. Ces trois groupes sont décidés à ne pas participer à des Cortès convoquées par le gouvernement actuel et espèrent mettre en déroute ce gouvernement dans les élections municipales qui sont pour tous une grande inconnue et une épreuve pour vérifier les forces respectives de chacun. Après les élections municipales, sinon avant, on peut donc s'attendre à une nouvelle crise gouvernementale qui peut aussi trouver sa solution dans une nouvelle dictature avec le général Anido en tête.

De toute façon notre politique est claire. Politique indépendante et nette de la classe ouvrière alliée aux paysans pauvres, frappant de toutes ses forces le régime féodal d'Alphonse XIII, mais combattant en même temps les illusions républicaines bourgeoises pour arracher les ouvriers et les paysans à l'influence des républicains et les diriger dans la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan,

conquête et renforcement des organisations ouvrières, développement du parti en un parti de masse. »

Mais la direction du parti sortie de prison à Madrid prit aussitôt des décisions de sa propre autorité, sans consulter ni la délégation de l'Internationale ni la direction de Barcelone. J'en informai Manouilsky:

« Quelques lignes seulement. Arroyo est arrivé à Séville pour un meeting électoral et nous a mis au courant des décisions prises par l'exécutif du parti: transfert du siège à Madrid, suspension de *Heraldo Obrero* à Barcelone et parution de *Mundo Obrero* à Madrid, disperser les membres actuels de l'exécutif, Arraras à Bilbao, Mesa à Barcelone et Henrique à Moscou, à l'Ecole léniniste; enfin l'exécutif formé du groupe sorti de prison.

La délégation, réduite à Rabaté et moi, est contre ces projets. La formation de l'exécutif dépend de la discussion politique que nous allons avoir sur la tactique du parti. Sur ce point, les emprisonnés maintiennent toutes leurs positions. Dans le cas où nous ne réussirions pas à les convaincre, nous fixerions la ligne à suivre, celle que nous avons suivie jusqu'à présent et déciderons le départ de Bullejos et d'un autre membre de l'exécutif à Moscou pour éviter une crise du parti ici et pour discuter à fond là-bas les problèmes.

Nous nous opposerons au transfert du centre à Madrid. Cela signifierait fuir le centre ouvrier le plus important pour aller discuter dans les cafés de Madrid avec les émissaires de la petite bourgeoisie républicaine. De même, c'est inutile de changer le titre du journal puisque *Heraldo Obrero* est déjà connu, en est à son troisième numéro et a une vente bien supérieure à celle qu'avait atteinte le *Mundo Obrero* après la parution de 8 ou 10 numéros.

Ces questions « techniques » sont du reste liées aux questions politiques. Nous ferons tout pour convaincre les camarades, mais j'ai peu d'espoir parce que leur position est fractionnelle. Nous avons voulu convaincre Arroyo ici, mais il s'est refusé à discuter, attendant la grande séance de l'exécutif avec Bullejos. On sent qu'il est lié à ce dernier et qu'il le suivra sans discussion. »

Je me rendis donc en Andalousie pour y contrôler les nouvelles très optimistes et rassurantes qui nous parvenaient de Séville. Ce voyage printanier me fut un émerveillement. Le printemps fleuri et les fêtes de Pâques étaient justement l'occasion de grandes processions en cagoules dans les rues, dont l'extraordinaire déploiement de richesses et de folklore devait frapper l'imagination des foules. Je racontai, en autant d'instantanés, à Jenny mes impressions des villes du sud:

«(...) En route je me suis arrêté vingt-quatre heures à Valence où j'ai erré toute la journée à l'aventure à la découverte de la ville, puis je suis parti pour Cordoue où je suis arrivé hier à midi, après une nuit passée dans un coin de wagon. (...) Cordoue est une merveilleuse petite ville dont les nouveaux quartiers, laids comme toute l'architecture espagnole moderne, n'ont pas réussi à gâter le charme extraordinaire de la ville mauresque. Pendant des heures hier après midi j'ai déambulé dans les petites rues étroites du centre de la ville. Elles sont si peu larges qu'il faut entrer dans une maison s'il passe une auto, mais elles sont claires et ensoleillées quand même, parce que les maisons sont basses et blanches, un étage, toutes les fenêtres du rez-de-chaussée grillées comme des fenêtres de prison, celles du premier souvent de même. C'est te dire que les belles Andalouses sont bien gardées. Les portes ouvertes sur la rue laissent voir un petit corridor que ferme à l'intérieur une porte de fer forgé, souvent admirablement taillée, comme une fine dentelle. Cette porte donne accès au patio qui, partout, est superbement arrangé, abondant de plantes vertes et de verdure, le fond de marbre ou de catelles de couleurs — un coin de fraîcheur sur lequel donne l'entrée des diverses pièces. Naturellement ce patio est à ciel ouvert. Les maisons les plus pauvres possèdent ce coin de verdure. Mais tout cela est petit, mignon, ressemblant à des miniatures pleines de fraîcheur et de grâce.

La cathédrale, l'ancienne mosquée des Arabes est une merveille de style mauresque. Combien plus décoratif, plus artistique que l'art chrétien, même dans ses meilleures époques. Ces gens avaient le culte du beau et leur art décoratif est une splendeur. Evidemment les chrétiens ont posé leurs ordures dans ce cadre splendide. Des saints et des anges ailés qui font l'effet de chauves-souris et pour comble, au milieu de la mosquée, ils ont bâti un chœur catholique qui crève le toit et, abolissant les colonnes mauresques, élève un sanctuaire de style baroque décadent qui contraste si effroyablement avec l'ensemble qu'il suffirait à faire haïr le christianisme. Pourtant toutes les saletés jetées là par la barbarie chrétienne n'ont pas réussi à faire disparaître la grandeur et la beauté de l'art mauresque. Après t'avoir écrit, je vais retourner admirer ce vieil édifice. La ville est pittoresque. Au bord du Guadalquivir qui roule des eaux boueuses roses et qui donne au paysage quelque chose de bien méridional, presque oriental, on se sent déjà à moitié dans le Nord africain. En tout cas c'est très différent du sud de l'Italie par exemple. Tout le passé est différent et le passé a laissé ici une empreinte encore extraordinairement forte qui se maintient dans le caractère de la race et ses mœurs. (...)»

«(...) Séville! Ville épatante: soleil, lumière, chaleur, couleurs, mille choses pittoresques et beaucoup de réellement belles.

De plus, ici nous existons comme mouvement de masse. J'ai assisté, aussitôt arrivé, à l'enterrement d'un copain du parti assassiné par les anarchistes. L'enterrement fut une démonstration de plus

d'un millier d'ouvriers, de vrais prolos. Des quelques moments que j'ai passés hier avec le secrétaire fédéral, il apparaît que dans toute la région nous existons réellement. Le parti croît comme des champignons après la pluie. On découvre des sections du parti là où jamais il n'avait existé. Mais naturellement cet élan est élémentaire. Ces communistes ont toutes les déviations à la fois et s'il fallait chasser les pauvres qui sont de droite ou de gauche, il ne resterait pas une chauve-souris. Il faut consolider, éduquer, défricher, faire de tous ces bons types qui viennent à nous des communistes. C'est te dire que je suis dans mon élément, combattre les déviations et les préjugés, mais en éduquant, en convainquant, en consolidant le parti. Rien de plus *versöhnler,* rien de plus communiste. A plus tard et à d'autres de bolcheviser à la nouvelle mode, de staliniser et de stériliser. Je suis moi pour la fécondation large et généreuse de ce mouvement spontané vers nous, en accueillant chacun et en cherchant à éduquer chacun.

Mais me voilà en plein programme de fraction et je t'écrivais seulement pour te dire que je t'adore. (...)»

«Je t'ai écrit hier en vitesse, pour ne pas retarder l'arrivée de mon courrier, un court billet en te promettant de t'écrire plus longuement aujourd'hui. Je suis installé dans un coin tranquille de ces charmants jardins de Murillo que le printemps précoce fleurit et auréole de verdure fraîche. Ces villes du sud sont toutes plus sympathiques les unes que les autres. Séville n'a pas le charme discret et le pittoresque vétuste de Cordoue. Mais c'est une ville pleine de grâce et de bon goût. Même le quartier neuf de l'exposition ne contient pas les horreurs qui caractérisent généralement l'art officiel moderne. Les restes mauresques y sont moins nombreux qu'à Cordoue, les rues moins étroites, mais elle a aussi un grand charme et j'espère bien qu'un jour nous pourrons refaire ensemble ce pèlerinage au sud de l'Espagne et admirer ensemble toute cette beauté.

Sans doute que mon caractère se ressent du milieu où je vis, très impressionnable. Un ciel gris et froid, une nourriture de pourceaux, des visages hostiles et c'en est assez pour tuer ma bonne humeur naturelle. Ici je revis. Le bleu velouté des ciels du midi, les lumières et les couleurs chaudes, les caresses des brises parfumées, la mer toujours changeante, les fleurs, les palmiers, toute la vie grouillante des villes méridionales, la grâce naturelle des peuples latins, tout cela est le terroir où je me sens revivre. Il y manque seulement la chère petite femme que j'aime parce que toute cette beauté du sud n'est qu'un cadre merveilleux pour l'amour. Et plus je jouis du cadre, plus me manque l'essentiel, plus fort est l'ennui d'être seul et l'élan de tout mon cœur vers toi.

Et puis ce qui m'a fait revivre ici, c'est sans doute aussi le travail utile, la lutte directe. J'ai fait bien peu parce que les conditions dans lesquelles je suis venu ici et dans lesquelles je travaille ne me permettent pas de travailler à plein rendement, mais je sens que

mon travail, même limité, n'est pas inutile: le succès du journal, qui est un peu mon enfant, non seulement du fait que c'est à mon initiative qu'il doit le jour, mais aussi par son contenu essentiel. Tu auras pu voir que j'y écris plus qu'aucun Espagnol! Pendant des années j'ai perdu mon temps à ne rien faire. Cette possibilité de travailler réellement m'a sans doute aussi permis de reprendre vie. Et puis le travail ici me permet, sans rien enfreindre de la discipline, de réaliser ma politique. C'est un travail de défrichement des cerveaux, d'éducation élémentaire, de recrutement de nouvelles forces, de lutte contre le sectarisme et de consolidation des forces du parti. Il y a ici des déviations multiples, à droite, à gauche, en haut, en bas, devant, derrière et l'espace à trois dimensions ne suffit pas à les situer toutes, mais les méthodes pour les combattre sont nos bonnes vieilles méthodes des débuts de l'Internationale communiste. On convainc les copains, on les éduque, on travaille avec eux, on ne se met pas en guerre pour expulser, anathématiser, condamner, exécuter et «envoyer au diable» les bons bougres qui se trompent. Cela aussi contribue à me faire revivre. Ici apparaît toute la supériorité de notre politique sur celle qu'on a voulu implanter dans l'Internationale. On recrute, on double en un mois les lecteurs de notre presse, on discute dans les usines sur le contenu de nos articles, on se sent entouré d'un flot montant de sympathie des masses, comme c'est ici le cas en Andalousie. Bref, au lieu de dépérir et de se réduire à un état squelettique, on grandit et grossit. Naturellement la situation nous est favorable, mais n'est-elle pas favorable dans les autres pays aussi? Mais voilà, ici on ne développe pas notre propagande sur des questions incompréhensibles. Probablement que beaucoup de nos formules sont inexactes et qu'à ma rentrée je vais entendre un carillon de reproches et de remontrances de la part de nos doctes talmudistes. Chacun trouve son plaisir où il peut. J'ai beaucoup plus de joie à faire des fautes qu'à ergoter sur celles des autres.

L'essentiel est que les ouvriers comprennent ce que nous disons et ce qu'ils doivent faire. Ils parleront toujours trop tôt le patois de Chanaan de nos résolutions. C'est la raison pour laquelle j'écris mes articles en espagnol et non en français. Mon vocabulaire espagnol est très réduit et très simple. Je dois donc écrire très simplement et les lettres que nous recevons au journal prouvent que cette simplicité est un des éléments de succès du journal. Je fais des efforts constants pour éviter les formules officielles, le langage des thèses et pour parler comme un simple mortel. C'est un effort difficile parce que j'ai dix ans de déformation scolastique et pédante, mais à l'aide de mon ignorance de la langue des docteurs, j'arrive déjà à des résultats appréciables.

Tout ce que j'écris là est hérétique, hétérodoxe, condamnable, susceptible de me faire condamner et exécuter cent fois. Mais je n'y peux rien; malgré ma connaissance des lois j'ai la conviction chaque jour plus profonde que j'ai raison, que l'expérience et la

vie me donnent raison que je ne peux faire autrement. Je suis incurable, irrémédiablement perdu pour une politique de stupidité, de pédanterie et d'impuissance. Que je suis heureux d'être loin du plénum qui doit suer sur des textes savamment étudiés et dosés, sur les perspectives et les trucs qu'on invente pour remplacer le large et salutaire travail de conquête des masses!

Tu vois que, malgré mes difficultés, je vois les côtés positifs de ma situation ici et cependant je cherche à partir par tous les moyens, à rentrer dans cette atmosphère de couvent de bénédictins, ou de frères ignorantins, sous ce ciel gris et froid, j'aspire à rentrer manger cette cuisine du Lux dont le seul souvenir me donne la chair de poule et des maux d'estomac. Tout cela seulement pour aller te retrouver pour vivre auprès de toi, parce que rien ne peut remplacer pour moi ta douce présence, la clarté et la caresse de tes yeux. Naturellement je préférerais que tu viennes me retrouver ici. Mais ce serait si beau, si parfait, que je n'ose y rêver. Je connais trop l'esprit raccorni et mesquin, l'âme étriquée de ceux dont une telle décision dépend, pour oser même supposer qu'ils puissent faire une dérogation à toutes leurs habitudes.

Mais en voilà assez. Il faut que je te dise en deux mots ce que j'ai vu ici. Nous existons, pas encore comme parti, mais comme un sérieux mouvement de masse vers le communisme. Il y a ici et dans toute la région une base réelle et vraiment prolétarienne. Mais le parti est encore faible, à tout point de vue. Un exemple: le chef du parti — non le secrétaire, mais celui qui en réalité détient l'influence politique du parti et traite toutes les questions du parti, reçoit la correspondance, écrit les articles, etc. — n'est pas encore membre du parti. C'est un sympathisant, ancien chef anarchiste, qui hésite encore à s'embrigader! Ce sont des choses possibles seulement en Espagne!

(...) Voilà une bien longue lettre pleine de ce babil où j'aime à perdre mon temps avec toi. Je te prie seulement de ne chercher dans mes lettres ni style, ni poésie, ni littérature et de n'y trouver rien de toutes ces horreurs. J'entrouvre mon cœur et laisse courir le stylo. J'écris toutes sortes de *tonterias* que j'ose à peine relire, mais elles sont le seul moment où je suis entièrement moi-même, elles sont l'instantané d'un état d'âme passager, divers selon les influences, le milieu, elles ne sont jamais moi tout entier, mais seulement un moment et une partie de moi-même, mais la meilleure partie, la plus intime, celle qui t'aime follement. Ne cherche dans mes lettres que ce que j'y mets, ce qu'elles veulent être, une caresse et un baiser.»

«Je suis rentré il y a quelques heures à peine à mon petit hôtel de Barcelone où j'ai passé déjà plus de deux mois. C'est presque un retour à la maison! Et mes premières pensées après m'être débarbouillé et habillé de propre sont pour toi. Il y a longtemps que je ne t'ai pas écrit, quatre jours au moins, deux que j'ai passés à Malaga où j'avais à voir la direction provinciale du parti et le

Comité national du Secours rouge qui fonctionne mal, et vingt-quatre heures passées à Grenade. Deux villes charmantes et pittoresques, l'une superbement située au bord de la mer et abritée de grandes montagnes, ce qui lui confère une végétation subtropicale. On y voit les premiers bananiers, la canne à sucre, le coton et des fleurs à profusion, de ces fleurs aux couleurs vives comme je n'en ai vu qu'à Santos et à Rio de Janeiro. Des promenades publiques merveilleuses, bref un beau coin où il ne faut pas aller seul parce qu'on y sent davantage la solitude et son amertume.

Grenade aussi est une merveille admirablement située sur les premiers contreforts de la sierra Navada toute blanche de neige, qui domine les jardins de l'Alhambra où le printemps sème la vie. Le palais, mauresque comme celui de Séville, est un bijou. Mais ici le château domine majestueusement du haut d'une colline et la vue sur la montagne et sur la ville pittoresque qui va à l'assaut d'une autre colline est grandiose.

Te dire que j'ai admiré tout cela en pensant à toi, en ta continuelle compagnie serait répéter un vieux refrain que tu connais, refrain vieux comme notre amour et dont la monotonie doit commencer à te fatiguer. Mais je ne puis tout de même pas t'écrire que je pensais à une autre, pour changer cette vieille chanson et y mettre un intérêt nouveau pour toi! (...)»

«(...) La situation du parti s'améliore au cours de la campagne électorale, presque partout des meetings nombreux et enthousiastes. Le cinquième numéro de *Heraldo Obrero* est tiré à 16 000! C'est un peu mon succès et j'en suis heureux parce que c'est la seule chose positive que j'aie réalisée ici... et ailleurs depuis longtemps. De Trilla, un long article de polémique contre... une phrase échappée dans le journal qui caractérise la monarchie espagnole de «monarchie féodale et militaire». Je ne sais si c'est dans un de mes articles ou dans un autre, je n'ai pas encore eu la curiosité de chercher. En tout cas l'expression n'est pas sortie ainsi de ma plume et la rédaction en espagnol en est certainement fautive si c'est dans un de mes articles. Cependant j'admire cette stérilité raccornie d'un copain qui, à l'heure actuelle où nous avons tout à dire pour faire comprendre le communisme le plus élémentaire aux masses et pour combattre les nuées d'ennemis et de préjugés, n'a rien trouvé de mieux que d'écrire pour le journal un long article sur la façon dont on doit faire l'analyse de la situation espagnole, n'analysant rien du reste que l'article du copain et parfaitement incapable de faire lui-même une analyse juste. C'est l'école de Stepanov, pédante et incapable, qui ne peut faire que critiquer, mais qui est incapable de créer.

As-tu reçu mes deux envois de livres? Je t'en ferai encore un envoi, parmi lequel une brochure de Lénine avec introduction de Bullejos qui fait une analyse espagnole selon les désirs de Trilla et de son maître. Elle ne diffère en rien de l'analyse qu'on pourrait faire de l'Angleterre capitaliste et impérialiste. Pas traces de survi-

vances féodales, et pourtant la révolution aura le caractère «démocratique» et non prolétarien. Pourquoi? Ainsi en ont décidé les dieux!

Mais naturellement on ne voit pas que la conclusion ne correspond pas à l'analyse. Cet article de Trilla me prouve que là-bas l'intrigue continue et vient toujours du même point de départ. Je m'en fous du reste royalement. L'essentiel est de faire du boulot, de grouper des masses, de leur faire comprendre ce que nous voulons, ce qu'elles doivent faire pour jeter bas la monarchie semi-féodale ou non d'Alphonse XIII et la bourgeoisie avec elle. Quand nous aurons le pouvoir nous analyserons savamment si l'ennemi que nous avons terrassé était féodal, semi-féodal ou capitaliste impérialiste. A ce moment-là Trilla pourra déployer tous les talents de son école et nous lui laisserons les années et les siècles nécessaires pour accumuler ses matériaux et compléter ses dossiers.

C'est te dire que j'ai de nouvelles raisons de lâcher le boulot et de rentrer. Je pense du reste que notre discussion avec Bullejos provoquera une tension assez forte des rapports qui n'ont jamais été bons avec lui... encore une raison! Bref, je ne vois que des raisons toutes plus éloquentes les unes que les autres pour rentrer aux dates prévues. (...)»

Enfin, le 10 avril, après une séance orageuse de l'exécutif, je mis rapidement et avec franchise Manouilsky au courant de la crise qui avait éclaté à la direction et soulignai la responsabilité du secrétariat latin de l'Exécutif de l'Internationale dans la situation créée:

«Quelques mots rapides sur la dernière séance de l'exécutif du parti qui a duré deux jours et qui a pris une série de décisions importantes.

Elle se résume à ceci:

1. Bullejos et les autres camarades de la prison de Madrid ont reconnu, après une vive discussion, que leur tactique de boycottage actif des élections et leur proposition de lancer le mot d'ordre d'insurrection immédiate étaient erronées et que la tactique du parti était la seule juste.

2. Une violente contre-offensive de Bullejos contre moi sur la question de l'analyse de la situation espagnole, m'accusant de reviser toute la politique du parti et de l'Internationale. La discussion sur ce point n'a abouti à aucun accord et il fut décidé de porter la discussion à Moscou en vue de la préparation du congrès du parti. Je reviendrai plus loin sur cette offensive de Bullejos.

3. L'exécutif du parti, d'accord avec la délégation de l'Internationale, demande à l'Internationale l'autorisation de convoquer un congrès pour le mois d'août, la campagne de préparation du congrès réclamée par tout le parti devant commencer au lendemain des élections aux Cortès, fixées en juin.

4. En vue du congrès, et pour liquider les questions en discussion à l'exécutif, analyse de la situation. Tactique syndicale. Opposition de Maurin, etc., il est décidé qu'une délégation ira à Moscou. Cependant, pour perdre le moins de temps possible, on a convenu que je rentrerai d'abord pour préparer à Moscou les matériaux et assurer quatre ou cinq jours libres pour la discussion, de façon que les camarades puissent liquider les questions en une semaine et faire le voyage en quinze ou vingt jours au plus. On pense envoyer Bullejos, un membre du Comité central des Jeunesses et un camarade des trois plus grandes régions, Catalogne, Biscaye et Andalousie.

5. Malgré et contre l'avis de la délégation de l'Internationale, l'exécutif décida le transfert du siège du parti de Barcelone à Madrid et la disparition de *Heraldo Obrero*, dont le tirage s'était développé en cinq numéros jusqu'à 16 000 exemplaires, pour le remplacer par *Mundo Obrero* de Madrid. Les raisons invoquées sont essentiellement techniques: situation centrale de Madrid, meilleures et plus rapides relations avec la province. Nos raisons contre le transfert sont essentiellement politiques: faiblesse extrême du parti en Catalogne qui compte la moitié du prolétariat industriel d'Espagne. Nécessité pour le parti de donner l'effort maximum en Catalogne. Ambiance ouvrière de Barcelone et milieu petit-bourgeois de Madrid. Influence des républicains sur l'exécutif de Madrid, etc. Malgré nos avis, l'exécutif décida le transfert.

6. Décisions concernant la campagne du 1er Mai. Directives: grève de masse, meetings du Parti communiste, indépendant des autres tendances politiques, démonstrations de rues, même si elles sont interdites par la police. Caractère révolutionnaire à donner à la journée. Décision concernant la campagne proamnistie, réorganisation des comités de chômeurs. Décision d'éditer un bulletin intérieur du parti. Décision de faire un mois de recrutement, du 15 avril au 15 mai, en fixant aux fédérations un chiffre de membres comme objectif, chiffre qui doit porter les effectifs du parti de 1200 à 4600, objectif très réalisable étant donné le succès du journal et de nos meetings. Décision de procéder à une réorganisation du parti obligeant les membres à cotiser régulièrement au centre, etc.

Décision de transférer le siège du Secours rouge dans la ville où se trouve l'exécutif du parti et de réorganiser le Secours rouge.

Décision de laisser un membre de l'exécutif en Biscaye et deux camarades responsables en Catalogne, un pour le travail syndical national du comité de reconstruction, l'autre pour le travail politique.

7. Discussion syndicale et décision d'intensifier le travail syndical du parti hors d'Andalousie.

Ce sont là les décisions essentielles.

Vous voyez que, malgré les discussions vives du début, sur l'analyse, nous avons réussi à ne pas nous absorber dans des discussions abstraites, mais que le caractère essentiel de cette séance

de l'exécutif fut celui d'une séance de travail pour utiliser au maximum la situation en vue de renforcer le parti et de l'orienter toujours mieux vers la conquête des masses. La crise intérieure qui menaçait est évitée.

Quelques mots encore sur la situation:

1. La campagne électorale permet au parti de faire une large campagne d'agitation. Il déploie naturellement tout son programme révolutionnaire en le liant aux questions municipales et de revendications immédiates. Partout le succès de nos meetings est immense, à l'exception de la Catalogne où les mauristes sont beaucoup plus actifs que nous et où nos succès sont très relatifs. Meetings nombreux, mais troublés par les mauristes et les anarchistes. C'est ici que nous sommes les plus faibles et où les sympathies ouvrières ne nous sont pas encore acquises. Le parti, s'il sort de son sectarisme, peut conquérir des milliers de nouveaux membres. C'est pourquoi j'ai proposé le mois de recrutement en fixant des normes aux fédérations. Les ouvriers demandent leur adhésion au parti, mais souvent le parti pose des entraves bureaucratiques à leur entrée.

2. La conférence de Séville fut un succès pour le comité de reconstruction. Vingt-quatre mille ouvriers effectivement organisés ont adhéré au comité. C'est l'élite ouvrière d'Andalousie. Il reste à y conquérir certains secteurs importants comme les mineurs organisés dans l'UGT, mais nous avons là un développement de masse qui permet un essor ultérieur.

Dans le reste de l'Espagne nous n'avons presque rien, et même nous reculons, comme dans les Asturies où nous n'avons pour ainsi dire plus rien en main, et ici à Barcelone où nous n'avons aucune base encore, même comme opposition syndicale.

Le succès d'Andalousie qui est réel et qu'il ne faut pas sous-estimer ne doit pas cependant nous faire oublier que les centres prolétariens les plus importants, Catalogne, Biscaye, Asturies, Arragon ne sont pas encore sérieusement entamés et qu'en Andalousie, même les mineurs qui forment une partie importante du prolétariat ne sont pas encore touchés.

3. Concernant Maurin et son parti. Il mène en Catalogne une campagne d'une extrême violence contre le parti et a consolidé ses rangs malgré les affirmations contraires de nos camarades. Les éléments que nous avions cru avoir reconquis il y a deux mois sont candidats du bloc ouvrier et paysan de Maurin de façon que je me méfie des affirmations de nos camarades qui chaque jour parlent de la rapide désagrégation du parti de Maurin. Le résultat des élections donnera à ce sujet un tableau plus exact. Je ne suis pas optimiste sur ce point et je souhaite avoir tort.

L'exécutif du parti a reçu de la Commission internationale de contrôle une lettre invitant Maurin à comparaître devant elle. L'exécutif, considérant qu'une telle invitation renforcerait Maurin

et consoliderait ses forces, a décidé de ne pas remettre cette lettre avant d'avoir discuté toute la question de l'opposition à Moscou. La lettre n'a donc pas été remise.

Enfin, pour terminer ces notes qui sont plus longues que je ne pensais tout d'abord, je reviens à l'attaque dirigée contre moi par Bullejos à l'Exécutif sur la question de l'analyse de la situation espagnole.

Lorsque je suis arrivé ici, après avoir été écarté plusieurs années des choses d'Espagne, j'ai dû m'improviser secrétaire du Parti communiste espagnol et rédiger des documents du parti, comme le programme électoral, sans avoir le temps d'étudier certaines questions essentielles. Mais si je ne faisais pas cela, le parti restait passif et personne ne s'en chargeait. Dans de tels documents faits à la hâte et traduits à la diable, des erreurs pouvaient se produire, mais j'ai préféré travailler et faire un gros effort pour sortir le parti de son isolement, plutôt que de me retrancher derrière mon mandat purement syndical, pour ne rien faire et éviter de me tromper. J'ai envoyé tous les documents à Moscou et à la prison. Si le secrétariat latin estimait qu'il y avait des erreurs d'appréciation ou des fautes de tactique, son devoir était de m'avertir aussitôt en ce qui concerne le programme. Nous aurions eu le temps de le modifier. Je n'ai reçu aucune indication du secrétariat latin, à l'exception du télégramme confirmant la justesse de la ligne du parti de participer aux élections. Mais il est arrivé au journal un article de Trilla sur l'art de faire les analyses qui vise directement les documents officiels du parti rédigés par moi. De plus, dans sa correspondance personnelle à Bullejos, Trilla affirme que notre analyse est fausse et notre tactique juste, tandis que l'analyse de Bullejos est juste et sa conclusion tactique fausse — chose étrange! Bullejos n'a pas caché dans son intervention que son attaque était inspirée par Trilla, appuyé, dit-il, par l'Internationale.

Je vous dis en toute franchise que de telles méthodes de direction de la part du secrétariat latin — car je ne pense pas que vous soyez personnellement responsable d'une telle manœuvre — ne peuvent qu'entraver le travail et lui nuire, et aboutir à des résultats contraires à ceux qu'on attend.

Je le répète, le secrétariat, s'il jugeait mon travail erroné, pouvait et devait m'avertir, mais non agir par l'intermédiaire de Trilla pour ouvrir une polémique de presse et préparer une attaque de Bullejos à l'exécutif du parti. Dans une telle situation je n'ai plus rien à faire ici, puisque l'exécutif du parti a la conviction que le Présidium de l'Internationale lui-même est l'initiateur de cette attaque contre moi. Le premier résultat de cette façon de diriger le travail est la décision prise par l'Exécutif, contre notre volonté, de transporter le siège à Madrid, ce qui aura les pires conséquences pour la politique du parti et son développement en Catalogne.

Je vous dis ces choses avec la franchise que j'aurais aimé trouver aussi dans les critiques du secrétariat latin à mon égard. Comme je

serai à Moscou dans une dizaine de jours, je vous donnerai de vive voix plus de détails sur la vie du parti. »

Les élections municipales furent une victoire éclatante des républicains et des forces de gauche petites-bourgeoises. Le roi abdiqua et quitta le pays précipitamment, accompagné de plusieurs grands d'Espagne, la noblesse terrienne du régime. Bon nombre d'églises et de couvents furent brûlés. Bref, le développement des événements confirmait mon analyse de la situation que la révolution espagnole était typiquement une révolution démocratique bourgeoise contre la royauté et la dictature militaire et réactionnaire, contre la toute-puissance de l'Eglise et contre les grands propriétaires fonciers.

Les travailleurs ont appuyé, dans leur écrasante majorité, les républicains intellectuels et petits-bourgeois. Nulle part ils n'ont agi comme classe indépendante et les tentatives faites par Maurin à Barcelone et par le Parti communiste pour insérer dans ces manifestations quelques revendications sociales se sont heurtées à l'hostilité des travailleurs eux-mêmes. Les résultats électoraux démontrent combien le parti était encore faible, isolé et incompris.

Malheureusement le pessimisme que je n'avais cessé d'exprimer, quant au travail et à l'influence du Parti communiste, fut confirmé par les faits. L'optimisme affiché par la direction du parti et par le représentant du Parti communiste espagnol à Moscou était démenti par les résultats électoraux et par l'hostilité évidente des travailleurs aux tentatives du parti de donner à cette révolution un caractère social — je ne dis pas socialiste.

A Moscou, si l'on avait encore la faculté de juger avec sang-froid et objectivité une situation, on ne pouvait que me donner raison contre les phraseurs qui voulaient proclamer l'insurrection armée. La révolution espagnole ne pouvait être comparée à la Révolution russe. La classe ouvrière y était à la remorque de la petite-bourgeoisie républicaine. Elle n'avait joué aucun rôle indépendant. La chute de la royauté n'était pas le résultat d'une grande agitation ouvrière, ou d'une insurrection armée. Au moment de la Révolution de 1917, la Russie des tsars était en guerre depuis trois ans alors que l'Espagne d'Alphonse XIII sortait d'une dictature militaire et tombait par le simple mécanisme de la démocratie parlementaire.

Avant que l'exécutif du parti n'eût analysé les résultats de ces journées, je communiquai à Manouilsky ces résultats profondément décevants :

«Les élections municipales ont révélé l'extrême faiblesse du parti, son isolement complet, son influence minime sur les masses. A l'exception de quelques villages de mineurs en Biscaye et aux Asturies, où nous avons obtenu quelques élus, même quelques majorités communistes, dans les villes où nous pensions être très forts, comme Bilbao, Saint-Sébastien, Séville, nous sommes obligés de constater que nous avions des illusions et que nous ne possédons pas l'influence que nous croyions avoir. Les résultats sont au-dessous des évaluations les plus pessimistes. A Barcelone même, c'est une véritable tragédie. Nous avons 50 membres pour plus de 500 locaux de vote. C'est dire que 10% seulement des locaux avaient des listes de candidats communistes. Nous n'avons pas recueilli 100 voix, alors que les maurinistes, qui ont fait une propagande beaucoup plus intense que nous, réunissent plus de 3000 voix. Les ouvriers sont complètement déroutés par l'existence de deux partis communistes et n'y comprennent rien. A Séville, où nos camarades comptaient sur un minimum de 2000 à 2500 voix, nous n'atteignons pas 800. A Madrid, où Bullejos comptait sur 5000 voix, nous n'atteignons pas 200.

Je ne partageais certes pas l'optimisme de ceux qui évaluaient notre influence sur le succès de nos meetings électoraux, mais je ne croyais pas le parti si faible. La vague républicaine socialiste fut considérable et dépasse toutes les prévisions des républicains eux-mêmes. Ce fut un réel plébiscite contre la monarchie partout où l'on put voter, c'est-à-dire dans tous les grands centres.

Vous connaissez par la presse les résultats généraux du scrutin et ses conséquences politiques immédiates. Le 14, la République était proclamée à Barcelone, d'abord par Macia et son parti qui avait triomphé aux élections, puis dans une série d'autres villes de province. L'après-midi le roi remettait ses pouvoirs et le soir la République était proclamée à Madrid et dans l'ensemble du pays. Le 14 et le 15 furent deux jours de délire républicain. Il faut souligner que le changement de régime ne fut accompagné d'aucune lutte armée, d'aucune manifestation révolutionnaire. Les cortèges improvisés, parcourant les rues derrière la bannière républicaine, au chant de *La Marseillaise,* jeunes gens et jeunes filles coiffés du bonnet phrygien, avaient plus le caractère carnavalesque que celui d'une démonstration de masse. La masse était dans la rue, certes. Des centaines de milliers de gens de toutes classes, mais ces gens applaudissaient les drapeaux républicains, chantaient, dansaient et n'avaient aucune envie de se battre, ni de faire une démonstration en faveur de mots d'ordre précis.

Il faut tenir compte de ce milieu de fête populaire pour comprendre le phénomène qui s'est produit: les communistes qui tentèrent de faire des démonstrations, de répartir des tracts ou d'adresser la parole à la foule furent sifflés, hués et accueillis avec une hostilité menaçante.

Dans l'après-midi du 14, ayant assisté à la proclamation de la

République catalane et appris l'abdication du roi, je suis allé au siège illégal de notre exécutif. J'y ai trouvé nos bons camarades en train de faire très bureaucratiquement des circulaires aux régions, pour le cas où le ministère Aznar subirait une crise! J'ai aussitôt bousculé cette sérénité bureaucratique en exigeant:

1) que le parti fasse aussitôt un manifeste posant les revendications des ouvriers et l'armement du prolétariat, création de comités de lutte, etc.;
2) que le parti à Barcelone organise une manifestation de rue avec ses propres drapeaux et s'efforce de faire libérer les prisonniers et de s'emparer des armes.

Le manifeste fut rédigé en ma présence, mais, arrivés à l'imprimerie, nos camarades ayant appris des faits nouveaux et surtout influencés par l'ambiance républicaine, le modifièrent en l'affaiblissant précisément sur le point essentiel, celui de l'armement des ouvriers. Ce manifeste, même faible, est cependant la voix du parti qui vaut mieux que le silence. La démonstration fut plus réussie. Les communistes parvinrent à entraîner une foule considérable à la prison centrale, et, avant que le gouvernement n'ait promulgué l'amnistie ou ne l'ait réalisée, ils mirent le feu aux portes de la prison, obligèrent ainsi les gardes à ouvrir et à sortir tous les prisonniers politiques et de droit commun. Un représentant du gouvernement voulut à ce moment ne laisser sortir que les prisonniers politiques, mais nos camarades, appuyés par la foule, libérèrent tous les prisonniers et firent de même à la prison des femmes. Ils se dirigèrent ensuite vers un poste de police pour y désarmer les agents, mais ils furent reçus par une décharge qui tua deux manifestants et en blessa 18 et qui les dispersa. Nous savons que, dans la journée du 15, à Bilbao et à Séville, nos camarades firent de même ouvrir les prisons avec succès. A Séville eut lieu un grand meeting du parti qui, sur provocation de la police, dégénéra en une bagarre au cours de laquelle nos camarades pillèrent plusieurs magasins d'armes. A Madrid, le parti répartit des manifestes. Le 15, à Barcelone, nos camarades sortirent de nouveau avec des pancartes «Pour l'armement du prolétariat – Pour des secours de 75% aux chômeurs», etc., mais ils furent reçus avec une extrême hostilité par la foule ouvrière elle-même, quand ils voulurent parler. Quelques-uns ont même risqué d'être lynchés. Le même fait s'était produit le jour précédent quand Maurin et Arlandis avaient voulu parler d'un camion. Ils furent descendus de force et maltraités. A l'exception de l'action qui visait la libération des prisonniers, qui était populaire, nos camarades restèrent un petit groupe luttant contre le courant et considérés par la masse elle-même comme des trouble-fête (...).

En ce qui concerne mon travail: devant les événements et avant d'avoir reçu votre avis concernant mon maintien ici, j'avais décidé de retarder mon départ. J'ai reçu ensuite votre ordre et, en soldat discipliné je reste, sans comprendre pourquoi vous en décidez ainsi si, après avoir fait déclarer par Trilla—Bullejos, en séance de l'exécutif,

que mon travail ici avait consisté à reviser la ligne du parti et de l'Internationale, et que cette opinion est celle de l'Internationale!

Je continue à penser:

1) que certaines questions politiques essentielles pour le développement du parti, tactique syndicale, politique nationale, politique à l'égard de l'opposition de Maurin, organisation du parti, siège, etc., doivent être discutées et tranchées à la maison et le plus vite possible, parce que les événements pressent;
2) que si l'opinion de l'Internationale communiste est que mon travail ici consiste à reviser la politique du parti et de l'I. C., le présidium doit me rappeler et désigner ici un représentant qui puisse être soutenu et conseillé, et non discrédité et combattu par le secrétariat latin. La situation espagnole nécessite un représentant qui puisse travailler sérieusement et collaborer étroitement avec Bullejos et l'exécutif du parti. J'avais réussi à dissiper les préventions causées par les décisions contradictoires du début, mais les lettres de Trilla, qui utilise l'autorité du secrétariat latin, ont de nouveau créé une ambiance de méfiance au travail. Je ferai le maximum possible dans la situation créée, évitant les conflits sur des questions secondaires, mais ne soyez pas étonné si mes conseils ne sont pas écoutés. (...)»

Devant les divergences très profondes qui se manifestèrent après les élections municipales et la proclamation de la République, l'exécutif du parti décida d'envoyer une délégation à Moscou et de me demander d'aller y préparer sur place la documentation afin que la délégation espagnole n'ait pas des semaines à perdre à Moscou. Je partis plus tôt que je ne l'avais prévu, avec l'idée que l'on enverrait en Espagne un autre délégué qui aurait la confiance de l'Internationale et de son secrétariat latin. En route pour Moscou, j'écrivais à Jenny, de Boudevilliers, en date du 25 avril:

«(...) Bien que j'aie reçu deux avis de rester en Espagne, l'exécutif du parti a jugé absolument indispensable un échange de vues à la maison sur les tâches du parti et il a décidé mon départ pour préparer la discussion.

Notre travail se développe en Espagne dans un milieu de franche hostilité des masses, grisées de républicanisme. Les ouvriers de Madrid ont brûlé tous les exemplaires de *Mundo Obrero* qui étaient dans les kiosques. Il n'y a qu'à Séville que nous tenions le coup.

Il faut faire front au courant, mais la chose est difficile. A Barcelone les camarades se refusent de distribuer nos manifestes à cause de l'hostilité de la masse. Bref, le développement de la situation en révolution ouvrière et paysanne sera affaire de mois et non de semaines et c'est pourquoi je rentre, jugeant aussi la discussion nécessaire, le plus rapidement possible. (...)»

En Espagne, Bullejos avait déjà admis que la tactique préconisée par lui: alliance avec les républicains, mot d'ordre de l'insurrection armée et boycottage des élections, était fausse. Par contre, s'appuyant sur les analyses suggérées de Moscou par Trilla, il affirmait que la monarchie espagnole était un régime capitaliste impérialiste et que la révolution avait par conséquent un caractère socialiste et prolétarien.

Je défendais en revanche le point de vue que la monarchie espagnole avait encore de très fortes survivances féodales: les grandes propriétés foncières appartenant à la noblesse, aux grands d'Espagne, une industrie encore relativement peu développée, l'influence prépondérante et étouffante de l'Eglise catholique, une paysannerie sans terre, formée essentiellement d'ouvriers agricoles sortant à peine du servage, un régime qui se maintenait par la dictature militaire. Bref, je disais que la révolution espagnole était, dans sa phase de l'époque, une *révolution démocratique bourgeoise* et que le rôle du parti était de la défendre contre les attaques de la réaction monarchiste, des officiers de l'armée et des hauts dignitaires de l'Eglise. Mais qu'il fallait aussi poser des revendications sociales: répartition des terres aux paysans, armement des travailleurs, soutien aux chômeurs, sécurité sociale, etc., afin de transformer cette révolution démocratique bourgeoise en une révolution socialiste appuyée sur la classe ouvrière.

Sur le plan syndical, je proposais la liquidation du mot d'ordre de «reconstruction de la CNT», déjà reconstituée en Catalogne et qui n'intéressait pas les nombreux ouvriers groupés dans l'UGT réformiste. Il fallait en Espagne travailler dans les syndicats UGT et CNT pour l'unité syndicale. Enfin la question nationale devait être traitée dans un esprit communiste, en soutenant l'indépendance des Républiques de Catalogne et de Biscaye, en publiant, pour ces régions industrielles la presse du parti en catalan et en basque. La direction du parti devait être à Barcelone, région la plus industrielle du pays.

Après une âpre discussion, on décida à Moscou que j'avais raison contre Bullejos qui préconisait la lutte du parti contre le gouvernement républicain, pour le remplacer par un gouvernement ouvrier et paysan. — On n'en était malheureusement pas encore là!

Mais, comment me renvoyer en Espagne après les luttes que j'y avais menées contre la direction du parti et le discrédit que, de Moscou, on avait jeté sur moi-même et ma politique?

La solution fut trouvée dans l'envoi d'une délégation de trois membres, l'Allemand Stöcker, le Polonais Purmann et moi-même, Stöcker étant le chef de cette troïka. J'étais donc bien encadré et

surveillé! Aucun de mes deux collègues ne comprenait un traître mot d'espagnol, à peine un peu de français. Quant aux camarades espagnols, ils ne savaient guère eux-mêmes que quelques mots d'allemand.

J'obtins sans difficulté que Jenny et les enfants aillent passer leurs vacances en Suisse et que Jenny vienne ensuite me retrouver en Espagne pour assurer le travail technique de la délégation.

Le 5 juin la délégation arrivait à Madrid. Jenny, rentrée en Suisse avec les enfants, y était restée pour obtenir un passeport à mon nom, Bauer, de Bâle. En Espagne nous ne pouvions, sans nous faire arrêter et condamner pour concubinage, vivre avec des passeports portant des noms différents. De Madrid j'écrivis à Jenny, le 10 juin;

«(...) Les séances ne dépondent pas. La chaleur torride que nous avons depuis deux ou trois jours a certainement mis en ébullition le crâne de mon collègue. Le troisième est arrivé qui a aussi des inspirations toutes berlinoises. Les Espagnols ne décolèrent pas, prétendant qu'on les empêche de travailler, ce qui n'est pas tout à fait inexact. Et ils me prennent comme confident! Le monde renversé! Déjà! On fait aussi turbiner Rabaté jour et nuit. Il doit refaire en trois jours tout ce qu'il n'a pas fait en trois mois. Le pauvre sue aussi, mais sentant son siège chancelant, il en met un coup. Moi je fais journées doubles, parce que je remplace notre Stirner en traduisant aller et retour au point que j'ai souvent la cervelle à l'état de *kacha* (...)»

Stirner (Edgar Woog) aurait en effet dû être le traducteur de la délégation. Mais il n'avait pas tardé à être repéré et arrêté, puis expulsé d'Espagne. Je devins donc forcément traducteur pour mes deux collègues. Rabaté était bien encore représentant de l'Internationale syndicale rouge. Il savait l'espagnol, mais ne pouvait fonctionner comme traducteur car lui-même ne comprenait pas l'allemand.

Non seulement mes deux collègues se plaisaient à multiplier les séances avec la direction du parti espagnol au point qu'elle en était excédée, mais encore en plus du fait qu'ils ne comprenaient pas l'espagnol, ils n'avaient aucune idée de la situation du pays, ni du parti et de ses tâches. L'Allemand, Stöcker, chef de la délégation, voulait tout connaître mieux que les Espagnols mêmes et ne se laissait pas conseiller. Il compliquait les problèmes à l'infini et nos séances duraient parfois une journée entière, voire toute la nuit jusqu'à six heures du matin. Les conflits entre Stöcker et les Espagnols étaient infiniment plus violents que ceux qu'ils avaient eus avec moi. Ils regrettaient le temps où j'étais seul représentant de l'Internationale. Je connaissais leurs problèmes, leur parti, leur langue et jamais je n'avais

fait sentir l'autorité de l'Internationale. Aussi la direction se plaignait-elle à moi de la façon dont la délégation entendait conduire le parti.

Non seulement on m'utilisait comme traducteur dans les séances, mais encore Stöcker m'entraînait dans les magasins d'optique pour lui trouver des lunettes se prêtant à sa vue et à son minois, dans les magasins de confection pour hommes et chez le tailleur pour lui trouver un complet à sa taille et à ses goûts. J'étais devenu la bonne à tout faire de la délégation! Tout ce manège m'engagea à partir pour Barcelone, en faisant valoir que la présence de quatre représentants de l'Internationale à Madrid était un luxe, tandis que la région la plus industrielle du pays restait sans aide.

Jenny vint me retrouver à Barcelone dès qu'elle eut un faux passeport et nous nous installâmes dans le petit Hôtel Eskalduna, sur la Rambla de Cataluña, où j'avais déjà passé quelques mois l'hiver précédent. J'y étais honorablement connu et pensais y être en sécurité. Mais les deux membres de la délégation utilisaient Jenny comme dactylo, lui envoyaient de longs rapports ou des projets de résolutions à copier ou à traduire, ce qui l'obligeait à travailler de longues heures à la machine et pouvait éveiller des soupçons.

Le soir, à partir de 22 heures, on ne pouvait rentrer à l'hôtel sans l'aide d'un veilleur de nuit. A Barcelone, comme à Madrid et dans les autres villes d'Espagne, il fallait frapper des mains pour attirer le veilleur de la rue ou du quartier. Suivant le pourboire qu'on avait coutume de lui donner, il se hâtait ou se faisait attendre. Ces veilleurs étaient, bien entendu, des indicateurs de police.

Un jour que nous rentrions peu avant midi d'une promenade en ville, je voulus ouvrir avec la clé la porte de notre chambre, mais la clé ne tourna pas dans la serrure. Après quelques tentatives infructueuses, je compris que la porte était fermée du dedans. J'allais appeler le personnel de l'hôtel quand la porte s'ouvrit de l'intérieur. Un homme était dans notre chambre, qui paraissait avoir perquisitionné. Dans notre situation d'illégaux, nous le prîmes aussitôt pour un policier qui semblait fort ennuyé d'avoir été dérangé pendant sa fouille. Il me bouscula et sortit en vitesse.

Ce n'est qu'en faisant l'inventaire de ce qu'il avait pu prendre que nous eûmes la conviction qu'il s'agissait, fort heureusement pour nous, d'un vulgaire voleur, lequel avait eu aussi peur de nous que nous avions tremblé à sa vue. Il avait emporté ma montre laissée sur la table de nuit et s'apprêtait à enlever la petite machine à écrire qu'il avait emballée dans un journal et déposée sur le lit.

J'alertai aussitôt la direction de l'hôtel qui n'avait rien remarqué et nous pria d'observer les hôtes au repas pour voir si nous reconnaîtrions parmi eux le voleur. Nous l'avions vu tous les deux très furtivement. Il n'avait aucun caractère particulier. Diverses personnes nous ont paru lui ressembler, sans que nous puissions être sûrs qu'il s'agissait bien du voleur. Il est d'ailleurs probable que le larron avait quitté l'hôtel en hâte, comme il y était entré.

Après cette alerte, nous décidâmes de chercher une chambre chez l'habitant. Purmann, rappelé à Madrid, en avait loué une à Barcelone pour plus d'un mois. Il nous offrit de reprendre sa chambre et nous acceptâmes. C'était une pièce agréable et tranquille dans l'appartement d'une dame d'un certain âge, veuve, pas curieuse et heureuse d'avoir un couple tranquille chez elle. Elle apprit à Jenny à cuisiner à l'espagnole, à faire entre autres la fameuse *paella* et l'*arroz a la valenciana*.

A Barcelone, je repris contact avec le parti dissident de Maurin où j'avais quelques camarades de confiance. Mais mes efforts, appuyés par la délégation, n'aboutirent pas à refaire l'unité. Je relançai, pour Barcelone et la Catalogne, «mon» journal *Heraldo Obrero* dont j'étais le principal rédacteur.

Nous avons vécu à Barcelone lors des grèves générales organisées par les anarcho-syndicalistes de la CNT. Jamais je n'ai vu ailleurs un arrêt aussi complet de toute la vie pendant plusieurs jours: tous les magasins fermés, interdiction de circuler en automobile, des *pistoleros* munis de mitraillettes ou revolver au poing à tous les coins de rues, prêts à faire feu sur tout ce qui semblait travailler. Les piétons rasaient les murs et souvent devaient légitimer leur présence en rue. Cela durait trois ou quatre jours puis, un beau matin, sans qu'un ordre eût été donné, la grande cité reprenait vie. Je me souviens être rentré de Madrid en avion, un de ces jours de grève générale, et avoir dû faire à pied le chemin de l'aéroport à mon domicile, interpellé plusieurs fois par la police de grève.

Puis, la délégation insista pour que nous allions habiter Madrid. Jenny était non seulement la dactylo de la délégation, mais elle avait encore à chiffrer et à déchiffrer les télégrammes, souvent très longs, que la délégation envoyait à Moscou et en recevait. Pour procurer un peu de répit à Jenny dans ces travaux fastidieux, nous décidâmes tous deux d'aller visiter nos organisations d'Andalousie. Ainsi je revis avec elle, par la chaleur d'un été torride, Cordoue, Séville et leurs incomparables merveilles d'art et d'architecture.



XXX

RETOUR EN SUISSE

L'approche des élections de 1931 au Conseil national inquiétait la nouvelle direction du Parti communiste suisse installée à Zurich et dirigée par un jeune Allemand, commissaire de Moscou, Gypner. La politique sectaire, hostile à la socialdémocratie, au moment où le nazisme gagnait du terrain en Allemagne, les méthodes antidémocratiques qui avaient présidé au changement de direction, sans convoquer un congrès et engager une véritable discussion libre, laissaient prévoir un isolement du parti et une défaite électorale.

La façon dont j'avais été condamné par la conférence du parti avait laissé, en Suisse romande, un réel malaise. J'avais reçu de César Graber, de La Chaux-de-Fonds, une lettre me demandant de venir exposer mes divergences avec l'Internationale à une conférence des sections romandes. Il m'avait fallu refuser, car un tel acte aurait été considéré comme une violation de la discipline que je m'étais engagé à respecter en appliquant les décisions prises.

Le représentant de l'Internationale et la direction du parti eurent l'idée saugrenue de faire de moi, à l'occasion de ces élections, le porte-drapeau du parti dans les trois cantons romands, Genève, Vaud et Neuchâtel. L'Internationale fut donc sollicitée de me libérer du travail en Espagne pour cette campagne électorale.

Après de longues discussions, Moscou accepta de me céder au Parti communiste suisse pour cette campagne électorale. Mais je ne fus libéré qu'une quinzaine de jours avant les élections, alors que tout était déjà préparé. Le mot d'ordre du parti était bien dans la ligne stalinienne. Il disait: «Wer hat uns verraten? Die Sozialdemokraten!» Ainsi, devant la crise économique et le chômage

grandissant, devant le nazisme allemand qui menaçait de contaminer la Suisse, la campagne électorale du Parti communiste suisse était dirigée exclusivement contre le Parti socialiste!

J'avais quitté la Suisse depuis plus de dix ans, sans garder de liens étroits avec mes anciens camarades, à cause de la vie illégale qui m'était imposée. En 1929, le Parti communiste suisse m'avait condamné dans un document farci de mensonges et de fausses accusations. J'avais protesté, mais ma protestation n'avait pas été publiée. En deux semaines, dans une campagne orientée contre le Parti socialiste, que pouvais-je faire? Tenir quelques meetings à La Chaux-de-Fonds, à Lausanne, à Genève, attaqué et combattu par les socialistes qui ne manqueraient pas de spéculer sur ma disgrâce, c'était une bataille perdue d'avance. Et ce fut une belle débâcle: 197 voix dans le canton de Neuchâtel, 505 dans le canton de Vaud et 256 voix dans le canton de Genève! Le résultat fut misérable dans tout le pays. Le parti perdit plus de 2000 voix après avoir présenté des candidats dans un plus grand nombre de circonscriptions que précédemment. A Bâle-Ville, notre place forte, le parti tomba de 5658 voix en 1928 à 4298 en 1931.

Gypner, découragé, rejeta sur la direction du parti, «incapable», l'échec de cette campagne et me déclara: «Il te faut reprendre la direction du Parti communiste suisse!»

Cette proposition me parut totalement farfelue. J'avais été condamné et discrédité deux ans auparavant. J'étais discipliné, mais loin d'être convaincu. Le parti était en pleine crise et venait de subir une défaite et, plutôt que de mettre à sa tête un stalinien à poigne, Gypner proposait à un «conciliateur» de ranimer le parti.

Je compris, d'une part, l'énorme responsabilité qu'impliquait une telle tâche face à l'hostilité des nouveaux chefs et à l'impuissance où je serais d'appliquer ma politique, étroitement surveillé et contrôlé par des phraseurs gauchistes. Mais ce contrôle, ces entraves, je les avais déjà subis depuis deux ans et je continuerais à les subir partout où l'on pourrait m'utiliser. Malgré ma longue absence, j'avais encore des sympathies en Suisse et surtout, je pouvais, d'autre part, reprendre pied dans mon pays, y vivre et y travailler légalement, mes enfants ne seraient pas complètement russifiés... et puis, comme chef politique du parti et membre de l'Exécutif de l'Internationale, je pouvais continuer à lutter pour le changement politique que j'attendais et espérais.

J'acceptai donc la proposition de Gypner, sous réserve de l'approbation de l'Exécutif de l'Internationale. Gypner s'engagea à tout

régler avec Moscou et, effectivement, l'Exécutif ne fit pas opposition à ma nomination, imposée fort peu démocratiquement au Parti communiste suisse.

Une nouvelle page de ma vie politique s'ouvrait: dix ans de lutte contre le fascisme dans mon propre pays.

CONCLUSION

Pendant trois années, discipliné mais non convaincu, j'avais subi les méfiances, les vexations, les humiliations, les privations, lot de ceux qui s'opposaient à la politique de Staline.

Et pourtant je n'ai pas envisagé de rompre avec l'Internationale à ce moment-là. J'avais mis toute ma confiance dans cette organisation, je lui avais sacrifié les plus belles années de ma vie, ma vie de famille. La Révolution russe, malgré sa dégénérescence bureaucratique et ses difficultés intérieures, restait l'événement le plus considérable du siècle. Elle avait balayé les Empires centraux des Hohenzollern et des Habsbourg, obligé la bourgeoisie occidentale à concéder aux travailleurs des droits qu'elle leur refusait depuis des dizaines d'années, la journée de huit heures, la sécurité sociale, elle éveillait chez les peuples coloniaux la volonté de secouer le joug du colonialisme, accordait aux nationalités opprimées la liberté de se séparer de la Russie et de créer des Etats indépendants, Finlande, Estonie, Lituanie, Lettonie, Pologne, etc.

J'avais connu dans le mouvement communiste, à côté d'arrivistes, des hommes prêts à tous les sacrifices et aux dévouements les plus désintéressés et les plus obscurs et je comptais encore parmi eux d'excellents amis.

Pouvais-je, parce que Staline m'avait injurié et, pendant trois ans, mortifié et discrédité, abandonner ce mouvement que j'avais largement contribué à créer, à éduquer et à renforcer? Pouvais-je critiquer la dégénérescence de l'URSS de l'extérieur, en livrant des arguments à la contre-révolution et à la meute des chacals réactionnaires aux chausses de la Révolution russe?

Non! Il fallait combattre cette dégénérescence de l'intérieur, par une critique constructive, tant qu'une telle critique était encore possible, quitte à se faire envoyer au diable par Staline.

Tous les collaborateurs les plus prestigieux de Lénine étaient dans l'une ou l'autre des oppositions. Devant la faillite de la politique de Staline, comment le parti de Lénine ne pourrait-il pas avoir la force intérieure de réagir et de se révolter?

Dans l'Internationale, la politique suivie en Allemagne, que j'avais en vain tenté de combattre, conduisait à la catastrophe. Il faudrait bien, devant le danger fasciste, changer la politique de l'Internationale. Mais on ne pouvait opérer ce changement du dehors Il fallait donc que le coup de balai fût donné de l'intérieur, par une évolution interne, une nouvelle prise de conscience révolutionnaire.

J'avais encore confiance dans cette capacité de changement et de renouveau. C'est pourquoi j'ai décidé alors de rester discipliné, tout en maintenant mon opposition et en l'exprimant chaque fois que j'en aurais l'occasion. Je l'avais déjà fait dans la discussion de la question polonaise, puis, en route pour l'Amérique latine, contre la tactique électorale en Grande-Bretagne, ensuite contre l'intervention de l'Exécutif dans le Parti communiste suisse, je l'avais fait aussi de mon exil en Espagne.

Manouilsky avait compris que je restais hostile à la politique que je critiquais et que j'appliquais par discipline. C'est la raison pour laquelle il ne voulait pas que je rentre en Suisse. Il me dit un jour: «Restez dans l'appareil de l'Internationale. On a besoin de vos capacités. Si vous allez en Suisse, un Woog quelconque vous excluera un jour et nous ne pourrons plus vous récupérer.»

J'avais certes conscience de la difficulté d'être à la fois discipliné et hostile à la politique officielle, sous le règne de Staline. Il fallait louvoyer, multiplier les mea-culpa mensongers, reconnaître ses «fautes» et les condamner, puisque le régime lui-même imposait cette duplicité et s'en contentait.

Mon exil en Espagne, après trois ans de vie étouffante et humiliante à Moscou, fut une véritable libération pour mon esprit. J'y ai donné le maximum d'efforts pour aider le parti, malgré les freins de Moscou. Mais mes lettres à Jenny révèlent un état d'esprit enjoué et tranquille que je n'avais pas eu depuis trois ans. Je ne me souciais pas des conséquences que cela pouvait avoir. Mon travail était positif et, malgré les manœuvres du secrétariat latin, il me donnait une grande satisfaction. Je me sentais de nouveau utile.

Le retour en Suisse, comme chef du Parti communiste suisse, m'offrait de nouvelles possibilités d'intervenir dans la politique de l'Internationale. Je ne manquai pas de les utiliser.

JULES HUMBERT-DROZ.

La Chaux-de-Fonds, novembre 1970.

ANNEXE

PLATE-FORME DE L'OPPOSITION OUVRIÈRE

(Février 1922)

Qu'est-ce que l'Opposition ouvrière? Faut-il, du point de vue de notre parti et de la révolution ouvrière internationale, se féliciter de son existence, ou bien est-ce au contraire une chose nuisible et de nature à dissocier notre parti, un phénomène «politiquement dangereux», comme l'a déclaré dernièrement Trotsky pendant la discussion publique sur les syndicats?

Pour répondre à ces questions qui intéressent et troublent beaucoup de nos camarades ouvriers et ouvrières, il faut avant tout se demander: 1) de quoi est composée l'Opposition ouvrière et comment elle s'est constituée; 2) en quoi consiste au fond le différend entre nos camarades des centres directeurs du parti et l'Opposition ouvrière?

Un fait très caractéristique et sur lequel on ne saurait trop attirer l'attention de nos dirigeants, c'est que l'opposition groupe, parmi les communistes, la partie avancée des prolétaires organisés. L'opposition comprend presque exclusivement des professionnels — les noms dont sont signées les thèses de l'opposition sur le rôle des syndicats en sont une preuve. Or, que sont les professionnels? Ce sont des ouvriers, l'avant-garde, la tête du prolétariat russe, qui a supporté tout le fardeau de la lutte révolutionnaire et qui, au lieu de se disperser dans les administrations d'Etat et de perdre ainsi sa liaison avec les masses ouvrières, est au contraire restée liée à ces masses. Etre professionnel, conserver de fortes et vivantes relations avec son syndicat, avec les ouvriers de sa branche d'industrie, durant ces années orageuses où le centre de gravité de la vie sociale et politique s'est déplacé au-delà du terrain professionnel, ce n'est ni facile ni simple. La vague révolutionnaire a entraîné bien loin des syndicats les éléments les meilleurs, les plus capables et les plus actifs du prolétariat industriel, l'un sur le front, l'autre dans une administration, le troisième devant le tapis vert de quelque bureau ou devant des monceaux de documents, de devis, de «projets».

Les syndicats sont dépeuplés. Seuls les ouvriers les mieux pénétrés d'esprit prolétarien, la fleur vraiment de la classe révolutionnaire, résistante à la corruption du pouvoir, aux mesquineries de la vanité, à la tentation des carrières administratives, en un mot à tout ce «bureaucratisme soviétique», a gardé un lien étroit avec les masses, avec les ouvriers, avec ces «couches inférieures» dont elle est sortie elle-même et a su sauvegarder son attache organique avec ces milieux contre l'influence des

prélats de l'Etat soviétique. Dès que la situation s'est calmée sur les fronts et que la vie s'est orientée vers l'organisation économique, ces prolétaires véritables et inébranlables, ces représentants les plus initiés et les plus marquants de leur classe se sont hâtés de jeter bas l'habit militaire et de mettre au rancart les paperasses pour répondre à l'appel de leurs frères de classe, les ouvriers des usines, les millions de prolétaires russes qui mènent encore, dans la République soviétique du travail, une existence misérable et honteuse de bagnards... Avec leur instinct de classe, ces camarades, qui sont à la tête de l'Opposition ouvrière, ont compris que quelque chose clochait. Ils ont compris qu'en trois ans de révolution nous avons certes édifié l'Etat soviétique et affirmé le principe de la République ouvrière et paysanne des travailleurs, mais que la classe ouvrière elle-même, en tant que classe, en tant qu'unité sociale indivisible qui a des besoins, des intérêts et des buts unanimes et homogènes, et qui par conséquent veut une politique uniforme constante, claire et distincte, joue dans la République soviétique un rôle de moins en moins important, imprime de moins en moins son sceau sur les mesures de toutes sortes que prend son propre gouvernement, dirige de moins en moins sa politique, influe de moins en moins sur l'action et la pensée des organes centraux du pouvoir. Au début de la révolution, qui donc aurait parlé de couches «inférieures» ou «supérieures»? Les «masses», c'est-à-dire les masses ouvrières et les centres directeurs du parti ne faisaient qu'un. Les aspirations que la vie et la lutte faisaient naître au bas de l'échelle trouvaient une expression plus exacte, une formule plus claire et plus énergique dans les centres dirigeants du parti. Il n'y avait pas d'antagonisme entre le sommet et la base, il ne pouvait y en avoir. Aujourd'hui cet antagonisme existe et aucun artifice de propagande, aucun procédé d'intimidation ne chassera de la conscience des masses l'idée que les sommets de l'administration soviétique et du Parti communiste sont aujourd'hui une nouvelle «couche sociale» bien caractérisée.

Les professionnels qui constituent le noyau essentiel de l'Opposition ouvrière l'ont bien compris, ou plutôt l'ont senti avec leur sûr instinct de classe. Leur premier souci a été de se lier à ces masses, d'entrer dans les syndicats, l'organe de leur classe, celui qui de tous les organes a le moins souffert pendant ces trois ans de l'influence dissolvante d'intérêts de toutes sortes, étrangers au prolétariat (provenant soit de la classe paysanne, soit d'éléments bourgeois adaptés au régime soviétique), qui déforment nos administrations d'Etat et détournent notre politique de sa ligne de classe sincère pour l'orienter vers le marais de l'opportunisme.

Ainsi l'Opposition ouvrière c'est avant tout les prolétaires demeurés attachés à l'établi ou à la mine, c'est la chair de la chair de la classe ouvrière.

L'Opposition ouvrière surprend parce qu'elle n'a pas de grands leaders vedettes, ce qu'on est convenu d'appeler des «chefs». Comme tout mouvement sain qui émerge de relations sociales, elle est sortie du sein des masses ouvrières et bien vite a poussé de profondes racines dans toutes les directions, même dans ces coins de la Russie soviétique où n'était pas encore connue l'existence d'une opposition.

«Chez nous, on n'avait pas idée qu'il y eût à Moscou des désaccords et des discussions sur le rôle des syndicats, disait un délégué sibérien au congrès des mineurs, et déjà nous étions troublés par les mêmes questions qui se posent ici.» Derrière l'Opposition ouvrière sont les masses prolétariennes ou, mieux encore, l'Opposition ouvrière est la partie la plus cohérente, la plus consciente, la plus ferme, en tant que classe, de notre prolétariat industriel, elle estime qu'il n'est pas admissible, au moment

où l'on édifie l'économie communiste, de substituer à la force créatrice du prolétariat une façade tout extérieure de la dictature du prolétariat.

Plus on s'élève sur l'échelle des «postes» de l'Etat soviétique ou du Parti communiste, et moins on rencontre de partisans de l'Opposition. Plus on pénètre profond dans les masses, plus le programme de l'Opposition ouvrière trouve d'écho.

C'est là un fait caractéristique et significatif dont les centres dirigeants de notre parti doivent tenir compte. Si les masses s'éloignent des sommets, si une brèche, une fissure se creuse entre les centres dirigeants et les couches inférieures, c'est signe que dans ces sommets tout ne va pas bien, surtout si les masses ne restent pas silencieuses, mais réfléchissent, agissent, se défendent, font triompher leurs idées. Les sommets ne peuvent détourner les masses du droit chemin qui conduit à la victoire du communisme que si ces masses se taisent, se soumettent, suivent passivement et aveuglément les chefs. C'est ce qui est arrivé en 1914, au début de la Guerre mondiale, lorsque les ouvriers crurent les chefs et conclurent: «Ils connaissent mieux que nous les voies de l'histoire. Notre instinct de protestation contre la guerre nous égare, réprimons-le, taisons-nous et écoutons les anciens.» Mais quand au contraire la masse s'agite, fait travailler son cerveau, critique, quand elle vote opiniâtrement contre les chefs aimés — malgré son sentiment de sympathie à leur égard — et qu'elle est obligée pour cela de combattre, alors le cas devient sérieux. Alors le devoir du parti est de ne pas cacher le différend, de ne pas chercher à déconsidérer l'opposition en lui accolant des épithètes que rien ne justifie et qui n'expliquent rien. Mais il doit au contraire se demander en toute sincérité où et en quoi réside le fond du désaccord et ce que veut la classe ouvrière, porte-voix du communisme et son seul créateur.

Ainsi l'Opposition ouvrière représente la partie avancée du prolétariat qui n'a pas rompu sa liaison vivante avec les masses ouvrières organisées en syndicats et qui ne s'est pas dispersée dans les administrations d'Etat.

Le fond du différend

Avant de rechercher le fond du différend entre l'Opposition ouvrière et le point de vue officiel représenté par nos centres dirigeants, nous devons nous rappeler deux vérités: tout d'abord que l'Opposition ouvrière est sortie du tréfonds du prolétariat industriel de la Russie soviétique et qu'elle a puisé sa force non seulement dans les conditions d'existence et de travail effroyables de sept millions de prolétaires industriels, mais aussi dans les multiples déviations, oscillations ou contradictions de notre politique gouvernementale et même dans ses évidents écarts d'une ligne de classe nette, franche et conséquente du programme communiste. En second lieu, il faut rappeler que l'Opposition n'est pas limitée à telle ou telle région; elle n'a pas été le fruit de désaccords ou de discussions personnels; elle s'est au contraire largement répandue dans toute la République soviétique où toutes les provinces ont répondu unanimement à chaque tentative de nos camarades ouvriers de formuler, d'exprimer et de fixer les raisons profondes de la controverse et de définir ce que veut l'Opposition ouvrière.

L'impression domine aujourd'hui que le différend entre l'Opposition ouvrière et les tendances des couches supérieures se résume à une façon différente de concevoir le rôle et le but des syndicats. C'est faux. Le différend est plus profond. Les représentants de l'Opposition ne savent pas toujours

l'énoncer clairement et le définir avec précision, mais il suffit d'aborder une série de problèmes concernant la structure de notre République pour que le désaccord éclate sur des propositions fondamentales de caractère économique et politique.

Les deux points de vue opposés, celui des sommets dirigeants de notre parti et celui des représentants du prolétariat organisé en syndicats, se sont manifestés pour la première fois au Neuvième congrès panrusse du Parti communiste, sur la question de la direction unique ou collégiale. L'Opposition n'existait pas encore en tant que groupe constitué, mais il était clair que les tenants du système collégial étaient les représentants des syndicats, c'est-à-dire des organisations nettement prolétariennes, et qu'ils avaient contre eux les dirigeants du parti, habitués à juger toutes choses du point de vue de la politique des divers départements administratifs, politique qui exige un art consommé de s'adapter aux aspirations, socialement hétérogènes et parfois politiquement contradictoires, des divers groupes sociaux de la population: prolétariat, petits propriétaires, paysans, bourgeoisie (personnifiés par des «spécialistes» ou pseudo-spécialistes de tout acabit et de toute formation).

Pourquoi est-ce précisément les syndicats qui, inhabiles à soutenir leurs arguments en faveur de propositions scientifiquement logiques, ont été les partisans du système collégial, tandis que les défenseurs des «spécialistes» ont été les champions de la direction unique? C'est que, dans ce différend (bien que les deux parties aient nié toute importance de principe à la question), il y avait en présence deux points de vue fondés sur des raisons profondes et inconciliables. La direction unique, c'est l'incarnation même de la conception individualiste qui caractérise la classe bourgeoise. La direction unique, c'est-à-dire la volonté d'un homme isolé, «libre», détaché de la collectivité, quel que soit le domaine où elle se manifeste, de l'autocratie du chef du gouvernement à l'autocratie du directeur d'usine, c'est la plus parfaite expression de la pensée bourgeoise. La bourgeoisie ne croit pas à la force de la collectivité. Ce qu'elle aime, c'est rassembler la foule en un troupeau obéissant qu'elle puisse mener à son gré où le guide le voudra...

La classe ouvrière et ses interprètes au contraire savent que les buts nouveaux de leur classe, le communisme, en un mot, n'est réalisable que par une création collective, par l'effort en commun des ouvriers eux-mêmes. Plus la collectivité ouvrière sera compacte, plus les masses seront habituées à manifester leur volonté et leur pensée collectives et communes et plus la classe prolétarienne réalisera complètement et rapidement sa mission, c'est-à-dire édifiera un système économique nouveau, non plus fait de pièces éparses, mais uni, harmonieux, cohérent, communiste. Celui-là seulement qui est rattaché pratiquement à la production peut y apporter des nouveautés vivifiantes. En renonçant au principe de la direction collective dans l'industrie, le Parti communiste est coupable d'un abandon grave, d'un acte d'opportunisme, d'une déviation de la ligne de classe que nous avions si passionnément affirmée et défendue dans la première période de la révolution.

Comment cela s'est-il produit? Comment se fait-il que notre parti, avec sa fermeté et sa trempe acquises dans les combats révolutionnaires, se soit laissé détourner du droit chemin prolétarien et se soit mis à errer à travers les sentiers de cet opportunisme qu'il déteste si profondément?

A cela nous répondrons plus tard. Pour le moment, demandons-nous comment s'est constituée et s'est développée l'Opposition ouvrière.

Le Neuvième congrès s'était tenu au printemps. Pendant l'été, l'Oppo-

sition ne se manifesta pas. On n'entendit plus parler d'elle non plus lors des débats animés au Deuxième congrès de l'Internationale sur la question des syndicats. Mais dans les masses se faisait un travail d'accumulation d'expériences et de réflexion critique. Ce travail a trouvé son expression, encore bien imparfaite, à la conférence communiste de septembre 1920. Notre pensée s'égarait encore dans la négation et la critique. Nous n'avions pas de propositions positives, pas de formules à nous. Mais ce qui perçait déjà, c'est que le Parti communiste entrait dans une phase nouvelle; une fermentation se produisait, les couches inférieures réclamaient la liberté de critique et déclaraient hautement que la bureaucratie les étouffait, entravait toute action indépendante et toute initiative.

Les sommets dirigeants du parti surent apprécier à sa juste valeur cette fermentation en germe et, par la bouche de Zinoviev, multiplièrent les promesses verbales! Liberté de critique, élargissement de l'initiative des masses, nécessité de combattre les déformations bureaucratiques, poursuite sévère de tous les dirigeants qui enfreignaient les principes démocratiques...

Beaucoup de paroles furent dites, et bien dites. Mais entre la parole et l'acte la distance reste immense. La conférence de septembre, avec toutes les promesses de Zinoviev, n'a rien changé ni au parti ni à l'existence des masses ouvrières. La source qui alimentait l'Opposition n'a pas été tarie. Dans les masses progressaient et grandissaient sourdement le mécontentement, la critique, le travail de la pensée...

Cette sourde fermentation arriva jusqu'aux dirigeants, engendra chez eux des désaccords qui prirent une acuité inattendue. Il faut constater que, dans les milieux dirigeants de notre parti, la question où ces différends se marquèrent avec le plus d'acuité est précisément celle des syndicats. C'était naturel.

Aujourd'hui, dans le débat entre l'opposition et les sommets du parti, ce sujet n'est pas le seul, mais il est cependant, étant donné la situation, le point central de toute notre politique intérieure.

Avant que l'Opposition ouvrière n'ait rassemblé ses thèses et formulé les principes sur lesquels doit reposer, à son avis, la dictature du prolétariat dans le domaine de l'organisation économique, les milieux dirigeants s'étaient nettement divisés sur l'appréciation du rôle des organisations de la classe ouvrière pour restaurer la production sur de nouvelles bases communistes. Le Comité central de notre parti s'était divisé: Lénine contre Trotsky, avec, au centre, Boukharine comme tampon.

C'est seulement au Septième congrès des Soviets et immédiatement après qu'on vit nettement qu'existait à l'intérieur du parti une opposition compacte, groupée principalement autour des thèses sur le rôle des syndicats et que cette opposition, sans avoir ni un seul grand leader, ni un théoricien, et bien que violemment combattue par les chefs les plus populaires du parti, grandissait et se fortifiait, et surtout gagnait la Russie laborieuse... Si encore elle n'avait existé qu'à Moscou et à Petrograd. Mais non, du Donetz, de l'Oural, de Sibérie et de plusieurs centres industriels, les rapports signalaient au Comité central du parti la formation et l'activité d'une «Opposition ouvrière». En réalité, cette opposition était loin de se manifester partout sur les mêmes points dans l'opinion des centres ouvriers de la Russie soviétique! Il y avait parfois dans ses manifestations, dans ses revendications et dans ses motivations pas mal de confusion, de non-sens, de mesquinerie, alors que les points essentiels étaient oubliés. Néanmoins une chose demeurait, cette question: Qui doit assurer l'action créatrice de la dictature du prolétariat dans le domaine économique?

Est-ce que ce sont les syndicats, ces organes essentiellement prolétariens, rattachés directement, par des liens vitaux, à la production? Ou bien les administrations d'Etat sans rapport direct et vivant avec l'activité productrice et, de plus, de composition sociale complexe? C'est là qu'est le nœud du débat. L'Opposition ouvrière est en faveur de la première proposition. Les sommets de notre parti, quelles que puissent être les divergences dans leurs thèses sur tel ou tel autre point essentiel, sont, avec un ensemble touchant, pour la seconde.

Qu'est-ce que cela démontre?

Que notre parti traverse sa première crise sérieuse depuis le début de la révolution et qu'il n'a pas le droit de se débarrasser de l'Opposition en la traitant de syndicaliste ou d'autres épithètes à bon marché, mais que tous les camarades doivent réfléchir et se demander d'où vient cette crise. De quel côté est la vérité de classe, du côté des sommets dirigeants ou du côté des ouvriers et des masses prolétariennes qui ont un juste instinct de classe?

La crise du parti

Avant de considérer les principaux points qui font l'objet du débat entre les dirigeants de notre parti et l'Opposition ouvrière, il nous faut chercher une réponse à la question suivante: comment notre parti, combatif, solide, puissant et invincible, grâce à la fermeté et à la netteté de sa ligne — ligne de classe — a-t-il pu dévier de cette ligne?

Plus le Parti communiste nous est cher pour avoir fait un pas aussi décisif vers l'affranchissement des travailleurs du joug capitaliste, moins nous avons le droit de fermer les yeux sur les erreurs de ses dirigeants.

La force de notre parti a toujours consisté et doit encore consister aujourd'hui en ce que ses centres dirigeants prêtent une oreille sensible aux inquiétudes et aux aspirations nouvelles qui groupent les ouvriers et, connaissant ces dispositions, sachent les diriger pour qu'elles servent aux masses de tremplin vers de nouvelles conquêtes. Cela s'est fait antérieurement, mais n'arrive plus aujourd'hui. Notre parti ne se borne pas à ralentir sa course foudroyante vers l'avenir. De plus en plus il regarde prudemment en arrière, se demandant s'il n'est pas allé trop loin, s'il n'est pas temps de s'arrêter, s'il ne serait pas plus sage d'user de circonspection et d'éviter des expériences hardies sans précédent dans l'histoire.

D'où vient cette trop sage prudence (elle apparaît bien clairement dans le manque de confiance de nos milieux dirigeants envers les capacités économiques des syndicats ouvriers) qui, ces derniers temps, s'est emparée de nos centres? Quelle en est la cause?

Si nous examinons attentivement la raison de nos dissentiments intérieurs, nous nous convaincrons que la crise actuelle du Parti communiste résulte de trois causes fondamentales.

La première, la principale, c'est la situation difficile dans laquelle le Parti communiste est appelé à travailler et à agir. Le Parti communiste doit édifier le communisme et mettre en pratique son programme dans la situation suivante: 1) complète désorganisation et ruine de l'économie nationale; 2) attaques incessantes des puissances impérialistes et de la contre-révolution russe pendant les trois ans de révolution; 3) pays arriéré économiquement, où la classe ouvrière à elle seule doit incarner le communisme, construire les formes nouvelles de l'économie communiste, tandis que la population paysanne domine, pays où n'existent pas encore

les conditions économiques nécessaires pour la collectivisation et la centralisation de la production et où le capitalisme n'a pas eu le temps de parfaire son développement (entre la concurrence illimitée qui est le stade primitif du capitalisme et la régularisation de la production qui est sa forme suprême, il y a les syndicats et trusts d'employeurs).

Il est clair que ces circonstances entravent la réalisation pratique de notre programme, surtout dans son principe fondamental, l'organisation de l'économie nationale sur des bases nouvelles, qu'elles créent une bigarrure et détournent inévitablement la politique du parti d'une application ferme et constante de sa ligne théorique ou de principe dans la pratique quotidienne. Un parti à la tête de l'Etat soviétique de composition sociale mélangée est obligé, bon gré mal gré, de tenir compte aussi des aspirations du petit propriétaire paysan, de ses intérêts égoïstes et de son éloignement du communisme, comme aussi de la couche immense des éléments petits-bourgeois de l'ancienne Russie capitaliste, intermédiaires de toutes sortes, petits commerçants, commis, artisans, petits fonctionnaires, qui se sont rapidement adaptés à l'organisation soviétique. Ce sont eux surtout qui remplissent les bureaux des soviets, qui sont les agents du Commissariat de l'approvisionnement, les chefs des services de l'armée, les hommes d'affaires audacieux des bureaux centraux de nos industries. Le commissaire du peuple à l'approvisionnement a cité, à la fraction communiste du Huitième congrès des soviets, des chiffres bien caractéristiques: il compte dans son commissariat 17% d'ouvriers, 13% de paysans, moins de 20% de spécialistes et tout le reste, plus de 50%, d'anciens artisans ou commis ou autre «petit public», dont la majorité est même illettrée (c'est Tsourioupa qui le dit) — preuve, à son avis, de la qualité démocratique de son personnel, qui, en réalité, n'a rien de commun avec la classe prolétarienne, avec les producteurs de richesses, avec les ouvriers de l'industrie.

C'est précisément cette catégorie, largement répandue dans les administrations soviétiques, cette catégorie de petite-bourgeoisie hostile au communisme, attachée à la routine du passé, gorgée de répulsion et de crainte devant l'action révolutionnaire, qui corrompt notre appareil gouvernemental en y apportant un esprit totalement étranger à la classe ouvrière. Ce sont deux mondes, deux mondes ennemis. Or, en Russie, nous sommes contraints de nous persuader, de persuader toute la classe ouvrière qu'elle-même et la petite bourgeoisie (sans même parler des paysans, du paysan moyen bon économe et laborieux) peuvent admirablement coexister sous cette enseigne commune «tout le pouvoir aux soviets», tout en oubliant que, dans la pratique journalière de la vie, les intérêts des ouvriers se heurtent inévitablement à ceux de la petite bourgeoisie ou des paysans également pénétrés de l'esprit petit-bourgeois, et tirent la politique de l'Etat soviétique à hue et à dia en émoussant son relief de classe.

Tout en comptant avec le petit propriétaire campagnard, l'élément petit-bourgeois (non pas ouvrier, mais petit-bourgeois) des villes, notre parti doit compter encore, dans sa politique gouvernementale, avec l'influence des éléments de la grosse bourgeoisie, spécialistes techniciens, ingénieurs, anciens requins de la finance et de l'industrie, liés par tout leur passé au système capitaliste, incapables de se représenter une forme de production autre que celle du régime auquel ils sont accoutumés, celui de l'économie capitaliste. Plus la Russie soviétique a besoin de spécialistes pour les questions techniques et la direction de son industrie, plus ces éléments, étrangers à la classe ouvrière, influent sur la marche et le développement des formes et du caractère de notre économie nationale,

Rejetée complètement au début de la révolution, restée ensuite dans les mois les plus difficiles de notre lutte en position d'attente ou même de franche hostilité envers le pouvoir des soviets (sabotage des intellectuels), cette catégorie sociale d'hommes d'affaires du système capitaliste, de valets soumis et bien payés du capital, acquiert de jour en jour plus d'influence et d'importance dans la politique. Faut-il donner des noms? N'importe quel ouvrier au courant de notre politique intérieure et extérieure aura sur-le-champ à l'idée tel ou tel de ces individus...

Tant que le centre de gravité de notre vie fut au front, l'influence de ces messieurs, de cet élément étranger à la classe ouvrière, sur la politique de notre Etat soviétique, en particulier en ce qui touche l'appareil économique, est restée relativement minime.

Les spécialistes, enfants du passé, intimement et indissolublement liés au régime bourgeois supprimé par nous, se sont glissés dans notre armée rouge, y apportant leur esprit d'autrefois (subordination, galons, distinctions, obéissance passive au lieu de discipline de classe, arbitraire des chefs, etc.). Mais leur influence ne touchait pas à la ligne politique générale de la République soviétique. Le prolétariat ne leur disputait pas la direction des choses militaires, car, avec son sûr instinct de classe, il sentait qu'en cette matière la classe ouvrière, en tant que classe, n'a rien de neuf à apporter, impuissante qu'elle est à transformer fondamentalement le système militariste, à changer sa nature, à le reconstruire sur une nouvelle base sociale. Le militarisme est la création d'une civilisation dépassée par l'humanité. Le militarisme, le service militaire, la guerre n'auront pas de place dans la société communiste. La lutte pour la vie suivra une ligne différente, prendra des formes tout à fait autres, inaccessibles à notre imagination. Le militarisme vit ses derniers jours à l'époque de la dictature du prolétariat et il est naturel pour cette raison que les ouvriers, en tant que classe, n'aient rien de vraiment créateur, de nouveau, d'utile pour le développement futur de la société, à apporter au militarisme, ni dans ses formes ni dans son système. Il y a certes, dans l'armée rouge, des tentatives de renouveau, mais le fond du métier militaire est demeuré le même. Malgré tout, l'orientation donnée par les officiers et les généraux de l'ancienne armée n'a pas fait dévier la politique soviétique en matière militaire dans un sens étranger au nôtre, au point que les ouvriers puissent sentir un dommage évident pour eux, c'est-à-dire pour leur classe et sa mission fondamentale.

Il en est autrement dans le domaine économique. La production, son organisation, c'est là qu'est l'essence du communisme. Eloigner les ouvriers de l'organisation de la production, refuser aux organisations professionnelles, interprètes véritables de la classe prolétarienne, la possibilité de doter la production et son organisation de formes économiques nouvelles, leur élément créateur, ne se confier qu'à la science des spécialistes dressés et éduqués pour un système de production entièrement différent, c'est abandonner en fait le marxisme scientifique. Or, c'est précisément ce qui se pratique aujourd'hui aux sommets de notre parti. En voyant l'état catastrophique de notre économie dans les questions de la monnaie, des tarifs, des catégories de travail, etc., les dirigeants de notre parti, se méfiant des forces créatrices des collectivités ouvrières, cherchent le salut dans le désordre économique... Chez qui donc? Chez les représentants du passé bourgeois et capitaliste, chez les hommes d'affaires et les techniciens dont les facultés créatrices, précisément dans le domaine économique, sont paralysées par la routine, les habitudes, les procédés propres au système économique capitaliste. Ce sont encore nos dirigeants qui

implantent cette foi, naïve jusqu'au ridicule, dans la possibilité d'implanter le communisme par la voie bureaucratique. Là où il faudrait chercher et créer, ils prescrivent.

Plus le front militaire recule au second plan devant le front économique, plus notre misère se fait aiguë et douloureuse, et plus s'affirme l'influence des groupements qui non seulement sont entièrement étrangers et hostiles au communisme par toutes leurs fibres, mais encore absolument impuissants à manifester une initiative réelle dans la recherche de formes nouvelles pour organiser le travail, de mobiles nouveaux pour augmenter le rendement, de procédés originaux pour relier la production et la consommation. Tous ces techniciens, experts, hommes d'affaires qui émergent à la surface de la vie soviétique, dès qu'ils agissent sur la politique économique, exercent une pression sur les sommets de notre parti par l'intermédiaire des administrations et au sein de ces administrations.

Notre parti se trouve dans une situation difficile et pénible; il est obligé, pour gouverner l'Etat soviétique, de prêter attention et de s'adapter à trois groupes de la population, différents par leur composition sociale, donc aussi par leurs intérêts économiques.

D'une part, le prolétariat qui réclame une politique claire et saine, une marche forcée au communisme.

D'autre part, la classe paysanne, avec ses aspirations de petits propriétaires, sa sympathie pour les libertés de toutes sortes, avant tout la liberté du commerce, et la non-intervention de l'Etat dans ses affaires. A la classe paysanne se joint la petite bourgeoisie personnifiée par les agents, les fonctionnaires d'Etat, les employés des services de l'armée, etc., accoutumés au régime soviétique, mais qui, par leur mentalité, déforment notre politique à l'image de leurs tendances petites-bourgeoises. A Moscou, l'influence de ces éléments petits-bourgeois se fait peu sentir; par contre dans les provinces, à la base même de l'action soviétique, elle est énorme et pernicieuse.

Enfin, le troisième groupe est formé des hommes d'affaires, des anciens dirigeants du régime capitaliste. Ce ne sont pas les magnats du capital, les Riabouchinski et les Boublikov, que la République du travail a éliminés dès la première période de la Révolution, mais ce sont les anciens serviteurs talentueux du système capitaliste, le cerveau et le génie du capitalisme, ceux qui l'ont véritablement créé et fait fructifier; escomptant tous les avantages de la régularisation de l'industrie et de son organisation en trusts (c'est à quoi tend le capital dans les Etats bourgeois les plus développés industriellement), ils approuvent les tendances centralistes de la politique économique soviétique; ils veulent seulement que cette régularisation ne soit pas réalisée par les organisations ouvrières, mais par eux-mêmes, sous le pavillon des administrations économiques de l'Etat, des bureaux centraux et des conseils d'économie nationale où ils se sont déjà solidement enracinés. L'influence de ces messieurs sur la «sage» politique gouvernementale de nos sommets est grande, infiniment plus grande qu'elle ne devrait l'être. Elle se marque dans la tendance à asseoir et à maintenir, en dépit de tout, le système bureaucratique (avec des concessions dans le sens d'une «amélioration», mais non d'une modification du système lui-même). Elle se fait sentir plus manifestement encore dans les relations commerciales établies avec les puissances capitalistes, relations qui passent par-dessus la tête du prolétariat organisé, soit des pays étrangers, soit de la Russie. Elle se remarque dans une série de mesures qui aboutissent à réduire l'initiative des masses et à affermir dans leur rôle dirigeant les représentants du passé capitaliste.

Entre ces catégories hétérogènes, notre parti est obligé de louvoyer et de trouver un moyen terme politique qui ne détruise pas l'unité de l'Etat. La politique réelle du Parti communiste, en s'identifiant avec l'appareil de l'Etat, avec l'appareil soviétique, perd de plus en plus son caractère de classe et se modifie pour devenir une politique neutre, indifférente aux classes, sous l'effet d'une adaptation d'en haut aux intérêts différenciés et contradictoires d'une population socialement hétérogène et mélangée. Cette adaptation est inévitablement cause d'oscillations, d'incertitudes, de déviations et d'erreurs.

Rappelons à ce sujet nos zigzags dans nos rapports avec les paysans, de l'«orientation vers le paysan pauvre», à l'«orientation vers le petit propriétaire laborieux et bon économe». Cette politique témoigne au demeurant de la profondeur et de la sagesse gouvernementales de nos «hommes d'Etat» mais l'historien qui apprécie sans parti pris les stades successifs de notre pouvoir gouvernemental ne manquera pas d'y voir une dangereuse déviation de la ligne de classe et une tendance grosse de conséquences vers l'opportunisme et le louvoiement...

Ou bien, prenons la question du commerce extérieur. Il y a là, sans aucun doute, dans notre politique, un intime désaccord dont font foi les tiraillements incessants entre nos commissariats des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. Ces tiraillements n'ont pas seulement un caractère étroitement «départemental»; ils sont plus profonds et si ce qui se joue dans la coulisse de nos organes dirigeants était porté devant le tribunal des masses, qui sait quelle ampleur pourraient prendre les différends entre le Commissariat des affaires étrangères et nos représentants commerciaux à l'étranger?

Les différends entre administrations, que l'on cache aux masses, mais qui, de par leur signification sociale, sont profonds, la nécessité d'adapter la politique gouvernementale aux trois catégories sociales hétérogènes de la population (ouvriers, paysans, éléments de l'ancienne bourgeoisie), voilà la seconde cause de crise dans notre parti. Il n'est pas permis de l'ignorer. Elle est trop caractéristique, trop lourde de conséquences. Le devoir des dirigeants du parti, s'ils ont à cœur sa vitalité et son unité, est d'analyser cette cause et d'en tirer la leçon que réclame impérieusement le mécontentement créé par elle, largement répandu dans les masses.

Tant que, à l'époque première de la Révolution, la classe ouvrière se savait être le seul interprète du communisme, l'unité dans le parti fut parfaite. Il ne pouvait être question de «sommets» ni de «couches inférieures» dans la période qui suivit immédiatement Octobre, quand l'avant-garde du prolétariat réalisait hâtivement et sanctionnait, les uns après les autres, tous les articles de notre programme de classe, de notre programme communiste. Le paysan qui avait reçu la terre n'avait pas encore conscience d'être une partie intégrante de la République soviétique, un citoyen investi de tous les droits. Les intellectuels, les «spécialistes», les hommes d'affaires de la classe bourgeoise, les pseudo-spécialistes qui montent chaque jour un peu plus haut sur l'échelle soviétique sous le masque de spécialistes, gardaient en sourdine une attitude expectative et laissaient ainsi le champ libre à l'élan créateur des masses ouvrières avancées.

Aujourd'hui, c'est le contraire. L'ouvrier sent, voit, réalise à chaque pas que les spécialistes et, pis encore, les pseudo-spécialistes, ignorants et sans expérience, les «experts» délogent l'ouvrier soi-disant «inculte», sous prétexte d'incapacité ou de vantardise à faire valoir ses connaissances pratiques, et qu'ils s'installent dans les principaux organes de direction de notre production. Le parti, au lieu de remettre en place ces éléments

étrangers à la classe ouvrière et au communisme, les favorise et cherche auprès d'eux le salut et le remède contre le désordre économique au lieu de les chercher dans les organisations ouvrières! Ce n'est pas aux ouvriers, ni aux syndicats, ni aux organisations de classe, mais à ces gens-là que le parti accorde sa confiance. Cela, les masses ouvrières le sentent et, au lieu qu'il y ait un parti et une classe prolétarienne compacts et bien unis, il y a une brèche, au lieu de chercher à s'identifier, on marche vers la désunion... Les masses ne sont pas aveugles. Les leaders les plus populaires ont beau masquer sous de belles paroles leur défection à la vraie politique de classe et leurs concessions tantôt aux petits paysans, tantôt au capitalisme international — dans cette confiance qu'ils témoignent aux meilleurs élèves du système de production capitaliste, les masses voient bien où commence le recul. Les ouvriers peuvent éprouver pour la personne de Lénine les sentiments les plus dévoués et l'affection la plus chaleureuse, ils peuvent être séduits par l'admirable, l'incomparable talent oratoire de Trotsky ou par sa puissance d'organisation, ils peuvent honorer beaucoup d'autres chefs en tant qu'individus; mais quand la masse sent qu'on manque de confiance en elle, en ses facultés créatrices, elle crie: «Halte-là, nous ne vous suivrons pas plus loin les yeux fermés. Laissez-nous voir clair dans la situation. Votre politique du juste milieu entre trois catégories sociales est peut-être inspirée d'une profonde sagesse. Mais elle sent, à s'y méprendre, cet ancien personnage, l'opportunisme. Pour aujourd'hui il se peut que cette politique rassie nous fasse gagner quelque chose, mais prenons garde de ne pas nous égarer sur la fausse route qui, avec ses détours et ses zigzags, nous entraînerait petit à petit loin de l'avenir, dans le maquis du passé... »

La méfiance grandit dans la classe prolétarienne à l'égard des dirigeants du parti et plus ces dirigeants sont «rassis», plus ils prennent tournure d'habiles «hommes d'Etat», d'équilibristes entre le communisme et le passé bourgeois; plus l'abîme se creuse entre les «sommets» et la «masse», plus leur compréhension mutuelle s'émousse et plus la crise intérieure de notre parti devient douloureuse et fatale.

La troisième cause déterminante de cette crise, c'est le fait que réellement, pratiquement, au cours de ces trois ans de révolution, les conditions matérielles d'existence des masses ouvrières, des producteurs, du peuple des fabriques, loin de s'améliorer, ont empiré. Cela, personne dans les milieux dirigeants de notre parti ne le niera. Le sourd, mais large mécontentement des ouvriers (remarquez-le bien: des ouvriers) a des causes matérielles.

Ceux qui ont gagné directement à la révolution, ce sont les paysans! De plus, non seulement les petits bourgeois, mais encore les membres de la grande bourgeoisie qui ont occupé des postes influents et de dictature dans les administrations de l'Etat (en particulier dans les administrations économiques), dans l'industrie ou dans le commerce extérieur, se sont aussi merveilleusement adaptés aux nouvelles formes d'organisation et de vie socialistes. Seule la classe essentielle de la République soviétique, celle qui a supporté toute la responsabilité de la dictature, traîne une existence scandaleusement malheureuse.

La République du travail, conduite par les communistes, avant-garde de la classe ouvrière qui, selon Lénine, «a incarné l'énergie révolutionnaire de toute la classe», a placé dans des conditions privilégiées quelques entreprises ou branches d'industries «de choc» isolées, présentées à l'improviste au Conseil des commissaires du peuple. Mais elle n'a pas trouvé le loisir de placer dans des conditions d'existence tant soit peu humaines la masse, la grande masse des ouvriers et des ouvrières!

Le Commissariat du travail est le plus inerte de nos commissariats. La politique soviétique n'a pas osé examiner sérieusement, à l'échelle nationale, ce qu'il faut faire et ce que l'on peut faire, dans l'état présent des choses, en tenant compte des circonstances extérieures défavorables, pour améliorer la vie de l'ouvrier, pour conserver à la production sa capacité de travail, pour placer le travail de l'ouvrier dans des conditions relativement supportables? La politique soviétique s'est distinguée jusqu'à ces derniers temps par l'absence d'une ligne, d'un plan réfléchi et régulier pour organiser la vie des ouvriers et améliorer les conditions de travail. Tout ce qui a été fait en cette matière l'a été fait par hasard, par à-coups, par les autorités locales, sous la pression des masses.

Pendant ces trois ans de guerre civile, le prolétariat a apporté héroïquement, sur l'autel de la Révolution, d'innombrables sacrifices. Il a attendu patiemment. Mais aujourd'hui, au tournant, alors que le nerf vital de notre République est le front économique, la masse ouvrière estime superflu de souffrir et d'attendre plus longtemps. N'est-ce pas elle qui construit l'édifice sur la base communiste? «Construisons-le nous-mêmes, dit-elle; nous savons sans doute mieux que ces messieurs des bureaux centraux ce qui nous tient à cœur...»

L'ouvrier de la masse ouvre les yeux. Il voit que jusqu'à présent l'hygiène, l'amélioration sanitaire des ateliers, la protection de la santé du travailleur, en d'autres termes toutes les questions intéressant l'organisation de la vie quotidienne et l'amélioration des conditions de travail sont refoulées au dernier rang, dans notre politique. Pour résoudre la question du logement, on n'a pas trouvé mieux que d'installer les familles ouvrières dans des appartements bourgeois incommodes et inappropriés. A notre honte, non seulement dans les provinces lointaines, mais au cœur de la République, à Moscou, nous voyons sortir de terre des casernes ouvrières puantes, surpeuplées, antihygiéniques; quand on y entre, c'est à croire qu'il n'y a pas eu de révolution!... Nous le savons tous, la question du logement ne peut pas être résolue en quelques mois, ni même en quelques années. Dans l'état d'indigence où nous sommes, elle présente des difficultés particulières; mais le fait de l'inégalité grandissante, toujours plus accusée, entre les catégories privilégiées de la population et les simples ouvriers, épine dorsale de la dictature du prolétariat, enfante et nourrit un mécontentement croissant.

L'ouvrier de la masse voit comment vit le fonctionnaire soviétique et comment il vit lui-même, lui sur qui repose la dictature du prolétariat... Il ne peut pas ne pas voir que pendant toute la révolution la chose à laquelle on a accordé le moins d'attention, c'est la vie et la santé de l'ouvrier de l'atelier. Là où, avant la révolution, le régime était un tant soit peu tolérable, il se maintient encore grâce aux comités d'usines, mais partout où l'humidité, le manque d'air, les vapeurs délétères empoisonnaient, contaminaient et épuisaient l'organisme de l'ouvrier, rien de cela n'a changé... On avait autre chose à faire... Songez au front de la guerre civile.... Et pourtant, quand il s'agit de remettre en état un local pour quelque administration, on trouve toujours les matériaux et la main-d'œuvre... Si nous essayions de loger les spécialistes, nos experts en transactions commerciales avec le capital étranger, dans les tanières où vivent et travaillent les masses prolétariennes, ils pousseraient de tels cris que nous serions obligés de mobiliser toute la section des logements pour mettre fin à une «incurie intolérable» qui entrave la productivité du travail des spécialistes!

Le mérite de l'Opposition ouvrière est d'avoir fait insérer la question de l'organisation des conditions d'existence des ouvriers, avec toutes les

revendications ouvrières soi-disant mesquines et sans importance, dans le plan économique national. L'augmentation de la production est impossible si l'on n'organise pas en même temps l'existence des ouvriers sur des bases nouvelles, convenables et communistes.

Moins on a entrepris, et même projeté, dans ce domaine, jusqu'à présent — je ne parle pas de ce qui a été réalisé — et plus sont profonds l'incompréhension mutuelle, l'éloignement et le manque de confiance entre les milieux dirigeants du parti et les masses ouvrières. Pas d'union, aucun sens d'une communauté de besoins, d'aspirations et de revendications. Les dirigeants sont d'un côté et nous de l'autre. Peut-être savent-ils mieux administrer le pays, mais en ce qui concerne notre labeur quotidien, la vie de l'atelier, ses besoins et ses exigences immédiates, ils ne les comprennent pas et ne veulent pas les connaître. De là une confiance instinctive des masses ouvrières dans les syndicats et en revanche leur éloignement instinctif du parti. «Est-il des nôtres? Il l'a été peut-être, mais, depuis qu'il est au Bureau central, il ne nous connaît plus... il ne vit plus comme nous. Que lui font nos soucis? Ce ne sont plus les siens, évidemment...»

Plus notre parti retirait des fabriques et des syndicats les éléments les plus conscients et les plus dévoués pour les envoyer sur les fronts ou dans quelque administration, plus le lien se brisait entre les masses ouvrières et les centres politiques dirigeants. La brèche s'élargissait, la fissure se creusait!... Aujourd'hui cette fissure se remarque déjà à l'intérieur du parti lui-même. Les ouvriers, par la voix de l'Opposition ouvrière, demandent: «Qui sommes-nous? Est-ce vrai que nous sommes la pierre angulaire de la dictature du prolétariat, ou ne sommes-nous qu'un troupeau sans volonté, un marchepied pour ceux qui, détachés des masses, se sont fait un nid confortable sous l'enseigne communiste ou pour ceux qui dirigent la politique et conduisent la vie économique en dehors de nous, loin de l'élan créateur de notre classe?»

Les sommets du parti ont beau faire fi de l'Opposition ouvrière, c'est elle la force saine et grandissante d'une classe qui apporte son énergie vivifiante à la restauration de notre vie économique et au Parti communiste même qui commence à dépérir.

* * *

Ainsi trois causes engendrent la crise de notre parti: premièrement les conditions objectives dans lesquelles nous sommes obligés d'appliquer les principes du communisme en Russie (guerre civile, faible développement économique du pays, profonde désorganisation consécutive à de longues années de guerre). Ensuite, la composition sociale mélangée de la population: sept millions seulement de prolétaires à côté d'une masse de paysans, de petits bourgeois, des restes de l'ancienne grande bourgeoisie, hommes d'affaires de toute sorte et de toute formation qui influent sur la politique des administrations d'Etat et même sur le parti. Enfin, la passivité du parti pour tout ce qui touche à l'amélioration directe du sort du prolétariat, face à l'incapacité et à l'impuissance des organes administratifs qui seraient tout désignés pour soulever et résoudre ces questions.

Que veut l'Opposition? En quoi consiste son mérite?

Son mérite consiste en ce qu'elle a signalé au parti toutes ces questions brûlantes, en ce qu'elle a dit clairement ce qui fermentait sourdement dans les masses et éloignait de plus en plus les ouvriers sans parti du Parti communiste, en ce qu'elle a nettement et sans crainte crié à la face des milieux dirigeants du parti: «Halte-là! Regardez autour de vous, rentrez en vous-même. Où nous conduisez-vous? Ne faisons-nous pas fausse

route? Ne nous écartons-nous pas du principe de classe? La situation du parti sera mauvaise si l'on voit subsister séparément l'épine dorsale de la dictature, la classe ouvrière, et d'un autre côté le Parti communiste... Ce sera la ruine de la Révolution.» Dans la crise présente, le parti doit abjurer courageusement ses erreurs, écouter le sûr instinct des masses ouvrières qui lui lancent cet appel à travers l'initiative créatrice des syndicats, pour restaurer et développer les forces productrices du pays, pour purger le parti de tous les éléments étrangers qui s'y sont incrustés, pour redresser son action, retourner à l'esprit démocratique, à la liberté d'opinion et de critique à l'intérieur du parti.

Le rôle et la fonction des syndicats

Nous avons noté dans leurs traits fondamentaux, quoique rapidement, les causes de la crise intérieure de notre parti. Examinons maintenant les principaux points de désaccord entre les milieux dirigeants du Parti communiste et l'Opposition ouvrière. Ils sont au nombre de deux: le rôle et la fonction des syndicats dans la période de restauration économique et d'organisation de l'industrie sur la base communiste et l'action des masses et de la bureaucratie dans le parti et dans les soviets. Arrêtons-nous à la première question, la seconde en découle directement.

La grande période d'élaboration des «thèses» sur la question des syndicats est terminée. Six plates-formes, six groupements à l'intérieur du parti s'offrent à nous. Jamais encore le Parti communiste n'a vu pareille diversité, pareille subtilité de nuances, jamais la pensée communiste ne s'était enrichie d'un aussi grand bagage de formules sur une seule et même question. Visiblement, la question est grave, essentielle.

Rien n'est plus vrai. Il s'agit en effet de savoir qui édifiera l'économie communiste et comment on l'édifiera. C'est là le fond, le centre de notre programme. Cette question n'a pas moins d'importance que celle de la prise du pouvoir politique par le prolétariat, mais peut-être plus. Seul le groupe du «centralisme démocratique» avec Boubnov peut être assez aveugle pour estimer que «la question des syndicats, à l'heure actuelle, n'a pas la moindre importance objective et ne présente aucune complexité théorique particulière».

Il est naturel que cette question trouble le parti. Dans son essence, elle revient à dire: De quel côté faire tourner la roue de l'histoire, en avant ou en arrière? Par un communiste ne peut être étranger à la discussion sur le rôle des syndicats. Voilà pourquoi il s'est formé six groupements différents.

Mais si on passe en revue attentivement les thèses de ces six groupements, que des nuances infiniment ténues séparent, il apparaît que sur la question fondamentale: «Qui doit construire l'économie communiste et organiser la production sur des bases nouvelles?» il n'y a que deux points de vue en présence. L'un exprimé et fixé dans les thèses de l'Opposition ouvrière, l'autre qui réunit les autres nuances, multiformes mais au fond identiques.

A quoi tendent les thèses de l'Opposition ouvrière et comment conçoit-elle les fonctions et le rôle des syndicats professionnels, ou plutôt des «unions de production», à l'heure actuelle?

«Nous estimons que la question de la restauration et du développement des forces productives de notre pays ne peut être résolue qu'à condition de changer tout notre système d'organisation à la direction de l'économie nationale» (discours de Chliapnikov le 30 novembre). Notez bien, camarades, ce passage: «à condition de changer tout notre système». Qu'est-ce à dire? «Le fond du désaccord, continue Chliapnikov, porte sur la voie par le

moyen de laquelle notre parti, à l'époque actuelle de transition, réalisera sa politique économique, soit par les masses ouvrières organisées en syndicats, soit en passant par-dessus leur tête, par la voie bureaucratique de fonctionnaires spécialement investis.» C'est là le fond du différend; réaliserons-nous le communisme par les ouvriers, ou par l'intermédiaire des fonctionnaires d'Etat? Que les camarades réfléchissent bien; est-il possible de réaliser, de construire l'économie et l'industrie communistes par le moyen d'individus qui appartiennent à une classe étrangère, pénétrés de la routine du passé? Si nous raisonnons en marxistes et en hommes de science, nous répondrons catégoriquement non, ce n'est pas possible. S'imaginer que des «spécialistes», des techniciens, des experts organisateurs de l'industrie capitaliste sauront d'un coup se libérer de leurs procédés et de leur façon de voir, alors qu'ils sont encore pénétrés des idées dans lesquelles ils ont été élevés et se sont identifiés à leur propre système quand ils servaient le capital, pour contribuer à mettre sur pied le nouvel appareil économique communiste — car il s'agit bien de découvrir ces nouvelles formes de production, d'organisation du travail, ces nouveaux stimulants à l'effort — penser cela c'est oublier cette vérité d'expérience mondiale qu'un système économique ne peut pas être changé par des individus quelconques, mais seulement par les nécessités profondes de toute une classe.

Posons-nous cette question: Si, à l'époque de transition entre le système féodal fondé sur le servage et le fouet et le système capitaliste avec sa soi-disant liberté de travail et son salariat industriel, la classe bourgeoise, manquant encore d'expérience pour construire son économie capitaliste, avait sollicité pour organiser et diriger ses fabriques les plus remarquables, les plus talentueux intendants et employés des grands domaines terriens, habitués à diriger le travail des serfs, que serait-il arrivé? Ces hommes expérimentés, ces «spécialistes» en leur genre, élevés dans le respect du fouet, aurait-ils su obtenir un grand rendement du travail «libre», d'un prolétariat qui, bien qu'affamé, avait encore quelques moyens d'échapper à la grossièreté d'un directeur de fabrique en s'engageant dans l'armée, en se faisant journalier, vagabond, mendiant, pour fuir un travail odieux? N'auraient-ils pas, au contraire, ces «spécialistes», ruiné dès ses débuts la nouvelle organisation du travail et avec elle tout le système capitaliste basé sur elle? Certains maîtres de serfs, certains anciens grands propriétaires, certains intendants ont su s'adapter aux nouvelles formes de production, mais ce n'est pas parmi eux que la bourgeoisie a recruté les véritables créateurs de son système économique. Un instinct de classe faisait sentir aux patrons des premières fabriques qu'il valait mieux avancer lentement et à tâtons, n'avoir recours qu'à ses propres moyens et à son propre flair, pour trouver la bonne voie et définir les relations nouvelles entre le travail et le capital, plutôt que d'emprunter à un système d'exploitation du travail qui avait fait son temps des procédés inapplicables et funestes, capables seulement d'abaisser la production au lieu de l'augmenter. L'instinct créateur de leur classe enseignait aux capitalistes, à l'époque de la première accumulation de l'énergie capitaliste, qu'au lieu du fouet du maître il fallait employer un autre stimulant, celui de l'émulation et de la concurrence, avec la menace du chômage et de la misère. Et les capitalistes, recourant à ce stimulant au travail, surent s'en servir pour développer les formes nouvelles de la production capitaliste bourgeoise, élevant du coup, par ce procédé, le rendement du travail salarié, soi-disant libre.

Il y a cinq siècles, la bourgeoisie a procédé ainsi, à tâtons, aveuglément

en n'obéissant qu'à son instinct de classe. Elle a eu plus de confiance en son flair qu'en l'expérience des sages experts «spécialistes» en organisation dans l'économie féodale. Et l'histoire lui a donné raison.

Nous possédons aujourd'hui une arme précieuse qui nous aide à trouver le plus court chemin jusqu'à la victoire et qui, sur ce chemin, réduit les souffrances de la classe ouvrière et donne au nouveau système économique communiste un fondement solide. Cette arme, c'est l'interprétation matérialiste de l'histoire. Or, au lieu de l'utiliser, d'approfondir notre expérience et de vérifier nos recherches à l'aide de l'histoire ainsi comprise, nous sommes prêts à rejeter les vérités historiques et à nous égarer dans le maquis d'un empirisme aveugle en nous fiant à la chance!... Si pénible que soit notre situation économique, nous n'avons aucune raison de nous laisser aller à une telle explosion de désespoir. Ceux qui doivent désespérer ce sont les gouvernements capitalistes qui, devant l'épuisement de l'énergie créatrice du capitalisme, sont réellement acculés à une impasse; mais non point nous, la Russie laborieuse à laquelle la Révolution d'octobre ouvre des horizons de création économique illimités, des formes de production inouïes avec un rendement d'une richesse inconnue. Il nous faut apprendre à ne pas puiser dans le passé, mais à donner libre essor à l'initiative créatrice de l'avenir.

C'est ce que fait l'Opposition ouvrière. Qui peut être le créateur, le fondateur de l'économie communiste? Non pas quelques représentants du passé, même doués de génie, mais seulement cette classe liée par tout son être à ce système de production nouveau, plus productif et plus parfait, qui naît dans la douleur. Quel est l'organe capable de fournir et de faire fonctionner un élément créateur, dans cette nouvelle organisation de l'économie et de la production? Les syndicats ouvriers ou bien les administrations de l'Etat avec leur personnel socialement mitigé et fonctionnarisé? L'Opposition ouvrière estime que ce sont les syndicats ouvriers et non la société disparate et bureaucratique des fonctionnaires, avec sa forte proportion d'affairistes à l'ancienne mode capitaliste, à l'esprit tout encrassé de routine capitaliste.

«Au lieu de se borner, comme on le fait aujourd'hui, à solliciter des administrations économiques de l'Etat une contribution passive, les syndicats ouvriers doivent être appelés à participer activement et personnellement à la direction de l'économie nationale» (thèses de l'Opposition ouvrière). Chercher, trouver et mettre en œuvre de nouvelles formes économiques plus parfaites, essayer de nouveaux stimulants pour augmenter le rendement du travail, cela n'est possible qu'à des associations indissolublement liées par leur expérience quotidienne à la forme naissante de production, et qui peuvent tirer de cette expérience des conclusions pratiques, minimes en apparence, mais infiniment précieuses pour savoir approcher l'ouvrier dans un nouvel état de choses où la misère, le chômage et la concurrence sur le marché du travail ont disparu en tant que stimulants.

Trouver un stimulant, un motif de travail, c'est le plus gros problème qui se pose à la classe ouvrière au seuil du communisme. Nul autre que la classe ouvrière elle-même, à travers ses associations, n'est en état de résoudre ce problème.

L'activité syndicale ouvre un large champ à l'expérience pratique et au sens de classe pour organiser et découvrir de nouvelles formes de production, en faisant appel aux facultés d'organisation du prolétariat, seul à pouvoir instaurer le communisme.

Voilà comment l'Opposition ouvrière aborde la question, comment elle comprend le rôle des syndicats. Il en découle l'un des points les plus

importants de ses thèses qui est le suivant: «L'organisation de la direction de l'économie nationale appartient au congrès panrusse des producteurs groupés en unions professionnelles et de production, lequel élit un organe central pour diriger toute l'économie nationale de la République.»

Cet article ouvre un large champ à l'initiative du prolétariat qui cesse d'être étreint et mutilé par un appareil bureaucratique pénétré d'esprit et de routine propres à l'économie capitaliste et bourgeoise. L'Opposition ouvrière a confiance dans la force créatrice de la classe ouvrière. De cette affirmation découle tout le reste de son programme.

Mais c'est précisément ici qu'apparaît le désaccord entre l'Opposition ouvrière et les sommets dirigeants de notre parti, dans le *manque de confiance en la classe ouvrière* (naturellement pas au sens politique, mais en ce qui concerne les capacités économiques du prolétariat) — c'est là le fond des thèses de nos milieux dirigeants. Les sommets de notre parti ne croient pas que les mains grossières d'ouvriers peu initiés à la technique puissent créer des formes économiques dont sortira, avec le temps, le système harmonieux de la production communiste. Il leur semble à tous, à Lénine comme à Trotsky, à Boukharine comme à Zinoviev, que la production est une chose si délicate qu'il est impossible de se passer de «guides». Il faut faire avant tout l'éducation des ouvriers, les envoyer à l'école et plus tard, quand ils seront grands, nous retirerons du Conseil supérieur de l'économie nationale les professeurs et nous autoriserons les syndicats à prendre en main la direction de l'économie nationale.

Chose caractéristique, toutes les thèses de nos dirigeants concordent sur un point fondamental: il est trop tôt pour remettre la production et la direction économique aux mains des syndicats, il faut patienter. Les points de vue de Lénine, de Trotsky, de Zinoviev, de Boukharine et autres diffèrent sur la raison de ne pas encore remettre l'administration économique aux syndicats, mais tous sont d'accord pour affirmer que cette direction doit se faire aujourd'hui sans les ouvriers, par un système bureaucratique hérité de l'ancien régime. Ici tous nos camarades des sommets du parti manifestent entre eux une solidarité touchante. «Le centre de gravité de l'activité syndicale, est-il dit dans les «Thèses des Dix»[1], doit être transposé, à l'époque actuelle, dans l'organisation économique. Les syndicats, comme organisation de classe du prolétariat édifiée selon le principe des branches de production, doivent se charger de la partie principale dans l'organisation de la production.» La «partie principale», cette expression est extensible et elle n'est pas exacte; elle offre une large marge aux interprétations, mais permet en même temps de penser que la plate-forme des «Dix» accorde aux syndicats, dans la direction économique, plus de place que le système de Trotsky. Les thèses des «Dix» expliquent ensuite ce qu'il faut entendre par la «partie principale»; c'est «la participation la plus énergique à tous les centres régulateurs de la production, l'organisation du contrôle ouvrier, l'enregistrement et la répartition de la main-d'œuvre, les échanges entre la ville et la campagne, la démobilisation de l'industrie, la lutte contre le sabotage, la mise en pratique de la mobilisation générale du travail, etc.». Et c'est tout. Cela n'est pas nouveau et ne dépasse pas ce qu'ont fait jusqu'à présent les syndicats, mais ne sauve pas non plus notre industrie et ne fait pas avancer d'un pas la question essentielle du développement et de la restauration des forces productives du pays. Pour ne laisser aucun doute sur le rôle auxiliaire, et non point directeur, laissé aux syndicats dans l'économie nationale, la plate-forme des «Dix» déclare: «Les syndicats, sous une forme évoluée (remarquez bien, pas tout de suite,

[1] Groupe patronné par Lénine.

mais sous une forme évoluée), doivent au cours de la révolution sociale commencée, devenir les instruments du pouvoir socialiste et travailler comme tels, en relation avec les autres organisations, à mettre en pratique les nouveaux principes d'organisation de la vie économique. » Il est ensuite question des relations entre les syndicats et le Conseil supérieur de l'économie nationale ou ses services. Quelle différence y a-t-il avec la «fusion» de Trotsky? Il n'y a qu'une différence de méthode. Les thèses des « Dix» soulignent fortement le caractère éducateur des syndicats. Quand ils parlent du rôle des syndicats, en particulier de leur rôle d'organisateur et d'éducateur économique, nos dirigeants se transforment tout à coup d'hommes d'Etat en pédagogues!

Nous voyons s'engager ici une très curieuse discussion non plus sur le système de la direction économique, mais sur la façon d'éduquer les masses. En vérité, en feuilletant les thèses, les sténogrammes, les discours de nos camarades dirigeants, on est frappé du don pédagogique qu'ils se sont subitement découvert. Chaque fabricant de thèses a son système à lui, le plus parfait de tous, pour faire l'éducation des masses ouvrières. Mais tous ces systèmes partent du postulat unique qu'il ne faut laisser aucun champ libre à l'élève pour se perfectionner et manifester ses facultés créatrices. En cela les pédagogues de nos milieux dirigeants sont dépassés.

Il est bien vrai, en effet, que pour Lénine, Trotsky, Boukharine et autres, le rôle des syndicats n'est pas de diriger la vie économique, ni de prendre en main la production, mais de servir d'instrument d'éducation des masses. Au cours de la discussion, il a semblé à certains camarades que Trotsky était pour l'étatisation progressive et non immédiate des syndicats et leur reconnaissait en tout cas la mission de diriger l'économie nationale, comme il est dit dans notre programme, et ce point semblait rapprocher Trotsky de l'opposition; tandis que le groupe Lénine-Zinoviev, tout en déniant l'étatisation, voyait la principale raison d'être des syndicats dans leur fonctionnement en tant qu'«école du communisme». «Les syndicats, rétorque Trotsky à Zinoviev, seraient d'après vous nécessaires pour le premier dégrossissement» (discours du 30 décembre). Quant à lui, à première vue, il comprend autrement le rôle des syndicats. Il estime que leur principale fonction est d'organiser la production. En cela, il a profondément raison. Trotsky a raison encore quand il dit: «Dans la mesure où les syndicats sont l'école du communisme, il faut l'entendre non point comme propagande générale du communisme parmi les ouvriers organisés (car alors ils joueraient simplement le rôle de clubs), ni comme mobilisation de leurs membres pour l'approvisionnement ou les fronts, mais comme une vaste éducation de leurs membres par leur participation à la production» (discours du 30 décembre). Ce sont là des vérités indéniables, mais on y oublie une seule chose, c'est que les syndicats ne sont pas seulement les écoles du communisme, ce sont les créateurs du communisme.

Ce qui est oublié, c'est l'activité créatrice du prolétariat. Trotsky l'escamote en disant que «les véritables organisateurs de la production (à l'intérieur du syndicat) sont les communistes qui ont la direction de ce syndicat». Quels communistes? Ceux qui, comme le veut Trotsky (voir ses thèses du premier projet), sont désignés par le parti pour des raisons qui souvent n'ont rien de commun avec les fonctions du syndicat dans l'économie et la production, qui sont envoyés et placés par le parti à tel ou tel poste syndical ou administratif? Trotsky est franc. Il ne croit pas que la masse ouvrière soit prête à créer le communisme ni, tout en cherchant dans les tourments, tout en commettant des erreurs, à édifier des formes nouvelles de production. Il l'a dit clairement et publiquement. Il a appliqué

son système d'éducation des masses à coups de trique et, dans son Comité central des Transports, il a préparé ces masses à jouer plus tard leur rôle de patron avec les mêmes procédés qu'on employait autrefois à l'égard des apprentis. Sans doute l'apprenti devenu maître, après avoir reçu suffisamment de taloches, ruinera sa boutique à force de croupir dans sa routine; par contre, tant que la trique du patron-instituteur le menacera, il travaillera quand même, il produira!

Voilà ce que Trotsky appelle transposer le centre de la question «de la politique à la production»! Relever la production, ne fût-ce que pour un instant, et par quelque moyen que ce soit, c'est tout pour lui, il n'y a pas d'autre problème. C'est à cela que devrait se réduire le rôle éducateur des syndicats.

Lénine et Zinoviev ne sont pas de cet avis. Ce sont des pédagogues plus modernes. «Bien des fois on a dit que les syndicats sont des écoles de communisme. Qu'est-ce qu'une école de communisme? A prendre le terme strictement, il faut dans une école de communisme avant tout enseigner et éduquer, et non commander» (applaudissements). Une pierre dans le jardin de Trotsky! Et Zinoviev ajoute: «Les syndicats (...) accomplissent un énorme travail dans l'esprit prolétarien, et ensuite dans un esprit purement communiste. C'est là le rôle fondamental des syndicats. Aujourd'hui, on commence à oublier cette vérité quand on se croit permis de traiter le mouvement professionnel, c'est-à-dire l'organisation la plus large de la classe ouvrière, d'une façon trop impudente, trop grossière, trop brutale. Il faut s'en souvenir, l'organisation professionnelle a sa mission propre qui n'est pas de commander directement, de donner des ordres ni de faire le dictateur, mais avant tout d'entraîner des millions de travailleurs dans le mouvement prolétarien organisé...»

Ainsi, le pédagogue Trotsky a dépassé les limites, il a fait preuve d'un excès de zèle dans son système d'éducation. Or, que propose Zinoviev lui-même? Il propose de donner dans les syndicats des leçons élémentaires de communisme, d'«apprendre aux masses les bases premières du mouvement prolétarien». Mais comment cela? Par l'expérience pratique de tous les jours, par la création réelle de nouvelles formes économiques, comme le veut l'Opposition? — Rien de semblable! Le groupe Lénine–Zinoviev préconise le système de l'éducation par préceptes et par leçons de morale, accompagnés d'exemples soigneusement choisis. Nous avons un demi-million de communistes (parmi lesquels malheureusement beaucoup d'étrangers venus d'ailleurs), sur sept millions d'ouvriers. Selon Lénine, le parti englobe l'avant-garde du prolétariat et l'élite des communistes qui, en collaboration étroite avec les «spécialistes» des administrations économiques d'Etat, élaborent, par des méthodes de laboratoire, les formes de la société communiste. Ces communistes qui, travaillant sous la surveillance des «bons pédagogues» du Conseil supérieur de l'économie nationale et des bureaux centraux, sont les «bons élèves», ceux qui avaient toujours dix autrefois. Les masses ouvrières des syndicats doivent avoir de la considération pour ces élèves exemplaires et s'instruire par leur exemple. Mais, quant à laisser ces masses mettre la main au gouvernail, halte-là! Le moment n'est pas venu!...

De l'avis de Lénine, les syndicats, c'est-à-dire l'organisation véritable de la classe ouvrière, ne sont pas les vrais créateurs de l'économie communiste; ils font la liaison entre l'avant-garde et les masses; par leur action quotidienne les syndicats convainquent les masses, etc...

Ce n'est plus la trique de Trotsky. C'est le système à l'allemande Fröbel–Pestalozzi, l'enseignement par l'exemple. Les syndicats ne font rien

d'essentiel dans la vie économique, mais ils convainquent les masses et leur servent de liaison avec l'avant-garde de la classe, avec le parti, lequel à son tour n'administre pas lui-même en tant que collectivité et n'organise pas la production, mais érige des administrations économiques de composition hétéroclite, où se trouvent aussi des communistes...

Quel est le système le meilleur? On pourrait discuter. Celui de Trotsky en tout cas a plus de relief et de réalité. Avec des prescriptions ou l'exemple des «bons élèves», on ne fera jamais progresser l'art pédagogique. Cette vérité, il ne faudrait pas la perdre de vue.

Le groupe de Boukharine occupe une position intermédiaire, ou plutôt il essaie de combiner les deux systèmes d'éducation; remarquez que ce groupe, lui aussi, ne reconnaît pas aux syndicats le droit d'agir de façon indépendante dans les questions économiques. D'après Boukharine et son groupe, les syndicats «remplissent un rôle double; d'une part, ils sont une école de communisme, un intermédiaire entre le parti et la masse sans parti (idée reprise de Lénine), un appareil qui dirige les masses prolétariennes dans la vie active, mais pas dans la création de nouvelles formes économiques, ni dans la recherche et la révélation d'un nouveau système de production; d'autre part ils sont, à un degré toujours plus accusé, partie intégrante de l'appareil économique et de l'appareil en général du pouvoir gouvernemental (idée reprise de Trotsky et de sa «fusion»).

Là encore le débat ne porte plus sur le rôle des syndicats, mais sur la méthode à suivre pour éduquer les masses en se servant des syndicats. Trotsky recommande — ou plus exactement recommandait — d'enfoncer la sagesse communiste dans la tête des syndicats au moyen du système employé par lui dans les transports et, pour faire leur éducation, d'agir à coups de nominations, de déplacements, de militarisations et d'autres mesures magiques du même genre, pour qu'ils se confondent avec les administrations économiques d'Etat et deviennent les exécuteurs obéissants des plans élaborés par le Conseil supérieur de l'économie nationale. Zinoviev et Lénine se hâtent moins de fondre les syndicats avec les administrations économiques d'Etat. Les syndicats, disent-ils, peuvent rester syndicats. L'industrie sera administrée par des hommes choisis par nous. Le Bureau d'organisation du Comité central est passé maître en la matière. Quand on aura formé, dans les syndicats, de bons élèves, bien sages et bien appliqués, nous les verserons dans les bureaux d'Etat. Alors les syndicats n'auront plus qu'à disparaître et à se dissoudre.

Quant au rôle actif en matière économique, nous le réservons au Conseil supérieur de l'économie nationale et aux autres organes de l'Etat bureaucratique; aux syndicats, nous laissons le rôle d'écoles. De l'éducation, encore de l'éducation et toujours de l'éducation... Voilà la devise de Zinoviev et de Lénine. Boukharine se pique de radicalisme dans ce système d'éducation; c'est pourquoi il a reçu une réprimande de Lénine et s'est même fait accoler une épithète malsonnante. Boukharine et son groupe, en soulignant le rôle éducateur des syndicats dans les circonstances politiques présentes, sont partisans de la plus large démocratie ouvrière à l'intérieur des syndicats. Partout le principe électif, uniquement le principe électif, et les candidatures présentées par les syndicats, obligatoires, non plus conditionnelles. Quel démocratisme! C'est presque l'Opposition ouvrière. Mais il y a une petite réserve: l'Opposition ouvrière reconnaît les syndicats comme créateurs et directeurs de l'économie communiste. Boukharine, comme Trotsky, et comme Lénine, les relègue au rôle d'école du communisme, ni plus ni moins. Pourquoi donc jouer au radicalisme

dans la question du principe électif, quand on sait d'avance que ce principe ne fera ni chaud ni froid au système de direction dé l'industrie? Cette direction, en effet, demeure hors de la portée des syndicats, aux mains des administrations de l'Etat... Boukharine fait penser à ces pédagogues qui enseignent à l'ancienne mode, d'après les manuels, de telle ligne à telle ligne, qui encouragent l'«initiative» des élèves en leur faisant élire un camarade de service pour la classe, pour le réfectoire, pour l'organisation des spectacles ou des jeux...

Ainsi les deux systèmes se concilient et se marient à merveille. Quant à savoir ce qui en résultera, à quoi seront bons les pensionnaires de nos mentors éclectiques, c'est une autre question. Si Anatole Vassiliévitch Lounatcharsky était obligé, dans ses réunions professorales, de perdre son temps à réfuter de pareilles hérésies, la situation de commissaire du peuple à l'instruction publique deviendrait intenable...

Il ne faudrait pourtant pas diminuer outre mesure la valeur des méthodes éducatives de nos camarades dirigeants à l'égard des syndicats. Tous, sans excepter Trotsky, comprennent que, dans l'éducation, l'«initiative» joue un rôle non méprisable. Aussi recherchent-ils les domaines où les syndicats peuvent, sans dommage pour l'ensemble du système bureaucratique de l'Etat, manifester leur initiative et leur action économique.

Le domaine le plus inoffensif découvert pour exercer cette initiative des masses et cette «participation active à la vie» (d'après Boukharine), c'est l'amélioration des conditions d'existence; l'Opposition fait une grande place à cette question, mais elle comprend fort bien que le terrain essentiel sur lequel doit s'exercer l'action primordiale du prolétariat, c'est la création de nouvelles formes économiques où les conditions d'existence ne seront qu'un secteur. Au contraire, pour Trotsky et Zinoviev, la production est organisée par les administrations de l'Etat et les syndicats sont invités à se livrer aux fonctions utiles, mais quelque peu restreintes, du ménage intérieur. Zinoviev, par exemple, voit le «rôle économique des syndicats» dans la répartition des vêtements de travail, ou bien «il n'y a pas de fonctions plus importantes, dit-il, que les fonctions économiques; aujourd'hui réparer un établissement de bains à Petrograd est dix fois plus essentiel que de donner cinq excellentes conférences».

Qu'est-ce que cela signifie? Ou bien il s'agit d'une confusion naïve ou d'un sabotage voulu du rôle primordial et organique des syndicats dans la production et le développement des forces productives, sous prétexte de leur confier cette mission étroite d'organiser la vie quotidienne et le ménage intérieur. Nous retrouvons chez Trotsky la même pensée, sous des expressions un peu différentes. Trotsky invite magnanimement les syndicats à faire preuve de la plus large initiative dans le domaine économique. Mais en quoi consiste cette initiative, ou cette collaboration à l'amélioration du sort des masses? A remettre les carreaux d'un atelier, à combler les mares devant une usine?... (Discours de Trotsky au congrès du sous-sol.) Pardonnez-nous, camarade Trotsky, mais ces choses sont tout bonnement du domaine ménager et si vous réduisez l'activité des syndicats à de semblables perles d'initiative, les syndicats ne seront plus des écoles de communisme, mais des écoles professionnelles de concierges. Cependant, Trotsky ouvre un champ plus large à l'«initiative des masses», en les appelant, non pas à organiser de façon indépendante les conditions d'existence — pour aller plus loin, il faut être cette folle Opposition ouvrière — mais seulement à prendre du Conseil de l'économie nationale des leçons pour améliorer le sort des ouvriers. «Pour toutes les questions concernant les ouvriers, leur alimentation, l'économie de leurs forces, il

faut que les syndicats sachent exactement (sachent, et non participent eux-mêmes activement), non seulement d'une façon générale comme le vulgaire public, mais en détail, tout le travail courant fait au Conseil supérieur de l'économie nationale» (discours du 30 décembre). Les mentors du Conseil supérieur de l'économie nationale ne se contentent plus d'obliger les syndicats à exécuter leurs plans, ils commentent aussi leurs prescriptions à l'adresse de leurs élèves. C'est un progrès sur le système appliqué à la Fédération des transports.

Mais le premier ouvrier venu comprend que, si utile qu'il puisse être de remettre les carreaux d'un atelier, il n'y a dans cet acte rien qui ressemble à la direction de l'industrie. Les forces productives et leur développement n'ont rien à voir à de semblables opérations. La question qui se pose est celle-ci: comment développer ces forces productives? Comment organiser la vie économique, comment concilier les nouvelles conditions de vie avec les nécessités de la production, de façon à économiser le maximum d'énergie en vue d'un résultat bénéfique, en diminuant la somme de travail improductif? Le parti peut former un soldat, un agitateur politique, l'exécuteur d'un plan déjà constitué. Mais il ne peut pas former un constructeur de l'économie communiste; seul le syndicat ouvre un champ à l'activité créatrice dans le domaine économique.

D'ailleurs ce n'est pas là le rôle du parti. Son rôle est de créer, dans les masses ouvrières groupées par l'identité de leur idéal économique, des conditions favorables à la formation de l'ouvrier qui crée de nouveaux procédés de travail, une nouvelle utilisation de la main-d'œuvre, un nouveau groupement des énergies productrices. Pour triompher de la crise économique, pour réaliser l'économie communiste, l'ouvrier doit avant tout imaginer une méthode nouvelle d'organisation du travail et des procédés nouveaux de direction.

Malheureusement cette vérité simple et marxiste n'est pas partagée aujourd'hui par les sommets de notre parti. Pourquoi? Parce que ces sommets ont plus de confiance dans les bureaucrates et les techniciens hérités de l'ancien régime que dans l'esprit créateur et sain de la classe prolétarienne.

Dans un tout autre domaine, on peut encore se demander à qui doit appartenir la direction, à la collectivité ouvrière, ou aux spécialistes bureaucrates, dans l'instruction des masses, dans le développement de la science, dans l'organisation de l'armée ou du service de santé, partout sauf dans le domaine économique. Ici la réponse est indiscutable et évidente pour tous ceux qui n'ont pas encore oublié l'histoire.

Nul marxiste n'ignore que le rétablissement de la production et le développement des forces productives d'un pays dépendent de deux facteurs: le progrès de l'outillage technique et l'utilisation rationnelle du travail, l'extension intelligente de l'énergie productrice, la découverte de nouveaux motifs encourageant l'effort. C'est ce qui s'est produit au cours de l'histoire à chaque passage d'un degré économique inférieur à un degré supérieur.

Dans la République du travail, le développement des forces productrices par le progrès technique passe au second plan par rapport à l'autre facteur, l'organisation rationnelle du travail et la découverte d'un nouveau système économique. Même au cas où la Russie soviétique réaliserait intégralement son plan d'électrification, si elle n'apportait pas des nouveautés fondamentales dans l'administration et l'organisation de son économie nationale, elle ne ferait que rattraper les pays capitalistes. Par contre, en ce qui concerne l'utilisation rationnelle des énergies et la constitution d'un nouveau

système de production, la Russie laborieuse est placée dans des conditions particulièrement favorables qui lui permettent de dépasser de loin tous les pays bourgeois et capitalistes grâce au développement de ses forces productrices. En Russie soviétique, le stimulant issu du chômage n'existe plus. La classe ouvrière affranchie du joug du capital peut dire son mot, nouveau et original, pour faire apparaître de nouveaux motifs d'effort et créer des formes de production encore inédites.

Qui donc peut dans ce domaine manifester cet esprit créateur, ce sens inné et raisonnable? Les éléments bureaucratiques qui dirigent les administrations de l'Etat, ou les syndicats dont les membres, riches de leur expérience d'organisation des forces productives dans l'atelier, possèdent des connaissances pratiques et réellement utiles qui permettent de réorganiser l'économie nationale?

L'Opposition ouvrière défend le principe que la direction de l'économie nationale appartient aux syndicats; en cela elle est plus marxiste que les théoriciens de nos sphères dirigeantes.

Toutefois, l'Opposition ouvrière ne peut ignorer le grand rôle que jouent la technique et la science. Elle n'a pas la prétention de constituer un organe de direction élu par le congrès des producteurs et de dissoudre ensuite les conseils d'économie nationale et les bureaux centraux. Elle se représente les choses tout différemment. Elle veut subordonner à sa direction ces bureaux centraux, indispensables, techniquement nécessaires, leur donner des directives théoriques, les utiliser comme autrefois les fabricants utilisaient les techniciens et les spécialistes à leur solde pour réaliser les plans conçus et esquissés par eux. Les spécialistes peuvent apporter énormément en améliorations techniques, ils peuvent faciliter les recherches du prolétariat, ils sont nécessaires et indispensables, comme la science elle-même et son progrès sont nécessaires à la classe militante montante. Mais les spécialistes bourgeois, même si l'étiquette de communistes leur est accolée, sont incapables et moralement impuissants pour augmenter les formes productrices dans un Etat non capitaliste, découvrir des procédés nouveaux d'organisation du travail, ou trouver des stimulants nouveaux en vue d'intensifier l'effort. Ici, c'est la classe qui doit parler, c'est-à-dire son incarnation la plus sûre et la plus évidente: les syndicats.

Lorsque, dans la phase entre le Moyen Age et les Temps modernes, la bourgeoisie montante entra en lutte économique avec la classe féodale décadente économiquement, elle n'avait aucun avantage technique sur la noblesse. Le revendeur, le premier capitaliste, était obligé d'acheter la marchandise chez l'artisan qui, à l'aide de limes, de ciseaux et de tours primitifs, fabriquait des objets pour son seigneur, son propriétaire, ou bien pour le marchand étranger avec lequel il pratiquait un commerce «libre». Mais le servage ayant atteint son plus haut degré de perfectionnement cessa d'accorder un bénéfice et les énergies productives ralentirent leur croissance. Alors l'humanité fut placée devant l'alternative ou déchéance économique ou recherche de formes nouvelles de travail et par conséquent d'un nouveau système économique capable de relever le rendement, d'élargir et d'écarter les limites de la production, d'ouvrir des possibilités nouvelles de progrès aux énergies productives.

Qui donc pouvait alors trouver une voie nouvelle pour réorganiser la production? C'étaient naturellement les représentants de la classe non rattachée à la routine du passé, qui comprenaient que le ciseau et le tour aux mains du serf rendaient infiniment moins que les mêmes instruments aux mains d'un ouvrier «libre», c'est-à-dire salarié, sans cesse poussé par l'aiguillon de la misère.

Et la classe naissante et montante, ayant découvert le moteur essentiel de la productivité du travail, construisit sur ce fondement tout le système, complexe et grandiose en son genre, de la production capitaliste... Bien plus tard seulement, les techniciens vinrent au secours des capitalistes quand, à la base, le nouveau système d'organisation du travail réclamait de nouvelles relations entre le travail et le capital.

Il en est de même aujourd'hui. Aucun spécialiste ni technicien pénétré de la routine du passé ne peut apporter rien de vivant ni de vivifiant dans l'organisation du travail et la création d'une économie communiste. Ici la parole appartient à la collectivité ouvrière. C'est le grand mérite de l'Opposition ouvrière d'avoir posé nettement et franchement devant le parti cette question d'une extrême importance.

Lénine estime que l'élément créateur du communisme dans le domaine économique peut se manifester par le canal du parti. Est-ce exact? Tout d'abord, comment fonctionne le parti? D'après Lénine, «il englobe l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire». Et c'est lui ensuite qui disperse cette avant-garde dans les administrations de l'Etat, en en restituant une partie aux syndicats — privés de tout champ d'action à la direction et à l'organisation de l'économie nationale; et là, ces communistes, bien éduqués, dévoués, voire pleins de talent, sont étouffés et corrompus par l'atmosphère de routine et de bureaucratie dont sont pénétrés tous les organes qui chez nous président à la «création économique» (l'influence de ces camarades s'efface, s'affaiblit, leur initiative se perd).

Il en est autrement dans les syndicats. Là, le contenu prolétarien est plus dense, les éléments plus homogènes, le but collectif étroitement lié aux intérêts du travail et de la vie quotidienne des producteurs, eux-mêmes membres des comités d'usines, des directions d'usines ou des bureaux syndicaux. L'initiative créatrice, la recherche de nouvelles formes économiques, de nouveaux motifs d'intensification du travail, tout cela ne peut naître qu'au sein de cette collectivité naturelle de la classe prolétarienne. L'avant-garde de cette classe peut faire la révolution, mais la classe tout entière, dans la pratique quotidienne de sa vie de classe, est seule capable d'être la base économique de la nouvelle société.

Celui qui ne croit pas aux facultés primordiales de la collectivité prolétarienne, dont l'expression la plus vive est les syndicats, celui-là doit renoncer à jamais à créer l'économie communiste. Ni Krestinsky, ni Préobrajensky, ni même Lénine ou Trotsky n'ont découvert infailliblement, à travers le parti, parmi les ouvriers ceux qui sont capables de trouver, d'expérimenter et de révéler le nouveau système de production, la nouvelle façon d'aborder le travailleur, car ces ouvriers ne peuvent apparaître que dans la vie pratique des hommes qui sont à la fois producteurs et organisateurs de la production.

Malheureusement cette vérité, simple et claire pour n'importe quel ouvrier, est oubliée par les sommets de notre parti. On ne peut décréter le communisme. Il doit être créé par la recherche des hommes, par l'élan créateur de la classe ouvrière elle-même, au prix d'erreurs parfois.

Dans les discussions passionnées qui se livrent entre les sommets de notre parti et l'Opposition ouvrière, le point litigieux est celui-ci: A qui notre parti confie-t-il la réalisation de l'économie communiste? Au Conseil supérieur de l'économie nationale avec ses ramifications bureaucratiques, ou bien aux syndicats? Trotsky veut opérer entre le Conseil supérieur et les syndicats une «fusion» telle que le premier engloutisse les seconds. Zinoviev et Lénine veulent soumettre les masses syndicales à une éducation

communiste telle que les syndicats se dissolvent sans douleur au sein des administrations d'Etat. Boukharine et tous les autres fabricants de thèses disent au fond la même chose, avec des variantes dans les formules, des différences dans les mots; le fond est identique.

Seule l'Opposition ouvrière tient un autre langage et défend les intérêts de classe du prolétariat dans l'élaboration et la réalisation de ce qui est sa tâche essentielle.

La direction de l'économie nationale dans la République du travail, à l'époque de transition où nous sommes, doit être confiée à un organe élu par les ouvriers producteurs. Or, les administrations économiques de l'Etat ne font que mettre en pratique la politique économique de l'organe suprême de la République du travail. Tout le reste n'est que piétinement et dénonce un manque de confiance dans les énergies créatrices des ouvriers, manque de confiance indigne de notre parti qui doit toute sa puissance précisément à la source inépuisable d'énergie révolutionnaire qu'est le prolétariat.

Rien d'étonnant si, au moment du congrès, les auteurs des diverses plates-formes économiques, à l'exclusion de l'Opposition ouvrière, font l'accord entre eux sur des concessions réciproques et sur des compromis. Rien d'essentiel ne les sépare.

Seule l'Opposition ouvrière ne doit pas et ne peut faire de concessions. Cela ne veut pas dire qu'elle désire la scission. Son but est autre, et même dans le cas où elle serait battue au congrès, de rester à l'intérieur du parti pour défendre fermement et pas à pas son point de vue, pour sauver le parti et redresser sa ligne de conduite.

Encore une fois, en peu de mots, que veut l'Opposition ouvrière?

1. Constituer l'organe directeur de l'économie nationale avec les ouvriers, les producteurs eux-mêmes.
2. Pour arriver à ce que les syndicats, au lieu de collaborer passivement avec les administrations économiques de l'Etat, y prennent une part active et manifestent dans ces administrations l'initiative créatrice des ouvriers, l'Opposition ouvrière élabore une série de mesures préalables qui préparent progressivement l'établissement de ce régime.
3. La direction de telle ou telle branche d'industrie n'est remise aux mains du syndicat correspondant qu'une fois que ce syndicat y aura été reconnu suffisamment préparé, par le Conseil central panrusse des syndicats.
4. Les nominations aux postes administratifs dans l'industrie sont rigoureusement interdites sans autorisation du syndicat. Les candidats des syndicats sont imposés obligatoirement. Les délégués envoyés par le syndicat sont responsables devant lui et peuvent être rappelés par lui.
5. Pour réaliser le plan ainsi esquissé, il faut commencer par renforcer les syndicats à la base, en préparant chaque comité d'usine à prendre la direction de l'entreprise.
6. La concentration en une seule main de la direction de toute l'économie nationale (plutôt que la dualité actuelle entre le Conseil supérieur de l'économie nationale et le Conseil panrusse des syndicats) crée une unité de volonté qui facilite la mise en pratique du plan économique unique, condition nécessaire du système communiste.

Est-ce là du syndicalisme? N'est-ce pas plutôt la réalisation du programme de notre parti? Et ceux qui s'en éloignent, ne sont-ils pas au contraire les tenants des autres thèses?

La bureaucratie et l'initiative des masses

Bureaucratie ou initiative des masses? C'est le second point qui sépare les sommets du parti de l'Opposition ouvrière. Le problème de la bureaucratie a été posé, mais examiné d'une façon trop superficielle, au Huitième congrès des Soviets. Ici, comme dans la question du rôle et du caractère des syndicats, la discussion a été dirigée sur une fausse voie. Le débat, ici aussi, est plus profond qu'il ne semble. Il consiste au fond en ceci: Quel est, pour l'Etat des travailleurs, au moment où se constitue la base économique du communisme, le système de gouvernement qui assure les plus larges possibilités d'action à l'initiative du prolétariat? Est-ce le système bureaucratique des administrations d'Etat, ou bien la large et pratique initiative des masses ouvrières? Poser cette question, c'est mettre en présence deux principes qui s'excluent nécessairement l'un l'autre, la bureaucratie et l'initiative. On voudrait l'intégrer de force à la question des moyens de vivifier l'appareil soviétique! Encore une fois c'est escamoter le débat, comme dans la discussion sur le rôle des syndicats.

Il faut le dire de façon claire et nette: les demi-mesures, les quelques modifications dans les relations entre les bureaux centraux et les organes administratifs locaux ou autres innovations aussi inexistantes et tout aussi mesquines, comme le déplacement de quelques militants influents ou l'envoi de communistes dans des administrations d'Etat où, malgré eux, ils se laissent gagner par le climat bureaucratique et se dissolvent au milieu d'éléments bourgeois, ne peuvent amener la moindre démocratisation, ni la moindre vie dans l'administration soviétique.

Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. N'importe quel enfant de la Russie soviétique sait que le problème consiste à faire participer la plus grande masse possible d'ouvriers, de paysans et de petites gens au travail d'organisation de la vie économique, de l'existence quotidienne et de l'Etat des travailleurs. Le problème est clair. En d'autres termes, il faut éveiller l'initiative des masses. Or, que fait-on pour encourager et pour faciliter cette initiative? Rien. Au contraire. Il est vrai que dans chaque meeting nous disons aux ouvriers et aux ouvrières: «Créez la vie nouvelle, construisez! Aidez le pouvoir des soviets!» Mais que la masse, qu'un groupe d'ouvriers ou d'ouvrières prenne notre appel à cœur et essaie de le mettre en pratique, et tout aussitôt, quelqu'un de nos organes bureaucratiques, s'estimant lésé, donnera sur les doigts aux trop fougueux initiateurs... Nos camarades se rappelleront des dizaines de cas où des ouvriers ont imaginé d'organiser eux-mêmes un réfectoire, une crèche, une coupe de bois, etc., et chaque fois leur intérêt vif et immédiat pour cette œuvre a été anéanti par la lenteur bureaucratique, par les pérégrinations à travers les sections, les refus, les nouvelles démarches, etc. Alors qu'on aurait pu, avec ces forces et cette ardeur, organiser un réfectoire, une coupe de bois ou une crèche, on recevait un refus basé sur le manque d'objets d'ameublement dans les dépôts centraux, le manque de chevaux pour le transport du bois ou d'un local pour la crèche... Que d'amertume chez les ouvriers et les ouvrières quand ils voient, quand ils savent que si on leur donnait le droit et la possibilité d'agir, ils mèneraient leur entreprise à bonne fin. Quel dépit de recevoir un pareil refus, quand on a soi-même trouvé les matériaux nécessaires, quand on se les est assurés... Alors l'initiative tombe, le désir d'agir est étouffé. «Puisqu'il en est ainsi, que les bureaux eux-mêmes s'occupent de nous!» Et il en résulte la plus funeste des divisions. «Nous», c'est la gent travailleuse, et «eux» ce sont les fonctionnaires soviétiques dont tout dépend. Là gît tout le mal.

Or, que font les sommets de notre parti? Cherchent-ils à découvrir la racine du mal, à reconnaître franchement que le système appliqué et réalisé par l'intermédiaire des Soviets, loin d'encourager l'initiative des masses, ne fait que la tuer? Non, nos sommets ne le cherchent pas. Au contraire, au lieu de trouver le moyen d'encourager l'initiative des masses qui, à certaines conditions, s'accommoderait admirablement de la souplesse de nos organes soviétiques, nos sommets deviennent soudainement les défenseurs, les chevaliers de la bureaucratie. Combien de camarades répètent, après Trotsky, que «si nous souffrons, ce n'est pas d'avoir emprunté les mauvais côtés de la bureaucratie, mais de n'en avoir pas emprunté les bons» (vers un plan économique unique).

La bureaucratie, c'est la négation directe de l'initiative des masses. C'est pourquoi celui qui, dans la République des travailleurs, fonde le système administratif sur le principe de l'encouragement des initiatives et de l'appel des masses à cette administration est obligé de ne voir dans la bureaucratie ni bons ni mauvais côtés et de repousser purement et simplement le système bureaucratique comme absolument pernicieux.

La bureaucratie n'est pas un phénomène issu de notre misère, comme l'assure Zinoviev; ce n'est pas non plus un reflet de cette habitude d'aveugle subordination contractée sous le régime militaire, comme disent d'autres; le phénomène est plus profond. Il vient de la même source qui enfante notre politique instable et équivoque à l'égard des syndicats; l'influence grandissante, dans l'appareil gouvernemental, de groupes sociaux étrangers non seulement au communisme, mais même aux aspirations sociales les plus élémentaires du prolétariat. La bureaucratie est un fléau qui s'est infiltré au plus profond de notre parti et qui ronge de part en part les organes soviétiques, comme le reconnaissent non seulement l'Opposition ouvrière, mais aussi de nombreux camarades plus conscients, restés en dehors de ce groupe.

On n'a pas seulement réduit l'initiative de la masse sans parti (ce qui serait encore compréhensible et découlerait logiquement de l'atmosphère tendue de la guerre civile), on a encore amputé à l'extrême celle des membres du parti. Toute initiative indépendante, toute pensée nouvelle qui n'a pas passé par la censure des centres dirigeants est considérée comme une hérésie, comme une violation de la discipline du parti, comme une démarche attentatoire aux droits du centre qui doit tout prévoir et tout prescrire. S'il n'a pas prescrit, vous n'avez qu'à attendre. Un jour viendra où le centre aura le temps et prescrira; alors, dans un cadre strictement déterminé, vous pourrez déployer votre initiative...

Qu'arriverait-il par exemple à des membres du Parti communiste russe, amateurs d'oiseaux, qui se mettraient en tête de fonder une société pour la protection des oiseaux? L'entreprise semble utile; en tout cas elle est agréable et ne risque pas de porter atteinte aux «plans gouvernementaux». Mais ce n'est là qu'une apparence. Aussitôt apparaîtraient des organes bureaucratiques qui feraient valoir leurs droits à l'organisation d'une telle société, qui la fonderaient dans un appareil d'Etat et tueraient ainsi l'initiative directe en la remplaçant par une liasse de circulaires et d'instructions fournissant du travail à plusieurs centaines de nouveaux fonctionnaires et alourdissant d'autant la poste et les transports.

L'essence de la bureaucratie et sa nuisance ne consistent pas seulement dans sa lenteur, comme voudraient nous le faire croire les camarades qui transportent le débat sur le terrain de l'appareil soviétique, mais en ce que toutes les questions sont décidées non point par un échange d'opinion, non point par la voie normale, mais par décision d'en haut, par un individu

ou par un minuscule collège, en l'absence complète ou presque complète des personnes intéressées. Une tierce personne décide de votre sort, là est l'essence de la bureaucratie.

Devant les souffrances grandissantes causées à la classe ouvrière par le chaos de notre époque de transition, la bureaucratie est incapable et impuissante. Le miracle d'enthousiasme nécessaire pour augmenter la production et améliorer le sort des ouvriers ne peut s'accomplir que par l'initiative vivante des masses ouvrières intéressées, à condition que cette initiative ne soit pas gênée ni limitée à chaque pas par une hiérarchie d'autorisations et de prescriptions. Les marxistes, les bolcheviks en particulier, ont toujours dû leur force à ce qu'ils ont moins cherché les succès proches et immédiats (comme le faisaient les opportunistes et les conciliateurs) qu'ils ne se sont efforcés de placer le prolétariat dans des conditions qui lui permettent de tremper son énergie révolutionnaire ou de développer ses facultés d'action. L'initiative des ouvriers nous est indispensable. Mais nous leur fermons la voie.

La peur de la critique et de la pensée libre, alliée au système bureaucratique, atteint parfois chez nous à la caricature.

Quelle initiative est possible sans liberté d'opinion et de pensée? L'initiative ne se manifeste pas seulement dans un acte précis, dans tel ou tel travail, mais bien davantage dans le travail indépendant de la pensée. Nous redoutons l'indépendance des masses, nous hésitons à donner libre cours à l'esprit créateur du prolétariat, nous craignons la critique, nous avons cessé d'avoir confiance dans les masses, c'est de là que vient notre bureaucratie. Voilà pourquoi l'Opposition ouvrière estime que la bureaucratie est notre ennemie, notre fléau et le plus grand danger pour la vitalité du Parti communiste.

Si nous voulons nous guérir de la bureaucratie qui s'est fait un nid dans les administrations de l'Etat, il faut avant tout nous guérir de celle qui sévit à l'intérieur du parti. Pour combattre la bureaucratie, il faut combattre tout le système. Dès que notre parti reconnaîtra, autrement qu'en théorie et en paroles, comme base de notre administration, l'indépendance des masses, les administrations d'Etat deviendront d'elles-mêmes, par la force des choses, des organes vivants accomplissant des fonctions révolutionnaires et communistes et cesseront d'être les simples appareils d'enregistrement, les cimetières de dossiers ou les laboratoires de circulaires mort-nées qu'ils sont aujourd'hui chaque jour davantage.

Il faut comprendre avant tout que nos dirigeants ont tort quand ils disent: aujourd'hui nous consentons à relâcher quelque peu les rênes, tant qu'aucun danger aigu ne nous menace sur le front, mais, dès que ce danger se fera sentir, nous reviendrons au système militaire. Ils ont tort, parce qu'il faut se souvenir que ce qui a sauvé Petrograd, ce qui a défendu bien des fois Lougansk, d'autres villes encore et des territoires entiers, c'est l'héroïsme. L'armée rouge était-elle seule? Non. Il y avait l'activité directe et l'initiative héroïque des masses ouvrières. Chaque camarade se souviendra toujours au moment du danger que notre parti fait appel à l'initiative des masses comme à une ancre de salut. Il est vrai qu'au moment du danger il convient de fortifier la discipline, la rapidité et l'exactitude de l'exécution, l'esprit de dévouement, dans le prolétariat et dans le Parti communiste, mais entre ces manifestations de l'esprit de classe et la subordination aveugle préconisée ces derniers temps par notre parti, il y a un abîme.

L'Opposition ouvrière, de concert avec un groupe de militants de Moscou, réclame, au nom de l'assainissement du parti et de la suppression

du néfaste esprit bureaucratique, la mise en pratique des principes démocratiques, non seulement dans les périodes de répit, mais aussi en cas de crise intérieure et extérieure. C'est la condition première et essentielle de l'assainissement et du retour du parti aux principes de son propre programme dont, sous la pression d'éléments étrangers, il s'écarte de plus en plus dans la pratique.

La seconde condition réclamée impérativement par l'Opposition ouvrière, c'est de débarrasser le parti de ses éléments non prolétariens. Plus le pouvoir des soviets se fortifie et plus augmente le nombre des éléments étrangers, carriéristes, sans idéal ou même délibérément hostiles, qui s'infiltrent dans le parti; il faut faire procéder à un nettoyage fondamental. Ce faisant, il faut partir de cette réalité que les plus révolutionnaires parmi les éléments non ouvriers sont entrés au parti dans la première période de la Révolution d'octobre. *Le Parti communiste doit être un parti ouvrier;* à cette condition seulement il pourra résister aux éléments petits-bourgeois venus de l'extérieur, aux influences paysannes ou aux spécialistes, serviteurs invétérés du capital.

L'Opposition ouvrière propose de passer en revue tous les communistes non ouvriers entrés au parti après Octobre et d'exclure tous ceux qui y sont entrés après 1919, en leur accordant le droit de demander leur réadmission dans un délai de trois mois.

En même temps un certain stage de travail manuel devra être imposé à tous les éléments non ouvriers qui désirent rentrer au parti ou y entrer et ce stage sera inséré dans les conditions ordinaires de vie et de travail de l'ouvrier.

La troisième démarche décisive pour démocratiser le parti est de composer des comités de provinces et de districts, de même que le Comité central, de telle sorte que les ouvriers liés immédiatement aux masses y possèdent l'influence prépondérante.

En rapport étroit avec cet article du programme de l'Opposition ouvrière, il y a celui qui demande la transformation de tous nos centres dirigeants, du Comité central aux comités de districts, d'organes qui régentent les détails quotidiens de la politique et interviennent dans les nominations et les déplacements en s'inspirant du point de vue étroit de tel ou tel bureau, en organes de contrôle de la politique générale de l'appareil soviétique.

Nous avons déjà noté que la crise de notre parti résulte de la conjonction de trois tendances, diverses par leur composition sociale; la classe ouvrière, la classe paysanne avec la petite bourgeoisie et enfin les débris de l'ancienne grande bourgeoisie représentée par les «spécialistes» et les hommes d'affaires.

Des raisons de caractère politique obligeront les organes centraux ou locaux de l'Etat, les commissariats et même le Conseil des commissaires du peuple, avec le Comité central exécutif, à prêter l'oreille et à s'adapter à ces trois groupes hétérogènes de population de notre République des travailleurs. Cela ne manque pas de nuire à la fermeté et à la pureté de la ligne de classe dont l'interprète, dans l'intérêt de la Révolution, doit être le Parti communiste. Or, chez lui, les considérations de politique générale commencent à l'emporter sur les intérêts de la classe ouvrière.

Pour que le Comité central et les divers comités du parti défendent réellement la pureté de notre politique de classe et rappellent à l'ordre certains organes de l'Etat chaque fois que, dans leur politique, se remarquera un écart de notre programme (par exemple dans la question du rôle et du but des syndicats), il faut réduire au minimum le nombre des

militants qui occupent à la fois des postes importants dans les organes de l'Etat et dans ceux du parti.

Rappelons-nous que la Russie n'est pas encore arrivée à faire l'unité de ses intérêts économiques; elle est au contraire une masse sociale hétérogène et l'Etat soviétique est obligé de concilier des intérêts parfois contraires, de choisir un moyen terme et de tenir la balance égale.

Pour que le Comité central de notre parti soit le centre dominant de la politique de classe, l'organe de la pensée communiste et le contrôleur permanent de la politique effective des soviets, l'incarnation morale des principes de notre programme, il faut, surtout au Comité central, réduire au minimum le nombre de ses membres qui occupent en même temps des fonctions aux organes suprêmes de l'Etat.

A cet effet, pour avoir des comités communistes qui soient véritablement des instruments de contrôle moral des administrations de l'Etat et qui maintiennent ces dernières dans une ligne de classe stricte, et pour renforcer également l'action intérieure du parti, l'Opposition ouvrière propose de prendre pour toute la Russie la mesure générale suivante: un tiers au moins des membres des comités communistes n'occupera aucune autre fonction dans le parti ou dans les organes de l'Etat.

La quatrième revendication essentielle de l'Opposition ouvrière est le retour de notre parti au principe électif.

Le principe de la nomination n'est admissible qu'à titre d'exception, dans des cas spéciaux, alors qu'en fait il est devenu la règle. La nomination est le trait caractéristique de la bureaucratie. Or, elle s'est instaurée partout, elle est reconnue et légale. La nomination crée dans le parti une atmosphère malsaine en rompant les relations d'égalité et de camaraderie, elle nourrit le carriérisme, elle offre un terrain favorable au favoritisme et à toutes sortes d'autres phénomènes fâcheux dans la pratique de notre parti et de l'Etat. La nomination prive de son sentiment de responsabilité celui qui est désigné d'en haut pour commander les autres et élargit l'abîme entre les sommets et les échelons inférieurs.

Le bénéficiaire de la nomination se trouve en fait hors de tout contrôle, car, d'en haut, on ne peut suivre ses actes et d'en bas on n'a pas le moyen de le rappeler à l'ordre et de le remplacer s'il est au-dessous de sa tâche. Autour de lui se crée habituellement une atmosphère «officielle» farcie d'ambitions et d'intrigues qui contamine les collaborateurs et discrédite le parti. Le principe de la nomination est une négation absolue du principe collectif. Le principe de la nomination favorise l'absence de responsabilité. La nomination d'en haut doit être abolie et remplacée par l'élection, sur toute l'échelle. Ne peuvent être «délégués» que les camarades élus membres des centres dirigeants par un congrès ou une conférence (par exemple les membres du Comité central, des comités de provinces ou de districts).

Enfin, la condition indispensable pour assainir le parti et détruire en lui l'esprit bureaucratique, c'est de revenir à l'ancien état de choses où toutes les questions essentielles de la vie communiste et de la vie politique soviétique étaient examinées par les masses avant que cet examen ne soit fait par les sommets. C'est ce qui existait à l'époque clandestine, et même au moment de la conclusion de la paix de Brest.

Il n'en est plus ainsi aujourd'hui. Malgré les ronflantes promesses de la conférence panrusse de septembre, une question aussi sérieuse que celle des concessions a frappé les masses avec la soudaineté d'une avalanche.

Et c'est seulement par suite des différends entre les dirigeants eux-mêmes que la question du rôle des syndicats a été soumise à la discussion des communistes.

Une large publicité, la liberté d'opinion, la liberté de discussion, le droit de critique à l'intérieur du parti et parmi les membres des syndicats, voilà la méthode décisive pour abolir le système bureaucratique.

La liberté de critique, le droit des diverses tendances à se manifester librement dans les assemblées du parti, le droit de discussion, tout cela a déjà cessé d'être réclamé seulement par l'Opposition ouvrière. Sous la pression grandissante des masses, plusieurs mesures revendiquées par cette Opposition, dès avant la conférence panrusse, sont maintenant des vérités officiellement reconnues. Il suffit de lire la plate-forme du comité de Moscou sur la structure intérieure du parti, à l'occasion du congrès, pour affirmer que l'Opposition peut se glorifier du progrès de son influence. Sans elle, aurait-on pu attendre du comité de Moscou un pareil pas à gauche? Mais il ne faudrait pas exagérer l'importance de ce pas, tant qu'il n'est qu'une déclaration présentée au congrès. Il pourrait bien arriver à cette plate-forme ce qui, ces dernières années, est arrivé maintes fois aux décisions de nos dirigeants: ils adoptent dans les congrès et les conférences, sous la pression des masses, les mesures les plus radicales, mais, une fois le congrès passé, la vie rentre dans son ornière et la décision demeure un désir oublié...

N'est-ce pas ce qui est arrivé à la décision de notre Huitième congrès ordonnant d'expulser du parti les éléments impurs, de rendre plus difficile l'entrée des non-ouvriers dans le parti? Et qu'est-il advenu de la décision de notre conférence de 1920 remplaçant les nominations par un système de recommandations? Les inégalités n'ont pas disparu à l'intérieur du parti, malgré les décisions dans ce sens bien des fois répétées. Quant aux persécutions contre les camarades qui ont une «opinion propre» différente de l'opinion prescrite d'en haut, ce mal n'a pas disparu... On peut en donner des exemples en grand nombre. Alors, si ces décisions ne sont pas mises en pratique, il s'ensuit qu'il faut supprimer la cause essentielle qui empêche leur réalisation, c'est-à-dire chasser du parti ceux qui redoutent la publicité, la responsabilité devant les masses et la liberté de critique. Ceux-là sont en effet ou bien des éléments non ouvriers infiltrés dans le parti ou bien des ouvriers dont la mentalité s'est embourgeoisée sous l'influence de ces éléments mêmes. Il ne suffit pas de nettoyer le parti des éléments non ouvriers à coup d'épurations, par un renforcement du contrôle au moment de l'admission ou par d'autres moyens, il faut encore savoir ouvrir largement nos portes aux ouvriers. Il faut faciliter leur entrée dans le Parti communiste, il faut créer à l'intérieur du parti une atmosphère de camaraderie plus étroite, afin que l'ouvrier s'y sente chez lui, qu'il voie dans chacun de nos dirigeants non un chef, mais un camarade plus expérimenté prêt à partager avec lui ses connaissances et son expérience, prêt à considérer avec sollicitude ses besoins et ses désirs. Combien de camarades, surtout de jeunes ouvriers, sont éloignés du parti par l'intolérance, les exigences, la sévérité tâtillonne que nous montrons à leur égard, au lieu de les diriger de façon réfléchie et de les rééduquer peu à peu dans l'esprit du communisme.

Avec la mentalité bureaucratique règne aussi dans notre parti la froideur officielle. La camaraderie n'existe que dans les masses.

Notre congrès ne doit pas oublier un autre détail peu flatteur. Il lui faut comprendre pourquoi l'Opposition ouvrière réclame plus d'égalité, la suppression des privilèges à l'intérieur du parti, l'affirmation de la responsabilité de chaque militant devant les masses qui l'ont délégué ou élu.

C'est pourquoi, dans sa campagne pour raffermir l'esprit démocratique

au sein du parti et abolir l'esprit bureaucratique, l'Opposition ouvrière proclame trois principes fondamentaux:

1. Election sur toute l'échelle, suppression des nominations et des délégués, renforcement de la responsabilité devant les masses.
2. Publicité à l'intérieur du parti (tant en ce qui concerne les appréciations personnelles intéressant les candidats que les questions générales), prise en considération de l'opinion des masses (examen approfondi des questions aux assemblées générales, les sommets faisant ensuite la synthèse des opinions, admission de n'importe quel membre du parti aux séances des centres dirigeants, traitant d'affaires particulièrement confidentielles), liberté de critique et d'opinion (non seulement droit de libre discussion, mais encore subsides matériels pour les publications des diverses tendances représentées dans le parti).
3. Augmentation de l'influence des ouvriers dans tout le parti, diminution du cumul dans les postes dirigeants du parti et les administrations de l'Etat.

Ce dernier point est particulièrement grave et essentiel, car il ne faut pas oublier que notre parti ne doit pas seulement construire le communisme, mais aussi qu'il est obligé d'y préparer les masses, de faire leur éducation pour une période peut-être prolongée de lutte contre le capitalisme mondial, lutte qui peut prendre les formes les plus inattendues et les plus nouvelles. Il serait naïf de se figurer que, ayant repoussé sur les champs de bataille l'agression des gardes blancs et de l'impérialisme, nous n'avons plus à craindre du capital aucun retour offensif, aucune tentative pour s'emparer de la Russie soviétique par des moyens détournés, pour pénétrer dans notre vie, pour faire servir la République du travail aux intérêts du capitalisme. C'est là précisément qu'il faut ouvrir les yeux, c'est là que notre parti doit se cuirasser d'airain pour affronter l'ennemi, concentrer les forces prolétariennes autour des buts nettement distincts de la classe ouvrière, car les autres groupes de la population pencheront vers le capitalisme. C'est le devoir de nos centres dirigeants de se préparer à cette nouvelle page de notre histoire révolutionnaire.

La solution la plus élégante du problème sera d'établir une étroite liaison, continue, entre notre parti et les organes de l'Etat, mais surtout avec les syndicats. Ici le cumul, loin de faire dévier la politique de notre parti de la pureté de sa ligne de classe, lui donnera au contraire, à l'époque où nous sommes, plus de fermeté et plus de force de résistance aux influences du capitalisme mondial, qui s'exercent par les traités de commerce et les concessions.

Augmenter l'influence des ouvriers au sein du Comité central, c'est constituer un Comité central où les représentants directs de la masse communiste cesseront de jouer le rôle de figurants de noces bourgeoises pour devenir enfin la liaison réelle et indissoluble entre ce comité et les masses ouvrières sans parti des syndicats, et seront par là même capables d'envisager toujours et de résumer les exigences du moment, les besoins, les aspirations de leur classe et d'orienter la politique du parti vers sa vraie politique de classe.

Tel est le programme de l'Opposition ouvrière. Telle est sa mission historique. On aura beau l'écarter avec dédain des sommets de notre parti, l'Opposition ouvrière est l'unique force vive et active avec laquelle notre parti doit compter et aura à compter.

Maintenant se pose la question suivante: Une opposition est-elle nécessaire? Dans l'intérêt de l'affranchissement du prolétariat mondial,

faut-il se féliciter de son apparition, ou bien est-ce un phénomène indésirable qui diminue l'énergie combative du parti et dissocie ses rangs?

Tout camarade non prévenu d'avance contre l'opposition et désireux d'aborder la question sans parti pris, avec son propre raisonnement, et non comme le désire telle ou telle autorité reconnue, analysera cette question et se convaincra par ce qui précède que l'opposition est utile et nécessaire. Elle est utile avant tout parce qu'elle sort la pensée de son sommeil. Pendant ces années de révolution, nous avons été tellement distraits par l'action, par le travail pratique, que nous avons complètement cessé de juger notre manière d'agir en partant des principes et de la théorie. Nous avons oublié que ce n'est pas seulement dans la période de lutte pour la conquête du pouvoir que le prolétariat peut commettre de grosses erreurs et s'égarer dans le marais de l'opportunisme. A l'époque aussi de la dictature, ces erreurs sont possibles, surtout quand, tout autour, fait rage la fureur impérialiste et que la République soviétique est obligée d'œuvrer dans le cercle capitaliste qui la cerne. A ce moment-là il ne suffit pas d'être de sages hommes politiques et des hommes d'Etat, il faut aussi savoir conduire le parti, et avec lui toute la classe ouvrière, dans la voie de l'intransigeance et de l'action prolétariennes, il ne faut jamais cesser de préparer cette classe à une lutte prolongée contre les formes nouvelles d'influences bourgeoises auxquelles le capitalisme universel recourt pour dominer la République soviétique. Etre sur ses gardes, affiner son ouïe prolétarienne, tel doit être, aujourd'hui plus que jamais, le mot d'ordre de notre parti.

L'Opposition ouvrière a placé ces questions à l'ordre du jour, c'est là son mérite devant l'histoire. La pensée a été mise en branle. On a commencé l'analyse des actes accomplis. On a commencé de critiquer. Or, là où il y a critique, analyse, travail, agitation et recherche de la pensée, il y a création, vie et par conséquent mouvement en avant, vers l'avenir. Il n'y a rien de plus effrayant et de plus pernicieux que la stagnation de la pensée, le moule, la routine... Or nous commencions à tomber dans la routine et sans l'opposition, encore s'est-elle manifestée bien imparfaitement, nous pourrions nous écarter de la bonne route du communisme sans même nous en apercevoir. Et nos ennemis se frotteraient les mains de joie, les mencheviks ricaneraient en faisant malicieusement ressortir nos écarts toujours plus prononcés.

Aujourd'hui c'est chose impossible, puisque le congrès, et par suite notre parti seront obligés de compter avec l'Opposition ouvrière et même, s'ils ne s'entendent pas avec elle sur un compromis, de faire en tout cas une série de concessions très importantes, sous sa pression et sous son influence.

Le second mérite de l'Opposition ouvrière, c'est d'avoir mis en discussion la question suivante: Qui est appelé finalement à créer les nouvelles formes de vie économique, les techniciens, les hommes d'affaires liés par toute leur mentalité au passé, les fonctionnaires soviétiques, avec quelques vrais communistes perdus parmi eux, ou bien la collectivité de la classe ouvrière personnifiée par les syndicats?

L'Opposition ouvrière a répété ce qui a déjà été écrit par Karl Marx et Engels dans le *Manifeste communiste* et qui sert de base à notre programme, à savoir que le communisme peut être et sera l'œuvre des masses ouvrières seules. Il appartient aux ouvriers de créer le communisme.

Enfin, l'Opposition ouvrière a élevé sa voix contre la bureaucratie. Elle a osé dire que la bureaucratie coupe les ailes à l'initiative et à l'esprit créateur de la classe ouvrière, tue la pensée, freine l'initiative économique

et les essais de découverte de nouveaux procédés de production: en un mot elle tarit la source créatrice des nouvelles formes de production et de vie. Remplacer la méthode bureaucratique érigée en système, par le système de l'initiative des masses laborieuses. Dans cette question déjà, nos dirigeants ont fait des concessions et tendent à reconnaître l'écart du parti, au détriment du communisme et des intérêts de la classe ouvrière (condamnation du système de Trotsky dans les transports). Il est certain que le congrès fera dans ce domaine beaucoup d'autres concessions à l'Opposition ouvrière. Ainsi, bien que l'Opposition ouvrière ne soit apparue qu'il y a peu de mois comme groupement constitué à l'intérieur du parti, elle a déjà accompli son œuvre, elle a secoué la pensée, elle l'a fait sortir de sa stagnation, elle a obligé les centres dirigeants du parti à écouter la voix saine des ouvriers et des collectivités prolétariennes.

Les sommets du parti ont beau fulminer contre l'Opposition ouvrière, elle a l'avenir pour elle. Comme nous croyons à la force vitale de notre parti, nous savons qu'après un moment d'opiniâtreté, d'hésitation, de zigzags et de détours politiques, notre parti n'en entrera pas moins dans la voie que lui tracent spontanément, avec leur instinct de classe, les prolétaires étroitement unis et organisés. Il n'y aura pas de scission. Si par hasard certains groupes se détachent du parti, ce ne seront en tout cas pas ceux de l'Opposition ouvrière. Ce seront seulement ceux qui, devant l'acuité de la guerre civile, veulent ériger en principe certaines infractions momentanées à l'esprit général du programme communiste et qui voudraient s'y cramponner comme à l'essentiel de notre ligne de conduite politique.

Mais tous ceux qui, dans notre parti, sont accoutumés à refléter la pensée du géant prolétariat grandissant et déployant ses ailes emmagasineront et assimileront tout ce que l'Opposition ouvrière apporte de solide, de pratiquement sain et de vital à la structure de notre parti. Ce n'est pas sans raison que l'ouvrier de la masse déclare d'un ton confiant et conciliant: «Ilitch réfléchira, retournera cela dans son cerveau, il nous écoutera et donnera le coup de barre du côté de l'opposition. Ilitch sera encore avec nous.»

Plus les sommets du parti se hâteront de tenir compte du travail de l'opposition et de marcher dans la voie indiquée par les masses, plus vite nous sortirons de la crise des difficultés présentes, plus vite nous passerons le seuil désiré où l'humanité, libérée de lois économiques qui lui sont étrangères, commencera à créer sciemment l'histoire de l'humanité dans l'ère du communisme, grâce à une volonté collective enrichie des valeurs de la science.

IMPRIMÉ EN SUISSE

INDEX

DES PRINCIPALES PERSONNALITÉS MENTIONNÉES DANS CE VOLUME

INDEX DES SIGLES

I.C.	Internationale communiste
EKKI	Comité exécutif de l'I.C.
Agitprop	Section d'agitation et de propagande du Secrétariat de l'I.C.
ISR (Profintern)	Internationale syndicale rouge
MOPR	Secours rouge international
OMS	Section de l'I.C. pour les relations internationales
WEB	Bureau d'Europe occidentale de l'I.C.
PCF	Parti communiste français
PCI	Parti communiste italien
PSI	Parti socialiste italien (maximaliste)
Terzini	Fraction favorable à l'I.C. au sein du PSI
KPD	Parti communiste allemand
PCS	Parti communiste suisse
PUC	Parti d'unité communiste (Frossard)
CGT	Confédération générale du travail (réformiste), France
CGT	Confédération générale du travail (anarchiste), Portugal
CGTU	Confédération générale du travail unitaire, France
UGT	Union générale du travail (réformiste), Espagne
CNT	Confédération nationale du travail (anarcho-syndicaliste), Espagne

TABLE DES ILLUSTRATIONS

TABLE DES MATIÈRES

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 1er MARS 1971
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE DES COOPÉRATIVES RÉUNIES
A LA CHAUX-DE-FONDS (SUISSE)
POUR LES ÉDITIONS DE LA BACONNIÈRE, A NEUCHATEL



Printed in Switzerland